

Le rôle de la presse dans la construction de la paix. Le cas du conflit basque.

THÈSE

présentée à la Faculté des sciences économiques et sociales

de l'Université de Genève

par

Mathieu CRETENAND

sous la direction de

Prof. Philippe VIALON

pour l'obtention du grade de

**Docteur ès Sciences économiques et sociales
Mention : Information, communication et médias**

Membres du jury de thèse :

Sandro CATTACIN, Professeur à l'Université de Genève, président du jury

Antoine MAURICE, Professeur émérite de l'Université de Neuchâtel

Pierre HAZAN, Chargé de cours au Centre d'éducation et de recherche en action humanitaire (CERAH), Université de Genève

Jean-Pierre MASSIAS, Professeur à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour

Thèse n°791

Genève, le 17 décembre 2012

La Faculté des sciences économiques et sociales, sur préavis du jury, a autorisé l'impression de la présente thèse, sans entendre, par là, émettre aucune opinion sur les propositions qui s'y trouvent énoncées et qui n'engagent que la responsabilité de leur auteur.

Genève, le 17 décembre 2012

Le doyen

Bernard MORARD

Impression d'après le manuscrit de l'auteur

A Amaia et Rachel

« Sur cette terre, la tête du dieu Elegguá porte la mort sur la nuque et la vie sur le visage. Chaque promesse est une menace, chaque perte une trouvaille. Des peurs naissent les courages ; et des doutes les certitudes. Les rêves annoncent une autre réalité possible et les délires une autre raison.

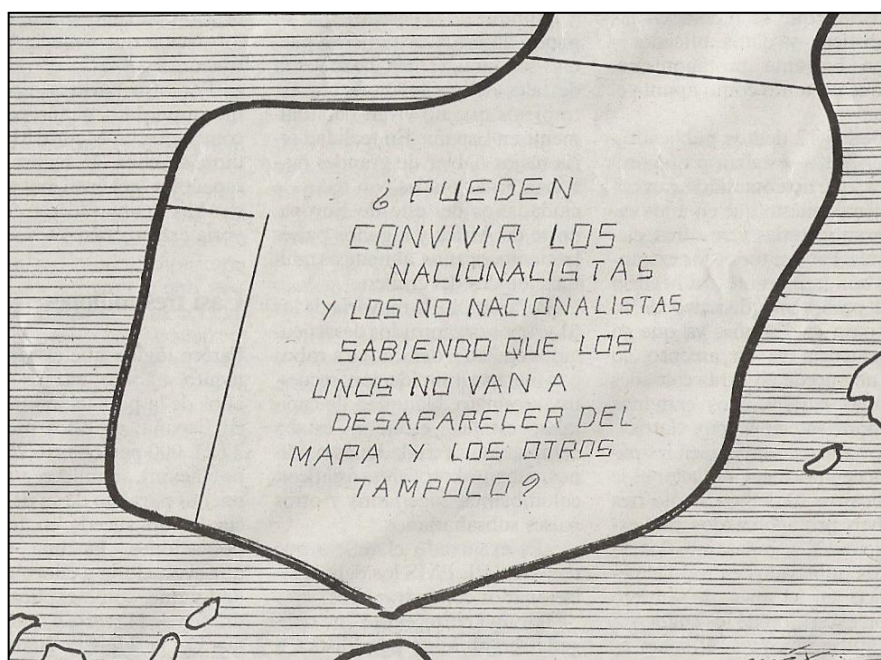
Après tout, nous sommes ce que nous faisons pour changer ce que nous sommes. L'identité n'est pas une pièce de musée dans sa vitrine, mais la synthèse toujours étonnante de nos contradictions de chaque jour.

C'est ma foi, ma foi fugace. La seule foi digne de confiance : elle ressemble à cet animal bizarre mais sacré qu'est l'homme, et à la folle aventure de vivre dans le monde. »¹

¹ Galeano, Eduardo (1989) : El libro de los abrazos, Madrid, Siglo XXI, p. 111.

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS	11
LEXIQUE GEOPOLITIQUE BASQUE	13
INTRODUCTION GÉNÉRALE	17
CHAPITRE I : LE CONFLIT BASQUE	45
CHAPITRE II : LES MÉDIAS ET LA CONSTRUCTION DE LA PAIX. TENSION ENTRE IDÉOLOGIE ET DÉONTOLOGIE	121
CHAPITRE III : LE TEMPS DE LA GUERRE (2003). LA RECHERCHE DES IDÉOLOGIES	185
CHAPITRE IV : LE TEMPS DE LA PAIX (2006-2007). L'INFLUENCE DU JOURNALISME	285
CONCLUSION GÉNÉRALE	371
ANNEXES	389
RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES	395
TABLE DES MATIÈRES	415



Máximo dans *El País* du 22 février 2004 (Les nationalistes et non nationalistes peuvent-ils vivre ensemble sachant que ni les uns ni les autres ne vont disparaître de la carte ?)

REMERCIEMENTS

Cette recherche sur le rôle de la presse dans la construction de la paix au Pays Basque est le résultat d'un investissement personnel de près de dix ans pour la résolution du conflit basque. Mon intérêt pour ce conflit est survenu d'abord lors d'un séjour de deux ans à Madrid puis lors de mes activités à la Ligue internationale pour les droits et la libération des peuples (LIDLIP). C'est à cette époque que j'ai eu l'occasion de rencontrer pour la première fois des personnalités engagées dans ce conflit dans le cadre du Conseil des droits de l'homme des Nations-Unies.

Par la suite, j'ai éprouvé le besoin d'aller jusqu'au bout de ma réflexion en contribuant d'une manière résolument scientifique au processus de transformation de ce conflit depuis la perspective des Sciences de la Communication et de l'information (SIC). Je remercie l'école doctorale en communication et médias de l'Université de Genève de m'avoir accueilli pour entreprendre cette thèse. Je tiens à remercier particulièrement mon directeur de thèse, Philippe Viallon, et les membres du jury Sandro Cattacin, Antoine Maurice, Jean-Pierre Massias et Pierre Hazan.

Tout au long de ces années de recherches, Philippe Viallon a toujours été stimulant. Je lui suis reconnaissant pour la qualité de son accompagnement, ses critiques constructives et sa fidélité à toute épreuve. C'est grâce à ses encouragements que j'ai pu aller au bout de cette thèse. Je remercie Antoine Maurice de l'Université de Neuchâtel pour ses conseils et pour m'avoir initié au conflit basque et à la problématique de l'identité dans la phase initiale de cette recherche. Je suis également gré à Jean-Pierre Massias de l'Université de Pau et des Pays de l'Adour de m'avoir accompagné dans des initiatives de paix et pour les conversations que nous avons eu entre Bayonne et Donosti. *Last, but not least*, merci à Pierre Hazan, membre du Groupe international de contact (GIC) pour m'avoir accordé du temps et conseils dans la dernière phase de cette recherche.

Nombreux sont ceux qui, d'une façon ou d'une autre, ont aidé à la réalisation de ce travail en m'apportant leur éclairage et leurs points de vue. Elles sont trop nombreuses pour être citées nommément mais leurs apports ont été d'une grande aide. Certaines resteront à jamais des complices pour la cause des droits de l'homme et de la paix. Qu'elles trouvent ici l'expression de ma gratitude la plus reconnaissante. Je souhaiterais remercier en particulier Mertxe Colina de Abertzaleen Batasuna et Martxelo Otamendi, directeur du journal *Berria*, pour les connaissances et le réseau qu'ils m'ont apporté. C'est à ce dernier que je dois notamment de nombreux contacts avec des journalistes. Je suis également reconnaissant aux personnalités politiques et journalistes qui ont accepté d'être interviewés. Des remerciements plus personnels vont à François Houtart, ancien président de la LIDLIP, pour m'avoir transmis son savoir et son engagement pour le droit des peuples ; à Nunchi Aizarna et Hugo Garcia Casado pour m'avoir hébergé durant mes nombreux séjours au Pays basque et à Madrid ; à mon père, Gérald Crettenand, pour ses

encouragements et la qualité de ses relectures attentives; à Olivier Schwegler pour m'avoir accordé du temps en toute fin de thèse ; enfin, à ma femme, Ermita, pour sa compréhension et son soutien quotidien tout au long de ces années.

Je tiens également à transmettre ma reconnaissance envers la Fondation Boninchi et la Fondation Ernst et Lucie Schmidheiny, qui ont apporté une contribution financière à ce travail.

NOTE DE STYLE

Nous voulons rendre attentif le lecteur au fait que ce texte contient de nombreuses citations issues de traduction de l'espagnol. Dans un souci de maintenir le sens original, des erreurs de style se sont certainement glissées dans le texte. De plus, les noms propres basques cités dans ce travail ont été systématiquement écrits d'après l'orthographe espagnole. En effet, nous estimons que, pour les lecteurs de cette thèse, cette graphie est davantage compréhensible que l'orthographe basque.

D'une manière générale, toutes les erreurs ou imprécisions qui pourraient apparaître dans cette recherche restent de ma seule responsabilité, tant sur le fond que sur la forme.

LEXIQUE GEOPOLITIQUE BASQUE

AB : *Abertzaleen* Batasuna (Unité des patriotes, gauche *abertzale* au Pays basque français)

Abertzale : Patriote (terme définissant l'indépendantisme basque)

Amaiur : Coalition électorale indépendantiste présente aux élections générales de novembre 2011

ANV : Acción Nacionalista Vasca

Aralar : Parti de gauche nationaliste issu d'une scission de Batasuna condamnant la violence terroriste de l'ETA

Askatasuna : Liberté

Batasuna : Ex-Euskal Herritarok (EH) et Herri Batasuna (HB), parti indépendantiste de gauche proche de l'idéologie de l'ETA. Cette formation est interdite depuis 2003

Bildu : Coalition électorale indépendantiste présente aux élections municipales de mai 2011

BVE : Batallón Vasco Español (groupement de contre-terroriste)

CAV : Comunidad Autónoma Vasca (Communauté autonome basque)

CC : Coalición Canaria

CESID : Centre supérieur d'information de la défense

CiU : Convergència y Unió

EA : Eusko Alkartasuna (solidarité basque), parti social-démocrate indépendantiste issu d'une scission du PNV

EAJ-PNV : Euzko Alderdi Jeltzalea (Parti Nationaliste Basque) Parti nationaliste modéré de tendance bourgeoise qui a dirigé la Communauté autonome d'Euskadi depuis la transition démocratique espagnole jusqu'à 2009

EB-IU : Esker Batua-Izquierda Unida (Parti constitué des écologistes et des anciens communistes)

EBB : Euzkadi Buru Batzar (Direction du PNV)

EE : Euzkadiko Ezkerra (Gauche du Pays Basque)

EGI : Eusko Gaztedi Indarra (Force des jeunesses basques, organisation des jeunesses du PNV)

EH : Euskal Herritarok (Citoyens basques)

EIA : Euskal Iraultzarako Alderdia (Parti de la révolution basque)

EKIN : Faire, agir. Organisation précurseur de l'ETA. Jusqu'à sa dissolution en octobre 2011, il s'agit de l'organisation qui coordonne les actions de la Gauche *abertzale* comme le faisait KAS jusqu'à la fin des années 90

ELA : Eusko Langileen Alkartasuna (Solidarité des travailleurs basques). Syndicat nationaliste proche du PNV

EPPK : Euskal Herriko Preso Politikoen Kolektiboa (Collectif des prisonniers politiques basques)

Euskadi : Pays Basque. C'est également le nom donné à la Communauté autonome basque en Espagne

Euskal Herria : Littéralement, le pays des Basques. Il s'agit du grand pays basque réuni composé de Euskadi, du Pays Basque français et de la Navarre

Euskaldun : Le Basque (littéralement celui qui parle le basque)

Euskera : La langue basque, *euskara* en basque

Esker Abertzalea : Gauche *abertzale* (patriote) (terme définissant la gauche indépendantiste depuis l'interdiction de Batasuna en 2003)

Ertzaintza : Police autonome basque

ERC : Esquerra Republicana de Catalunya

ETA : Euskadi Ta Askatasuna (Pays Basque et Liberté)

ETA m : ETA militaire

ETA pm : ETA politico-militaire

GAL : Groupes antiterroristes de libération

HB : Herri Batasuna (Unité populaire)

Hegoalde : Pays Basque sud (espagnol)

Ipparalde : Pays Basque nord (français)

IRA : Irish Republican Army (Armée républicaine irlandaise)

KAS : Koordinadora *Abertzale* Sozialista (Coordination *abertzale* socialiste)

LAB : Langile *Abertzale* Iraultzaileen Alderdia (Comités des travailleurs patriotes, syndicat proche de la Gauche *abertzale*)

Lehendakari : Désigne le Président de la Communauté autonome basque.

MLNV : Mouvement de libération nationale basque (Mouvement fédérateur des organisations de la gauche nationaliste)

NaBai : Nafarroa Bai (Navarra Oui), liste électorale regroupant des partis nationalistes en Navarre

PCTV-EHAK : Parti communiste des terres basques – Euskal Herrialdeetako Alderdi Komunista. Petit parti de gauche nationaliste représenté au parlement basque suite au soutien des électeurs de Batasuna aux élections de 2005

PSE-EE : Parti socialiste d'Euskadi (section basque de PSOE)

PSN : Parti socialiste de Navarre

PSOE : Parti socialiste ouvrier espagnol, organe fédérateur du parti socialiste espagnol

PP : Parti populaire, parti démocrate-chrétien d'envergure nationale

Statut de Guernica : Nom du statut politique de la Communauté autonome d'Euskadi

Sortu : (naître, apparaître) Parti indépendantiste basque créé en février 2011. Suite à une période d'interdiction, la formation a été legalisée par le Tribunal constitutionnel espagnol le 20 juin 2012

UA : Unité d'Alava

UCD : Union du centre démocratique (coalition de parti qui a occupé la présidence de l'Espagne pendant la transition démocratique)

UPN : Union du Peuple de Navarre

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Le 20 octobre 2011, trois jours après la conférence internationale de paix à San Sebastián, qui comptait la présence des personnalités internationales invitées par le Groupe international de contact (GIC)² telles que Kofi Annan, Gerry Adams, Pierre Joxe, Bertie Ahern, Jonathan Powell et Gro Harlem Bruntland, l'organisation indépendantiste basque Euskadi Ta Askatasuna (ETA) déclarait l'abandon définitif de son activité militaire, déjà suspendue depuis le 10 janvier 2011. Trente-trois ans après le refus de l'indépendantisme basque de se plier au jeu de la Constitution espagnole issue de la transition démocratique et un mois avant les élections générales anticipées de novembre 2011 qui permirent au Parti Populaire de reconquérir le Gouvernement espagnol, l'annonce de l'ETA peut être considérée comme historique. Elle confirme d'une façon évidente l'entrée dans un nouveau paradigme, celui dans lequel l'arène politique constitue le seul espace où le mouvement indépendantiste mènera désormais le combat pour l'autodétermination des trois millions de Basques répartis entre la France et l'Espagne.

Si l'annonce historique de l'ETA ne signifie pas la fin définitive du conflit basque, elle marque une étape primordiale dans la transformation du conflit, permettant d'entrevoir le passage d'un affrontement politico-militaire à un conflit exclusivement politique à moyen terme. Ce processus de transformation ne requérant pas l'élimination du conflit (Vayrynen, 1991), mais la reconnaissance du caractère complexe du conflit en question (Shinar, 2004), les médias, en particulier la presse, ont joué un rôle essentiel. En effet, tel que l'ont relevé de nombreux travaux, avec les champs identitaire et politique, le champ médiatique constitue un composant essentiel du conflit basque (Batista, 2004, García Larragan, 2004, Rekalde, 2004, Beobide Ezpeleta, 2003, Fundación Víctimas del terrorismo, 2003, Idoyaga, Ramírez de la Piscina, 2002, 2000, Idoyaga, 1999, Zallo, Ramírez de la Piscina, 1999). Ainsi, malgré la forte polarisation existante parmi les titres de presse, la presse basque et espagnole a passablement contribué, en relatant, analysant et critiquant l'actualité liée aux tentatives de résolution du conflit, à améliorer la compréhension mutuelle des acteurs ainsi qu'à faciliter la présentation des enjeux du conflit à l'opinion publique.

Dans ce sens, la presse basque et espagnole a joué son rôle d'espace public permettant l'échange, par titres interposés, de discours contradictoires des acteurs qui ont la légitimité à s'exprimer publiquement sur le conflit politique. Cet espace est défini dans cette recherche en

² Le GIC est décrit dans le chapitre 1.

tant qu'espace de la communication politique, c'est-à-dire « le lieu d'affrontement des discours qui portent sur la politique et dont l'enjeu est la maîtrise de l'interprétation politique de la situation » (Wolton, 1989, p. 30). Pouvant être considérée comme une logique d'action influant sur la redéfinition de l'échange politique (Mouchon, 1998, p. 9), la communication politique sur la problématique basque présente dans la presse permet d'observer la pluralité des points de vue des acteurs du conflit. L'espace de la communication politique fournit une représentation du conflit et des différents acteurs souvent strictement opposée selon la promotion de l'idéologie nationaliste basque ou de l'idéologie nationaliste espagnole. En conséquence, par leurs positionnements sans équivoque, les titres de presse participent activement à la construction du conflit. La scène médiatique est ainsi devenue une des « arènes » du conflit basque dans laquelle s'opposent les différents agents politiques et sociaux sur de multiples questions. C'est un « lieu » décisif du conflit, dans lequel l'issue de la « bataille » discursive est en jeu. Afin d'éclairer une situation politique, chaque « camp » a ses bataillons de penseurs, parmi ceux-ci les journalistes, venus argumenter la défense rationnelle de leurs idées et positions politiques. Les journalistes « pourraient donc simultanément appartenir à la communauté dont ils sont les « porte-paroles » et écrire comme s'ils n'en faisaient pas partie » (Koren, 1996, p.7). Le champ journalistique déploierait une double fonction « reflet » et « acteur », en relatant l'actualité d'une société et en même temps en agissant sur celle-ci.

L'entreprise médiatique dépasse, de cette manière, bien souvent le rôle de *medium*, en particulier lorsqu'une société se trouve dans une situation de conflit. Ce contexte amène les médias à passer du rôle de médiateur à celui de représentant des groupes sociaux engagés dans le conflit. Il y a, de ce fait, une tendance à la polarisation dans le champ médiatique. Le journal opte pour mettre en avant le consensus quand il informe et commente sur les collectifs les plus proches de ses intérêts ; de la même manière, il met l'accent sur le conflit pour se référer à ses antagonistes actuels ou potentiels (Borrat, 1989, p.16). Le média interviendrait donc avec une double logique lors du traitement de l'information. Il défendrait les intérêts de ses « proches » politiques et économiques tout en se définissant envers ses derniers comme médiateur de la société. Il condamnerait les propos des autres tout en cherchant à légitimer cette stigmatisation auprès des siens. La situation de conflit pousserait ainsi les médias à se positionner en fonction des intérêts identitaires auxquels ils sont rattachés, mais quand la paix entre deux sociétés ou communautés rivales est en jeu, les médias pourraient-ils effectuer une décentration cognitive et se positionner en faveur de la paix ? C'est ce que compte explorer cette recherche.

Origine de l'étude

Cette thèse de doctorat est l'aboutissement d'un parcours professionnel, entre l'investigation, la défense et la promotion des droits de l'homme, qui m'a octroyé le privilège d'être un témoin direct, depuis 2003, du processus de résolution du dernier conflit d'Europe occidentale : le conflit basque (Hazan, 2011). Le conflit basque est un objet identitaire extrêmement complexe, se situant entre deux puissances européennes, l'Espagne et la France, qui déchire les passions au delà de la zone du conflit, pour essentiellement deux raisons : la nature même du conflit pour l'autodétermination des Basques dans un monde globalisé ; l'anachronisme lié à l'utilisation de la violence armée à des fins politiques dans l'Europe du 21^{ème} siècle, ce qui amène à inclure le conflit basque dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. De cette manière, entreprendre une investigation scientifique sur ce sujet n'était pas sans comporter certains risques.

En effet, si le terrorisme a besoin de la dynamique médiatique pour exister, pour faire le « spectacle » (Wieworka, Wolton, 1987, Garcin-Marrou, 2001, Baud, 2003, Jeanclos, 2006), jamais dans l'histoire, les actions terroristes n'ont connu un aussi grand rejet populaire qu'aujourd'hui. En effet, les attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis ont déclenché un nouveau type de guerre qui a rapidement abouti à un consensus mondial des élites politiques, celui du combat global contre le terrorisme. Ainsi, incontestablement, depuis septembre 2001, les Etats-Unis et l'Europe ont développé une stratégie politique internationale extrêmement militarisée. Toutes ces activités n'auraient pas été possibles sans le déploiement d'un langage qui a progressivement dominé les institutions chargées de mener à bien ces politiques et dans une moindre mesure, la population a dû être convaincue des bienfaits de la lutte antiterroriste (Jackson, 2005, Fiala, 2006). Par un mélange d'effets de contagion et de mimétisme, la politique étatsunienne a autorisé les Etats confrontés directement ou indirectement à un/des mouvement(s) utilisant des actions terroristes, à construire un discours sur ce/ces groupe(s) au cœur d'un dispositif communicationnel militarisé reposant sur une logique de guerre binaire. Celui-ci est mise en place par les fabriques d'informations et de représentations (Chomsky, Herman, 2008) dont la fonction première est de construire les bases d'un rapport de force symbolique, de désigner une figure de l'ennemi à la mesure du projet de domination et des capacités de conquête (Mercier, 2004).

Convaincue par cette stratégie, dans sa lutte contre le séparatisme basque violent, l'Espagne s'est également évertuée à délégitimer le conflit des Basques pour l'autodétermination en vertu

de la lutte contre le terrorisme. Ainsi, ces dernières années, plusieurs organisations politiques et sociales ainsi que certains médias basques ont été accusés et régulièrement condamnés pour des liens avec l'ETA. Suivant ce mouvement de lutte globale contre le terrorisme, le conflit basque est ainsi devenu progressivement moins populaire durant la dernière décennie. Dans ce contexte, s'intéresser au conflit basque avec une perspective scientifique constituait un pari risqué, car les analyses étaient susceptibles de ne pas satisfaire les opposants de « l'internationalisation » du conflit. Tout au long de la recherche, j'ai ainsi pu constater l'animosité que suscitaient mes questionnements parmi certains acteurs du conflit, lesquels remettaient en cause la pertinence de mon approche, qu'ils accusaient de faire le jeu de l'indépendantisme basque. Convaincu de la nécessité de prendre mes distances avec les postures partisans, ces critiques n'ont que renforcé ma détermination à mener à terme cette investigation.

Ainsi, d'une part, la persistance du conflit basque - malgré plusieurs tentatives de résolution depuis la transition démocratique espagnole -, et d'autre part, l'importance du rôle des médias dans la définition des tenants et aboutissant du conflit, notamment du terrorisme, m'ont encouragés à prétendre apporter une analyse singulière de ce conflit, depuis le prisme, non pas du rôle des médias dans la guerre, mais depuis le rôle des médias dans la construction de la paix. Dans ce travail, il est proposé d'étudier l'espace de la communication politique dans lequel s'affrontent les arguments faisant et défaisant le conflit et sa résolution, tantôt sur le « ring » politique, tantôt sur le « théâtre » médiatique.

En effet, pour cerner complètement les conflits armés de haute ou basse intensité, au-delà de la violence des affrontements, il est nécessaire de comprendre les multiples dimensions construisant et perpétuant ceux-ci. Ces analyses soulevant des questions identitaires, ethniques, religieuses, idéologiques, juridiques et territoriales font appel aux savoirs spécifiques des différentes sciences sociales, partant du principe que la compréhension des causes d'un conflit constitue un des préalables nécessaires pour entrevoir les solutions de sortie de celui-ci. Si la science politique, la sociologie, l'histoire ou encore la géopolitique sont incontournables dans ce processus, les sciences de l'information et de la communication (SIC) sont également devenues déterminantes dans les processus de résolution des conflits. Les sociétés démocratiques vivant dans un monde dans lequel les médias sont omniprésents (*media-centered world*, Peri, 2004), les architectes de la résolution des conflits ne peuvent aujourd'hui la variable médiatique. La compréhension des enjeux communicationnels et médiatiques d'un processus de paix devient

aujourd'hui indispensable à la maîtrise des dynamiques et des temps d'une telle transformation politique.

Le conflit basque, un conflit européen inextricable ?

La plus grande erreur d'interprétation que l'on puisse faire pour expliquer les obstacles à la paix au Pays Basque est de réduire le conflit à deux acteurs : l'ETA et l'Etat espagnol. (Clark, 1992). En effet, la question basque appartient à la catégorie des conflits alimentés par les revendications d'une « ethnie sans nation » par des mouvements politiques nationalistes. Parmi ceux-ci figure l'organisation armée ETA, prônant par les armes l'idéologie la plus radicale du séparatisme basque. Historiquement, le nationalisme basque a longtemps donné l'image d'un mouvement ethnicisant en référence au temps de Sabino Arana (1865-1903), fondateur du Parti nationaliste basque qui défendait une vision ethnique du conflit basque dans laquelle prédominait la protection de la race comme fondement de l'indépendance basque (Juaristi, 2001). Pourtant, aujourd'hui, la problématique basque oppose essentiellement des individus sur la délimitation du territoire basque, de par le « fait différentiel » (Latemendia, 1987) constitué par la langue des Basques, l'euskera. Dès lors, la langue doit être considérée comme le fondement de l'identité basque et des revendications politiques des mouvements nationalistes. La particularité linguistique basque constitue donc le fondement identitaire objectif du conflit basque. Ainsi, dans notre recherche, la vision ethnique du conflit ne sert qu'à apporter un éclairage historique sur l'origine du nationalisme basque. De plus, si l'origine du conflit basque doit prendre en compte la genèse et les revendications du nationalisme basque à partir du 17^{ème} siècle, le conflit a développé sa configuration actuelle avec d'une part, la création de la nouvelle résistance basque, l'ETA (Aiarza, Zabalo, 2010) en pleine dictature franquiste et le processus de désactivation de la stratégie politico-militaire de l'indépendantisme basque depuis l'avènement de la démocratie en Espagne, d'autre part.

Malgré son caractère structurel et durable, le conflit basque fait continuellement l'objet de controverses. D'un côté, les nationalistes basques insistent sur la reconnaissance de la situation de conflit provoquée par le refus de l'Espagne d'entendre les revendications d'autodétermination du peuple basque. De l'autre côté, de nombreuses voix en Espagne et en Europe limitent le conflit basque à une problématique de violence terroriste. Et si cette divergence indiquait simplement la difficulté de définir d'une manière générale une situation de conflit ? En effet, la reconnaître c'est déjà admettre la nécessité de devoir y apporter une

solution.³³ Cette difficulté de clarification explique notamment que les conflits armés de haute ou basse intensité sont des faits difficiles à décrypter. C'est le cas du conflit basque, défini par certains en tant que conflit armé pour l'autodétermination et en tant que lutte contre le terrorisme par les autres.

La démocratie espagnole semble aujourd'hui consolidée depuis son avènement en Espagne et l'acceptation populaire de la Constitution et du régime des autonomies (1978-1981). Pourtant, durant cette période, l'ETA est restée attachée à ses idées initiales nationalistes et socialistes et fidèle au recours à la violence comme moyen de pression politique sur le Gouvernement espagnol pour parvenir à faire avancer la cause du peuple basque. Même si la jeune démocratie espagnole permettait dès sa fondation, dans le cadre des statuts d'autonomie, aux diverses tendances des nationalismes régionaux de s'exprimer dans les institutions politiques. De cette façon, la persistance de la violence politique au XXIe siècle dans un Etat européen soumis à des obligations démocratiques strictes des Nations Unies et de l'Union européenne fut souvent incompréhensible à l'extérieur de l'univers du nationalisme basque.

Il est nécessaire de comprendre tout d'abord, qu'au Pays Basque espagnol (Euskadi) plus que partout ailleurs en Espagne, les partis politiques se positionnent en fonction d'identités collectives. La politique au Pays Basque s'inscrit ainsi en premier lieu en tant que représentante d'un sentiment identitaire. Selon ce vécu identitaire, les partis politiques se positionnent en cercles concentriques allant du noyau occupé par la violence de l'organisation armée ETA au Parti Populaire, représentant de la droite conservatrice. Ces deux idéologies politiques représentent ainsi les deux pôles politico-identitaires de la problématique basque, les autres partis s'insérant entre ces derniers. Le conflit basque est donc essentiellement un conflit identitaire, dans lequel l'utilisation de la violence politique doit être considéré comme une réponse ultime à la négation de l'identité par l'Espagne. C'est l'affirmation d'une identité qui devient moteur de la violence (Baud, 2003). Illusoire mais informative de la réalité, l'identité n'est pas quelque chose d'inamovible, c'est une représentation construite. Au Pays Basque, elle

³³ L'histoire du droit des conflits armés internationaux montre que le champ d'application du régime juridique des conflits armés a été progressivement élargi au fur et à mesure de son développement conventionnel. Tandis que le concept de guerre apparaît déjà dans les traités les plus anciens de droit international humanitaire, les Conventions de Genève de 1949 introduisent pour la première fois la notion de conflit armé dans ce régime juridique. Cette extension fut par ailleurs poursuivie par la suite avec l'adoption du Protocole additionnel I de 1977. Cet instrument fit entrer un type de conflit supplémentaire dans le domaine du droit des conflits armés internationaux, celui des guerres de libération nationale. Cependant, la réalité des conflits armés n'est pas toujours aussi tranchée que les catégories juridiques. Il arrive que certains d'entre eux ne correspondent clairement à aucune des notions envisagées en droit international humanitaire (Vité, 2009).

est renforcée par la lutte armée qui l'a fait exister. Durant toutes ces années de conflit violent, la violence a concrétisé les représentations identitaires.

Si bien que depuis la restauration de la démocratie en Espagne, la désactivation de la stratégie politico-militaire de la Gauche *abertzale*⁴, en particulier de l'activité de l'ETA, a été un élément essentiel de la politique gouvernementale espagnole. Ainsi, depuis 1975, tous les gouvernements, sans exception, ont essayé d'établir le dialogue avec le groupe armé afin de mettre un terme au terrorisme basque, l'une des préoccupations majeures de la population espagnole. A ce jour, en dehors de la dissolution de l'ETA *politico-militar* en 1982, l'ensemble de ces conversations se sont soldé par des échecs. L'une des causes de ces insuccès est à chercher, moins dans la capacité de nuisance militaire de l'ETA, que dans le maintien des revendications politiques de la Gauche indépendantiste. Ainsi, depuis l'avènement de la démocratie⁵, ce mouvement n'a jamais cessé sa nuisance soumettant l'Espagne à une pression continue par ses prétentions indépendantistes, avec comme levier la lutte armée.

Dès lors se pose la question du caractère insoluble du conflit basque. De par son fondement identitaire, ce type de conflit, comme celui existant au Moyen Orient, bénéficie d'un ancrage sociétal très important. Cet ancrage explique que ce genre de conflit asymétrique pour l'autodétermination (Courmont, Ribnikar, 2002 ; Baud, 2003) apparait comme inextricable ou insoluble (*intractable*) pour certains experts (Lederach, 1998 ; Burgess & Burgess 1996; Kraybill, 1995). Dès lors, il est pertinent d'entrevoir la paix au Pays Basque, non pas sur le seul prisme de la résolution classique du conflit, mais sur celui de la transformation du conflit, processus qui requiert une modification des relations, intérêts et discours sur le conflit armé (Miall, 2004, p.4).

Au cours de la dernière décennie, le conflit basque a connu une telle transformation, dans le sens que le modèle de résolution du conflit a progressivement évolué. Alors que le schéma classique de négociation entre le Gouvernement et l'ETA était en vigueur jusqu'au processus de 2005-2007 (Eguiguren, Aizpeolea, 2011 ; Murua Uria, 2010, Jáuregui, Ángel Menéndez, 2010), à partir de cet ultime échec, la solution au conflit s'est progressivement éloignée d'un processus de résolution bilatéral ou multilatéral classique pour développer une autre forme de

⁴ Patriote (indépendantiste)

⁵ Même si la transition espagnole est perçue comme un modèle de stabilité par nombre d'acteurs internationaux, de nombreuses voix dénoncent l'impunité dont ont bénéficié les responsables du régime franquiste. Il n'y eu, en effet, pas d'investigations, ni de processus sur la réconciliation et la vérité. Ce n'est qu'en 2007, sous la présidence de José Luis Zapatero que la loi *Memoria histórica* fut approuvée, reconnaissant ainsi les violences et persécutions commises durant la Guerre civile et la dictature.

confrontation avec l'abandon progressif de la lutte armée par les indépendantistes basques. Lors des premières négociations entre l'ETA et le Gouvernement espagnol en Algérie jusqu'aux négociations avortées en 2007, le processus se déroulait essentiellement sur la base de discussions bilatérales dans un schéma classique de résolution de conflit en vue de « développer un processus de résolution du conflit qui apparait comme acceptable pour les parties au conflit et effectif pour la résolution du conflit » (Azar, Burton, 1986, 1). Ce schéma a été remplacé par un cheminement unilatéral d'abandon de la lutte armée de la part du mouvement indépendantiste. Ce changement est parvenu à situer les conditions de la paix, non pas dans le cadre de négociations « techniques » militaires mais dans celui du débat politique institutionnel. Les deux résultats électoraux en 2011 de la Gauche *abertzale*⁶ montrent que le processus d'éloignement de la violence était attendu dans la population basque. Le processus est relativement inédit puisque du point de vue des Indépendantistes, il y a eu la transformation d'une défaite militaire en une victoire politique pour le mouvement indépendantiste.

Problématique

Les journalistes analysants les conflits sont-ils dans une situation centrale ou marginale ? En quoi le journalisme est-il impliqué dans un conflit ? S'il l'est d'une quelconque manière, quel est son rôle ? Parce que les faits bruts n'existent pas, les phénomènes complexes comme la violence politique, illustrant des changements sociologiques d'une société ou ceux liés à l'actualité internationale, demandent une mise en perspective, un recul historique et des compétences spécifiques aux journalistes. (Watine, 1997) Cette complexité à rendre compte d'une situation explique en partie, qu'en temps de conflit armé, les médias s'alignent souvent sur les points de vue des Etats ou de certains courants politiques. Les rapports entre la presse et la politique seraient-ils ainsi susceptibles d'évoluer en fonction de la transformation des acteurs sociaux impliqués dans la crise politique ?

Dans un contexte de crise profonde d'une société, l'indépendance du journaliste par rapport à la politique est-elle encore soutenable ? Existe-t-il des positions intermédiaires pour le journaliste ? Dans le cadre de conflits politiques armés, les positions étant davantage marquées politiquement entre les camps opposés, il serait, en conséquence, extrêmement complexe d'exposer pour tous une vision complètement objective et neutre d'une situation conflictuelle. Depuis l'ouvrage de Berger & Luckmann, (1986), les sciences sociales ont démontré que

⁶ Elections municipales et législatives en 2011.

l'objectivité est un niveau insaisissable pour l'individu guidé éternellement par ses représentations du monde ancré dans sa socialisation, sa culture et ses expériences. Le filtre représentationnel des individus serait-il ainsi susceptible d'être un obstacle à la formation du consensus ? Pour le journaliste envoyé sur le terrain (ou écrivant sur un terrain depuis son bureau), cette impossibilité d'atteindre l'objectivité se résume-t-elle ainsi à ce qu'il pense *a priori* sur un sujet avant de rédiger un « papier » ? Est-ce que la provenance, la qualité et la multiplicité de ses sources d'informations sont également déterminantes pour évaluer la qualité et l'(im)partialité d'un article ? En ajoutant le contexte discursif (titres, images, mise en page) (Mouilleau, Tétu, 1998), le(s) message(s) envoyé(s) aux lecteurs se retrouve(nt) considérablement formaté(s) politiquement. Comme tout message politique, il plaira à ses partisans et agacera ses détracteurs. Ainsi, dans le traitement médiatique d'un conflit, l'absence de parti pris des journalistes ressemble à une mission impossible. En effet, l'écriture journalistique indépendante (absence de pressions extérieures, vérifications des informations, multiplicité des sources, témoignages équilibrés) sur un conflit semble atteignable, mais une telle démarche demande un investissement en temps et un effort important sur sa pratique professionnelle. Cette ardeur est malheureusement parfois bloquée par une structure, un employeur ou un mandataire.

La presse occupe ainsi un rôle central quant à la définition des termes des situations conflictuelles. La manière de présenter les tenants et aboutissants du conflit au public peut contribuer à la nature pacifique ou guerrière de la résolution du conflit. Pourtant, la réflexion sur l'importance des médias dans la construction de la paix est une démarche extrêmement récente. Elle s'est développée progressivement en opposition au constat de leur importance dans les stratégies militaires. En effet, si les médias peuvent aider dans les efforts de guerre, ils devraient également être capables d'influencer les acteurs et l'opinion publique dans les efforts de paix. Poursuivant cette réflexion, à la fin du siècle passé, un certain nombre de publications a développé le concept de *peace journalism* (*Peace journalism*) en opposition au journalisme pour la guerre (*War journalism*) (Galtung, 1998 ; Lynch McGoldrick, 2005) inscrivant comme postulat de départ l'absence d'objectivité des articles de presse et mettant en avant un principe normatif dans le traitement médiatique d'un conflit en fixant comme principale valeur la paix.

Défini avec précision dans le chapitre 2, le *peace journalism* peut être qualifié dans un premier temps en tant que journalisme responsable. Cette conception du journalisme prône un programme de cadrage journalistique de l'information qui contribue à des processus favorisant

la paix et la résolution non-violente des conflits. Les principaux promoteurs du *peace journalism* sont l'universitaire norvégien Johan Galtung (1998), pionnier de la résolution des conflits et les praticiens australiens Annabel McGoldrick et Jack Lynch (2005). La lecture des travaux sur le *peace journalism* indique une prédominance de la vision prospective dans cette théorie, ayant davantage tendance à encourager une nouvelle pratique du journalisme qu'à construire un support théorique. (McGoldrick 2007, McGoldrick, Lynch 2000, 2001, Galtung, Lynch, 2010)

Quelques universitaires ont remis en question l'opportunité de la mise en œuvre du *peace journalism* dans les rédactions (Loyn, 2007, Hanitzch, 2007, Bläsi, 2009). Remettant en cause la conception volontariste et idéaliste du journalisme, ces travaux ont abordé essentiellement deux questions. D'abord, la question de la pertinence de promouvoir le *peace journalism*. La controverse a été alimentée par les arguments soulignant que la promotion de la paix ne relève pas des tâches des journalistes (Loyn, 2007) et que le *peace journalism* n'est rien d'autre que du « vieux vin dans de nouvelles bouteilles » (Hanitzch, 2007). Ensuite, la question de la manière de mettre en pratique le *peace journalism*, soit à travers des formations, de pressions de l'audience ou de réforme des normes journalistiques. Ainsi, aujourd'hui, malgré le nombre important de contributions, force est de constater, qu'il est encore nécessaire de préciser un mode concret d'implémentation du *peace journalism* sur les pratiques journalistiques. (Bläsi, 2009)

En effet, si certains projets de promotion du *peace journalism* conduits par des ONG, comme *European Center for Common Ground*, *Current Projects-Communication for Social Change*, *World Association for Christian Communication programmes* ou encore la *Fondation Hirondelle*, ont connu des résultats dans des conflits des pays du Tiers-Monde, le concept du *peace journalism* sur le journalisme dans les sociétés démocratiques peut-il avoir une quelconque influence ? Les structures dans lesquelles fonctionnent les journalistes dans ces sociétés font qu'il est très difficile pour les journalistes de changer leurs attitudes et comportements pour produire un traitement journalistique lié aux valeurs prônées par le *peace journalism*. Les contraintes structurelles auxquelles sont soumises les journalistes, ainsi que les contraintes techniques comme le manque de personnel, le manque de ressources en temps et matériel, les procédures d'édition et les hiérarchies, les contraintes liées aux formats des textes, la disponibilité des ressources, l'accès à l'information en général (Hanitzch, 2007), les priorités différentes entre celles des journalistes et celles de la paix (Wolsfeld, 1997, p. 67) ainsi que l'identité professionnelle prononcée des journalistes, expliquent l'imbricatio lié aux volontés du *peace journalism* dans le cadre des sociétés démocratiques.

Dans le cadre d'efforts de paix, le journaliste doit-il, tout en respectant le mieux possible la déontologie de la profession, défendre une option politique ou orienter volontairement sa pratique professionnelle vers une démarche de soutien aux initiatives de paix ? Un engagement pour la paix ne signifie-t-il pas qu'il renie sa qualité de journaliste, son statut d'informateur neutre et impartial ? En réponse à ces questions, l'analyse critique du *peace journalism* soulève essentiellement le manque de prise en compte des nuances existantes dans l'univers médiatique et une mauvaise appréciation du fonctionnement de l'audience (audience passive vs audience fragmentée et active). Mais, l'analyse des pratiques journalistiques dans un conflit, tel que le conflit basque, soulève également la difficulté pour les journalistes de maintenir une impartialité face aux différents acteurs du conflit et par conséquent aux enjeux du conflit. Même si, comme le soulève Le Bohec, les journalistes existent en tant que groupe social et « les classer à droite ou à gauche serait (...) d'une faible utilité pour comprendre leurs pratiques » (Le Bohec, 1998, p. 143), ce travail souhaite comprendre les raisons de l'échec du modèle du *peace journalism* dans le contexte du conflit basque, en identifiant d'une part les liens identitaires liant les journalistes et les parties du conflit, ainsi que les contraintes auxquelles sont soumis les professionnels de l'information dans le traitement de l'actualité sur le conflit basque, d'autre part.

Par sa conception volontariste et idéaliste du journalisme, le *peace journalism* souhaite faire des médias une des dimensions de la construction de la paix, suggérant que les médias ont la capacité de contribuer à « faire la paix ». Pourtant, si cette préconisation est louable, la faculté des médias à contribuer aux efforts de paix dans les sociétés disposant d'un système médiatique consolidé demande encore à être démontrée. Cette recherche contribue de cette manière à la réflexion sur le modèle du *peace journalism* dans les sociétés démocratiques en analysant les pratiques professionnelles des journalistes basques et espagnols. Si le courant du *peace journalism* doit être considéré comme un modèle idéal présupposant un certain nombre de fonctions des médias dans la transformation d'un conflit de la guerre vers la paix (Melone, Terzis and Beleli, 2002, pp. 3-4), force est de constater que ce modèle est confronté à des limitations majeures, telles que la conjoncture et les circonstances internes et extérieures du processus de paix et les contraintes des journalistes.

Afin de comprendre les logiques d'action des journalistes dans un conflit, il semble ainsi indispensable de prendre en compte l'implication personnelle potentielle des journalistes dans le conflit, déterminée par son positionnement idéologique et celui du média dans lequel il travaille ainsi que par les contraintes liées au conflit. Les mécanismes médiatiques seraient ainsi

extrêmement dépendants de l'espace du discours. Dès lors, il apparaît, de cette manière, inéluctable de porter une attention à la définition de la réalité par les acteurs et observateurs du conflit. Celle-ci peut être comprise et défendue d'une manière différente selon la position occupée dans le conflit. Une lutte pour la définition de la réalité figurerait donc au centre d'un conflit politique. Dans cette lutte, la presse occuperait un rôle-clé. Cette recherche a fait le choix de traiter de cette question par le biais du prisme idéologique dans lequel sont enfermés les professionnels de l'information. Il s'agit de démontrer de quelle manière l'idéologie politique constitue un biais important au traitement de l'information, par la composante idéologique et par l'imposition de contraintes. Celle-ci relève donc des facteurs à prendre en compte dans le cadre de la construction de la paix au Pays Basque.

Hypothèses et objectifs

Ces réflexions et questionnements nous conduisent à formuler les deux hypothèses de ce travail.

Hypothèse 1 :

La situation géographique et la ligne éditoriale des entités médiatiques conduisent les journalistes à pratiquer leur profession selon des logiques d'action s'inscrivant consciemment ou inconsciemment dans un parti pris pour l'un ou l'autre des agents du conflit. Intentionnellement ou pas, les journalistes légitiment ainsi davantage un certain cadrage de la réalité qui, « en tant que tel », a la capacité d'influencer l'opinion publique. La tentation de prendre parti et la capacité d'influence sur l'opinion publique a comme conséquence une implication directe des journalistes dans le conflit.

Hypothèse 2 :

Etant donné la contradiction fondamentale entre la nature d'un processus de paix et les valeurs liées à l'information, la contradiction entre l'idéologie politique personnelle et la déontologie journalistique ainsi que les contraintes liées au journalisme amène les médias à jouer un rôle dommageable pour la résolution du conflit.

L'objectif principal de la thèse est la description, l'analyse et la compréhension des logiques d'action du journalisme de presse dans le traitement médiatique de la transformation du conflit basque afin de comprendre les mécanismes médiatiques pouvant favoriser l'apaisement ou inversement l'aggravation des tensions entre les antagonistes. La recherche se focalise sur les

contradictions existantes dans les pratiques journalistiques entre les idéologies politiques présentes dans ce conflit et les principes de déontologie encadrant la profession de journaliste. Nous verrons que les ancrages identitaires et la violence de l'ETA amènent les journalistes à pratiquer leur profession suivant le *diktat* des formations politiques engagées dans le conflit. Cette influence de la politique sur le journaliste rend difficile un traitement journalistique équilibré et impartial des événements surgissant dans le conflit et les tentatives de résolution de celui-ci. Le journaliste est pour ainsi dire, malgré lui, engagé dans le conflit. Ce problème se révèle essentiel, car il soulève une contradiction importante de l'écriture journalistique entre l'idéologie (ou identité) professionnelle (la déontologie journalistique) et l'idéologie politique. C'est ce paradoxe que nous allons analyser afin de cerner davantage la compréhension du rôle du journalisme dans la transformation du conflit basque.

Perspectives théoriques

Cette thèse étant inscrite dans les Sciences de l'Information et de la Communication (SIC), pluridisciplinaire par vocation (Cheveigné, 2003 ; Fleury, Walter, 2004, 2007 ; Gavillet, 2004 ; Lochard, Soulages, 2004), les influences théoriques de cette recherche reposent sur trois champs de recherche complémentaires. En se concentrant sur les logiques d'action du journalisme dans le processus de transformation du conflit basque, cette recherche fait appel à plusieurs disciplines dont les influences seront présentées dans le deuxième chapitre de la thèse, mais dont il convient d'en fournir ici un premier aperçu.

Le rôle du journalisme dans la transformation des conflits s'inscrit dans le champ académique plus vaste de l'étude des conflits et de la paix (*Peace and conflict studies*). Ce champ a pour objectif d'identifier et analyser les comportements violents et non-violents des acteurs et les mécanismes et dynamiques des conflits sociaux-politiques afin de comprendre les processus menant vers une amélioration de la sécurité et des conditions humaines (Dugan, M. 1989). Un intérêt particulier sera porté aux conflits asymétriques⁷ et à la problématique du terrorisme. En effet, un des éléments cardinaux des conflits asymétriques entre un Etat et un groupe armé est aujourd'hui construit dans le cadre de la problématique du terrorisme. Cette situation a pratiquement disparu en Europe occidentale, à l'exception du problème basque. Elle est toutefois très présente sur d'autres continents comme en Amérique Latine et en Asie. Dans cette recherche, le conflit basque est analysé depuis une vision de type systémique du conflit.

⁷ Défini dans le chapitre 2.

(Roppers, 2008) afin de décrire le réseau des relations entre les acteurs du conflit. A ce titre, un *mapping* des acteurs du conflit est proposé dans le chapitre 1.

Les médias ont transformé la gestion, la résolution et la transformation des conflits. Ils ont, aussi bien, contribué et/ou entravé les efforts des *policymakers* pour contrôler et mettre un terme aux conflits. Les médias fonctionnent également aussi bien en tant qu'acteurs indépendants et influents qu'en tant qu'outils principal dans les mains des protagonistes, négociateurs et médiateurs (Gilboa, 2002). Eloigné de la théorie du *peace journalism* et de ses ambitions normatives pour le champ journalistique, échappant au feu de la critique, l'enjeu principal actuel des recherches en Sciences de l'information et de la communication (SIC) sur le rôle des médias dans la résolution de conflit est de comprendre les mécanismes médiatiques pouvant favoriser une recrudescence du conflit ou au contraire un apaisement, voire une solution de celui-ci. Quelques universitaires anglo-saxons provenant des SIC ont, depuis, déjà apporté des contributions dans le domaine de la construction de la paix tel que Graham Spencer (2005), Eytan Gilboa (1998, 2000, 2002) ou Gadi Wolsfeld (1997, 2000, 2001, 2004). Ces chercheurs ont essentiellement travaillé sur les conflits au Moyen-Orient et en Irlande du Nord. Par des analyses rigoureuses des pratiques journalistiques lors de processus de résolution de conflit, ils sont parvenus à identifier une série d'éléments politico-médiatiques ayant une influence (positive ou négative) sur un processus de paix.

Concernant le conflit basque, si les médias et leur fonction se situent régulièrement au centre du débat politique. (Idoiaga, Ramirez de la Piscina, 2002, p. 26), rares sont les recherches qui se sont penchées sur la question du rôle des médias dans la transformation du conflit. Les études existantes ont davantage relevé le rôle des médias dans l'aggravation du conflit (Rekalde, 2004, Beobide Ezpeleta, 2003, Idoyaga, Ramirez de la Piscina, 2002, 2000, Idoyaga, 1999, Zallo, Ramirez de la Piscina, 1999) que la facilitation d'éléments favorables à la paix. Si la lutte armée de l'ETA est devenue progressivement un élément conditionnant des pratiques journalistiques, le même type de phénomène semble avoir gagné le champ académique. La violence du conflit basque a eu pour conséquence de diviser le champ académique et journalistique, entre la critique du rôle négatif des médias dans le conflit et la défense de l'utilisation des médias au profit de la lutte antiterroriste. Notre recherche propose à ce titre une démarche novatrice, en posant la question du rôle de la presse dans la transformation du conflit.

Le concept de **communication politique** permet de mettre en relation l'information, la politique et la communication, il fournit un outil analytique fondamental à l'analyse du fonctionnement des sociétés démocratiques. Il élargit l'espace public et permet de centrer la problématique sur le discours politique dans les médias. La communication politique désigne l'ensemble des pratiques visant à établir des liens entre les professionnels de la politique et leurs électeurs, en usant des voies offertes par les médias (article de presse, clip vidéo, courrier électronique, site internet, blog, débat télévisé, ...) (Riutort, 2007, p. 27). La communication politique est présentée par les médias le plus souvent sous la forme d'un théâtre dramatique, objet passablement étudié par les SIC (Guy Débord, 1967, Roger-Gérard Schwarzenberg, 1977, Eldermann, 1988, Dayan, Katz, 1992). Cette mise en scène est structurée autour de reportages, d'interviews, de débats et des commentaires des propres journalistes. Les journalistes deviennent à leur tour acteurs de la communication politique, de ce fait, les journalistes seraient susceptibles d'influencer le processus de décision politique. (McNair, 2000, p. 171) Ceci explique la nécessité d'adopter dans les mouvements politiques, face aux compétences accrues des journalistes, des structures efficaces de relations publiques, justifiant le passage du modèle d'espace de la communication politique à celui des « relations publiques généralisées » (Miège, 1995, p. 167).

Dans notre recherche, la communication politique permet la mobilisation des notions de champ politique (Bourdieu, 1981), construisant d'une manière rigoureuse la réalité du « jeu politique » et du discours idéologique, fonctionnant en opposition aux autres discours politiques et ne donnant donc pas accès à un réel, mais produisant un vraisemblable (Charland, 2003, p. 78). Les idéologies sont des représentations simplifiées et dramatisées de la réalité, facilement communicable et à prétension rationnelle voir scientifique. Les interactions symboliques entre les idéologies sont dès lors un des éléments centraux pour la compréhension d'un conflit politique, créant inévitablement une polarisation des discours. Il est donc nécessaire de fournir une analyse en termes de rapports de force entre les différents discours idéologiques. Dans le cas de conflits pour l'autodétermination, les discours sont des discours performatifs dans le sens qu'ils visent à imposer comme légitime une définition de la situation géo-politico-sociale d'une situation. Ce phénomène active la logique de la spirale du silence (Noelle-Neumann, 1989), n'autorisant qu'une seule opinion publique, isolant les autres opinions en faisant d'elles des positions dominées dans l'espace public politique. De cette manière, « les médias deviennent le seul étalon de la légitimité » (Wolton, 1995).

La démarche de cette recherche s'inscrit dans le courant de l'approche communicationnelle, dans le sens qu'elle s'intéresse à des documents écrits (produits) par des individus appartenant à l'espace public qui de ce fait communiquent entre eux. « Avoir une approche communicationnelle d'un phénomène, c'est l'analyser comme un élément d'un système contribuant dans un mouvement circulaire à l'émergence d'un autre phénomène. » (Mucchielli, 1995, p.45) Ainsi, les individus contribuent par leurs interactions à une définition d'un fait social singulier dans une société particulière. La problématique est donc centrée sur la construction de la réalité par les divers acteurs de l'espace public. Les différents individus qui participent au débat public sur un thème particulier contribuent à la définition de ce dernier. Ils construisent une ou plusieurs réalités qui pouvant être comprises chacune d'elles comme des visions du monde spécifiques.

DEBAT → CONSTRUCTION DE REALITES → VISIONS DU MONDE → IDEOLOGIES POLITIQUES

Enfin, la **sociologie des médias et du journalisme** constitue le dernier socle théorique de cette recherche, déclinant les outils permettant l'étude des pratiques journalistiques. Ce champ contribue à expliquer le fonctionnement des médias dans les sociétés démocratiques, ainsi que les contraintes qui déterminent le travail des journalistes dans les médias d'information (Chalaby, 1998 ; Charaudeau, 2005 ; Lemieux, 2000, 2003, 2004 ; Neveu, 2001 ; Koren, 1996 ; Schlessinger, 1992 ; Palmer, 1983). Plus précisément, elle permet de comprendre le débat autour de l'objectivité de l'information. L'apport de ce champ à notre recherche a essentiellement pour objet de discuter des contradictions entre les manuels de déontologies journalistiques et la réalité des rédactions. En effet, dans la plupart des pays occidentaux, les éditeurs des médias, les syndicats et les organes réunissant les journalistes et les médias font la promotion de règles déontologiques à respecter dans le cadre des pratiques journalistiques et rappellent les droits et les devoirs des journalistes. Pourtant, force est de constater que nombreuses sont les erreurs commises par les journalistes dans le traitement de l'information.

Les médias, s'ils sont un miroir, ne sont qu'un miroir déformant ou plutôt plusieurs miroirs qui témoignent, chacun à sa façon, d'une parcelle amplifiée, simplifiée, stéréotypée, du monde (Charaudeau, 2005, p.12). Face à cette complexité construite par le facteur humain dont dépend l'information, il est nécessaire de prendre en compte le processus de production de l'information par les médias et les journalistes (Mathien, 1989, 1992). Cette recherche, centrée

sur les nouvelles d'actualité, questionne le processus de transformation de phénomènes et occurrences inédits, insolites ou mobilisant un grand nombre de personnes en événement puis en événement médiatique. (Rebelo, 2006 ; Mercier, 2006 ; Charaudeau, 2005 ; Flageul, 2002). Ceci suppose une difficulté pour les journalistes, de par l'appréhension d'événements ayant lieu dans un environnement complexe (Watine, 1997).

Dans cet environnement complexe, les journalistes sélectionnent quotidiennement les faits bruts ou les événements orientés dans un « bassin de capture » (Mouillaut, Tétu, 1989, p. 22), en mettant en place des mécanismes pour sélectionner les informations qui seront publiées par les médias. Ces mécanismes sont déterminés en fonction de deux éléments principaux. D'une part, les filtres sur les choix éditoriaux (Serrano, 2009, Chomsky, Herman, 2008) et l'agenda-setting (McCombs, Shaw, 1972) ou agenda-building (Charon, 1995) déterminent les cadrages médiatiques (Esquenazi, 2002 ; Véron, 1981). D'autre part, les contraintes internes et externes (Derville, 1999 ; Mathien, 1992) et l'accès aux sources par les journalistes (Mercier, 2006 ; Schlessinger, 1992 ; Charon, Lemieux, 1991 ; Gans, 1983 ; Gandy, 1982) contribuent à expliquer les logiques de la production de l'information.

Méthodologie et corpus

Suite aux deux chapitres ayant pour fonction de contextualiser l'objet d'étude, la recherche propose deux analyses d'articles de presse (chapitres 3 et 4). Le détail de la méthodologie utilisée pour les deux analyses est explicité dans les parties respectives. Toutefois, il convient ici de présenter les grandes lignes de la méthodologie et les corpus de cette recherche. En effet, si les deux analyses reposent sur la même méthodologie, l'analyse de contenu, les deux chapitres empiriques proposent une démarche cumulative. Les résultats de l'analyse du premier corpus conditionnent l'approche méthodologique de l'analyse du second corpus. Cette particularité justifie les allers-retours méthodologiques entre l'introduction, le chapitre 3 et le chapitre 4.

Afin de rendre compte le plus largement des mécanismes médiatiques qui ont accompagné le processus de transformation du conflit, les deux corpus⁸ de cette recherche sont constitués d'échantillons de textes provenant de six quotidiens espagnols. Trois journaux d'envergure nationale (*El País ; El Mundo ; ABC*) et trois titres diffusés essentiellement au Pays Basque espagnol (*El Correo ; Deia ; Gara*) ont été sélectionnés pour constituer le corpus. Les sources du

⁸ Un corpus est un ensemble de textes concernant un sujet. Dans cette recherche, il sert de base à l'étude d'un phénomène communicationnel.

corpus sont variées et en même temps ont la particularité d'appartenir à l'espace de la communication politique sur la problématique basque en Espagne dans le sens qu'il s'agit de journaux qui sont diffusés soit localement au Pays Basque soit dans l'ensemble du territoire espagnol. Si les titres *Gara* et *Deia* proposent des articles en langue-basque, un seul journal, *Berria* est intégralement rédigé dans cette langue. Si ce journal montre un intérêt certain pour l'objet d'étude, ce titre n'a pas été retenu dans le corpus en raison de notre manque de connaissance de la langue basque. Les journaux français du Pays Basque ont été quant à eux volontairement écartés afin de limiter l'objet d'étude à l'Espagne.

La méthode utilisée pour l'analyse des deux corpus repose sur une technique mise au point pour l'étude des faits de communication et utilisée depuis plus de 60 ans par les chercheurs en communication, la technique de l'analyse de contenu (Bardin, 2003, de Bonville, 2000). Il s'agit d'une démarche comparative entre les différents discours médiatiques afin de parvenir à une analyse de la transformation de l'espace de la communication politique sur la problématique basque en Espagne. Le format de l'analyse se décline en analyse catégorielle puisqu'elle consiste en une analyse des signifiés et non des signifiants (analyse lexicale, analyse des procédés). Le premier corpus a pour objet d'énoncer les cadres idéologiques de l'information en entreprenant une analyse de contenu à partir d'un échantillon d'articles d'opinion. Cette analyse menée à partir d'une grille d'analyse, dont les critères d'élaboration seront évoqués au chapitre 3, a pour objectif la description du fonctionnement discursif des différents quotidiens.

Après avoir défini le socle idéologique des différents quotidiens, les résultats sous la forme d'idées-force sont appliqués au deuxième corpus, composé d'articles d'information, dans le chapitre 4. Ce transfert des résultats de l'analyse des articles d'opinion aux articles d'information a pour objectif de déceler et discuter la présence d'éléments idéologiques dans les pratiques journalistiques. Dans ce chapitre, des séries d'entretiens avec des journalistes de presse et des personnalités politiques réalisés durant des séjours au Pays Basque et à Madrid complètent l'analyse. Les entretiens servent à comprendre la culture de communication politique existante en Espagne et au Pays Basque. La rencontre avec les acteurs permet d'éclairer les règles de cette communication qui repose en grande partie sur les interactions entre les leaders politiques et les journalistes. Dans cette recherche, les entretiens ont essentiellement servi à éclairer des résultats d'analyse des textes. A ce titre, ils apparaissent dans cette investigation comme méthodologie secondaire. Ils ont été effectués sur la base de la grille d'entretien figurant dans les annexes et seuls des extraits ont été retranscrits.

Etant donné que la nouvelle phase du processus initiée en octobre 2011 par l'annonce de l'ETA est trop récente, cette recherche a fait le choix d'étudier le rôle de la presse dans le processus de transformation du conflit basque au 21^{ème} siècle en s'arrêtant sur deux événements antérieurs à l'ultime annonce de l'ETA. En effet, les perspectives du processus actuel sont encore difficiles à évaluer. Ainsi, même si quelques indices existent sur les acteurs du processus actuel et qu'il est tentant d'avoir la possibilité de relater la fin de l'ETA⁹, la nature et le type des négociations qui ont amené la décision du groupe armé n'ont pas encore été rendues public. Le processus initié en 2011 est donc encore à observer et à ce titre ne constitue pas un objet scientifique.

Afin de rendre compte le plus largement possible du rôle des médias dans le processus de transformation du conflit basque en ce début de 21^{ème} siècle, cette étude propose une approche diachronique couvrant une phase de près de 4 ans, d'octobre 2003 à juin 2007, soit une période couvrant deux événements importants de la transformation du conflit et qui constituent les deux corpus de cette recherche. De cette manière, deux « temps » du conflit permettront de discuter du rôle de la presse dans la résolution du conflit basque :

1. Le « temps de la guerre » : la recherche des idéologies

Ce premier corpus prend en compte des discours médiatiques du mois d'octobre 2003 ayant trait à l'initiative de réforme du statut d'autonomie de la Communauté basque par le Gouvernement basque. A cette époque, le Gouvernement basque entreprit une tentative unilatérale de réforme du statut de l'autonomie du Pays Basque. Cette initiative, plus connue sous le nom de *Plan Ibarretxe*, du nom du Président du Gouvernement basque de l'époque, a provoqué une crispation importante entre les élites espagnoles et basques. La *Plan Ibarretxe* avait comme volonté de proposer une solution au conflit, en suivant une voix médiane entre l'indépendantisme et l'autonomisme.

Cette première partie empirique a comme objectif d'analyser les cadrages médiatiques des différents quotidiens existant dans l'espace de la communication politique sur la problématique basque. L'exercice consiste en une analyse de contenu à partir d'un corpus d'éditoriaux et d'articles d'opinion afin de reconstituer les principales idées-force présentes dans les discours médiatiques en temps de conflit. La proposition politique, ayant eu lieu avec l'ETA en activité, a

⁹ Si les organisateurs de la conférence de Aiete sont connus (Groupe international de contact (GIC), Lokarri, Berghof Foundation, Conciliation Resources, The Desmond and Leah Tutu Legacy Foundation et Noref), le degré d'implication du Gouvernement de Zapatero dans les négociations qui ont rendu possible cette conférence est encore à déterminer.

provoqué une pléthore de débats contradictoire parmi les élites espagnols et basques. Elle constitue donc un contexte idéal pour saisir les représentations sociales et les tendances discursives existantes dans l'espace public basque-espagnol en temps de conflit.

2. Le « temps de la paix » : l'influence du journalisme

Après la mise en exergue des idéologies existantes dans l'espace de la communication politique sur la problématique basque, la deuxième partie empirique de cette recherche consiste à souligner l'importance de ce cadrage idéologique dans les pratiques journalistiques ayant eu cours durant le processus de paix entre l'ETA et le Gouvernement espagnol qui s'est déroulé entre mars 2006 et juin 2007. Le processus de paix constituait la troisième tentative de trouver une solution à la question basque depuis la transition démocratique espagnole (1975-78). En acceptant de négocier politiquement, le gouvernement socialiste de José-Luis Zapatero avait démontré à la classe politique et à l'opinion publique qu'il était décidé à trouver une solution négociée au conflit basque.

Le processus de paix mené par le gouvernement espagnol et l'ETA entre 2005 et 2007 a marqué un tournant décisif dans la transformation du conflit basque. Certes, la tentative n'a pas débouché sur un accord de paix entre les parties, mais pour la première fois, tous les éléments de la résolution définitive du conflit ont été discutés sous l'auspice d'un centre international de résolution de conflit. Son échec est l'un des facteurs majeurs de la stratégie d'abandon de la violence par le mouvement indépendantiste qui aboutira à l'annonce de l'arrêt de la lutte armée par l'ETA en octobre 2011.

Pour chaque « temps » du conflit, un cadre temporel de 16 jours constitue l'espace de sélection des textes. Si pour la première partie, l'identification des idéologies justifie de prendre en compte l'ensemble des éditions des journaux dans un espace temporel continu, la deuxième partie, centrée sur une durée plus longue, demande une approche sélective en fonction des événements du processus de paix qui se sont déroulés de 2005 à 2007. La seconde partie se focalise ainsi sur plusieurs moments-clé du processus de paix, de manière à mettre en exergue des éléments positifs et négatifs du processus.

Pour chaque partie, les dates de parution suivantes constituent le cadre temporel :

Le « temps de la guerre » : la recherche des idéologies : du 16 au 31 octobre 2003

Le « temps de la paix » : l'influence du journalisme¹⁰ :

- ▶▶ **1^{er} événement** : Annonce du cessez-le-feu permanent de l'ETA (23/03/06), corpus : 23-24 mars 2006 (2)
- ▶▶ **2^{ème} événement** : Débat parlementaire autour de la volonté du Président du Gouvernement José-Luis Zapatero d'initier un processus de dialogue avec l'ETA (29/06/06), corpus : 7/30 juin et réunion publique entre PSE-EE et Batasuna (06/07/06), corpus : 7-8 juillet 2006 (4)
- ▶▶ **3^{ème} événement** : L'ETA dérobe 350 pistolets dans le sud de la France à la veille de la votation du Parlement européen, corpus : 24-25-26 octobre 2006 (3)
- ▶▶ **4^{ème} événement** : Attentat mortel de l'ETA à l'aéroport de Barajas à Madrid, corpus : 31 décembre 2006, 2-3 janvier 2007 (3)
- ▶▶ **5^{ème} événement** : Présentation publique de la proposition d'accord de Batasuna (Anaitasuna) (07/02/07) et grève de la faim de Iñaki de Juana Chaos, corpus : 7-8 février 2007 (2)
- ▶▶ **6^{ème} événement** : Interview de l'ETA dans le journal Gara (07/04/07), corpus : 8-9 avril 2007 (2)

Une première lecture flottante de l'ensemble des articles a permis de procéder à la préparation des corpus, fidèle à la méthodologie de l'analyse de contenu, selon les règles de l'exhaustivité, de la représentativité, de l'homogénéité et de la pertinence (Bardin, 2003, p.127). Même si leurs tailles ne sont pas égales, le point commun entre tous les textes du corpus est d'avoir un contenu politique et d'être signé par son auteur ou par le nom du journal s'il s'agit d'un éditorial.

Etant donné que cette étude se base sur un échantillon d'articles publiés dans six quotidiens de l'espace de la communication politique sur la problématique basque en Espagne durant une période définie, il faut souligner les limites habituelles de ce genre de travail en terme de représentativité. En effet, pour faire face à la masse d'articles traitant du sujet basque, la taille du corpus a été volontairement adaptée à un échantillon d'articles pour chaque partie. Cette adaptation constitue une contrainte liée au format de la thèse de doctorat. Toutefois, une différence de taille est observable entre les articles de commentaire et les articles d'information. Le corpus d'articles d'information est nettement supérieur en nombre à celui d'articles d'opinion. Cette différence de taille est pondérée par une adaptation de la méthode pour

¹⁰ Le chiffre en parenthèse qui apparaît à la fin de chaque événement indique le nombre de jours sélectionnés.

l'analyse de contenu des articles d'information. En effet, si l'analyse des articles d'opinion prend en compte la totalité du texte, l'analyse des articles d'information se focalise uniquement sur les titres, les chapeaux, les exergues et les intertitres.

De cette manière, le tableau suivant fournit les indications sur la composition des corpus :

	« Le temps de la guerre » L'espace des idéologies	« Le temps de la paix » L'influence du journalisme
DEIA	15 textes	282 textes
EL CORREO	15 textes	258 textes
GARA	17 textes	250 textes
EL PAIS	15 textes	131 textes
ABC	17 textes	180 textes
EL MUNDO	15 textes	179 textes
TOTAL	94 textes	1280 textes

Dans la mesure que seuls les textes analysés dans la partie « Le temps de la guerre » sont des articles d'opinion, cette analyse (chapitre 3) devrait permettre de mettre à jour les formes d'organisation des discours idéologiques de chaque titre de presse. Cette analyse sera ensuite reproduite dans le cadre de la deuxième analyse (chapitre 4) sur des articles d'information afin décrire la présence des discours idéologiques dans les pratiques journalistiques. Toutefois, comme souligné précédemment, la grande quantité d'articles d'information répertoriés oblige à réduire l'analyse des articles d'information sur des éléments précis des textes.

Le choix du matériel constituant le corpus s'est centré sur les deux genres principaux du discours journalistiques, en sélectionnant deux corpus de textes: 1) un corpus d'articles d'opinions (éditoriaux, tribunes) 2) un corpus d'articles d'information. La séparation entre articles d'information et articles d'opinion correspond au processus historique de prise de distance des journalistes de presse par rapport au pouvoir politique (Schudson, 1978, Chalaby, 1998). Ainsi, progressivement, entre presse et pouvoir se crée une distance qu'on pourrait qualifier de respectueuse, qui neutralise les relations entre les protagonistes. Ce processus d'objectivation amène les titres de presse commerciaux à opérer une distinction nette entre les informations et les commentaires sur l'actualité.

Cette séparation entre information et commentaire amène à souligner que la presse est un média qui remplit essentiellement deux rôles dans une société. D'une part, elle rapporte des informations sur la réalité sociale, politique, culturelle, sportive. D'autre part, elle explique ces dernières. La fonction d'informer est remplie par les médias en taisant l'opinion dans le rapport des faits. Les médias doivent montrer la preuve de leurs informations et la crédibilité de ces dernières détermine la valeur de l'information. Guy Lochard et Henry Boyer propose un découpage de la presse entre la « presse-miroir » et la « presse-écho » Ils expliquent que la première est « le simple lieu de reproduction des événements surgissant dans le monde » alors que la seconde « tient son autorité de sa capacité à faire entendre des voix qui accréditent la « vérité » de ses propos » (Lochard, Boyer, 1998, p. 50). S'opère ainsi une « distinction canonique entre les faits, supposés « bruts de décoffrage », s'imposant par eux-mêmes, objectifs, et les commentaires, supposés subjectifs, sous l'emprise des présupposés du journaliste (Le Bohec, 2010, p. 244).

Lors de la transition démocratique en Espagne, les titres de presse ont occupé un rôle important dans la transmission des valeurs démocratiques. Suite à des années de censure éditoriale lors du régime franquiste, les dirigeants des quotidiens de la transition ont développé un modèle de publication visant l'objectivité dans le traitement de l'information. Le principe de séparation entre l'information et l'opinion fut l'un des piliers du renouveau démocratique que transmettaient les nouveaux titres de presse. A titre d'exemple, le Manuel de style du journal *El País*, reconnu pendant longtemps comme la « Bible » du journaliste en Espagne, souligne la distance avec l'opinion politique de la manière suivante : « *El País* rejettera toutes les pressions de personnes, partis politiques, groupes économiques, religieux ou idéologiques qui essaient de placer l'information au service de leurs intérêts. Cette indépendance et le non-manipulation des nouvelles sont une garantie du respect des droits des lecteurs. Ce respect constitue la raison ultime du professionnalisme. L'information et l'opinion sont clairement différenciées entre elles. »¹¹

La définition de textes d'opinion comprend aussi bien des éditoriaux que des tribunes libres. Le *Dictionnaire des médias* définit un éditorial comme « un article unique de commentaire engageant, sous la signature du responsable de la publication ou du simple nom du journal, l'avis du journaliste sur tel ou tel sujet d'actualité » (Balle, 1998, p.89). Une tribune libre, quant à elle, est définie comme « un article de commentaire où une personne étrangère à la rédaction du

¹¹ *El País, Libro de Estilo* (2003), section 1: politique éditorial, point 1.3.

journal expose son point de vue personnel, sans engager la responsabilité de la publication. » (p. 249) Les textes d'opinion développent un acte de langage particulier qui s'efforce de décrire une réalité tenue pour vraie. L'acte d'expliquer implique un surcadrage de la réalité. Il n'y a pas besoin d'informer le public, car l'objet est déjà connu. Il s'agit uniquement de l'expliquer tout en le mettant en scène. En conséquence, les textes d'opinion reflètent plus directement le cadrage idéologique d'un média que les articles d'information. Les articles de presse d'opinion fournissent le cœur des discours idéologiques des journaux, car, dans ces articles, s'expriment les rédacteurs du média qui légitiment le contenu ainsi que les collaborations extérieures autorisant le discours médiatique offert par le média en question. Les articles d'opinion – les éditoriaux et les tribunes libres - donnent de cette manière accès à l'essence idéologique même du média alors que, dans les articles d'information, l'écriture tendant à plus d'objectivité, l'ancrage idéologique, même s'il existe, est difficile à percevoir et oblige à choisir des stratégies de recherche différentes. De cette manière, les discours présents dans les « textes » éditoriaux ou d'opinion constituent les bases des « modèles contextuels idéologiques » (Van Dijk, 2003, p.39) des différents journaux permettant de décrire les différents discours idéologiques présents dans un conflit politique comme le conflit basque.

Les articles d'information intégrés dans le corpus contiennent deux types de démarches : le rapport des faits et/ou l'explication des faits. En effet, « l'information, comme contenu convoyé par un média (...) est un ensemble de nouvelles, de renseignements, d'annonces ou de récits, auxquels un sens a été donné, à travers une mise en forme, une mise en perspective, afin d'être aisément accessible pour un public donné. (Balle, 1998, p.125) Pour rapporter des faits, le journaliste peut faire différents choix : la brève dans le cas où il souhaite livrer une information très concise dans un texte court ; le compte-rendu ou le reportage lorsque le journaliste a la possibilité de rencontrer les acteurs de l'information ; l'interview afin de recueillir les propos d'une personne dans le but de les publier. Pour expliquer un fait, le journaliste a également plusieurs possibilités : l'enquête, permettant de traiter amplement d'un sujet et de proposer toute la panoplie des genres journalistiques ; l'analyse, expliquant les faits ; le portrait, consistant à faire connaître un personnage de l'actualité.

Plan de la thèse

Cette thèse est organisée en quatre chapitres.

Après l'introduction générale, qui énonce la problématique de recherche et décrit sommairement les techniques d'analyse, le premier chapitre est consacré à la description du cas d'étude, le conflit basque. Afin de présenter la complexité de la problématique basque, trois éléments seront présentés. Le premier déclinera brièvement l'origine historique du conflit pour l'autodétermination du peuple basque jusqu'à la création durant la période de la dictature franquiste de la nouvelle résistance basque : l'ETA. Le deuxième élément développe la période historique après la transition démocratique en Espagne en présentant les acteurs-clé du conflit basque, répartis entre l'ETA, les agents basques et espagnols, la presse et les agents internationaux. Enfin, le troisième élément est consacré exclusivement à la résolution du conflit et aux enjeux de la paix en revenant sur les tentatives de résolution du conflit depuis les conversations d'Alger (1986-1989), le processus de Lizarra-Garazi (1988-1999), le processus de paix de 2006-2007 pour finir sur la prise de distance avec la violence de la Gauche *abertzale* aboutissant à l'abandon de la violence de l'ETA en octobre 2011.

Le deuxième chapitre décrit le cadre théorique de la recherche, exposant les éléments utiles à la compréhension de la couverture médiatique d'un conflit de type asymétrique mettant aux prises un Etat contre un groupe armé non-étatique. Comme souligné précédemment, le cadre théorique est structuré autour de trois disciplines. Une première partie développe les apports théoriques liés à l'étude des conflits et de la paix (*Peace and Conflict Studies*). Une deuxième partie traite de la communication politique. Enfin, une troisième partie se focalise sur la sociologie des médias et du journalisme afin de préciser le modèle de la production de l'information

Le troisième chapitre, intitulé, « Le temps de la guerre (2003). La recherche des idéologies » consiste dans l'analyse du premier corpus de cette recherche, composé d'articles d'opinion. Cette analyse consiste à une analyse de contenu des cadrages médiatiques des différents quotidiens existants dans l'espace de la communication politique sur la problématique basque. L'exercice consiste en une analyse de contenu à partir d'un corpus d'éditoriaux et d'articles d'opinion afin de reconstituer les principales idées-force présentes dans les discours médiatiques en temps de conflit. Les idées-force sont captées à partir du contexte politique conflictuel suite à la tentative unilatérale de réforme du statut de l'autonomie du Pays Basque en 2003 par le

Gouvernement basque. Cette initiative, plus connue sous le nom de *Plan Ibarretxe*, du nom du Président du Gouvernement basque de l'époque, a provoqué une crispation importante entre les élites espagnoles et basques. Le principal objectif de cette partie consiste à décrire l'articulation de l'espace de la communication politique avec la problématique basque en Espagne en fonction des tendances discursives des différents quotidiens. Suite à l'analyse de cet espace, ce chapitre se termine avec la description des lieux communs argumentatifs de cet espace public sous la forme de topoï (*idées-force*). Ceux-ci se composent de schémas argumentatifs de base sur le conflit basque déduits à partir de l'analyse de contenu. Cette démarche vise à dresser la liste des questions politiques épineuses liées à la résolution du conflit basque telles qu'elles sont reflétées dans les discours des éditoriaux de la presse basque et espagnole.

Enfin, le quatrième et dernier chapitre s'intitule « Le temps de la paix (2006-2007). L'influence du journalisme ». Il a pour objectif de décrire les pratiques journalistiques et leurs influences dans le processus de transformation et de construction de la paix initié au début des années 2000. L'attention est portée sur la tentative de résolution du conflit basque menée par le gouvernement espagnol et Euskadi Ta Askatasuna (ETA) entre 2005 et 2007. L'objet de cette partie est d'étendre au journalisme la compréhension de l'impact du socle idéologique des médias décrit dans la partie précédente. Le but est de poursuivre la réflexion sur les logiques d'action de la presse écrite dans le traitement médiatique des processus de paix, afin de comprendre les mécanismes pouvant favoriser l'apaisement ou inversement l'aggravation des tensions entre les antagonistes. La prise en considération de ce moment historique a pour but d'identifier les éléments discursifs idéologiques dans les pratiques journalistiques et d'en décrire leur fonctionnement. Le chapitre est constitué de trois parties. La première s'efforce de rappeler le contexte du processus de paix qui a eu lieu entre 2006 et 2007 ainsi que de présenter la position des partis politiques durant le processus. La deuxième partie est consacrée à l'analyse de contenu des articles de presse des six quotidiens sélectionnés dans la recherche à partir des huit idées-force élaborées à partir d'articles d'opinion dans le chapitre précédent. Le transfert des résultats de l'analyse des articles d'opinion aux articles d'information a pour objectif de déceler et discuter la présence d'éléments idéologiques dans les pratiques journalistiques. Six moments historiques du processus constituant des périodes positives et négatives pour la paix sont passés au crible de la grille d'analyse. Cette analyse diachronique permettra d'évaluer les éléments idéologiques existants dans les articles des différents quotidiens en fonction de la

progression du processus de paix. Enfin la troisième partie propose une réflexion sur l'influence du journalisme dans la construction de la paix à partir des analyses précédentes et d'interviews avec des journalistes et des personnalités politiques. Les explications sur la conjoncture et les circonstances du processus de paix, l'engagement et les contraintes des journalistes contribueront à préciser les raisons de l'échec du modèle du *peace journalism* dans la résolution du conflit basque.

CHAPITRE I :

LE CONFLIT BASQUE

« We have come to the Basque Country today because we believe it is time to end, and it is possible to end, the last armed confrontation in Europe.

We believe this can now be achieved, with the support of citizens and their political representatives, as well as the support of Europe and the wider international community. We want to state clearly that we have not come here to impose anything or claim that we have the right or the authority to tell the citizens of this country, or relevant actors and political representatives, what they should do.

Rather, we have come here in good faith, with the hope of offering ideas drawn from our own experiences of resolving long conflicts that afflicted our own societies and peoples, as well as others we have helped resolve.

We know from our own experience that it is never easy to end violence and conflict and secure lasting peace. It requires courage, willingness to take risks, profound commitment, generosity and statesmanship.

Peace comes when the power of reconciliation outweighs the habits of hate; when the possibility of the present and future is infinitely greater than the bitterness of the past.

We also know from our own experience that when a genuine opportunity for peace arises it must be seized. The growing demand of the citizens of this country and their political representatives to resolve this conflict through dialogue, democracy and complete non-violence has created this opportunity.

Because of all of this, we believe it is today possible to end more than fifty years of violence and attain a just and lasting peace ».¹²

Kofi Annan, Gerry Adams, Pierre Joxe, Bertie Ahern, Jonathan Powell et Gro Harlem Bruntland (17 octobre 2011)

Comme souligné dans l'introduction, la complexité de la problématique basque est présentée dans ce chapitre autour de trois éléments. Le premier décline l'origine historique du conflit pour l'autodétermination du peuple basque jusqu'à la création durant la période de la dictature franquiste de la nouvelle résistance basque : l'ETA. Le deuxième élément développe la période historique après la transition démocratique en Espagne en présentant les acteurs-clé du conflit basque, répartis entre l'ETA, les agents basques et espagnols, la presse et les agents internationaux. Enfin, le troisième élément est consacré exclusivement à la résolution du conflit et aux enjeux de la paix en revenant sur les tentatives de pacification depuis les conversations d'Alger (1986-1989), le processus de Lizarra-Garazi (1988-1999), le processus de paix de 2006-2007 pour finir sur la prise de distance avec la violence de la Gauche *abertzale* aboutissant à l'abandon de la violence de l'ETA en octobre 2011.

¹² Extrait de la déclaration, lue le 17 octobre 2011, par l'ancien Premier ministre irlandais Bertie Ahern, à l'issue de la Conférence internationale de paix qui s'est tenu au *Palacio de Aiete* à Saint-Sébastien

1.1 Origine du conflit

1.1.1 Le territoire

Les habitants du Pays Basque espagnol peuvent avoir deux représentations différentes de leur région. Les Nationalistes basques la conçoivent comme une nation qui possède une langue, l'Euskera, et des frontières bien délimitées avec l'Espagne. Pour les Espagnols ou les Basques qui sont attachés à l'Espagne, la nation espagnole s'étend jusqu'aux Pyrénées et comprend donc le Pays Basque. Le « problème basque » est ainsi le résultat de « la polémique qui divise les habitants de cette région par rapport à son appartenance à l'Espagne » (Loyer, 1997, pp. 19-20). La définition des limites territoriales du Pays Basque dépend donc d'un positionnement idéologique.

Le territoire étant la base historique et physique d'un peuple (Goldring, 2005, p. 49), la problématique est encore plus complexe, car les partis nationalistes basques revendiquent une unité historique des provinces basques situées en France et en Espagne, appelée *Euskal Herria*. En effet, ces territoires installés sur les deux versants de la chaîne des Pyrénées partagent des traits culturels communs comme la langue, l'architecture, l'économie rurale, les coutumes, la culture populaire ou encore les légendes. Des deux côtés, les paysages ont été façonnés par les mêmes traditions aboutissant à une homogénéité culturelle incontestable. Le terme *Euskal Herria* était déjà utilisé au 16ème siècle pour se référer au pays dans lequel se parle l'euskera, la langue basque. Ce terme est neutre et définit une réalité historique et culturelle. Ils sont notamment référenciés par l'encyclopédie *Espasa* et l'encyclopédie universelle illustrée européen-américaine (Idoyaga, Zallo, 2008, pp. 266-267).

Le Pays Basque nord, appelé *Iparralde* en langue basque, comprend trois provinces constituées de 158 municipalités. Avant la révolution française, il était divisé en deux vicomtés, Labourd et Soule et l'extrémité nord du royaume de Pampelune, appelée la Basse-Navarre. Durant la révolution française, les Basques tentèrent de résister à l'Assemblée nationale parisienne, mais les coutumes anciennes (les fors¹³) furent abolies durant la nuit du 4 août 1789. Les provinces basques furent réunies au Béarn, en 1790, afin de créer un grand département des Basses-Pyrénées, devenu plus tard les Pyrénées-Atlantiques, ce qui aura comme conséquence de rayer de la carte française le nom même de « basque » et qui fait du territoire basque, « un territoire

¹³ Défini plus loin.

absent de la linéarité administrative française » (Chaussier, 1996, p. 8). Pour « les statisticiens de l'administration française, le Pays Basque n'existe donc pas en tant que tel. Pourtant, sur place les dénominations et la représentation cartographique des trois provinces basques d'Ancien régime sont toujours bien vivantes. Leurs écus se trouvent par exemple représentés dans la gare de Bayonne aux côtés de ceux des provinces basques espagnoles. De même, les atlas publiés dans la communauté autonome du Pays Basque espagnol représentent les trois provinces françaises avec leurs noms en euskera : *Lapurdi, Benafarroa, Zuberoa*. » (Loyer, 1997, pp. 20-21) Cependant, une grande proportion des Basques français, même s'ils voient favorablement la création d'un département basque¹⁴, utiliseront les canaux des partis politiques français et non ceux des partis nationalistes basques.¹⁵ De cette manière, l'histoire particulière de l'Etat français a intégré le Pays Basque nord à la France sans provoquer le même soulèvement identitaire que celui survenu de l'autre côté de la frontière. Ainsi, si au Pays Basque espagnol le débat est centré sur le droit de décider (droit à l'autodétermination), en *Ipparalde*, celui-ci se situe dans une phase antérieure, celui du droit à l'existence (Ahedo Gurrutxaga, 2008, p. 287).

En Espagne, les limites du Pays Basque sont aussi sujettes à polémique. L'actuelle communauté autonome (*Comunidad Autónoma del País Vasco* ou *Euskadi*) comprend trois provinces, *Álava, Vizcaya* et *Guipúzcoa*, alors que les partis nationalistes revendiquent une quatrième, la Navarre (*Navarra*). Certains voient ainsi dans l'époque de splendeur du Royaume de Navarre au XII^{ème} siècle, l'origine du nationalisme basque (Pereira, 2003, pp. 42-46). En effet, à cette époque, le royaume de Navarre s'étendait sur tout le Pays Basque tel qu'il est revendiqué par les Nationalistes. Pour les mouvements nationalistes, la Navarre fut le premier Etat des Basques et un des objectifs du projet nationaliste est de reconstituer cette unité historique.

¹⁴ Le 30 octobre 2005, une consultation organisée par la plateforme *Batera* auprès de 159 maires du Pays Basque français a permis de conclure que 52 % des élus sont favorables à un département Pays basque. De plus, durant la même consultation, 9 des 21 conseillers généraux de la partie basque du département actuel se sont déclarés ouvertement favorables à la création d'une institution basque en France.

¹⁵ Aujourd'hui, les résultats des partis nationalistes basques aux élections françaises sont toutefois en forte augmentation pour atteindre environ 15% des voix (Ahedo Gurrutxaga, 2008, p. 286).



Figure 1 : Carte de Euskal Herria (<http://www.eke.org>)



Figure 2 : Les sept provinces historiques (<http://www.eke.org>)

De cette manière, les indépendantistes basques ne peuvent pas concevoir une nation sans l'intégration de la partie principale du royaume historique, lequel est pourtant constitué depuis 1982 comme une Communauté indépendante (*Comunidad Foral*). Le particularisme de la Navarre est reconnu par le statut de *foralité* (en référence au *for*), officialisée dans la constitution espagnole (Jimeno Aranguren, 2008, p. 276). Ainsi, depuis la transition démocratique en Espagne, la majorité des Navarrais a le sentiment d'appartenir à part entière à la nation espagnole.¹⁶ Pour les Nationalistes basques, la séparation de la Navarre du reste des provinces basques lors de la transition démocratique avait comme objectif politique la limitation des revendications indépendantistes basques par la division du territoire basque. A cet égard, il faut souligner que le référendum n'était pas la règle dans toutes les régions. Ainsi la population de Navarre n'eut pas la possibilité de se prononcer sur un statut d'auto-gouvernement. Le débat populaire sur l'appartenance ou non de cette région au Pays Basque n'a ainsi pas pu avoir lieu. Un des reproches provenant des forces nationalistes est d'avoir étouffé le débat dans les milieux parlementaires en introduisant uniquement une amélioration au statut de la députation de Navarre en 1982.

Le problème n'est pas pour autant réglé, car les partis nationalistes basques ont des élus au parlement de Navarre, où, même s'ils sont minoritaires¹⁷, ils continuent de revendiquer l'unification du peuple basque. L'électorat nationaliste basque est concentré géographiquement dans la partie septentrionale de la province. La Navarre est en effet partagée en deux domaines culturels. Au Nord, l'ensemble culturel basque prédomine alors qu'au sud c'est l'ensemble castillan qui est largement majoritaire. Au sud, l'Euskera n'est plus parlé depuis le Moyen Age. Ce contraste culturel nord-sud existant en Navarre est à l'image de ce qui se passe dans la Communauté autonome du Pays Basque. En effet, là aussi la proportion des bascophones diminue vers le sud et donc les partis nationalistes y sont moins implantés que dans les provinces du Nord. L'ensemble des trois provinces constitue un relief accidenté, mêlant plaines et crêtes montagneuses. Au niveau des transports, l'accès à la province d'Alava est plus aisé par le sud que par le nord, ce qui peut expliquer l'influence plus importante de la Castille dans cette province que celle des deux autres. C'est du reste, la faiblesse relative des nationalistes basques

¹⁶ Les résultats des élections de 2011 au parlement de la *Comunidad Foral de Navarra* abondent dans ce sens, même si une hausse de la représentation nationaliste basque est observable depuis les élections de 2007. Il faut également souligner qu'en 1936, les troupes navarraises se sont alliées à l'insurrection franquiste en envahissant le Pays Basque afin de défendre l'Espagne.

¹⁷ Environ 28% aux élections forales de 2011

dans cette province qui a poussé ces derniers à installer l'administration centrale dans la ville de Vitoria afin d'intéresser la population aux affaires du Pays Basque. (Loyer, 1997, p. 24)

1.1.2 La genèse du nationalisme au Pays Basque

L'histoire du Pays Basque est riche en rebondissements. Une identification des moments importants de celle-ci permet de disposer des clefs d'interprétation de la situation actuelle. Comme introduit précédemment, la problématique basque oppose principalement des individus sur la délimitation du territoire basque. L'histoire doit être analysée en fonction de cette perspective, en décrivant les genèses et les contenus idéologiques du nationalisme basque et de ses opposants à partir du 17^{ème} siècle jusqu'à la création de l'ETA durant la dictature franquiste.

1.1.2.1 La perte des *Fueros*¹⁸

En 1812, par le biais de *La Pepa* (la constitution de Cadix), l'Espagne cherche à développer un système centralisateur pour mettre un terme aux anciennes coutumes en vigueur dans différentes régions. L'Espagne de cette époque est le résultat de l'agrégation de trois royaumes principaux de la péninsule entre le 15^{ème} et le 16^{ème} siècle : Le Portugal, la fédération aragano-catalane et la Navarre à partir d'un centre fédérateur, la Castille.

Accompagnant la création d'une nouvelle nation, l'administration étatique se met en place dans tout le pays afin de relayer les décisions de Madrid. Mais cette administration est peu efficace et aide plus l'oligarchie dominante à augmenter son pouvoir qu'à mettre en place une véritable base institutionnelle pour l'Espagne (Izquierdo, 2000, p. 22). A cette époque, l'Espagne était une société figée, dans le sens qu'elle n'offrait que peu de possibilités d'ascension sociale. Il y avait trop de clientélisme et donc une grande partie de la population était exclue de la « vie nationale », ce qui explique la relance du patriotisme de certaines régions. Economiquement, il y avait une différence entre des régions dynamiques, comme le Pays Basque et la Catalogne, emmenées par une bourgeoisie locale très active et d'autres régions encore très arriérées économiquement, basées essentiellement sur le modèle agricole du grand propriétaire terrien qui cherche à maximiser ses rentes plutôt que sa production.

¹⁸ Les *fueros*, traduction de for en français est un terme d'origine béarnaise utilisé à l'époque médiévale pour définir des systèmes d'administrations provinciales sous la forme de lois et de coutumes. Ils ont été concédés par le Royaume de Castille dans les provinces basques ainsi que dans le Royaume de Navarre à partir du 14^{ème} siècle. Les *fueros* sont des droits et lois écrits en accord avec la Couronne de Castille qui permettent aux provinces basques de développer une certaine autonomie

En l'espace d'un siècle, la collectivité basque va passer, avant le reste de l'Espagne, d'une société traditionnelle au type de société industrielle au début du 20^{ème} siècle. C'est dans ce climat de mutation profonde de la société que le nationalisme basque naîtra (Jauréguiberry, 2007, p. 33). Ainsi, vers 1880, grâce à l'exportation de fer - qui décuplera à la suite de la perte des *fueros* - et à l'importation de charbon, le Pays Basque et la Catalogne réalisèrent, avant le reste de l'Espagne, leur révolution industrielle. Au Pays Basque, il y eut la création de grandes entreprises sidérurgiques, qui se sont développées grâce à l'exploitation des mines de fer à l'ouest de Bilbao. Ce bouleversement industriel permit la création d'une oligarchie industrielle, issue de la classe des grands commerçants de Bilbao, laquelle maintenait une identification culturelle et affective forte envers l'Espagne (Idem, p. 71). Ce développement économique exigeant passablement de forces de travail, la région connut l'arrivée d'un important prolétariat provenant pour la plupart d'autres régions d'Espagne. Deux classes sociales allaient donc émerger parallèlement à l'industrialisation : une élite industrielle basque et un prolétariat non-basque. En zone industrielle, cette importante immigration fit naître un racisme contre les non-Basques, accusés de venir prendre le travail des gens de la région.

La perte des *fueros* est l'aboutissement des guerres carlistes provoquées par des soulèvements populaires au Pays Basque, en Navarre et en Catalogne contre les Libéraux. En tout, l'histoire a retenu trois guerres carlistes au cours du 19^{ème} siècle, dont deux eurent lieu au Pays Basque. La cause de ces guerres est due à deux conceptions de la monarchie qui opposaient Isabelle, avec son modèle libéral et constitutionnel s'apparentant au centralisme à la française, et Don Carlos – duquel est tiré le terme carlisme -, plus traditionnel qui défendait un système décentralisé. Dès lors, deux légitimités concurrentes s'opposaient à l'intérieur d'une même dynastie. Isabelle s'allia avec les Libéraux qui pensaient qu'il n'était pas intéressant pour l'Espagne d'avoir des « Etats » dans un Etat, avec des douanes dans le même pays qui gênaient la libre circulation des marchandises et des personnes. Don Carlos reçut le soutien d'une partie de la population du Pays Basque et de Catalogne (les Carlistes) qui défendait les thèses forales contre la disparition des lois et coutumes locales (*fueros*). Trois secteurs se sont unis contre la législation libérale : les paysans, l'artisanat traditionnel urbain et le clergé (qui se révolta contre *la desamortización*¹⁹).

¹⁹ La *desamortización* (désamortissement) consista à mettre aux enchères publiques des terres et des biens improductifs détenus par l'Église catholique ou les ordres religieux, qui les avaient accumulés par de biais de nombreux legs ou donations, ainsi que des propriétés foncières appartenant à la noblesse. L'objectif poursuivi était l'augmentation de la richesse nationale et la création d'une bourgeoisie et d'une classe moyenne de travailleurs propriétaires. De plus, le Trésor public obtenait ainsi des revenus très importants, grâce auxquels il prétendait amortir les titres de la dette publique. Le désamortissement devint la principale arme politique avec

Le Carlisme mettait en avant un net refus du modernisme en montrant un attachement profond aux valeurs catholiques et traditionnelles. Cependant, il n'est pas pour autant nationaliste, car il ne remet pas en cause la réalité étatique espagnole, mais défend une conception décentralisée de l'Etat. Du reste à cette époque, aucun Basque ne remettait en question son *españolité*, car il n'existait pas encore de conscience politique d'appartenir à un pays différent (Izquierdo, 2000, p. 45).

Trois guerres auront finalement raison des troupes carlistes, ces défaites auront comme conséquence la dissolution des régimes foraux. « Si ces guerres ne furent en rien nationales, il n'en demeure pas moins qu'elles ont incontestablement favorisé l'accumulation de phénomènes dont la somme se révélera rétrospectivement constituer un excellent humus dans lequel pourra éclore et se développer le premier nationalisme basque » (Jauréguiberry, 2007, p. 55). De cette manière, ce sont précisément les abolitions de coutumes et de lois ancestrales qui ont généré le développement de la conscience nationaliste. Pierre Latemendia (1987), distingue cinq éléments favorables à l'émergence d'un nationalisme dans le discours post-carliste : Le caractère ultra-religieux ; Le clivage centre/périphérie avec une défense de la décentralisation par rapport à Madrid ; Le choix de la violence contestataire comme mode de résolution du conflit ; L'idée d'un « fait différentiel » basque qui va se préciser avec le passage du terme de « peuple basque » à celui de « nation basque » avec Sabino Arana²⁰ ; La redécouverte des spécificités régionales.

La perte des *fueros* eut donc un effet déclencheur du réveil nationaliste basque, en provoquant un mécanisme de mythification du foralisme, point de départ de la recherche de la différence basque (Izquierdo, 2000, pp. 50-52). De plus, suite à l'importante immigration lors de l'industrialisation, l'euskera était de moins en moins parlé dans la population, la revendication linguistique devint donc un élément cristallisateur de la construction nationaliste, « dans le but de préserver l'essentiel qui n'est pas la langue en elle-même, mais la race (Jauréguiberry, 2007, p. 104). On assiste ainsi à une idéalisation de cette époque, due à l'inexistence d'unité politique dans l'histoire du Pays Basque. Même si les fors étaient différents dans chaque région, cette forme particulière d'autogouvernement représentait un lien fort entre ces régions et c'est précisément ce dernier qui fut exploité d'une manière symbolique dans le projet nationaliste dès que les fors furent définitivement abolis par l'Etat fédéral en 1876. Le symbole était notable, car

laquelle les libéraux s'attaquèrent au régime de propriété de l'Ancien Régime pour implanter le nouvel État bourgeois durant la première moitié du XIX^e siècle.

²⁰ Voir plus loin.

s'attaquer aux *fors* signifiait en quelque sorte détruire une partie de l'identité basque. Cet attachement aux coutumes était facilitée par l'inexistence d'un Etat-nation espagnol (Jauréguiberry, 2007, p. 98) et du déclin international de ce dernier, lequel suite à la défaite contre les Etats-Unis en 1898 allait perdre successivement Cuba, Puerto Rico et les Philippines (Basta Ya, 2004, p. 100).

En résumé, trois facteurs peuvent être retenus pour définir le cadre politique, culturel et idéologique du nationalisme basque : *Le carlisme* sur le plan politique, le *foralisme* sur le plan culturel et *le paysage* sur le plan territorial. Si l'on ajoute à cela, l'omniprésence de la foi catholique au Pays Basque, se trouve reconstitué le « fait différentiel » basque qui va provoquer à partir de la fin du 19^{ème} siècle la constitution d'un nouveau pôle d'opposition au pouvoir central en Espagne.

1.1.2.2 Sabino de Arana Goiri

Le 26 janvier 1865 naquit à Bilbao celui qui va devenir par la suite le premier idéologue et leader charismatique du nationalisme basque : Sabino de Arana Goiri. Une trentaine d'années plus tard, après avoir terminé des études de droit, il posa la base de sa pensée dans un premier ouvrage sur sa région : *Biskaya por su independencia* (1890). Puis il élargit son projet en réinterprétant l'histoire d'Euskadi dans un second travail s'intitulant *El Partido Carlista y los fueros basko-navarros* (1897). L'ensemble basque avait selon lui une tradition forale même si celle-ci était différente dans chaque région.

Le nationalisme *aranien*, du nom de son auteur, se développa dans le contexte de l'industrialisation de la Biscaye qui avait provoqué de vives tensions culturelles, démographiques et sociales. Ainsi, il défendit toujours la société basque traditionnelle contre l'évolution économique et le centralisme politique. Cinq dimensions définissent ce premier projet nationaliste pour le Pays Basque : la revendication de l'indépendance des sept provinces confédérées dont la Navarre et les trois provinces basques-françaises ; le respect du culte catholique dans la lignée apostolique et romaine ; La protection du sang et de la race, fondement de l'indépendance basque (pour Sabino Arana la race est le principal élément de définition de la nation, avant même la terre, l'indépendance, la langue ou les coutumes. De plus, il se déclare ouvertement anti-espagnol, luttant contre l'invasion des travailleurs immigrés) ; La perpétuation de la langue. (L'Euskera permet de protéger le Pays Basque des étrangers. La langue basque est le pilier de la conscience nationale, un élément déterminant de la nationalité.

Arana ira même jusqu'à fonder des écoles et formaliser une grammaire) ; le retour aux fors en rétablissant une démocratie basque traditionnelle opposée au libéralisme. (Il prône un anti-capitalisme qui doit lutter contre l'industrialisation responsable de la débasquisation) (Izquierdo, 2000, p. 56).

Par la suite, afin de s'intégrer dans l'espace politique basque, Arana dut changer de stratégie. Il mit entre parenthèse ses premiers arguments ethniques et traditionnels et s'associa à la moyenne bourgeoisie pour fonder le Parti Nationaliste Basque (PNV). Son discours devint pragmatique, le réalisme l'emporta avec la mise entre parenthèse du rejet du capitalisme. De plus, suite à une division interne, les prétentions du PNV se modérèrent. Elles passèrent de la revendication de l'indépendance à ne plus prétendre qu'à l'autonomie du Pays Basque. Très rapidement, les premiers succès électoraux contre la bourgeoisie néo-libérale entraînèrent une répression du gouvernement de Madrid. De nombreux centres culturels basques et certains journaux (*El Correo vasco* et *El Euskalduna*) furent fermés. Sabino Arana n'aura pas pu voir la progression future de son parti, puisqu'il meurt le 25 novembre 1903. Cependant, il laissera pour toujours au Pays Basque la symbolique nationaliste avec son drapeau, symbole de l'unité nationale : l'*ikurriña*.



Figure 3 : Le drapeau basque, l'*ikurriña*.

1.1.3 L'Espagne au XXème siècle : un douloureux processus vers la démocratie

1.1.3.1 La confrontation des nationalismes

Face à la montée des mouvements nationalistes sur son territoire et au désastre colonial en 1898, l'Etat espagnol réagit en impulsant un « régénérationnisme » de la nation espagnole sur le thème de la patrie et de l'Etat. Dès lors, deux nationalismes différents allaient s'affronter. D'une part, un nationalisme espagnol, assimilateur et volontariste qui cherchait à construire un ensemble national. D'autre part, un nationalisme basque, identitaire et ethnique, qui veut démanteler l'unité nationale en revenant au système foral. Cette confrontation sera lourde de

conséquences puisqu'elle créera les premières divisions identitaires dans la population basque. En effet, dès sa création, le nationalisme basque s'appuyant sur des critères géographiques, culturels et ethniques, opérera une fermeture de l'identité nationale sur la race (Jauréguiberry, 2007, p. 106). Une discrimination fut rapidement installée entre le « in-group » des Basques et le « out-group » des immigrés (les *maketos*)²¹. Ces deux définitions identitaires créèrent deux ensembles nationaux différents, tant au Pays Basque qu'en Espagne. La violence qui suivra a son origine dans ces fondements idéologiques.

Jusqu'à la guerre civile espagnole (1936-39), le projet politique nationaliste empruntera une progression mouvementée faites d'unions et de séparations, des divisions verront le jour sous la monarchie d'Alphonse XIII entre les autonomistes et les indépendantistes (les *Aberianos*) dans un contexte politique favorable à la révolution avec le soulèvement irlandais en 1916 et la révolution russe en 1917. La dictature de Primo de Riveira, à partir de 1923, avec la création du parti unique *Unión Patriótica*, obligera les deux mouvements à lutter ensemble pour provoquer la chute du despote en 1931.

1.1.3.2 La deuxième République

Les élections municipales du 12 avril 1931 consacrèrent la victoire des Républicains et Socialistes face aux Monarchistes. En fait, les Monarchistes avaient plus d'élus en nombre mais presque toutes les capitales des provinces étaient dominées par les Républicains. Le Roi Alphonse XIII quitte alors l'Espagne et les Nationalistes basques applaudissent l'avènement de la Seconde République, succédant ainsi à la première tentative de construction d'Etat républicain en Espagne en 1873. La perspective d'une nouvelle Constitution républicaine annonçait l'union de la quasi-totalité des forces politiques nationalistes au Pays Basque qui se regroupa à nouveau sous le sigle du PNV pour revendiquer l'autonomie du Pays Basque. En effet, ces forces pensaient que la nouvelle République s'harmoniserait mieux avec les spécificités du Pays Basque. A ce titre, la nouvelle Constitution espagnole reconnaissait les droits historiques des régions de se constituer en communautés autonomes. Le 14 avril 1931, déjà, la Catalogne rédige un projet afin de retrouver sa *Generalitat*.

²¹ Sabino Arana définit les « maketos » en ces termes : « Le maketo : voici notre ennemi ! Et je ne me réfère pas à une classe déterminée de maketos, mais à tous en général. Tous les maketos, qu'ils soient aristocrates ou plébéiens, bourgeois ou prolétaires, sages ou ignorants, bons ou mauvais, tous sont ennemis de notre patrie (...) (1893)

Au Pays Basque, le chemin de l'autonomie est bien plus méandreux.²² En effet, de vives tensions existent entre les Nationalistes et la République, à cause, entre autres de l'anticléricalisme de cette dernière. Le 14 juin 1931, un projet de statut est approuvé par 427 communes sur 480. Ce texte stipule que « Euskadi composé par les Provinces d'Álava, Guipuzcoa, Biskaya et de Navarre, constitue une entité naturelle et juridique avec personnalité politique propre ayant le droit de se constituer et de se diriger en tant qu'état autonome dans l'Etat espagnol. » De plus, le statut ajoute que « la langue des Basques est l'euskera. Elle sera officielle au même titre que la langue castillane » (Caunègre, 2000, p.20). Un article offre la possibilité au Pays Basque Nord de se joindre au nouvel Etat si une majorité de ses habitants le désire. En Navarre, les élus Carlistes, hostiles à la République, décident de s'abstenir lors de la votation. Leurs bulletins manqueront pour étendre le statut à cette province. Au total, il y eut 123 non contre 109 oui en Navarre. A partir de ce moment, cette province a choisi définitivement le chemin de l'appartenance à la nation espagnole. L'appartenance historique au Pays Basque de la Navarre ne constitue aujourd'hui qu'un rêve rempli de nostalgie pour une minorité de ses habitants. Sans les abstentions des Carlistes, le Pays Basque serait certainement bien différent de nos jours et ressemblerait un peu plus à la grande et unie *Euskal Herria* que les Nationalistes revendiquent.

Face à ce retrait inattendu de la Navarre, il est nécessaire de modifier le projet de statut et de le négocier avec une République menacée déjà par des soulèvements de militaires. Il faut faire vite et faire preuve de modération. Alors, *Álava, Guipuzcoa, Biskaya* se constituent en « région autonome » et le terme « Etat » disparaît. Le 19 novembre 1933, la victoire de la droite – CEDA qui était contre la République - et des Radicaux centristes aux législatives va mettre en danger les projets de statuts d'autonomie et annonce trois années de négociations intenses entre Madrid et le Pays Basque. De plus, le climat social est extrêmement tendu notamment au nord dans la province des Asturies où huit mille ouvriers se révoltent. La répression du pouvoir fut très sanglante. Les élections du 16 février 1936 donnèrent la victoire à la gauche unie sous le Front Populaire, mais les pressions des adversaires conservateurs de la République sont de plus en plus fortes. La République trouvera du soutien auprès des Nationalistes basques et catalans ; en contrepartie, les *Cortes* approuvent le statut d'autonomie du Pays Basque. Le 7 octobre 1936, José Antonio Aguirre (PNV) est élu président des institutions autonomes du Pays Basque. Le gouvernement basque est une union des forces républicaines et nationalistes. Il est constitué de ministres provenant du Parti Nationaliste Basque, du Parti Socialiste, du Parti Communiste, de

²² Sur le statut d'autonomie adopté en 1936, en pleine guerre civile voir Jauréguiberry (2007), pp. 149 – 156.

l'Union Républicaine et de la Gauche Républicaine. Ce gouvernement restera en activité au Pays Basque neuf mois seulement.

En effet, les efforts du nouveau gouvernement de gauche pour freiner l'affrontement social dans le pays sont vains. La tension au parlement empêche toute collaboration entre la majorité de gauche et les partis de droite. L'assassinat de José Calvo Sotelo, chef du Bloc national, le 12 juillet 1936, provoque définitivement l'insurrection des militaires, en préparation depuis le mois de mars 1936 déjà. Quatre jours plus tard, une déclaration du général Don Francisco Franco Bahamonde déclenche la guerre civile.

Au Pays Basque, une armée est levée, après quelques hésitations²³, pour se battre contre les putschistes, mais l'appui de *Álava* et de la Navarre au soulèvement militaire ainsi que les bombes des alliés allemands sur Guernica auront raison de la résistance basque face aux militaires espagnols. Le niveau d'autogouvernement du statut de 1936 n'était pas plus important que celui du 1978²⁴, mais le fait qu'il ait été appliqué en pleine Guerre civile octroyait une semi-indépendance au Pays Basque, ce qui permit de développer une politique inspirée du catholicisme social. L'exécutif basque frappe même sa monnaie, ouvre des représentations dans les capitales étrangères, gère l'enseignement public et crée une université basque. Mais, en février 1937, l'armée de Franco attaque de manière définitive la zone basco-asturienne et le tout nouveau gouvernement basque dû s'exiler et trouva refuge à Berlin, puis à New York. Cette guerre meurtrit profondément le Pays Basque. « Le seul nom de Guernica suffit à en rappeler la cruauté » (Jauréguiberry, 2007, p. 139). La Seconde Guerre mondiale donne de nouveaux espoirs aux soldats basques suite à leurs combats dans les maquis français contre l'occupant nazi. Effectivement, la défaite du régime allemand permettait de croire que la dictature franquiste allait suivre le même destin. Mais il n'en fut rien, malgré l'isolement international de l'Espagne. Dès lors, le nationalisme devint avec le socialisme une action symbolique d'opposition de plus en plus forte au régime dictatorial du *Caudillo*.

²³ Dans un ouvrage, l'organisation *Basta Ya !* explique que le choix de s'aligner avec les Républicains s'est fait avec beaucoup de pragmatisme car « idéologiquement (les Nationalistes) étaient plus près de la droite catholique et carliste que des Socialistes et Républicains, mais alors que les premiers refusaient toute forme d'autogouvernement, les seconds promettaient approuver un statut basque proche du catalan. Pour en savoir plus voir: *Basta Ya* (2004) : Euskadi, del sueño a la vergüenza, Barcelone, Ediciones B., p.138.

²⁴ Le statut d'autonomie de 1978 sera largement expliqué par la suite.

1.1.3.3 Le régime franquiste

Cette étape de l'histoire de l'Espagne est certainement celle qui a marqué le plus les consciences nationalistes et non-nationalistes puisqu'un régime autoritaire était en vigueur dans tout le pays. En effet, le franquisme réprima toute dissidence politique et culturelle, les particularismes identitaires étaient brutalement combattus. Les langues régionales telles que l'Euskera, le Catalan ou le Galicien étaient interdites des usages officiels. Au Pays Basque, les *Ikastolas*²⁵ sont fermées et les livres détruits. Pour le régime franquiste, il s'agit de construire une fois pour toute l'unité nationale de l'Espagne en éliminant toutes les autres spécificités identitaires. Pour les Basques nationalistes, l'autonomie obtenue avant la guerre civile est de nouveau un projet à reconstruire.

Après les déceptions de la libération de l'Europe, qui laissa Franco gouverner malgré un embargo économique limité de l'ONU, une partie de la population basque dont la moyenne bourgeoise s'éloigna de la cause nationaliste et s'engagea dans la deuxième vague d'industrialisation du Pays Basque. Ce qui provoquera une nouvelle immigration massive de travailleurs d'autres régions d'Espagne vers le Pays Basque, alimentant ainsi un nouveau phénomène de débasquisation. Dès lors, le discours nationaliste du, inévitablement, se démarquer de la définition raciale de la nation. Une reformulation du nationalisme basque est inévitablement envisagée. Dès la prise de pouvoir par Franco, une ligne d'opposition commune entre Nationalistes et Socialistes se met en place sous l'idée d'un « Euskadi libre ! ». L'unité se fit contre l'agresseur commun. Il s'agissait de créer un nouveau nationalisme de type intégratif afin d'incorporer toute la société basque – les Basques et les non-Basques - dans un projet commun à moyen terme, la lutte contre Franco.

1.1.3.4 La création de la nouvelle résistance basque : l'ETA

La répression de l'Etat franquiste provoqua le traditionnel « effet boomerang » (Elorza, 1984, p. 176). A trop utiliser la force coercitive, la violence se retourna contre le régime dictatorial avec tout d'abord la mise en place d'un discret système de transgression comme l'utilisation de l'euskera en famille ou au sein du clergé basque. Dès 1952, un noyau de jeunes hommes s'organise autour d'un mouvement appelé *Ekin* (action) qui vise à rassembler et diffuser des savoirs sur l'histoire nationaliste basque et l'euskera et proposer des modes de résistance par

²⁵ Ecoles dans lesquelles toutes les matières sont enseignées en euskera.

rapport au régime franquiste. *Ekin* se différencie du Parti nationaliste basque par son fondement anti-confessionnel et par son idéologie socialiste. Il y avait des profondes divergences idéologiques et opérationnelles. Ses membres cherchèrent notamment l'efficacité de la lutte en travaillant à l'intégration des immigrés dans leur combat

En décembre 1958, Euskadi Ta Askatasuna (ETA)²⁶ voit le jour. Cette organisation privilégiera la violence politique sur le modèle de la résistance irlandaise avec une alliance idéologique entre socialisme et nationalisme pour atteindre deux objectifs : la libération nationale et sociale d'Euskadi. L'ETA veut s'inscrire dans la lignée des nationalistes révolutionnaires des peuples du sud et renie en partie les thèses de Sabino Arana. La langue et la culture remplace le concept de race en tant que fondement de l'identité basque. La religion est séparée de la politique par la nouvelle organisation qui adoptera une posture aconfessionnelle (Casanova, 2007, p. 24) Initialement, l'ETA souhaite développer un nationalisme révolutionnaire (Jauréguiberry, 2007, p. 296). Il y a ainsi au départ un parallèle idéologique avec les révolutions nationalistes du tiers-monde ainsi qu'avec les révolutions cubaine et maoïste. Il est utile de rappeler que ce processus d'appropriation du marxisme révolutionnaire par l'ETA (Artola, 2004, pp. 16-30) se déroule dans un Pays Basque, déjà fortement industrialisé à cette époque. Pourtant, la contestation radicale des structures institutionnelles de l'Espagne qui se différencie du nationalisme basque historique amène la sympathie de nombreux militants. Durant sa première décennie d'existence, l'ETA se concentre sur la définition d'une cohérence idéologique d'existence et d'action, en conformité avec ses objectifs. Ces luttes idéologiques qui durèrent une décennie ont été extrêmement importantes puisqu'elles avaient pour but de définir l'identité de l'ETA et donc la raison même de son existence (Clark, 1984, p. 28). En 1968, la phase du débat idéologique est conclue, non sans causer de scission au sein de l'ETA, notamment l'exclusion de la *Oficina política* en 1966, jugée trop espagnoliste. La scission donna ainsi naissance à une ETA-berri (communiste) se différenciant de l'ETA nationaliste. Cette rupture laisse la place à la stratégie de *la lucha armada* (conflit armé) et *guerra revolucionaria* (guerre révolutionnaire). L'impératif tactique spécifique à celle-ci restera connu comme la théorie de l'action-répression. Le principe fondamental de la théorie de la spirale (Clark, 1990, p. 8) est que l'ETA visait le contrôle du rythme et de la dynamique de la lutte contre l'Etat franquiste en intervenant sur des causes populaires. Ainsi, par exemple, durant des grèves, des attaques violentes provoquèrent des actions répressives

²⁶ *Euskadi Ta Askatasuna* signifie en français Pays Basque et Liberté.

touchant d'une manière indiscriminée des basques partisans et non partisans de l'ETA. La dure répression franquiste permettait d'unir les militants de gauche avec la lutte de l'ETA.

Si, jusqu'alors, les actions armées de l'ETA se limitaient à des sabotages et des explosions sur des lieux symboliques du régime, le 7 mai 1968, la théorie de la spirale est mise en pratique par les morts successives d'un policier et d'un militant de l'ETA lors d'un contrôle de police. C'était le premier assassinat commis par l'ETA. Ce fait provoqua un changement important dans le niveau d'action de l'ETA puisque qu'au mois d'août de la même année, dans une action préméditée, un militant de l'ETA tue un inspecteur de police de très mauvaise réputation du nom de Melitón Manzanos. La réponse du gouvernement espagnol a été impressionnante. L'état d'exception fut déclaré au Pays Basque durant de nombreux mois, des centaines de Basques furent torturés et envoyés en prison ou condamnés à l'exil. Cette répression de fer dura jusqu'au fameux procès de Burgos en décembre 1970. Ce procès, durant lequel six membres de l'ETA furent jugés et condamnés à mort, représente un point d'inflexion dans la lutte contre le franquisme. Avant et pendant le procès, de nombreuses manifestations populaires en Espagne et en Europe rassemblent des milliers de personnes contre le régime et marque le début de la fin de la dictature franquiste. Sous la pression internationale, Franco a été forcé de commuer les condamnations à mort en peines de prison²⁷. Durant le procès, les avocats dénoncèrent l'oppression nationale, ethnique et linguistique dont est victime le peuple basque (Aiarza, Zabalo, 2010, p. 14).

La solidarité de la population basque et espagnole avec les accusés s'imposa comme un moyen de résistance. La violence *etarra*²⁸ était légitimée par la dure répression franquiste. Ainsi, l'ETA fut appréciée moins pour elle-même, mais parce qu'elle incarnait symboliquement la dénonciation de la violence d'Etat. La spirale action-répression fonctionnait et attirait toujours plus de sympathie, et tant qu'il y avait du soutien, leurs actions restaient légitimes. De plus, l'ETA apprit à jouer sur ses différentes représentations et sur l'impact de ses actions sur l'opinion publique. Cependant, « au niveau symbolique, le message et l'image de l'organisation furent perçus librement par chacun et recouvrirent un sens particulier. On ne peut donc pas parler d'un succès politique réel du nationalisme basque exprimé par l'ETA » (Izquierdo, 2000, p. 111). Pour comprendre la sympathie et le soutien que la violence du mouvement ETA attirait à cette époque, il est indispensable de la replacer dans le contexte du régime franquiste et dans le

²⁷ Ils furent amnistiés avec le nouveau régime espagnol en 1977.

²⁸ Le terme *etarra* est l'adjectif faisant référence à l'organisation ETA.

climat de mai 68 avec le soulèvement armé en Irlande du Nord et les actions de groupes armés en Europe (Brigades Rouges en Italie, *Rote Armee Fraktion* en Allemagne).

Si la violence est soutenue en temps de crise, « c'est qu'elle est la seule possibilité expressive que laisse un pouvoir aussi totalitaire, tant aux pouvoirs sociaux qu'à la revendication nationale » (Jauréguiberry, 1983, p. 260). Ainsi, la violence *etarra* canalisa le mécontentement de la population basque au nom du nationalisme ou du socialisme. Beaucoup de frustrations provoquées par le régime eurent comme conséquence d'ériger en héros révolutionnaires les activistes de l'ETA. Cependant la répression franquiste réussit à affaiblir considérablement l'ETA entre 1968 et 1972 en emprisonnant nombre de ses dirigeants et militants. L'ETA est parvenue à survivre grâce à de nouveaux membres provenant de la jeunesse du PNV. En décembre 1973, l'ETA réussit sa plus audacieuse attaque en assassinant le premier ministre espagnol et successeur désigné de Franco, Luís Carrero Blanco.

Toutefois, l'extrême brutalité de la répression avec l'arrestation de milliers de personnes provoquèrent des doutes chez certains chefs de l'ETA sur l'efficacité de la théorie de l'action-répression. En effet, d'une part, la police franquiste était capable de provoquer des dégâts considérables dans l'organisation et, d'autre part, le peuple basque ne s'était pas soulevé en masse contre le régime comme l'avaient fait les Algériens ou les Vietnamiens dans les années 60. Il était également évident que les Basques ne pouvaient pas compter sur une révolte générale contre Franco dans le reste de l'Espagne (Clark, 1990, p. 9). Dans ce contexte, une divergence de vision commence à émerger au sein de l'ETA sur le rôle de la violence dans le conflit basque. Si, à un niveau organisationnel, l'ETA est déjà à cette époque, divisée en plusieurs fronts, notamment une branche militaire, en charge des attaques armées et une branche politique, responsable de la mobilisation populaire, en 1974, un attentat dans un café de Madrid provoqua une scission définitive au sein de l'ETA. La faction militaire devint *ETA-militar* (ETA-m) et la faction politique fut connue comme *ETA-politico-militar* (ETA-p-m). En fait, il s'avère que l'histoire entière de l'ETA jusqu'à aujourd'hui reste conditionnée par ces deux sensibilités sur la lutte armée. A chaque nouvelle négociation sur la fin de la lutte armée, des divisions internes sont apparues au sein de l'ETA entre les militaires et les politiques.

1.2 Les acteurs-clé du conflit

Comme le souligne Robert P. Clark dans son ouvrage *Negotiating with ETA. Obstacles to Peace in the Basque Country, 1975-1988* (1992), la plus grande erreur d'interprétation que l'on puisse faire pour expliquer les obstacles à la paix au Pays Basque est de réduire le conflit à deux acteurs : l'ETA et l'Etat espagnol. La réalité est très différente. Transposant la réflexion d'Elise Féron sur l'imaginaire du conflit nord-irlandais sur le conflit basque et compte tenu de la durée du conflit que connaît le Pays Basque, il est évident que la société basque est une société extrêmement politisée. Ainsi, elle ne se trouve pas dans la même situation qu'une société pacifiée. « Tout acteur social est potentiellement un acteur politique » (Féron, 1999, p.22). Qu'il s'agisse d'un commerçant vendant telle marque plutôt qu'une autre, un individu écoutant telle musique, qu'un autre pratique un sport basque plutôt que le football, etc. De nombreux exemples peuvent venir illustrer cette « omniprésence du politique » dans la société basque. De la même manière, la plupart des activités des institutions politiques, sociales et culturelles d'Euskadi revêtent un aspect politique. Cette situation, extrêmement liée au politique, permet donc de parler de la société basque en termes d'« hyperpolitisation » dans laquelle de nombreux acteurs ont des intérêts évidents sur l'issue du conflit.

Parmi les outils existants pour identifier les parties du conflit et leurs relations entre elles à un moment donné, l'une des méthodes les plus utilisées est de procéder par un *mapping* (cartographie) des différentes parties en les différenciant selon leur importance (principale, secondaire, tertiaire) afin de dessiner une carte du conflit (Wehr, 2006, Fisher et al., 2000). La catégorisation des parties permet de refléter les intérêts et les relations de chacune d'elles et d'apporter une vue d'ensemble sur les acteurs présents dans le conflit (internes et externes). La différenciation de niveau se fait de la manière suivante. Les acteurs principaux sont ceux qui sont opposés directement et qui ont un intérêt premier dans le conflit. Le niveau secondaire se réfère aux parties qui ont des intérêts secondaires. Les troisièmes parties sont des acteurs tels que des médiateurs ou des organisations facilitatrices. Ce *mapping* a pour objectif de mettre en place une vision de type systémique du conflit (Roppers, 2008), afin de décrire le réseau des relations entre les acteurs du conflit. Pour différencier les différents niveaux de conflit, une séparation est faite entre le conflit militaire et le conflit politico-identitaire. De plus, dans l'optique d'une meilleure compréhension, les acteurs ont été classés suivants les rubriques suivantes : les organisations de l'ETA ; les agents basques ; les acteurs espagnols ; les autres acteurs ; les agents internationaux.

Afin de rester dans l'actualité du conflit, l'espace temporel a été volontairement limité à la période qui s'est ouverte suite à la transition démocratique espagnole jusqu'à aujourd'hui. Certains de ces acteurs n'existent plus aujourd'hui, mais, s'ils sont cités, c'est qu'ils continuent aujourd'hui à constituer une référence. De plus, certains acteurs sont centrés exclusivement sur le conflit tel que l'ETA. D'autres, comme pour les ministres espagnols, la question basque est seulement une des problématiques prioritaires en fonction du moment. De plus, la plupart des acteurs du conflit ont de multiples intérêts annexes à la problématique de l'auto-détermination. Ce qui contribue parfois à réduire l'importance de ce conflit en Espagne et au niveau international. Pour chaque acteur, les principaux objectifs et fonctions dans le conflit ont été répertoriés dans différents tableaux élaborés dans le cadre de cette recherche à partir des éléments mentionnée plus haut (Tableaux 1 à 3).

	ACTEURS PRINCIPAUX	
	Nom et description	Objectifs et fonctions
Conflit militaire	<u>Euskadi Ta Askatasuna (ETA)</u>	
	ETA-militar	Création d'un Etat basque indépendant et socialiste avant-garde du mouvement indépendantiste ; déstabilisation de l'Etat.
	ETA politco-militar (dissoute en 1982)	Création d'un Etat basque indépendant et socialiste visant une stratégie parlementaire depuis la transition démocratique.
	Comité exécutif de l'ETA	Atteindre et sécuriser les objectifs ; financement ; accroître l'influence ; gestion des cessez-le-feu ; éviter les détentions ; négociation avec l'Etat espagnol.
	EKIN (ex-KAS)	Coordination de la stratégie de l'ETA avec les différentes organisations indépendantistes.
	EPPK (collectif de prisonniers politiques)	Libération, amnistie
	<u>Les agents basques</u>	
	Gouvernement basque ; Lehendakari ; département de l'intérieur (Police basque (Ertzainza))	Sécuriser et préserver le rôle du gouvernement autonome dans les négociations, faire respecter la loi.
	<u>Les acteurs espagnols</u>	
	Gouvernement espagnol : président et conseillers ; ministères de l'intérieur (police, garde civile) ; justice (tribunaux, prisons) ; défense (forces armées) ; relations internationales (sujets concernant l'ETA dans d'autres pays).	Parvenir à mettre un terme à la violence sans céder sur les demandes politiques de l'ETA ; protéger les intérêts institutionnels ; garantir un rôle premier dans les négociations ; protection de la police, garde civile et militaires ;
Parlement espagnol	Contrôle des actions du gouvernement dans les négociations ; développement de la législation anti-terroriste.	
<i>Audience nacional</i> (tribunal compétent pour les procès liés entre autres au terrorisme et crime organisé).	Jugement des cas liés au terrorisme ; amnistie ; violations des droits de l'homme.	
Organisations contre-insurrectionnels (Batallón Vasco-español, GAL, ...) (années 80-90)	Mener des actions violentes contre les Basques indépendantistes	

Conflit politico-identitaire	<u>Les agents basques</u>	
	Partis politiques pro-basque (PNV, EA, Aralar)	Développement de l'autonomie du Pays Basque ; préservation et renforcement du rôle des partis politiques pro-basque.
	Parti politique indépendantiste (Batasuna)	Indépendance du Pays Basque ; remise en question des institutions espagnols et du système des autonomies ; retour à la légalité.
	Branche basque des partis politiques espagnoles (PSE-EE, PSN, UPN)	Représente la vision régionaliste des partis majoritaires en Espagne ; forte collaboration avec Madrid.
	LAB/ELA (syndicats nationalistes basques)	Contrôle de la majorité syndicale au Pays Basque ; transmission du sentiment nationaliste basque.
	<u>Les acteurs espagnols</u>	
Gouvernement espagnol : président et conseillers ; ministères des relations extérieures (sujets concernant l'indépendantisme basque dans d'autres pays).	Préservation de l'unité nationale ; délégitimer les revendications indépendantistes (à l'intérieur et extérieur) ; écoute des attentes régionales.	
Parlement espagnol	Contrôle de la gestion du Gouvernement ; garant de la cohésion nationale	
Partis politiques espagnols (PSOE, PP)	Lors des négociations, tous les partis espagnols refusent toutes concessions politiques, développement d'une législation anti-terroriste plus dure.	

Tableau 1 : Acteurs principaux

ACTEURS SECONDAIRES		
	Nom et description	Objectifs et fonctions
Conflit militaire	<u>Organisations proches de l'ETA</u> Exilés et déportés (France, Cuba, Venezuela, ...) Exerat (Famille de prisonniers politiques, déportés)	Retour au Pays Basque sans représailles Retour au Pays Basque (pour les prisonniers, emprisonnement au Pays Basque)
	<u>Les agents basques</u> Parlement basque Parti nationaliste basque (PNV) Gestoras pro-amnistia, Behatokia Eglise basque Lokarri (ex-Elkarri) Médias basques (Presse: Gara, Deia, El Correo Español, El Diario Vasco, Radio/TV basque)	Garant du dialogue politique entre les différentes parties ; application d'un éventuel accord. Intermédiaire entre l'Espagne et les Indépendantistes ; Utilise la négociation pour obtenir davantage d'autonomie pour le Pays Basque. Défense et protection des droits de l'homme ; revendication de l'amnistie. Favoriser la conciliation pour la fin de la violence ; intermédiaire/facilitateurs dans les négociations. Organisation pacifiste favorisant le dialogue inter-basque. Diffusion d'informations/enquête ; transmettre message de/vers l'ETA ; défense d'un point de vue partisan ; diffusion de l'opinion public basque.
	<u>Les acteurs espagnols</u> Le roi Juan Carlos Association de victimes de terrorisme (Fundación para la libertad ; Fundación de victimas de terrorismo; Asociación de víctimas de terrorismo) Médias espagnols	Parvenir à l'arrêt de la violence sans mettre en danger la démocratie ; octroi de pardon collectif. Soutien aux victimes de l'ETA ; revendication d'un rôle des victimes dans les négociations ; contre-lobbying aux revendications nationalistes. Diffusion d'informations/enquête ; défense d'un point de vue partisan ; transmettre informations du gouvernement ; diffusion de l'opinion publique espagnol
	<u>Autres acteurs</u> Populations affectées	Souffre dégâts collatéraux au conflit ; organise la société civile (manifestation).
Conflit politico-identitaire	<u>Agents basques</u> Gouvernement basque ; Lehendakari Parlement basque	Préserver la mixité politico-identitaire au Pays Basque ; protection des minorités Dialogue inter-basque ; développement d'un nouveau statut d'autonomie.

	<p>Gouvernement/Parlement de la Communauté foral de Navarra.</p> <p>Organisations de jeunesse indépendantiste (Jarraï, Segi)</p> <p>Organisations indépendantistes diverses (AEK (euskera), Askapena (solidarité internationale), Independentistak)</p> <p>Médias basques (Presse: Gara, Deia, El Correo Español, El Diario Vasco, Radio/TV basque)</p> <p>Confebask (organisation d'entreprises basques)</p> <p>Population (société civile)</p> <p><u>Acteurs espagnols</u></p> <p>Médias espagnols</p> <p>Population (société civile)</p> <p>Eglise catholique</p> <p>Partis politiques nationalistes (Catalogne, Galicie, Andalousie)</p>	<p>Renforcement de l'identité navarraise et espagnole de la Communauté Foral de Navarra.</p> <p>Animation de la lutte indépendantiste parmi les jeunes ; manifestations, événements, ...</p> <p>Promotion de la cause basque dans différents secteurs de la société et à l'international.</p> <p>Diffusion d'informations/enquête ; transmettre message des forces politiques basques; promotion d'un point de vue pro-basque; diffusion de l'opinion public basque.</p> <p>Favoriser la croissance économique des entreprises basques ; soutien aux commerces avec l'Espagne/la France ; combat l'extorsion de l'ETA.</p> <p>Subit la politisation de la vie quotidienne basque ; beaucoup d'engagement politique sur le conflit.</p> <p>Diffusion d'informations/enquête ; transmettre message des forces politiques espagnoles; promotion d'un point de vue espagnoliste; diffusion de l'opinion publique espagnole.</p> <p>Mauvaise connaissance de la réalité du conflit basque ; majoritairement contre les mouvements indépendantistes.</p> <p>Conciliation ; symbole de l'unité nationale.</p> <p>Soutien aux gouvernements/partis nationalistes basques</p>
--	--	--

Tableau 2 : Acteurs secondaires

ACTEURS TERTIAIRES		
	Nom et description	Objectifs et fonctions
Conflit militaire	<u>Agents internationaux</u> Parlement européen <i>Friendship Group</i> du Parlement européen France Pays facilitateurs (Suisse, Norvège, Irlande, Angleterre, Afrique du Sud, Algérie) Sinn Fein Communauté de Sant'Egidio Human Dialogue Center (Genève) Groupe international de contact (Brian Currin, déclaration de Bruxelles) Autres Gouvernements (Togo, Gabon, São Tomé, Cuba, Panama, Venezuela, Equateur, République dominicaine) Organisations international des droits de l'homme (Haut-commissariat des droits de l'homme de l'ONU, Amnesty international, ...) Médias internationaux (Le Monde, The Guardian, New York Times, Wall Street Journal, Euronews, BBC) Centres de recherche universitaires (Pays Basque, Espagne, International)	Validation/condamnation des négociations Soutien au processus de résolution du conflit Empêcher l'ETA de s'installer et d'opérer depuis la France. Accueil et facilitation des négociations. Rôle de facilitateur entre ETA, Batasuna et le gouvernement espagnol ; expérience du conflit nord-irlandais. Accueil et facilitation des négociations. Accueil et facilitations des négociations. Plaidoyer international en faveur de la paix ; facilite le dialogue entre ETA et Batasuna. Accueil de déportés de l'ETA Contrôle de la situation des droits de l'homme en Espagne, notamment concernant la torture et les abus en matière de lutte contre le terrorisme ; élaboration de rapports ; pression sur le gouvernement espagnol pour qu'il engage des réformes. Diffusion d'informations comportant un intérêt international ; diffusion de communiqués de l'ETA. Publication d'investigations sur le conflit, sur l'ETA ; diffusion internationale
	Conflit politico-identitaire	<u>Agents internationaux</u> France

Tableau 3 : Acteurs tertiaires

1.2.1 Euskadi Ta Askatasuna (ETA)

L'ETA telle que fondée en 1958 n'existe plus aujourd'hui. L'organisation a connu au moins une demi-douzaine de scissions depuis 1960. Les causes de ces ruptures reposent sur les oppositions entre ceux développant une vision ethno-nationaliste de l'engagement et ceux luttant davantage dans une logique de lutte des classes de type marxiste. Une autre source de division se situe sur la méthode de résistance à l'Espagne, entre les partisans de la lutte armée et ceux de la compétition électorale (Clark, 1990). La division entre ETA *militar* et ETA *politico-militar* (pm) constitue la dernière grande rupture au sein de l'organisation. Depuis la dissolution de ETA pm en 1982, dont de nombreux membres s'engagèrent durant la transition au sein du parti socialiste Euskadiko Ezkerra (EE), ETA *militar* devint l'unique dépositaire du sigle. A sa tête, il y a un comité exécutif composé d'une douzaine de personnes se répartissant les responsabilités (recrutement, entraînement, armes, finances, logistique, etc). Pour des raisons de sécurité, les actions sont menées par plusieurs colonnes séparées. Les éléments opérationnels sont composés de deux types de commandos ou cellules. Ceux-ci sont composés soit d'éléments *legales*, des membres non connus de la police, pouvant vivre une vie plus ou moins normale. Les *legales* sont responsables d'une grande partie de l'infrastructure de l'organisation, notamment des tâches liées au renseignement et à la logistique. Les autres membres, les *liberados*, sont des personnes connues de la police et donc vivant dans la clandestinité. Ils agissent le plus souvent dans des opérations d'envergure (assassinat, kidnappings, vols). Depuis la transition démocratique espagnole, les opérations de lutte anti-terroriste ont fortement affaibli l'organisation. De plus, l'organisation EKIN²⁹ (ex-KAS), longtemps légale, chargée de coordonner la stratégie de la Gauche *abertzale* selon les directives politiques et tactiques de l'ETA est également clandestine depuis 2001. Au même titre que de nombreuses organisations liées à la Gauche *abertzale* comme Batasuna, Segi (ex-Jarai) (mouvement de la jeunesse indépendantiste) ou encore Gestoras pro-amnistía (prisonniers, répression, amnistie). EKIN était considéré comme le coordinateur du dénommé Mouvement de libération nationale basque (MLNV). Ainsi, aujourd'hui, il y a certainement davantage de membres de l'ETA en prison qu'actifs en Espagne ou en France. Le collectif de prisonniers politiques (EPPK) qui regroupe les prisonniers politiques basques (militaires, politiques, associatifs) n'a jamais regroupé autant de membres en raison de

²⁹ Le 1^{er} octobre 2011, quelques semaines avant l'annonce de l'abandon définitif de la violence par l'ETA, EKIN a annoncé sa dissolution.

la criminalisation de l'ensemble des organisations indépendantistes. Au 31 juillet 2012, 637 membres de l'une de ces différentes organisations étaient incarcérés³⁰.

« La stratégie conduite par l'ETA est indissociable du caractère asymétrique du conflit basque et de la recherche du traumatisme social qu'il implique » (Massias, 2012, p. 20). Ainsi, de 1968 à 2010, 829 personnes ont été tuées dans une action armée de l'ETA (attentats à la bombe, assassinats, accrochages avec la police). Paradoxalement, la phase de la transition démocratique (1975-1982) fut la période la plus active de l'histoire de la résistance basque. En effet, à cette époque, aussi bien ETA-m, ETA-pm que *Iparretakak* (mouvement armé au Pays Basque français) connurent leur capacité opérationnelle la plus élevée de leur histoire causant plus de deux cent victimes entre 1978 et 1981. Les raisons pour lesquelles l'ETA poursuivit ses actions après l'arrivée de la démocratie, furent, selon ses militants, la non-existence du droit à l'auto-détermination du peuple basque dans la constitution espagnole et la division du Pays Basque en deux unités politiques artificielles soumises à l'Etat espagnol (Euskadi et Navarre). Il faut ajouter à cela, le fait qu'après la mort de Franco, peu de changements ont eu lieu dans les corps de la Guardia Civil, de la police ou de l'armée, les généraux de la dictature occupant toujours la même place. La répression était donc toujours aussi intensive, pour l'ETA les objectifs étaient donc identiques, ce qui a contribué à reproduire le schéma répression-action – ou action-répression existant sous la dictature. Cela ne pouvait qu'encourager la violence terroriste. De plus, l'amnistie des prisonniers politiques fut le fruit de longues mobilisations populaires et ne fut acquise qu'en 1977. Ce moment de lutte a permis à Herri Batasuna de renforcer son poids sur l'échiquier politique.

Depuis la rupture de la trêve en 2007, douze personnes ont perdu la vie dans une action de l'ETA, dont un gendarme français en 2010. Dans ce qui ressemblait à une préparation d'une annonce d'un arrêt définitif de la lutte armée, le 5 septembre 2010, l'ETA a annoncé dans un communiqué qu'elle avait pris la décision de ne plus mener d'actions offensives. Le 10 janvier 2011, dans une nouvelle vidéo, le groupe armé confirmait ce choix en annonçant un cessez-le-feu *permanent, vérifiable et général*. Puis, épilogue d'un scénario communicationnel bien préparé, trois jours après la conférence de *Aiete*, le 20 octobre 2011, l'organisation indépendantiste basque déclarait l'abandon définitif de son activité militaire³¹.

³⁰ www.exerat.info

³¹ Nous revenons plus loin sur les tenants et aboutissants qui ont amené cette annonce.

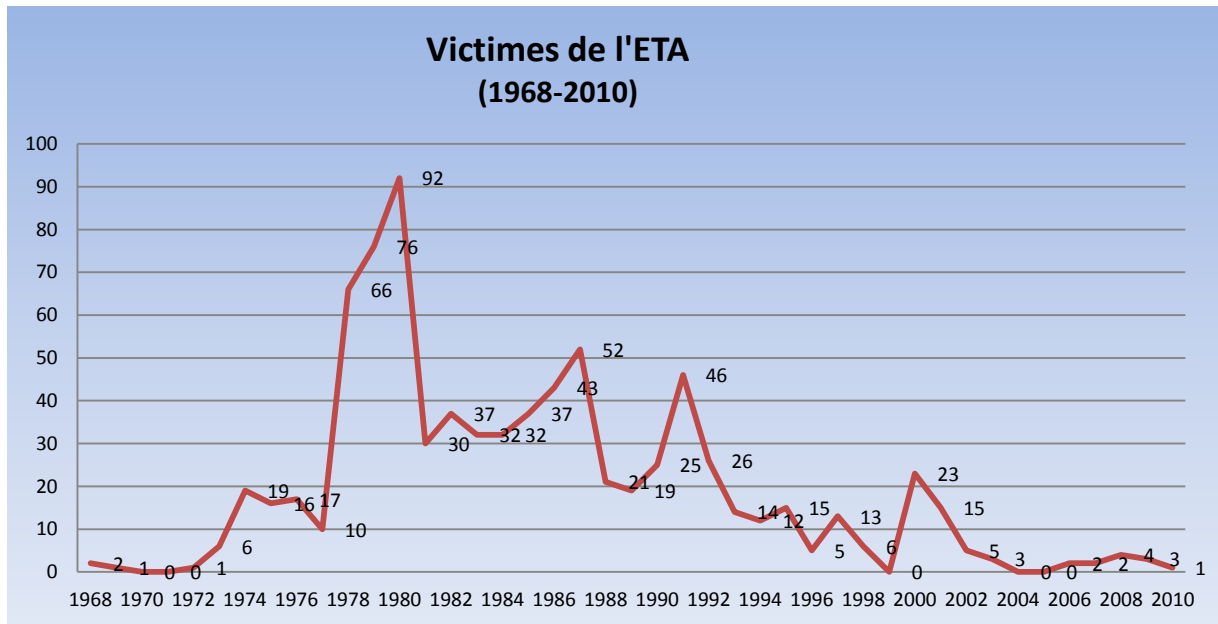


Figure 4 : Victimes mortelles de l'ETA (1968-2010) (source : Fundación Víctimas del Terrorismo)



Figure 5 : Image de l'annonce du cessez-le-feu de l'ETA (10.01.2011)

1.2.2 Les agents basques

Francisco Franco Bahamonde meurt le 20 novembre 1975, une semaine plus tard Juan Carlos de Borbón y Borbón est proclamé roi d'Espagne. Il *parraina* la transition démocratique espagnole, laquelle fut guidée par deux partis nationaux, l'Union du Centre Démocratique (UCD) et le Parti socialiste (PSOE), qui firent le choix de reconnaître les particularismes des régions tout en réaffirmant l'unité de l'Espagne. L'ikurriña, symbole de l'Euskadi, devint l'emblème de tous les

Basques. Il pouvait flotter sans crainte devant toutes les maisons, places ou autres bâtiments officiels. A la fin des années septante, le nationalisme basque se trouva devant une alternative nouvelle. Soit il pouvait accepter les règles du jeu de cette jeune démocratie ou poursuivre la lutte pour l'indépendance de l'Euskadi. La nouvelle constitution espagnole qui reconnaissait explicitement les droits historiques de certaines régions fut approuvée par 87.7% des votants en décembre 1978. Cependant, au Pays Basque, l'abstention fut plus importante que les votes émis. Le PNV, contestant le statut des autonomies (car il n'y avait pas de références directes aux fueros), avait appelé à l'abstention.³² Durant l'année suivante, le projet de statut d'autonomie basque fut discuté dans la petite ville hautement symbolique de Guernica. En automne de cette même année, après avoir reçu l'aval des Cortes, l'électorat basque approuva à une large majorité ce nouveau statut d'autonomie, bien que le droit à l'autodétermination revendiqué par la gauche indépendantiste ne fut pas accordé³³. Le Pays Basque venait d'accéder à une situation d'autogouvernement sans précédent dans son histoire, puisque ce statut allait plus loin que celui connu sous la Seconde république. De plus, le statut de Guernica laissait la porte ouverte à l'incorporation de la Navarre au sein de la communauté autonome de Euskadi, dans l'espoir de recomposer un jour le grand Pays Basque³⁴.

Avec l'adoption du statut d'autonomie, lequel octroyait de très larges domaines de compétence aux régions (dont la police basque nommée Ertzainza), l'Etat espagnol se décentralise. Face à cette nouvelle donne, le mouvement nationaliste basque doit inévitablement se redéfinir. En effet, dès lors, les projets des différents mouvements n'étaient plus les mêmes. Les Nationalistes allaient ainsi se séparer suivant deux facteurs : premièrement en fonction du clivage politique classique gauche-droite, deuxièmement, suivant le mode de relation avec l'Etat espagnol, soit la coopération ou l'opposition radicale. Dans tout les cas, l'utilisation de la violence à des fins politiques était vertement mise en cause par la majorité des acteurs. Dans ce contexte, l'ETA pm négocie, puis annonce en 1982 sa dissolution. Dès lors, deux mouvements politiques émergent: EE (Euskadi Ezkerra, Gauche basque) de type marxiste-léniniste composé de militants de ETA pm, lequel privilégiait une intégration dans le système politique espagnol et Herri Batasuna (HB), pro-

³² En additionnant les votes négatifs et les abstentions actives, seulement 30% des Basques auraient approuvé la nouvelle Constitution. En effet, dans la Communauté Autonome du Pays Basque, la participation a été de 44.65% et les votes en faveur ont atteint 69.12%. En comparaison, dans le reste de l'Espagne, 87.79% ont voté en faveur, 7.91% s'y sont opposés et l'abstention a atteint 32.33%.

³³ Le résultat du référendum sur le statut d'autonomie fut de 90.8% en faveur avec une abstention de 41.14%. La participation a ainsi été nettement supérieure à celle du référendum constitutionnel.

³⁴ L'article 2 du statut de Gernika stipule que Álava, Guipúzcoa, Vizcaya et la Navarre compose le Pays Basque.

indépendantiste qui regroupait les différents mouvements de la gauche *abertzale*³⁵, lequel avait fait le choix de lutte protestataire, refusant la réalité politique et institutionnelle de la Monarchie constitutionnelle. A droite, le Parti nationaliste basque (PNV) représente le nationalisme basque traditionnel avec des attaches importantes dans la bourgeoisie et le clergé.

Face à la violence de l'ETA qui continuait malgré sa perte de légitimité – la transition démocratique n'ayant pas provoqué de rupture du système (Jauréguiberry, 2007, p. 327) -, les partis politiques se sont positionnés entre les partisans de la voie démocratique et ceux de la lutte armée. Le parti indépendantiste Herri Batasuna (HB) s'est ainsi petit à petit profilé comme le seul parti soutenant politiquement l'ETA, le convertissant *de facto* en bras politique de l'ETA.³⁶ Malgré cet isolement qui deviendra toujours plus important, la lutte armée semblait continuer à cette époque de bénéficier d'un soutien populaire, le tableau 5- représentant les résultats des diverses élections de 1979 et 1980 au Pays Basque - montre que les trois forces nationalistes sont très largement majoritaires dans cette communauté autonome et que HB est soutenue par de nombreux électeurs à l'aube de la démocratie. A l'issue de ce scrutin, le premier *Lehendakari* élu par la nouvelle assemblée se nomme Carlos Garaikoetxea, un jeune homme charismatique venant de Navarre.

³⁵ La Gauche *abertzale* (patriote) est le terme générique donné aux mouvements issus de la Gauche indépendantiste.

³⁶ Ce qui fait de ce mouvement un cas unique (hormis le *Sinn Fein* irlandais) en Europe (Jauréguiberry, 2007, p. 328). L'utilisation du terme « bras politique » de l'ETA pour définir successivement Herri Batasuna, Euskal Herritarok et Batasuna, est principalement justifiée par le refus des ces groupements politiques de condamner officiellement la violence de l'ETA.






Partis politiques	Elections générales espagnoles (1979)	Elections municipales en Euskadi (1979)	Elections au parlement d'Euskadi (1980)
 EAJ-PNV	27.63%	37.75%	38.10%
 PSE-PSOE	19.09%	15.21%	14.21%
 UCD	16.92%	8.11%	8.52%
 HB	15.02%	15.55%	16.55%
 EE	8.04%	6.17%	9.82%

Tableau 4 : Elections 1979-80 (source : Parlement basque)

La solution des communautés autonomes a permis d'intégrer certaines forces nationalistes dans le processus démocratique espagnol (en Galice, Catalogne, Pays Basque), mais elle n'était pas suffisante pour l'électorat de la gauche nationaliste³⁷ pour installer des rapports harmonieux entre l'Espagne et ses régions. Au Pays Basque, le statut de Guernica servira à démarrer un processus d'autogouvernement, mais très vite certaines forces nationalistes exigeront plus. En effet, la plupart visent, dans leurs stratégies à long terme, l'indépendance pour le Pays Basque. En outre, il faut souligner que, en 2012, le statut de Guernica n'a pas encore été totalement appliqué, renforçant la nécessité de négocier entre les forces politiques un nouveau statut politique pour le Pays Basque (Eguiguren, 2004, pp. 3-32).

Le système des partis politiques dans la Communauté autonome basque (CAV) est extrêmement complexe. Il est composé de nombreux partis « basquistes » et « espagnolistes ». Sur les trois dernières élections au parlement basque (2001, 2005, 2009), sur une moyenne de 1'800'000 électeurs, environ 1'200'000 ont voté. Près de 60% d'entre-eux votent pour l'un des partis nationalistes basques.

³⁷ Cet électorat est à aller chercher parmi les 41.14% d'abstention au référendum sur le statut de Guernica.

La carte politique n'a pas beaucoup évolué depuis 1979, à l'exception de quelques dissolutions, de regroupements et l'annonce de l'illégalité de Batasuna en 2003. Au Pays basque, la différence principale se trouve entre les partis nationalistes et les non-nationalistes. A l'intérieur de chacun de ces groupes, on peut trouver la gauche et la droite classique, avec la particularité que la gauche radicale existe seulement du côté nationaliste. Ainsi, le **Parti Nationaliste Basque (PNV)**, formation démocrate-chrétienne, fondé à la fin du 19^{ème} siècle, représente un secteur conservateur majoritaire.

Eusko Alkartasuna (EA), « Solidarité basque », branche du PNV née en 1986, est le fruit de scissions internes au PNV. Il a gouverné en coalition avec le PNV ainsi qu'avec **Izquierda Unida/Ezker Batua (IU/EB)** jusqu'en 2009, parti de coalition entre les verts et les communistes d'envergure nationale. Néanmoins, dans chaque communauté autonome, ce parti montre un ancrage identitaire local. Au Pays Basque, il démontre une ouverture au dialogue, proposant des solutions de compromis pour régler le conflit politique. Ainsi, ne représentant que 3 à 5% de l'électorat, ce parti se situe au centre de l'échiquier politique basque.

Batasuna, ancien Euskal Herritarrok, Herri Batasuna (HB), aujourd'hui appelé d'une manière générique *Gauche abertzale* a gouverné avec le PNV pendant les mois qu'a duré la trêve de l'ETA de 1998-1999. Le « bras politique » de l'ETA, qui ne constitue pas un parti politique, mais une structure formée autour de diverses assemblées concernant tous les aspects de la société, fut légalisé dès le début des années 80 et profère une idéologie marxiste mêlée à un fort nationalisme ethnique. Batasuna est devenue illégale en mars 2003. Toutefois, malgré cela, la *Gauche abertzale* a continué à être très active dans la vie politique basque, en encourageant l'abstention ou le soutien à d'autres partis indépendantistes (EHAK, ANV). Dans cette perspective, il est important de comprendre que Batasuna ne représente pas seulement 10 à 14% de l'électorat basque, mais est, selon les élections, le premier parti en Guipuzcoa et de nombreuses localités ont toujours été dirigées par des membres de ce parti. L'illégalité de cette formation a eu comme conséquence de priver de représentation politique des villes et villages entiers. Depuis le 20 juin 2012, cet électorat dispose d'un nouveau parti, *Sortu*, lequel condamne, dans ses statuts, la violence de l'ETA.

Le **Parti Socialiste Basque (PSE-EE)**³⁸ est le résultat de la fusion, à la fin des années 80, du Parti Socialiste Basque et de Euzkadiko Ezkerra ("Gauche Basque" EE), parti politique régionaliste de

³⁸ Il s'agit de la branche basque du Parti Socialiste Ouvrier Espagnol (PSOE).

gauche formé, entre autres par des avocats et des intellectuels et par des anciens militants de l'ETA politico-militaire. Il faut savoir que jusqu'à 1982, le PSE-EE incluait, non seulement les sections de Guipuzkoa, Vizcaya et Álava, mais également la section du Parti socialiste de Navarre. Ainsi, jusqu'à alors, le PSE-EE était donc partisan d'une autonomie du Pays Basque incluant également la Navarre. La position du PSE-EE sur la Navarre a donc fortement évolué durant la transition démocratique.

Le **Partido Popular** (PP) est la formation démocrate-chrétienne espagnole qui était majoritaire au gouvernement central de 1996 à 2004 puis à partir de novembre 2011. Ce parti est composé des restes des partis de la transition espagnole que sont Unión de centro derecha (UCD) et Alianza Popular (AP). Le PP constitue la racine idéologique de *Union del Pueblo Navarro* (UPN) et d'*Unidad Alavesa* (UA)³⁹, partis conservateurs dans la province basque d'Alava et dans la communauté autonome de Navarre.⁴⁰

En Euskadi, le Lehendakari était un membre du PNV depuis les premières élections au parlement basque en 1980 jusqu'aux élections de 2009 (Garaikoetxea, Ardanza, Ibarretxe), au cours desquelles le PSE-EE est parvenu à former un gouvernement avec l'appui du Parti Populaire. Le PNV n'a toutefois jamais obtenu la majorité absolue, l'obligeant à former des coalitions avec d'autres partis tels que le PSE, EA, HB, IU et EE. Cette longue période au pouvoir a permis au nationalisme basque d'investir les principales institutions basques ainsi que les entreprises publiques ou semi-publiques comme la télévision basque (Euskal Irrati Telebista (EITB)) par exemple.⁴¹

En 2009, en l'absence de listes indépendantistes⁴², les élections au Parlement basque aboutissent à un changement spectaculaire de majorité. Pour la première fois depuis la transition démocratique espagnole, l'enceinte législative basque comporte une majorité d'élus de tendance « espagnoliste » issus du Parti socialiste, du Parti populaire et du nouveau parti

³⁹ Dissout en 2005.

⁴⁰ Entre 1991 et 2008, en vertu d'un accord signé entre les deux partis, l'UPN était le représentant du Parti Populaire en Navarre pour les Élections législatives et les Élections européennes, intégrant ainsi ses élus aux groupes parlementaires du PP. Le 28 octobre 2008, des conflits entre les deux formations amenèrent le PP à annoncer la rupture du pacte de 1991.

⁴¹ Laquelle fournit au gouvernement un outil de transmission de la culture basque et de l'unification de sa langue. En effet, le deuxième canal est intégralement en euskera.

⁴² Aralar, parti de la Gauche *abertzale* (*patriote*), issu d'une scission de Batasuna, qui condamne les actions armées de l'ETA, a pu néanmoins se présenter à ces élections. Il obtint quatre représentants contre un seul précédemment. Il consacre pour la première fois les vœux de citoyens indépendantistes en désaccord avec la lutte armée.

anti-nationaliste *Unión y Democracia*. Le Parti Nationaliste Basque (PNV) reste néanmoins la force politique la plus plébiscitée avec 30 élus sur 75. Arithmétiquement, cette situation a été rendue possible par l'interdiction des listes de la Gauche indépendantiste à cause de ses liens avec l'ETA (ex-Batasuna). En effet, suivant à la lettre les consignes de vote, un peu moins de 100'000 électeurs ont déposé un bulletin interdit dans les urnes. Les résultats des élections ont offert les clés du Gouvernement basque au candidat socialiste Patxi Lopez, lequel conclut un accord avec le Parti Populaire, principal parti d'opposition au niveau national, par ailleurs. Si l'alternance politique est plutôt un signe positif du fonctionnement démocratique des sociétés, celle-ci n'a pu se produire au Pays Basque qu'en excluant une partie de l'électorat. Ainsi, en tenant compte des bulletins de votes invalidés, les résultats démontrent qu'il y a toujours une évidente majorité nationaliste.

Absente du parlement basque depuis 2009, la Gauche abertzale devrait revenir en force lors des élections d'octobre 2012 avec la coalition *EH Bildu*, regroupant différentes formations indépendantistes de gauche comme Batasuna et EA. La problématique de la persistance de la lutte armée est, évidemment, au centre des débats des milieux indépendantistes. Il semble acquis qu'un processus menant à la dissolution de l'ETA serait accueilli avec soulagement par de nombreux militants, mais cette évolution ne peut avoir lieu sans mesures compensatoires. Ce sont les termes de ce marché qui doivent être encore définis aujourd'hui, afin que l'annonce de l'arrêt définitif de la lutte armée par l'ETA soit suivie de sa dissolution. L'absence de la Gauche indépendantiste au parlement basque a été probablement nuisible à la recherche de l'arrêt de la lutte armée. Le retour au parlement basque d'élus indépendantistes peut ainsi être considéré comme un tournant positif de la résolution du conflit.

Les élections basques depuis la transition démocratique espagnole démontrent que plusieurs «mondes » coexistent au Pays Basque. Il en découle une forte crispation envers toute idée de dialogue pour parvenir à une résolution de la crise existante. L'isolement de la Gauche indépendantiste est un problème urgent à résoudre pour la société basque dans un futur projet de normalisation politique. Une nouvelle tentative de négociation permettrait de sortir aussi bien les différentes forces politiques que les victimes de leurs retranchements idéologiques actuels.

Le tableau suivant permet d'observer l'évolution de la composition du parlement basque entre 1980 et 2012.⁴³ Les perspectives des élections de 2012 avec le retour de la Gauche abertzale au sein de la coalition *EH Bildu* réduisent les partis représentés au Parlement basque aux quatre grandes familles politiques du Pays Basque : le PNV, la Gauche *abertzale*, le PSE-EE, le PP.

	1980	1984	1986	1990	1994	1998	2001	2005	2009	2012
EAJ-PNV, EA	25	32	30	31	30	27	33	29	31	
EAJ-PNV										23-24
EH Bildu										22
PSE-EE (EE)	15	25	28	22	12	14	13	18	25	17
PP (UCD, AP, U.A.I)	8	7	4	9	16	18	19	15	13	12-13
HB, EH, EHAK	11	11	13	13	11	14	7	9	-	
EB (PCE)	1	0	0	0	6	2	3	3	1	
Aralar	-	-	-	-	-	-	-	1	4	
UPD	-	-	-	-	-	-	-	-	1	
Gouvernement	EAJ-PNV	EAJ-PNV	PNV-EA- PSE-EE	PNV-EA- PSE-EE	PNV-EA- PSE-EE	PNV-EA- EH	PNV-EA-EB	PNV-EA-EB	PSE-EE	?
Lehendakari	Carlos Garaikoetxe	Carlos Garaikoetxea	José-Antonio Ardanza	José-Antonio Ardanza	José-Antonio Ardanza	Juan-José Ibarretxe	Juan-José Ibarretxe	Juan-José Ibarretxe	Patxi Lopez	?

Tableau 5 : Elections au Parlement basque (1980-2009) (en nombre de sièges (total=75, sauf 1980=60)⁴⁴

Aux institutions de la Communauté autonome d'Euskadi, il est également nécessaire d'ajouter celles de la Communauté Forale de Navarre pour laquelle l'issue des négociations est également un objet prioritaire. En effet, la question de la création d'une grande province du Pays Basque incluant la Navarre fait également partie des problèmes à résoudre. Comme cela été mentionné précédemment, la relation de la province de la Navarre avec le reste du Pays basque est extrêmement compliquée. La Communauté forale de Navarre possède ses propres institutions comme un parlement, un gouvernement et son jeu de partis politiques. Le tableau suivant rend compte des quatre derniers résultats électoraux au parlement de Navarre.⁴⁵

⁴³ Les élections parlementaires de la Communauté d'Euskadi ayant lieu le 21 octobre 2012, les données s'y référant sont tirées du sondage périodique Euskobarómetro, <http://www.ehu.es/euskobarometro/>.

⁴⁴ Tableau élaboré dans le cadre de cette recherche.

⁴⁵ En 2007, l'ensemble des partis nationalistes, à l'exclusion de Batasuna étant interdite, figure sur la liste commune de Nafarroa Bai.

	1999	2003	2007	2011
UPN	41.4%	42.5%	42.2%	34.5%
PSN-PSOE	20.3%	21.7%	22.5%	15.8%
Nafarroa Bai	-	-	23.6%	15.4%
Bildu				13.3%
EH	15.6%	-	-	
PP				7.3%
IU-EB	6.9%	9.0%	4.4%	5.7%
CDN	6.9%	7.8%	4.4%	1.4%
EA-PNV	5.4%	7.6	-	
Aralar	-	8.0%	-	
Gouvernement	UPN	UPN	UPN	UPN

Tableau 6 : Elections dans la Communauté forale de Navarre (1999-2011)⁴⁶

Au niveau des syndicats, quatre organisations se répartissent la défense des travailleurs, avec là aussi une séparation entre les syndicats nationalistes et non-nationalistes. Le rapprochement entre partis politiques et syndicats suivant le positionnement idéologique est très important. Ainsi, du côté nationaliste, **ELA/STV** se trouve proche du PNV-EA et le syndicat **LAB** se trouve dans l'orbite de Batasuna.

Du côté constitutionnaliste, deux syndicats dominent la scène nationale : **Unión General de Trabajadores** (UGT) pour les socialistes et **Confederación sindical de Comisiones Obreras** (CCOO) proche d'Izquierda Unida. Il s'agit des deux syndicats majoritaires en Espagne. Toutefois, en Euskadi, les syndicats nationalistes sont largement majoritaires.⁴⁷ Depuis leur retour à la légalité en 1977, les syndicats « basquistes » ont joué un rôle majeur dans les changements politiques, par l'organisation commune de grève générale par exemple. Le Pays Basque, connaissant un taux d'affiliation supérieur au reste de l'Espagne, les syndicats sont un excellent vecteur de transmission de l'identité nationaliste basque.

⁴⁶ Tableau élaboré dans le cadre de cette recherche.

⁴⁷ Voir tableau 13

Syndicats	Nbre de délégués syndicaux	Secteur public	Secteur privé	%
ELA	8360	425	7935	40.2
CC.OO.	4197	209	3988	20.2
LAB	3477	247	3230	16.7
UGT	2732	83	2649	13.1

Tableau 7 : Résultats des élections syndicales dans la CAV (18/03/10) (Source: Eustat)⁴⁸

La mobilisation associative politique est extrêmement importante en Euskadi et contribue ainsi d'une manière déterminante aux changements politiques. Comme pour les syndicats ou les partis politiques, la frontière entre mouvements nationalistes et non-nationalistes est également présente, même s'il existe quelques initiatives tentant de rassembler l'ensemble de la société basque. En effet, la richesse du mouvement associatif politisé d'une société donnée est étroitement liée à la situation de cette dernière. Plus cette situation est mouvementée, plus le mouvement associatif est important. C'est donc le cas au Pays Basque.

La Gauche *abertzale* regroupe des organisations aux objectifs divers avec la particularité de défendre chacune la même ligne politique, chacune dans son secteur. Ce mouvement ancré dans l'idéologie indépendantiste qui prétend agir à tous les niveaux de la société étant en grande difficulté jusqu'à peu suite à l'intensification de la répression anti-terroriste. En effet, ce mouvement est composé de nombreuses organisations idéologiquement proches de l'ETA. Ainsi, de nombreuses associations ont été rendues illégales, puis recrées sous un autre nom, depuis la création du mouvement en 1985 lors de la 5^{ème} assemblée de l'ETA. Ce mouvement peut se définir comme une union d'un ensemble d'organisations politiques (Batasuna), médiatique (Gara, ex-Egin), culturelles (culture basque, euskera) (AEK, EHE), de jeunesse (Segi union de Jarai et Gazteriak), de solidarité internationale (Askapena), de soutien aux prisonniers politiques (Gestoras pro amnistá, Etxerat), visant un même objectif final, la souveraineté du Pays Basque. Il s'agit d'être présent dans tous les domaines de la société afin de transmettre l'impulsion de l'indépendantisme. La proximité idéologique de ces organisations avec l'ETA a provoqué l'interdiction de la plupart d'entre-elles en Espagne durant la deuxième législature du PP (2000-2004)⁴⁹. Cet amalgame juridique avec le terrorisme a eu comme conséquence de faire figurer certaines d'entre-elles sur la liste des organisations terroristes de l'Union Européenne, créée

⁴⁸ Tableau élaboré dans le cadre de cette recherche.

⁴⁹ Certaines organisations *abertzale*, comme Batasuna par exemple, continuent d'exister légalement en France.

après les attentats du 11 septembre 2001. Dans la réalité, ces organisations ont continué à exister, même si elles n'avaient plus de structures officielles.

Le *mapping* des organisations comporte un nombre importants d'acteurs ayant une implication dans le conflit. Parmi ceux-ci, nous pouvons souligner les groupes actifs au niveau des droits de l'homme comme Behatokia ou Gestoras pro-amnistía, créé en 1977, l'une des premières organisations à défendre les droits de prisonniers.⁵⁰ Les représentants religieux ont également joué par moment un rôle important dans les négociations entre les parties. L'association d'entreprises basques Confesbask est également très présente dans l'actualité du conflit, notamment par rapport à la problématique du paiement de l'impôt révolutionnaire à l'ETA par les entreprises basques.

Optant pour échapper à la dynamique des associations politisées, un mouvement est né fin 1992 au Pays Basque, lequel tente de réunir toutes les forces politiques en vue d'une pacification réelle de l'Euskadi. Ce mouvement s'appelle aujourd'hui **Lokarri**. Il s'est créé suite à la dissolution, en 2005 après 13 années d'existence, du *Mouvement social pour le dialogue et pour l'accord* Elkarri qui avait comme objectif de « de travailler pour transformer la situation de conflit et de violence au Pays Basque en une situation de dialogue et d'accord. La transformer, définitivement, de façon positive et non violente »⁵¹ Elkarri visait à contribuer au processus de paix et de normalisation politique en Euskadi en organisant des conférences et séminaires réunissant le plus de groupes d'intérêts, partis politiques, associations, syndicats possible. Trois conférences de paix ont pu avoir lieu grâce à ce mouvement. Aujourd'hui, Lokarri, qui se définit comme un réseau citoyen pour l'accord, la consultation et la réconciliation ne semble pas être atteinte par le « court-termisme » et montre qu'elle a bien compris que le dialogue doit s'établir sur le long terme et pas seulement à des moments déterminés. Le dialogue et les rencontres entre forces opposées doivent être continus. Il est à souligner que cette association est une des rares à ne pas faire « sentir » son affiliation politique. En effet, fidèle au principe de neutralité et de paix, il est difficile de déterminer l'ancrage idéologique de ce genre d'organisation, ce qui lui permet de bénéficier d'un certain crédit auprès de la majorité des forces politiques et sociales. Aujourd'hui, Lokarri est l'un des initiateurs avec le facilitateur Brian Currin de la *Déclaration de*

⁵⁰ Le célèbre sculpteur basque Eduardo Chillida a dessiné le logo de l'organisation.

⁵¹ Tiré du site web www.elkarri.org.

*Bruxelles et de la déclaration de Aiete*⁵² qui visent à établir les nouvelles conditions nécessaires au dialogue politique sur la fin de la violence.

En résumé, nous avons vu que les éléments politiques du conflit basque se retrouvent depuis le statut de Gernica par la constellation des partis, syndicats et mouvements sociaux existants au sein des Communautés autonomes du Pays Basque et de Navarre. Pour comprendre le volet violent du conflit, il est nécessaire de décrire les agents actifs dans le reste de l'Espagne.

1.2.3 Les agents espagnols

La constitution espagnole de 1978 confère au gouvernement démocratiquement élu et au roi d'Espagne le rôle de chef d'Etat. Cette combinaison, semblable à une monarchie parlementaire, a permis à l'Espagne de mener à bien la transition démocratique depuis le régime franquiste. Le roi d'Espagne est le symbole et le garant de l'unité nationale. Il a également les pouvoirs de décréter des amnisties pour les prisonniers politiques. Cependant, depuis l'avènement de la démocratie en Espagne et de l'amnistie générale prononcée en 1977 par le gouvernement espagnol, cette prérogative n'est plus liée à la fonction de roi. En effet, par la suite, la constitution de 1978 concéda au Roi le « Droit de grâce ». Celui-ci, soumis à la loi, interdit les amnisties générales (article 62 CE: Funciones del Rey).⁵³

En février 1981, la décentralisation de l'Espagne avec le système des autonomies ne semblait faire aucun doute au sein de la classe politique. Cependant, le 23 de ce même mois, l'Espagne va connaître durant 18 heures la peur du retour à la dictature. En effet, ce jour là, le lieutenant-colonel de la Guardia Civil Antonio Tejero, accompagné d'autres officiers, prennent en otage les députés parlementaires.

La situation fut désamorcée par le roi Juan Carlos qui réussit à obtenir la reddition des militaires rebelles. En fait, pour de nombreux analystes, ce pseudo coup d'Etat n'était que la pointe de l'iceberg d'une stratégie bien plus profonde qui visait à réaffirmer l'unité de l'Espagne. Ainsi, l'un

⁵² La déclaration de Bruxelles et la déclaration de Aiete sont décrites plus loin.

⁵³ A la sortie du franquisme, une amnistie générale fut concédée aux prisonniers politiques en Espagne (Real Decreto-Ley de 18 de marzo de 1977 et la Ley de 15 de octubre de 1977). Il s'agissait de l'unique amnistie générale que connut la démocratie espagnole. Celles-ci permirent de faire sortir la totalité des prisonniers de l'ETA et d'autres organisations considérées comme terroristes (FRAP, GRAPO, MPAIAC). La rupture démocratique conduira ainsi un « oubli » pénal de l'ensemble des délits politiques, sans distinction de mouvement. Une étude des Forces de sécurité de l'Etat espagnol constata l'échec de l'amnistie concernant les activistes de l'ETA (Zuloaga, Pagola, 1996). Selon cette étude, sur 1232 prisonniers de l'ETA qui sortirent de prison, 678 (55%) avaient repris du service au sein de l'ETA.

des officiers putschistes, José Luis Cortina, déclara devant les tribunaux que le problème caché qui existait derrière le visage patibulaire de Tejero « n'était pas le terrorisme, mais plutôt le séparatisme qui pouvait mettre en pièces l'intégrité territoriale de l'Espagne. Pour redresser le cap, il fallait qu'un vrai pouvoir se profile, capable de nous sortir du pétrin, quelqu'un capable de changer la situation et ayant le soutien du Roi » (Rui Perreira, 2003, p.183). Sous les apparences de cette opération se développait toute une vaste opération de récupération du processus politique, assurant la prédominance des militaires et de la Monarchie contre toute logique de décentralisation géographique et politique des pouvoirs en Espagne (Ibidem).

Cette nouvelle conception de l'Etat fut développée par la présidence de Leopoldo Calvo Sotelo, qui envoya le 23 mars 1981 l'armée au Pays Basque. Sept navires de guerre de l'Armée patrouillèrent dans le Golfe de Biscaye et des forces de l'Armée se concentrèrent en Navarre et commencèrent à patrouiller à la frontière. Dès lors, pendant cette période de vives tensions dans tout le pays, l'incursion de l'armée dans le Nord instaure un nouveau discours sur le conflit basque : « l'existence de l'ETA n'a plus de sens après la mort de Franco, il faut donc réprimer cette organisation. » Pour gérer la crise politique que vit l'Espagne à ce moment-là, entre grèves générales et revendications identitaires, les élections législatives sont anticipées pour se tenir le 28 octobre 1982.

Sous la figure du roi en tant que chef d'Etat, la constitution établit un parlement constitué de deux chambres, un Sénat avec relativement peu d'autorité et un Congrès des députés (*las Cortes generales*), qui a le vrai pouvoir. Il a pour première fonction l'élection du premier ministre, connu sous le nom du Président du Gouvernement. Depuis l'élection de l'Assemblée constituante en 1977, neuf élections générales au parlement ont été réalisées. Après la phase de transition emmenée par Adolfo Suarez et Calvo Sotelo de 1976 à 1981, le Parti Socialiste Ouvrier Espagnol (PSOE) avec à sa tête Felipe Gonzalez gagne les législatives de 1982. Le PSOE gardera le pouvoir en Espagne durant quatorze ans soit jusqu'en 1996. En 1996, un essoufflement du pouvoir du gouvernement socialiste permit un changement de majorité avec l'arrivée de José María Aznar du Parti Populaire (PP). L'étape du PP durera jusqu'aux élections de mars 2004. Cependant, ce n'est que pendant la deuxième législature (2000-2004) que ce parti a gouverné avec la majorité absolue. Une alliance avec les partis nationalistes catalans et des Iles Canaries a été la clef des quatre premières années de gouvernement qualifiées de modérées par rapport aux quatre suivantes.

Le jeudi 11 mars 2004, alors que la campagne des élections législatives attire toutes les attentions, un événement sans précédent viendra bouleverser l'échiquier politique espagnol. A Madrid, peu avant huit heures du matin, dix bombes explosent dans des trains de la RENFE entraînant un véritable massacre parmi les passagers qui se rendaient sur leurs lieux de travail ou dans les Universités. Le bilan officiel fait état de 190 morts et 1'430 blessés. D'un commun accord, les formations politiques présentes aux élections ont unanimement clos à ce moment leur campagne. En dehors des désastreuses conséquences humaines, la gestion politico-médiatique de l'événement a provoqué un renversement de gouvernement. Le Parti Populaire que tous les sondages donnaient vainqueur a perdu en trois jours tous ses avantages, ce qui permit au Parti Socialiste de reprendre la tête du nouveau gouvernement espagnol huit années après Felipe Gonzales. L'attentat du 11 mars à Madrid et sa revendication par un groupe islamiste lié à Al-Quaïda ont poussé le gouvernement dans une impasse politique. Faisant fi de l'avis de nombreux experts anti-terroristes, le gouvernement, représenté par son ministre de l'intérieur Angel Acebes, désigne très rapidement l'ETA comme probable auteur de l'attaque. A partir de cette accusation, tous les canaux envisageables ont été utilisés pour diffuser cette information dans la société espagnole ainsi qu'à l'étranger. Cette stratégie aurait peut-être fonctionné dans un Etat totalitaire, dans lequel la liberté des opinions n'est pas autorisée et où le seul message circulant au sein de la population est celui de l'Etat. Mais l'Espagne étant un pays ouvert sur le monde, la véritable information est donc venue de l'extérieur. A partir de là, « apporter tant d'eau au même moulin a fini par réveiller la méfiance des spectateurs » (Rekalde, 2004, p. 10).

Le samedi 13 mars, l'ETA fait parvenir un communiqué au journal indépendantiste *Gara* et une revendication vidéo du porte-parole de Al-Quaeda apparaît dans une poubelle près de la mosquée de Madrid. Il n'y plus de doute chez de nombreux citoyens, le gouvernement d'Aznar a menti. Dès lors, plusieurs milliers de personnes manifestent devant les sièges du Parti Populaire (PP) à Madrid, Barcelone et d'autres villes pour dénoncer le comportement du gouvernement. Ces gens veulent la vérité tout simplement. Le jour même des élections, le dimanche 14 mars, la police arrive à la conclusion que l'attentat de Madrid est l'œuvre du même groupe radical islamiste qui a commis l'attentat de Casablanca le 16 mai 2003 mais, c'est déjà trop tard pour le Parti Populaire, le Parti socialiste a déjà gagné les élections, grâce notamment aux voix de nombreuses personnes qui n'avaient encore jamais voté auparavant. Cette gestion de crise démontre la difficulté de manipuler les individus dans les sociétés actuelles. En effet, le PP a cru

qu'il allait pouvoir faire croire à la population que l'ETA était l'auteur de l'attentat. Il s'est trompé dans son « hypothèse basse »⁵⁴ laquelle misait sur l'ignorance totale de la population.

Après une première législature marquée par le retrait des troupes de l'Irak, l'autorisation des mariages homosexuels et un processus de paix avorté avec l'ETA, José-Luis Zapatero a été réélu le 9 mars 2008 pour un mandat de quatre ans. La fermeté envers le mouvement indépendantiste dont a fait preuve le gouvernement espagnol suite à la rupture du cessez-le-feu de l'ETA en 2007 a certainement passablement compté dans la nouvelle victoire des socialistes. La crise économique mondiale qui toucha particulièrement l'économie espagnole provoque une fin de règne difficile pour le Gouvernement socialiste. L'impossibilité de fournir une réponse économique à la crise provoqua la chute annoncée des Socialistes lors des élections générale anticipées du 20 novembre 2011. La logique de l'alternance entre les deux grands partis majoritaires en Espagne permit au Parti Populaire et à son leader Mariano Rajoy d'occuper à nouveau la responsabilité gouvernementale huit années après José-María Aznar. L'étendue de la débacle financière et du mécontentement de la population face à la gestion de la crise des Socialistes permirent au PP d'obtenir une majorité absolue historique avec l'obtention de 186 sièges au *Cortes*. Le graphique suivant permet de visualiser l'évolution des deux grands partis espagnols depuis 1977. La distance avec Izquierda Unida, troisième formation nationale en terme de nombre de votes, met en exergue le fort degré de bipartisme existant en Espagne depuis la transition démocratique.

⁵⁴ Patrick Charaudeau explique que « *informer, c'est transmettre un savoir à qui ne le possède pas, on peut dire que l'information est d'autant plus forte que la cible est dans un grand degré d'ignorance du savoir qui lui est transmis. (...) Si elle (l'entreprise médiatique) choisit de s'adresser à une cible constituée du plus grand nombre de récepteurs possibles, elle doit faire une « hypothèse basse » sur le degré de savoir de celle-ci et donc considérer qu'elle est peu éclairée.* » Pour approfondir la question voir : Charaudeau, Patrick (1997) : *Le discours d'information médiatique. La construction du miroir social*, Paris, Nathan, p. 8.

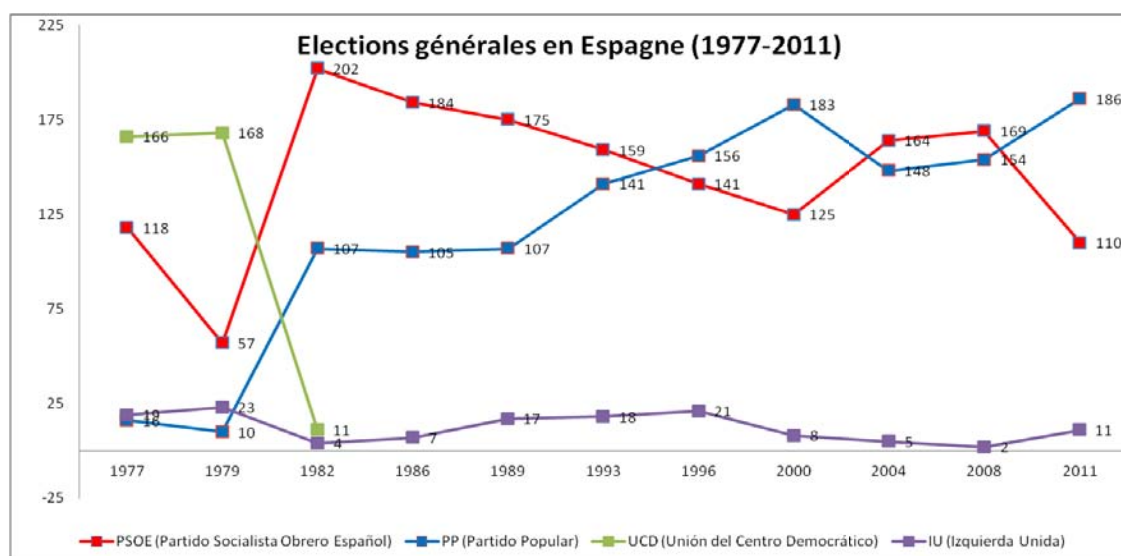


Tableau 8 : Sièges obtenus par parti au Parlement espagnol 1977-2011⁵⁵

Le rôle du Congrès des députés au regard de la résistance basque est triple (Clark, 1990). Sa principale fonction est d'approuver les législations concernant l'ordre public, incluant la politique antiterroriste et les lois carcérales ou régulant les tribunaux. Le parlement peut également approuver et contrôler des négociations avec l'ETA comme ce fut le cas avec la motion socialiste approuvée aux *Cortes* en mai 2005 autorisant le gouvernement espagnol au dialogue avec l'ETA. Des accords de ce type légitiment ainsi les tentatives de résolution du conflit basque dans l'espace public espagnol. Les ministres en charge des dossiers peuvent également être interrogés au sein de l'enceinte parlementaire. Finalement, le parlement donne aux partis nationalistes des régions la possibilité de s'exprimer et d'apporter des critiques sur les politiques du Gouvernement. A ce titre, il faut observer, malgré son boycott des institutions espagnoles, Herri Batasuna a obtenu des élus au parlement de 1979 à 1996. Ce mouvement n'a pourtant jamais accepté d'y siéger.⁵⁶

Le département le plus important du cabinet présidentiel est celui de l'intérieur, qui regroupe les directions de la Police nationale et de la *Guardia Civil*, en charge de coordonner les opérations antiterroristes. Certains nationalistes évoquent le ministre de l'intérieur en tant que ministre de la guerre du Nord, compte-tenu des priorités de la fonction liées au conflit basque. Le ministre de la justice, en charge des tribunaux et des prisons, est également fréquemment sollicité,

⁵⁵ A partir de 1982, les électeurs conservateurs ont soutenu majoritairement le projet du Parti Populaire signifiant la fin de UCD. (Tableau élaboré dans le cadre de cette recherche.)

⁵⁶ La coalition indépendantiste *Amaiur* qui a obtenu aux élections générales de 2011, sept élus aux Cortes et trois élus au Sénat a brisé le boycott des institutions politiques espagnoles par le mouvement indépendantiste.

notamment sur les questions d'amnisties et de réduction de peines pour des prisonniers. Pour sa part, le ministre de la défense représente les intérêts des forces armées dans les questions antiterroristes. Finalement, le ministère des relations extérieures intervient lorsque des questions liées à l'ETA ou à l'indépendantisme basque concerne des pays étrangers. Dans ce cadre, les ambassadeurs espagnols s'évertuent à discréditer et à délégitimer les revendications des nationalistes basques. Ainsi, à chaque nouvel espoir de paix, chacun de ces départements tente de jouer de son influence pour peser sur les négociations. L'une des constantes observables de tous les gouvernements sur l'indépendantisme basque depuis la transition est la fermeté de ne pas céder aux revendications politiques, tant que la violence de l'ETA perdure.

Dans la politique antiterroriste du gouvernement espagnol, il ne faut pas oublier de citer les acteurs de la *guerra sucia*, la « guerre sale », qui ont accompli des assassinats dans le cadre de campagnes de contreterrorisme menées dans le sud de la France par des groupes comme le *Batallón Vasco-Español* (BVE) ou le *Grupo Antiterrorista de Liberación* (GAL). Ainsi, en parfaite harmonie avec le Plan ZEN⁵⁷, ces groupes commencent à agir. Ces commandos, composés de nombreux éléments provenant d'une nébuleuse de mercenaires issus des milieux mafieux et policiers, ont comme objectifs la menace puis l'assassinat des activistes de l'ETA et de son entourage politique. En tout, entre 1983 et 1987, 33 personnes seront assassinées par le GAL, ce qui le convertit en véritable organisation terroriste d'Etat. Fait qui va être prouvé, en 1994, lors de procès contre des policiers, chefs de la police et quelques politiciens accusés d'être derrière cette organisation. La justice espagnole condamnera notamment José Barronuevo, ministre de l'intérieur, Rafael Vera, directeur général de la police et Julián Sancristóbal, secrétaire d'Etat de la sécurité. Cependant, le Président du Gouvernement Felipe Gonzalez ne sera pas condamné, même si tout indiquait qu'il figurait au sommet de l'organigramme du GAL.⁵⁸

⁵⁷ Le Plan ZEN (Zone Spéciale Nord) mettait l'accent sur la « guerre psychologique », la manipulation de l'information et le contrôle des communications dans le but de criminaliser le mouvement et d'isoler l'ETA de sa base sociale. Le Gouvernement préconise un « traitement médiatique de choc » A partir de ce moment, dans la presse espagnole, l'ETA n'est plus jamais qualifiée de « séparatiste » ou « d'organisation armée », ces expressions sont généralement remplacées par le vocable de « terroriste ».

⁵⁸ Un interview dans le journal *El País* (7.11.2010) a permis de renforcer la suspicion que l'ancien chef du gouvernement était le « X » placé en haut de la hiérarchie du GAL et qui fut jamais officiellement identifié ni condamné. Dans cette interview, Felipe Gonzalez déclara qu'il avait eu *une seule opportunité dans sa vie de donner un ordre pour liquider toute la direction d'ETA*.

Le système des tribunaux espagnols est devenu, au fil des années, de plus en plus important dans la lutte contre l'ETA.⁵⁹ Parmi le système judiciaire, l'Audience Nationale (*Audiencia Nacional*) a été créé en 1977 pour, notamment juger des délits liés au terrorisme. Il a son siège à Madrid, avec une juridiction valable pour l'ensemble de l'Espagne, contrairement à la plupart des tribunaux à compétence territoriale. Sa localisation à Madrid lui permet d'échapper aux pressions politiques des Nationalistes. Ce tribunal est réservé pour les cas qui ont une importance nationale ou internationale et certains crimes graves comme le terrorisme, le crime organisé ou les génocides. Ses décisions peuvent être annulées par la Cour suprême (*Tribunal Supremo*) et la Cour constitutionnelle, la plus haute autorité juridique en Espagne.

Le système des partis politiques espagnols est organisé autour de deux grands partis majoritaires qui se disputent l'alternance au niveau du Congrès des députés. A gauche, il y le **Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE)**. Basé sur des origines marxistes-léninistes, desquelles, il s'est depuis éloigné comme le Parti socialiste français, il développe, depuis son arrivée au pouvoir en 1982 une politique pouvant être décrite comme sociale-démocrate. A droite, le **Parti Populaire (PP)**, fondé sur les bases de *Alianza Popular*, notamment, par l'ancien ministre franquiste Manuel Fraga, est un parti de type conservateur. Si ces deux partis sont le plus souvent en désaccord profond sur la plupart des problèmes politiques nationaux, ils montrent une unité fondamentale sur la lutte antiterroriste. Lors de la tenue de négociations, des divergences apparaissent sur le prix politique de celles-ci pour l'Espagne. Ce fut par exemple le cas lors du processus de paix de 2005-2007 mené par le PSOE. Depuis ses débuts, le PP a choisi de boycotter cette initiative, au détriment de l'unité nationale qui aurait du primer dans la recherche de la paix. D'une manière générale, ces deux partis sont opposés à négocier des aspects politiques avec l'ETA, particulièrement s'il s'agit du droit à l'autodétermination du peuple basque. En 2000, dans cette lutte contre l'indépendantisme basque, le Parti Socialiste a ainsi donné la main au gouvernement de José-María Aznar en signant un accord appelé *Accord pour les libertés et contre le terrorisme*, lequel visait l'union nationale contre l'ETA et la protection et l'attention constante aux victimes d'actes terroristes. Cependant, ce pacte doté d'une commission ne parvient pas à convaincre les autres partis, il reste ainsi toujours aujourd'hui le pacte des « Constitutionnalistes ». Pour assurer une stabilité aux différents gouvernements, les deux partis majoritaires doivent compter sur **les**

⁵⁹ Hormis les délits liés directement aux actions terroristes, l'Audience nationale occupe ces dernières années un rôle central dans le conflit par le tenu de procès fleuves (18/98, Gestoras pro-amnistia) mettant en cause une série d'organisations proches de l'indépendantisme basque. A l'issue de ces procès, de lourdes condamnations ont été infligées aux dirigeants de ces organisations.

partis nationalistes régionaux et sur **Izquierda Unida**, l’alliance constituée des ex-communistes et des écologistes.

En ce qui concerne les associations politisées non-nationalistes, le combat consiste à lutter contre les idées propagées par la Gauche *abertzale*, depuis la perspective des victimes du terrorisme, en utilisant la stratégie de l’amalgame avec l’ETA. En effet, il s’agit de démontrer que la tête pensante de ce réseau d’associations est le mouvement terroriste afin de criminaliser la totalité de la gauche *abertzale*.

Suite aux multiples attentats et assassinats, beaucoup d’associations de victimes d’actions terroristes ont été créées afin de démonter les thèses nationalistes et indépendantistes. Ces associations ou fondations, surfant sur la vague de l’antiterrorisme international, bénéficient d’un soutien très important direct ou indirect du gouvernement central ou de certains gouvernements provinciaux. Depuis l’étape du gouvernement du Parti Populaire, elles fonctionnent comme contre-pouvoir constitutionnaliste dans une région très fortement influencée par le nationalisme. Parmi la multitude d’associations de ce type, les plus importantes sont : *Basta YA*; *Fundación de Víctimas del Terrorismo*; *Fundación para la libertad*; *¡ Libertad Ya – contra el terrorismo!*; *COVITE*; *Manos Blancas*; *Asociación Víctimas del Terrorismo*; *Foro de Ermua*; *Fundación José Luis López de la Calle*; *Fundación Miguel Angel Blanco*; *Fundación Fernando Buesa Blanco*.

La stratégie consiste à sensibiliser la population depuis la perspective de « la victime » ; certaines fondations ont ainsi pris le nom d’une personne célèbre ayant été assassinée par l’ETA. Le plus, ces associations ne s’arrêtent pas à la défense des victimes, mais utilisent le plus souvent l’émotion qui y est liée, afin de propager les idées constitutionnalistes.

1.2.4 La presse en Espagne et au Pays Basque

Le 28 décembre 2010 à minuit, la chaîne espagnole d’information en continu CNN+ a cessé d’émettre. Vendu par le groupe PRISA à Telecinco, contrôlée par le groupe italien Mediaset, elle a été remplacée par une chaîne dédiée exclusivement à la télé-réalité. Ce changement de propriétaire met un point final à une année 2010 désastreuse pour le milieu journalistique. Selon un rapport sur la situation des journalistes en 2010 réalisé par l’association de la presse de

Madrid (APM)⁶⁰, le domaine du journalisme en Espagne n'échappe pas au mouvement européen et subit de plein fouet les effets de la crise économique qui traverse l'Espagne depuis 2008. A la mauvaise situation économique générale, s'ajoute la crise qui touche partout dans le monde les médias. Selon ce rapport, à fin 2010, 7'069 professionnels de l'information sont au chômage en Espagne. Depuis le début de la crise économique, 3'588 journalistes ont perdu leur emploi, dont 66% de femmes. Le média le plus affecté par ces restructurations est la presse écrite, victime d'une redéfinition de son modèle économique, perdant ainsi des lecteurs et connaissant une baisse des recettes publicitaires.⁶¹

Les journalistes espagnols sont en train de subir les conséquences des regroupements des groupes de presse initiés au début des années 2000. En septembre 2001, le groupe CORREO⁶² absorbe l'entreprise éditrice du journal ABC sans que cela ne crée aucune polémique en Espagne. En effet, d'un seul coup, le nouveau groupe (VOCENTO) devient propriétaire du 20% de la totalité de la presse quotidienne en Espagne en distribuant près de 870'000 exemplaires chaque jour. Cette fusion a comme conséquence un partage du marché de la presse entre quatre grands groupes médiatiques.⁶³ Aujourd'hui, « il ne reste plus aucun journal local indépendant tirant à plus de 50'000 exemplaires, et dans de nombreuses villes importantes, il y a presque un monopole et dans le meilleur des cas un duopole organisé entre des succursales du même groupe » (Bustamante, 2001). Selon cet auteur, le véritable problème réside dans le fait qu'aucune régulation anti-concentration médiatique n'existe dans l'Union Européenne pour protéger le pluralisme dans la communication et la culture. Ainsi, en Espagne, aucune législation n'empêche la concentration en dessus d'un certain pourcentage ni dans la presse, la radio ou la télévision, le marché étant sensé réguler la concentration des entreprises.

Un journalisme marqué par les tendances politiques

Le marché de la presse en Espagne se caractérise par une bipolarité politique entre des médias suivant une ligne éditoriale social-démocrate et d'autres affirmant des préférences pour les options politiques libérales-conservatrices. Une autre caractéristique importante du panorama

⁶⁰ Informe anual de la profesión periodística, asociación de la prensa de Madrid, décembre 2010.

⁶¹ Le dernier titre de presse écrite qui connaît des pertes économiques importantes est le journal El País. En octobre 2012, celui-ci a annoncé le licenciement de près de 150 journalistes sur les 450 que compte la rédaction.

⁶² Le groupe CORREO éditait El Correo Español, El pueblo vasco. Ce groupe possède également 25% de la chaîne de télévision Tele 5, ce qui le convertit en second groupe médiatique d'Espagne après PRISA propriétaire de El País.

⁶³ Soit PRISA, VOCENTO, Grupo ZETA et Unidad Editorial SA.

médiatique espagnol au 21^{ème} siècle, est l'importante pénétration étrangère dans les capitaux des entreprises médiatiques (Reig, 2011, pp. 208-209). L'explication de cette bipolarité est à mettre en parallèle avec les événements politiques qui ont traversé l'histoire de l'Espagne. En effet, les événements politiques du 20^{ème} siècle influencent fortement le discours journalistique du 21^{ème} siècle. La guerre civile et le régime franquiste sont à ce titre des événements incontournables pour comprendre les clivages politiques espagnols. La censure de la presse est l'élément majeur de rappel de cette époque. Celle-ci a évolué d'une censure totale durant la phase de post-conflit à un processus d'autocensure ou censure davantage laxiste durant le reste du régime franquiste. Cette loi s'appellait la Loi Fraga de 1966, du nom du ministre de l'information et du tourisme de l'époque, Manuel Fraga Iribarne. Son ministère passait au peigne fin l'ensemble des messages destinés à une diffusion publique. Les mêmes méthodes étaient utilisées pour un livre, un journal ou un poème. Afin d'éviter la censure et être publiés, les journalistes étaient en conséquence pris contre leur gré dans un processus d'autocensure.

Les journalistes de l'époque franquiste ne disposaient pas encore de formation universitaire propre.⁶⁴ Ils étaient pour ainsi dire formés « sur le tas ». Durant le franquisme, les journalistes devaient s'affilier à des associations de presse, lesquelles fonctionnaient également comme organe de contrôle politique. La transition démocratique a permis la création d'associations de journalistes indépendantes qui semblent elles aussi affectées par le bipartisme (Reig, 2011, p. 264). La presse a eu un rôle fondamental dans la transmission des valeurs démocratiques lors de la transition politique. Après quarante années de censure, un vent de liberté souffla sur la presse espagnole. La presse basque, en particulier la presse nationaliste (*Egin, Deia*) s'est convertie en titres de référence, en diffusant des informations courageuses dans une époque d'incertitude et en développant des rubriques et thèmes qui n'avaient pas été abordés par les autres titres (Caminos, 1996, p. 51) « Durant toute la transition politique, le journal *Egin* occupa un rôle de journal de référence. Un rôle similaire à celui occupé par *El País* depuis son apparition » (p. 51).

L'influence de la presse en Espagne

Malgré la crise structurelle et conjoncturelle qui touche la presse espagnole, la presse écrite reste un média privilégié pour s'informer en Espagne. La presse est spécialement importante au Pays Basque puisque parmi les 15 journaux d'information générale les plus importants en

⁶⁴ La première faculté des sciences de l'information a été créée à l'Université *Complutense* de Madrid en 1972. Elle a depuis créé des émules partout en Espagne.

Espagne, quatre sont basque (Caminos, 1996, p. 21). Le graphique suivant permet de corroborer cette affirmation en montrant que la communauté autonome du Pays Basque possède l'un des niveaux les plus élevés de la proportion de lecteurs de journaux. Ces données permettent d'observer une opposition entre le nord et le sud de l'Espagne en terme de pourcentage de lecteurs de presse écrite.

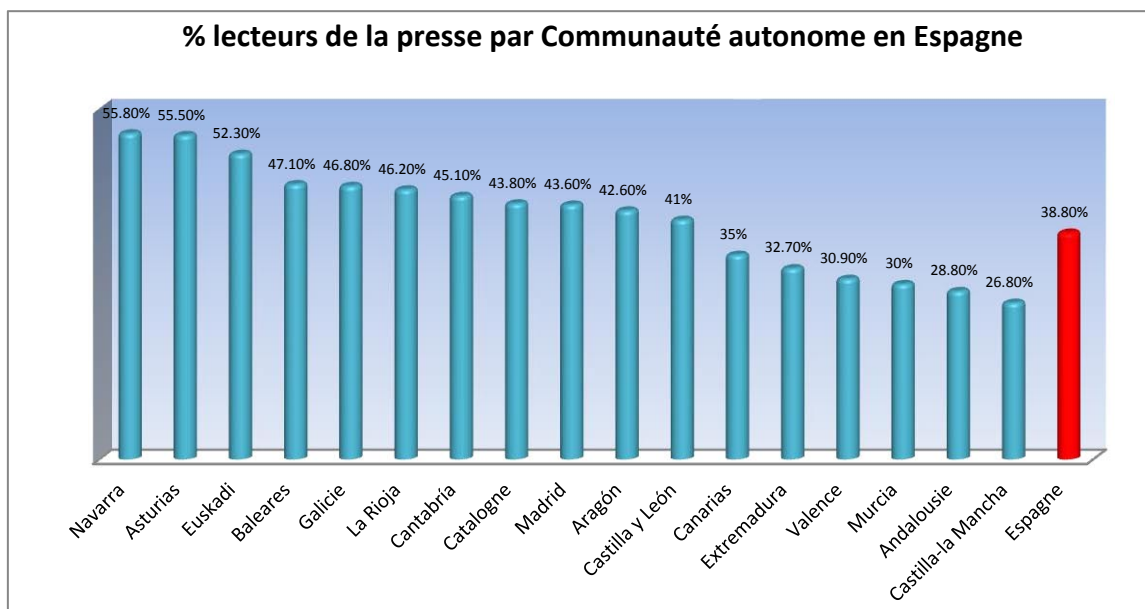


Figure 6 : % lecteurs de la presse (source :Informe anual de la profesión periodística 2010)

Une étude de Idoiaga et Ramirez de la Piscina (2002) sur le traitement de la presse du conflit basque durant la période 1998-2001 a démontré que si la télévision constitue le média privilégié par la population pour s'informer, la presse connaît un poids plus important en Euskadi que dans le reste de l'Espagne. Cette donnée renforce la position de la presse écrite en tant que média influant sur la société.

Média utilisé de préférence

	Presse	Radio	Télévision
Euskadi	38%	22%	39%
Reste de l'Espagne	25%	14%	60%
Média jamais utilisé			
Euskadi	9%	27%	3%
Reste de l'Espagne	25%	29%	2%

Tableau 9 : Médias utilisés pour s'informer sur le conflit basque⁶⁵

⁶⁵ Idoiaga, Petxo, Ramírez de la Piscina, Txema (2002): *Al filo de la (in)comunicación, Prensa y conflicto vasco*, Madrid, Ed. Fundamentos, pp. 34-35.

Le processus de résolution du conflit basque dépassant la problématique basque, l'enjeu national explique qu'aussi bien des quotidiens édités à Madrid qu'au Pays Basque relatent l'actualité du conflit. Il faut également comprendre qu'au-delà du traitement journalistique de l'actualité, ces quotidiens servent de relais aux différentes parties du conflit. La pénétration de la presse nationale au Pays Basque et en Navarre ayant toujours été faible (Arriaga Landeta, Pérez Soengas, 2000, pp. 31-33, Caminos, 1996, p. 28), il est possible d'émettre l'hypothèse que les quotidiens nationaux influencent davantage les représentations que peut se faire la population sur le conflit basque en dehors du Pays Basque et les journaux basques sont axés essentiellement vers la population basque.

Par la description des agents espagnols et de la presse en Espagne et au Pays Basque, nous voici au terme de la description des acteurs qui font le conflit Basque en Espagne. Face à l'impossibilité de parvenir à une solution pacifique et durable depuis la transition démocratique, quelques agents internationaux ont été impliqués dans la résolution du conflit. Afin de compléter la description des acteurs du conflit, il est donc intéressant de les présenter.

1.2.5 Les agents internationaux

Même si les événements concernant la question basque sont régulièrement relatés par les médias européens et internationaux, le conflit basque n'est pas un conflit qui s'exporte beaucoup à l'étranger (comparé à d'autres conflits pour l'autodétermination dans le monde). Néanmoins, il est possible de lister une série d'acteurs internationaux engagés à des niveaux différents sur la question de l'ETA. Depuis le début des années 2000, la Gauche *abertzale* a fourni beaucoup d'efforts pour recueillir des soutiens politiques et exporter dans l'opinion publique internationale sa vision du conflit. Le Ministère espagnol des affaires étrangères s'efforce de contrecarrer nombre de ces initiatives, faisant usage de pressions politiques et diplomatiques.

Le premier des gouvernements étrangers concernés par l'ETA est évidemment la France, laquelle peut potentiellement devoir faire face, comme l'Espagne, au problème basque. En effet, plus de 250'000 Basques vivent dans les provinces de Lapurdi, Basse Navarre et Soule. Durant le Franquisme, l'ETA avait installé sa direction et disposé de certains soutiens logistiques dans les petits villages de montagne ou de pêcheurs du Pays Basque français. Durant les premières années de la démocratie espagnole, Paris tolérait les activités de l'ETA tant qu'aucun crime n'était commis sur sol français. Par la suite, le Gouvernement français a augmenté

progressivement la répression sur les activistes basques, ne souhaitant plus garantir le sanctuaire de l'ETA. Aujourd'hui, la collaboration policière entre l'Espagne et la France est complètement fluide, aidée fortement par les accords de collaboration entre les polices existants au sein de l'Union européenne.

L'une des principales craintes de l'Etat français est de devoir faire face à des revendications politiques du même type qu'en Espagne et de se retrouver confronté à des attaques terroristes. Dans les faits, en dehors de l'existence de l'organisation Iparraterrak⁶⁶ et des accrochages entre l'ETA et la gendarmerie française, la violence armée n'a jamais réellement dépassé la frontière espagnole.⁶⁷ En refusant constamment d'entrer en matière sur la création d'un département basque, la France souhaite garder le contrôle sur les revendications politiques nationalistes. Ainsi, aujourd'hui, le vote nationaliste est clairement minoritaire au Pays Basque français, même s'il est en constante augmentation ces dernières années.

En dehors des demandes de collaboration à d'autres Etats en matière de lutte antiterroriste, l'Espagne a de tous temps considéré la résolution du conflit basque comme une problématique nationale. Le gouvernement espagnol se refuse d'une manière générale à toute exportation de la résolution du problème basque en dehors des frontières espagnoles. Néanmoins, au cours de l'histoire du conflit, certains gouvernements étrangers ont joué un rôle de facilitateurs ou de conseillers auprès de l'Espagne. Le premier de ces gouvernements fut l'Algérie. En 1986, le leader de l'ETA, Txomin Iturbe, était expulsé de France pour venir s'installer en Algérie. A ce moment, l'Algérie, souhaitant se positionner en temps qu'un Etat important au niveau international, s'est proposée pour accueillir des négociations entre l'Espagne et l'ETA. Ainsi, le gouvernement algérien devenait le premier intermédiaire étranger officiel dans la résolution du conflit basque. L'Algérie s'était même engagée à garantir le suivi des négociations (Clark, 1990, p. 31). La phase algérienne dura presque 3 ans. Lors du 3^{ème} round de négociations, l'ETA avait repris ses attaques et l'Algérie commença à expulser les *etarras* vers d'autres pays. A ce titre, nombre de pays du Tiers-Monde ont accueilli des membres de l'ETA expulsés depuis la France durant les années 80. Ces pays sont le Togo, le Gabon, São Tomé, Cuba, Panama, Venezuela,

⁶⁶ Iparretarrak (IK), "ceux du nord" en euskera, est une organisation clandestine armée qui lutte pour l'indépendance du Pays basque. Elle fut fondée au début des années 70 en Iparralde (Pays basque Nord) par quelques militants dont Filipe Bidart. Elle a fait sa première apparition le 11 décembre 1973. Elle intensifie ses actions dans les années 80, notamment en utilisant les explosifs. Dans les années 80, plusieurs membres d'Iparretarrak deviennent clandestins, dont Filipe Bidart. Sa dernière attaque remonte à l'année 2000.

⁶⁷ A la surprise générale, le premier assassinat d'un gendarme français eu lieu le 16 mars 2010 lors d'un vol de véhicules.

Equateur et la République dominicaine. Certains de ces pays sont devenus depuis les pays de résidence de nombreux ex-activistes basques. Les arrangements avec ces pays n'ont pas été rendus publics, mais il est probable que les gouvernements en question aient reçu des compensations de la part de l'Espagne.

Durant le processus de paix de 2005-2007, un nouvel acteur international est apparu dans la résolution du conflit. Le 25 octobre 2006, la majorité du parlement européen accepte de soutenir les efforts pour la paix au Pays Basque entrepris par l'Espagne. Pour la première fois, la fin de l'ETA devenait un problème européen. Depuis 2004, le *Basque friendship group*⁶⁸, un groupe d'élus européens plaide au niveau du parlement européen pour la construction de la paix au Pays Basque. En 2012, très minoritaire, il incluait quatorze membres, issus de cinq groupes différents. Suivant cette ouverture européenne, le dernier processus de paix inclut une série de collaborations avec des gouvernements étrangers. Certains, comme la Suisse ou la Norvège, ont accueilli des discussions entre les parties. L'Angleterre avec Tony Blair, l'Irlande du Nord et l'Afrique du Sud ont joué pour leur part davantage un rôle de conseiller auprès du président espagnol. Dans cette ultime recherche de la paix au Pays Basque, deux acteurs non-étatiques ont également joué un rôle important en facilitant des rencontres entre les agents. Il s'agit de la Communauté religieuse de Sant'Egidio, née à Rome en 1968, au lendemain du Concile de Vatican II (1962-1965). Basée sur les valeurs de ce concile, cette communauté va s'attacher à la médiation et à la résolution de conflits, ce qui l'amène à agir parfois en tant que bras diplomatique du Vatican. Un deuxième acteur indépendant est le Centre pour le dialogue humanitaire Henry-Dunant, basé à Genève, qui a contribué, sous mandat de l'Espagne, aux négociations avec l'ETA entre 2005 et 2007. Le Centre pour le dialogue humanitaire Henry-Dunant se définit comme « une organisation indépendante dont la mission est d'améliorer la réponse apportée par la communauté internationale aux conflits armés ».⁶⁹

Suite à l'échec des pourparlers de paix et à une nouvelle période de confrontation dure entre les indépendantistes basques et l'Espagne, un avocat sud-africain du nom de Brian Currin, ayant œuvré notamment dans la Commission de la vérité en Afrique du Sud et en tant que coordinateur de la Commission des révisions des sentences pénales en Irlande du Nord, est apparu parmi les acteurs internationaux du conflit basque. Depuis l'échec du processus de paix,

⁶⁸ Depuis la création du Basque friendship group au parlement européen, d'autres groupes d'élus se sont formés en Europe, notamment en Suisse, en Allemagne et en Belgique.

⁶⁹ <http://fr.hdcentre.org/>

il initia un rôle de facilitateur, dans un premier temps, au sein du mouvement *abertzale*, comme le fait le Sinn Fein depuis de nombreuses années, afin de convaincre ce mouvement d'un arrêt de la violence armée. Dans un deuxième temps, il se profile comme un porte-parole international de la construction de la paix au Pays Basque. Il a notamment facilité la déclaration commune de plusieurs Prix Nobel de la paix en faveur de la paix au Pays Basque. Cette déclaration lue à Bruxelles le 29 mars 2010 est signée par l'ex-président sud-africain Frederick de Klerk, le prêtre Desmond Tutu, la Fondation Nelson Mandela, l'ex-présidente irlandaise Mary Robinson et ex-ministre Albert Reynolds, John Hume et seize autres personnalités spécialisées dans la résolution de conflit. Ils réclamaient à l'ETA un cessez-le-feu permanent et vérifiable par des agents internationaux afin de permettre « un nouveau processus de dialogue permettant de résoudre les différences et atteindre une paix durable. » Depuis, Brian Currin a constitué un groupe de personnalités internationales pouvant accompagner le processus final de l'ETA.⁷⁰ Ce groupe a rendu possible, le 17 octobre 2011, la conférence de Aiete, qui facilitera l'annonce de l'ETA, trois jours plus tard, d'abandonner définitivement la lutte armée.⁷¹

En dernier lieu, un nombre d'agents internationaux a montré un certain intérêt dans la résolution du conflit basque, en relayant les tenants et les aboutissants du conflit basque à l'international. Parmi ceux-ci, des médias internationaux comme *Euronews*, *la BBC*, *Wall Street Journal*, *The Guardian*, *New York Times*, *Le Monde* couvrent l'actualité du conflit et diffusent parfois des communiqués de l'ETA.⁷² Dans la même optique, des investigations plus fouillées sont publiées par des centres de recherche universitaires ou des chercheurs indépendants (Massias, 2012 ; Crettenand, 2010 ; Whitney Blake, 2008 ; Ciocchini, Khoury, 2008; Giacomuci, 1992, 2002 ; Shepard, 2002 ; Kurlansky, 1999 ; Clark, 1990). Enfin, le dernier des acteurs internationaux répertoriés, mais non le moindre, sont les organisations internationales de défense et de promotion des droits de l'homme comme le Haut-commissariat aux droits de l'homme ou l'ONG Amnesty international qui se préoccupent régulièrement de la situation de protection des droits de l'homme en Espagne, notamment quant aux allégations de tortures et d'autres abus envers les prisonniers basques. Pour preuve, l'Espagne est régulièrement épinglée

⁷⁰ Le groupe de contact international est composé de Brian Currin, Silvia Casale, Pierre Hazan, Raymond Kendall, Baronne Nuala O'Loan, Alberto Spektorowski. Il dispose d'un site web : <http://gicpaisvasco.org/>

⁷¹ Voir plus loin.

⁷² C'est justement la BBC qui a diffusé récemment deux vidéos importantes de l'ETA. La première annonçant un arrêt des actions armées offensives a été diffusée le 5 septembre 2010. Puis, le 20 octobre 2011, une autre vidéo de l'ETA diffusée par le canal britannique annoncera au monde entier la décision de l'organisation armée de mettre un terme définitif à la lutte armée.

sur ses pratiques en matière de lutte antiterroriste dans les rapports des organisations onusiennes de défense des droits de l'homme.⁷³

Au terme de la présentation des acteurs basques, espagnols et internationaux, il est utile de retracer les liens entre ces différents agents. Ces relations entre les acteurs sont représentées dans la figure 6. Ces relations ont été établies en fonction des tableaux 1 à 3 et sur la base de connaissances empiriques des acteurs du conflit basque.

⁷³ United Nations Office of the High Commissioner for Human Rights (2004) Report of the Special Rapporteur on the question of torture, Theo van Boven (5-10 October 2003) (E/Cn.4/2004/56/Add.2) ; United Nations Office of the High Commissioner for Human Rights (2006) Report of the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, Manfred Nowak – Follow up to the recommendations made by the Special Rapporteur: Visits to Azerbaijan, Brazil, Cameroon, Chile, Mexico, Romania, the Russian Federation, Spain, Turkey, Uzbekistan and Venezuela E/CN.4/2006/6/Add.2) ; Amnesty International (2007) Spain - Adding insult to injury: The effective impunity of police officers in cases of torture and other ill-treatment <http://www.amnesty.org/es/library/asset/EUR41/006/2007/en/dom-EUR410062007en.pdf>

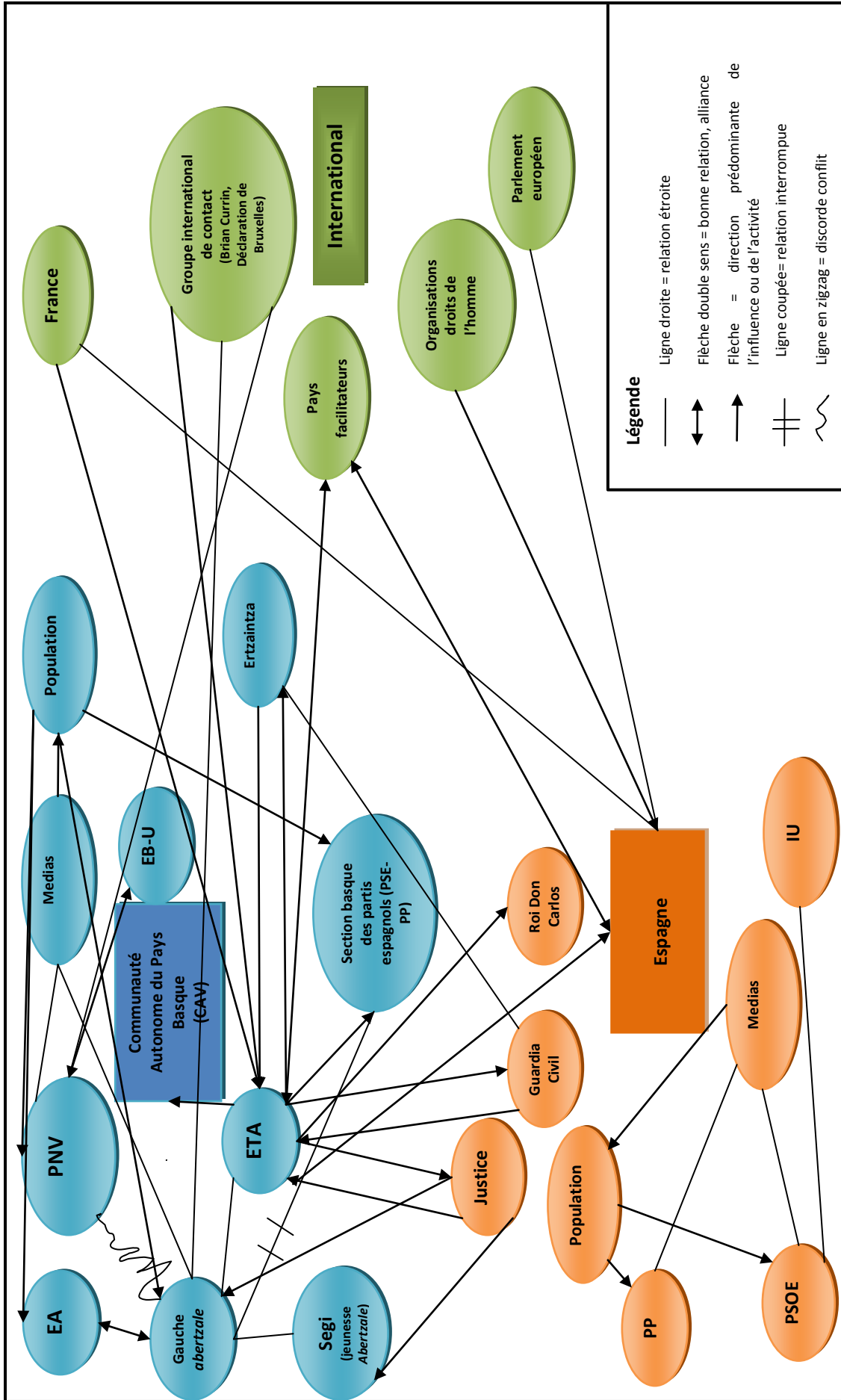


Figure 7 : Mapping (cartographie) des agents du conflit basque

1.3 Les enjeux du chemin vers la paix : les tentatives de résolution du conflit

A la suite du rappel historique et de la présentation des acteurs du conflit, cette partie a pour objectif de revenir sur les différentes tentatives de résolution du conflit basque. Dès lors, un rappel des tentatives de résolution du conflit permet de centrer notre sujet sur la problématique de la construction de paix, thème principal de notre thèse.

Depuis la restauration de la démocratie en Espagne, la désactivation de la stratégie politico-militaire de la Gauche *abertzale*, en particulier de l'activité de l'ETA, a été un élément essentiel de la politique gouvernementale espagnole. Ainsi, depuis 1975, tous les gouvernements, sans exception, ont essayé d'établir le dialogue avec le groupe armé afin de mettre un terme au « terrorisme basque », l'une des préoccupations majeures de la population espagnole. A ce jour, en dehors de la dissolution de l'ETA politico-militar en 1982, toutes ces conversations se sont soldées par des échecs. L'une des causes de ces insuccès est à chercher, moins dans la capacité de nuisance militaire de l'ETA, que dans le maintien des revendications politiques de la Gauche indépendantiste (Aiertza, Zabalo, 2010). Ainsi, depuis l'avènement de la démocratie, ce mouvement est l'un des rares courants politiques à avoir systématiquement refusé de participer au processus de construction de l'Etat espagnol. La Gauche *abertzale* peut ainsi être considérée comme un mouvement anti-système, dont les positions n'ont finalement pas profondément évolué depuis l'Alternative KAS, créée en 1977, qui regroupait les forces indépendantistes de l'époque. Pour certains auteurs, la transition démocratique de l'Espagne reste une tâche non achevée et demande de se référer à une « seconde transition » pour proposer un modèle de règlement de la question basque « qui, bien au-delà d'ETA et de la violence, reste d'abord, pour l'Espagne, une question de consolidation démocratique inachevée » (Massias, 2012, p. 29).

Certes, le nouveau modèle démocratique recevait la reconnaissance de l'Europe de l'ouest et était, à cet égard, considéré comme la clé de l'intégration définitive de l'Espagne dans la Communauté internationale, mais aux regards du mouvement indépendantiste, la réforme ne résolvait pas un problème majeur : le conflit basque.⁷⁴ Comme la nouvelle constitution n'avait

⁷⁴ Même si la transition espagnole est perçue comme un modèle de stabilité par nombre d'acteurs internationaux, de nombreuses voix dénoncent l'impunité dont ont bénéficié les responsables du régime franquiste. Il n'y eu, en effet, pas d'investigations, ni de processus sur la réconciliation et la vérité. Ce n'est qu'en 2007, sous la présidence de José Luis Zapatero que la loi *Memoria histórica* fut approuvée, reconnaissant ainsi les violences et persécutions commises durant la Guerre civile et la dictature.

pas obtenu l'appui de la majorité du peuple basque, elle n'avait pas de légitimité et était ainsi combattue par les forces basques indépendantistes (Aiertza, Zabalo, 2010, p.21) Depuis lors, la Gauche indépendantiste n'a jamais cessé son action soumettant l'Espagne à une pression continue par ses prétentions indépendantistes, avec comme levier la lutte armée.

Pourtant l'histoire de l'ETA aurait pu se terminer au printemps 1977, dans l'hôtel Txiberta, à Anglet entre Hendaye et Biarritz. Durant une semaine, l'ensemble des forces nationalistes basques (ETA militar, ETA politico-militar, KAS, PNV, ANV, EHAS ; LAIA, EKA, ESIE, Eusko Sozailistak, Grupo de Alcaldes) s'était donné rendez-vous autour de Telesforo Monzón, dans cet hôtel pour élaborer une position commune pour les élections à l'assemblée constituante espagnole. L'histoire s'en rappellera comme des discussions de Txiberta. Par ces conversations, la gauche indépendantiste en pleine construction cherchait une alliance des toutes les forces démocratiques basques autour du droit à l'autodétermination. Elle proposait d'ouvrir un dialogue de caractère national avec l'Espagne afin de signifier définitivement la rupture avec le franquisme (Iriondo, Sola, 2005, p.18). Néanmoins, sachant qu'il avait les moyens de devenir la force majoritaire dans la nouvelle Communauté autonome du Pays Basque, le PNV ne souhaitait pas s'effacer derrière un mouvement représentant la nation basque. Le PNV voyait tout au plus une opportunité pour renforcer la présence nationaliste aux élections et pour négocier une amnistie totale. En aucun cas, ce parti cherchait une confrontation radicale avec l'Etat espagnol (Jáuregui, Menéndez, 2010, p.297). Dès lors, au sein du PNV, dans l'optique des prochaines échéances électorales, notamment celles du Parlement basque, l'alliance pragmatique avec le PSOE allait l'emporter sur l'engagement avec le reste des forces nationalistes, qui comportait davantage de risques pour le parti.

1.3.1 Les conversations d'Alger (1986-1989)

Le PSOE arrive au Gouvernement en 1982 portant l'espoir de représenter le véritable changement démocratique dont avait besoin l'Espagne à ce moment. Pourtant, dans le but d'entrer dans l'OTAN et dans la Communauté économique européenne, le gouvernement était pressé d'en finir avec la violence terroriste et fit, par conséquent, le choix de continuer la répression contre l'ETA en mettant en place des stratégies de contre-terrorisme tel que la mise en œuvre du Plan ZEN (Zone Spéciale Nord) ou la constitution de groupes paramilitaires visant à éliminer les activistes de l'ETA et de son entourage politique.⁷⁵ Cette stratégie était basée sur les

⁷⁵ Voir point 1.2.3.

manuels de guerre contre-insurrectionnels, dont certains experts militaires espagnols ont pu bénéficier durant des formations à la (tristement) célèbre Ecole des Amériques aux Etats-Unis.⁷⁶ (Aiertza, Zabalo, 2010) Depuis cette époque jusqu'à aujourd'hui, les pratiques policières espagnoles sont visées par des accusations de traitements dégradants, de torture et de quelques cas de disparitions forcées.⁷⁷ Devant les critiques du gouvernement français sous la présidence de François Mitterrand, la police espagnole freina le recours à ces moyens illégaux pour détruire définitivement l'ETA. Cependant, les actions de ces groupes en territoire français constituèrent une manière d'impliquer directement le Gouvernement français dans la lutte antiterroriste espagnole. En effet, après l'arrêt des actions paramilitaires, le gouvernement socialiste de Michel Rocard commença à sévir contre les militants basques qui s'étaient établis en France. C'est le temps des premières extraditions des activistes de l'ETA, qui n'étaient, dès lors, plus considérés comme réfugiés politiques par le gouvernement français.

Dans cette situation de répression qui ne produisait pas les effets escomptés, puisque les attentats se poursuivaient, le Gouvernement espagnol commence à lancer des messages à l'ETA au travers de différents intermédiaires afin de négocier une trêve. Malheureusement, ces contacts n'amenèrent pas de résultats déterminants et le conflit provoqua encore davantage de victimes. Après chaque détention ou assassinat d'« Etaras », les attentats reprenaient de plus belle. L'ETA semblait une organisation capable de renaître de ses cendres à tout moment. Ainsi, malgré la marginalisation de ses membres de toute vie sociale, entraînant inévitablement un affaiblissement logistique de l'organisation, l'ETA continua à se manifester de manière spectaculaire. En 1986, différents attentats sur deux sites olympiques, dans des complexes touristiques ou même à Madrid, firent en tout quarante morts. Pour la première fois, l'ETA utilisa des voitures piégées dans ces actions.

Suite à sa réélection à la majorité absolue durant cette même année, le PSOE, face à cette situation d'impasse, reçoit des pressions de la communauté internationale (notamment par

⁷⁶ L'Institut de l'hémisphère occidental pour la sécurité et la coopération (*Western Hemisphere Institute for Security Cooperation* en anglais) (abrégé en *WHINSE*), anciennement nommé École des Amériques (*Escuela de las Américas* en espagnol), est un centre d'enseignement militaire créé en 1946, géré par le département de la Défense et situé depuis 1984 à Fort Benning près de Columbus en Géorgie après avoir longtemps été situé à Fort Gulick au Panama. Fondée sur le principe de la doctrine de la sécurité nationale, elle est célèbre pour avoir enseigné aux militaires latino-américains les doctrines de contre-insurrection et inculqué une idéologie anti-communiste. Nombre de militaires ayant par la suite organisé des coups d'État et instauré des juntes y ont été formés. (Wikipedia.org)

⁷⁷ Selon la Fondation Euskal Memoria, entre 1959 et 2009, 50'000 personnes ont été arrêtées pour des raisons politiques, 10'000 ont dénoncés des actes de traitements dégradants ou de tortures. La pratique de la torture par l'Espagne a été rapportée par de nombreuses organisations internationales comme l'ONU ou Amnesty internationale. En réponse à ces rapports, l'Espagne a toujours nié l'utilisation de la torture.

François Mitterrand) pour ouvrir une voie de dialogue avec l'ETA afin trouver une sortie au conflit. De son côté, l'ETA fait le constat que la victoire militaire sur l'Espagne ne pourra jamais être atteinte en raison de la disproportion de ses effectifs et moyens avec celle des Etats espagnols et français. L'ETA commence ainsi à articuler des propositions pour la négociation de la sortie du conflit, incluant la participation d'acteurs politiques et une intervention internationale. C'est sur cette base que s'initient les conversations d'Alger entre l'ETA et le Gouvernement espagnol entre 1986 et 1989, certaines sous l'auspice même du Gouvernement algérien.⁷⁸ Le processus à Alger s'est déroulé en deux phases : Une première basée essentiellement sur des contacts policiers avec l'ETA et une deuxième nettement plus courte durant laquelle ont eu lieu des négociations politiques. Entre 1986 et 1987, le Gouvernement socialiste initia une série de contacts en Algérie avec les dirigeants de l'ETA « Txomin » et « Antxon », par le biais, entre autres, du Secrétaire d'Etat pour la sécurité et un délégué du Gouvernement. Cependant, ce n'est pas avant janvier 1989, que les conversations d'Alger débutèrent officiellement, après une trêve de trois mois déclarée par l'ETA, la première de toute l'histoire du conflit. Mais le 4 avril, les forces policières et les commandos etarras choisissent le retour à la voie des armes après l'échec des négociations. Tous les négociateurs de l'ETA sont alors expulsés d'Algérie.

Entre-temps, en janvier 1988, tous les partis politiques, sauf Herri Batasuna (HB), signent le pacte d'*Ajuria Enea*. Il s'agit d'un accord de normalisation et de pacification d'Euskadi dans lequel les signataires s'opposent ouvertement à la violence de l'ETA et souligne que la résolution du conflit doit se faire d'une manière pacifique. Après la rupture du processus de négociation d'Alger, l'ETA était décidée à obliger le Gouvernement espagnol à retourner à la table de négociations en multipliant les actions militaires. Le retour aux stratégies guerrières entraînera l'eupéanisation du conflit. Des intérêts espagnols en Italie, en Hollande et en Allemagne vont devenir la cible de l'ETA. Avec les attaques en Espagne, on comptabilise en tout 386 actions entre 1989 et 1992, faisant 115 morts et 200 blessés. La réponse de l'Espagne se matérialisa par de nombreuses arrestations et la prise de nombreux stocks d'armes. Une opération particulière laissa l'organisation dans une situation d'extrême faiblesse. Le 29 mars 1992, la police française décapite la direction etarra réunie dans une maison de la petite localité de Bidart en France. Ces arrestations ont permis à la police de comprendre dans ses moindres détails le modèle

⁷⁸ Pour les détails des négociations qui ont eu lieu en Algérie, se référer à Clark (1990)

d'organisation et de structure interne de l'organisation indépendantiste. Extrêmement affaiblie, l'ETA n'avait plus rien à négocier avec l'Espagne durant quelques années.

En 1995, la nouvelle stratégie de confrontation des milieux politiques indépendantistes est prête. Le programme *Oldartzen* (en attaquant) est approuvé au sein de la Gauche *abertzale*. Ce programme souhaitait renforcer l'unité de la Gauche *abertzale* en soulignant la nécessité de l'implication de l'ensemble des mouvements de la Gauche *abertzale* dans la construction nationale (Casanova, 2007, p. 389). Les associations de jeunesse comme *Jarai* ou *Segi* seront particulièrement actives par un vaste programme d'action violente dans la rue, qui agissait pour son propre compte, mais aussi comme complément à la faiblesse de l'activité de l'ETA. L'histoire la connaîtra surtout sous le nom de *Kale Borroka*, une Intifada basque en quelque sorte. D'autres y voient davantage des actions d'une jeunesse basque en quête de reconnaissance dans la lutte du peuple basque, pour laquelle la violence de rue ne serait qu'une résistance ultime face aux injustices imposées par l'Etat espagnol. (Arzuaga, 2010) De son côté, l'ETA va profondément changer sa stratégie militaire. Le 23 janvier 1995, le président du PP du Guipuzcoa Gregorio Ordoñez est assassiné, inaugurant ainsi une série de onze meurtres politiques. Cette mort annonça « l'heure des politiciens ». La stratégie était de rendre pour Madrid l'absence de négociation insoutenable et donc de forcer le Gouvernement à négocier. Les manifestations d'opposition au terrorisme devenaient également toujours plus nombreuses, ce qui eu comme conséquence d'abaisser la légitimité politique des actions violentes. Face à la reprise de la violence, entre 1995 et 1997, il y eut certains efforts de médiation internationale comme ceux menés par l'association argentine *Justicia y Paz* et son représentant Aldo Pérez Esquivel, prix Nobel de la paix et la Fondation Carter. (Fisas, 2011) Aucune de ses tentatives n'eut malheureusement de succès.

En résumé de ce point, il est important de comprendre que les conversations d'Alger n'ont jamais atteint le stade de négociations. Les rencontres entre les représentants du Gouvernement espagnol et de l'ETA ont davantage ressemblé à un prétexte pour connaître davantage les volontés de l'adversaire. Aucune méthodologie élaborée de résolution de conflit n'a été réellement utilisée. De même, la base et les objectifs du dialogue n'étaient pas clairement définis.⁷⁹ Cependant, deux éléments nécessaires à une résolution du conflit basque ont été présents en Algérie pour la première fois dans l'histoire du conflit : la reconnaissance des parties

⁷⁹ A titre d'exemple, à un moment donné des conversations d'Alger, l'ETA a même exigé de discuter bilatéralement avec l'armée espagnole, demande inimaginable pour les représentants espagnols.

de la nécessité d'une médiation internationale ; l'impératif d'une situation d'arrêt des hostilités avec la déclaration d'une trêve unilatérale de l'ETA.

1.3.2 L'influence irlandaise (1998-1999)

Les élections générales espagnoles de 1996 sont gagnées par le Parti Populaire. L'avènement d'un gouvernement conservateur en Espagne renforce encore davantage la confrontation entre l'Etat espagnol et le mouvement indépendantiste. De ce fait, de nouvelles négociations avec l'ETA semblent exclues. Ainsi, dès sa nomination, le nouveau ministre de l'intérieur, Jaime Mayor Oreja, s'efforce de mettre un terme à toutes les voies ouvertes par l'ancien gouvernement, notamment celle ouverte par Pérez Esquivel (Jáuregui, Menéndez, 2010, p. 341). Afin de criminaliser le mouvement indépendantiste, le nouveau gouvernement commence à mettre en pratique la thèse visant à créer un amalgame entre HB et l'ETA. Après la mort de Miguel Angel Blanco en juillet 1997⁸⁰, l'Etat espagnol a encore pu renforcer sa lutte antiterroriste. En effet, cet événement tragique a permis au PP de convaincre la société civile espagnole de le rejoindre dans sa croisade contre la gauche *abertzale* avec la création du Foro de Ermua notamment.⁸¹ Dès ce moment, tout s'accélère. Depuis 1998, le juge Baltazar Garzon initie une bataille légale contre le noyau financier de l'ETA. Il ferme les journaux comme Egin, Ardi-Beltza et Egunkaria. Il vise l'illégalité de nombreuses organisations comme HB. Le gouvernement se réjouit de voir que la justice commence à fonctionner en sa faveur.

De plus, on assiste à la prolifération d'entreprises de sécurité liées à la protection des personnes ainsi que de nombreux exils de personnalités d'Euskadi. A cette époque, un nombre très important d'individus sont menacés par l'ETA. Nombre d'entre-eux bénéficient de la protection de gardes du corps et d'autres systèmes de sécurité. Certes, dans la majorité des cas, ces mesures sont justifiées ; cependant, il y a une telle ambiance de persécution que, chez certains, ces mesures sont manifestement exagérées. Dans tous les cas, l'effet de peur et de menace continuels attire l'attention de l'opinion publique et par là même justifie la répression contre les indépendantistes violents ou non.

⁸⁰ Miguel Angel Blanco était conseiller municipal du PP. L'ETA l'avait pris comme otage pour obtenir le regroupement des prisonniers de l'ETA vers les prisons du Pays basque, chantage auquel le gouvernement d'Aznar n'a pas cédé. L'assassinat provoqua une forte émotion dans toute l'Espagne et un profond rejet à l'encontre de la Gauche indépendantiste.

⁸¹ Ermua étant la ville où était conseiller municipal Miguel Angel Blanco.

Progressivement, l'amalgame entre l'ETA et le mouvement politique indépendantiste promu par le gouvernement et les partis politiques espagnols prend la forme d'attaques indiscriminées contre l'ensemble du nationalisme basque. Face à ces accusations, un mouvement de solidarité entre les différents cercles du nationalisme basque commence à se faire sentir. A la même époque, en Irlande du Nord, l'accord du Vendredi Saint est signé par les Gouvernements d'Irlande et de Grande-Bretagne. Même si les différences historiques et géopolitiques entre les problématiques de l'Irlande du Nord et du Pays Basque sont grandes, de nombreuses caractéristiques des deux conflits sont relativement semblables. Cette similitude et le moment historique ont amené les forces nationalistes basques à travailler ensemble pour trouver une solution au conflit. Ainsi, durant l'été 1998, dix-huit groupes politiques et sociaux, dont PNV, EA HB, ELA et LAB, mais aucun groupe non nationaliste, participe au dénommé Forum d'Irlande (Aiertza, Zabalo, 2010, pp. 28-30). Au même moment, l'ETA mène des discussions avec le PNV et EA pour parvenir à un accord sur la volonté d'œuvrer activement pour la création de l'union des sept provinces du Pays Basque. Le 12 septembre 1998, les forces présentes au Forum d'Irlande annoncent la signature du Pacte de Lizarra-Garazi. Inspiré de l'expérience irlandaise, ce texte fut le résultat d'un long travail entre les forces nationalistes depuis 1992. Il regroupait en tout vingt-quatre organisations (partis politiques, syndicats et mouvements sociaux). C'était un projet intégrateur de tous les acteurs politiques et sociaux nationalistes dans lequel le rejet de la violence fut posé comme mode de résolution du conflit. Quatre jours plus tard, l'ETA déclara un cessez-le-feu, lequel faisait l'objet d'un accord bipartite entre le PNV-EA et l'ETA, issu des discussions bilatérales de l'été. Pour les Nationalistes, la déclaration de Lizarra-Garazi représentait une opportunité historique pour résoudre le conflit basque, malgré la mise à l'écart des forces non-nationalistes (Jáuregui, Menéndez, 2010, p. 345).

L'influence irlandaise qui amena le pacte de Lizarra-Garazi représente l'étape à partir de laquelle débute l'affrontement entre les mouvements nationalistes et non-nationalistes (ou constitutionnalistes). Sa signature créa un véritable front nationaliste majoritaire pour une solution au conflit basque. Mais, ce pacte provoqua une division importante en Espagne et au Pays Basque, car il excluait une grande partie de la population du Pays Basque, les électeurs du PP et PSOE, ces partis n'ayant pas signé l'accord. A partir de ce moment, les partis constitutionnalistes considéraient le PNV, l'ETA et HB comme les ennemis de l'unité espagnole avec qui le dialogue était inutile. Le rapprochement entre les forces nationalistes provoqua la rupture du gouvernement régional de coalition entre le PNV-EA et le parti socialiste. Les élections anticipées se sont déroulées le 25 octobre 1998 dans un climat très favorable aux

forces nationalistes, lesquelles connurent une augmentation de voix, particulièrement au profit de HB. Au total, les groupes signataires de l'accord de Lizarra-Garazi totalisèrent 61% des voix. Le mouvement indépendantiste devenait ainsi le premier appui du gouvernement PNV-EA. Dans la foulée de ce succès électoral, en février 1999, la première assemblée des municipalités du Pays Basque, appelée Udalbitza, voyait le jour dans la cité navarraise de Pampelune. Cette structure, réunissant les élus nationalistes des sept provinces du Pays Basque, naissait avec comme objectif général de contribuer à la construction nationale du Pays Basque. En parallèle aux processus de regroupement entre les différents groupes nationalistes, le gouvernement espagnol s'essaya à des contacts avec le mouvement indépendantiste y compris avec sa branche armée.⁸² En tout, deux réunions ont eu lieu. Une première rencontre opposa des représentants du gouvernement à ceux de Herri Batasuna à Burgos. Puis, en mai 1999, en Suisse, une délégation espagnole et des membres de l'ETA se sont réunis sous l'égide de l'ecclésiastique Juan María Uriarte (Jáuregui, Menéndez, 2010, p. 354). Cette dernière réunion semble avoir ressemblé à un dialogue de sourds puisque, malgré l'intention des deux parties de se revoir à nouveau, aucune nouvelle rencontre n'eut lieu. Au contraire, les négociations étaient définitivement torpillées lorsque l'une des membres de l'ETA présente aux discussions fut arrêtée en France⁸³. Ne voyant aucune avancée ni dans les discussions avec le gouvernement espagnol, ni dans l'application de l'accord avec le PNV et EA, le 28 novembre 1999, l'ETA mettait fin à tout les espoirs de pacification en annonçant la fin du cessez-le-feu.

Dans son communiqué, l'ETA responsabilisait le PNV de la fin de la trêve, considérant que celui-ci n'avait pas assez œuvré pour l'indépendance du Pays Basque. Pour comprendre la rupture de la trêve, il est nécessaire de livrer une observation sur les trois acteurs du processus soit, l'ETA, le PNV-EA et le Gouvernement espagnol (Batista, 2001, pp.173-193). La rupture du processus a en grande partie été causée par le mécanisme de tutelle de l'ETA sur celui-ci. En effet, malgré un pacte prometteur entre les forces nationalistes, l'organisation détenait effectivement les clés du processus. Elle pouvait à tout moment montrer son impatience en menaçant de rompre la trêve. L'empressement et l'intransigeance de l'ETA mirent abruptement fin au plus grand pacte entre les nationalistes qu'a connu le Pays Basque jusqu'à présent. En accusant le PNV de ne pas avoir assez avancé dans les objectifs de la construction nationale, l'ETA a montré son isolement

⁸² Le président du gouvernement, José María Aznar, autorisa des contacts avec « l'entourage du Mouvement de libération nationale basque » (dixit). Outre le fait de reconnaître le caractère politique du conflit basque, l'utilisation de ce terme créa la surprise, puisque ce terme était très peu utilisé au Pays Basque. En effet, en réalité, ce groupement n'est jamais réellement parvenu à se constituer en mouvement de libération nationale.

⁸³ Il s'agit de Belén González Peñalva, voir <http://www.elmundo.es/eta/organizacion/jefes.html>

idéologique de la communauté nationaliste basque. En soumettant son bras politique à l'intransigeance de ses analyses, l'organisation imposait une vision minoritaire de la résolution du conflit basque à une majorité. La principale erreur du PNV et de EA est d'avoir eu la naïveté de penser qu'ils allaient amener la paix au Pays Basque, en imposant le rythme des institutions à une organisation qui visait plutôt la rupture du système. Concernant l'attitude du PNV et EA, il apparaît que ces deux partis se sont retrouvés divisés au moment de l'annonce de la trêve. En effet, les dirigeants, représentant l'aile autonomiste (non indépendantiste) des partis n'acceptèrent pas de conditionner leurs choix politiques au diktat de l'organisation armée. Cette division interne explique la lenteur de la mise en pratique du pacte entre le PNV, EA et l'ETA. Enfin, il semble normal que l'engagement de l'Espagne était explicitement lent et méfiant, en raison de la non participation du gouvernement dans l'élaboration des conditions du cessez-le-feu. Dès lors, le principal reproche à faire au Gouvernement du PP est de n'avoir jamais cru réellement dans un processus de paix avec l'ETA. Ainsi, le gouvernement refusa toutes les revendications de l'ETA, notamment celles liées au rapprochement des prisonniers politiques basques et la libération de ceux de troisième degré.⁸⁴ En outre, les forces de l'ordre espagnoles et françaises procédèrent à la détention des interlocuteurs de l'ETA avec le gouvernement⁸⁵. En résumé, le pacte entre les forces souverainistes n'a pas suffi pour atteindre la paix. L'impatience de l'ETA en ce qui concerne l'augmentation du rapport de force politique entre le Pays Basque et Madrid a eu raison du processus. De plus, il paraît évident qu'aucun effort de dialogue n'a été entrepris entre le gouvernement et l'organisation ETA. Les discussions ont uniquement servi à tester l'adversaire. L'espoir de paix a duré en tout 14 mois. Le 21 janvier 2000, une voiture-piégée tua un colonel de l'armée espagnole à Madrid. Ce fut le début d'une longue série d'attentats.

Durant les mois qui suivirent, de nombreuses arrestations eurent lieu dans le mouvement indépendantiste, touchant notamment de nombreuses organisations sociales et politiques. Les organisations Segi (jeunesse), Gestoras pro-amnistía (prisonniers, répression, amnistie), Xaki

⁸⁴ En Espagne, trois degrés classent les détenus incarcérés dans les prisons espagnoles en fonction de la gravité des condamnations et du temps de détention. Le troisième degré est le niveau atteint en fin de peine autorisant au détenu des sorties de la prison tout en continuant à dormir en cellule. Ce système a comme objectif la réinsertion progressive dans la société du détenu. En ce qui concerne le rapprochement des prisonniers, il s'agit d'une revendication importante de la part des mouvements de la gauche *abertzale*. En effet, durant le gouvernement socialiste de Felipe Gonzales, des mesures de dispersion des prisonniers basques liés aux actions violentes ont été adoptées. L'objectif était d'éloigner les détenus des prisons du Pays Basque dans lesquelles ils pouvaient se réorganiser. En dehors des conséquences pour les détenus, ces mesures supposent également un véritable drame pour de nombreuses familles de prisonniers qui doivent parcourir des centaines de kilomètres pour effectuer une visite à un proche.

⁸⁵ José Javier Arizkuren Ruiz « Kautauri » et Beléen González Peñalva.

(international), la Fondation Joxemi Zumalabe (désobéissance civile) sont interdites et nombre de ses dirigeants incarcérés. En 2000, il y eu, en tout, 700 arrestations, dont 253 comportait l'accusation de terrorisme. Suite à l'échec de la voie de la trêve et des négociations, l'étau se resserrait fortement sur le mouvement indépendantiste. De nouvelles élections anticipées se déroulèrent en mars 2001. Le gouvernement basque reste tout de même nationaliste avec une coalition entre le PNV, EA et IU appuyée par environ 48% de l'électorat. Le PP-PSOE obtient quand à eux 41% des voix, ce qui suppose l'échec de la candidature non-nationaliste. EH obtient seulement sept sièges et du faire face à une scission interne, qui verra la création du parti *Aralar* l'année suivante. En effet, une partie des membres de EH ne comprenait pas pourquoi le parti ne condamnait jamais les violences de l'ETA. EH, pour sa part, prendra le nom de Batasuna, anticipant ainsi une éventuelle illégalité. Le soutien à la violence « ne peut s'expliquer que par un respect maintenu pour la lutte armée, même de la part de ceux qui la condamnent » (Goldring, 2005, p. 51). A partir de là, il existe une Gauche *abertzale* qui condamnait les attentats et une autre qui ne le faisait pas. Le 17 mars 2003, le tribunal constitutionnel rendait illégal Batasuna pour appartenance à un groupe armé, les différents élus de ce parti se regroupent dès lors sous l'appellation *Sozialista Abertzaleak* (Patriote socialiste). Mais les élections municipales qui suivront en 2004 laissèrent, de toute évidence, sans représentants politiques toute une frange de la population qui continue à soutenir ce parti malgré son refus de condamner les actions de l'ETA.⁸⁶

En fin de règne du Parti populaire et avec l'illégalité de HB, la résolution du conflit repose plus que jamais sur les épaules du PNV qui l'a bien compris. Ainsi, le 25 octobre 2003 - coïncidant avec le 24ème anniversaire du statut de Guernica et un mois avant le 25ème anniversaire de la constitution espagnole - le gouvernement basque tripartite (PNV-EA-IU) approuve à Vitoria sa « proposition » tant attendue, d'un nouveau statut politique pour Euskadi, qu'il définit comme une « association libre » avec l'Etat espagnol. Il restera connu sous le nom de « Plan Ibarretxe » du nom du Lehendakari⁸⁷ de l'époque Juan José Ibarretxe. Ce plan provoquera d'importantes

⁸⁶ Suite à son interdiction, la gauche *abertzale*, qui ne condamne pas les attentats, ne pouvait plus se présenter aux élections, cependant elle continue à se constituer en plateforme proposant des bulletins à leurs noms (lesquels sont en perpétuel changement). Selon un recomptage des bulletins indépendantistes regroupés au sein de la coalition *Bildu* pour les élections municipales du 22 mai 2011 et *Amaiur* pour les élections générales du 20 novembre 2011, le mouvement indépendantiste compte à ce jour sur le soutien d'environ 25% des électeurs du Pays Basque espagnol.

⁸⁷ Lehendakari signifie en euskera Président dans le cadre d'une responsabilité politique. En l'occurrence ce terme est utilisé en référence à la présidence de la Communauté Autonome Basque.

tensions politico-institutionnelles⁸⁸ ((Jáuregui, Menéndez, 2010, p. 378). Le 30 décembre 2004, le parlement basque approuva ce nouveau statut grâce aux voix des élus de la Gauche *abertzale*. Cependant, l'Espagne n'était pas disposée à accepter à une décision unilatérale des élus basques et début février 2005 au *Cortes*, la proposition de nouveau statut d'autonomie fut rejetée par la majorité du parlement central. Ce refus renvoie ainsi le projet au parlement basque et situe tout referendum au Pays Basque en dehors du cadre constitutionnel. Cette proposition souverainiste intervient à un moment de tension dans l'espace nationaliste basque, causée par l'existence de l'ETA. Le maintien de la lutte armée divise cet espace en deux blocs : un bloc nationaliste condamnant la violence composé du PNV, EA et Aralar et un bloc nationaliste ne condamnant pas les actions de l'ETA avec comme principal mouvement Batasuna. Le Plan *Ibarretxe* peut ainsi être considéré comme une troisième voie permettant de trouver une solution au conflit basque en conciliant les positions des deux blocs.

1.3.3 Le modèle des deux négociations séparées (2004-2007)

Après les attentats de Madrid qui précédèrent l'élection du nouveau président espagnol José-Luis Rodriguez Zapatero en mars 2004, une nouvelle étape d'espoir allait naître au Pays Basque. L'un des moteurs de cette nouvelle dynamique était le député socialiste au Parlement basque Jesús Eguiguren, lequel se livrait depuis quelques années à des rencontres discrètes avec des personnalités politiques de la Gauche *abertzale* tel que Arnaldo Otegi (Jáuregui, Ángel Menéndez, 2010, p.30). Ces discussions allaient porter leurs fruits, puisque quelques mois après sa victoire électorale, le nouveau président reçut des propositions de dialogue de la part de l'ETA. S'ensuivirent des discussions à plusieurs niveaux avec de nombreux intermédiaires, dont l'église, qui permirent de construire les conditions nécessaires à un nouveau processus de paix. Dès lors tout s'accéléra.

Le processus est aujourd'hui passablement documenté (Eguiguren, Aizpeolea, 2011 ; Murua Uria, 2010, Jáuregui, Ángel Menéndez, 2010). Il démarra formellement par la Déclaration d'Anoeta en novembre 2004, dans laquelle Batasuna présenta publiquement la proposition de créer deux négociations séparées : un premier espace de négociation « technique » entre le Gouvernement et l'ETA, afin de traiter les questions relatives à l'armement et aux prisonniers ; un deuxième espace de négociation « politique » réunissant les partis politiques basques afin de discuter des bases de la solution politique du conflit. En mai 2005, le Président Zapatero défendit

⁸⁸ Les débats politico-identitaires autour du Plan Ibarretxe sont traités dans le cadre du troisième chapitre de cette thèse.

au *Cortes* (Parlement) une motion autorisant le gouvernement espagnol au dialogue avec l'organisation armée. Une nouvelle tentative de résolution du conflit basque était ainsi légitimée dans l'espace public espagnol. Postérieurement, des rencontres exploratoires entre des représentants du Gouvernement espagnol et de l'ETA ont eu lieu en Norvège et en Suisse. Ces réunions ont permis que le 22 mars 2006, dans une vidéo diffusée à la télévision publique basque, des membres de l'ETA annoncent, dans une mise en scène spectaculaire, un cessez-le-feu permanent afin d'initier un processus démocratique entre toutes les forces politiques. Dans sa déclaration, l'ETA demande aux Etats espagnol et français de ne pas mettre d'obstacles politiques à une sortie négociée du conflit. Durant les réunions exploratoires, les discussions sur le processus de négociation aboutirent au schéma suivant : contacts préliminaires ; trêve ; ouverture des deux négociations séparées (militaire et politique) ; accords ; implémentation des accords (Jáuregui, Menéndez, 2010, p. 109).

En juin 2006, le Président du gouvernement annonça l'ouverture de conversations directes avec l'ETA afin d'obtenir la fin de la violence. Affirmant que les forces de sécurité espagnoles avaient vérifié l'inactivité de l'ETA, il précisa que le Gouvernement ne paiera pas de prix politique pour la paix et que le processus sera « dur, long et difficile »⁸⁹. Nous savons aujourd'hui que les conversations entre les agents du conflit ont eu lieu secrètement dans le cadre de deux rounds de négociations en automne 2006 et en mai 2007. Durant ces réunions - effectuées pour certaines avec l'appui technique du Centre pour le Dialogue Humanitaire « Henry-Dunant » de Genève -, deux modèles pour le Pays Basque s'affrontaient : d'un côté, la gauche indépendantiste exigeait la constitution d'une nouvelle Communauté autonome composée du Pays Basque actuel (Euskadi) et de la Navarre avec une consultation préalable de la population ; de l'autre côté, le gouvernement socialiste ne proposait qu'une réforme institutionnelle dans les Communautés autonomes basque et de Navarre, avec la possibilité de constituer un organe commun entre les deux régions, mais en aucun cas la création d'une nouvelle Communauté autonome. Le refus systématique du gouvernement d'entrer en matière sur les propositions du mouvement séparatiste provoqua la décision de l'ETA de mettre un terme au cessez-le-feu le 6 juin 2007. En refusant de continuer à négocier sur cette base, l'organisation armée annonçait qu'elle ne déposerait jamais les armes pour une demi-solution pour le Pays Basque.

L'annonce par l'ETA de la rupture des négociations avec le Gouvernement provoqua l'ire des autorités espagnoles. Pour ne pas devoir payer le prix politique de l'échec du processus de paix

⁸⁹ Déclaration de José-Luis Rodríguez Zapaterro dans l'hémicycle parlementaire le 29 juin 2006.

aux prochaines élections nationales, le Gouvernement socialiste a choisi une nouvelle fois la manière forte pour répondre au défi de l'indépendantisme basque. L'histoire semble se répéter à l'infini au Pays Basque depuis la transition démocratique espagnole, puisqu'aucun des gouvernements n'a été, jusqu'à aujourd'hui, capable de mener à terme un processus de résolution du conflit basque. Encore une fois les pires prévisions ont eu raison des espoirs qu'avait suscités cette nouvelle volonté de dialogue politique pour obtenir une résolution pacifique du conflit. L'ensemble des membres de la direction de Batasuna ont été arrêtés. Pour les milieux indépendantistes, la rupture de la trêve par l'ETA et par conséquent des négociations annonçait le retour des temps difficiles, ceux-ci ne faisant sans le moindre doute que débiter.⁹⁰ Cette fermeté envers l'indépendantisme basque permit à Zapatero de se faire élire pour un nouveau mandat de quatre ans le 9 mars 2008.

1.3.4 La prise de distance avec la violence de la Gauche *abertzale* et la nouvelle trêve de l'ETA (2008-2011)

Suite à l'échec du processus de négociation, l'interdiction des mouvements politiques et sociaux de la Gauche *abertzale* se poursuit avec l'interdiction d'ANV et EHAK. Elle fut consolidée par la décision de la Cour européenne des droits de l'homme de considérer que l'interdiction de Batasuna n'était pas une violation des droits de l'homme⁹¹. Dans cette situation d'exception, le 1^{er} mars 2008, les élections au Parlement basque consacrèrent la victoire de partis non-nationalistes.

Aralar, qui condamne les actions armées de l'ETA, apparaît comme l'un des grands vainqueurs de ces élections avec quatre représentants contre un seul précédemment. Il consacre pour la première fois les vœux de citoyens indépendantistes en désaccord avec la lutte armée. Cette nouvelle réalité, avec l'absence d'élus de l'indépendantisme traditionnel, place le séparatisme basque dans une situation inconfortable. Assiégé et privé de représentation institutionnelle, il se devait de prendre une nouvelle direction au risque de disparaître dans la clandestinité. La nécessité d'un retour dans les institutions démocratiques en ayant en point de mire les élections municipales de mai 2011, la Gauche *abertzale* suivit un processus de débat interne vers la prise de distance de la violence. Ces initiatives rappellent la méthodologie utilisée en son temps en

⁹⁰ En effet, depuis deux procès fleuves (18/98, Gestoras pro-amnistia) mettant en cause une série d'organisations proches de l'indépendantisme basque ont infligé de lourdes condamnations. Les procès contre le journal *Egunkaria* et l'association *Udalbitza* ont pour leur part abouti à des absolutions.

⁹¹ Affaire Herri Batasuna et Batasuna vs Espagne, arrêtés n°25803/04 et 25817/04, 30 juin 2009.

Irlande du Nord (Fisas, 2011, p.141). La présentation de la déclaration de *Alsasua* de la part de la Gauche *abertzale* en novembre 2009 (un mois après que Arnaldo Otegi, leader historique de Batasuna, fut détenu, accusé de réorganiser la Gauche *abertzale*), puis la présentation des conclusions du débat en son sein, dénommé « *Zutik Euskal Herria* », a permis le début d'une détente de la situation politique au Pays Basque. Ces deux démarches politiques étaient des actes unilatéraux de la Gauche *abertzale* estimant que la lutte politique démocratique (pacifique) était le seul cadre envisageable de confrontation pour le conflit basque. Le document *Zutik Euskal Herria* est issu du débat interne que la Gauche *abertzale* a réalisé entre 2009 et 2010 dans les conditions d'illégalité du mouvement qui est le sien. Il développe le processus démocratique qui permettra l'abandon définitif de la violence. Présenté en février 2010, il met en exergue les points suivants :

-
1. *Il existe une masse critique suffisante pour orienter le processus démocratique vers des voies politiques.*
 2. *Il est nécessaire d'articuler un processus démocratique ayant comme base la négociation, l'accord politique et la participation populaire.*
 3. *Les conditions nécessaires au processus doivent se constituer sans ingérences, injustices et sans violence.*
 4. *La lutte des masses, la lutte institutionnelle et la lutte idéologique, la modification de la corrélation des forces et la recherche d'appui international seront les seuls instruments du processus démocratique.*
 5. *Le processus démocratique doit se développer en absence de violence et sans ingérences, se basant sur le dialogue et la négociation entre les forces politiques. Les principes du sénateur Mitchell devront guider le processus de dialogue afin que personne ne puisse utiliser la force ou la menace pour influencer le cours ou le résultat des négociations multipartites.*
 6. *La Gauche abertzale devra disposer d'une formation politique légale, lui permettant d'être présente dans le débat politico-institutionnel et dans la négociation résolutive entre les forces politiques.*
-

Le chemin vers la non-violence est accompagné depuis fin mars 2010, avec la réticence de l'Espagne, par la Déclaration de Bruxelles impulsée par l'avocat sud-africain Brian Currin et signée entre-autres par quatre prix Nobel de la paix, dont Desmond Tutu, Frederick W. De Klerk, Mary Robinson et John Hume. Cette déclaration qui se réjouit des dernières décisions de la Gauche *abertzale* demande, notamment, un cessez-le-feu permanent et vérifiable à l'ETA. Quelques mois plus tard, l'accord de Gernika, réunissant cinq organisations politiques et 25 organisations sociales et syndicales est signé en vue de la création d'un scénario de paix et pour la recherche de solutions démocratiques. Il s'agit en fait essentiellement de la présentation publique de l'embryon du Pôle souverainiste, avec comme objectif la création d'un Etat basque via des moyens pacifiques. Début décembre 2010, une plateforme civile d'appui au processus de paix, dénommée *Movimiento por los Derechos Civiles en Euskal Herria*, demandait également à l'ETA un cessez-le-feu afin de permettre l'accomplissement d'un nouveau processus de paix. Face à cette attente de la majorité du mouvement indépendantiste, le 8 janvier 2011, l'ETA

déclare enfin la trêve tant espérée. L'organisation armée souligne le caractère permanent, général et pouvant être vérifié par la Communauté internationale.

« C'est un événement historique ! Nous pouvons dire que la paix a commencé au Pays Basque »⁹². Ces mots proviennent de Jesús Eguiguren, président du Parti socialiste basque et l'un des principaux interlocuteurs du processus de paix entre l'ETA et le Gouvernement espagnol qui s'est déroulé entre 2005 et 2007. Certes, le politicien ne représente pas le Gouvernement espagnol, mais cela démontre que le Pays Basque est en train de vivre un moment marquant depuis le début de l'année. Le mouvement indépendantiste basque a annoncé, le 7 février 2011, la création d'un nouveau parti, *Sortu*, qui signifie en basque naître, créer, surgir. Ce nouveau parti « rejette et s'oppose à l'usage de la violence (...) y compris celle de l'ETA », ⁹³ a déclaré Rufi Etxebarria, dirigeant historique de Batasuna, lors de la présentation du nouveau mouvement politique à Bilbao. Cette nouvelle formation s'est engagée à se détacher du groupe armé, condition *sine qua non* pour récupérer la légalité perdue en 2003 en vertu de l'application de la loi des partis politiques, pierre angulaire de la stratégie anti-terroriste espagnole. Afin d'aider et accompagner le processus d'éloignement de la violence, un groupe de contact international composé de personnalités internationales s'est proposé de faciliter la normalisation politique au Pays Basque. ⁹⁴

Au Pays Basque, un positionnement contre la violence de l'ETA était attendu depuis longtemps. Si la Gauche *abertzale* met en exergue la démarche unilatérale de cet éloignement, admettant que la situation actuelle demandait l'abandon de la stratégie politico-militaire, en Espagne, on attribue davantage cette nouvelle volonté aux succès de la politique antiterroriste, notamment l'interdiction de la plupart des organisations indépendantistes. Dans ce sens, le Gouvernement espagnol, par la voix du ministre de l'intérieur, Alfredo Perez Rubalcaba, a toujours estimé la sentence du Tribunal de Strasbourg confirmant l'interdiction de Batasuna comme déterminante. En effet, à l'aube du 21ème siècle, la rupture de la trêve de l'ETA en 2007 a causé au Pays Basque des traumatismes chez les défenseurs d'une paix reposant sur un dialogue entre les parties. Depuis ce moment, chaque nouvelle action de l'ETA provoqua des désistements au Pays Basque, en Espagne et à l'international auprès des sympathisants d'une résolution juste, équitable et durable pour le conflit basque. Si l'ETA bénéficiera jusqu'à sa dissolution progressive

⁹² Article in El Correo, 8/02/2011

⁹³ Discours tenu par Rufi Etxebarria lors de la présentation du parti Sortu le 7 février 2011.

⁹⁴ Pour la composition du groupe de contact international, voir p. 85.

d'un noyau dur de sympathisants, elle courrait le risque de voir celui-ci fondre au fur à mesure de la mise en échec de sa structure opérationnelle.

La création du nouveau parti intervient dans le cadre des élections municipales du 22 mai 2011. Le Tribunal suprême décida d'annuler cette candidature.⁹⁵ Immédiatement, une coalition électorale du nom de *Bildu (se réunir)* a été rendue publique. Cette alliance est composée de EA, d'Alternatiba et de la Gauche indépendantiste. Contre toute attente, une décision du Tribunal constitutionnel permit, cette fois-ci, à ce mouvement de participer aux élections municipales du 22 mai 2011. Les résultats de ces élections marquent encore les esprits au Pays basque. Contre toute attente et à l'issue d'une campagne électorale incertaine quant à la participation du mouvement indépendantiste, celui-ci a fait quasiment jeu égal avec la Parti nationaliste basque. Sa plate-forme électorale Bildu, fondée en coalition avec deux petits partis légaux, après l'interdiction du parti Sortu par la justice espagnole, devient même la première formation en termes de sièges dans la communauté autonome d'Euskadi. Ce résultat, qui intervient dans un contexte de cessez-le-feu de l'ETA, transmet une fausse sensation de normalisation politique. Car avant d'espérer une institutionnalisation du conflit, un défi reste à affronter: la dissolution définitive de l'ETA. Et là tout reste à faire.







Logo	Parti	Votes	% votes	Sièges
	BILDU	276'134	26.03%	953
	EAJ/PNV	325'968	30.73%	872
	PSE-EE (PSOE)	177'248	16.71%	234
	PP	146'729	13.83%	164
	ARALAR	32'113	2.89%	38
	EB-B	34'591	3.20%	13
	AUTRES	67'999	6.60%	343

Tableau 10 : Résultats des élections municipales 2011 dans la Communauté autonome d'Euskadi (Source : Ministère de l'intérieur espagnol)⁹⁶

⁹⁵ Sortu est depuis légal. Voir plus loin.

⁹⁶ Tableau réalisé dans le cadre de cette recherche.

Le renouveau public du mouvement indépendantiste fait suite au cessez-le-feu annoncé le 10 janvier 2011 par des membres de l'ETA, dans une vidéo à la mise en scène spectaculaire qui leur est propre. Cette déclaration ressemble à s'y méprendre au cessez-le-feu déclaré en 2006. Pourtant, si le nœud du conflit continue à reposer sur le droit à décider du peuple basque (l'autodétermination) et la territorialité (regroupement des régions constituant le grand Pays Basque en particulier les Communautés autonomes du Pays Basque et de la Navarre), le processus en cours se veut fondamentalement différent car il est dirigé par la branche politique. C'est un changement fondamental, car dans les trois précédentes tentatives de résolution à la question basque depuis la transition démocratique espagnole, l'ETA a toujours gardé la main sur les négociations.

Après l'échec des précédents pourparlers de paix, le Groupe international de contact (GIC), groupe de personnalités internationales formé autour de l'avocat sud-africain Brian Currin s'est confié la mission d'accompagner le processus final de l'ETA, au grand dam de nombreux politiciens et intellectuels espagnols, qui voit dans l'initiative du GIC, un processus d'ingérence dans les affaires internes de l'Espagne.⁹⁷ Le Suisse Pierre Hazan⁹⁸, spécialiste de la justice internationale, en fait partie. Il explique que «le Groupe de contact international traduit le fait qu'il existe désormais un espace de discussion pour avancer vers la résolution pacifique du conflit». Pierre Hazan rappelle que «cette nouvelle dynamique» s'est déjà traduite «par la proclamation le 10 janvier dernier du cessez-le-feu unilatéral de l'ETA puis, en février, par la constitution du parti Sortu, dont les statuts rejettent inconditionnellement la violence politique. Selon le Groupe de contact, il remplit toutes les conditions posées par la constitution pour être légalisé. Puis, le 28 avril 2011, les associations patronales ont affirmé que l'ETA avait cessé depuis l'annonce du cessez-le-feu sa politique d'extorsion, qui avait conduit à l'assassinat de quarante chefs d'entreprise. Plus récemment, les élections ont montré la force du mouvement nationaliste basque et la très large adhésion des Basques à la renonciation de la violence. Le Groupe de contact encourage ces développements. » Le Suisse n'écarte pas la possibilité que le Groupe de contact joue un jour le rôle de médiateur entre l'ETA et le gouvernement. En septembre 2011, le Groupe de contact a créé une commission internationale de vérification de la trêve de l'ETA. Cinq experts internationaux constituent cette commission indépendante.⁹⁹

⁹⁷ Article in El Correo, 23/03/2012 ; Article in El País 03/02/2012

⁹⁸ Interview juillet 2011.

⁹⁹ Ronnie Kasrils, politicien sudafricain ; Ray Kendal, ancien secrétaire général d'Interpol ; Chris Maccabe, ancien directeur politique du bureau de l'Irlande du Nord (NIO) au Royaume-Uni ; Ram Manikkalingam,

L'abandon progressif de la stratégie violente par l'ETA connaîtra sa prochaine mise en scène lors du mois d'octobre 2011. Le premier acte s'est tenu le 17 octobre par l'organisation d'une conférence internationale de paix à San Sebastián en présence des personnalités internationales invitées par le GIC comme Kofi Annan, Gerry Adams, Pierre Joxe, Bertie Ahern, Jonathan Powell et Gro Harlem Brundtland avec l'espoir de voir l'ETA renoncer à sa lutte armée. Organisée par l'organisation citoyenne basque *Lokarri*, la conférence a été l'occasion de réunir autour de la paix la majorité des partis politiques, syndicats et agents sociaux et économiques, à l'exception des associations de victimes et du Parti Populaire. La conférence a abouti à la déclaration de *Aiete*, du nom du lieu où a eu lieu la conférence.¹⁰⁰ Dans ces recommandations, cette déclaration signée par les six personnalités présentes à la conférence, soulève les cinq points suivants :

-
1. Nous invitons l'ETA à déclarer publiquement l'arrêt définitif de toute action armée et à solliciter le dialogue avec les gouvernements d'Espagne et de France pour aborder exclusivement les conséquences du conflit.
 2. Si une telle déclaration est faite, nous encourageons vivement les gouvernements d'Espagne et de France à bien l'accueillir et à consentir à l'ouverture d'un dialogue traitant exclusivement des conséquences du conflit.
 3. De notre expérience dans la résolution de conflits, il y a souvent d'autres sujets qui, s'ils sont abordés, peuvent aider à atteindre une paix durable. Nous suggérons que les représentants politiques et acteurs non-violents se rencontrent pour discuter des questions politiques et, en consultation avec la population, de tout autre sujet qui pourrait contribuer à créer une nouvelle ère pacifique. De notre expérience, les observateurs tiers ou les médiateurs facilitent un tel dialogue. Ici, le dialogue pourrait, si les personnes impliquées le souhaitent, être accompagné par des médiateurs internationaux.
 4. Nous conseillons que des mesures conséquentes soient prises pour promouvoir la réconciliation, apporter reconnaissance, compensation et assistance à toutes les victimes, reconnaître le tort qui a été causé et tenter de soigner les plaies, au niveau des individus comme de la société.
 5. Nous sommes disposés à constituer un comité pour accompagner la mise en œuvre de ces recommandations.
-

Le deuxième acte a eu lieu le 20 octobre 2011. Trois jours après la conférence internationale, le mouvement indépendantiste basque déclarait l'abandon définitif de son activité militaire, suspendue depuis le 10 janvier dernier. Une semaine plus tard, dans une interview fleuve au journal *Gara*, l'ETA assurait préparer d'ores et déjà son désarmement matériel. Trente-trois ans après le refus de l'indépendantisme basque de se plier au jeu de la nouvelle Constitution espagnole et un mois avant les élections générales anticipées, l'annonce de l'ETA peut être qualifiée d'historique. Elle confirme d'une façon évidente l'entrée dans un nouveau paradigme. L'arène politique constituera le seul espace où le mouvement indépendantiste mènera désormais le combat pour l'autodétermination des trois millions de Basques répartis entre la France et l'Espagne.

directeur du Dialogue Advisory Group ; Satish Nambiar, général indien, notamment ancien chef de la mission de l'ONU dans l'ex-Yougoslavie.

¹⁰⁰ Palacio de Aiete à Saint-Sébastien

L'électorat nationaliste et indépendantiste a majoritairement compris ce message d'espoir pour la normalisation politique. Ainsi, les élections générales espagnoles du 20 novembre 2011 ont été un véritable plébiscite pour le mouvement indépendantiste, octroyant sept sièges à la coalition indépendantiste *Amaiur* (successeur de Bildu), soit deux de plus que le Parti Nationaliste basque. *Amaiur* parviendra également à décrocher trois sièges au Sénat. Ces résultats démontrent le dernier stade du processus de résolution du conflit en cours. La Gauche *abertzale* est parvenue à réaliser de cette manière la transformation d'une défaite militaire en victoire politique. Impensable deux ans plus tôt, la capacité de mobilisation politique du mouvement indépendantiste aujourd'hui réuni laisse penser à une nouvelle victoire politique lors de la prochaine échéance électorale, les élections dans la Communauté autonome basque en octobre 2012. A moyen-terme, un Lehendakari indépendantiste constitue ainsi aujourd'hui une situation probable.

1.4 Conclusion

Si l'annonce historique de l'ETA du 20 octobre 2011 ne signifie pas la fin définitive du conflit basque, elle marque une étape primordiale dans la transformation du conflit, puisqu'elle permet d'entrevoir le passage d'un affrontement politico-militaire à un conflit exclusivement politique à moyen terme. Ainsi, si cette annonce met un terme à l'utilisation de la violence à des fins politiques par les indépendantistes basques, elle n'est que le commencement d'une nouvelle phase du processus résolutif du conflit basque dont la figure 7 rend compte.

« La résolution du conflit ne doit pas se limiter à faire cesser la violence, mais doit aussi s'attacher à ses origines et à sa nature. Le conflit basque, en dépit de ses contradictions, est en effet un conflit fondamentalement politique nécessitant donc une résolution « politique », tout autant que « policière » (Massias, 2012, p. 19). Cette résolution politique devrait se concrétiser entre les quatre grandes familles politiques du Pays Basque : le PNV qui représente 28% des électeurs¹⁰¹, l'alliance souverainiste composée principalement de la Gauche *abertzale*, de EA et de Aralar (25%) ; le Parti socialiste basque (21 %) ; le Parti Populaire (17%). Les anciens communistes et les écologistes réunis au sein de *Ezker Batua-Izquierda Unida* et les conservateurs de *Unión Progreso y Democracia* complètent le spectre des partis disposant d'une représentation politique au Pays Basque.

¹⁰¹ Chiffres issus des élections législatives espagnoles de 20 novembre 2011.

La prise de distance de la violence de la Gauche abertzale confirmée par l'annonce de l'ETA permet d'entrevoir une négociation des termes de la résolution politique du conflit dans le cadre de l'enceinte parlementaire basque. Impensable jusqu'à récemment, celles-ci pourrait se concrétiser à la suite des élections au Parlement de la Communauté autonome du Pays Basque le 20 octobre 2012. Selon toute probabilité, ces élections devraient permettre le retour en force de l'indépendantisme au parlement basque.

La situation du conflit en 2012, malgré l'annonce de l'ETA, laisse en suspend deux points de négociations fondamentaux qui anime le conflit basque depuis la transition démocratique en Espagne :

1. Un accord sur la question technique liée à l'affrontement armé, considéré comme « lutte contre le terrorisme » par certains et de « lutte révolutionnaire » par d'autres. Cet accord devra régler la question des prisonniers et des exilés du mouvement indépendantiste et celle des armes en main de l'ETA. Les différentes tentatives de négociation réalisées dans l'histoire moderne de l'Espagne ont montré qu'il est extrêmement compliqué d'avancer dans le règlement de ce point. La décision de l'ETA d'octobre 2011 constitue un élément susceptible de faciliter un accord. Suite aux mouvements des Indépendantistes, des décisions du côté de l'Espagne et de la France sont aujourd'hui attendues.

2. Un accord sur les questions historiques, politiques et géopolitiques du conflit, soit la territorialité et le droit à l'autodétermination, entre les forces politiques du Pays Basques. Il s'agit de créer un espace de dialogue politique, soit à l'intérieur du Parlement basque, soit dans le cadre d'un nouvel espace, qui permettrait de discuter d'un nouveau statut politique pour les Communautés du Pays Basque et de Navarre, la question du Pays Basque français étant définitivement traitée à part. Le fait que la Gauche *abertzale* dispose depuis juin 2012, à nouveau, d'un parti politique, *Sortu*, devrait faciliter la mise en place de ce dialogue politique.

Les termes de ce dialogue et les critères de transformation du conflit basque seront analysés dans les chapitres 3 et 4 depuis la perspective médiatique. Le prisme médiatique permettra de poursuivre la description des enjeux dans ce conflit complexe, dans lequel, nous le verrons, les journalistes, engagés dans le conflit, sont soumis à une tension permanente entre leur idéologie politique et la déontologie professionnelle. Avant cela, il convient de présenter les ancrages théoriques de cette recherche soit l'étude des conflits et de la paix, la communication politique et la sociologie des médias et du journalisme.

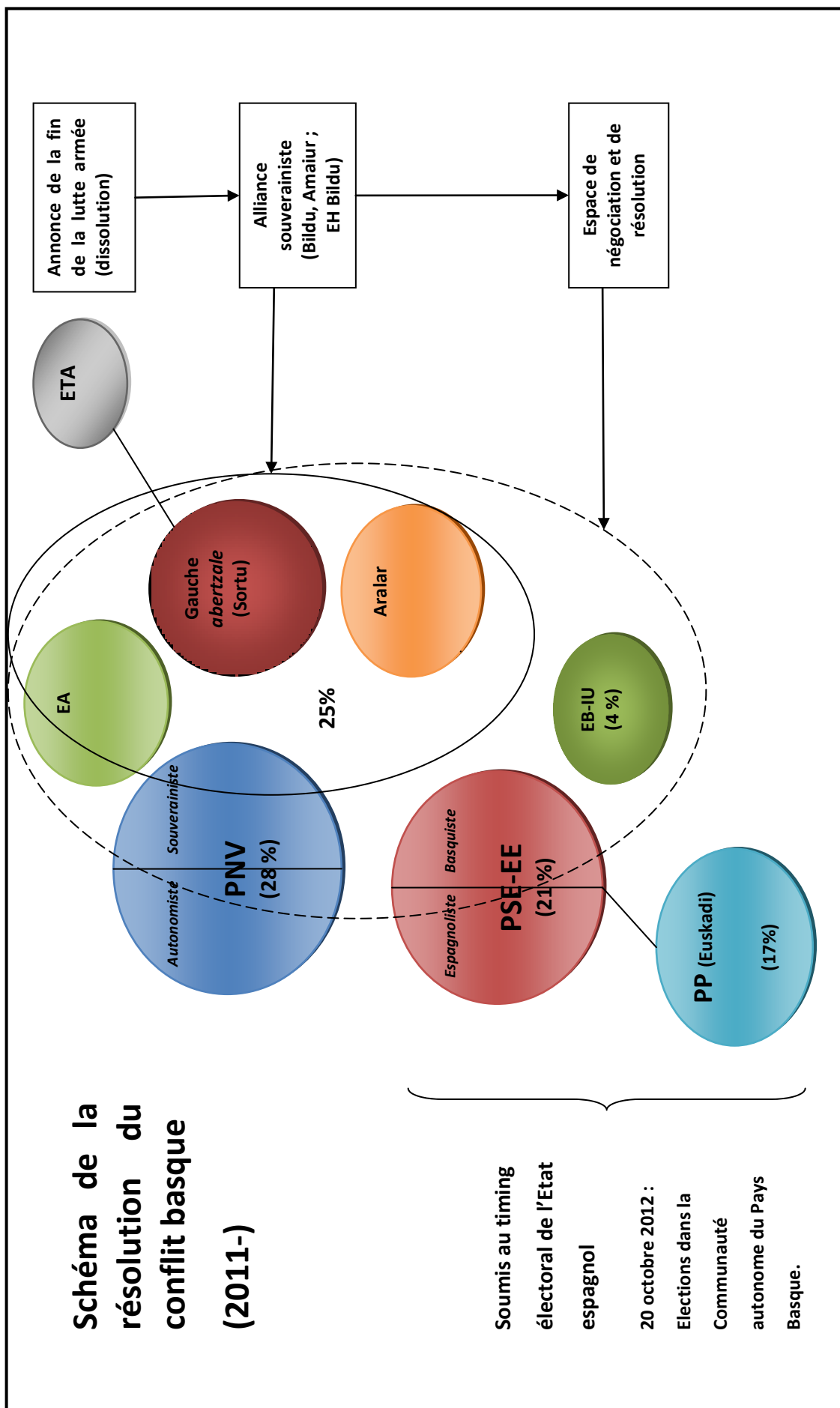


Figure 8 : Schéma de la résolution du conflit basque (2011-)

CHAPITRE II :

LES MÉDIAS ET LA CONSTRUCTION DE LA PAIX. TENSION ENTRE IDÉOLOGIE ET DÉONTOLOGIE

Ce chapitre vise à construire le cadre théorique de la recherche. Les influences théoriques de cette recherche reposent sur trois champs de recherche complémentaires : l'étude des conflits et de la paix, la communication politique et la sociologie du journalisme et des médias. Ces trois ancrages théoriques ont pour objet de tisser le lien complexe entre idéologie et déontologie dans l'analyse du rôle des médias dans la construction de la paix.

La première partie du cadre théorique a pour objet de relier cette investigation aux études des conflits et de la paix (*Peace and conflict studies*). Un intérêt particulier sera porté sur les conflits asymétriques et à la problématique du terrorisme. En effet, un des éléments cardinaux des conflits asymétriques entre un Etat et des groupes armés est aujourd'hui constitué par cette problématique. Cette situation a pratiquement disparu en Europe occidentale, à l'exception du problème basque. Elle est toutefois très présente dans d'autres continents comme en Amérique Latine et en Asie. La deuxième partie centre la problématique dans le cadre des théories en communication politique. En permettant de mettre en relation l'information, la politique et la communication, ce concept fournit un outil fondamental à l'analyse du fonctionnement des sociétés démocratiques. Une attention particulière sera portée sur la notion d'idéologie dans les discours politiques. Enfin, la troisième partie, intitulée le rôle des médias dans la construction de la paix a pour objet de fixer le dernier socle théorique de la recherche en déclinant les outils liés à l'étude des pratiques journalistiques produites par la sociologie du journalisme. D'abord générale et centrée sur les logiques de production de l'information dans les sociétés démocratiques, un premier lien sera réalisé avec les recherches existantes sur le rôle des médias dans la construction de la paix. L'apport de la sociologie du journalisme et des médias a essentiellement pour objet de discuter des contradictions entre les manuels de déontologie journalistique et la réalité des rédactions. Ce sujet sera approfondi dans les deux prochains chapitres par l'étude empirique des discours médiatiques sur le conflit basque.

2.1 Les conflits asymétriques et la construction de la paix

2.1.1 Etudes des conflits et de la paix

La description du rôle du journalisme dans les conflits s'inscrit dans un champ académique plus vaste qui est celui des recherches sur la paix et les conflits (*Peace and conflict studies*). Ce champ identifie et analyse les comportements violents et non-violents des acteurs et les mécanismes et dynamiques des conflits sociaux-politiques afin de comprendre les processus menant vers une amélioration de la sécurité et des conditions humaines (Dugan, M. 1989). Dans les années 70 et 80, les termes d'irénologie (science de la paix) et polémologie (science des conflits) étaient fréquemment utilisés. Ils ont été avec le temps écartés du langage universitaire et les concepts d'analyse des conflits et de résolution de conflit se sont imposés. La configuration des conflits avec la multiplication d'acteurs et d'éléments complexes semble faire de la paix un concept insaisissable et donc indéfinissable pour les chercheurs. Même si, depuis des millénaires, des philosophes, des religieux et des activistes politiques ont écrit et prôné la paix, il est indéniable que les discours sur les stratégies et tactiques de guerre et sur la sécurité dominant depuis toujours les analyses des conflits. La paix est souhaitée par tous, mais les chercheurs qui essaient d'insérer les études sur la paix dans leur domaine professionnel, courent le risque d'être marginalisés ou exclus par leurs pairs (Webel, 2007). Afin de briser cet isolement, un certain nombre de centres de recherche pour la paix ont été créés partout dans le monde depuis un demi-siècle.

2.1.1.1 Qu'est-ce que la paix ?

Comme le bonheur, l'amour ou la santé, la paix se révèle être un des éléments de l'humanité le plus désirable. Mais à l'inverse des premiers, la paix ne s'obtient pas par une démarche individualiste, mais est le résultat d'une harmonie sociale reposant sur un consensus politique, une répartition équilibrée des richesses et une justice équitable. La paix comme la plupart des termes théoriques généraux est difficile à définir. En effet, comme la justice ou la liberté, la paix est souvent reconnaissable par son absence. C'est pourquoi Johan Galtung et d'autres ont créé les termes de « paix positive » et de « paix négative » (Galtung et al., 2002). La « paix positive » signifie la présence simultanée de plusieurs états dans une société comme par exemple l'harmonie, la justice, l'équité permettant de surmonter les violences structurelles et culturelles du conflit. La « paix négative » est définie par l'absence de guerre ou d'autres formes de conflits

violents. Cette deuxième définition de la paix, basée sur la dialectique avec la guerre ou le conflit, domine aisément la première dans la vision occidentale du monde. La paix est avant tout chose considérée dans l'opinion comme une situation d'absence de conflit. A l'inverse, le conflit serait l'absence de la paix. Pourtant, l'antithèse de la paix n'est pas le conflit (Webel, 2007), puisque la paix est insaisissable dans l'absolu. Il n'existerait que des morceaux de paix existant sur la base d'une justice équitable.

Historiquement, le conflit apparait comme inévitable et socialement désirable s'il débouche sur des changements sociaux et/ou politiques (Benasyag, Del Rey, 2007). Ralf Dahrendorf souligne que le conflit (armé ou non) est un facteur nécessaire de tous les processus de changement.¹⁰² Il s'agit d'un instrument essentiel sur lequel l'homme peut s'appuyer pour se développer et s'améliorer. Dès lors, il est nécessaire de comprendre comment les sociétés engagées dans les conflits évoluent à travers ceux-ci. Les conflits peuvent ainsi paradoxalement amener la paix dans une société en provoquant des changements fondamentaux de structure de celle-ci. Le conflit se révèle finalement un facteur de dynamisation des changements sociaux et politiques et donc de stabilisation d'une société si les parties en conflit négocient équitablement et de bonne foi. L'existence d'hostilité ne doit donc aucunement s'opposer à la paix, mais au contraire constitue un facteur de transition entre deux situations de relative stabilité. Cette recherche fait le choix d'une définition de la paix en tant que « paix positive », qui est le résultat de cette étape transitionnelle transformant la nature et le contexte du conflit en promouvant une culture de paix.

2.1.1.2 Qu'est-ce qu'un conflit ?

L'analyse scientifique des conflits armés se révèle extrêmement ardue et il est donc nécessaire de préciser l'utilisation du mot conflit dans cette recherche. Par conflit, on entend la poursuite de buts incompatibles par différents groupes. Le terme « conflit » permet de circonscrire l'analyse sur l'opposition entre au moins deux antagonistes. La définition du conflit par le politologue Julien Freund sera utilisée dans cette recherche :

« Le conflit consiste en un affrontement ou heurt intentionnel entre deux êtres ou groupes de même espèce qui manifestent les uns à l'égard des autres une intention hostile, en général à propos d'un droit, et qui pour maintenir, affirmer ou rétablir le droit essaient de briser la résistance de l'autre, éventuellement par le recours à la violence, laquelle peut le cas échéant tendre à l'anéantissement physique de l'autre » (Freund, 1983, p. 65).

¹⁰² Cité par Borrat, Hector (1989): *El periódico, actor político*, Barcelona, Ed. Gustavo Gili, p. 15.

Si la définition de Freund amène une approche générale du conflit et de ses origines, il semble important de préciser que la justification d'une situation de conflit par une personne ou un groupe impliqué est centrée sur les différences. Pour cette recherche, un conflit est également compris comme le résultat de la situation suivante :

« the incompatible needs, differing demands, contradictory wishes, opposing beliefs, or diverging interests which produce interpersonal antagonism and, at times, hostile encounters » (Bonta, 1996, p. 405).

Le terme « conflit armé » désigne une gestion d'un différend reposant sur la violence armée. Ce terme ne détermine pas de niveau de violence et s'applique aussi bien à des conflits internes qu'inter-étatiques, à des conflits classiques entre des armées qu'à un conflit entre une armée d'un Etat et un groupe armé de type guérilla. D'autres termes tels que, « hostilité » ou « affrontement », peuvent également se rapporter à une situation de conflit. L'histoire du droit des conflits armés internationaux montre que le champ d'application de ce régime juridique a été progressivement élargi au fur et à mesure de son développement conventionnel. Tandis que le concept de guerre apparaît déjà dans les traités les plus anciens de droit international humanitaire¹⁰³, les Conventions de Genève de 1949 introduisent pour la première fois la notion de conflit armé dans ce régime juridique. Cette extension fut par ailleurs poursuivie par la suite avec l'adoption du Protocole additionnel I de 1977. Ce protocole fit entrer un type de conflit supplémentaire dans le domaine du droit des conflits armés internationaux, celui des guerres de libération nationale. Cependant, la réalité des conflits armés n'est pas toujours aussi tranchée que les catégories juridiques. Il arrive que certains d'entre eux ne correspondent clairement à aucune des notions envisagées en droit international humanitaire (Vité, 2009).

La résolution d'un conflit signifie que les origines profondes du conflit ont été comprises et rendues inoffensives. Elle implique que le conflit disparaît comme les formes de violence. Ce terme contient une ambiguïté dans la mesure où il désigne aussi bien le résultat que le processus. C'est pourquoi, le terme « processus de paix » regroupant les termes « résolution », « médiation », « conciliation » est généralement utilisé. Les processus de paix peuvent exister sous des formes différentes « selon le type de conflit à résoudre et le nombre et la nature des parties concernées et les médiateurs, spécialistes ou alliés aux yeux des parties » (HD Center, 2007, p. 2). Le terme « processus de paix » sera ainsi privilégié dans cette recherche.

¹⁰³ Voir par exemple les articles 4, 5 et 6 de la Convention de Genève du 22 août 1864 pour l'amélioration du sort des militaires blessés dans les armées en campagne.

2.1.1.3 La résolution des conflits

La recherche de la paix est intrinsèquement liée avec la résolution de conflit. Le champ de la résolution des conflits, comme d'autres champs théoriques, est composé d'intérêts divergents, de présupposés concurrents et contradictoires ainsi que de processus évolutifs qui décrivent la réalité et en même temps l'influencent en retour. Décrire l'émergence de la résolution des conflits revient par conséquent à décrire les évolutions de la réalité et les perceptions de cette même réalité dans la construction de la paix. (Marret, 2001) Trois personnalités peuvent être considérées comme fondateurs des théories de la résolution des conflits durant les années cinquante et soixante :

Kenneth Boulding (1910-1993). Quaker américain et professeur d'économie, il fonda en 1957, avec une équipe universitaire le *Journal of Conflict Resolution* et le Centre pour la recherche sur la résolution des conflits. Connus pour son approche pragmatique, les publications de Boulding portaient sur la prévention de la guerre, essentiellement à cause de l'échec du domaine des relations internationales en cette matière. Son livre, *Conflict and Defense. A General Theory* (1963), soutient la thèse du déclin de l'État nation, alors que ses *Perspectives on the Economics of Peace* soutiennent que les prescriptions conventionnelles des relations internationales n'étaient pas en mesure de reconnaître, ni même d'analyser, les conséquences de ce déclin. Si la guerre est le résultat de caractéristiques inhérentes au système des États souverains, il devrait dès lors être possible de le réformer par une réorganisation internationale, ainsi que par le développement de la recherche et de l'information. La collecte et l'analyse des données pourraient permettre de mieux comprendre de manière scientifique la construction progressive des conflits, et de remplacer les fausses perceptions qui naissent sur le terrain de la diplomatie.

Johan Galtung (1930-), mathématicien et sociologue norvégien, il créa plusieurs instituts de recherche pour la paix dont le dernier *Transcend* qu'il dirige aujourd'hui. Il fut également l'initiateur de la célèbre revue *Journal of Peace Research*. L'approche de l'équipe de Galtung se voulait davantage structuraliste en prenant en compte les capacités conflictuelles de l'existence d'injustices sociales. Ses travaux ont eu un impact et une influence sur l'institutionnalisation et le développement des études de paix. Galtung développa la distinction entre la « violence directe » (i.e. des enfants sont assassinés), la « violence structurelle » (i.e. des enfants meurent de pauvreté) et la « violence culturelle » (i.e. tout ce qui nous aveugle ou que nous cherchons à justifier). Il serait ainsi possible de transformer la violence directe en changeant les comportements associés au conflit, la violence structurelle en éliminant les injustices

structurelles, et la violence culturelle en changeant les attitudes des gens (Galtung, 1969). A cette thèse s'ajoute la distinction entre la « paix négative » et la « paix positive » présentée précédemment. Une autre idée importante associée au travail de Galtung est celle du « triangle des conflits », qui se réfère à l'analyse des causes de la violence en trois phases : avant la violence, durant la violence et après la violence (Galtung, 2004). Il fut ainsi le premier à dresser une distinction analytique entre trois tâches qui pourraient être entreprises par la communauté internationale en réponse aux conflits : le maintien de la paix, la construction de la paix et la consolidation de la paix.

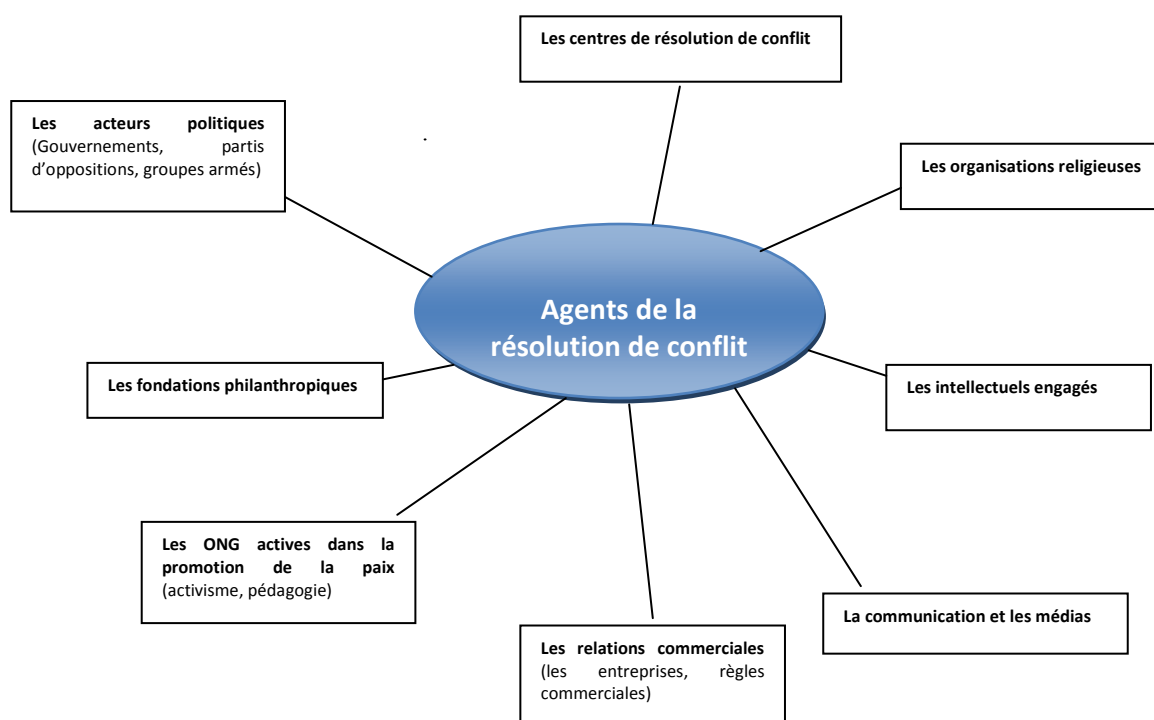
John Burton (1915- 2010), diplomate puis scientifique d'origine australienne, il prit part à la création de la revue *Conflict in Society* et de l'Association internationale pour la recherche sur la paix (IPRA). L'approche de Burton fut influencée par les travaux de Simmel et la théorie des systèmes comme moyen d'explication des comportements coopératifs ou concurrentiels des organisations sociales (notamment les travaux de Schelling sur l'irrationalité dans des stratégies compétitives). Burton commença à développer ses théories sur l'emploi de la communication contrôlée, ou encore la méthode de résolution des problèmes (*Problem Solving*), en matière de conflits internationaux. A l'Université du Maryland, il aida Edward Azar à mettre sur pied le *Centre pour le développement international* et développa le concept de « conflit social prolongé », élément central d'une théorie des conflits internationaux, laquelle combine des dimensions sociales internes et internationales et développe un niveau hybride intermédiaire entre la guerre interétatique et des troubles de nature purement internes (Burton, 1987). Burton fut ainsi en mesure de trouver une réponse à ces conflits prolongés par l'application de la « théorie des besoins humains » (Burton, 1990), laquelle soutient que les conflits prolongés ont pour origine le refus de la satisfaction de l'un ou de plusieurs besoins humains de base, comme la sécurité, l'identité ou la reconnaissance. Pour résoudre un conflit, il faudrait donc analyser, communiquer et satisfaire ces besoins.

Essentiellement anglo-saxonnes, ces approches diverses se sont développées progressivement avec le soutien d'organisations religieuses et pacifistes. Différentes méthodes de résolution de conflit ont pu être essayées dans les conflits de l'époque (Malaisie, Singapour, Indonésie, Chypre). Si un modèle universel de résolution de conflit n'est pas apparu, de nombreux mécanismes sont désormais opérationnels et peuvent être utilisés suivant les contextes et les acteurs concernés. L'un d'eux est la technique de la médiation, développé notamment par Adam Curle (1994). Théoricien de la médiation, il insiste sur l'importance de la médiation non-étatique

et de la réconciliation dans les conflits de la fin du XXème siècle. Selon lui, le médiateur travaille à construire, maintenir et renforcer les communications entre les parties et à leur fournir des informations mutuelles.

Aujourd'hui, le champ de la résolution des conflits, est dans un processus avancé d'institutionnalisation (Marret, 2001, p. 26). De nombreux centres pour la paix ou la résolution des conflits existent dans le monde. Bénéficiant de crédibilités diverses, leur fonctionnement est pour la plupart assuré par des fonds publics. Dans les Etats européens « faiseurs de paix » comme la Norvège et la Suisse, ces centres sont au cœur du processus diplomatique de ces pays. Néanmoins, malgré le professionnalisme et le savoir-faire de ces centres, la crédibilité des processus de résolution des conflits avec leurs lots d'analyses et de critiques dépend essentiellement des intérêts en jeu et des appuis sociaux et politiques au processus en cours. Ces centres de résolution de conflit ont, en partie, leur origine dans les conflits qualifiés comme inextricables (*intractable*). Les sociétés traversées par un conflit violent depuis de nombreuses années sont étudiées pour expliquer les causes du conflit et pour apporter des pistes de résolution.

Depuis la fin de la guerre froide, des formes de conflit non-étatiques sont apparus. Il s'agit de conflits internes à des Etats. Ces nouveaux conflits de caractère asymétriques ont provoqué une adaptation des théories traditionnelles de résolution de conflit qui reposaient sur la notion de conflit symétrique ou inter-étatique. La nouvelle approche apporte une conception plus large de la médiation. Compte-tenu des sources diversifiées des conflits contemporains et de la variété des acteurs qu'ils mettent en jeu, les solutions de médiation doivent théoriquement s'effectuer à plusieurs niveaux, et pas seulement les plus élevés en prenant en compte les diversités socioculturelles. Si dans un conflit interétatique ou symétrique, la médiation se doit d'être externe, dans un conflit asymétrique, la médiation peut être alternative et comprendre différents agents locaux de la société. Il est donc nécessaire de comprendre qu'en ce début de XXIème siècle, étant donné la nature des conflits actuels, la construction de la paix et la réconciliation sont des processus complexes mobilisant une multitude d'acteurs représentant des intérêts contradictoires. Les différents agents de la résolution des conflits peuvent s'illustrer de la manière suivante.



Parmi les mécanismes mobilisés dans le cadre de la résolution des conflits, la transformation du conflit (Vayrynen, 1991, Lederach, 1995) est une option envisagée en matière de réflexion sur la sortie des conflits, en particulier pour les conflits de type identitaire. En effet, si la fin d'un conflit et la réconciliation sont des concepts applicables à une ou plus des dimensions d'un conflit (territoire, politique, économique, idéologique, ethnique, religieux), ces concepts s'appliquent à des conflits qui ne relèvent pas de la recherche de symboles identitaires et dont la solution n'affecte pas de sentiments essentiels (Shinar, 2004). Ainsi, pour résoudre des conflits aux origines identitaires complexes, la transformation des conflits fournit des outils appropriés à ce genre de contexte.

Par la transformation du conflit, il s'agit de mettre en place de nouvelles relations et des structures sociales équitables dans des conflits. Le concept de transformation des conflits englobe les notions d'escalade, de plaidoyer, de travail en faveur des droits de l'Homme, mais aussi de réconciliation et de développement durable. Transformation signifie changement et met en évidence qu'il s'agit des processus et non de solutions rapides. C'est une approche globale qui nécessite un travail systématique dans tous les milieux, à tous les niveaux et avec tous les acteurs. Selon John Paul Lederach (1995), l'évolution des différents groupes qui composent une société passe par une série constante de conflits à travers lesquels chacun de ces groupes se définit une identité propre en se mesurant, de façon violente ou non selon le cas, à ceux qui l'entourent. Soutenant comme Ralf Dahrendorf que les conflits font partie intégrante de la vie même de toute société, Lederach estime qu'on ne peut espérer éliminer ces conflits, et il

s'agit donc de les transformer, c'est-à-dire de leur donner une expression à la fois non violente et plus propice à l'émergence d'une certaine justice sociale. Dès lors, la transformation d'un conflit ne demande pas d'éliminer un conflit, mais de reconnaître le caractère complexe du conflit en question. La transformation d'un conflit est de la sorte un concept prescriptif (Shinar, 2004). Il suggère que, si un conflit est destructif, il peut être transformé et les représentations, les relations et les structures sociales peuvent être améliorées. Si, habituellement, un conflit accentue la perception des différences entre les parties, la transformation d'un conflit permettrait d'améliorer la compréhension mutuelle des cultures entre les populations en conflit. Les médias sont particulièrement amenés à apporter leur contribution dans ce processus de transformation, par leur capacité de communication culturelle entre les peuples. Ce concept sera donc mobilisé dans les chapitres 3 et 4 dans l'étude du rôle de la presse dans la construction de la paix au Pays Basque.

2.1.2 Les conflits asymétriques, raisons d'une inextricabilité

2.1.2.1 Le conflit identitaire, origine d'une asymétrie

Le concept de conflit peut s'appliquer à toute situation d'opposition d'intérêts, menée par des moyens pacifiques ou non. Appliqué au champ politique, il permet de cerner une problématique centrée sur l'affrontement entre différents mouvements politiques. Il définit un nœud composé de divers points de désaccords entre les parties. Ce nœud est particulièrement difficile à défaire dans les cas de conflits identitaires. La dimension identitaire est la clé d'explication de nombreux conflits dans le monde, notamment ceux qui ne trouvent pas de solutions. La dimension politique du conflit n'est en fait qu'un prolongement du conflit identitaire, les mouvements politiques ne faisant que relayer des attachements identitaires existants dans des tranches de la population. Le fondement de tout conflit identitaire est un antagonisme entre un « nous » et un « eux ». Les identités transcendent les conflits, les menant dans tous les excès. Le prisme identitaire amène ainsi à une écriture de l'histoire singulière.

Les conflits identitaires sont, d'une manière générale, des conflits très difficiles à résoudre. François Thual observe « qu'un conflit identitaire est un conflit d'une grande véhémence, car c'est un conflit qui touche au fondement des sociétés, là où l'imaginaire collectif et celui de chacun des membres de la société se retrouvent de façon fusionnelle » (1995, p. 4). Le géopolitologue poursuit en soulignant que « face aux acides déstructurant de la modernité, face à la misère économique, à la désintégration politique, l'identité collective d'un groupe humain

redevient le seul point stable. L'identitaire devient pour la communauté et pour l'individu un des seuls repères structurants. » Le conflit identitaire diffère des autres conflits de type classique par le fait que sa genèse repose sur une peur existentielle, la peur que l'identité même du groupe disparaisse.

Ainsi, malgré la multitude d'acteurs engagés dans la résolution de conflits, certains conflits, par leur durée et leur complexité, semblent difficiles voir impossibles à résoudre et l'idée de réconciliation se convertit en chimère. C'est le cas des conflits identitaires marqués par les traits des identités collectives engagées dans le conflit. Il est impossible d'expliquer ce genre de conflit d'une manière uni-dimensionnelle ou bi-dimensionnelle en fonction de la nationalité, la religion, l'ethnicité, l'idéologie ou le territoire. Ainsi, il est devenu très difficile d'expliquer d'une manière satisfaisante de nombreux conflits dans le monde en fonction de l'une ou l'autre de ces dimensions. Toutes les dimensions du conflit doivent être prises en compte et examinées dans les conflits identitaires. Ce type de conflits, comme ceux existants au Moyen Orient, au Sri Lanka ou au Pays Basque bénéficient d'un ancrage identitaire très important. Cet ancrage fait que ce genre de conflit apparaît comme inextricable ou insoluble (*intractable*) pour certains experts (Lederach, 1998 ; Burgess & Burgess 1996; Kraybill, 1995). Dans une société, la violence a pour but de cristalliser les différences identitaires. Elle occupe la plupart du temps un rôle fonctionnel et contribue à maintenir et consolider l'esprit du groupe ou de la communauté. Elle permet de recentrer des conflits sur des dimensions ethniques, culturelles et religieuses. C'est l'affirmation d'une identité qui devient moteur de la violence (Baud, 2003).

Les conflits identitaires violents, qualifiés en tant que conflits pour l'autodétermination, comme peut l'être celui se déroulant au Pays Basque, repose sur une asymétrie entre les moyens engagés dans le conflit. Ils peuvent être dès lors qualifiés en tant que guerres asymétriques (Courmont, Ribnikar, 2002 ; Baud, 2003). L'origine mythologique de l'asymétrie peut être attribuée à l'épisode biblique du jeune David, triomphant du Philistin Goliath à l'aide d'une simple fronde. L'asymétrie consiste à refuser les règles de combat imposées par l'adversaire rendant ainsi toutes les opérations totalement imprévisibles. Cela suppose à la fois l'utilisation de forces non prévues à cet effet et surtout insoupçonnables (comme les civils), l'utilisation d'armes contre lesquelles les moyens de défense ne sont pas toujours adaptés (armes de destruction massive), l'utilisation de méthodes qui refusent la guerre conventionnelle (guérilla, terrorisme), des lieux d'affrontement imprévisibles (centre-ville, lieux publics) et l'effet de surprise, cette dernière caractéristique étant la plus importante (Courmon, Ribnikar, 2002, p.

29). Contrairement aux apparences, « les stratégies asymétriques n'ont pas pour objectifs de maximiser la violence, mais d'infliger une douleur « juste suffisante » pour provoquer une « sur-réaction », en jouant sur l'image et l'impact émotionnel. Le combat peut alors être porté sur un autre terrain que celui où se déroule l'action » (Baud, 2003, p.96). « Dans un conflit asymétrique, le « faible » va s'appuyer sur la puissance du « fort » pour le déstabiliser. La violence du faible doit être suffisamment déstabilisatrice pour contraindre le fort à des actions répressives susceptibles de mobiliser la population constituant la base sociale de la rébellion, tout en provoquant ainsi l'indignation de la population non impliquée directement dans le conflit. La conquête de l'opinion publique devient fondamentale, il s'agit de contraindre le détenteur de la puissance militaire à négocier et à accepter des concessions face au sentiment de lassitude sociale » (Massias, 2012, pp. 20-21). S'opposant au conflit classique – la guerre opposant des adversaires qui travaillent selon une logique semblable -, les conflits asymétriques opposent des adversaires dont les logiques de guerre sont différentes. Alors que dans un conflit « classique », la victoire militaire doit conduire à la victoire politique, c'est l'inverse qui est le plus souvent le cas dans le conflit asymétrique. Comme nous l'avons mis en exergue dans le chapitre précédent en évoquant le conflit basque, l'affrontement a lieu sur le terrain politique ou social, davantage que sur le terrain militaire. La stratégie asymétrique puise dès lors une grande partie de son efficacité dans l'information et la communication, puisqu'elle permet à des acteurs ne disposant que de moyens très limités d'avoir une capacité de nuisance totalement disproportionnée. « Le nerf de la guerre, au XXI^{ème} siècle, n'est plus l'argent, mais la légitimité de l'action. Les capacités guerrières existent, mais la réticence à les utiliser constitue le véritable obstacle. Or, cette légitimité est dans une très large mesure dépendante de la perception du conflit. (...) La guerre de l'information, dans son acception asymétrique, est donc une « guerre de la perception » (Baud, 2003, p. 157).

2.1.2.2 Terrorisme et conflit, difficulté d'une définition

Le Gouvernement espagnol ayant la coutume de souligner que le conflit basque n'est pas un conflit politique mais plutôt un conflit contre le terrorisme, la compréhension du concept de « terrorisme » se révèle pertinent pour aborder ce conflit. Le terrorisme constitue le plus grand ennemi de la paix et peut être considéré à ce titre comme la véritable antithèse de la paix. La recherche de la paix passe donc inévitablement par l'arrêt progressif des actes pouvant être définis comme du terrorisme. Toutefois, la violence qui émerge des conflits identitaires asymétriques comporte une difficulté de définition. Elle a tendance à être régulièrement

qualifiée par les Etats comme terrorisme à cause de la disproportion des moyens militaires engagés. Cependant, qualifier de terroriste l'ennemi dans un conflit relève généralement de la pure démagogie, le concept de terrorisme étant extrêmement polysémique puisque, aujourd'hui, aucun consensus, même chez les juristes, n'existe sur la définition du terrorisme. Ce qui est terrorisme pour certains est considéré par d'autres comme une légitime-défense face à une violence d'Etat.

Il existe actuellement d'innombrables conventions internationales ou régionales relatives au terrorisme. Certaines d'entre-elles ont été élaborées au sein des Nations Unies.¹⁰⁴ Néanmoins, il n'existe pas à l'heure actuelle de définition universellement acceptée du terrorisme. Il en existerait une centaine¹⁰⁵ (Sur, 2008, Schmid, Jongman 1988), bien que les dirigeants mondiaux aient décidé de faire tous les efforts possibles pour adopter une définition commune du terrorisme et finaliser une convention générale relative au terrorisme. Chaque Etat semble souhaiter garder la liberté de définir unilatéralement et par rapport à son propre contexte, ce qu'est le terrorisme. Pour certains Etats, le terrorisme doit inclure le terrorisme d'Etat, une catégorie juridique que d'autres récusent. Pour McCauley (2002), le terrorisme « hors-la-loi » (*outlaw*) fait pâle figure en comparaison au terrorisme d'Etat. Une certitude semble émerger, l'utilisation de la terreur par les Etats « *terrorism from above* » ou par des acteurs non-étatiques « *terrorism from below* » (Webel, 2004) est un obstacle difficilement surmontable lors de tentatives de résolution de conflit.

Les définitions du terrorisme insistent, soit sur la fin poursuivie (violence à des fins politiques ou religieuses) soit sur les moyens utilisés (attentats, assassinats, enlèvement, etc.). Aucune définition consensuelle du terrorisme ne peut donc émerger. La raison en est simple et trop souvent ignorée : il y a au cœur du concept de terrorisme une antinomie et une ambivalence essentielle (Gayraud, Sénat, 2002, p.33). Le mot terrorisme peut à la fois signifier une idéologie ou une technique de combat. Le premier sens vise à donner au terrorisme un sens négatif et sert souvent à qualifier l'ennemi. Définir des opposants comme terroristes contribue à la criminalisation d'une cause. Ce qualificatif permet le délicat glissement entre la catégorie de résistant à celle de terroriste. Pourtant, on ne compte plus les politiciens qui sont passés du

¹⁰⁴ À l'occasion du Sommet mondial, tenu à New York du 14 au 16 septembre 2005, les 191 États Membres des Nations Unies ont tous convenu pour la première fois de condamner clairement et sans réserve le terrorisme « sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, quels qu'en soient les auteurs, les lieux et les objectifs ». Plus d'informations sur <http://www.un.org/french/summit2005/>.

¹⁰⁵ Dans leur livre *Political Terrorism* (1988), Schmid et Jongman recensent 109 définitions. Schmid, Alex P., Jongman Albert J., *Political terrorism: a research guide to concepts, theories, data bases and literature*, Amsterdam, Neth. ;New Brunswick, USA.

statut de terroriste à celui de chef d'Etat ou de Prix Nobel de la paix (Yasser Arafat, Nelson Mandela José Ramos Orta, Gerry Adams parmi d'autres). Parmi les techniques de criminalisation d'une cause, il faut souligner l'utilisation du concept de représailles. Ce terme est un outil très utile dans la guerre idéologique (Chomsky, 2003). Dans le cadre d'un conflit violent, chaque camp présente ses propres actions violentes comme des représailles au terrorisme de l'adversaire. L'usage de la répression et des actes violents disposent ainsi d'une assise idéologique.

Noam Chomsky souligne trois points essentiels pour comprendre cette utilisation du terme « terrorisme » (2003) : il est un contexte crucial dans lequel le terrorisme doit être compris si l'on veut considérer sérieusement ce sujet ; ce sont les crimes des autres, non les nôtres, comparables ou pires, qui constituent le « terrorisme » ; enfin, les concepts de « terrorisme » et de « représailles » sont utilisés à des fins de propagande, non de description.

Un autre sens du terrorisme vise à sortir du jugement de valeur pour aborder un examen des faits. Le terrorisme devient une méthode pouvant être utilisé par tout type d'organisations ou d'Etats. Elle n'implique aucune idéologie particulière et la distinction terrorisme/résistance n'a plus lieu d'être. Dans ce cas, le terrorisme ne correspond aucunement à une idéologie et se caractérise par des actions violentes dont l'objectif est, tout en détruisant des personnes et des biens, d'amener les dirigeants d'un état ou d'une organisation rebelle à des discussions sur des questions politiques, voire religieuses.

Entre ces deux acceptations du terrorisme et parmi la trilogie « acteurs, actes, objectifs (terroristes, terrorisme, terreur) », chacun discute la frontière d'avec « crime », « guérilla », « complot », « révolte », « émeute ». Chacun distingue la bonne Cause, la bonne Lutte et les bons Adversaires. (Huyghe, 2002).

En vertu de l'impossibilité de partager une définition commune, la typification du terrorisme existante dans la Résolution 1566 (2004) du Conseil de sécurité est généralement utilisée en droit international pour délimiter le cadre des mesures antiterroristes mis en place par les Etats.

Cette résolution rappelle

« que les actes criminels, notamment ceux dirigés contre des civils dans l'intention de causer la mort ou des blessures graves ou la prise d'otages dans le but de semer la terreur parmi la population, un groupe de personnes ou chez des particuliers, d'intimider une population ou de contraindre un gouvernement ou une organisation internationale à accomplir un acte ou à s'abstenir de le faire, qui sont visés et érigés en infractions dans les conventions et protocoles internationaux relatifs au terrorisme, ne sauraient en aucune circonstance être justifiés par des motifs de nature politique, philosophique, idéologique,

raciale, ethnique, religieuse ou similaire, et demande à tous les Etats de prévenir ces actes et, à défaut, de faire en sorte qu'ils soient réprimés par des sanctions à la mesure de leur gravité. »

En 2005, la Commission des droits de l'homme de l'ONU a nommé un Rapporteur spécial pour la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans le cadre de la lutte antiterroriste. Le titulaire du poste jusqu'à fin 2011, le Professeur Martin Scheinin, s'efforça avec les moyens limités dont il bénéficia, de faire respecter les droits de l'homme dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Comme tous les autres rapporteurs, il réalisa des visites périodiques dans différents pays et émit des rapports critiques sur la situation.¹⁰⁶ La mise en place de ce garde-fou a été rendue nécessaire par la multitude de mouvements, groupes et groupuscules rangés dans la catégorie du terrorisme.

Pour Gérard Chaliand, la guérilla est l'arme des faibles et le terrorisme celle des très faibles (1988, 2008). La pertinence des analyses de ce spécialiste des guérillas et du terrorisme reste aujourd'hui d'actualité. Il observe que, face à la difficulté de causer des dommages importants à l'adversaire, le terrorisme est devenu de plus en plus une arme politique de type publicitaire pour faire connaître un mouvement ou empêcher qu'on ne l'oublie. Inspiré par cet auteur, une typologie de ce qui peut être classé sous le terme du terrorisme à travers l'histoire internationale est proposée. Cette typologie permet de situer la lutte armée de l'ETA dans un contexte de comparaison mondiale. Au-delà des raisons de son existence expliquée dans le chapitre précédent, cette comparaison démontre que l'utilisation du terrorisme au Pays Basque n'est pas un cas isolé. Dès lors, cinq types de terrorisme sont à référencer.

- **Mouvement de libération à base populaire** ayant une direction politique et des forces armées. De façon classique, le terrorisme n'est qu'une branche spécialisée au sein des forces armées ou une des activités des combattants. (Exemple : Front national de libération du Sud-Vietnam (FNL) ; le FNL algérien ; le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) ; Irish Revolutionary Army (IRA) ; Euskadi Ta Askatasuna (ETA) ; Liberation Tigers of Tamil Eelam (LTTE) ; Fuerzas armadas revolucionarias de Colombia – Ejército del Pueblo (FARC-EP))
- **Mouvements ou groupes anti-impérialistes ou révolutionnaires sans base de masse**, souvent fondés sur la lutte des classes et privilégiant la lutte armée sous la forme quasi exclusive du terrorisme en pays non démocratique. (Exemple : Groupe de Marighella au Brésil ; les Tupamaros en Uruguay ; les Monteneros d'Argentine)

¹⁰⁶ Fin décembre 2008, le rapporteur Martin Scheinin a publié un rapport après une mission en Espagne (A/HRC/10/3/Add.2)

- **Sectes politiques à vocation révolutionnaire dans les sociétés industrielles démocratiques.** (Exemple : Weathermen aux Etats-Unis ; Rote Armee Fraktion (groupe Baader-Meinhof) ; Brigades rouges italiennes, Action directe en France)
- **Terrorisme d'Etat ou para-étatique** qui a comme but de terroriser en liquidant souvent massivement les oppositions effectives ou potentielles. (Exemple : « Escadrons de la mort » au Brésil (1969-1972) ; Guatemala (massacres d'indiens en milieu rural en 1980-1982 ; Paramilitaires en Colombie (jusqu'à aujourd'hui)). Divers Etats utilisent également des commandos spécialisés affectés à des tâches ponctuelles. Nous ne pouvons également ignorer la pratique de la torture par de nombreux Etats.
- **Terrorisme islamiste**, méthode de l'islamisme radical pour stimuler la progression d'une idéologie visant à imposer à la société d'un pays le modèle réel ou supposé de l'islam des origines. Déclinant plusieurs modèles suivant les régions, il prend la plupart du temps ses racines dans une résistance par rapport à une agression. (Exemple : Al-Qaïda ; les Frères musulmans en Egypte ; le Hamas en Palestine ; le Front islamique du Salut (FIS) en Algérie ; les Indépendantistes en Tchéchénie)

2.1.2.3 Le terrorisme et les médias

Afin de se rapprocher de notre objet d'étude, il est utile de s'intéresser à la relation entre médias et terrorisme. Jacques Baud (2003, p. 159) relève trois rôles que joue l'information dans le contexte du terrorisme : elle relaie l'action terroriste dans l'infosphère et dans l'espace humain et s'inscrit ainsi dans la finalité de certaines formes de terrorisme, en apportant un éclairage sur des problèmes dont la communauté internationale se désintéresserait ; elle amplifie l'action et la convertit en panique, contribuant ainsi à la manipulation des esprits ; elle permet d'apporter la légitimité de l'action, quelle que soit la violence qu'elle génère.

L'histoire du terrorisme indique que les groupes terroristes utilisent « l'effet de surprise » pour réaliser des actions de destruction là où l'adversaire s'y attend le moins. Les terroristes veulent aussi faire peur aux populations de l'Etat cible, pour mieux et plus vite imposer leurs conceptions politiques, identitaires ou économiques. Ils entretiennent le sentiment obsessionnel du risque terroriste, contraignant les citoyens de l'Etat agressé à faire preuve de précaution partout et tout le temps (Jeanclos, 2006, p.111). Par ce sentiment d'insécurité permanente, ils obligent les populations à prendre position sur la nature des revendications. Lors d'un nouvel attentat, les organes médiatiques traitent amplement cette information, peu importe la paternité de l'action

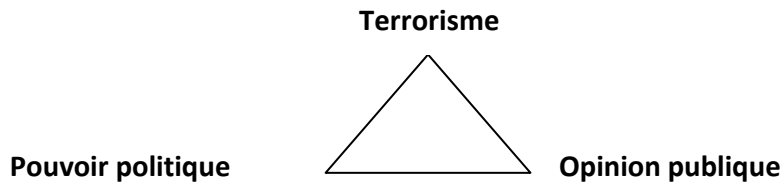
terroriste. De plus, les médias s'empressent, la plupart du temps, d'établir des liens entre l'attentat et d'autres actions similaires, insérant de cette manière, l'action terroriste dans un processus cumulatif. L'action terroriste est ainsi située dans la durée et appartient dès lors à un processus historique. Les entreprises médiatiques attribuent une valeur ajoutée aux actions terroristes, celle de la visibilité médiatique permettant de toucher toutes les populations. Sans l'impact médiatique, une action terroriste n'aurait pas les mêmes proportions et se limiterait à une action armée contre l'ennemi. C'est pourquoi un attentat, par le choix de la cible, de l'arme, du jour, du lieu de l'évènement, a pour vocation de produire un message. Sans le soutien médiatique et la diffusion des actions terroristes, les organisations commettant ces attentats seraient réduites à un message politique limité. Mais, évidemment, la responsabilité des médias ne se situe pas dans l'irruption du terrorisme, mais dans la réponse que les sociétés démocratiques lui apportent (Wieworka, Wolton, 1987, p. 8). Ils accomplissent leur mission première, celle d'informer, mais contribuent aussi à déterminer nos représentations de la menace et des revendications, ainsi que celles des autorités chargées d'y répondre.

L'irruption du phénomène terroriste dans un espace public oblige les Etats concernés à entreprendre un certain nombre d'actions, en utilisant notamment la violence pour s'opposer au terrorisme. Les réactions des acteurs politiques et les mesures mises en place se révèlent différentes selon le type de terrorisme, « international » ou « interne ». Il semblerait que l'engagement de représentations sociales inégales amène également les médias à gérer le terrorisme autrement (Garcin-Marrou, 2001).

Le **terrorisme international** se caractérise par des actions terroristes perpétrées par un groupement au-delà des frontières nationales. Ce terrorisme perturbe l'espace public de façon plus « physique » que symbolique, car les auteurs du terrorisme n'appartiennent pas à la communauté nationale. La signification de la violence n'est pas sujette à controverse et l'unité nationale se retrouve renforcée. Au niveau politique et médiatique, le terrorisme politique entraîne une gestion par l'Etat qui fait généralement l'objet d'un large consensus. Les exemples les plus récents de cette forme du terrorisme sont les attentats de 2001, 2004 et 2005 à New-York, Madrid et Londres.

Le **terrorisme interne**, qu'il soit idéologique ou séparatiste – comme les actions armées en Irlande du Nord ou au Pays Basque –, pose la question de l'unité nationale. Il provoque des désaccords entre les forces politiques sur la manière d'y faire face en raison des limites démocratiques aux mesures de lutte contre le terrorisme. Le terrorisme interne oblige les

médias à faire des choix sémantiques, idéologiques et politiques sur le traitement des événements ayant trait aux actions terroristes. Le terrorisme interne dépasse ainsi l'impact physique de l'action terroriste pour initier un débat politique dans la société. Les stratégies des acteurs politiques et médiatiques s'en retrouvent inévitablement diversifiées.



La triangulation « terrorisme – pouvoir politique – opinion publique » semble ainsi être au centre du traitement médiatique des actions terroristes. L'analyse de l'évolution de cette relation dans le temps permet de comprendre que si le terrorisme a besoin de la dynamique médiatique pour exister, pour faire le « spectacle », – les technologies de l'information permettent la diffusion d'informations en direct –, jamais dans l'histoire les actions terroristes n'ont connu un tel rejet populaire qu'aujourd'hui.

Le concept de lutte contre le terrorisme, développé et mis en œuvre depuis le 11 septembre 2001, agit en tant que concept global et sert de justification aux limitations des droits politiques et de la liberté d'expression dans certaines parties du monde. Un certain nombre de conflits ont ainsi été délégitimés en vertu de la lutte contre le terrorisme. En dehors des mouvements islamistes qui ont été les premiers visés par cette nouvelle doctrine, un grand nombre de mouvements insurrectionnels sont ainsi caractérisés aujourd'hui de « groupements terroristes ». Cette définition vise plus que la criminalisation d'organisations, puisque le caractère terroriste, permet de rendre des idées illégitimes. A titre d'exemple, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), les guérillas des FARC et ELN en Colombie, la New People Army (NPA) aux Philippines, l'ETA en Espagne sont aujourd'hui des groupements politiques bénéficiant d'une légitimité politique extrêmement restreinte aux niveaux national et international. Quatre éléments sont susceptibles d'expliquer le déclin des groupes insurrectionnels et l'oubli de certains conflits : l'installation dans la durée de la lutte armée ; le développement par les Etats de nouveaux instruments répressifs et législatifs pour combattre le terrorisme ; l'incompréhension par la population de l'utilisation de la violence à des fins politiques ; l'information partielle et/ou partielle sur ces conflits véhiculée par les médias dominants. Sur ce dernier point, la répétition d'une caractérisation partielle des termes du conflit et des intérêts des acteurs dans les médias peut fortement orienter la définition d'une réalité au sein de l'opinion publique. La lutte pour

l'autodétermination, pour davantage de liberté ou de justice sociale, s'est ainsi convertie dans certains conflits en simple combat contre le terrorisme. Ainsi, la lutte mondiale contre le terrorisme a permis une mobilisation politico-militaire des langages et des moyens médiatiques sans précédent dans nombreux conflits dans le monde (Fiala, 2006, p. 128). Grâce à cette mobilisation inédite des Etats autour d'une stratégie commune, l'utilisation de la violence à des fins politiques contribue aujourd'hui au discrédit de certaines « luttes » socio-politiques dans l'opinion publique. C'est le cas de lutte pour l'autodétermination du Peuple basque.

2.2 La communication politique

2.2.1 Le champ politique

La notion de champ politique proposé par Pierre Bourdieu permet de construire d'une manière rigoureuse la réalité du « jeu politique » (Bourdieu, 1981). Au même titre que celle de champ journalistique sur le système médiatique, cette notion circonscrit l'espace social dans lequel les acteurs sociaux interagissent sur des sujets politiques. De plus, elle permet de comparer cette réalité construite avec d'autres champs. Par politique, il est entendu « le système qui a pour but d'établir les lois qui régiront la vie commune d'une société, permettront l'organisation de projets collectifs et ordonneront l'allocation de ressources, économiques et matérielles bien sûr, mais aussi symboliques » (Charland, 2003, p. 69). Comme tout autre champ, l'appartenance au champ politique se décide en fonction d'un processus de valorisation sociale de compétences. La « compétence politique » constitue donc la véritable « clef d'entrée » du champ politique. « C'est dire que le champ politique exerce en fait un effet de censure en limitant l'univers du discours politique et, par là, l'univers de ce qui est pensable politiquement, à l'espace fini des discours susceptibles d'être produits ou reproduits dans les limites de la problématique politique comme espace des prises de position effectivement réalisées dans le champ, c'est-à-dire sociologiquement possible étant donné les lois régissant l'entrée dans le champ » (Bourdieu, 1981, pp. 3-4).

Dans la société de l'information, les médias ont un rôle déterminant dans l'évaluation de cette compétence. Cela a pour effet de convertir ceux-ci en « gardiens » du champ politique. Par leur existence, les agents médiatiques produisent des effets sur le champ politique et contribuent donc à sa transformation. En effet, dans ce jeu politico-médiatique, les acteurs du champ politique se doivent de réagir sur ce que les autres membres du champ disent ou ne disent pas. Dans ce sens là, la métaphore du plateau de jeu permet d'illustrer les déclarations et les actions

politiques comme une avancée ou un recul des pions dans le jeu. Le champ politique est ainsi plus que tout autre « un champ de lutte pour transformer les rapports de force » (Bourdieu, 2000, p. 61), les conduites des agents étant déterminées par leurs positions dans la structure du champ.

La structure du champ politique se définit en fonction des luttes symboliques et politiques sur le *nomos* (Bourdieu, 2000, p. 62), soit le principe de vision et de division fondamentale des forces sociales. Ces divisions qui structurent le champ politique peuvent être du type gauche / droite, conservateur / progressiste, riche / pauvre, capitaliste / communiste, population nationale / population étrangère ou identité nationale / identité régionale. Le fond du champ politique se développe en fonction des contenus de la lutte en politique. Ce sont les « idées-force » qui font que l'activité politique est, avant toute chose, une lutte pour des idées. Cette notion précise que les idées en politique donnent de la force en fonctionnant comme impulsion à la mobilisation. L'enjeu commun est le pouvoir sur l'Etat. Les adversaires politiques sont ainsi en concurrence pour le monopole de la manipulation légitime des biens politiques. Il s'agit par ce biais de conduire la société dans le sens des idées, afin d'établir des principes légitimes de vision et de division du monde social. En politique, il s'agit de faire-voir et de faire-croire autrement que les autres acteurs de ce champ. Le champ politique propose « un univers des possibles politiques » pour les profanes délimitant ainsi l'univers du « pensable politiquement » (Bourdieu, 1978). Ceux-ci doivent choisir à qui donner leur voix instaurant ainsi le rite de la bataille pour le pouvoir dans les sociétés démocratiques. En résumé, les idées sont les armes les plus efficaces au cœur de l'arène politique pour convaincre les individus à pencher pour telle représentation du monde parmi les différents mondes possibles proposés par les acteurs du champ politique.

Incrits dans le champ politique, les concepts de « discours politique », « idéologie » et « discours légitime » seront passablement utilisés dans les analyses des corpus dans les chapitres 3 et 4. Il convient, ici, de présenter leurs apports dans cette recherche.

2.2.1.1 Le discours politique

Le discours politique se retrouve dans les débats et les délibérations autour des projets politiques dans le cadre d'élections législatives et gouvernementales régionales ou nationales et, par la suite, dans les orientations que le gouvernement doit prendre sur des dossiers comme la santé, l'éducation, les transports, la constitution, la culture ou en encore le système fiscal. Afin

de comprendre le fonctionnement de ces discours, le cadre conceptuel de la rhétorique permet de définir leurs constituants.

« La rhétorique, en tant que théorie de la communication, nous permet de définir les éléments de base de tout discours, en nous rappelant que ces éléments sont en relations dynamiques. Ceux-ci sont l'énonciateur (celui qui parle), que nous nommons aussi orateur ou rhéteur, l'allocution ou le discours en soi (ce qui est dit), l'auditoire ou le public (celles et ceux à qui l'on parle), le sujet (ce dont on parle) et l'occasion, qui inclut le lieu, le moment et l'événement de l'allocution. Deux de ces éléments sont primordiaux : l'occasion et l'auditoire » (Charland, 2003, p. 70).

« L'exigence, l'auditoire et les contraintes conjoncturelles auxquels le discours doit s'arrimer sont les éléments constitutifs d'une « situation de rhétorique » (Bitzer, 1968). La formulation de Bitzer met en avant l'idée que le discours politique ne doit pas être conçu uniquement en fonction du sens ou de la signification. Le discours est surtout une forme d'agir, reposant sur un caractère forcément « agoniste », c'est-à-dire qu'il agit dans un champ marqué d'oppositions (Charland, 2003, p. 71). « Chaque discours politique valorise une position, défend certaines valeurs, appuie une personne plutôt qu'une autre. Autrement dit, chaque affirmation a sa négation, chaque thèse son antithèse, chaque argument son contre-argument » (ibidem). La théorie de la rhétorique ne prône pas de vérité sur ce qui serait bien ou juste. Elle défend un combat discursif, un *agon*, où les défenseurs d'opinions contraires s'affrontent en tenant des discours les plus convaincants possible. McGee et Martin affirment que le discours politique devrait être conçu en fonction du « pouvoir » et du « vouloir ». Il n'existe aucun critère objectif qui permette de déterminer si un discours politique est raisonnable ou fidèle aux valeurs de la communauté, sauf l'approbation de l'auditoire qu'il vise à convaincre. La « raison » serait un effet du pouvoir et une conséquence de la persuasion (McGee, Martin, 1983, p. 50).

2.2.1.2 L'idéologie

L'idéologie est le fondement du discours politique. Il ne s'agit pas d'utiliser cette notion dans le sens marxiste classique, évoquant l'idéologie comme une « fausse conscience » inculquée par la classe dominante à la classe populaire afin de légitimer un statut et occulter les conditions socio-économiques réelles des travailleurs, mais d'employer ce concept dans son sens général, c'est-à-dire en tant qu'ensemble plus ou moins systématisé de croyances, d'idées, de doctrines, influant sur le comportement individuel ou collectif. La fonction de l'idéologie réside dans la conquête ou la conservation d'un statut social d'un groupe ou de ses membres (Willems, 1970, p.146). Construites par les représentations sociales, les idéologies permettent d'interpréter et de penser la réalité quotidienne. Ce concept découle de la reconnaissance de l'écart qui existe entre le

« vrai » et le discours politique. Ce discours ne donne pas accès à un réel, mais il produit un vraisemblable (Charland, 2003, p. 78).

Le champ politique est le terrain de prédilection des idéologies. C'est dans celui-ci qu'elles se confrontent, débattent, devenant ainsi le centre du débat politique. Ce sont des « états de conscience liés à l'action politique » (Baechler, 1976, p. 21). Elles fonctionnent suivant des logiques de ralliement, de justification, de voilement des intérêts, de désignation et de perception. (pp. 64-105) Le fait que les idéologies soient par essence polémiques donc discutables explique que « le champ idéologique tend à se polariser, quelque soit le nombre des idéologies en concurrence » (p. 60). Chaque idéologie sur une société donnée construit une image de la société (Ansart, 1974, p. 14). Elles simplifient l'analyse de la société et de ses besoins en proposant une présentation ordonnée de la société. Bref, une idéologie est un modèle de société parmi d'autres. Ce modèle doit bien entendu être compris comme un idéal-type pouvant revêtir différentes formes suivant les acteurs sociaux.

Si l'idéologie peut également se trouver dans des images ou des symboles, elle trouve son moyen de prédilection dans le langage. Raymond Boudon définit le concept d'idéologie comme « doctrine reposant sur une argumentation scientifique et dotée d'une crédibilité excessive ou non fondée ». (1986, p. 52). Cette définition se rapproche des rapports de domination si chers à Karl Marx, mettant l'accent sur le caractère de légitimation du discours idéologique. Si bien que, dans une société, il existe au moins une idéologie dominante et une autre dominée. Le discours idéologique légitime un modèle de société et condamne les autres. Dans ce sens, Pierre Ansart souligne que « implicite ou explicite, le discours idéologique est un discours de légitimation. Il s'agit, en disant les raisons d'être d'une organisation, d'en démontrer la valeur éminente, la conformité à la justice. Pour y parvenir, le discours fait communément appel à un « fondement » tenu pour absolu et d'autant plus incontestable qu'il est hors de portée de la vérification (la volonté de Dieu, l'ordre naturel, le développement nécessaire de l'histoire, les aspirations du peuple, la science, ...) (Ansart, 1974, p. 17). Il y a ainsi un modèle de société légitime qui s'oppose à un autre illégitime.

2.1.2.3 Le discours légitime

Le raisonnement idéologique fonctionne ainsi selon le schéma du nous et des autres en définissant l'altérité par l'infériorité. Le discours idéologique porté par des arguments fondés sur la raison définit des idées, des programmes, des modèles politiques pour une société comme

étant les seuls envisageables à un moment historique donné. Ces définitions se font en utilisant un double processus basé sur la légitimation et la condamnation idéologique. Les idéologies organisent, de cette manière, les individus et la société en termes polarisés. C'est pourquoi une idéologie peut devenir génératrice de sacrifice héroïque, poussant certains individus vers le choix de la violence comme moyen de résolution d'un conflit. Il y aurait donc un parallèle avec la foi en une idéologie et en une religion. « Leur différence réside dans le fait que, dans une religion révélée, le salut est accordé par Dieu, au ciel, après la mort, et n'est donc pas vérifiable, alors que dans l'idéologie, le salut est au contraire terrestre » (Morin, 1998).

Comme souligné plus haut, le discours idéologique fonctionne selon une opposition aux autres discours politiques. Les interactions symboliques entre les idéologies sont donc un des éléments centraux pour la compréhension d'un conflit politique. Une situation de conflit crée inévitablement une polarisation des discours. Il est donc nécessaire de fournir une analyse en termes de rapports de force entre les différents discours idéologiques. Ces rapports de force se concrétisent dans les médias comme des rapports de domination symbolique, un discours dominant les autres. En prolongement des travaux de Pierre Bourdieu sur la distinction sociale et sur les usages sociaux du langage dans le débat politique, la logique de distinction idéologique est inscrite dans le langage. « Les usages sociaux de la langue doivent leur valeur proprement sociale au fait qu'ils tendent à s'organiser en systèmes de différences reproduisant dans l'ordre symbolique des écarts différentiels le système des différences sociales. Parler, c'est s'approprier l'un ou l'autre des styles expressifs déjà constitués » (Bourdieu, 2001, p.83). Dans un conflit politique, les individus « choisissent » parmi une sélection limitée de « boîtes à outils » idéologiques. La compétence nécessaire pour parler la langue légitime dépend du patrimoine socio-politique, donc retraduit des distinctions sociales dans une logique proprement symbolique. Au sein d'une société, il y a donc des discours plus légitimes que d'autres. Un discours légitime est un discours autorisé dans certaines situations. Il est nécessaire d'avoir « accès aux instruments légitimes d'expression ». Le discours peut passer ainsi de la légitimation à la stigmatisation suivant les « lieux » d'énonciation. « Il y a une lutte pour le monopole du pouvoir de faire croire, de faire connaître et faire reconnaître, d'imposer la définition légitime des divisions du monde social » (Bourdieu, 1982, p.137). Dans le cas de conflit pour l'autodétermination comme le conflit basque, les discours sont des discours performatifs dans le sens qu'ils visent à imposer comme légitime une définition de la situation géo-politico-sociale. Par ce que Pierre Bourdieu appelle l'acte de magie sociale, ils visent à « instaurer une réalité en usant du pouvoir de « révélation » et de « construction » exercé par « l'objectivation dans le

discours ». La spirale du silence décrite par Elisabeth Noelle-Neumann (1989) est dès lors activée n'autorisant qu'une seule opinion publique, isolant les autres opinions en faisant d'elles des positions dominées dans l'espace public politique. Dominique Wolton (1995) ajoute à cela le fait que « les médias deviennent le seul étalon de la légitimité. Ce qui est connu est médiatisé, donc ce qui est légitime est médiatisé. Ce qui n'est pas médiatisé, non seulement n'est pas connu, mais finalement n'est pas légitime. » De cette manière, de nombreuses voix intermédiaires sont « oubliées » par les entités médiatiques, entraînant en conséquent une simplification par polarisation des problématiques politico-sociales d'une société donnée. Les démocraties se trouvent comme prises en tenaille par les phénomènes de médiatisation, piégées entre deux pôles antagonistes.

2.2.2 De l'espace public à la communication politique

2.2.2.1 L'espace public politique

La notion d'espace public repose sur un cadre théorique solide établi par Jürgen Habermas, autour du « principe argumentatif » (1962 (1978¹⁰⁷)). Ce principe met au centre les discours des acteurs intervenants dans le champ politique. Il est utilisé dans cette recherche pour décrire l'articulation de l'espace de la communication politique sur la problématique basque. Cette partie a pour but d'en définir les grands principes d'action qui reposent sur le discours polémique et la communication spectacle.

L'espace public a comme perspective historique, d'une part la société grecque dans laquelle les citoyens se retrouvaient sur la place publique pour débattre des affaires intéressantes le gouvernement de la Cité et, d'autre part, la société moderne avec « l'espace public bourgeois » lequel institutionnalisera la critique du pouvoir de l'Etat absolutiste comme principe de base des sociétés d'aujourd'hui. C'est alors une sorte de sphère intermédiaire entre la société civile et l'Etat qui se met en place. Elle offre un espace de débat basé sur l'argumentation publique et rationnelle qui n'existait pas par le passé fixant ainsi la base des futures sociétés démocratiques. Toutefois, le débat ne mettait en scène que les élites, il n'était donc pas accessible au public, tel qu'il le fut par la suite avec les médias de masse.

A partir du 19^{ème} siècle, la presse va amener ce débat en dehors des lieux strictement politiques et faire ainsi de la société une affaire publique. Des échanges discursifs plus larges commencent

¹⁰⁷ Traduction de Habermas, J. (1976) *Strukturwandel der Öffentlichkeit Untersuchungen zu einer Kategorie der bürgerlichen Gesellschaft*, Berlin, Luchterhand.

dès lors à cohabiter permettant de dégager une « opinion publique » sur des objets donnés. L'aspect « publicité » de public est extrêmement important puisque le développement de la presse permettra de faire circuler d'autres opinions que celle du pouvoir en place. Elle offrira ainsi un espace de critique face à l'Etat en rendant ces opinions « publiques » dans la société. Même si le développement des médias de masse va continuer à augmenter la taille de cet espace, à modifier sa structure et à changer le type d'acteurs présents, la notion d'espace public appliqué à la politique reste valide pour décrire les interactions et les échanges de discours provoquant polémiques ou consensus. Autrement dit, en prenant une place de premier ordre dans le champ politique, la communication convertit l'espace public en lieu symbolique de confrontation des opinions (Paillart, 1995, p. 14).

Suite au passage de la « société de masse » à la « société médiatique », « l'espace public au sens large est le cadre médiatique grâce auquel le dispositif institutionnel et technologique propre aux sociétés post-industrielles est susceptible de présenter à un « public » les multiples aspects de la vie sociale » (Ferry, 1989). Dans cette définition, l'espace public est la matrice organisatrice des relations communicationnelles d'un problème social dans une société donnée. Un espace public est médiatique, car il est le *medium* de la société. Il médiatise la communication des sociétés avec elles-mêmes et entre elles. Un espace public sert donc également à organiser les discours entre les sociétés. Il est public, car il n'est pas limité à des élites, mais le public est composé de tous ceux qui sont susceptibles de percevoir et comprendre les messages diffusés dans le monde. Les communications politiques deviennent donc publiques, lorsqu'elles sont accessibles à l'ensemble des acteurs sociaux du champ politique. Ces derniers peuvent donc réagir en fonction des interventions disponibles dans un espace public spécifique, l'espace public politique. C'est l'espace de la liberté d'expression sur tous les thèmes politiques qui sont considérés comme publics. Un espace public politique représente une sorte de globe troué, ouvert ou fermé selon les sujets et la position sociale des acteurs dans la structure du champ politique. Il n'est, toutefois, pas uniquement constitué par le débat médiatique sur des objets politiques, mais comprend un espace plus large qui inclut tous les lieux où existe un débat public sur les questions politiques. Les médias se limitent à n'être qu'un « lieu » de l'espace public politique.

2.2.2.2 La communication politique

L'évolution de la manière de faire de la politique dans les sociétés occidentales a été extrêmement importante au cours des cinquante dernières années. L'espace public politique

grandit en fonction du développement de ses fenêtres sur le monde. Ces fenêtres sont les institutions médiatiques basées sur des supports différents comme sont le texte, la voix ou l'image. Certes les médias offrent des possibilités de communication avec les publics, mais ils contraignent également les organisations politiques à penser et repenser continuellement leurs stratégies de communication politique. Ainsi, ces organisations empruntent volontiers les meilleures méthodes de marketing à l'économie pour séduire un électorat toujours plus convoité. De plus, la politique est devenue un domaine où la moindre erreur – même extra politique - peut coûter très cher, car elle est directement accessible au public dans les médias. Cela montre l'importance de la communication dans l'exercice de la politique. Il est devenu indispensable, aujourd'hui, pour une organisation politique de bien savoir communiquer avec son public. Ce qui a amené certains auteurs à évoquer le passage du modèle d'espace public à celui des « relations publiques généralisées » (Miège, 1995, p. 167).

Le concept de communication politique permet d'élargir un concept d'espace public politique devenu trop étroit pour les sociétés médiatiques. En permettant de mettre en relation l'information, la politique et la communication, il fournit un outil analytique fondamental à l'analyse du fonctionnement des sociétés démocratiques. Il élargit l'espace public et permet de centrer la problématique sur le discours politique dans les médias. La communication politique désigne l'ensemble des pratiques visant à établir des liens entre les professionnels de la politique et leurs électeurs, en usant des voies offertes par les médias (article de presse, clip vidéo, courrier électronique, site internet, blog, débat télévisé, ...) (Riutort, 2007, p. 27). Elargissant cette perspective, la communication politique est « l'espace où s'échangent les discours contradictoires des trois acteurs qui ont la légitimité à s'exprimer publiquement sur la politique et qui sont les hommes politiques, les journalistes et l'opinion publique à travers les sondages. Elle est le lieu d'affrontement des discours qui portent sur la politique et dont l'enjeu est la maîtrise de l'interprétation politique de la situation » (Wolton, 1989, p. 30). Cette définition insiste sur l'idée d'interaction de discours contradictoires tenus par des acteurs qui n'ont ni le même statut, ni la même légitimité, mais qui, de par de leurs positions respectives dans l'espace public, constituent en réalité la condition de fonctionnement de la démocratie de masse. Les experts peuvent être ajoutés à ce modèle, lesquels offrent analyses, critiques et commentaires pertinents ou impertinents sur une situation donnée. Afin d'éclairer une situation politique, chaque « camp » a ses bataillons de penseurs venant argumenter la défense rationnelle de leurs idées et positions politiques. Dans les démocraties, ce combat idéologique est la plupart du temps organisé sous la forme de groupes de pression ou de lobbys. Cet affrontement d'idées-

force légitimées est le fondement de la démocratie de masse et c'est ainsi que la communication politique le conceptualise. La communication est structurée avec un double niveau d'énonciation des acteurs (Riutort, 2007, p. 35). Ces derniers parlent en permanence, d'une part pour leurs pairs, c'est-à-dire les acteurs présents dans le champ politique, et d'autre part pour l'opinion publique.

2.2.2.3 Agir dans l'espace de la communication politique

La communication politique est l'espace des conflits et de la polémique. Elle peut être considérée comme une logique d'action influant sur la redéfinition de l'échange politique (Mouchon, 1998, p. 9). Tous les discours politiques ne font donc pas partie de la communication politique. Devant l'intensité que peuvent prendre certains conflits et polémiques, le rôle principal de la communication politique est d'éviter l'enfermement du débat sur lui-même en intégrant les thèmes de toute nature qui deviennent un enjeu politique. Ainsi, la communication politique s'adapte au rapport de force présent sur l'échiquier politique en prenant en compte par exemple les opinions de membres de la société civile. La communication politique gère l'alternance des thèmes dans l'actualité. Elle fait alterner un système d'ouverture aux problèmes nouveaux et un système de fermeture destinée à éviter que tout soit en débat permanent sur la place publique.

« Le double système d'ouverture et de fermeture de la communication assure trois fonctions : il identifie les problèmes nouveaux qui surgissent ; il facilite une intégration de ces derniers dans le débat politique en leur donnant une certaine légitimité ; il exclut les thèmes qui ne sont plus l'objet de conflits ou sur lesquels un consensus temporaire a été trouvé » (Wolton, 1998, p. 36).

Dans l'espace de la communication politique, « il s'agit souvent de s'attacher l'attention, parfois le soutien des journalistes, pour rendre la cause visible et atteindre le « public » » (Riutort, 2007, p. 81). La promotion d'une cause qui mérite l'attention du public demande toutefois aux agents politiques de se conformer à un ensemble de règles précises afin d'en construire la légitimité. La première est liée à la popularité de la cause. Comme l'a montré Boltanski (1984), le succès d'une cause repose sur la mise en œuvre de registres argumentatifs codifiés. Partir d'un exemple individuel pour en faire une généralité permet d'établir une distanciation entre sa propre personne et le sujet de l'énonciation. Par exemple, un cas de torture par les forces de police sera érigé en symbole de pratiques policières généralisées, un suicide en prison permettra de dénoncer les conditions de détention des détenus, etc. Deuxièmement, il faut s'allier le public. Pour cela, il est nécessaire de tenter d'intéresser les professionnels des médias. Dans ce processus de rapprochement avec les journalistes, toutes les causes ne sont pas égales. Trois

éléments, regroupés ou pris séparément, constituent des atouts majeurs pour diffuser des messages sur une cause : 1. Les porteurs de causes doivent disposer d'une légitimité publique 2. Le registre de la « scandalisation » permet un traitement sensationnel de l'information ; 3. Le fait qu'une cause connaisse une véritable unanimité dans une société.

Dans la construction des priorités et des légitimités politiques, les groupes d'intérêts sont aujourd'hui des alliés indispensables et/ou des opposants coriaces aux idées-force véhiculées par les partis politiques. En effet, les partis politiques ne sont pas les uniques moteurs de la participation politique en démocratie. Dans le conflit basque, les associations de victimes du terrorisme détiennent une part d'influence certaine dans le processus politique. Cette représentation de multiples intérêts minoritaires ou majoritaires ont amené plusieurs chercheurs à voir un rôle de transmission des valeurs démocratiques dans les groupes d'intérêts (Berry, 1994 ; Browne, 1995 ; Gais et al., 1994 ; Hecló, 1978 ; Levine and Thurber, 1986). L'univers étendu des groupes d'intérêts peut être ainsi considéré comme une sorte de « ersatz democracy » (Jordan, Maloney, 2007, p. 8). En effet, les groupes d'intérêts parviennent à convaincre des individus à soutenir directement ou pratiquement des groupes défendant des valeurs qui leurs sont proches. C'est le cas de *Greenpeace* pour l'écologie ou d'*Amnesty International* pour les droits de l'homme. Ils sont davantage centrés sur une cause que les partis politiques obligés à couvrir toutes les thématiques dans une démarche de recherche de compromis. Les discours de certains groupes d'intérêts séduisent davantage la population que ceux des partis politiques classiques. Dans ce sens, l'observation de la chute du nombre de membres des partis politiques est à mettre en corrélation avec l'augmentation de la participation active ou passive dans les différents groupes d'intérêts (Jordan, Maloney, 2007, p. 145).

Les groupes d'intérêts ont également un rôle dans la détermination de l'agenda public et du développement des politiques publiques (Berry, 1997, p. 8). Ils constituent un des maillons de la construction de l'agenda politique dans une démocratie. (Jordan, Maloney, 2007, p. 8). Mettre en exergue les fonctions des groupes d'intérêts dans une démocratie revient à s'interroger sur l'articulation des différents niveaux de gouvernement et les modes de fonctionnement des décisions et de l'action publique. Situer les groupes d'intérêts dans le processus de construction de l'agenda politique, c'est souligner l'absence d'un acteur central qui serait seul responsable des politiques élaborées. Ainsi, l'Etat est, de plus en plus, confronté à la participation d'acteurs non étatiques dans des processus politiques multi-niveaux (Grossman, Saurugger, 2006, p. 8).

2.2.2.4 La communication spectacle

Pour une personnalité politique, un mouvement social ou une association, parvenir à obtenir le soutien des journalistes à une cause constitue indiscutablement l'entrée principale dans l'arène de la communication politique. En effet, l'intérêt de journalistes pour un mouvement contribue grandement à sa visibilité dans l'espace public. À l'inverse, le désintérêt des médias peut se révéler préjudiciable à certaines causes. Dans ce processus d'intérêt – désintérêt, les personnalités politiques ont un rôle central puisque celles-ci ont une relation de dépendance avec le champ journalistique. Leur présence dans les médias leur permet de créer une symbolique qu'il ne pourrait pas avoir sans le traitement médiatique.

« Not only do the media report politics, they are a crucial part of the environment in which politics is pursued. They contribute to policy discussion and resolution, not only in so far as they set public agendas, or provide platforms for politicians to make their views known to the public, but also in judging and critiquing the variety of political view-points in circulation » (McNair, 1995, p. 73).

La communication politique est présentée par les médias le plus souvent sous la forme d'un théâtre dramatique. Cette mise en scène est structurée autour de reportages, des interviews, des débats et des commentaires des propres journalistes. Les journalistes deviennent à leur tour acteurs de la communication politique. La capacité des journalistes politiques à commenter et à analyser brillamment l'actualité politique permet à ceux-ci un glissement du rôle d'observateurs à celui d'arbitres des processus politiques. Ce positionnement aurait pour effet que les journalistes seraient susceptibles d'influencer le processus de décision politique (McNair, 2000, p. 171). Ceci explique en conséquence la nécessité d'adopter dans les mouvements politiques, face aux compétences accrues des journalistes, des structures efficaces de relations publiques. Cette position d'arbitre permet aux médias d'occuper la fonction de plateforme intermédiaire entre les politiques et l'audience. Les entreprises médiatiques offrent aux politiques une audience impossible à obtenir avec d'autres modes de communication. En dehors de l'opportunité de diffuser un message à un grand nombre de citoyens, l'interaction entre les médias et la politique permet aux mouvements politiques de mettre en œuvre d'autres processus comme celui de la construction de la légitimité politique, l'articulation entre les partis et les discours politiques et celui de la mobilisation des sympathisants (Blumler and Gurevitch, 1995, p. 13). La conquête du pouvoir politique passe donc sans nul doute par une maîtrise de la partition de la communication politique.

Les concepts de « spectacle politique » mis en exergue par Eldermann (1988) et celui de « événements médiatiques » développé par Dayan et Katz (1992) ont montré que les médias

aident les mouvements politiques à accroître leur influence. Le pouvoir représentationnelle de l'activité journalistique donne aux médias un rôle indiscutable dans la construction de la vie politique et de la diplomatie.

Le spectacle politique intégrant la logique médiatique fait référence aux recherches plus anciennes sur la société ou l'Etat spectacle introduites en France par Guy Debord (1967) et Roger-Gérard Schwarzenberg (1977). Pour Eldermann, le spectacle politique est un processus de construction qui repose sur une négociation et une manipulation du flux de nouvelles dans l'optique d'exploiter un potentiel de présentation d'un sens politique cohérent. L'auteur voit le spectacle politique comme un dispositif dans lequel l'ambiguïté et la subjectivité sont utilisés et exploités afin de constituer le « monde politique » (Eldermann, 1988, p. 95). Le spectacle politique n'a pas pour objectif la compréhension du public ou de rendre intelligible un débat, mais d'utiliser l'emphase dramatique de l'actualité en créant des récits comprenant des « espoirs et des peurs » (ibid, p. 96). Ces récits sont construits autour de conflits et d'antagonismes entre acteurs. Le spectacle politique, en construisant du sens autour d'un conflit politique, convertit les agents politiques en tant que probable régulateur de conflit. Cette insertion au cœur du spectacle médiatique contribue au processus de construction d'une crédibilité et légitimité médiatique. Pour Eldermann, l'incertitude et l'ambiguïté sont la base du spectacle politique. Créateur de polémiques, elles concèdent aux politiques une marge de manœuvre confortable dans laquelle nombre de propositions peuvent être présentées comme solutions aux problèmes. De plus, ces représentations permettent aux politiques d'attirer l'attention du public sur d'autres enjeux (ibid, p. 27). A l'inverse, la certitude et le consensus sont moins attrayants pour les politiques, car ils permettent peu de différenciations entre les mouvements politiques.

Les travaux de Dayan et Katz sur les fonctions et les significations des événements médiatiques fournissent des clés d'analyse sur les implications politiques des événements médiatiques dans la diplomatie. Les événements médiatiques créent des nouvelles ressources pour la diplomatie, dans laquelle la « diplomatie des gestes » peut créer un climat favorable pour faire aboutir un accord (Dayan, Katz, 1992, p. 205).

« The drama of diplomatic media events is one of overcoming differences. When all else has failed, media events may succeed in breaking diplomatic deadlocks or in surmounting stalemates by creating a climate conducive to negotiation, one in which the public signals its anticipation of reconciliation » (ibid, pp. 204-205).

Les événements médiatiques ont un certain nombre d'effets sur l'opinion publique et sur les institutions politiques comme : aider à renforcer le statut des participants et des thématiques impliqués ; rendre explicite la personnalisation du pouvoir ; créer des espérances de transparence ; enlever le besoin d'intermédiaires ; reconfigurer les relations sociales (ibid, pp. 213-14)

En résumé, la création d'événements médiatiques unie à la « politique spectacle » permet aux politiques d'utiliser la couverture médiatique de l'actualité en tant qu'outil de communication. Cette communication politique est un art subtil dans lequel les politiques ont autant à gagner que les journalistes. Cependant, il faut garder en tête que la communication politique est un processus extrêmement complexe ayant des effets parfois imprévisibles. (Negrine, 1996, p. 175). Dans les chapitres 3 et 4, nous appliquerons ce concept à l'analyse de la transformation du conflit basque. Avant cela et afin de préciser notre approche théorique, il est utile de présenter l'état des études sur le rôle des médias dans la construction de la paix et les grands principes liés à la production de l'information.

2.3 Le rôle des médias dans la construction de la paix

Pour la population concernée, une situation de conflit crée un contexte de demande maximale d'informations (Charon, Mercier, 2004), compte tenu du fait que le conflit intervient à propos d'enjeux perçus comme considérables pour les individus (territoriaux, linguistiques, politiques, économiques, religieux, etc.). Ces enjeux ont souvent des répercussions concrètes pour l'individu et la collectivité, ce qui déchaîne des passions et le besoin d'informer et d'être informé. Face à cette demande, les médias sont amenés à mobiliser des moyens importants pour fournir des informations de qualité. Ils déploient ainsi les meilleurs professionnels qu'ils ont à disposition (reporters, chroniqueurs, experts) pour offrir à leur public des scoops déterminants et des commentaires avisés. Pourtant, « forte demande et débauche de moyens aboutissent (...), cruel paradoxe, à une situation où l'information est souvent de mauvaise qualité, partielle, partielle ou franchement manipulée » (Charon, Mercier, 2004, pp. 8-9). Ce paradoxe s'explique, d'une part, par le fait que les agents du conflit gardent le secret sur leur activité afin de préserver tout effet de surprise et, d'autre part, car les médias n'ont pas accès aux mêmes sources d'informations suivant la mouvance politique dans lequel le média est situé.

La demande exceptionnelle d'information en temps de crise ou conflit place les médias dans une situation centrale - encore plus qu'en situation « normale » - , au regard de la transmission de

l'information. Les conflits armés constituent ainsi un terrain propice pour évaluer le rôle des médias dans les sociétés (Rieffel, 2005). Au même titre que les affrontements violents, l'annonce de l'ouverture d'un processus de négociation entre les parties en conflit est une information suscitant l'intérêt de la population.¹⁰⁸ Les médias sont donc appelés à relayer et à commenter les informations sur le sujet afin que chacun puisse juger de l'opportunité d'un tel processus. Le processus de négociations en tant que tel – les négociations entre les parties – offre beaucoup moins de contenus pour les médias. Comme il en résulte une difficulté d'écrire sur le sujet, chaque faux-pas des parties (dérapages discursifs, accrochages armés, attentats, vols d'armes, etc.) aura tendance à supplanter à la une des médias le processus de négociation en tant que tel. Il ne s'agit pas de donner une puissance démesurée et hégémonique aux médias, mais, inscrits dans la logique et la réalité des médias modernes, les événements se déroulant dans un conflit (y compris les processus de résolution) sont dépendants et construits par les interactions médiatiques. Certains auteurs vont jusqu'à dire que, sans médias, il n'y aurait pas d'événements. (Mouillaud, Tétu, 1989) Les médias, maillon indispensable au fonctionnement du champ politique dans les démocraties, sont ainsi devenus indispensables aux parties en conflit pour communiquer. Les médias, pour leur part, ont une dépendance moindre vis-à-vis des agents du conflit, étant donné qu'ils ont d'autres événements à couvrir. C'est justement cette asymétrie qui donne encore plus de pouvoir aux médias (Ellis, 2006, p.107).

Pourtant, le rôle premier des médias est de diffuser des informations sur des faits, des analyses et des opinions à propos d'événements, de conflits, de débats de société concernant un espace social. Les médias se convertissent ainsi en une sorte de médiateur d'une société donnée. (Koren, 1996, p.7) Dans une société conflictuelle, les médias peuvent passer du rôle de médiateur à celui de représentant des groupes sociaux engagés dans le conflit. Il y a, de ce fait, une tendance à la polarisation dans le champ médiatique entre la gauche et la droite au niveau politique, entre le public et le privé au niveau économique et entre le nationaliste et l'universaliste au niveau identitaire. Sur ce dernier point, l'apport d'Hector Borrat sur la presse dans des situations de conflits est à souligner. (Borrat, 1989, p.16) Se basant sur les travaux de Ralf Dahrendorf, il distingue le journal comme acteur du conflit ou comme acteur de consensus. Le journal est ainsi, soit un acteur inséré dans le conflit comme tous les autres acteurs, soit il se

¹⁰⁸ Les annonces de trêve ou de cessez-le-feu démontrent la plupart du temps un savoir-faire dans la communication médiatique. En témoigne, les mises en scène spectaculaires de certaines annonces, notamment celle de l'ETA, le 22 mars 2006, déclarant un cessez-le-feu *permanent*, qui a fait la une de nombreux médias européens. Dans une vidéo de 10 minutes, trois représentants de l'ETA cagoulés exposaient les raisons de la trêve.

situe dans une position extérieure au conflit occupant le rôle de médiateur. Le média interviendrait donc avec une double logique lors du traitement de l'information. Il défendrait les intérêts de ses « proches » politiques et économiques tout en se définissant envers ses derniers comme médiateur de la société. Il condamnerait les propos des autres tout en cherchant à légitimer cette stigmatisation auprès des siens.. La situation de conflit pousserait ainsi les médias à se positionner en fonction des intérêts identitaires auxquels ils sont rattachés, mais quand la paix entre deux sociétés ou communautés rivales est en jeu, les médias pourraient-ils effectuer une décentration cognitive et se positionner en faveur de la paix ? Afin de répondre à cette question, il est important de replacer celle-ci dans les études sur les logiques de production de l'information.

2.3.1 Les logiques de production de l'information

2.3.1.1 Le système médiatique de la production de l'information

Si l'on en croit l'article 1 de la Charte de Munich, les journalistes sont censés être au service de la vérité : « Respecter la vérité quelles qu'en puissent être les conséquences (...) et ce, en raison du droit que le public a de connaître la vérité. »¹⁰⁹ Dans la plupart des pays occidentaux, les éditeurs des médias, les syndicats et les organes réunissant les journalistes et les médias font la promotion de règles déontologiques à respecter dans le cadre des pratiques journalistiques et rappellent les droits et les devoirs des journalistes. Ces chartes et déclarations se limitent pourtant au stade des recommandations et il n'existe pas encore de contrôle-qualité sur les contenus journalistiques comme c'est la règle dans les domaines industriels, la formation ou l'aide au développement. Les mécanismes de contrôle des médias se limitent à une révision en quatre étapes, celle du média publiant l'information, celle de la concurrence, laquelle, par la reprise de celle-ci, contribue à sa validation, celle du verdict du public, qui peut applaudir ou rejeter une nouvelle, enfin celle des tribunaux auprès desquels des plaintes pour atteintes à l'honneur ou diffamation peuvent être déposées. Ainsi, les entreprises d'information ont pris les devants sur le sujet de la qualité de l'information qu'elles diffusent par des déclarations de principe ou, parfois, par l'élaboration de codes de pratique journalistique. Ainsi, d'une manière générale, les chartes éditoriales des médias s'engagent à traiter les informations avec le maximum d'objectivité et de déontologie afin de relater avec précision, équilibre et indépendance les faits importants d'une région, d'un pays ou du monde. Pourtant, il n'existe pas

¹⁰⁹ Charte de Munich (Syndicat de journalistes de la Communauté européenne, de la Suisse et de l'Autriche, 1971)

une réalité ou une vérité, mais des variations dans les perceptions selon les individus et les groupes sociaux. C'est une question de représentations sociales et d'idéologies. Roselyne Koren remarque l'impossibilité de la neutralité de l'écriture journalistique en expliquant que « l'objectivité et la subjectivité discursives ne sont cependant pas les termes d'une alternative où chacun de nous serait libre de choisir au nom de conceptions diverses de la déontologie langagière, mais deux constituants essentiels du discours, articulés l'un à l'autre par de multiples liens » (1996, p. 7). Les médias, s'ils sont un miroir, ne sont qu'un miroir déformant ou plutôt plusieurs miroirs qui témoignent chacun à sa façon, d'une parcelle amplifiée, simplifiée, stéréotypée, du monde (Charaudeau, 2005, p.12). Face à cette complexité construite par le facteur humain dont dépend l'information, il est nécessaire de réduire les analyses et de procéder à une synthèse du processus de production de l'information par les médias et les journalistes.

Pour expliquer le fonctionnement des sociétés médiatiques, Jean-Pierre Esquenazi (2002, pp.26-27) explique que « notre réalité est à la fois un monde commun, un univers que nous supposons partagé, et un espace social, un domaine où s'affirment différenciations et luttes sociales. Il poursuit en soulignant que « les médias rencontrent sans cesse cette double définition de la réalité dans leurs pratiques. » Les médias sont donc continuellement écartelés entre l'illusion de l'objectivité et les subjectivités les plus prononcées. Le monde commun n'ayant de sens que pour une communauté donnée, il est construit par un processus d'institutionnalisation de la société. L'espace social est le lieu de l'affrontement de ces représentations du monde. De son côté, Paul Beaud indique que la dimension fondamentale de l'activité médiatique est de mettre en discours les représentations, l'histoire, la symbolique sociale d'une communauté. A ce sujet, il soutient : « autant que la rhétorique, c'est l'ensemble du vocabulaire utilisé dans les médias qui contribue à fixer les cadres de références en dehors desquels aucun débat n'est jugé possible. L'activité sociale des médias consiste à délimiter le nombre des définitions permises » (Beaud, 1984, p. 292). De cette manière, la recherche de la vérité par les médias telle que stipulée par la Charte de Munich semble davantage au service de groupes sociaux ou communautés qu'au service de la société dans son ensemble.

2.3.1.2 De l'événement à l'événement médiatique

L'approche systémique de la production de l'information (Mathien, 1989, 1992) permet, par la construction de liens entre les différents acteurs et mécanismes du système médiatique, une compréhension globale du processus de la production de l'information. Le systémisme permet,

en se situant à un niveau transdisciplinaire, de mettre au centre de la théorie, non pas une unité simple, mais une unité complexe, un « tout » qui ne se réduit pas à la « somme » de ses parties constitutives (Morin, 2005, p. 29). Cette recherche, centrée sur les nouvelles d'actualité, questionne le processus de transformation de phénomènes et occurrences inédits, insolites ou mobilisant un grand nombre de personnes en événement puis en événement médiatique. Il faut observer qu'un événement médiatique peut exister sans événement réel. Un non-événement peut ainsi être propulsé événement médiatique. Quelles sont les filtres par lesquels doit passer une information pour être consacrée événement ? Quelles sont les pratiques journalistiques mobilisées dans la lecture événementielle d'un fait ? Pour répondre à ces questions, il est nécessaire de revenir à la base de l'événement en affirmant qu'un événement n'a pas besoin des médias pour être qualifié comme tel, mais sa diffusion à la population repose sur la communication de masse.

« Un événement produit une modification d'un état du monde qui fait que les êtres subissent un changement, passent d'un état un (E1) à un état deux (E2), provoquant un changement de l'ordre des choses, une déstabilisation d'un état stable qui dans son immuabilité se donnait comme évidence de l'organisation du monde et il implique que cette modification soit perçue par des sujets (ou que ceux-ci jugent qu'il y a eu modification) » (Charaudeau, 2005, p. 82).

L'événement provoque une rupture inattendue de l'ordre des choses. Ainsi toutes les occurrences ne sont pas des événements. « Sociologiquement, une occurrence prend le statut d'événement selon le potentiel d'actualité, de saillance et de prégnance qu'elle pourra manifester » (Rebelo, 2006, p. 57).¹¹⁰ En résumé, l'occurrence a donc plus de probabilités d'être considérée comme un événement lorsqu'elle se produit dans notre espace et dans notre temps, lorsqu'elle provoque une rupture dans notre cadre de vie et lorsqu'elle nous incite à reconstruire ce cadre de vie momentanément perturbé par le fait inattendu.

Autrement dit, outre les changements matériels, il faut mettre l'accent sur les ruptures dans les idéalizations du monde, la déstabilisation non seulement d'un état stable, mais aussi d'un horizon d'attentes, de croyances, largement partagées et stabilisées (Mercier, 2006, p.24). L'événement médiatique se produit quant le récit journalistique s'empare d'une triple projection du temps (Flageul, 2002, pp.21-25) : un mouvement en arrière, dans le but de découvrir certaines causes, provisoirement présentées comme étant primordiales ; une reconstitution des chemins possibles, depuis les causes détectées jusqu'aux effets observés ; un prolongement de ces chemins par une anticipation des conséquences. Le présent factuel est construit, par conséquence, dans le contexte du passé et du futur (Rebelo, 2006, p.59). La mise en perspective

¹¹⁰ Les concepts de saillance et de prégnance ont été mis en avant par Patrick Charaudeau (2005).

est ainsi indissociable du récit journalistique. La conséquence est que tout événement est orienté. Mouillaud et Tétu soutiennent que le « fait » et l' « événement » n'ont ainsi pas le même statut. « Le « fait », c'est le paradigme universel qui permet de décrire les événements, une règle de leur description (le codage de toute expérience quelle que soit la nature et l'origine). L'événement, (lorsque nous parlons d'événement « orienté »), désigne une exigence de la représentation. Le choix d'un programme parmi les différents programmes possibles dépend des positionnements de l'écran, mais il n'affecte pas le code (le modèle du « faire ») qui sert à le décrire » (Mouillaud, Tétu, 1989, p. 21). Entre ces différentes définitions, nous retiendrons dans le cadre de cette recherche que la représentation de l'événement est aussi voir plus importante que le fait brut. L'événement n'est ainsi difficilement compréhensible sans cadres contextuels et représentationnels.

2.3.1.3 Journalisme et complexité

Les journalistes font face à une difficulté dans l'appréhension d'événements ayant lieu dans un environnement complexe. Le risque de la superficialité et de l'approximation dans la restitution des événements par les journalistes fait partie du quotidien du métier de journaliste. Aveuglés par l'effet de loupe sur la partie immergée de l'iceberg, les médias et les journalistes paraissent aujourd'hui assez démunis face à la tâche de décodage-réencodage qui leur incombe (Watine, 1997, p.15). Parce que les faits bruts n'existent pas, les phénomènes complexes comme la violence politique, illustrant des changements sociologiques d'une société ou ceux liés à l'actualité internationale, demandent une mise en perspective, un recul historique et des compétences spécifiques. « L'immense variété de l'actualité, renforcée par la multiplication des sources et la complexité croissante du monde, condamne de plus en plus de journalistes « touche-à-tout » à un papillonnage approximatif qui conduit au mieux aux lieux communs, au pire aux contresens les plus redoutables » (idem, p. 18). Un journaliste de presse quotidienne, même s'il le voulait, n'a pas les moyens d'appliquer une méthode scientifique au traitement de l'information. La logique économique dominant le monde des médias exigeant des scoops et des nouvelles pour le public le plus large appauvrissent les pratiques journalistiques actuelles. Ceci a amené Dominique Wolton à affirmer à son sujet qu'elle « est au moins aussi menaçante pour la liberté de la presse que la répression politique » (1997, p. 220). Ce n'est pas qu'elle suppose un danger physique pour les journalistes, mais cette logique circonscrit les médias de masse dans le paradigme de la simplicité, en réduisant l'explication des événements à des principes généraux, à une polémique ou à une opposition entre antagonistes.

2.3.2 Vers un modèle de la production de l'information

2.3.2.1 Modèle de production de l'information

En mobilisant les recherches en sociologie des médias et du journalisme, cette partie entend présenter les outils permettant l'étude des pratiques journalistiques. Ces recherches contribuent à expliquer le fonctionnement des médias dans les sociétés démocratiques, ainsi que les contraintes qui déterminent le travail des journalistes dans les médias d'information (Chalaby, 1998 ; Charaudeau, 2005 ; Lemieux, 2000, 2003, 2004 ; Neveu, 2001 ; Koren, 1996 ; Schlessinger, 1992 ; Palmer, 1983). Ce champ de recherche permet de comprendre le débat autour de l'objectivité de l'information. L'apport de ce champ à notre recherche a essentiellement pour objet de discuter des contradictions entre les manuels de déontologies journalistiques et la réalité des rédactions. Face à cette complexité construite par le facteur humain dont dépend l'information, il est nécessaire de prendre en compte le processus de production de l'information par les médias et les journalistes (Mathien, 1989, 1992). La figure 8 propose un modèle de production de l'information que nous utiliserons dans les parties empiriques (chapitre 3 et 4). Le concept de cadre et les principes de sélection de l'information par les journalistes sont à l'origine de ce modèle élaboré dans le cadre de cette recherche

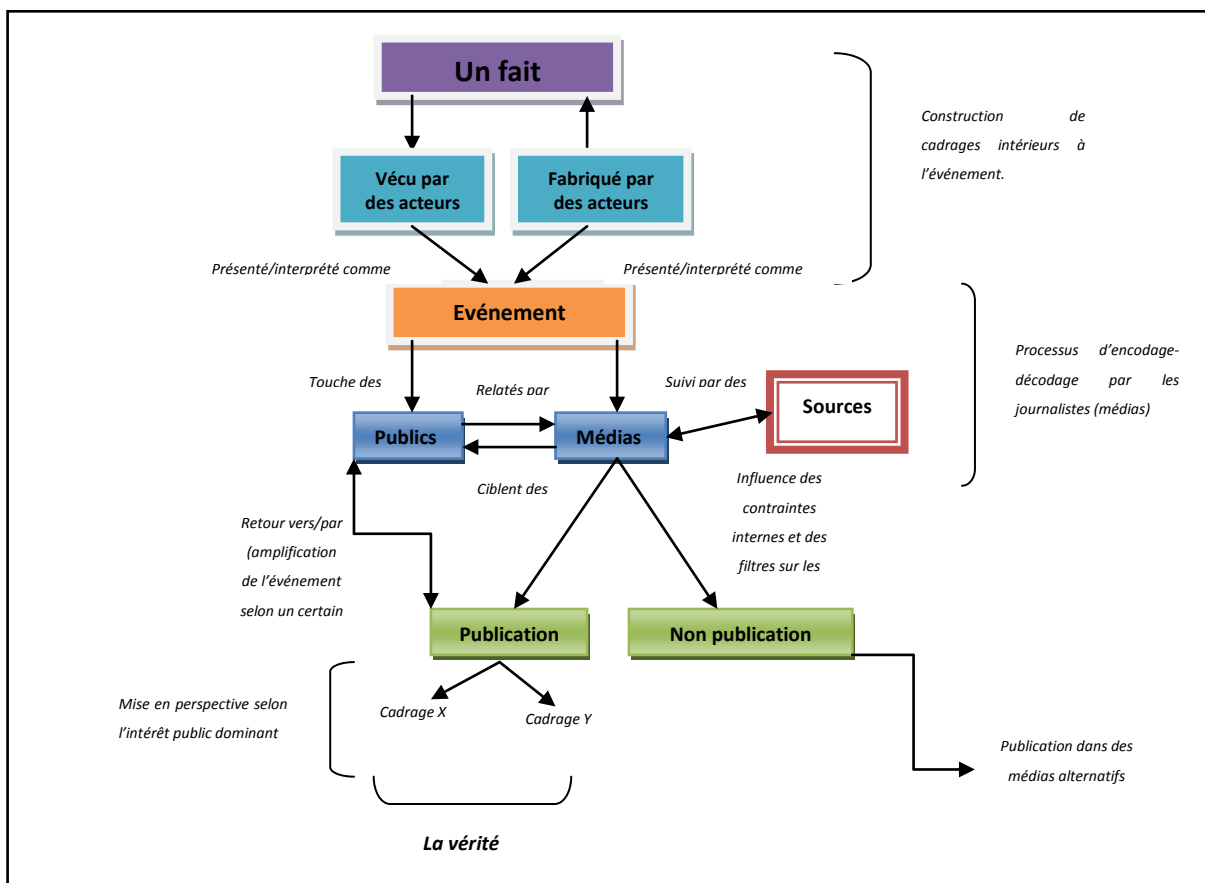


Figure 9 : Modèle de production de l'information

2.3.2.2 La fixation des cadres

Les médias autorisent, dans un espace public, l'usage légitime et illégitime de certaines représentations d'un événement, d'un phénomène ou d'un conflit dans une société. Ils n'orientent pas directement les manières de penser – car les médias se basent sur leurs sources pour écrire leurs contenus –, mais, en rendant une information médiatique ou non, ils autorisent ou omettent certains discours au sein d'une société, la légitimité des discours changeant selon les communautés. Le concept de cadre permet de mieux comprendre ce processus de production d'une information ou d'une analyse, limité par des légitimités et des usages d'une société donnée. Ce concept se révèle, en effet, fondamental pour appréhender les logiques de la production de l'information.

La notion de cadre a son origine dans *Les cadres des l'expérience* du sociologue Erving Goffman (1991). Par cadre, Goffman soutient que « toute définition de situation est construite selon des principes d'organisation qui structurent les événements - du moins ceux qui ont un caractère social - et notre propre engagement subjectif » (p. 19). Ainsi, suivant les situations, des cadrages conditionnent et orientent les postures et les engagements sociaux. Ainsi, par exemple, un individu ne se comporte pas de la même manière – dans les gestes et dans la parole – s'il se trouve en compagnie de son supérieur au travail ou avec des ami(e)s dans un café. De cette manière, adopter un regard goffmanien sur la réalité sociale revient à toujours concevoir les situations comme dotées d'une capacité de transformation selon les contextes.

« Un cadre est situé au croisement du monde commun et de l'espace social. Il est une forme d'organisation de l'expérience dont l'accès est déterminé par la position qu'occupe un individu dans l'espace social » (Esquenazi, 2002, p.34). Dans l'étude des discours médiatiques, le concept de cadre permet de concevoir la production médiatique comme le résultat d'un cadrage à la manière de la vie sociale. Il est dès lors possible de parler en termes de « cadrage médiatique ». Dans le sens que chaque média utilise un certain cadrage en fonction de ses référents culturels, politiques et sociaux. Eliseo Veron (1981, pp. 7-8) souligne, que « les événements sociaux ne sont pas des objets qui se trouveraient tout faits quelque part dans la réalité et dont les médias nous feraient connaître les propriétés et les avatars après coup avec plus ou moins de fidélité. Ils n'existent que dans la mesure où ces médias les façonnent. » Cependant, la production de l'information est un processus complexe et il est imprudent d'attribuer aux médias plus d'importance qu'ils n'en ont dans la construction de l'actualité. En effet, les médias sont avant tout le relais des informations entre des sources et des récepteurs. C'est-à-dire que les médias

reçoivent une information déjà cadrée provenant d'une source, par exemple un parti politique. Ils font le choix de la publier ou non, puis dans le cas de la publication, ils la mettent en forme selon leurs propres cadres (la logique éditoriale). L'information est donc doublement cadrée (par la source et par le média), c'est pourquoi il est possible de parler de « re-cadrage » médiatique de la réalité. Nous pouvons ajouter également que l'accès des sources au système de production et de diffusion médiatique n'est pas le même pour tous. Comme cela a été souligné précédemment, certaines sources possèdent des « portes d'entrée » plus grandes que d'autres, comme par exemple les sources officielles. De plus, les informations provenant des sources sont en fait sujettes à un traitement analytique de la part des médias avant leur diffusion. Ainsi, il semble que l'information publiée dans les médias soit le fruit d'un « travail en commun » entre les sources et les entreprises médiatiques. Cette collaboration a poussé certains auteurs à suggérer de parler de construction de l'agenda médiatique (*agenda building*), laquelle « désigne un processus collectif d'élaboration d'un agenda impliquant une certaine réciprocité entre les médias, les décideurs et le public. » (Charon, 1995, p.75).

2.3.2.3 Les théories de l'agenda

Dans un souci de comprendre plus en profondeur le fonctionnement du cadrage médiatique, les observations antérieures nous amènent à nous poser les questions suivantes : qui détermine l'agenda des médias ? Qui des sources d'information ou des professionnels des médias imposent le contenu médiatique ? Quel est le rôle des médias dans l'importance que les récepteurs attribuent aux informations reçues ? Les théories de l'agenda permettent d'y répondre.

Afin de saisir complètement cette problématique complexe, il est préférable de s'éloigner du déterminisme radical, lequel orienterait la réflexion vers la manipulation des médias par le pouvoir politique et économique ou, à l'extrême, convertirait ces derniers en seringue hypodermique de la société capable d'influencer les individus dans leur comportement politico-socio-culturel. En 1963, dans une recherche sur la presse et la politique étrangère des Etats-Unis, Bernard Cohen avait déjà établi la capacité de la presse à communiquer aux lecteurs à quelle thématique il fallait penser. Suivant cette approche, l'approche de l'*agenda-setting* est certainement l'un des courants théoriques le plus abouti dans le cadre des études sur les effets des médias, convertissant l'*agenda-setting* en la théorie la plus apte à saisir le rôle des médias dans notre société actuelle.

La théorie de l'*agenda-setting* est un courant créé en 1972 aux États-Unis par Maxwell McCombs et Donald Shaw à l'occasion d'une étude sur le rôle des médias dans la campagne présidentielle de 1968 à Chapel Hill (1972). Le constat majeur de cette approche est que les médias nous disent non pas ce qu'il faut penser, mais à quoi penser. « Ils mettent à jour les événements, les faits, les situations que le public évalue, sans nécessairement dicter une évaluation » (Bourdon, 2000, p. 64). Mattelart et Mattelart (1995, p. 87) soulignent le rôle de « maître de cérémonie » orientant les problèmes qui méritent de faire l'objet d'un débat de société. Cette théorie est principalement basée sur la capacité limitée de mémorisation des individus en référence à l'information publiée dans les médias. Les médias auraient donc la faculté d'attirer l'attention de l'audience sur des événements particuliers et en négligeant d'autres qui pourraient avoir un grand intérêt. Les études sur l'*agenda-setting* ont donc essentiellement trait à la recherche de corrélation entre les sujets prépondérants pour les médias et ceux mis en avance par les individus. Ces études ont été réalisées en utilisant la méthode de l'analyse de contenu afin de répertorier par rapport à des sujets politiques variés le nombre d'articles publiés dans les journaux ou les minutes consacrées à la télévision et la radio. Les résultats ont confirmé que les effets des médias sont limités, le public étant également critique face à l'information reçue. Ainsi, une multitude de réceptions semble envisageable en fonction des différents publics. Cependant les recherches de McCombs et Shaw sont parvenues à démontrer une correspondance certaine entre l'agenda des médias et l'agenda des individus, c'est-à-dire une relation entre l'importance que les médias donnent à une question et l'importance que la société va lui donner.

Plus tard, les recherches effectuées dans le cadre de cette approche ont développé deux concepts permettant de préciser les moyens dont disposent les médias pour influencer l'opinion publique : *framing* et *priming*. Grâce à ces effets d'orientation, les médias définissent un « agenda d'attributs » qui guide notre jugement (Charon, 1995, p. 82).

Le *framing* (cadrage) est la sélection intentionnelle ou non d'un certain cadrage d'une information par le média. Développé durant les années 1980 dans les recherches de Shanto Iyengar et de ses collègues, Benjamin Page et Robert Shapiro, ce concept identifie que les médias sont amenés à choisir parmi une panoplie souvent limitée de modes de traitement d'un sujet. Ce concept fait donc référence à la formulation. Le nom attribué à un problème ou à une question peut ainsi avoir une incidence sur le fait que certains points de vue vont avoir plus d'importance que d'autres pour l'opinion publique. De plus, Eric Neveu explique l'absence de

certaines sujets dans certains médias en soulignant que ces formulations sont « autant de filtres qui bloquent la couverture d'événements qui ne rentrent pas dans les cadres et ne disposent pas de relais sociaux » (Neveu, 2001, p. 85).

Le *priming* (l'amorçage), également développé par l'équipe de Iyengar propose que les agendas et le cadrage fonctionnent comme l'amorçage d'une pompe. En rendant des enjeux visibles, les médias contribuent à en faire les références à travers lesquelles l'opinion interprète le comportement des décideurs. Utilisant fréquemment un cadrage émotionnel, les médias servent donc à construire les critères de jugement du comportement des acteurs politiques. Ainsi, dans le cas d'une élection législative, les thèmes généraux et leurs tendances interprétatives mises en avant par les médias construisent les attentes du public par rapport aux discours des divers partis politiques se présentant. Ces derniers ont donc intérêt de s'aligner, s'ils ne veulent pas risquer de ne pas répondre aux attentes de l'électorat. « Les positions ou les réalisations des candidats ou des partis, propres à ces thèmes particuliers mis en évidence par les médias, deviendront à la fois des « attributs » et des critères d'évaluation des candidats » (Charon, 2005, p.82). Par exemple, la tendance actuelle à la condamnation de tout acte terroriste qui entoure l'actualité médiatico-politique depuis quelques années oblige les partis politiques à la dénonciation de la lutte politique violente. Les forces politiques ont donc intérêt, aujourd'hui, à s'aligner dans un front commun contre la violence au risque de ne pas correspondre aux schémas d'interprétation du public. Le public qui approuve les actions politiques violentes s'est en conséquence progressivement réduit depuis les années 1970-80, le *priming* est donc susceptible d'évoluer suivant les époques et les contextes.¹¹¹

2.3.2.4 La sélection de l'information par les journalistes

Chaque jour, les rédactions des médias doivent traiter des milliers de nouvelles. Des événements deviennent ainsi concurrents d'autres événements. Les journalistes sélectionnent les faits bruts ou les événements orientés dans un « bassin de capture » (Mouillaud, Tétu, 1989, p. 22). Quels sont les mécanismes mis en place par les médias pour sélectionner les informations qui seront publiées par l'organe médiatique ? Quels sont les filtres par lesquels doivent passer les événements pour être convertis en événements médiatiques ? Il s'agit d'une question primordiale puisque la sélection des informations diffusées par un média reflète inévitablement

¹¹¹ En effet, à cette époque, l'Europe connaissait une influence importante du parti communiste. Cette sympathie explique, dans une certaine mesure, les raisons de la légitimation des actions de groupes armés politiques, comme les Brigades rouges, l'ETA ou les organisations palestiniennes prônant la lutte des classes.

un cadrage du monde et une hiérarchisation des thématiques. Ainsi, la publication à *la Une* d'une condamnation de l'ONU en matière de droits de l'homme ou du mariage d'un membre d'une monarchie européenne ne vise pas la promotion des mêmes valeurs et répond à une série de contraintes et de choix éditoriaux dont il est utile de présenter les grands principes.

2.3.2.4.1 L'intérêt public

En dehors des événements incontournables, tels qu'une catastrophe naturelle ou un accident de grande ampleur qui amènera inévitablement un traitement journalistique, le choix de publier une information répond tout d'abord au critère d'intérêt public. Il faut préciser, toutefois, qu'il ne suffit pas qu'une information soit qualifiée d'intérêt public pour qu'elle fasse objet d'un traitement journalistique. Intégré à la stratégie professionnelle du journalisme, ce principe est reconnu dans la plupart des chartes de presse dans les pays démocratiques. Afin d'évaluer le degré d'intérêt public, une série de critères permet de distinguer les informations importantes des informations triviales. Pour être qualifiée d'intérêt public, une information doit répondre en théorie aux critères suivants : concerner un grand nombre d'individus ; être utile pour éclairer les citoyens dans les choix qu'ils ont à faire quant à leurs comportements politiques, sociaux, économiques, religieux et autres ; favoriser la participation à la vie démocratique ; concerner le fonctionnement d'institutions publiques ou l'utilisation de fonds publics ; être de nature émancipatrice ; ne pas profiter seulement à quelques-uns au détriment du plus grand nombre ; avoir un lien démontrable avec la sphère publique (Bernier, 2004, p.141).

Une des limites à la qualification d'intérêt public repose sur le respect de la vie privée. Ce thème est repris dans la plupart des codes de déontologie. Dès lors, pour les journalistes, il existe une distinction entre les concepts d'intérêt public et d'intérêt du public. La curiosité supposée du public justifie ainsi l'intrusion dans la vie privée de personnalités publiques, politiques ou celles des individus se retrouvant au centre d'une information. La décision de publier ou non une information répond à des choix éditoriaux et la limite entre la sphère publique et la sphère privée évolue en fonction des publications et des époques.

Moins formalisé que la notion d'intérêt public, le mécanisme de sélection de l'information traitée par une entreprise médiatique fonctionne avec une série de filtres construits autour des contraintes et des choix éditoriaux suivants.

2.3.2.4.2 Les contraintes

Dans une instance médiatique, attentive aux sollicitations du terrain, la rédaction désigne le lieu où la production journalistique prend forme. Elle est composée de journalistes exerçant leur profession sur un support commun (presse, radio, TV, internet). Les journalistes sont par ailleurs connectés à d'autres structures au sein du média comme la direction, les professions artistiques (réalisateurs, animateurs, graphistes), les professions techniques (mise en page, impression, montage, son) et la diffusion (service de vente). La grande majorité des recherches académiques existantes concernent les journalistes et seules de rares études concernent les dirigeants, les réalisateurs, les animateurs ou les techniciens des médias.¹¹² Pourtant, la profession de journaliste se trouve, de facto, dans une série de dépendance par rapport aux autres acteurs du champ journalistique. Le journaliste doit composer avec les différents agents de l'entreprise médiatique pour que le produit médiatique soit diffusé à temps, soit l'heure de la diffusion (pour la radio et la TV) et de l'impression (pour la presse).

Le journaliste comme l'écrivain ou le scientifique est particulièrement exposés aux contraintes dans l'exercice de sa profession. Appartenant ou non à une entité médiatique (de nombreux journalistes travaillant en *freelance*), les professionnels de l'information, dans le processus de sélection de l'information, sont soumis à des contraintes externes et internes. Les contraintes externes (relation avec l'environnement politique, les sources, le public) étant examinés au point suivant, il s'agit ici de définir en premier lieu les contraintes internes intervenant dans le processus de production de l'information.

Les contraintes internes

Elles sont inhérentes aux particularités économiques de l'entreprise médiatique reposant sur l'information, un produit très rapidement périssable. L'entreprise médiatique dispose d'un « capital-temps » pour réaliser son produit qui a une durée de vie extrêmement limitée (une heure, un jour, une semaine, un mois). C'est là un des caractères qui, d'un point de vue routinier, différencie le plus, l'entreprise médiatique de la plupart des industries de produits finis (Mathien, 1992, p.104). La rentabilité d'un média exige donc une utilisation optimale de ses journalistes, aussi bien au niveau de l'investigation, de l'écriture que de la mise en forme. Ainsi, « la routine est plutôt une « solution pratique » aux problèmes que soulève la production de l'information » (Derville, 1999, p.159) notamment ceux liés au rythme de travail et à la crainte

¹¹² Dagnaud, Mehl (1990) ; Pasquier (1995) ; Bourdon (1993) ; Corset (1984) ; Chalvon-Demersey, Pasquier (1990).

de négliger une information importante que la concurrence aurait développé (Charron, 1994, pp. 113-117). Etant donné la conjoncture économique mondiale et l'évolution du marché des médias, les propriétaires des médias sont davantage intéressés à baisser les coûts de production de contenus. Nous pouvons souligner, que, pris dans ce temps court de production, le journaliste réalise ses tâches quotidiennes en fonction de quatre contraintes internes majeures.

1. Une insertion dans une chaîne de production structurée

Cette contrainte structurelle implique que le journaliste n'est qu'un maillon de la chaîne de production d'un média. Les premières contraintes interviennent donc au niveau de la structure dans laquelle entrent en jeu des éléments financiers liés aux coûts de production et à la nature des financements. Le conditionnement rédactionnel a comme enjeu de définir : la manière de sélectionner et de récolter des informations ; le temps disponible pour le terrain et pour la rédaction d'un article ainsi que l'organisation des opérations de mise en page ; un cadre de travail impliquant des conditions matérielles minimum ; enfin, une organisation en fonction des effectifs à disposition.

2. Les relations entre les éléments de la chaîne

Différentes professions cohabitent au sein d'une entreprise médiatique. Hormis la rédaction dans laquelle exercent les professionnels de l'information, un média s'articule autour d'un ou des propriétaire(s), d'une équipe de direction et d'administration, de vente (abonnement, numéro et publicité), d'un service technique et d'une unité de distribution. C'est une structure complexe dans laquelle existent en même temps un fort cloisonnement des tâches et une dépendance entre les groupes professionnels. En accord avec le ou les propriétaires(s), le rôle de la direction consiste essentiellement à fixer des objectifs et à coordonner les opérations des éléments du système. Comme dans toute entreprise privée, la fonction de propriétaire implique un contrôle des activités et des résultats financiers. De cette manière, des conflits entre les corps professionnels peuvent naturellement survenir. Les journalistes peuvent potentiellement entrer en conflit avec la direction ou le service de vente et de publicité. Même s'ils occupent le cœur du média, la rédaction, les journalistes réalisent leur tâche en fonction d'impératifs de gestion stratégique et financière. Ils ne peuvent ignorer cette contrainte et des désaccords sur les conditions de travail et la qualité de l'information peuvent provoquer des conflits importants.

3. La hiérarchisation des journalistes

Les journalistes peuvent travailler de deux manières. Soit, en *freelance* et rémunéré par article publié, soit au sein d'une rédaction en tant qu'employés. A ce titre, comme dans toute

entreprise, il y a une répartition des tâches et des rémunérations échelonnées. Un journaliste peut ainsi occuper différentes places en fonction de son expérience, son ancienneté et ses compétences allant du poste de stagiaire, de rédacteur, de responsable d'une rubrique à celui de rédacteur en chef. Tous les journalistes n'ont ainsi pas la même liberté d'action et des moyens matériels et financiers identiques pour réaliser leurs recherches, nécessaires à la rédaction d'un article.

4. La tendance actuelle de l'écriture journalistique : simplification et décontextualisation

Sans volonté de situer l'écriture journalistique actuelle dans un seul genre, il existe, depuis quelques temps déjà, une tendance à la simplification dans la rédaction des articles journalistiques (Serrano, 2009, p. 44). Pour provoquer le plus grand impact, les journalistes sont amenés à rédiger dans le cadre d'un quota de mots définis avec des phrases courtes et un lexique limité. Cette simplification connaît son paroxysme dans les journaux gratuits, dans lesquels rares sont les articles dépassant 1000 signes. Cette réduction vise la compréhension des articles par le plus grand public. En termes de description d'un phénomène, le résultat de ce resserrement est une conception manichéenne de celui-ci, basé sur une opposition entre les acteurs et les enjeux, les séparant à l'extrême sur l'axe du bien et du mal. La complexité de tout processus politique est ainsi écartée pour le grand public, les nuances étant réservées aux « intellectuels ». La simplification d'une information est facilitée par la publication décontextualisée de celle-ci. Étant donné le flux incessant de l'information, les journalistes focalisent leurs intérêts sur des sujets qu'ils considèrent prioritaires à un moment donné, souvent des événements attirant de nombreux autres médias (catastrophe, attentat, élection, troubles, guerre, etc.). À peine ont-ils terminé la couverture d'un sujet qu'ils doivent s'intéresser à un autre. Les sujets complexes sont ainsi, par défaut, présentés au public sans mise en contexte historique importante et avec de nombreux éléments de compréhension manquants. Les journalistes eux-mêmes manquent souvent de connaissances sur les sujets qu'ils traitent. Le rythme de travail imposé aux journalistes empêche ceux-ci de procéder à de grandes investigations.

Les contraintes externes (Les filtres sur les choix éditoriaux)

Si les contraintes techniques, comme le format d'une page ou le minutage d'une séquence, sont inévitables, le principal facteur de sélection des sujets traités par les journalistes, provient du positionnement sur le marché choisi par la direction du média. Toute entreprise médiatique doit avoir connaissance de la population susceptible d'être atteinte par son produit pour proposer,

d'une part, un contenu journalistique adéquat, d'autre part, une plateforme intéressante pour les annonceurs publicitaires.

Dans un célèbre ouvrage, Noam Chomsky et Edward Herman (2008)¹¹³, proposent une grille d'analyse des médias de masse américains *mainstream*. Les auteurs constatent que si, dans les pays où l'ensemble des pouvoirs appartient à l'Etat, le monopole des médias vient généralement renforcer une censure tout à fait officielle et ces derniers servent les fins d'une élite dominante, il est beaucoup plus difficile d'observer le fonctionnement d'un système de propagande avec des médias privés et en l'absence de censure officielle. Discutant de la propagande médiatique en démocratie, Chomsky et Herman établissent une modélisation du processus de sélection des informations par les médias reconstituant « par quels processus le pouvoir et l'argent sélectionnent les informations retenues pour la publication, marginalisent la dissidence et permettent aux messages du gouvernement et des intérêts privés dominants de toucher le public » (Chomsky, Herman, 2008, pp. 25-26). Cette modélisation repose sur des filtres dont l'influence est souvent sous-évaluée par les journalistes, lesquels sont pour la majorité convaincus qu'ils réalisent leur travail en respectant la déontologie de la profession basée traditionnellement sur l'objectivité en tant que norme discursive. Cette norme discursive doit être considérée comme un idéal du discours journalistique. Elle repose sur diverses valeurs ou méthodologies telles que la neutralité, l'impartialité, l'équilibre, être juste, dire la vérité, se baser sur des faits, la précision ainsi que le fait de rendre compte de l'intégralité d'un événement (Chalaby, 1998, pp. 130-140). A la logique publicitaire et à l'accès aux sources, Mathien ajoute également les publics lorsqu'il décrit l'environnement global d'un média (1992, pp. 25-29). Dès lors, dans cette recherche quatre filtres sont estimés déterminants dans le modèle de sélection de l'information par les médias :¹¹⁴

1. La taille, l'actionnariat, la fortune du propriétaire et l'orientation lucrative

Dans les pays démocratiques, les propriétaires des médias sont pour la plupart des grands groupes de presse appartenant pour nombre d'entre eux à des entreprises multinationales ayant de multiples intérêts aux niveaux national et international. Rares sont les médias qui

¹¹³ Chomsky, Noam, Herman, Edward (2008) : *La fabrication du consentement. De la propagande médiatique en démocratie*, Marseille, Agone. La première édition en anglais a été publiée en 1988 sous le titre *Manufacturing content. The political economy of the mass media*. Une édition révisée a été publiée en 2002.

¹¹⁴ Dans l'ouvrage de Chomsky et Herman, deux autres facteurs sont développés : Les moyens de contre-feux permettant de discipliner les médias et l'anticommunisme (remplacé par la guerre contre le terrorisme dans la nouvelle édition) comme religion nationale et mécanisme de contrôle.

parviennent à poursuivre leurs activités d'une manière indépendante.¹¹⁵ Dans un marché extrêmement tendu, leur survie passe souvent par une vente totale ou partielle à un groupe de plus grande taille. Les entreprises médiatiques sont donc sous contrôle de personnes extrêmement fortunées ayant des intérêts économiques et politiques communs avec d'autres multinationales, des institutions financières et des gouvernements. Les conseils d'administration des entreprises médiatiques mettent dès lors en œuvre une gestion du média visant une optimisation de la rentabilité. Cette gestion amène souvent la direction des médias à faire des choix contradictoires avec le devoir d'informer des journalistes. Les groupes médiatiques, du fait des énormes concentrations, sont ainsi de plus en plus intégrés dans des groupes dont la principale activité n'est pas forcément l'information.¹¹⁶ Ces groupes ont comme préoccupation dominante la rentabilité de leurs investissements. Ainsi, les voix critiques estiment que le rapport commercial actuel consiste de moins en moins à vendre de l'information à de citoyens consommateurs, mais à vendre des consommateurs à des annonceurs (Ramonet, 2005, p. 29). Plus le nombre de lecteurs, d'auditeurs ou de téléspectateurs est élevé, plus il est possible de faire payer plus cher les annonceurs. Ce modèle explique l'extension des journaux gratuits un peu partout dans les pays développés. Dans ce rapport commercial, ce n'est plus l'information qui fait le prix. Elle en subit les conséquences et le débat d'idées s'en retrouve forcément réduit. La pluralité des titres ne débouche plus sur un pluralisme de commentaires, mais sur l'apparence d'un débat. La multiplication des réseaux et des organes de communication, contrôlés par les mêmes groupes industriels, n'aboutit plus qu'à la communication répétée du même type de message (Halimi, 2005, p. 81).

La structure actuelle du marché des médias autour de grands groupes de presse cause potentiellement les dommages suivants au processus de distribution de l'information (Bennet, 2003, p.97) : il y a une propension pour les petits médias indépendants à disparaître à cause du manque de revenus publicitaires lesquels sont accaparés par les groupes de presse dominants ;

¹¹⁵ Il est évident qu'Internet permet aujourd'hui à des groupes minoritaires d'être présent dans le débat des idées à moindre frais. Grâce à cette technologie, des plates-formes indépendantes peuvent transmettre un message en contournant les médias traditionnels. Cela garantit une certaine indépendance qui n'existe pratiquement plus dans les médias traditionnels. Cette évolution est à suivre de près mais ne sera pas traitée dans ce chapitre.

¹¹⁶ Aux Etats-Unis, cinq grands réseaux possèdent des médias importants : General Electric (armes, centrales nucléaires), Viacom (studios d'Hollywood), Disney (Cinéma, loisirs), Time Warner, Rupert Murdoch. Au Royaume-Uni, Rupert Murdoch contrôle le *Times*, le *Sun*, le *News of the World* et le *Sunday Telegraph*, soit 35 à 40% du tirage des quotidiens. En France, les médias sont en majorité intégrés aux groupes industriels *Lagardère*, *Bouygues* et *Dassault*, *LVMH* et *Bolloré*. En Espagne, plusieurs groupes se disputent l'hégémonie dans le secteur des médias : *Prisa*, *Grupo Correo*, *Grupo Zeta*, *Telefónica*, *Sogecable* et *Vivendi*. En Italie, la concentration de médias autour de Silvio Berlusconi suscite régulièrement la polémique.

les plus grandes possibilités de promotion dans les entreprises encouragent une auto-censure et nuit à la diversité des contenus ; les informations sont présentées en format de divertissement avec des emphases sur des éléments émotionnels afin de capturer une plus grande audience ; étant donné que l'*ethos* du service public diminue, il y a une augmentation des motivations liées aux profits économiques ; enfin, les rédacteurs en chef doivent faire face à une difficulté d'équilibrage du contenu entre marketing et information.

2. *Le choix des publics*

Les publics d'un média sont évalués de manière différente suivant le support médiatique par des techniques de calculs d'audience, d'écoute ou de diffusion. Dans le contexte concurrentiel actuel, les destinataires d'un média sont devenus déterminants dans le développement de l'entreprise médiatique et dans la construction et l'agencement des contenus des médias. La situation actuelle exige des dirigeants des médias une démarche commerciale et en conséquence un positionnement lisible sur le marché des publics. En accentuant le rapport contenu-public, cette approche transforme le journaliste en professionnel de la communication à la disposition d'un projet, celui de l'entreprise à laquelle il collabore (Bennet, 2003, p. 26). Pourtant, savoir pourquoi, comment et avec quel effet le public reçoit les messages émis par les médias est extrêmement subtil et difficilement contrôlable. L'étude des publics ne peut donc se réduire à une logique de marché (Rieffel, 2005, p. 163) et demande une analyse de la réception des médias avec des objectifs et des méthodes spécifiques.¹¹⁷

Ne désirant pas développer la question de la réception des médias dans le cadre théorique, car notre étude se concentre sur les contenus médiatiques et non sur les effets des médias, nous nous limiterons à prétendre qu'un média se doit d'établir un lien de confiance avec ses publics. C'est Eliseo Veron (1985) qui, le premier, a forgé cette approche, en étudiant le fonctionnement de la presse. Celle-ci, par son renouvellement et sa périodicité, prend en compte, dans l'établissement de la maquette, du cadre, le lecteur et sa façon de lire. Veron appelle la relation entre un support et son lectorat le contrat de lecture. Ce concept à la fois opérationnel et théorique prend en considération le contexte social de la réception pour construire l'image du public visé. Selon lui, le succès d'un support de la presse écrite se mesure à sa capacité à proposer un contrat qui s'articule aux attentes, aux motivations, aux intérêts et aux contenus de l'imaginaire du public visé. Le contrat de lecture permet de définir un cadre de référence commun entre les auteurs et les lecteurs. Ce contrat est acquis par l'intériorisation des

¹¹⁷ Parmi ces objectifs, il faut citer l'étude des effets, des usages et de la réception proprement dite.

régularités textuelles auxquelles est confronté le lecteur au cours de ses diverses expériences de lecture. Rarement verbalisé, le contrat de lecture est un contrat implicite d'attentes, de droits et de devoirs supposés mutuellement partagés. Ainsi le contrat de lecture repose sur un ensemble de règles du jeu familières pour le lecteur, ensemble qui s'appuie à la fois sur des stratégies textuelles mises en œuvre par l'auteur et sur des expériences passées génératrices d'attentes chez le lecteur.

L'approche par le contrat de lecture apparaît pour une instance médiatique comme un instrument fondamental pour fidéliser les destinataires et ainsi assurer une audience continue à des contenus spécifiques. Elle permet également pour les observateurs de présupposer les spécificités des publics-cible d'un média à un moment donné. Mais les publics évoluent avec le temps et les pratiques ne demeurent pas identiques dans la durée. En outre, ce public n'est jamais une entité pure et parfaite. C'est un « presque-public » (Dayan, 2000) qui se transforme en fonction des changements de valeurs de références d'une société et de sa faculté à s'auto-imaginer en tant que communauté imaginée (Anderson, 1996).

3. La régulation par la publicité

L'arrivée de la publicité dans les médias au 19^{ème} siècle a permis de faire baisser le prix de vente du journal. Avec les médias, les annonceurs parviennent à capter d'éventuels consommateurs de leurs produits entre deux nouvelles du monde. La logique publicitaire (commerciale et/ou politique) vient en appui à la satisfaction des demandes des publics d'un média. La particularité économique des médias réside dans leur positionnement dans un double marché, celui des publics (les usagers consommateurs) et celui de la publicité. Les entreprises médiatiques ont donc la singularité de proposer un « produit-joint » (Toussaint-Desmoulin, 2004, p. 23) intégrant à la fois un contenu créé par elle et un espace publicitaire susceptible de séduire les annonceurs. Une relation triangulaire s'établit entre les médias, les publics (englobant les consommateurs qui paient et ceux qui ne paient pas) et les annonceurs. Dans une logique de rentabilité, les annonceurs achètent des espaces permettant de promouvoir leurs propres produits, services ou idées. La connaissance des audiences et des indices de pénétration d'un média sont donc indispensables aux publicitaires pour maximiser les investissements des annonceurs en fonction des publics et des différents supports. Le marché de la publicité peut même se substituer totalement au marché des publics pour aboutir à des médias gratuits pour les consommateurs. Les journaux gratuits, financés intégralement par la publicité, démontrent que la publicité s'accommode mieux avec des sujets légers ou traités sommairement qu'avec des

sujets complexes et issus d'investigations journalistiques conséquentes. De plus, les sujets dénonçant des politiques contraires aux intérêts économiques d'annonceurs sont incompatibles avec les produits de ces annonceurs. Ainsi, il est inimaginable de trouver dans la même publication un article sur une politique antisyndicale de Nestlé en Colombie avec une publicité pour une barre chocolatée de la même société. La priorité donnée au financement du journal peut donc bloquer la diffusion de certaines informations.

La différence entre propagande (politique) et publicité (commerciale) est extrêmement réduite. Les deux se situent dans une conception unilatérale de la communication (Rieffel, 2005, p. 73). Elles se rejoignent, car elles essaient toutes deux de convaincre le récepteur en contrôlant d'un bout à l'autre la production et la diffusion du message. Elles utilisent toutes deux les différents médias pour provoquer un certain type de comportement. Elles s'inscrivent toutes deux dans la durée puisque leur activité est continue et constante. Elles se distinguent toutefois par les moyens dont elles disposent et par leur finalité propre : « la propagande a une visée politique, l'adhésion du citoyen ; la publicité, une visée commerciale, l'adhésion du consommateur » (p. 74). La dépendance envers le marché publicitaire ou envers un courant politique n'est pas sans poser de question sur la liberté de la production journalistique, aussi bien dans sa forme que dans son contenu. Si le cas de la dépendance politique d'un média, identifiée par un financement provenant de partis politiques et/ou revendiqué expressément dans le contenu du média (propagande déclarée), est sans ambiguïté sur l'orientation marquée des contenus journalistiques, le cas de la dépendance envers les annonceurs est davantage ambivalent.

4. Le poids des sources d'information gouvernementales et économiques

Les entreprises médiatiques ne peuvent maintenir en permanence des reporters et caméras partout où un événement important a lieu. Les journalistes se concentrent donc dans les lieux où se produisent des événements importants et où s'organisent des conférences de presse. Dès lors, la question de l'accès aux sources d'informations est également au centre de l'activité journalistique. En premier lieu, il est important de ne pas confondre les sources proprement dites (les informateurs, qui ne figurent pas toujours dans la nouvelle) et les acteurs mis en scène dans la nouvelle (qui ne sont pas toujours des sources) (Charon, 1995). Les recherches sur le contenu des informations présentes dans les médias montrent que les sources ne sont pas égales, ni par le volume de la production dont elles sont à l'origine, ni par le sens ou la qualité des messages qu'elles émettent d'elles-mêmes ou sur sollicitation des journalistes, ni non plus par leur représentation ou impact social (Mathien, 1992, p. 28).

Dans la pratique, le journaliste n'est à l'origine d'une information que très exceptionnellement. Il écrit sur des sujets proposés par des acteurs ou des institutions de la vie politique, sociale, économique et culturelle, c'est-à-dire toutes les représentations du pouvoir détenteur de l'autorité légitime. La recherche (Gans, 1983 ; Gandy, 1982) a démontré depuis de nombreuses années que la production de l'information journalistique est largement déterminée par la nature des relations entre les médias et les sources. Cela les rend capables d'influencer la formation de l'opinion publique et la construction de la réalité publique (Charon, Lemieux, 1991, p.1). Il est ainsi possible d'établir une véritable sociologie des interactions entre sources et journalistes (Schlessinger, 1992). La dépendance par rapport aux sources (bien souvent officielles) des journalistes, sur certains sujets ou certaines aires géographiques, est telle que la lecture événementielle d'un phénomène dépend du message qu'ils auront reçu de la part de sources « bien informées » ou des stratégies de communication efficace (Mercier, 2006).

La prédominance des sources dites officielles est un fait que la recherche a clairement établi depuis longtemps (Charon, 1995). Les études sur les relations sources-médias parviennent à des conclusions similaires. Dans une recherche sur les informations publiées à *la Une* du Washington Post et du New York Times sur cinq années, Sigal (1973) estime le pourcentage de sources officielles à 81.3%. Selon cette même étude, seuls 25.8% des nouvelles correspondent à des initiatives journalistiques indépendantes. Sigal conclut, par ailleurs, que lorsque les informations proviennent de canaux routiniers (conférences de presse, communiqués, débats politiques), la sélection des informations est décidée par les sources. En 1978, dans une vision structuraliste des sources, Stuart Hall et son équipe observaient, que les sources officielles ou autorisées deviennent les premiers définisseurs des événements médiatiques. La préférence structurelle accordée, dans les médias, aux opinions des puissants a pour résultat que ces « portes-parole » deviennent les premiers définisseurs des thèmes. Les définisseurs institutionnels peuvent ainsi établir la définition initiale ou l'interprétation primitive du thème concerné. Cette interprétation restera « aux commandes » dans tout le traitement ultérieur du sujet et c'est elle qui constituera les balises de référence autour desquelles tournera toute la couverture du débat. Les arguments contre une première interprétation devront nécessairement se glisser dans la définition de « ce qui est en jeu », ils (les journalistes) seront contraints d'adopter pour point de départ le cadre qu'elle a créé (Hall, 1978, p. 58). Dans la pratique, l'exemple du débat politique montre que ce déterminisme est à mettre en corrélation avec le relatif pluralisme politique des sociétés. Ce constat est appuyé par le fait que les messages transmis aux journalistes sont aujourd'hui en grande majorité mis en scène par des services de communication ou des relations publiques. Le

rapport aux sources d'informations est donc rempli d'ambiguïté, puisque toute source de message est aussi messenger et message d'elle-même. Les sources ne sont ainsi jamais neutres et ce qu'elles choisissent de dire ou de révéler est issu d'une stratégie programmée et raisonnée. Communiquer est un acte délibéré et sert des objectifs politiques et personnels.

Le journaliste, au centre de ce dispositif de communication entre l'émetteur (les sources) et le récepteur (les publics) occupe un rôle de transmetteur potentiellement influençable. La question de l'accès aux sources d'information renvoie donc inévitablement aux dangers de la manipulation (consciente ou inconsciente) pour les journalistes. En contact constant avec des professionnels de la communication (souvent des anciens journalistes), usant ouvertement de techniques de communication reposant sur l'emploi de techniques particulières qui cherchent à influencer, soit sur la forme des messages en jouant sur les affects et les sentiments, soit sur le fond en faisant appel au raisonnement et à la dimension cognitive des messages (Breton, 1997), les journalistes occupent une fonction indispensable dans ce processus de transmission du message. En amplifiant certaines voix et en faisant taire d'autres, en déformant certains messages et en donnant toute leur valeur et leur portée à d'autres, le journaliste dans son rapport avec les sources établit une interaction basée sur un échange de bons procédés. Les rapports entre une source et un journaliste correspondent à une lutte acharnée. Alors que les sources s'efforcent de « manipuler » l'information en se présentant sous leur meilleur jour, les journalistes eux « manipulent » les sources afin de leur extorquer les renseignements qui les intéressent (Gans, 1979, p. 117). Cet échange de principes manipulateurs explique l'insistance des médias sur les sources efficaces et autorisées. Cela fonctionne comme un système cumulatif, dans lequel les journalistes sont attirés vers les sources leur apportant des informations exclusives et les sources optimisent la transmission de leur message grâce à ce lien de confiance. La question est de savoir si le journaliste a suffisamment d'indépendance, de moyens et de temps pour valider et vérifier les informations transmises par ses sources, afin de transmettre au public une information de qualité et de véritable.

2.3.2.4.3 La vérité, entre devoir du journalisme et construction de la réalité

Mais qu'est-ce que la vérité ? Une norme insaisissable concrètement qui fait référence à des faits et à des interprétations de ceux-ci par des personnes. Popper affirmait que la vérité « met en cause les énoncés, les faits et un certain rapport de correspondance entre les premiers et les seconds » (1979, pp. 186-187) Ricoeur montra la tension qu'habite la notion de vérité, pour laquelle chacun souhaiterait associer la vérité à une célébration de l'unité, « s'entendre sur une

vérité au singulier « non seulement dans sa définition formelle, mais dans ses œuvres » (1955, p.156). Charaudeau, pour sa part, souligne le risque de la confusion entre vérité et effet de vérité (Charaudeau, 1995, pp. 36-37). Ainsi si la vérité est le fait d'une construction explicative qui s'élabore à l'aide de l'instrumentalisation scientifique, extérieure à l'homme, objectivante et objectivée, l'effet de vérité se situe du côté du « croire vrai ». « L'effet de vérité s'appuie sur de la conviction et participe d'un mouvement qui relève d'un savoir d'opinion, lequel ne peut être saisi qu'empiriquement à travers des textes porteurs de jugements. L'effet de vérité n'existe donc pas en dehors d'un dispositif énonciatif d'influence psychosociale dans lequel chacun des partenaires de l'échange de parole essaye de faire adhérer l'autre à son univers de pensée et de vérité » (p.37). Néanmoins, pour indiscutable que soit qualifié un fait, la capacité des individus à interpréter les événements en fonction des filtres des représentations sociales amène inévitablement à une dualité, voir à une pluralité d'analyses et de constats, dans le sens que les représentations sociales permettent d'interpréter, de penser et de construire la réalité quotidienne. Les représentations sociales sont une forme de connaissance sociale sous forme d'idées, de concepts, de catégories. Elles sont « une forme de connaissance, socialement élaborée et partagée, ayant une visée pratique et concourant à la construction d'une réalité commune à un ensemble social » (Jodelet, 2003, p. 53).

Moscovici, l'un des principaux promoteurs du concept de représentation sociale, soulève que

« toute représentation est composée de figures et d'expressions socialisées. Conjointement, une représentation sociale est organisation d'images et langage, car elle découpe et symbolise actes et situations qui nous sont ou nous deviennent communs (...) son rôle est de façonner ce qui est donné de l'extérieur, les individus et les groupes ayant plutôt affaire à des objets, des actes et des situations constituées par et au cours des myriades d'interactions sociales (...). C'est pourquoi une représentation parle autant qu'elle montre, communique autant qu'elle exprime. Au bout du compte, elle produit et détermine des comportements puisqu'elle définit à la fois la nature des stimuli qui nous entourent et nous provoquent, et la signification des réponses à leur donner. En un mot comme en mille, la représentation sociale est une modalité de connaissance particulière ayant pour fonction l'élaboration des comportements et la communication entre individus (...) la représentation est un corpus organisé de connaissances et une des activités psychiques grâce auxquelles les hommes rendent la réalité physique et sociale intelligible, s'insèrent dans un groupe ou un rapport quotidien d'échanges, libèrent les pouvoirs de leur imagination » (Moscovici, 1976, pp. 25-28).

En conséquence, en tant qu'être humain, le journaliste est, au même titre que les autres individus, influencé au quotidien par ses représentations sociales. Lorsqu'il couvre un sujet, ses filtres représentationnels contribuent d'une manière importante aux choix du traitement journalistique. Il n'est donc pas possible d'exiger d'un journaliste de dire La vérité puisqu'elle n'est d'autre chose que Sa vérité (partagée avec une communauté de personnes). Pour le professionnel de l'information, la recherche de la vérité est un devoir qui demande du temps et

de la persévérance et une grande capacité de décentration cognitive sur ses propres analyses des événements. De plus, le journaliste a la plupart du temps à faire à des spécialistes qui « travaillent » l'information avant de la leur communiquer (Bernier, 2004, p. 173). L'observation de la pratique journalistique est un reflet extrêmement riche quant au difficile cheminement de la vérité. « Il existe des faits qui mentent (parce qu'ils sont isolés de leur contexte ou n'apportent qu'une complaisance, fragmentaire de la réalité), des jugements qui déforment (parce qu'ils sont fondés sur un intérêt), une bonne foi qui abuse (parce qu'elle reste empêtrée dans l'erreur). Le journalisme n'échappe à aucun de ces traquenards » (Cornu, 2009, p. 323). Pour décrire les événements les plus proches des faits tels qu'ils se sont produits, le journaliste doit donc faire des efforts pour déjouer les « pièges » des autres et ceux inhérents à lui-même. « Malgré toute sa bonne volonté, une démarche rigoureuse, une méthode quasi impeccable, le journaliste, comme tout être humain, atteint ses limites et doit admettre que des pièces lui manquent, mais seulement après avoir fait l'effort de chercher ces pièces. » (p. 174). Il est inutile de poser le problème de l'information en termes de fidélité aux faits ou à une source d'information. Aucune information ne peut prétendre à la transparence, à la neutralité ou à la factualité. « Car elle est un acte de transaction, et donc dépend du type de cible que se donne l'informateur et de la coïncidence ou non-coïncidence de celle-ci avec le type de récepteur qui interprétera l'information donnée selon des paramètres qui lui sont propres et qui n'ont pas été nécessairement postulés par l'informateur (Charaudeau, 2005, p. 31).

Néanmoins, si la recherche de la vérité est une des tâches que la société attend des journalistes, toute vérité est-elle bonne à dire ? Si rendre compte de la vérité compte parmi les devoirs des journalistes, cette valeur peut rentrer en conflit avec d'autres comme la sécurité nationale, le respect de la vie humaine ou simplement celui de la vie privée. Si les journalistes, comme les universitaires, sont dévoués à la découverte de la vérité, ils ne sont pas obligés de la diffuser à n'importe quel prix (Klaidman, Beauchamp, 1987, p. 39). Les journalistes omettent régulièrement de diffuser certaines informations, soit pour ne pas blesser quelqu'un, soit pour assurer de bonnes relations avec leurs sources d'informations, soit par complicité avec ces dernières. Quand elle est mise sous silence ou déformée, la vérité fait place aux mensonges et autres tromperies. Si certains mensonges ou omissions peuvent être considérés comme bénins, il reste que les différentes formes de tromperie sont autant de façons de priver les autres de leur liberté de choisir en les plaçant dans une situation désavantageuse. On le comprend, le journaliste à la recherche de la vérité, se trouvant confronté à des faits suffisamment sensibles et touchant parfois à des intérêts des personnes ou de groupes extrêmement puissants, est

contraint de modifier quelque peu la rendu de ce qu'il s'est réellement passé. Par le traitement journalistique aussi bien dans le fond que dans la forme et la publication dans un média, le journaliste contribue par la force des choses à la construction d'une réalité. La recherche de la vérité et l'importance que la population donne à celle-ci placent donc les journalistes au centre du processus de représentation du monde d'une société donnée. C'est cette conception de la vérité qui prédomine dans cette recherche.

Cette réalité, transmise au public selon un format standardisé, n'est en fait qu'une interprétation d'événement susceptible de faire l'objet d'autres interprétations et donc de construction d'autres réalités. L'opacité de l'actualité, le caractère polysémique de ses manifestations laissent la voie à des interprétations diverses et contradictoires (Cornu, 2009, p. 356). De plus, l'analyse de la forme des articles ne doit en aucun cas être négligée dans la transmission d'une interprétation d'une réalité au public car « la puissance des médias réside non seulement (et pas même principalement) dans leur pouvoir d'affirmer des choses comme étant vraies, mais dans leur pouvoir de produire les formes dans lesquelles les choses sont dites » (Schudson, 1989, p. 28). La vérité de l'information journalistique est ainsi l'aboutissement d'un processus de construction de la réalité organisé selon les principes de rigueur et d'exactitude, d'intégrité, d'impartialité et d'équité entre ses sources et les acteurs concernés. La qualité du journalisme et de l'information repose donc essentiellement sur la méthode. Le journaliste exerce une activité qui implique des choix et des décisions touchant aux fondements de l'éthique. Ainsi, pour être pertinente, l'analyse des pratiques et des contenus journalistiques ne peut écarter l'observation du respect des normes fondamentales de la profession.

2.3.3 Le journalisme et la paix

2.3.3.1 Les limites de la théorie du *peace journalism*

La réflexion sur l'importance des médias dans la construction de la paix est une démarche récente. Elle s'est développée progressivement en opposition au constat de leur importance dans les stratégies militaires. En effet, si les médias font partie intégrante de la propagande militaire, ils devraient également être capables d'influencer les acteurs et l'opinion publique dans les efforts de paix. Poursuivant cette réflexion, à la fin du siècle passé, un certain nombre de publications a développé le concept de « journalisme pour la paix » (*Peace journalism*) en opposition au « journalisme pour la guerre » (*War journalism*). Les chercheurs de ce nouveau champ de recherche ont tout d'abord porté leur attention sur le caractère normatif d'une telle

démarche. Cette théorie inscrit comme postulat de départ l'absence d'objectivité des articles de presse et met en avant un principe normatif dans le traitement médiatique d'un conflit en fixant comme principal valeur la paix. Dans un ouvrage de référence sur le sujet, Lynch et McGoldrick (2005, p. 5) définissent le *peace journalism* de la façon suivante:

« *Peace journalism* is when editors and reporters make choices – of what stories to report and about how to report them – that create opportunities for society at large to consider and value nonviolent responses to conflict. »

Pouvant être qualifié de journalisme responsable, le *peace journalism* peut être défini comme un programme de cadrage journalistique de l'information qui conduit à des processus favorisant la paix et la résolution non-violente des conflits. Les principaux promoteurs du *peace journalism* sont l'universitaire norvégien Johan Galtung, pionnier de la résolution des conflits et les praticiens australiens Annabel McGoldrick et Jack Lynch (Galtung, Rung, 1965, Galtung, Vincent, 1992, Galtung, 1997, Lynch 1999, 2002, Lynch, McGoldrick, 2005, McGoldrick 2007, McGoldrick, Lynch 2000, 2001, Galtung, Lynch, 2010). L'Université Wilhem Kempf de Constance (Allemagne) édite par ailleurs un magazine en ligne, *Conflict & Communication Online*, qui publie des visions théoriques controversées du *peace journalism*. (Kempf, 2003, Ross, 2003, Shinar, 2003, 2004, Becker, 2004, Bläsi, 2004, Hackett, Hanitzch, 2007, 2007, Pelege, 2007, Loyn, 2007). La lecture des différents articles existants sur le *peace journalism* indique une prédominance de la vision prospective dans cette théorie. Celle-ci semble avant tout vouloir encourager une nouvelle pratique du journalisme. Les principales critiques du *peace journalism* soulignent précisément ce point. Selon ces études, le *peace journalism* ou journalisme pro-actif s'oppose au journalisme de guerre qui ne rend compte que de la situation de conflit, des actions des belligérants et de leurs issues. Le *peace journalism* porterait son attention, non seulement aux faits du conflit, mais également aux causes et les solutions pacifiques à y apporter.

A titre de repère théorique, il a été choisi de reproduire le tableau original de la théorie de Johan Galtung (1998) exposant les différences entre *peace journalism* et *war journalism*. Ce tableau met en opposition à la manière d'idéaux-type les quatre enjeux structurant la couverture médiatique d'un conflit : une représentation du conflit avec une accentuation des éléments liés à la recherche de la paix ou de la guerre ; le rapport à la vérité avec le dilemme de l'accès aux sources et la difficulté pour les journalistes de produire des informations équilibrées ; la question des principaux protagonistes des conflits qui sont mis en avant par les médias, notamment les victimes qui ne reçoivent pas forcément le même traitement médiatique. La construction de l'ennemi par la propagande militaire a besoin de la diffusion médiatique pour fonctionner ; le

défi de la résolution du conflit pour les agents du conflit. Ce processus requière une construction sociale de la victoire pour chaque partie en conflit. Les processus de résolution des conflits sont des moments extrêmement délicats puisqu'ils constituent une véritable transformation de la réalité sociale d'une société avec la difficulté de gérer la situation de post-conflit.

PEACE / CONFLICT JOURNALISM	WAR / VIOLENCE JOURNALISM
I : PEACE / CONFLICT-ORIENTED	I. WAR / VIOLENCE-ORIENTED
Explore conflict formation, x parties, y goals, z issues General "win, win" orientation Open space, open time; causes and outcomes anywhere, also in history/culture Making conflicts transparent Giving voice to all parties; empathy, understanding See conflict/war as problem, focus on conflict creativity Humanisation of all sides; more so the worse the weapons Proactive: prevention before any violence/war occurs Focus on invisible effects of violence (trauma and glory, damage to structure/culture)	Focus on conflict arena, 2 parties, 1 goal (win), war general zero-sum orientation Closed space, closed time; causes and exits in arena, who threw the first stone Making wars opaque/secret "Us-them" journalism, propaganda, voice, for "us" See "them" as the problem, focus on who prevails in war Dehumanisation of "them"; more so the worse the weapon Reactive: waiting for violence before reporting focus only on visible effect of violence (killed, wounded and material damage) Leaving for another war, return if the old flares up again
II. TRUTH-ORIENTATED	II. PROPAGANDA-ORIENTATED
Expose untruths on all sides / uncover all cover-ups	Expose "their" untruths / help "our" cover-ups/lies
III. PEOPLE-ORIENTATED	III. ELITE ORIENTATED
Focus on suffering all over; on women, aged children, giving voice to voiceless Give name to all evil-doers Focus on people peace-makers	Focus on "our" suffering; on able-bodied elite males, being their mouth-piece give name to their evil-doers focus on elite peace-makers
IV. SOLUTION ORIENTATED	IV. VICTORY ORIENTATED
Peace = non-violence + creativity Highlight peace initiatives, also to prevent more war Focus on structure, culture, the peaceful society Aftermath: resolution, reconstruction, reconciliation	Peace = victory + ceasefire Conceal peace-initiative, before victory is at hand Focus on treaty, institution, the controlled society

Tableau 11 : Peace journalism vs War Journalism¹¹⁸

Un nombre important de journalistes et d'intellectuels ont donc posé les prémices de cette nouvelle réflexion en développant des théories sur le *peace journalism*. Les chercheurs universitaires ne se sont intéressés à cet objet que récemment, notamment par une remise en question des théories normatives de ce nouveau champ académique, contraires aux principes scientifiques. Depuis la théorie fondatrice de J. Galtung et la recherche de Baumann et Siebert (2000) concernant l'Afrique du Sud de l'après-apartheid et analysant la manière dont les journalistes sud-africains ont couvert les travaux de la Commission vérité et réconciliation, des études ont débattu le rôle des médias sur la résolution d'un conflit, tantôt attribuant une responsabilité au journalisme sur l'issue du conflit (Allen, Seaton, 1999 ; Hieber, 2001 ; Melone, Terzis, Beleli, 2002 ; Howard, 2002) tantôt concluant que l'action des médias sur la résolution du

¹¹⁸ Galtung, J. (1998) : High road, low road – charting the course for *Peace journalism*, Track two, 7, 4, Centre for Conflict Resolution and Media Peace Centre, Cape Town, South Africa, December.

conflit restait limitée (Reljik, 2001 ; Spurk, 2002). Etant donné la difficulté de trancher sur cette question, il est nécessaire d'explorer d'autres pistes afin de définir les facteurs d'influence des médias dans la résolution d'un conflit. Si les stratégies militaires ont démontré à maintes reprises au cours de l'histoire que les médias pouvaient aider dans l'effort de guerre d'une nation, il reste encore à démontrer, aujourd'hui, la capacité des médias à contribuer à l'effort de paix. Les effets des théories du *peace journalism* sont, en conséquence, encore à démontrer.

Dans sa critique du *peace journalism*, Thomas Hanitzch (2007) soulève plusieurs limites de ce courant théorique. En premier lieu, il estime que cette théorie manque de fondements épistémologiques. Un de ceux-ci pourrait décrire le principe de couverture journalistique d'un conflit depuis la mise en valeur du point de vue des plus faibles. Ainsi, face à ces lacunes épistémologiques, l'auteur reproche aux promoteurs de ce courant de se contenter d'une démarche individuelle et volontariste. Il estime que c'est une illusion de croire que les journalistes doivent uniquement changer leurs attitudes et comportements pour produire un traitement journalistique lié aux valeurs prônées par le *peace journalism*. Hanitzch explique l'aporie du *peace journalism* par le fait que le journalisme est soumis à de nombreuses contraintes structurelles cadrant et limitant le travail des journalistes tels que : le manque de personnel, les ressources en temps et matériel, les procédures d'éditions et les hiérarchies, les contraintes liées aux formats des textes, la disponibilité des ressources, l'accès à l'information en général, etc. Gadi Wolsfeld va plus loin en soulignant l'incompatibilité entre le temps d'un processus de paix et celui du journalisme.

« There is an inherent contradiction between the logic of a peace process and the professional demands of journalists. A peace process is complicated; journalists demand simplicity. A peace process takes time to unfold and develop; journalists demand immediate results. Most of peace process is marked by dull, tedious negotiations; journalists require drama. A successful peace process leads to a reduction in tensions; journalists focus on conflict. Many of the significant developments within a peace process must take place in secret behind closed doors; journalists demand information and action » (Wolsfeld, 1997, p. 67).

Si l'analyse critique du *peace journalism* par Hanitzch relève davantage de limites de cette théorie en soulevant le manque de prise en compte des nuances existantes dans l'univers médiatique et une mauvaise appréciation du fonctionnement de l'audience (audience passive vs audience fragmentée et active), il souligne un élément essentiel pour cette recherche :

« The conduct of *peace journalism* does also become difficult, if not impossible, when applied in certain conflict constellations. For one thing, journalists reporting on conflicts in their neighborhoods do often belong to one of the groups involved in the violence. In these cases it is difficult to remain impartial and to deliver a balanced and comprehensive account of the conflict » (Hanitzch, 2007, p. 6).

En soulevant ce problème vécu par le journaliste dans un conflit, Hanitzch ne prend toutefois pas assez en compte la contradiction centrale de cette situation : le paradoxe révélée dans l'écriture journalistique entre l'idéologie professionnelle, la déontologie journalistique et l'idéologie politique. C'est notamment cette contradiction qui sera analysée dans le chapitre 4 afin de cerner davantage la compréhension du rôle des médias dans les processus de paix. Il ne s'agit pas de soutenir naïvement l'engagement des promoteurs du *peace journalism*, mais de contribuer à un développement des études du journalisme dans le domaine de la résolution des conflits.

2.3.3.2 Vers une approche moins volontariste

Eloigné de la théorie du *peace journalism* et de ses ambitions normatives pour le champ journalistique et prenant en compte l'implication personnelle potentielle des journalistes dans le conflit, l'enjeu principal actuel des recherches sur le rôle des journalistes dans les conflits est de comprendre les mécanismes pouvant favoriser une recrudescence du conflit ou au contraire un apaisement de celui-ci. C'est dans cette démarche que s'inscrit cette recherche. Dans ce registre, quelques universitaires ont déjà apporté leur contribution. Le politologue Graham Spencer (2005) a souligné que, sans tolérance et compréhension de « l'autre » (à comprendre l'autre partie), le journaliste est incapable de proposer une information objectivée et équilibrée sur les conflits. Parmi les éléments essentiels, Spencer met en avant *l'effet CNN* pour souligner l'impact de l'information en direct sur la diplomatie et la politique étrangère (Livingston, 1997, Robinson, 1999). L'effet CNN résume le processus par lequel l'information en continu sur des crises ou des conflits, peut avoir une capacité d'influence sur les prises de décisions politiques. Centré de prime abord sur la télévision, la presse contribue également à l'effet CNN de deux manières : d'une part en offrant un cadrage aux sujets traités et, d'autre part, en informant les dirigeants sur la perception des événements par le public (Bahador, 2007). Ainsi, même si les changements dans les conflits sont avant tout politiques, aujourd'hui, les médias ont un certain pouvoir de pression contraignant les agents des conflits à répondre à de multiples sollicitations. Dans ce contexte d'échanges permanents entre les médias et les politiques, Spencer s'inscrit dans la droite ligne des travaux de Cohen (1987) et Goffman (1969) sur le pouvoir des messages visuels et de la communication non-verbale en définissant les médias en tant que « théâtre du pouvoir » à partir duquel les leaders politiques peuvent s'adresser à une audience internationale.

Poursuivant les travaux de Galtung, Spencer établit une distinction entre les « conflits négatifs » et les « conflits positifs », en soulignant pour les premiers, la prédominance d'échanges à

somme nulle entre les parties et pour les seconds, une dynamique de débat avec une diversité des points de vue. Il illustre cette différence avec divers conflits internationaux reposant sur des approches singulières. Le cas de la guerre du Vietnam permet de comprendre la capacité des médias à caractériser les mouvements pour la paix comme une menace pour la société. Le génocide du Rwanda montre que l'indifférence à une intervention internationale a été facilitée par une couverture médiatique simplifiée, usant des représentations stéréotypées des victimes africaines. L'universitaire explique que l'absence de prévention du génocide a été masquée par la suite par une réponse humanitaire. Une attention particulière est portée sur la relation complexe entre les besoins de confidentialité et de publication des positions des acteurs dans les médias lors des processus de paix. La communication dans les processus de paix se révèle être de cette manière un exercice d'équilibriste dans le cadre de sociétés essayants de passer d'une situation de conflit à celle d'une paix fragile. Spencer examine également la question de la complicité des médias avec l'agenda politique dans la cadre de la nouvelle guerre contre la terreur menée par les Etats-Unis et d'autres Etats occidentaux. Dans ces travaux, Spencer est convaincu de la capacité d'influence des journalistes dans les conflits afin de dépasser le jeu à somme nulle entre les parties antagonistes. Une plus grande précision dans l'analyse journalistique pourrait ainsi faciliter l'apaisement des conflits. Complexifier au lieu de simplifier pour favoriser la paix ? Mais n'est-ce pas aller à contre-courant de ce qui est demandé aux journalistes d'information dans les médias actuels ? Les paramètres actuels de la profession de journaliste sont ainsi au centre de la réponse à la question du rôle des journalistes dans les conflits.

Eytan Gilboa estime quant à lui que les politiques et les négociateurs utilisent les médias pour des raisons positives et négatives. Ils peuvent également neutraliser la couverture médiatique dans le cadre de négociations diplomatiques secrètes. Les utilisations négatives comportent de la propagande et de l'incitation à la haine. Les utilisations positives se concentrent sur la médiation, la réconciliation et la mobilisation de l'opinion publique pour les négociations d'accords de paix (2000a, pp. 546-552). En référence aux théories des négociations internationales identifiant différents processus dans une négociation tel que le stade des pré-négociations, le rôle des parties tierces (Etats neutres, organisations internationales, individus) et le *Track-two diplomacy* (négociations informelles menées par des médiateurs non-officiels), Galboa (1998b) met en exergue l'utilisation des médias par les politiciens au cours de ces processus. Il définit de cette manière en tant que *media diplomacy* le processus par lequel les politiques utilisent les médias pour faire connaître des intentions et construire de la confiance

dans le stade de la pré-négociation. Le terme de *media-broker diplomacy* (Gilboa, 2000b) fait référence quand à lui à l'utilisation des médias par des journalistes qui agissent comme indépendants entre les agents du conflit pour les persuader de la viabilité des négociations.

Le chercheur israélien Gadi Wolsfeld a également permis de faire avancer la connaissance du rôle des médias et des journalistes dans la résolution des conflits. Dans ses travaux, notamment l'ouvrage *Media and the Path to Peace* (2004), l'universitaire soulève la problématique du rôle des médias dans les processus politiques dans les pays démocratiques. Il s'efforce d'identifier quand les médias jouent un rôle constructif ou destructif lors de processus de paix et quand les médias sont capables de faciliter ou freiner les efforts d'un gouvernement dans la recherche de la paix. Il a élaboré un modèle théorique sur le rôle des médias, surtout la presse, sur différents processus de négociation. Il base ses réflexions sur des études sur les processus de paix suivants : processus de négociation d'Oslo (1993) ; processus de paix entre Israël et la Jordanie (1994) ; processus de paix en Irlande du Nord (1998-99)

Les recherches de Gadi Wolsfeld ont, à notre sens, abouti à des conclusions extrêmement pertinentes sur les mécanismes orientant le journalisme dans le traitement des processus de paix. En puisant dans les théories sur les pratiques journalistiques, ce chercheur a identifié les multiples facteurs influençant le rôle des médias dans les processus de paix et par conséquent dans la construction de la paix. L'aboutissement des travaux de ce chercheur invite à considérer son modèle théorique comme une référence dans ce champ de recherche. Il est, en conséquence, adéquat de tester son modèle théorique sur la relation entre les médias et les processus de paix sur d'autres terrains comme la résolution du conflit basque.

Le modèle proposé par Wolsfeld (figure 21) comprend de nombreux points, dont les principes d'influence des médias et la modèle statique reprennent la plupart des éléments présentés dans notre modèle de la production de l'information (figure 19). En conséquence, l'apport théorique de Gadi Wolsfeld à notre étude sur le processus de transformation du conflit basque se limitera au modèle dynamique. Celui-ci présente le fonctionnement de l'environnement politique et l'environnement médiatique dans lesquels se déroule un processus de paix. Cet outil théorique sera utilisé dans le chapitre 4 pour l'analyse des pratiques journalistiques dans le cadre du processus de paix au Pays Basque qui s'est déroulé entre 2006 et 2007. Le modèle dynamique insiste sur le fait que le rôle des médias peut varier selon la conjoncture et les circonstances internes et extérieures au processus de paix. Selon Wolsfeld, deux facteurs doivent être analysés

pour identifier ces moments : L'environnement politique du processus de paix et l'environnement du média dans lequel le journaliste opère.

L'environnement politique fait référence à l'agrégation des croyances, discours et comportements privés et publics concernant des affaires politiques en fonction du temps. C'est un concept macro lié à la situation politique. Les autorités, en prenant le contrôle de l'environnement politique, ont plus de facilité à transmettre leurs messages aux médias. En d'autres termes, le contrôle politique amène le contrôle des médias. L'influence des médias dans un processus de paix doit être vue en tant que cycle dans lequel des changements dans l'environnement politique amènent des modifications au niveau médiatique qui elles-mêmes transforme l'environnement politique. Le politique est toujours le premier, mais les médias sont extrêmement puissants pour créer des moments politiques propices aux changements. Ils parviennent à focaliser l'attention du public sur des événements. Ils ont également la capacité de mettre des limites au traitement d'une information (structure temporelle d'une information). Les médias imposent également des structures narratives au traitement de l'information.

A) INFLUENCES DES MÉDIAS			
Définir l'atmosphère politique dans lequel le processus de paix se situe	Nature des débats dans le cadre du processus de paix	Impacts sur les stratégies et comportements des protagonistes	Modification de la perception publique des protagonistes
B) MODÈLE STATIQUE : VALEURS DES MÉDIAS EN CONTRADICTION AVEC UN PROCESSUS DE PAIX			
L'immédiateté	La recherche du drame	La simplicité	L'ethnocentrisme
C) MODÈLE DYNAMIQUE : LA RÔLE DES MÉDIAS VARIENT SUIVANT LES CIRCONSTANCES			
Description de l'environnement politique du processus de paix		L'environnement du média dans lequel le journaliste opère	
<u>Variables :</u> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Niveau de consensus des élites ▪ Cycle politico-média-politique (PMP) ▪ Nombre et intensité des crises 		<u>Variables :</u> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Utilisation d'un cadrage médiatique pro-paix ▪ Degré de sensationnalisme ▪ Partage de médias par les antagonistes (types de public) 	

Tableau 12 : Modèle théorique de Gadi Wolsfeld sur l'influence des médias dans les processus de paix.¹¹⁹

¹¹⁹ Réalisé à partir de l'ouvrage de Gadi Wolsfeld, *Media and the Path to Peace* (2004). Traduit par nous.

Pour leur part, les autorités doivent proposer des événements importants aux médias (soutiens internationaux, rencontres entre les protagonistes, etc.). Les médias vont ainsi progressivement changer leur approche à mesure que le processus se consolide. L'approche « militaire » du journalisme laissera progressivement la place à une approche « diplomatique ».

Wolsfeld avance deux éléments de l'environnement politique jouant un rôle essentiel dans le déroulement d'un processus de paix :

- ▶▶ *Le consensus des élites*: plus le niveau de consensus des élites est grand concernant le soutien du processus, plus les médias joueront un rôle positif dans la résolution du conflit. Quand les élites sont divisées, les médias ont tendance à en faire l'histoire principale (Entmann, 2004). Le processus de paix devient alors controversé et les journalistes ont tendance à le traiter de manière équilibrée. Un cadrage dominant pour la paix est extrêmement important pour mener à bien le processus de paix.
- ▶▶ *Le nombre et l'intensité des crises* : plus le nombre et l'intensité de crises associées avec le processus sont élevées, plus les médias joueront un rôle négatif.

L'environnement médiatique fait référence à au contexte dans lequel les journalistes travaillent. Selon Wolsfeld, cet environnement se révèle passablement autonome. En conséquence, les leaders politiques ont relativement peu de contrôle sur l'environnement médiatique. De plus, c'est un environnement beaucoup plus stable que le politique dans lequel les pratiques journalistiques sont très lentes à changer. Ceci explique pourquoi les politiques sont souvent frustrés avec les médias. Deux dimensions de l'environnement médiatique sont susceptible d'avoir de l'influence sur une processus de paix :

- ▶▶ *Le degré de sensationnalisme*: la plupart de ces travaux s'accordent à souligner que plus l'influence commerciale est grande dans le contenu de l'information, moins les médias peuvent servir de référence pour le débat public. Dans le cas de la guerre ou de la paix, le sensationnalisme peut être extrêmement dangereux.¹²⁰ Pour Wolsfeld, plus un média devient sensationnel, plus le média peut jouer un rôle destructeur dans le processus de paix. Il est ainsi nécessaire d'identifier les normes et les valeurs de l'environnement médiatique pour connaître son degré de sensationnalisme. Le format des informations est également très important (exemples: titres, images, etc.).
- ▶▶ *Partage de médias entre les antagonistes*: Wolsfeld entend par partage des médias par les antagonistes une présence équilibrée des acteurs du processus de paix dans les médias. Pour Wolsfeld, plus le nombre de médias partagés est nombreux, plus les médias joueront un rôle favorable dans le processus de paix. S'il n'existe pas de partage, il y a une tendance au renforcement des stéréotypes. Par contre, si les leaders politiques partagent les mêmes médias, ils auront tendance à utiliser un langage plus modéré capable de plaire à plusieurs publics.

La présentation du modèle de Gadi Wolsfeld clôt ce chapitre déclinant le cadre théorique de cette recherche. Comme souligné précédemment, les apports de Wolsfeld seront repris dans le

¹²⁰ Phénomène de « infotainment » (Blumler and Kavanagh, 1999 ; Brants, 1998 ; Brants and Neijens, 1997 ; Graber, 1994) ou « tabloidization » (Newton, 1999 ; Owen, 2000 ; Sparks, 1992).

chapitre 4 consacré à l'étude des pratiques journalistique dans le cadre du processus de paix au Pays Basque. Avant cela, il convient de procéder dans le prochain chapitre à une première analyse d'un corpus de discours médiatiques sur le conflit basque, afin de définir les cadrages médiatiques des différents quotidiens existants dans l'espace de la communication politique sur la problématique basque.

CHAPITRE III :

LE TEMPS DE LA GUERRE (2003). LA RECHERCHE DES IDÉOLOGIES

La première analyse de corpus intitulée « Le temps du conflit. La recherche des idéologies » consiste en une analyse de contenu ayant comme objectif d'analyser les cadrages médiatiques des différents quotidiens existant dans l'espace de la communication politique sur la problématique basque. Comme présenté dans l'introduction générale, l'analyse de contenu est réalisée à partir d'un corpus d'éditoriaux et d'articles d'opinion, ceci afin de reconstituer les principales idées-force présentes dans les discours médiatiques en temps de conflit. Les idées-force sont captées à partir du contexte politique conflictuel suite à la tentative unilatérale de réforme du statut de l'autonomie du Pays basque en 2003 par le Gouvernement basque. Cette initiative, plus connue sous le nom de *Plan Ibarretxe*, du nom du Président du Gouvernement basque de l'époque, avait provoqué une crispation importante entre les élites espagnoles et basques. Selon le Gouvernement basque, il s'agissait de doter la Communauté autonome basque de nouveaux outils pour faire entendre la volonté du peuple basque et cela d'une manière démocratique et pacifique.¹²¹ Cette proposition politique, ayant eu lieu avec l'ETA en activité, a provoqué une pléthore de débats contradictoires parmi les élites espagnoles et basques. Elle constitue donc un contexte idéal pour saisir les représentations sociales et les tendances discursives existantes dans l'espace de la communication politique basque-espagnol en temps de conflit.

Le principal objectif de cette partie consiste à décrire l'articulation de l'espace de la communication politique sur la problématique basque en Espagne en fonction des tendances discursives des différents quotidiens. Cet espace est défini, en se référant aux travaux de Wolton (1989), Ferry (1989), Riutord (2007) en tant qu' « espace symbolique dans lequel circulent divers discours idéologiques aux contenus identitaires et politiques sur le conflit basque. » Nous tenons à souligner le fait que cette recherche se concentre que sur un unique « lieu » de cet espace, celui de la presse quotidienne. Cette limitation ne permet pas d'extrapoler automatiquement les résultats à d'autres types de médias.

¹²¹ La décision finale ne devait pas être prise par le gouvernement de Vitoria mais par la société basque par le biais d'un référendum durant le printemps 2005. La décision négative des *Cortes* empêcha l'organisation du référendum.

Suite à l'analyse de cet espace, ce chapitre présentera la description des lieux communs argumentatifs sous la forme de *topoi*. Ceux-ci se composent de schémas argumentatifs de base sur le conflit basque déduits à partir de l'analyse de contenu. Cette démarche vise à dresser la liste des questions politiques épineuses liées à la résolution du conflit basque telles qu'elles sont reflétées dans les discours des éditoriaux de la presse basque et espagnole.

3.1 L'analyse de contenu

Ce point a pour objet de décrire en détail les principes méthodologiques présentés dans l'introduction générale qui seront utilisés dans ce chapitre. Dans le but de saisir les différentes visions du monde et de mettre en évidence les représentations idéologiques et les jugements des locuteurs, les différents documents sont passés au crible de l'analyse de contenu. Comme le rappelait Berelson, « l'analyse de contenu est une technique de recherche pour la description objective, systématique et quantitative du contenu manifeste des communications, ayant pour but de les interpréter (Berelson, 1952, p. 18). Cependant, dans l'analyse des textes, la nécessité d'inférer au-delà du contenu manifeste s'imposa à beaucoup de théoriciens. Le contenu manifeste doit être davantage perçu comme une « voie de passage vers autre chose » (Muchielli, 2006, p. 29). Laurence Bardin souligne que l'analyse de contenu est constituée « d'un ensemble de techniques d'analyse des communications utilisant des procédures systématiques et objectives de description du contenu des messages » (Bardin, 2003, p. 42). Cette analyse ignore la cohérence explicite du texte : les contenus sont décomposés et simplifiés, visant non à une traduction, mais à une explication du texte, à une description de l'implicite.

« En tant que technique, l'analyse de contenu est une famille de procédés spécialisés servant à la collecte, à la description et au traitement des données. En tant que technique de recherche, elle aide à produire un savoir original, des connaissances nouvelles ; elle contribue à établir des perspectives ou à corriger des perceptions. Bref, elle sert à la découverte de réalités qui, autrement, resteraient cachées » (de Bonville, 2000, p. 10).

L'utilisation de cette technique est donc incontournable dans le traitement empirique de l'objet d'étude. Cependant, « l'analyse de contenu n'est pas une catégorie unique, mais plutôt un groupe de techniques apparentées » (idem, p. 10). Dans cette étude, l'analyse correspondant le mieux à l'objectif est l'analyse catégorielle par thème.

3.1.1 L'analyse catégorielle

L'analyse de contenu développée dans cette recherche vise l'objectif de déterminer les schémas de croyance présents dans l'espace de la communication politique sur la problématique basque

en Espagne par le biais du fonctionnement des discours idéologiques présents dans les documents. Il s'agit essentiellement d'une démarche comparative entre les différents discours médiatiques afin de parvenir à une analyse de la transformation de l'espace de la communication politique sur la problématique basque en Espagne. Afin d'atteindre l'objectif, le format de l'analyse doit être précisé en tant qu'analyse catégorielle puisqu'elle consiste en une analyse des signifiés et non des signifiants (analyse lexicale, analyse des procédés). Celle-ci « vise à prendre en considération la totalité d'un « texte » pour le passer à la moulinette de la classification et du dénombrement par fréquence de présence (ou d'absence) d'items de sens » (Bardin, 2003, pp. 40-41). Pour que l'analyse soit valide, comme le recommande Laurence Bardin, les catégories ont été choisies de manière à respecter les règles suivantes : l'homogénéité, l'exhaustivité (éprouver la totalité du texte), l'exclusivité (un même élément du contenu ne peut être classé dans deux catégories différentes de manière aléatoire), l'objectivité (des codeurs différents doivent aboutir aux mêmes résultats) et celles-ci doivent être adéquates ou pertinentes (adaptées au contenu et à l'objectif) (idem, p. 40).

Processus de classement catégoriel

L'analyse catégorielle consiste à mettre en exergue les thématiques présentes dans les documents. La procédure consiste à classer les éléments de significations des textes dans les catégories. Afin d'organiser et quantifier toutes les informations, il est nécessaire de procéder à un découpage des textes contenus dans les documents en unité d'enregistrement. Pour ce travail, le découpage se fait à un niveau sémantique et l'unité d'enregistrement est le thème. En effet, le but de l'analyse thématique est de repérer des « noyaux de sens » selon l'expression de R. Barthes. C'est pourquoi cette unité se compose de fragments de document, regroupant tous les niveaux linguistiques, le mot, la phrase ou encore le paragraphe. Ces unités sont par la suite répertoriées et quantifiées selon les catégories et sous-catégories par rapport à la règle de la fréquence. Pour cela, le postulat que l'importance d'une unité d'enregistrement croît avec sa fréquence d'apparition est avancé. Tout en supposant que chaque thème a la même valeur, c'est donc la régularité quantitative d'apparition qui est considérée comme significative. Pratiquement, chaque unité d'enregistrement sera classée dans une méta-catégorie, catégorie et sous-catégorie en fonction du thème transcendant de l'unité. Celui-ci est déterminé d'une manière qualitative par un mécanisme de comparaison avec les autres catégories et sous-catégories. En cas d'indécisions entre deux catégories, nous procéderons par élimination afin de garantir le classement thématique le plus approprié. Les unités extraites des articles seront

identifiées en fonction du journal et du numéro d'article. Ainsi, les codes suivants permettent de référencer les unités : Une lettre fait référence aux différents journaux : D : *Deia* ; G : *Gara* ; C : *El Correo* ; P : *El País* ; A : *ABC* M : *El Mundo* et le numéro qui suit correspondant à l'article du journal en question. Exemple : D1 : 1^{er} article du journal. Le logiciel Microsoft Excel sera utilisé pour le classement et le comptage des unités.

A partir de l'analyse des articles d'opinion, cette partie permettra de mettre à jour les formes d'organisations des discours idéologiques de chaque titre de presse. La démarche consistant à mettre à jour les formes d'organisation des discours dans l'espace de la communication politique, la recherche de schéma de croyance se fera en fonction des deux principes qui guident tout discours idéologique : la « légitimation » de sa vision du monde et la « condamnation » de la vision du monde de l'adversaire politique (Ansart, 1974). Teun A. van Dijk (2003, pp. 57-58) décrivent de cette manière la stratégie basique de tout discours idéologique en se plaçant du côté du locuteur :

Légitimation		Condamnation	
Mettre en évidence « ses » aspects positifs	Enlever de l'importance à « nos » aspects négatifs	Mettre en évidence « leurs » aspects négatifs	Enlever de l'importance à « leurs » aspects positifs

Les principes de « Légitimation » et de « Condamnation » représentent ainsi les méta-catégories de l'analyse de contenu. Cependant, après la lecture flottante, compte tenu de la présence d'unités qui ne pouvaient pas être classées dans l'un ou l'autre de celles-ci, la nécessité de créer une troisième méta-catégorie a été identifiée. Celle-ci est nommée « *Faits reconnus sur le conflit* ». Cette dernière regroupe tous les éléments idéologiquement « neutres » descriptifs et analytiques, inscrits dans les discours des locuteurs. Elle permet de comprendre l'importance donnée aux informations analytiques et descriptives pour chaque journal. En fonction des trois méta-catégories, il est procédé, par déduction, au classement en catégories et sous-catégories afin de définir les thèmes présents dans les discours.

L'interprétation et l'explication des différents textes présents dans le corpus se font par un assemblage méthodologique entre l'analyse catégorielle et l'analyse de l'évaluation. Le découpage thématique de la première fournit les bases de la seconde, permettant ainsi

d'effectuer une analyse qualitative de l'objet d'étude. La représentation statistique se limitera aux trois méta-catégories « Légitimation », « Condamnation » et « Faits reconnus sur le conflit », de manière à comprendre les grandes stratégies des différents journaux. Si les deux premières seront largement approfondies, la méta-catégorie « Faits reconnus sur le conflit » permettra uniquement de situer l'importance des explications et descriptions sans orientation idéologique pour chaque journal.

Le reste de l'interprétation des catégories et sous-catégories restera qualitative et se limitera donc à une présentation des tendances discursives des journaux. En effet, le corpus d'articles n'est pas suffisant pour laisser les chiffres parler d'eux-mêmes. Cette partie sera accompagnée de nombreuses citations des textes présents dans le corpus. L'objectif n'est pas d'alourdir le texte inutilement, mais bien de donner de la force et de la signification aux catégories d'analyse.

3.1.2 Les idées-force des discours idéologiques

A partir des articulations entre les méta-catégories, catégories et sous-catégories, une déduction des schémas argumentatifs de base structurant les visions du monde de chaque journal est réalisée. Pour donner tout son sens à l'analyse, le classement des unités par thème est renforcé par la mesure des attitudes des locuteurs à l'égard des thèmes mis en avant par l'analyse de contenu. Pour y parvenir, chaque journal est analysé successivement, en considérant, en fonction des trois grandes orientations, les thèmes qui sont prépondérants. L'approche se veut essentiellement qualitative afin de déceler de véritables tendances par rapport à chaque thème. Cette méthode permet de comparer la manière dont les discours se positionnent face aux objets et acteurs présents. L'aboutissement final de cette démarche est concrétisé sous la forme d'idées-force construites à partir de *topoi* afin de construire l'assemblage des différents discours idéologiques présents dans l'espace de la communication politique sur la problématique basque en Espagne.

Les *topoi* sont un outil tout à fait adapté à l'analyse de ce genre de discours puisqu'ils déterminent « les options et le « prêt à penser » qui caractérise l'opinion (la doxa) » (Sarfati, 1997, p. 32). Ainsi, la définition des *topoi* permet de mettre à jour les croyances formulées ou non dans les différents discours. Les *topoi* existent sous deux formes, intrinsèques (lexicaux) et extrinsèques (argumentatifs). Selon le linguiste Oswald Ducrot, ces deux formes de *topoi* ont les caractéristiques suivantes : ce sont des croyances présentées comme communes à une certaine collectivité (au minimum au locuteur et son allocataire) ; ces croyances sont données comme

ayant un caractère de généralité (elles valent aussi pour des situations différentes de la situation particulière dans laquelle ils sont utilisés) ; ces croyances mettent en relation deux échelles ou deux prédicats graduels qui permettent d'articuler un raisonnement (p.34).

Jean-Claude Anscombres ajoute que les *topoi* sont « des principes généraux qui servent d'appui aux raisonnements, mais ne sont pas des raisonnements. Ils ne sont jamais assertés, en ce sens que leur locuteur ne se présente jamais comme en étant l'auteur (même s'il l'est effectivement), mais ils sont utilisés. Ils sont presque toujours présentés comme faisant l'objet d'un consensus au sein d'une communauté plus au moins vaste » (Anscombres, 1995, p. 39).

Il s'agit de décrire les idées-forces organisatrices des différents discours, mettant de cette manière à jour l'implicite contenu dans ces derniers sous la forme d'enchaînement argumentatif ayant « pour finalité la construction de représentations idéologiques » (idem, p. 57). L'effort consiste à découvrir les « lieux communs » de l'argumentation fréquentés par les multiples locuteurs présents dans l'espace de la communication politique sur le conflit basque en Espagne. Le *topoi* est de cette manière le connecteur permettant d'aboutir au raisonnement. Enfin, à partir des résultats de l'analyse de contenu, cette approche argumentative permettra d'arriver à une simplification des idées-force présentes dans l'espace de la communication politique sur la problématique basque en Espagne.

3.1.3 La grille d'analyse

La grille d'analyse se décompose de la manière suivante en fonction des différents journaux sélectionnés dans ce travail :

- Les méta-catégories et les catégories sont identiques pour les six quotidiens. Ainsi, si les premières permettent de comprendre la tendance argumentative des discours (légitimation, condamnation ou faits reconnus), les deuxièmes informent sur les grands thèmes contenus dans le discours. Cet assemblage constitue ainsi une base à l'interprétation des sous-catégories.
- Même si certaines sous-catégories se retrouvent dans l'analyse des différents journaux, la majorité d'entre-elles diverge en fonction des quotidiens. En effet, il a été impossible de regrouper toutes les sous-catégories indiquant de cette manière que l'interprétation révélera des différences importantes dans les discours contenus dans les différents textes.

Les tableaux qui suivent décrivent avec plus de précision le contenu de chaque catégorie et sous-catégorie. Un tableau différent pour chaque méta-catégorie renseigne sur l'orientation donnée

aux sous-catégories. Il convient de rappeler que les sous-catégories ont été déterminées de manière inductive après avoir rassemblé préalablement les unités qui traitaient des mêmes thèmes. Par souci de compréhension, chaque sous-catégorie est accompagnée d'une brève description et d'un exemple. Le tableau qui clôt cette partie fournit une récapitulation de tous les niveaux de catégories donnant la forme finale à la grille d'analyse.¹²²

L'analyse catégorielle se limitera à la phase de classement en fonction des sous-catégories. Les tendances statistiques seront indiquées pour chaque journal uniquement pour les méta-catégories. En effet, il s'avère que le nombre d'unités comprises dans le corpus n'est pas suffisamment volumineux pour aboutir à des données quantitatives fiables pour les sous-catégories. Ces dernières seront traitées d'une manière qualitative dans la recherche des *idées-force* composant les schémas de base des différents discours idéologiques.

¹²² Comme souligné plus haut, les codes suivant servent à référencier les unités d'enregistrement. Ainsi, dans la rubrique exemple des sous-catégories, des codes font références aux différents journaux : D : *Deia* ; G : *Gara* ; C : *El Correo* ; P : *El País* ; A : *ABC* ; M : *El Mundo*. Le numéro qui suit correspondant à l'article du journal en question. Exemple : D1 : 1^{er} article du journal *Deia*.

3.1.3.1 Les catégories

Légitimation	Liberté	Cette catégorie regroupe tous les thèmes liés aux besoins de pacification du Pays Basque, au soutien des victimes de la violence terroriste ainsi qu'à l'auto-détermination politique du peuple basque.
	Résolution du conflit	Il s'agit de tous les thèmes qui légitiment des manières de résoudre le conflit basque. Les sous-catégories mettent en avant la complexité des intérêts politiques et identitaires.
	Aspects institutionnels	Nous avons regroupés ici toutes les unités mettant en évidence la nécessité ou l'inutilité de réformes institutionnelles en Espagne.
Condamnation	Violence	Cette catégorie développe sous différents angles la problématique de la violence dans la société basque. Plusieurs facettes de cette dernière sont traitées autour de la violence physique et violence symbolique.
	Relation Espagne-Euskadi	Toutes les sous-catégories liées aux relations conflictuelles et passionnées entre le Pays Basque et l'Espagne sont développées dans cette catégorie. Il s'agit essentiellement d'échanges de reproches et de critiques entre les populations de ces deux territoires où le facteur identitaire est pour beaucoup dans la fixation des positions.
	Résolution du conflit	Chacun condamne les actions de leurs adversaires politiques dans la manière d'aborder la résolution du conflit basque.
Observations générales sur le conflit	Éléments politico-historiques	Cette catégorie regroupe toutes les analyses politiques et historiques sur le Pays Basque et l'Espagne. Nous avons répertoriés ici tous les éléments analytico-descriptifs ne donnant pas lieu à un jugement de valeur.
	Éléments sociologiques	Dans une même orientation "neutre", toutes les analyses sur la société basque ont été regroupées ici autour du pluralisme et de la souffrance de cette dernière.

3.1.3.2 Les sous-catégories

LEGITIMATION

Catégories	Sous-catégories	Descriptions	Exemples
Liberté	Vivre en paix	Thèmes soulignant la nécessité de la pacification de la société basque	"Aujourd'hui, notre responsabilité est celle de sortir dans la rue et exiger à l'ETA, autant de fois qu'il sera nécessaire, qu'elle nous laisse vivre en paix" (D 1)
	Solidarité avec les victimes de la violence	Thèmes qui mettent en avant la nécessité de la solidarité avec les victimes de tous types de violence tel que des attentats ou la répression policière.	"Il y a malheureusement de nombreuses victimes et de différentes origines; mais toutes méritent notre solidarité, respect et appui." (C6)
	Auto-détermination du peuple basque	Thèmes traitant du concept d'auto-détermination des peuples sans structure étatique tel que le peuple basque.	"N'importe quel peuple sans passé en tant qu'Etat a parfaitement le droit de le former si et le décide librement." (G 1)
Résolution du conflit	Destin politique	Thèmes qui ont pour but de montrer le caractère inéluctable du processus souverainiste que vit le Pays Basque"	"La présentation de la proposition de réforme statutaire constitue une opportunité historique pour Euskal Herria." (G7)
	Négociation/Dialogue	Thèmes mettant en évidence la nécessité de dialogue entre les différents acteurs du conflit basques.	"C'est-à-dire, il s'agit, faisant allusion à Tomás Fernández Auz, d'atteindre une "base de concordance" qui suppose un plus petit dénominateur commun capable d'offrir une réponse satisfaisante à une société aux "identités complexes". (C8)
	Identité basque	Thèmes qui décrivent sous de multiples facettes l'identité basque.	"Il y a une évidence empirique de l'existence de ces signes identitaires qui se manifestent dans la terminologie Euskal Herria (o Royaume de Navarre ou Pays Basque o Vascogadas-Navarre-Iparalde)" (G5)
	Identité espagnole	Thèmes revendiquant l'identité espagnole.	"Inclus ceux qui n'ont pas peur d'affirmer publiquement qu'avant d'être basques, ils sont espagnols." (A 12)
	La volonté populaire	Thèmes suggérant l'importance qu'il faut accorder à la volonté populaire dans tout processus politique.	"Ce qui est déterminant c'est la volonté librement exprimée des citoyens". (G 1)
	Affrontement du nationalisme	Thèmes appuyant les stratégies des partis constitutionnalistes de confrontation politique avec le nationalisme basque.	"Ce serait logique de chercher des formules plus flexibles de collaborations, lesquelles au lieu de favoriser l'unité nationaliste, permettraient d'affronter les votants modérés aux conséquences de la proposition de Ibarretxe". (P8)
	Liens Euskadi-Espagne	Thèmes soulignant les liens qui unissent le Pays Basque et l'Espagne	"Les entreprises (empresariado) basques doivent se sentir appuyées par l'ensemble des entreprises espagnoles." (C 1)
	Pluralisme politico-identitaire	Thèmes qui visent à renforcer l'image de pluralité de la société espagnole ainsi que celle de la société basque.	"Il est nécessaire de réclamer la reconnaissance de la plurinationalité de l'Etat." (P 7)
Aspects institutionnels	Réforme institutionnelle	Thèmes qui mettent l'accent sur la nécessité de réforme institutionnelle.	"Cela a contribué de manière décisive à l'accélération du processus de discredit du cadre politique actuel aux yeux d'importants secteurs de la société basques." (G8)
	Mise en valeur des statuts d'autonomie	Thèmes qui valorisent l'actuel système de décentralisation politique espagnole.	"Il est important de reconnaître que sur le terrain pratique, les choses ont bien fonctionné au long de ce quart de siècle." (P 1)
	Unité constitutionnelle de l'Espagne	Thèmes revendiquant les bienfaits de la constitution espagnole de 1978.	"Tout au long de l'histoire, il s'agit de la constitution qui a permis pour la première fois aux espagnols de vivre pacifiquement dans la légalité démocratique garant de toutes les libertés souhaitées." (A 1)
	Justice	Thèmes favorables à l'application de la justice pour régler les conflits politiques et identitaires.	"L'impunité qu'ont bénéficié les terroristes durant de nombreuses années a eu une réponse méritée et nécessaire de la justice." (A4)

CONDAMNATION

Catégories	Sous-catégories	Descriptions	Exemples
Violence	Politique carcérale	Thèmes dénonçant la politique carcérale à l'encontre des mouvements indépendantistes.	"Que pouvons-nous attendre d'un Lehendakari ou de partis qui continuent à autoriser des détentions arbitraires et la pratique de la torture?" (G2)
	Répression de l'Etat (Espagne/Euskadi)	Thèmes traitant de la répression organisée par les différents corps policiers nationaux et régionaux.	"La politique comme proposition du nationalisme basque et la force comme réponse du nationalisme espagnol." (D5)
	Terrorisme (ETA)	Thèmes soulignant la persistance de stratégie terroriste de l'organisation ETA.	"Le terrorisme de l'ETA représente à tout moment une épée de Damocles". (P 1)
	Amalgame ETA-nationalisme	Thèmes visant à créer la confusion entre l'organisation ETA et les autres partis nationalistes.	"Malgré cette évidence, le plan continuera sa progression pour deux raisons de plus en plus évidentes: l'urgence de rentabiliser le tronçon final de l'ETA et la nécessité de répondre à un nouvel "esprit de Ermua" visant à combattre l'alternative constitutionnelle." (A2)
Relation Espagne-Euskadi	Impérialisme espagnol	Thèmes critiquant le besoin de domination espagnol au Pays Basque.	"Ils sont énervés, ils ne sont pas capables de surpasser leurs ressentiments impérialistes après avoir perdu tous leurs empires." (G2)
	Inadéquation du statut d'autonomie	Thèmes mettant en évidence les insuffisances de l'actuelle décentralisation politique espagnole.	"A partir de maintenant, ils devront démontrer aux citoyens basques les avantages de leur immobilisme." (D6)
	Criminalisation du nationalisme basque	Thèmes qui dénoncent la criminalisation des organisations nationalistes basques de la part d'acteurs politiques et médiatiques.	"ETA est toujours derrière tout, la cause de tout. Elle emmène avec elle tous ce qui se dévie de la pensée unique dicté par le Gouvernement, justifiant l'action anticipée avec tous les moyens et pouvoirs que l'Etat possède." (D8)
	Absence de liberté	Thèmes faisant allusion à l'absence de liberté de choix et d'expression qui existe en Espagne.	"Les constitutionnalistes sont apparemment prêts pour la grande bataille antidémocratique contre Euskal Herria." (G2)
	Projet souverainiste	Thèmes mettant l'accent sur l'impossibilité et l'irréalisme d'un projet souverainiste au sein de l'Espagne et l'Europe actuelles.	"Le grand drame de la stratégie souverainiste est peut-être le fait que son triomphe n'est possible que s'il parvient à déstabiliser l'Etat avec toutes les conséquences imprévisibles que cela suppose." (P3)
	Hégémonie nationalisme basque	Thèmes qui s'insurgent contre les diverses impositions du nationalisme basque comme la culture ou le politique.	"La solution passe par l'alternance démocratique qui permettra d'éradiquer des institutions basques le défi à la justice, la protection de la terreur et l'imposition d'une culture et éducation fausses et offensantes." (A4)
Rupture de l'Espagne constitutionnelle	Thèmes faisant référence aux dangers que provoqueraient une rupture de la constitution.	"Un attachement (vinculación) de huit siècles court le risque de se casser et de la même façon la rupture du statut d'autonomie et de l'ordre constitutionnel peut également avoir lieu." (P 1)	
Résolution du conflit	Refus de négociation	Thèmes critiquant la négation de dialoguer de certaines formations politiques.	"La proposition de réforme de son statut (Euskadi) aurait du avoir obtenu de la part de l'Etat, dès le départ, une disposition à la rencontre et au dialogue." (D4)
	Critiques aux autres formations politiques	Thèmes réunissant diverses critiques dirigées aux adversaires politiques.	"Zapatero et le socialisme postmoderne: pensée faible et défense compulsive du pouvoir." (A5)
	Confrontations politiques	Thèmes soulignant la non-productivité des stratégies de confrontation politique.	"Certains insistent d'affilier (ahondar) la cime qui produit une politique de confrontation entre les gouvernements étatique et basque." (C1)
	Division de la société basque	Thèmes soulignant la division actuelle et future de la société basque.	"Les responsabilités du nationalisme basque sont ses propres irresponsabilités démocratiques, qui menace la stabilité, la vie en commun entre les basques et la construction pluriel de la société basque." (P6)
	Stratégies médiatrices	Thèmes visant à souligner le non sens que suppose un discours compréhensif de toutes les parties du conflit.	"Il faudrait ensuite faire une exception. Exceptionnalité qui consisterait à légitimer l'illegalité en oubliant qui ont été terroristes et à enterrer dans la fosse commune de l'injustice les victimes de leurs actions." (A10)

FAITS RECONNUS SUR LE CONFLIT

Catégories	Sous-catégories	Descriptions	Exemples
Eléments politico-historiques	Analyse socio-politique	Thèmes exposant des analyses et descriptions sur les différents éléments du conflit basque.	"Par sa propre nature, tout système de distribution territoriale du pouvoir provoque des tensions et des insatisfactions." (P3)
	Histoire	Thèmes dédiés à un rappel de l'histoire basque et espagnole.	"Les Rois catholiques n'ont pas fondé leur Etat au travers de l'union d'Etat préexistants, mais à partir d'autres entités historiques qui ont toujours été éloignées entre elles." (A1)
	Organisation institutionnelle	Thèmes traitant de divers aspects de l'organisation politique et institutionnelle de l'Espagne et du Pays Basque.	"Pour l'instant, Euskal Herria ne dispose pas encore d'une forme d'organisation juridico-politique commune à tous ses territoires." (G3)
Eléments sociologiques	Souffrance de la société basque	Thèmes soulignant la souffrance liée au conflit politique que vit de nombreuses parties de la société basque.	"Nous vivons un conflit rempli de souffrance." (D2)
	Hétérogénéité de la société basque	Thèmes mettant en évidence l'hétérogénéité politique et identitaire de la société basque.	"Ce sera une société définie institutionnellement par certaines contre d'autres, alors que ce qui constitue aujourd'hui Euskadi est un pacte des uns avec les autres." (P7)

GRILLE D'ANALYSE

META-CATEGORIES	CATEGORIES	SOUS-CATEGORIES		
<p style="text-align: center;">Légitimation</p>	<p style="text-align: center;">Liberté</p>	<p style="text-align: center;">Vivre en paix</p> <p style="text-align: center;">Solidarité avec les victimes de la violence</p> <p style="text-align: center;">Auto-détermination du peuple basque</p>		
	<p style="text-align: center;">Résolution du conflit</p>	<p style="text-align: center;">Destin politique</p> <p style="text-align: center;">Négociation/Dialogue</p> <p style="text-align: center;">Identité basque</p> <p style="text-align: center;">Identité espagnole</p> <p style="text-align: center;">La volonté populaire</p> <p style="text-align: center;">Affrontement du nationalisme</p> <p style="text-align: center;">Liens Euskadi-Espagne</p> <p style="text-align: center;">Pluralisme politico-identitaire</p> <p style="text-align: center;">Réforme institutionnelle</p>		
	<p style="text-align: center;">Aspects institutionnels</p>	<p style="text-align: center;">Mise en valeur des statuts d'autonomie</p> <p style="text-align: center;">Unité constitutionnelle de l'Espagne</p> <p style="text-align: center;">Justice</p>		
	<p style="text-align: center;">Condamnation</p>	<p style="text-align: center;">Violence</p>	<p style="text-align: center;">Politique carcérale</p> <p style="text-align: center;">Répression de l'Etat (Espagne/Euskadi)</p> <p style="text-align: center;">Terrorisme (ETA)</p>	
		<p style="text-align: center;">Relation Espagne-Euskadi</p>	<p style="text-align: center;">Amalgame ETA-nationalisme</p> <p style="text-align: center;">Impérialisme espagnol</p> <p style="text-align: center;">Inadéquation du statut d'autonomie</p> <p style="text-align: center;">Criminalisation du nationalisme basque</p> <p style="text-align: center;">Absence de liberté</p> <p style="text-align: center;">Projet souverainiste</p> <p style="text-align: center;">Hégémonie du nationalisme basque</p> <p style="text-align: center;">Rupture de l'Espagne constitutionnelle</p> <p style="text-align: center;">Refus de négociation</p>	
		<p style="text-align: center;">Résolution du conflit</p>	<p style="text-align: center;">Critiques aux autres formations politiques</p> <p style="text-align: center;">Confrontations politiques</p> <p style="text-align: center;">Division de la société basque</p> <p style="text-align: center;">Stratégies médiatrices</p> <p style="text-align: center;">Analyses socio-politique</p> <p style="text-align: center;">Histoire</p>	
		<p style="text-align: center;">Éléments politico-historiques</p>	<p style="text-align: center;">Organisation institutionnelle</p> <p style="text-align: center;">Souffrance de la société basque</p> <p style="text-align: center;">Hétérogénéité de la société basque</p>	
		<p style="text-align: center;">Éléments sociologiques</p>		
		<p style="text-align: center;">Observations générales sur le conflit</p>		

3.2 Le contexte : le *Plan Ibarretxe*

Le 25 octobre 2003 - coïncidant avec le 24ème anniversaire du Statut de Guernica¹²³ et un mois avant le 25ème anniversaire de la constitution espagnole - le gouvernement basque tripartite (PNV-EA-IU) approuva à Vitoria sa proposition de nouveau statut politique pour Euskadi, défini comme une « association libre » avec l'Etat espagnol. Fin septembre 2003, ce texte avait été présenté sous le titre de « Nouveau pacte politique pour la vie en commun » ou encore « Plan Ibarretxe » du nom du Lehendakari¹²⁴ de l'époque Juan José Ibarretxe. Cette proposition a pris le 25 octobre 2003 le nom officiel de « Proposition de statut politique de la communauté de Euskadi ». Il aura pu, s'il avait été soumis à une votation populaire, succéder à l'actuel statut d'autonomie du Pays basque plus connu sous le nom de « statut de Guernica ». Cette proposition intervient à un moment de tension dans l'espace nationaliste basque, causée par l'activité de l'ETA. Le maintien de la lutte armée a divisé cet espace en deux blocs : un bloc nationaliste condamnant la violence composé du PNV, EA et Aralar et un bloc nationaliste ne condamnant pas les actions de l'ETA avec comme principal mouvement Batasuna. Le Plan Ibarretxe peut ainsi être considéré comme une troisième voie permettant de trouver une solution au conflit basque, entre les propositions indépendantistes et celles en faveur de l'unité de l'Espagne.

Le Plan Ibarretxe fut une « bombe » dans le contexte politique et social du Pays basque. L'affrontement entre nationalistes basques et « espagnolistes » prit une tournure toujours plus antagoniste. Les points les plus polémiques furent ceux qui s'articulaient autour de la souveraineté du peuple basque, ses limites territoriales et son identité collective. Ainsi, la définition du peuple basque réparti sur sept territoires entre deux nations, le droit à l'autodétermination – décliné de trois manières : l'association libre avec l'Etat espagnol, la nationalité basque, la revendication d'un pouvoir judiciaire propre avec la possibilité d'organiser des référendums – furent les points qui étaient le plus sujet à controverses et aux disqualifications. De plus, ce nouveau statut d'association ne signifiait pas le renoncement aux droits historiques du peuple basque, car il pouvait être actualisé en tout temps selon la volonté populaire. On pouvait comprendre ce nouveau statut d'autonomie comme une première étape vers l'indépendance du Pays basque, d'où le rejet naturel du gouvernement de Madrid.

¹²³ Pour rappel, le statut de Guernica est entendu comme le statut politique régissant actuellement la Communauté autonome du Pays basque.

¹²⁴ Lehendakari signifie en euskera Président dans le cadre d'une responsabilité politique. En l'occurrence ce terme est utilisé en référence à la présidence de la Communauté Autonome Basque.

Un élément est à retenir de ce discours repris par des responsables du PP au Pays basque, il s'agit de l'amalgame du Plan Ibarretxe avec le terrorisme de l'ETA. L'actuel président du gouvernement espagnol, Mariano Rajoy, alors secrétaire générale du PP, développa ce point en trois arguments : « Le Plan reprend les objectifs de l'ETA ; l'ETA a toujours voulu imposer un régime de terreur dans la société basque avec la finalité d'atteindre la partition de l'Espagne ; ce plan est célébré comme une victoire par le leader de Batasuna, une organisation définie comme terroriste à l'intérieur comme à l'extérieur d'Espagne. »¹²⁵

Le 30 décembre 2004, le parlement basque soumit à votation le projet de nouveau statut pour la Communauté autonome de Euskadi. Toutes les prévisions indiquaient que le Plan Ibarretxe n'allait pas être accepté, faute de majorité suffisante au parlement basque. Contre toute attente, une décision spectaculaire de *Sozialista Abertzaleak* permit à ce projet de passer la rampe du parlement basque. Ainsi, les indépendantistes, possédant jusqu'à avril 2005 six parlementaires¹²⁶, prirent la décision de partager leurs voix entre l'acceptation et le refus du Plan Ibarretxe. *Sozialista Abertzaleak* donnèrent trois voix pour « l'autodétermination, la consultation populaire et un accord pour chercher des solutions démocratiques » et trois voix pour protester contre l'insuffisance du projet de nouveau statut. En conséquence, les trois voix de ce parti permirent au gouvernement de Ibarretxe de terminer l'année 2004 avec l'appui de la majorité parlementaire de Euskadi pour négocier son projet avec le gouvernement de Madrid. Les démarches avançant très rapidement, le débat parlementaire eut lieu au *Cortes* début février 2005. Fidèle aux nombreuses prévisions, le nouveau statut fut rejeté par la majorité du parlement central. Ce refus situa tout referendum au Pays basque en dehors du cadre constitutionnel. Cet échec ne permit pas à cette initiative de survivre au delà des élections du parlement basque de 2005 durant lesquelles, le PNV s'est notablement affaibli alors que le PSE-EE augmenta le nombre de ses représentants.

3.2.1 Le Plan Ibarretxe en détail

Le nouveau statut politique de la Communauté de Euskadi suppose une articulation complètement nouvelle de l'actuel statut d'autonomie se heurtant en de nombreux points à la Constitution nationale espagnole. Le texte pose comme principale source de légitimité la volonté

¹²⁵ *El País*, 26 octobre 2003.

¹²⁶ En fait, *Sozialista Abertzaleak* était représenté par sept parlementaires, mais l'un d'entre eux, José Antonio Urrutikoetxea, connu sous le nom de « Josu Ternera » était actuellement en fuite suite à une inculpation par le Tribunal basque pour un assassinat commis en 1980. Il ne pouvait donc plus occuper la fonction de parlementaire ni être remplacé. Il est considéré comme un des dirigeants principaux de l'ETA.

des Basques et leur droit démocratique à décider en invoquant le principe international du droit à l'autodétermination. La proposition de statut est constituée d'un préambule et de 69 articles. Le préambule établit l'argumentation idéologique de cette proposition, ce qui en fait le point le plus sujet à polémique. Il stipule que : le Peuple basque a une « identité propre » comprise dans l'ensemble des peuples d'Europe et a donc le droit de décider de son futur. L'exercice de ce droit se matérialise dans la possibilité de consulter les citoyens des sept territoires articulés en « trois domaines juridico-politique » de deux Etats englobant Euskal Herria: les trois provinces de la communauté autonomes du Pays basque, Navarre et les trois territoires du Pays basque français.

Sur ces trois piliers, le nouveau pacte politique se présente comme la manifestation de la «volonté démocratique» des citoyens de l'actuelle communauté autonome et l'actualisation de ses droits historiques, repris autant dans le statut de Guernica que dans la constitution. Le nouveau pacte se concrétise dans un nouveau modèle de relation avec l'Etat espagnol basé sur «l'association libre». Les éléments importants contenus dans les différentes articles sont ceux prévoyant : la double nationalité ((basque et espagnol), les Basques à l'étranger pouvant demander la nationalité basque), un pouvoir judiciaire propre au Pays basque, une salle spéciale au tribunal constitutionnel pour réguler les problèmes entre les institutions basques et espagnols (composée de six membres : trois espagnols et trois basques), une compétence en politique étrangère, une sécurité sociale basque, une loi sur les partis et les syndicats, des sélections sportives basques.

3.3 Le dispositif des titres de presse

Avant de commencer l'analyse de contenu, cette partie a pour objectif d'introduire les titres de presse dont est issu le corpus d'articles analysés dans les chapitres 3 et 4. La présentation propose les principales caractéristiques techniques des titres ainsi qu'une analyse plus approfondie des dispositifs (Jamet, Jannet, 1999).

Comme soulevé dans le chapitre précédent, un niveau élevé de « parallélisme politique » existe en Espagne entre les entreprises médiatiques et les courants politiques (Hallin, Mancini, 2004). Depuis la transition démocratique en Espagne, les presses espagnole et basque ont ainsi développé un degré de bipolarisation élevé sur le sentiment identitaire. Ainsi, il y a des journaux dans lesquels prédomine le sentiment identitaire « espagnoliste » ou « constitutionnaliste » et d'autres, au contraire, qui s'identifient clairement avec le nationalisme basque. Cette polarisation élevée donne l'impression que ces différents journaux ne sont finalement qu'un moyen de transmission des différentes idéologies politiques existantes sur la question basque. La presse « constitutionnaliste » de Madrid et du Pays basque relaie la position des deux partis nationaux majoritaires et la presse nationaliste celle des différents courants nationalistes. Ce point réveille régulièrement le spectre de la connivence avec les formations politiques. En conséquence, il est possible de mettre en exergue la possibilité de configurer une opinion publique différente selon le lieu d'édition du média. De par l'existence en Euskadi de modèles informatifs clairement antagonistes, les opinions publiques basque et espagnole se structurent d'une manière opposée. Le quotidien *Berrria* est le seul titre de presse intégralement en basque. Le bilinguisme castillan-basque de certains titres à tendance nationaliste est également à mettre en exergue.

Comme indiqué dans l'introduction, la liste des médias composant l'ensemble des corpus de cette recherche est composé des six titres de presse les plus populaires¹²⁷ au niveau national et dans la Communauté autonome du Pays basque (CAV) : les journaux nationaux édités à Madrid : *El País*, *El Mundo*, *ABC* et les journaux édités au Pays basque : *El Correo* español-El Pueblo Vasco, *Deia*, *Gara*.¹²⁸ Si les titres de presse nationaux sont disponibles aisément dans la Communauté autonome du Pays basque, il est plus difficile de trouver des journaux basques en dehors de la

¹²⁷ Les critères de ventes et de diffusion des journaux permettent de déterminer la popularité d'un titre de presse.

¹²⁸ Les journaux *Diario Vasco* et *Nocias de Guipuzkoa* auraient également pu faire partie de cette liste. Cependant, il a été préféré de respecter l'équilibre entre le nombre de journaux nationaux et ceux édités dans la Communauté autonome basque.

CAV. En Espagne, seuls les magasins spécialisés distribuent des journaux provenant d'autres régions.

Le tableau suivant résume les principales caractéristiques techniques de ces journaux-quotidiens :

EDITÉS EN EUSKADI					
Titre	Lieu d'édition	Année de création	Aire de diffusion	Ventes (2008)	Lecteurs (2008)
<i>Gara</i>	Saint Sébastien	1999	CAV et CFN ¹²⁹	42'500	85'000
<i>Deia</i>	Bilbao	1977	CAV et CFN	19'791	70'000
<i>El Correo</i>	Bilbao	1910	CAV	115'365	520'000

EDITÉS A MADRID					
Titre	Lieu d'édition	Année de création	Aire de diffusion	Ventes (2008)	Lecteurs (2008)
<i>El País</i>	Madrid	1976	Espagne	431'033	2'597'000
<i>El Mundo</i>	Madrid	1989	Espagne	323'587	1'348'000
<i>ABC</i>	Madrid	1903	Espagne	251'642	701'000

Tableau 13 : Caractéristiques des journaux analysés¹³⁰

3.3.1 La mise en scène des cadres de l'information (le dispositif)

La mise en page est le dispositif sur lequel s'appuie le journal pour fonder son statut médiatique dans l'espace public. Elle fournit au quotidien une identité matérielle et symbolique qui la distingue de ses concurrents. Jamet et Jannet en donnent la définition suivante : « Le dispositif se définit comme l'articulation entre des mises en scène, des positions interlocutives et les conditions extra-linguistiques du discours grâce à laquelle les co-énonciateurs construisent un mode commun d'appréhension de leur représentation du monde » (Jamet, Jannet, 1999, p. 16).

¹²⁹ En référence à l'aire de diffusion, CAV signifie *Comunidad Autónoma Vasca* et CFN, *Comunidad Foral de Navarra*.

¹³⁰ Les chiffres de ventes sont tirés de la *Oficina de Justificación para la Difusión* (OJD). Cependant les chiffres de GARA sont estimés car ils ne sont pas intégrés dans la OJD; Les chiffres des lecteurs proviennent de *Estudios Generales de los Medios* (EGM). Le choix de prendre en compte l'année 2008 est justifié par la volonté d'indiquer des données ne s'éloignant pas excessivement de la période des corpus analysés (2003-2007).

Comme expliqué dans le chapitre précédent, le dispositif est donc le socle qui fait des médias, des miroirs déformants qui témoignent chacun à sa façon, d'une parcelle amplifiée, simplifiée, stéréotypée, du monde (Charaudeau, 2005, p.12). La mise en page représente ainsi le fil conducteur du lecteur dans son parcours à travers le journal, organisant les différentes informations dans des tiroirs sémantiques divers (la mise en rubrique). Elle n'apporte pas une plus-value à l'information, dans le sens qu'elle ne rajoute pas de contenu, pourtant « l'information n'existe que mise en page » (Mouillaud, Tétu, 1989, p. 56). Elle fournit donc un contexte d'interprétation au lecteur en reliant les informations de même nature et en leur donnant un ordre. Elle est l'organisatrice du journal et met en scène sa lecture. Le journal met en scène les informations sur le monde en fonction de deux logiques : l'espace et le temps.

« Le journal quotidien est censé ouvrir un empan de vingt quatre heures, après quoi il est poussé par le suivant ; il figure et organise aussi sur l'espace de quelques pages l'espace du monde ; tel sont les hic et nunc de ce discours » (Jamet, Jannet, 1999, p. 22).

Parmi toutes les variables du dispositif de la presse, le choix a été fait d'entreprendre, pour les six titres de cette recherche, une analyse sur trois niveaux afin de situer « physiquement » chaque quotidien au sein de l'espace de la communication politique sur la problématique basque en Espagne.

Ces trois niveaux sont :

1. *Un historique du titre*

Incontournable, le titre est celui qui figure sur la première page et qui fixe les mémoires collectives d'une société. Il constitue une assise au contenu informatif du journal quotidien. De plus, le nom du journal donne parfois une indication identitaire indéniable.

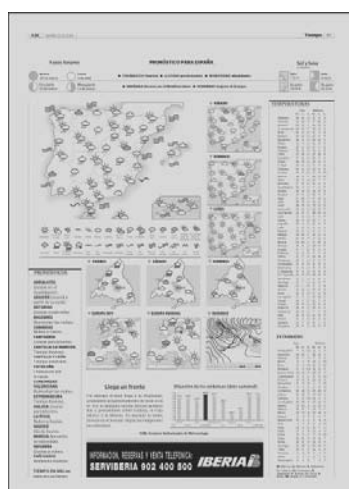
2. *Les rubriques*

Les rubriques morcellent l'information en classes thématiques (Actualité, Politique, Economie, Sport, Opinion), événementielles (Guerre, Elections,...) ou géographiques (International, National,...). Les titres des rubriques fonctionnent comme des « items d'un catalogue » (Mouillaud, Tétu, 1989, p. 118), sans contenu informationnel ; cependant, « ils contribuent à l'élaboration du sens de l'information par le renvoi à l'existence d'un référent supposé connu » (Jamet, Jannet, 1999, p. 27). Les titres des rubriques ont de cette manière un contenu référentiel. L'ensemble des rubriques fournit aux lecteurs une « organisation du monde »

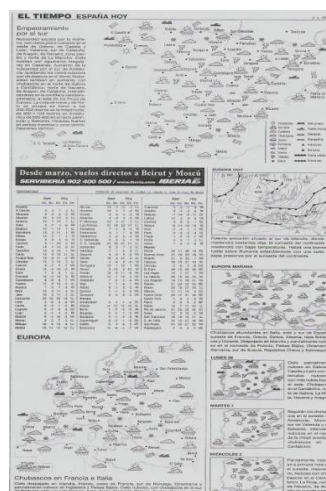
ordonnée (ibidem). Répétée jour après jour, elle devient un découpage de la réalité différente selon le journal, arbitraire de la séquenciation du monde.

3. Les cartes météorologiques

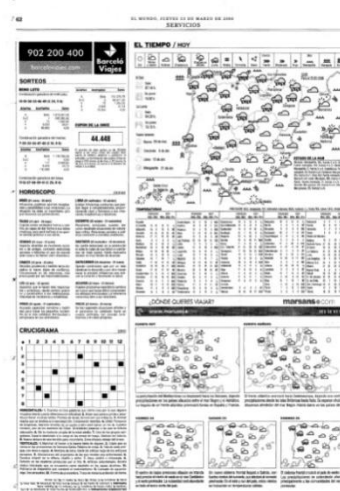
La page de la météo est l'un des contenus incontournables du journal. A travers les médias, les cartes et l'information météorologiques remplissent d'importantes fonctions cognitives, sociales et idéologiques (Settekorn, 1997). Elle donne l'information sur le temps du jour ainsi que des prévisions pour les jours suivants. A priori neutre et innocente, dans le cas du conflit basque, elle devient signifiante d'une réalité géographique spécifique. Chaque journal s'inscrit de ce fait dans un territoire spatial qui inclut une réalité et exclut les autres. Cependant, cet indicateur est surtout pertinent pour les journaux édités au Pays basque, ainsi ce dernier indicateur ne sera pas répertorié pour les journaux nationaux que sont *El País*, *El Mundo* et *l'ABC*. En effet, la partie météo est conforme à leur envergure nationale et montre donc une carte de l'Espagne sans aucune préférence territoriale.



ABC



El País

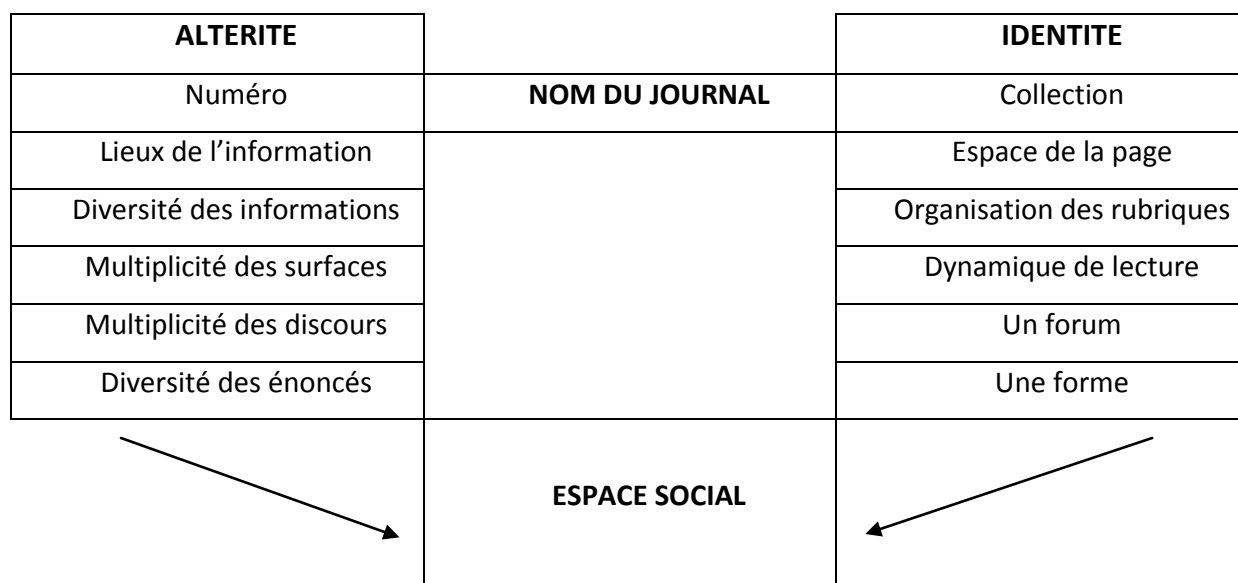


El Mundo

L'identité véhiculée dans la mise en page d'un journal personnalise le discours de ce dernier et le convertit en véritable acteur du conflit. Par la mise en page, le journal pose les bases de sa représentation du monde. Elle lui permet de donner un sens à l'information.

L'articulation générale du dispositif du journal quotidien schématisée sous la forme d'une dialectique entre l'altérité et l'identité est empruntée à Jamet et Jannet.

Le dispositif du journal quotidien



3.3.2 Le journal mis en scène

DEIA

DEIA est considéré comme le premier journal basque de la transition. Le titre signifie « L'appel » en euskera que l'on peut interpréter comme un appel à la mobilisation des lecteurs nationalistes après la chute de la dictature de Franco. *Deia* voit le jour le 8 juin 1977 et est principalement destiné à l'espace sociopolitique du Parti Nationaliste Basque (PNV). Originaire de la Biscaye, ce journal jouit de sa plus grande audience dans cette province tout en étant diffusé dans l'ensemble du Pays basque. Il mélange des informations en espagnol et en euskera tout en privilégiant tout de même l'espagnol. Il n'appartient à aucun grand groupe médiatique. Il est édité par l'*Editorial Iparragirre, S.A. (EISA)*.

www.deia.com



Les Rubriques

Les titres des rubriques de ce quotidien sont intégralement en euskera. Ces titres organisent et inscrivent *Deia* dans un univers basque, bien que la grande majorité des articles soit en castillan.

Deia publie trois éditions différentes pour les différentes provinces du Pays basque. Le titre amène ainsi une couleur locale et change de nom pour s'appeler successivement *Deia, diario de Gipuzkoa* ; *Deia, diario de Bizkaia* et *Deia, diario de Araba*.

Ordre des rubriques:

1. Le journal s'ouvre avec du contenu local avec un premier titre de rubrique dédié à la province en question. Cette rubrique prend le nom de *Guipuscoa*, *Alava* et *Metro* pour la Biscaye.
2. *Euskadi* - Informations liées au Pays basque
3. *Iritzia* (Opinion) - Articles d'opinions et une illustration
4. *Estatua* – Informations nationales espagnoles
5. *Mundua* – Actualité internationale
6. *Ekonomia* – Nouvelles économiques
7. *Kirolak* (Sport)– Actualité sportive
8. *Kultura*, La revista de *Deia* – Informations culturelles et de société

Il est utile de remarquer que l'organisation des rubriques part d'informations locales pour s'ouvrir peu à peu sur le monde, donnant ainsi une importance plus grande à l'information sur les régions

du Pays basque. En outre, le choix d'ouvrir le journal sur une information locale est sans aucun doute également motivé par la décision d'être considéré comme un journal de proximité.

La carte météorologique

Les cartes proposées par ce quotidien ne fournissent aucune information sur le reste de l'Espagne. Les seules données sur cette dernière sont les températures des capitales des provinces. Ce choix territorial indique indubitablement la perception d'une réalité géo-politique dans laquelle le Pays basque en tant que nation est dominant. Si Euskadi n'est pas représenté à l'intérieur de l'Espagne, il faut souligner que la Communauté autonome est située au niveau européen. En effet, si la carte espagnole est absente, la référence à l'Europe est clairement affichée en bas à droite de la page.

gara

www.gara.net

GARA est considéré comme le successeur du journal *EGIN* interdit depuis juin 1998 par ordre du juge Baltasar Garzón pour une appartenance au réseau de financement de l'ETA. *EGIN* signifiant « FAIRE », financé par des cotisations individuelles et collectives provenant d'un ample réseau social, publie son premier numéro le 24 septembre 1977. Il était destiné à un public de sympathisants de la gauche nationaliste proche de Herri Batasuna.

Ce journal fut depuis sa naissance, constamment poursuivi par la justice, avec comme conséquence les arrestations de nombreux de ses journalistes et de ses cadres. Deux de ses dirigeants¹³¹ furent assassinés durant les années sombres du Gouvernement socialiste de Felipe Gonzales.

Le jour suivant son interdiction, l'assemblée des travailleurs du journal décida d'éditer un nouveau quotidien, *Euskadi Información* en attendant de trouver les fonds nécessaire à la

¹³¹ Il s'agit de Xavier Galdeano, membre du conseil d'administration, assassiné le 30 mars 1985 et de Iosu Muguruza, administrateur du journal et député de Herri Batasuna, assassiné le 20 novembre 1989 à Madrid.

publication de *Gara* – signifiant littéralement « nous sommes » -, en janvier 1999 après la trêve de l'ETA et du pacte de Lizarra. Il est à souligner que ce journal se veut l'écho également des voix réformistes au sein de la gauche nationaliste. La société éditrice est *Baigorri Argitaletxea S.A* formée d'une multitude de petits actionnaires.

Les rubriques

Comme son concurrent *Deia*, *Gara* structure l'information entièrement en euskera, y compris au niveau de la date et du numéro du journal. Cette *basquisition* des rubriques aboutit ainsi à une sensation de limitation de l'espace public à l'espace social basque, même si le nombre d'articles en basque reste tout de même légèrement minoritaire.

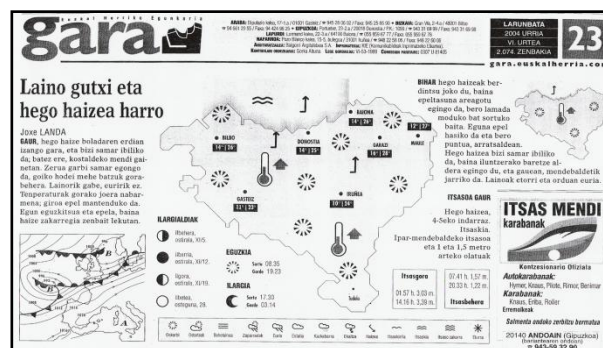
Ordre des rubriques :¹³²

1. *Gizartea* (Société) – Informations sur des thèmes de société non-politiques
2. *Iritzia* (Opinion) – Textes d'opinion et une illustration
3. *Euskal Herria* – Actualité du grand Pays basque incluant le côté français et la Navarre. Cette partie est ventilée par province
4. *Ekonomia* – Nouvelles économiques
5. *Mundua* – Informations internationales et nationales espagnoles
6. *Kirolak* (Sport) - Actualité sportive
7. *Kultura* – Nouvelles culturelles

L'organisation en rubriques de ce quotidien ressemble fortement à celle de *Deia*. Il y a donc également une importante perspective locale du Pays basque qui s'ouvre peu à peu sur le monde. Il faut noter également la particularité liée à la rubrique *Mundua* qui inclut les nouvelles espagnoles considérées comme des informations internationales. Le côté indépendantiste est très prononcé dans ce journal, lequel, par cette inclusion, se définit clairement, à un niveau médiatique, en temps que nation autonome de l'Espagne.

La carte météorologique

La rubrique météo de *Gara* se limite à une demi page sur laquelle se trouve une carte de Euskal Herria avec un sur-positionnement de la carte européenne. Elle ne contient aucun renseignement sur les autres régions d'Espagne.



¹³² A partir du 1^{er} janvier 2007, *Gara* propose une nouvelle maquette, déclinant, notamment dans les premières pages, des mises en exergue d'actualité intitulées Eguneko Gaiak (littéralement sujet quotidien)

Les commentaires sont intégralement en euskera, ce qui peut nous faire penser qu'il y a une volonté d'inscrire le Pays basque en tant qu'entité géopolitique indépendante dans une hypothétique « Europe des peuples ».

EL CORREO ESPAÑOL **EL CORREO**

EL CORREO ESPAÑOL-EL PUEBLO VASCO est publié pour la première fois en 1910 sous le nom de *El Pueblo Vasco*. A l'époque, il s'agit d'un journal à vocation conservatrice, monarchiste et antinationaliste. Le 6 juillet 1937, suite à la prise de Bilbao par les forces de Franco, naît *El Correo Español* avec l'objectif d'être le relais des thèses de la phalange. Les deux journaux fusionneront le 13 avril 1938 incorporant ainsi les deux titres en un seul. *El Correo español-El Pueblo vasco*, connu actuellement sous le nom simplifié de *El Correo*, s'est aligné sans réserve derrière le mouvement franquiste. A ce sujet, le titre du journal est extrêmement révélateur de ses tendances politiques.

www.elcorreo.com



Edité à Bilbao, depuis les années 70, *El Correo* a été un objectif d'actions de l'ETA contre ses installations et ses responsables. Deux de ses directeurs ont notamment été assassinés par l'ETA : Javier de Ybarra y Bergé en 1977 et Santiago Oleaga en 2011.

Le trait d'union se veut le signe d'appartenance symbolique du peuple basque au sein de la nation espagnole par une habile association des termes espagnol et basque. Depuis la transition, grâce une stratégie qui s'appuie sur un important développement des informations locales – avec des publications dans les différentes provinces – sans oublier les informations nationales et internationales, ce journal est le premier quotidien du Pays basque espagnol en terme de diffusion et le sixième au niveau national. Il domine très nettement ses concurrents dans les provinces d'Alava et de Biscaye. Le groupe *CORREO* publie également sous le même nom dans d'autres régions d'Espagne. En 2001, ce groupe a racheté la société editrice du journal *ABC* et a créé l'entreprise *VOCENTO*. *VOCENTO* publie en Guipuzkoa le journal *Diario Vasco* avec lequel *El Correo* développe des synergies rédactionnelles.

Les rubriques

Le contenu informatif de ce journal quotidien est celui d'un journal régional avec une ambition nationale. Il se veut un journal de proximité tout en en dépassant largement le cadre des informations régionales. Il faut souligner que, malgré le fait d'être édité au Pays basque, toutes les rubriques et tous les articles sont en espagnol.

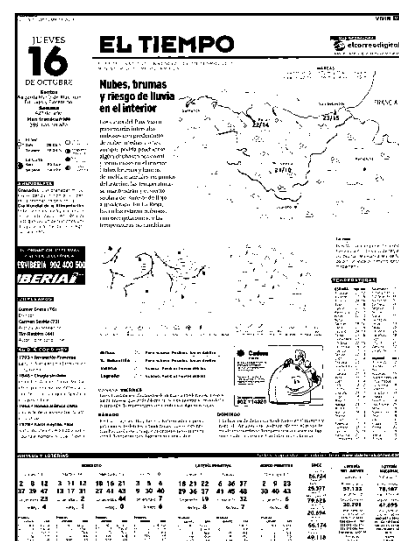
Ordre des rubriques :

1. Ciudadanos (Citoyens) – Informations régionales
2. Actualidad (Actualité) – Nouvelles sur l'Euskadi et l'Espagne
3. Opinión – Textes d'opinions et illustrations
4. Mundo – Informations internationales
5. Economía – Nouvelles économiques
6. Deportes – Articles de contenu sportif
7. Cultura – Informations culturelles

Une similarité dans l'ordre des rubriques avec *Deia* et *Gara* est observable. En effet, il y a également la volonté d'ouvrir le journal avec de l'actualité locale pour dépasser peu à peu ce cadre avec les nouvelles nationales et internationales. Cependant, il faut situer l'ordre des rubriques dans une représentation du monde clairement rattachée à l'Espagne où l'aspect régional n'a aucune signification politique. Cet aspect a comme objectif d'informer d'une manière détaillée sur les événements d'une région. La thématique purement politique basque est traitée dans une rubrique mélangeant toutes les informations nationales. Ce journal n'offre ainsi pas de support spécifique pour l'information politique basque. Il intègre ces informations dans une rubrique *Actualidad*, présupposant de cette manière que le conflit basque est un conflit qui doit trouver sa solution dans le cadre des règles de l'Etat espagnol.

La carte météorologique

Les informations météorologiques suivent la même organisation que le contenu rédactionnel précédent. C'est-à-dire, elles partent d'un niveau local (Euskadi et la Navarre), pour intégrer ce dernier successivement à un niveau national, européen et mondial avec une liste de températures des capitales internationales. Les cartes météorologiques renforcent de cette manière l'appartenance espagnole du Pays basque.



EL PAIS

www.elpais.es

EL PAÍS voit le jour à l'aube de la transition, le 4 mai 1976 édité par l'entreprise *Promotora de Información S.A. (PRISA)*. Ce journal est dès sa création proche d'une idéologie libérale de centre-gauche et anti-franquiste. Le projet était de créer un quotidien d'un niveau intellectuel élevé, moderne et innovateur. Ses modèles lors de sa création semblent être *Le Monde* pour la recherche des libertés et *The New York Times* pour son influence sociale. (Davara Torrego et al., 2004, p.63). Il apparaît aujourd'hui en Espagne comme un journal-institution (Azkargota, 1988, p.395). Il s'agit du journal d'information générale le plus vendu en Espagne.



De diffusion internationale, il est, sans aucun doute, le journal espagnol le plus coté tant au niveau de son ample couverture de l'information que de la qualité de ses collaborateurs (internes et externes).

Il se situe idéologiquement proche du Parti Socialiste et a du reste été un fervent adversaire des Gouvernements de José-María Aznar. Cependant, il se veut également défenseur de l'unité de l'Espagne, reflété en effet dans son titre *El País* à vocation intégrateur de toutes les tendances identitaires. Comme ses concurrents du marché national, *El País* ne connaît pas une diffusion importante en Euskadi¹³³.

Les rubriques

El País, étant un journal de diffusion nationale et internationale, il possède des éditions singulières dans presque chaque Communauté - dont le Pays basque - qui inclut un cahier régional après la partie nationale. Ainsi, nous avons choisi de décrire les rubriques de l'édition internationale qui n'inclut pas ce cahier supplémentaire. En effet, le cahier régional ne développe pas de contenus politiques liés au conflit basque.

Ordre des rubriques :

1. *Internacional* – Actualités internationales
2. *Opinión* – Editorial / collaborations extérieures / illustrations
3. *España* – Informations nationales
4. *Sociedad*- Articles traitant de problématiques de société

¹³³ Selon les chiffres de l'OJD de 2008, la diffusion de *El País* au Pays basque atteint 3% de la diffusion totale des titres de presse. (environ 16'000 lecteurs)

5. *La Cultura* – Actualités culturelles
6. *Deportes* – informations sportives

Il est à remarquer que l'ordre de lecture est à l'opposé des trois journaux précédents, transmettant une identité d'un journal ouvert sur l'international. Le journal fonctionne à la manière d'un entonnoir et s'ouvre ainsi sur l'actualité internationale pour arriver progressivement à un niveau local (si l'on inclut le cahier régional). Il va du général au particulier donnant la sensation d'englober la réalité à un niveau *supra* dans lequel le national est inclus dans un niveau international et le local l'est dans un niveau national.

ABC

www.abc.es

ABC a été fondé en 1903, cependant il ne devient quotidien qu'à partir de 1905. Ce siècle d'existence le convertit en deuxième plus vieux journal espagnol actuel derrière le *Faro de Vigo* (1853). Il fut tout au long de son histoire de tendance conservatrice et monarchiste.

Son titre *ABC* est également une référence à l'union de la nation en appliquant la célèbre formule *ABC* à l'information ainsi ce journal signale au lectorat qu'il contient l'essentiel de l'actualité sur l'Espagne et le Monde. La seconde République l'expropria entre 1936 et 1939 et lui donna le nom de *ABC, Diario Republicano de Izquierdas*. Cependant il continua d'être édité à Séville durant cette période, ville qui était dominée par les troupes franquistes.

Il fut très agressif contre le premier gouvernement socialiste ce qu'il lui vaut d'être assimilé à l'idéologie du *Partido Popular*. Au niveau de la diffusion nationale, il se situe juste derrière *El País* et *El Mundo*. *ABC* appartient depuis peu au groupe médiatique *VOCENTO*.

Les rubriques

ABC est le troisième journal le plus vendu en Espagne, il édite également un cahier supplémentaire dans de nombreuses communautés autonomes pour traiter l'actualité régionale. Pourtant *ABC* ne publie pas d'édition spéciale pour le Pays basque, ce qui le limite à une pénétration minimale dans



cette communauté. A ce sujet, il ne faut pas oublier que *VOCENTO* est le groupe médiatique propriétaire de *ABC* et de *El Correo*. De cette manière, il semble qu'il n'est pas opportun que ces deux journaux de ligne éditoriale semblable entrent en concurrence sur le marché basque.

Ordre des rubriques :

1. *Opinión* – Editoriaux et collaborations extérieures
2. *Nacional* – Actualités nationale
3. *Internacional* – Informations internationales
4. *Sociedad* – Articles concernant des débats de société
5. *Cultura* – Actualités culturelles
6. *Economía* – Articles économiques
7. *Deportes* – Informations sportives

L'organisation de l'information socio-politique est structurée à l'inverse de son concurrent *El País*. Il semble qu'une plus grande importance soit accordée à l'actualité nationale puisqu'elle se situe avant la rubrique *Internacional*. De plus, une place prépondérante est accordée aux éditoriaux et opinions, du fait qu'ils ouvrent le journal. Ainsi, il semble que ce quotidien a besoin d'affirmer « ce qu'il pense » avant la lecture des articles d'informations, ce qui renforce son côté paternaliste et conservateur. En outre, l'ordre des rubriques pousse à croire que l'identité nationale espagnole est très fortement prononcée dans ce journal puisqu'elle est traitée en première position.

EL MUNDO

www.elmundo.es

El Mundo del siglo XXI, plus connu sous le nom de *El Mundo*, est le journal le plus récent de la démocratie espagnole. Fondé en 1989 par des anciens du quotidien *Diario 16 (1976-2001)*,

El Mundo s'efforce depuis ses débuts de développer un important volet d'investigation dans ses articles. Au cours de son existence, ce journal a mis notamment en évidence des scandales de corruption ou le GAL, terrorisme d'Etat sous Felipe Gonzalez. Cette stratégie basée sur la recherche de scoops l'amène à être très présent sur les questions de lutte antiterrorisme.

L'entreprise éditrice est *Unidad Editorial SA*, propriété du groupe italien RCS Media Group (Rizzoli) qui contrôle le journal italien *El Corriere della Sera*. *El Mundo* est édité à Madrid. Le journal définit sa ligne éditoriale comme libéral. Il est en conséquence en général critique envers le PSOE et les nationalismes.



Il se montre parfois critique avec le PP, notamment lors qu'il s'est positionné contre l'intervention espagnole en Irak lors du gouvernement de José-María Aznar.

Les rubriques

El Mundo est le deuxième quotidien le plus vendu en Espagne. Il propose diverses éditions régionales, dont une pour le Pays basque.

Ordre des rubriques :

1. *Opinión* – Editoriaux
2. *España* – Actualités nationales
3. *Otras voces* - Collaborations extérieures
4. *Mundo* – Informations internationales
5. *Economía* – Articles économiques
6. *Deportes* – Informations sportives
7. *Cultura* – Actualités culturelles

L'organisation de l'information est structurée de la même manière que *ABC*. Comme son concurrent, une plus grande importance est accordée à l'actualité nationale puisqu'elle ouvre le journal. Cette organisation similaire démontre que les deux titres cherchent à capter le même type de lecteur, Espagnol et libéral.

3.3.3. Synhèse

Cette partie a montré que les dispositifs des six titres de presse constituant le corpus de cette recherche, s'ils n'apportent pas directement une plus-value à l'information, fournissent aux lecteurs des indicateurs sur la vision du monde et donc suggérant un contexte d'interprétation pour le conflit basque. Nous avons ainsi vu que ce contexte diffère selon deux facteurs : son lieu d'édition (Madrid ou Euskadi) et sa tendance éditoriale (nationaliste ou constitutionnaliste). A ce titre, nous avons vu que l'appellation et l'organisation des rubriques ainsi que les cartes et l'information météorologiques remplissent d'importantes fonctions cognitives, sociales et idéologiques.

La partie suivante a pour but de continuer l'analyse des socles idéologiques, en présentant les résultats de l'analyse de contenu des éditoriaux et tribunes libres présentés en tant que tendances discursives. La présentation des résultats de l'analyse catégorielle permettra de nous rapprocher de l'objectif de cette partie, soit la description de l'articulation de l'espace de la communication politique sur la problématique basque en Espagne en fonction des tendances discursives des différents quotidiens.

3.4 Description des tendances discursives des journaux

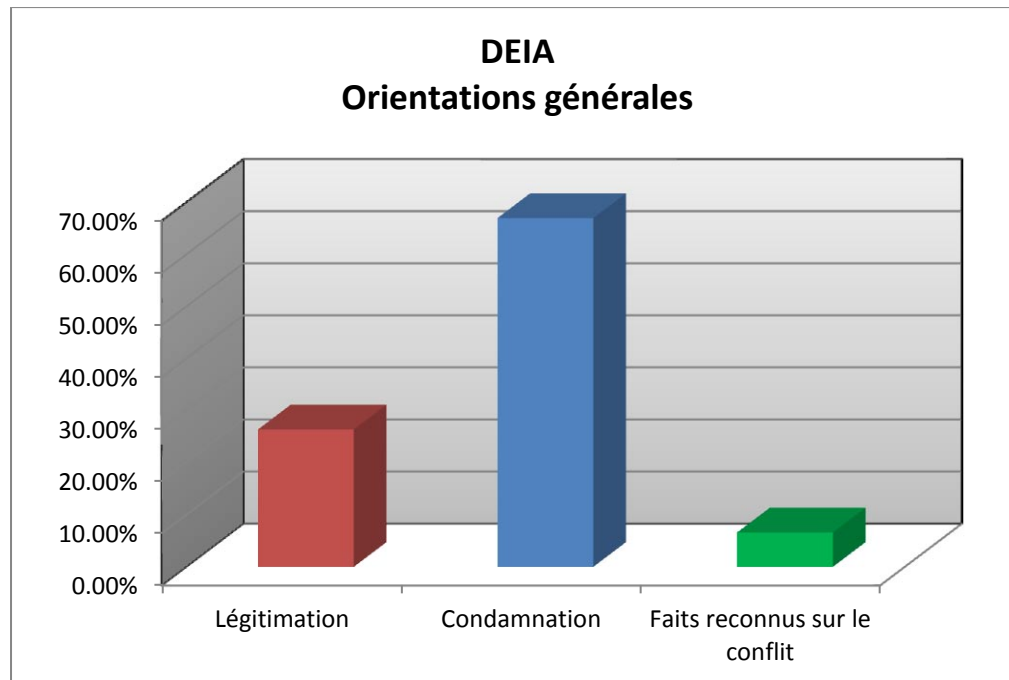
3.4.1 Orientations générales

DEIA

Nombre d'articles : 15

Le nombre d'unités thématiques de ce quotidien révèle une relative faiblesse quantitative due principalement à la taille réduite des articles d'opinion dans ce journal. Néanmoins, il se dégage une tendance claire à la condamnation des autres discours et une proportion minime d'unités « analytiques » sur le conflit, classée dans la méta-catégorie Faits reconnus sur le conflit.

Total	394 unités thématiques	100.00%
Légitimation	104 unités thématiques	26.40%
Condamnation	264 unités thématiques	67.01%
Faits reconnus sur le conflit	26 unités thématiques	6.60%

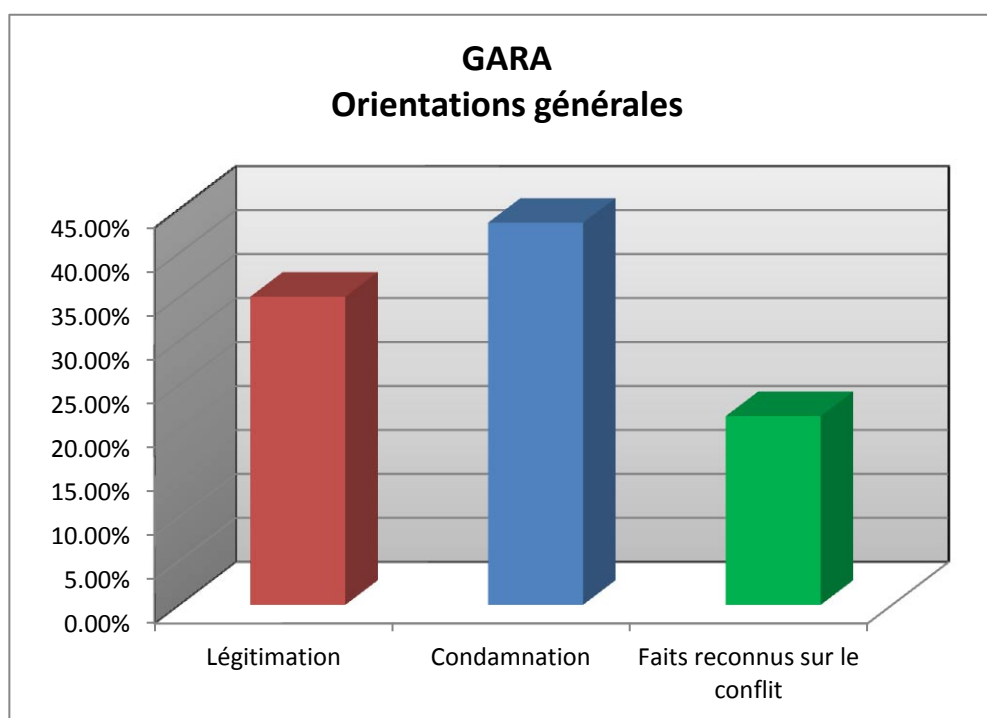


GARA

Nombre d'articles : 17

Ce deuxième média de tendance nationaliste reflète un plus grand équilibre entre les différentes grandes tendances discursives avec tout de même une prépondérance de la condamnation dans les propos des différents locuteurs. Les unités thématiques définies en tant qu'observations sur le conflit sont relativement nombreuses et développent en grande partie des descriptions historiques.

Total	559 unités thématiques	100.00%
Légitimation	196 unités thématiques	35.06%
Condamnation	243 unités thématiques	43.47%
Faits reconnus sur le conflit	120 unités thématiques	21.47%

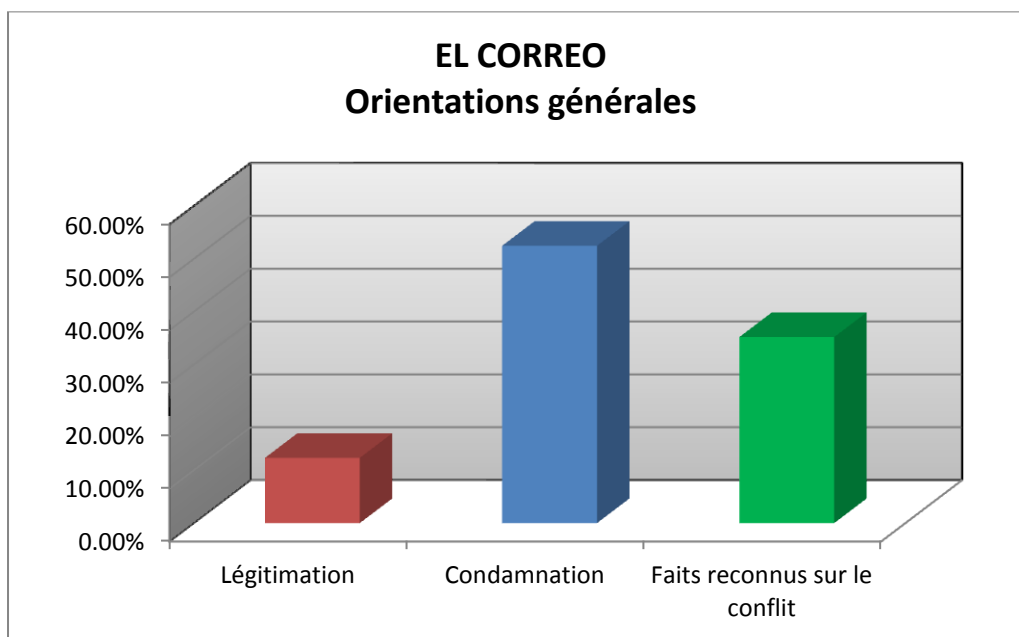


EL CORREO ESPAÑOL – EL PUEBLO VASCO

Nombre d'articles : 15

Ce journal qui fournit le plus d'unités thématiques au corpus d'articles analysés. Cette importance quantitative est à mettre en relation avec la grande taille des articles d'opinion publiés dans ce quotidien. En outre, le nombre réduit d'unités liées à une stratégie de légitimation de son discours est à souligner. Cette faiblesse se transfère dans la tendance *Faits reconnus sur le conflit*, ce qui permet d'émettre l'hypothèse que *El Correo* développe, au travers de ses articles d'opinion, un discours plus fortement porté sur des faits objectifs et l'analyse que sur une légitimation de ses aspects positifs. De plus, en parallèle avec cette première remarque, nous pouvons observer que ce journal ne développe pas un seul discours idéologique, mais permet à diverses tendances politiques de s'exprimer, notamment à celles proches des milieux nationalistes modérés.

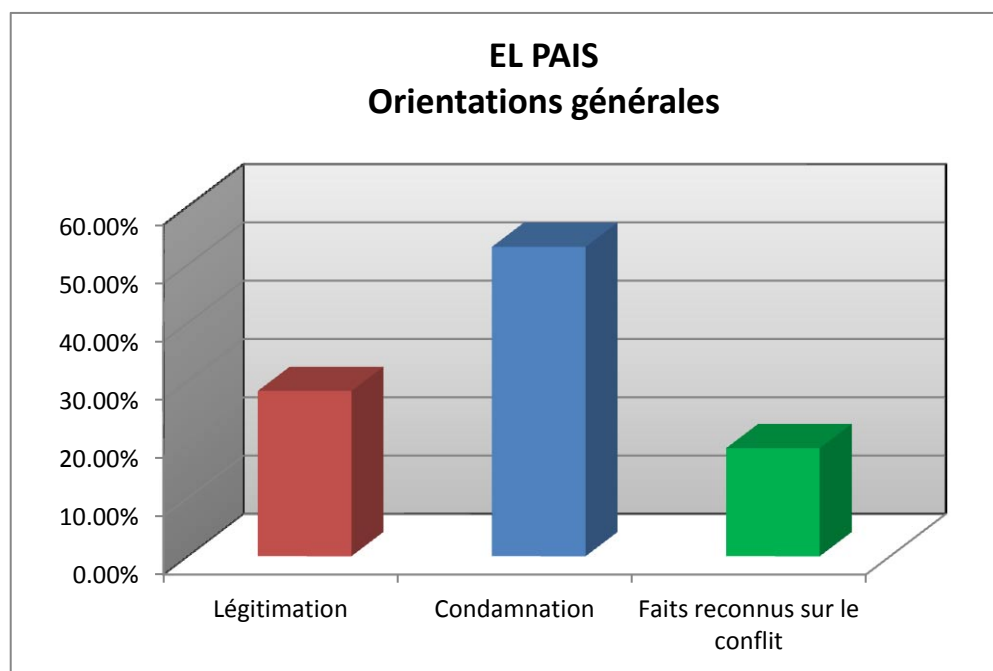
Total	608 unités thématiques	100.00%
Légitimation	75 unités thématiques	12.34%
Condamnation	319 unités thématiques	52.47%
Faits reconnus sur le conflit	214 unités thématiques	35.20%



EL PAÍS**Nombre d'articles : 15**

Le corpus d'articles de *El País* montre une inclination à l'utilisation d'une stratégie discursive de condamnation puisque cette méta-catégorie regroupe plus de la moitié des unités thématiques. En revanche, il est surprenant de constater de la quantité moindre d'unités proposant une vision analytique et descriptive. En effet, *El País* est souvent considéré comme un média proposant un contenu journalistique de très haute qualité.

Total	550 unités thématiques	100.00%
Légitimation	156 unités thématiques	28.36%
Condamnation	292 unités thématiques	53.09%
Faits reconnus sur le conflit	102 unités thématiques	18.55%

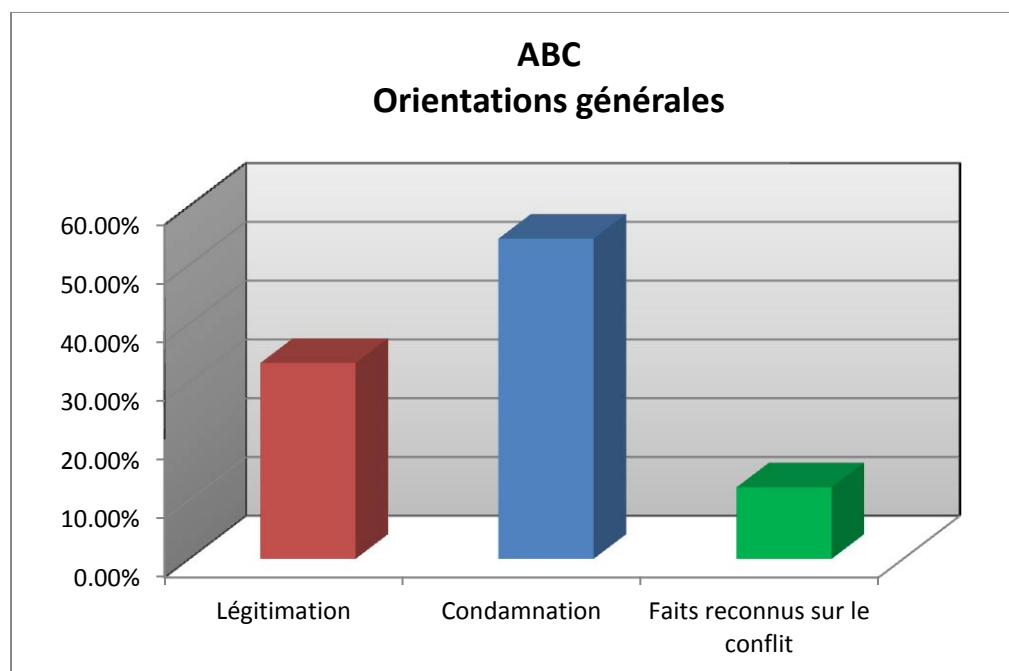


ABC

Nombre d'articles : 17

Le journal *ABC* présente une tendance discursive générale similaire à celle de *El País*. Cependant, *ABC* se montre nettement plus agressif que son concurrent social-démocrate et des différences de fond sont notables dans l'appréciation des catégories et sous-catégories. De plus, il faut observer que *ABC* est le seul journal analysé dans cette recherche qui espagnolise systématiquement les noms basques, par exemple *Ibarretxe* devient *Ibarreche* dans les colonnes de *l'ABC*.

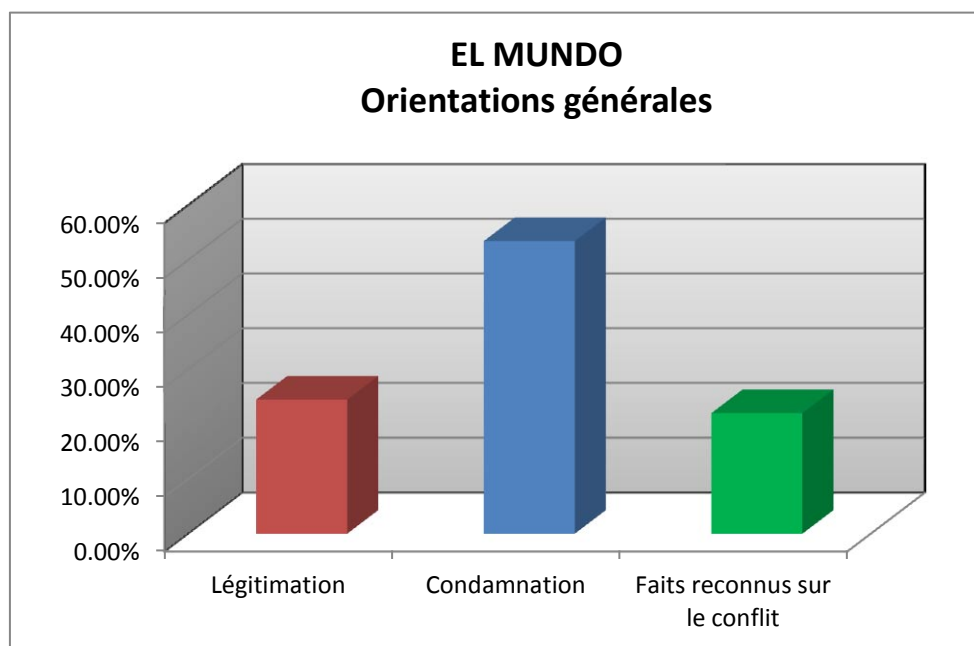
Total	501 unités thématiques	100.00%
Légitimation	167 unités thématiques	33.33%
Condamnation	273 unités thématiques	54.49%
Faits reconnus sur le conflit	61 unités thématiques	12.18%



EL MUNDO**Nombre d'articles : 15**

Comme les deux autres quotidiens édités à Madrid, *El Mundo* présente une tendance discursive similaire. L'analyse détaillée montre cependant une différenciation avec *ABC* et *El País*. En effet, le nombre d'unités correspondant à la méta-catégorie « Faits reconnus sur le conflit » est légèrement supérieur aux deux quotidiens. Cette donnée montre que si *El Mundo* se positionne sans équivoque sur les éléments identitaires, il démontre une certaine polyphonie dans ses commentaires de l'actualité.

Total	404 unités thématiques	100.00%
Légitimation	99 unités thématiques	24.50%
Condamnation	216 unités thématiques	53.47%
Faits reconnus sur le conflit	89 unités thématiques	22.03%



3.4.2 Les catégories thématiques du conflit

Après avoir apporté un premier aperçu aux distances idéologiques existantes dans l'espace de la communication politique sur la problématique basque, ce chapitre propose une description des catégories thématiques de la grille d'analyse en fonction de la répartition suivante :

1. La presse nationaliste (*Deia, Gara*)
2. La presse non-nationaliste éditée au Pays basque (*El Correo*)
3. La presse éditée à Madrid (*El Pais, ABC, El Mundo*)

3.4.2.1 La presse nationaliste (*Deia, Gara*)

Discours de légitimation

Liberté

Vivre en paix

Les besoins et désirs de vivre en paix sont extrêmement présents dans la presse nationaliste. Une exaspération quand aux multiples désagréments liés à la situation de violence se fait entendre. Ainsi, une certaine sensation de lassitude et d'exaspération face à la persistance de la violence est à remarquer. Cependant, la paix semble dépendante de la bonne volonté du Gouvernement espagnol et de l'ETA: « Dehors toute la violence et vive la liberté » ; « Nous voulons l'entière liberté et également la paix qu'ils nous volent avec tant de zèle. »¹³⁴ « Aujourd'hui, notre responsabilité est de sortir dans la rue et d'exiger de l'ETA, autant de fois qu'il sera nécessaire, qu'elle nous laisse vivre en paix »¹³⁵. Cette sensation est également palpable dans l'affirmation de l'espérance que pourrait apporter le *Plan Ibarretxe* à la société basque : « Plan Ibarretxe, un projet de paix et de liberté »¹³⁶

Solidarité envers les victimes de la violence

Cette sous-catégorie met en exergue la divergence principale entre le discours nationaliste institutionnel et le discours indépendantiste radical. D'un côté, un refus de la violence de l'ETA et un soutien aux victimes des attentats, de l'autre une solidarité envers les victimes de la répression de l'Etat espagnol.

¹³⁴ Tribune in *GARA* – 30/10/03

¹³⁵ Tribune in *DEIA* – 18/10/03

¹³⁶ Tribune in *DEIA* – 26/10/03

L'expression de la solidarité envers les victimes de la violence terroriste de l'organisation ETA est présente dans les articles de *Deia*. Le discours sur ce thème démontre la nécessité de ne plus pouvoir accepter cette situation de menace et de persécution permanente : « Nous invitons à réclamer la liberté de milliers de Basques vivant avec une menace de mort et avec une liberté en permanente surveillance. »¹³⁷; « Nous sommes convaincus de la nécessité de dénoncer cette violence de persécution parce que nous ne souhaitons laisser personne de côté qui se sente persécuté par l'intolérance et le fanatisme. »¹³⁸

Gara montre un autre volet lié à la sous-catégorie de solidarité avec les victimes de la violence. Si l'ensemble des autres quotidiens manifeste des thèmes se solidarisant avec les victimes des attentats terroristes, le journal du Guipuzcoa met en valeur la situation d'individus qu'il considère comme des prisonniers politiques puisqu'il s'agit de militants de la cause basque engagés dans l'action politique ou l'action armée : « Un prisonnier politique est disposé à tout perdre sauf une seule chose, la dignité. »¹³⁹

L'autodétermination du peuple basque

Aussi bien *Deia* que *Gara* reviennent avec insistance sur la légitimité de la société basque d'avoir la possibilité de décider sur sa détermination politique. Le titre de cet article en est l'illustration : « L'inéluctable droit de décision des Basques »¹⁴⁰ « La clef consiste dans le désir millénaire des basques de s'autogouverner qui provient d'une conscience de constituer, ce que nous appellerions en langage moderne, une nation, ainsi que la volonté de préserver cette identité. »¹⁴¹ Ce thème est très souvent placé comme un préalable à la pacification du Pays basque : « Le point de rencontre qui permettrait la pacification dépend de la satisfaction des aspirations légitimes d'auto-gouvernement du peuple basque. »¹⁴² Dans ce discours le « peuple basque » semble être un concept déterminant qui surpasse tous les autres et qui permettrait d'unir la société basque. Ce discours ne se limite pas uniquement à un romantisme naïf de l'indépendance du Pays basque, mais propose également des éléments concrets de stratégie et de tactique politiques liés à la dialectique de la construction nationale du Pays basque : « La question de savoir si l'Etat basque devra être entièrement indépendant ou devra maintenir des formes d'association avec l'Etat espagnol et/ou français (partageant une partie de leur

¹³⁷ Tribune in *DEIA* – 18/10/03

¹³⁸ Tribune in *DEIA* – 18/10/03

¹³⁹ Tribune in *GARA* – 22/10/03

¹⁴⁰ Editorial in *DEIA* – 26/10/03

¹⁴¹ Tribune in *GARA* – 20/10/03

¹⁴² Editorial in *DEIA* – 2/2/05

souveraineté) sera une décision qu'il faudra prendre en temps voulu, à la lumière d'une série de facteurs (sociaux, politiques, économiques, culturels, géostratégiques) lesquels ne peuvent être déterminés aujourd'hui. »¹⁴³

Résolution du conflit

Destin politique

Les arguments de légitimation se regroupent dans un deuxième temps autour de thématiques liées à la résolution du conflit. Tout d'abord, *Deia et Gara* semblent faire preuve d'une inébranlable sérénité face au chemin politique souverainiste que doit suivre le Pays basque. Le destin politique tracé est accentué par la plateforme que représente le projet de statut politique du Gouvernement basque : « La valeur du Plan Ibarretxe n'est pas dans ce qui y est formulé, mais dans ce qui est présupposé et dans ce qu'il permet de sous-entendre, dans les dynamiques qu'il peut déclencher, ce qui nous situe sans aucun doute dans un cadre que nous n'avons jamais connu. »¹⁴⁴ Cela donne une sensation de processus historique « en marche » dont le Plan Ibarretxe serait un escalier de plus à gravir pour résoudre le conflit basque : « Une proposition osée, imaginative, démocratique qui tente de dépasser la situation de conflit interminable, bloquée par l'inflexibilité des violents et du centralisme espagnol. »¹⁴⁵

La volonté populaire

Les deux titres de presse mettent en exergue l'importance du respect de la volonté populaire. Celle-ci positionne au centre du processus politique les citoyen(ne)s basques en soulignant que l'appui de la majorité de la société basque est une condition *sine qua non* à un accord sur une nouvelle définition politique de Euskadi et du Pays basque. Cette dernière est constamment placée au centre du processus politique, semblant être l'unique garant des prises de décisions véritablement démocratiques : « Ce qui est déterminant, c'est la volonté librement exprimée des citoyens. »¹⁴⁶

Négociation/dialogue

Le retour avec insistance sur le besoin de dialogue et négociation entre les différents acteurs politiques et sociaux constitue l'un des axes principaux du discours de la presse nationaliste. En

¹⁴³ Tribune in *GARA* – 23/10/03

¹⁴⁴ Tribune in *GARA* – 30/10/03

¹⁴⁵ Editorial in *DEIA* – 26/10/03

¹⁴⁶ Tribune in *GARA* – 20/10/03

effet, le dialogue politique est considéré comme l'unique moyen qui permettra à la société basque de sortir de la situation actuelle : « Le dialogue entre les partis doit se convertir en paradigme et en exemple d'une société civilisée et non par la description de la crispation et de l'affrontement qui, dans de nombreux cas, ne correspond pas à la réalité. »¹⁴⁷ De plus, il semble indéniable qu'un nouvel accord politique doive être trouvé entre tous les acteurs permettant de surpasser les désaccords politiques qui subsistent vingt-cinq ans après l'accord de Guernica sur la Communauté autonome de Euskadi. D'abord, l'accord devra d'être capable d'intégrer les différents vécus identitaires : « Il est nécessaire de chercher des règles du jeu inaliénables pour tous, qui seraient capables de dépasser les obstacles qui découlent du fait que l'Espagne et Euskadi se sentent et pensent d'une manière différente. »¹⁴⁸ Puis, il devra montrer assez de maturation pour mettre un terme à l'utilisation de la lutte armée comme méthode de pression politique : « Le dialogue politique actuel devra affronter, en vue d'une vie en commun et de la pacification du Pays, un problème complexe et délicat, qui est celui qui fait référence à l'ETA, laquelle dans son dernier communiqué parie « sur le dialogue, la négociation et l'accord » comme moyens de dépassement du conflit. »¹⁴⁹ Cependant, il faut tout de même observer qu'un accord politique entre l'ensemble des nationalistes semble dans un premier temps suffisant pour certains auteurs, promouvant de cette manière une exclusion des partis non-nationalistes s'ils ne sont pas disposés à adhérer aux thèses souverainistes : « A la fin, si le projet est approuvé, cela devra être le plan de tous ou du moins de la majorité, de tous les *abertzales*, « basquistes » et démocrates. »¹⁵⁰

L'identité basque

L'identité basque est un autre élément fondamental à prendre en compte dans le conflit basque, d'où la présence permanente dans les différents textes des traits identitaires basques. Il est nécessaire de souligner que *Gara* est le seul journal à utiliser le terme *Euskal Herria* pour désigner le Pays basque, signifiant littéralement le Pays des Basques : « Chaque territoire, malgré ses spécificités, continue de maintenir une série de traits communs avec l'ensemble de Euskal Herria. »¹⁵¹

¹⁴⁷ Editorial in *DEIA* – 2/2/05

¹⁴⁸ Editorial in *DEIA* – 2/2/05

¹⁴⁹ Editorial in *DEIA* – 2/2/05

¹⁵⁰ Tribune in *GARA* – 30/10/03

¹⁵¹ Tribune in *GARA* – 23/10/03

Discours de condamnation

Fidèle l'organisation polarisé du discours idéologiques (Van Dijk, 2003, p. 57), la tendance à la condamnation et à la dévalorisation du discours ou actions des acteurs politiques est, sans contexte, une des logiques de base de l'argumentation politique au Pays basque. La presse nationaliste suit effectivement cette tendance puisque ces titres possèdent une solide majorité d'unités thématiques dans cette méta-catégorie.

Violence

Terrorisme

En simplifiant, la vision de la violence au Pays basque peut être orientée de deux manières diamétralement opposées. Soit elle se limite aux attentats de l'ETA, soit elle ne pose son regard que sur la répression policière de l'Etat espagnol, en dénonçant la complicité de la *Ertzaintza*, la police autonome basque. La condamnation de la violence terroriste se pose comme l'un des principaux facteurs de différenciation entre le discours nationaliste institutionnel et celui du discours indépendantiste radical. Même si le nombre d'unités de cette sous-catégorie n'est pas très important, des marques de rejet font régulièrement irruption dans les différents articles du journal *Deia* pour rappeler l'horreur : « L'empreinte de la terreur s'étend comme une tâche d'huile »¹⁵² et l'absence de légitimation politique qu'accompagnent les actions terroristes au Pays basque : « rien ne justifie la barbarie de l'ETA. »¹⁵³

Répression de l'Etat (Espagne/Euskadi)

De nombreuses critiques sont émises contre le choix de la répression par le Gouvernement espagnol pour combattre les différents mouvements nationalistes basques. L'argumentation est construite dans un mélange de dénonciation de la répression policière et contre l'annihilation de l'identité et de la culture basque : « La politique répressive qui nous fait souffrir depuis des décennies est devenue plus dure dans les dernières années. »¹⁵⁴ ; « La grande offensive menée par le PP contre tout ce qui est euskaldun serait impensable dans le franquisme des années 60. »¹⁵⁵ Des allusions au régime franquiste sont également présentes : « Le franquisme était notre terreur, c'était un régime terminé pour la société basque mais il a duré 40 ans (...)

¹⁵² Tribune in *DEIA* – 18/10/03

¹⁵³ Tribune in *DEIA* – 26/10/03

¹⁵⁴ Tribune in *GARA* – 30/10/03

¹⁵⁵ Tribune in *GARA* – 29/10/03

comprenant l'enfer des cellules de la Garde civile. »¹⁵⁶ . Les différents auteurs opposent « la politique comme proposition du nationalisme basque et la force comme réponse du nationalisme espagnol. »¹⁵⁷ et accusent les dirigeants espagnols de l'époque d'entrave à la liberté d'expression et à la démocratie: « Le PP est disposé d'intégrer les délits d'opinion dans le code pénal faisant exactement un retour au franquisme. »¹⁵⁸

Cette constante dénonciation de l'utilisation de la force par les gouvernements espagnols successifs pour imposer l'unité de l'Espagne est également dirigée envers les entreprises médiatiques espagnoles. A cet égard, certains auteurs dénoncent le contrôle des médias par les institutions « espagnolistes » : « Appuyé par un contrôle rigide des médias de l'Etat ou collaborant avec des agents de l'information dans un marché plus ou moins libre, le conservatisme hispanique est parvenu à mettre les médias au service de ses objectifs politiques. »¹⁵⁹ A cette époque, différents auteurs avaient déjà signalé la partialité du traitement journalistique de l'actualité du conflit par les titres de presse espagnols (Batista, 2001 ; Idoiaga, Ramírez de la Piscina, 2002) Le 12 décembre 2001, le journal français *Le Monde* soulignait cette problématique par la formule suivante : « Que certains milieux espagnols aient, par campagne de presse interposée, la tentation d'imposer une lecture de la situation qui gommerait le fait que plus de 50% des électeurs du Pays basque espagnol votent pour l'autodétermination n'a guère de sens. Taire la problématique du séparatisme, comme le veulent ces milieux, ne le supprime pas, ni n'aide à le régler. Et l'évoquer n'atténue en rien la condamnation que requiert le terrorisme de l'ETA. »¹⁶⁰

Politique carcérale

Pour la presse nationaliste, la politique carcérale actuelle est un des thèmes devant incontestablement être considéré comme facteur clef de l'enlisement de la situation au Pays basque. Le Gouvernement espagnol doit donc nécessairement y remédier dans le cadre de la recherche d'une solution au conflit basque. La lutte contre la politique carcérale est depuis la fin de la dictature l'une des revendications principales des mouvements indépendantistes. Au Pays basque, il est fréquent de voir adossé à une falaise ou accroché à un balcon le drapeau demandant l'arrêt de la dispersion pénitentiaire des prisonniers basques aux quatre coins de

¹⁵⁶ Tribune in *DEIA* – 21/10/03

¹⁵⁷ Tribune in *DEIA* – 26/10/03

¹⁵⁸ Tribune in *DEIA* – 30/10/03

¹⁵⁹ Tribune in *DEIA* – 29/10/03

¹⁶⁰ Editorial du journal *Le Monde*, 12 décembre 2001.

l'Espagne et de la France. Ainsi, il n'est pas surprenant de lire de nombreuses critiques à ce sujet dans le corpus d'articles. Deux dimensions composent cette argumentation. D'un côté, les tortures et les arrestations sont dénoncées : « Que pouvons-nous attendre d'un Lehendakari ou de partis qui continuent à autoriser des détentions arbitraires et la pratique de la torture. »¹⁶¹ D'un autre côté, nous avons des accusations contre une politique pénitentiaire autorisant la détention préventive et arbitraire: « Une politique carcérale qui permet que des dizaines de personnes soient détenues d'un coup sans aucune preuve, sur la simple présomption. »¹⁶²

Relation Espagne- Euskadi

Impérialisme espagnol

Une constante du discours indépendantiste est manifestement la comparaison de l'Espagne avec un empire qui viserait la domination politique et culturelle de toutes les régions d'Espagne. Cette confrontation représentationnelle place ainsi le peuple basque en tant que peuple menacé et opprimé dans son autonomie identitaire et politique par l'Etat espagnol et construit une image de ce dernier comparable à un « rouleau compresseur » qui ambitionne : « de nous enlever notre langue et le fait de nous imposer une culture qui n'est pas la notre c'est nous tuer »¹⁶³ Cette référence à l'impérialisme est historique puisqu'elle prend, évidemment ses racines dans l'ancien grand Etat colonial qu'était l'Espagne jusqu'à la fin du 19^{ème} siècle : « Ils sont enragés et ne sont pas capables de dépasser leurs ressentiment après avoir perdu tous les empires. »¹⁶⁴

Absence de liberté

Les relations entre l'Espagne et Euskadi sont tout d'abord articulées par la dénonciation de l'absence de liberté en vigueur dans l'Etat espagnol, condamnant les limites à la liberté d'expression et l'unilatéralisme du gouvernement espagnol : « L'ordre des choses se situe à 180 degrés de la démocratie, du côté obscur des idées se trouve la pensée unique, la négation de l'égalité de tous devant une seule loi : celle de la liberté. »¹⁶⁵ La faiblesse démocratique de l'Espagne actuelle ne laissant pas au Peuple basque la possibilité de se construire en tant que tel est soulignée: « Les «constitutionnaliste»s semblent être disposés à commencer la grande bataille antidémocratique contre Euskal Herria. »¹⁶⁶ A en croire les propos publiés par *Gara*, dans un

¹⁶¹ Tribune in *GARA* – 22/10/03

¹⁶² Tribune in *GARA* – 30/10/03

¹⁶³ Tribune in *GARA* – 29/10/03

¹⁶⁴ Tribune in *GARA* – 30/10/03

¹⁶⁵ Tribune in *DEIA* – 26/10/03

¹⁶⁶ Tribune in *GARA* – 30/10/03

Pays basque intégré à l'Espagne, l'échange d'opinions paraît être une pratique non reconnue : « Si auparavant, le fait qu'il n'est pas possible d'avoir un débat d'idées et d'opinions libres dans l'Etat espagnol, était déjà une évidence pour une partie importante de la population basque, la réponse des forces «constitutionaliste»s par rapport à la proposition de statut pour la CAV enlève les doutes qui auraient pu subsister. »¹⁶⁷

Inadéquation du statut d'autonomie

En parallèle, de nombreuses voix s'expriment pour montrer leurs opinions sur ce qu'ils considèrent comme des limites de l'actuel statut d'autonomie pour le Pays basque. Ces éléments dévoilent le manque de confiance dont font preuve certains locuteurs envers Madrid en ce qui concerne la défense de leurs intérêts : « Il sera nécessaire de convaincre, par exemple, que les pêcheurs ou les agriculteurs sont mieux représentés dans les instances européenne par Madrid ou par Gasteiz. »¹⁶⁸ Pour bien saisir la portée de cette phrase, il faut savoir que le Plan Ibarretxe prévoit des représentations d'Euskadi au sein des institutions européennes. Une autre grande critique du statut d'autonomie actuelle stipule son inaboutissement de la part de l'Espagne. L'inachèvement du statut de Guernica est, en effet, régulièrement pointé du doigt par le gouvernement basque pour revendiquer ses désirs grandissants de décentralisation politique. Cette critique dirigée contre le PSOE en est une illustration : « « Plus de statut » lequel dans le jargon du PSOE devient « encore plus de la même chose », c'est-à-dire, plus d'inaccomplissement du statut, plus d'interprétations arbitraires de son articulation, plus d'usurpations des revendications du Peuple basque. »¹⁶⁹

Pour *Gara*, ce thème dévoile essentiellement un mécontentement et un désaccord avec le projet du Gouvernement basque qui est jugé majoritairement comme insuffisant puisqu'il ne prend pas en considération l'intégralité du Pays basque – composé du Pays basque espagnol (Euskadi), du Pays basque français et de la Navarre- et il n'est pas le fruit d'un consensus entre tous les acteurs politiques et sociaux : « D'un côté, au lieu d'aborder le processus en prenant l'ensemble de Euskal Herria en tant que sujet politique, il impose un cadre d'exclusion à un grand nombre de basques qui sont automatiquement expulsés du projet. »¹⁷⁰ ; « Le processus unilatéral accompli jusqu'à maintenant, sans chercher l'appui des autres groupes politiques et sociaux, fournit de

¹⁶⁷ Tribune in *GARA* – 27/10/03

¹⁶⁸ Editorial in *DEIA* – 26/10/03

¹⁶⁹ Tribune in *DEIA* – 31/10/03

¹⁷⁰ Editorial in *GARA* – 26/10/03

nombreux doutes sur la détermination et les possibilités de conduire le plan jusqu'à ses dernières limites. »¹⁷¹

Criminalisation du nationalisme basque

Un des facteurs centraux de la crispation des relations entre Madrid et la capitale de la Communauté autonome du Pays Basque, Vitoria-Gasteiz est la sensation de criminalisation du nationalisme basque par la première. La construction de la part du gouvernement espagnol et de nombreux médias de l'amalgame entre l'organisation ETA et le nationalisme institutionnel du PNV-EA, est constamment mis en évidence et dénoncé avec une grande ferveur. Cette manipulation représentationnelle basée sur le précepte « qui partagent les objectifs, partagent les moyens » est considérée comme une véritable offense à l'idéologie nationaliste puisqu'elle a pour objectif de créer la confusion au sein de l'opinion publique au sujet de tous les partis nationalistes. Les exemples suivants servent d'illustration à nos propos : « ETA est toujours derrière tous, la cause de tous, elle représente tout se qui se dégage de la pensée unique dictée par le Gouvernement, elle justifie en dernier titre, l'action anticipée de ce dernier avec tous ses moyens et pouvoirs. »¹⁷² ; « l'aboutissement final de ce processus démentiel se déroule en ce moment avec la relation expressive des initiatives du Gouvernement basque avec l'ETA. »¹⁷³ ; « Est terroriste n'importe qui anime la culture basque, l'euskera et les ikastolas. »¹⁷⁴

Résolution du conflit

Refus de négociation

Les refus de négociation du Gouvernement espagnol et des autres formations «constitutionaliste»s sont vivement dénoncées comme la cause de blocage et des figement des positions politiques des différents acteurs : « Le dialogue entre les partis est une nécessité, dans la mesure qu'en aval des propres expériences, analyses et traitements du problème, il faut chercher le bien commun de la société »¹⁷⁵ « Le Gouvernement espagnol, le Parti Populaire, le PSOE, la CEOE¹⁷⁶ ... l'unionisme en général sont en train de se mettre en plein dans une stratégie qui va faire dérailler le train du débat global sur le futur de Euskal Herria. »¹⁷⁷ Il est possible

¹⁷¹ Tribune in *GARA* – 28/10/03

¹⁷² Tribune in *DEIA* – 27/10/03

¹⁷³ Editorial in *DEIA* – 29/10/03

¹⁷⁴ Tribune in *DEIA* – 31/10/03

¹⁷⁵ Tribune in *DEIA* – 2/2/05

¹⁷⁶ Confederación Española de Organizaciones Empresariales (CEOE) est la principale organisation patronale espagnole.

¹⁷⁷ Editorial in *GARA* – 26/10/03

d'établir ici un rapprochement avec la proposition de Batasuna de novembre 2004 à Anoeta qui fait la promotion d'une solution négociée au conflit et qui encourage ainsi la discussion entre tous les partis politiques. Condamner l'absence de volonté de dialogue offre ainsi au locuteur une position d'ouverture politique sur l'espace public.

Confrontation politique

La logique de confrontation politique, prédominante dans le débat politique en Euskadi, est condamnée. Cette condamnation vise une responsabilisation de l'ensemble de la classe politique afin de trouver des terrains d'entente à un conflit qui dure malgré la démocratisation de l'Espagne : « Nous, les forces politiques, nous devrions nous questionner sur notre propre échec, chose que nous occultons régulièrement avec des promesses basées sur nos propres projets. »¹⁷⁸

Critiques des autres formations politiques

Les critiques directement adressées aux autres formations politiques concernent essentiellement celles dirigées au nationalisme institutionnel mené par le Parti Nationaliste basque (PNV). Les accusations traitent essentiellement de la mollesse et du manque d'audace politique dont fait preuve un parti qui se veut nationaliste : « Un des principaux problèmes de ce pays est la division territoriale, aggravée par le fait que des gens qui se réclament *abertzales* l'ont acceptée, avalisée et même en ont été les protagonistes. »¹⁷⁹

Faits reconnus sur le conflit

Les thèmes présentant des caractéristiques analytiques et descriptives sur le conflit basque sont clairement davantage présents dans *Gara* que dans *Deia* puisqu'ils vont jusqu'à représenter près d'un quart de toutes les unités thématiques. Quatre grandes orientations peuvent être distinguées.

Éléments politico-historiques

Perspective historique

Les thèmes abordant le conflit basque depuis une perspective historique rappellent les différents épisodes du Pays basque depuis le Royaume de Navarre jusqu'à la transition espagnole en passant par le personnage de Sabino Arana et la dictature franquiste. Ce passage approfondi par

¹⁷⁸ Tribune in *DEIA* – 21/10/03

¹⁷⁹ Tribune in *GARA* – 20/10/03

l'histoire montre clairement l'importance de cette dernière pour la vision du monde proposée par *Gara*, puisqu'elle situe l'un des cadres de la justification nationaliste : « Quand l'actuelle Euskal Herria était liée au Royaume de Navarre, ce qu'aujourd'hui s'appelle l'Espagne ou la France étaient des mosaïques de royaume aux diverses structures plus ou moins souveraines. »¹⁸⁰

Analyse socio-politique

L'analyse socio-politique de la situation alterne description et commentaire sur le conflit ou sur la société basque en général : « Euskal Herria est située dans le cœur du monde capitaliste européen occidental. »¹⁸¹ ; « Il est incontestable qu'une sortie négociée et issue d'un pacte avec ceux qui détiennent le pouvoir est absolument nécessaire pour un conflit aussi grave et qui nous fait énormément souffrir. »¹⁸²

Organisation institutionnelle

L'organisation institutionnelle de l'Espagne, en particulier sur le statut d'autonomie de la Communauté autonome d'Euskadi, est largement traitée. Il est à souligner que de nombreuses unités thématiques présentent le conflit basque comme un conflit politique : « Il est impossible de ne pas voir qu'il y a au Pays basque un problème politique qui doit être analysé, non seulement en terme juridique, mais surtout discuté et négocié avec une perspective politique. »¹⁸³

Éléments sociologiques

Souffrance de la société basque

L'analyse sociologique se manifeste essentiellement par une représentation de la souffrance de la société basque, articulant d'une manière égalitaire les victimes et les activistes de la violence terroriste, exprimant de cette manière l'impasse politico-identitaire actuelle de la société basque : « Nous ne pouvons pas attendre le jour suivant, ni les éventuelles victimes, ni les futurs prisonniers, ni la disparition de notre langue. Les projets ne se vendent pas, ils se construisent jour après jour. »¹⁸⁴ « Ici nous souffrons tous. Tous ceux qui sont à l'intérieur du conflit. »¹⁸⁵

¹⁸⁰ Tribune in *GARA* – 20/10/03

¹⁸¹ Tribune in *GARA* – 23/10/03

¹⁸² Tribune in *GARA* – 29/10/03

¹⁸³ Editorial in *DEIA* – 2/2/05

¹⁸⁴ Tribune in *DEIA* – 21/10/03

3.4.2.2 La presse non-nationaliste éditée au Pays basque (El Correo)

Discours de légitimation

Liberté

Vivre en paix

La première sous-catégorie traitant de liberté réédite la volonté de vivre en paix qui se développe essentiellement en lien avec un arrêt définitif de la violence au Pays basque : « Il faut atteindre, obtenir, gagner un scénario sans violence de manière définitive comme critère préalable et nécessaire afin de pouvoir aborder une discussion sérieuse et d'une manière libérée sur notre futur. »¹⁸⁶

Solidarité avec les victimes de la violence

Cette sous-catégorie propose une réflexion sur le statut et l'origine des victimes de la violence en différenciant les victimes de l'organisation ETA et les victimes du terrorisme de l'Etat. Cette approche globale qui combat l'utilisation partisane des victimes n'est pas fréquente dans la presse analysée. Cela mérite d'être soulevé. En voici donc un exemple : « Des victimes il y en a malheureusement beaucoup et de différentes origines : cependant, chacune d'elle, sans exception, mérite notre solidarité, respect et soutien. »¹⁸⁷

Résolution du conflit

Négociation/dialogue – Liens Euskadi- Espagne

La seconde grande approche de ce journal se penche sur la résolution du conflit et met en avant une sortie dialoguée puisqu'elle vise la promotion de la négociation et cherche à démontrer l'importance des liens entre l'Espagne et l'Euskadi. Ces deux thèmes sont complémentaires puisque, d'abord, il s'agit de renforcer les liens et les intérêts entre l'Espagne et l'Euskadi, en insistant tout de même particulièrement sur les relations économiques : « Il faut que les relations commerciales et personnelles continuent d'être fluides et respectueuses avec la pluralité des idées de chacun afin de devenir de plus en plus conscient des avantages d'appartenir à un grand marché européen (...) parce que l'intérêt mutuel renforce la vie en

¹⁸⁵ Tribune in *DEIA* – 29/10/03

¹⁸⁶ Tribune in *El Correo* – 26/10/03

¹⁸⁷ Tribune in *El Correo* – 25/10/03

commun. »¹⁸⁸ Ensuite, les solutions au conflit basque doivent être trouvées entre tous les acteurs politiques et sociaux concernés. Il faut faire particulièrement attention à un accord entre la majorité nationaliste qui serait imposée au reste de la société basque. Ainsi, un accord de résolution du conflit doit être le fruit d'un consensus afin d'éviter l'imposition du projet d'un groupe envers un autre : « Nous pouvons discuter, avancer et faire des réformes, mais toujours dans un cadre de dialogue et en comprenant que les règles du jeu démocratique doivent être acceptées, elles peuvent être changées mais en aucun cas elles ne peuvent être ignorées. (...) Ainsi, si nous souhaitons construire un futur pour tous, il ne faut rien imposer. »¹⁸⁹

Aspects institutionnels

Unité constitutionnelle de l'Espagne

Cette volonté de mettre en valeur les différentes orientations politiques existantes par rapport au conflit basque se limite tout de même au cadre constitutionnel puisqu'un thème très important des stratégies de légitimation de *El Correo* contient de nombreuses évocations à l'unité constitutionnelle de l'Espagne. Ainsi, le projet nationaliste basque ne semble admissible que s'il respecte les limites constitutionnelles.

Tout ce qui s'éloigne de ce précepte est considéré comme une offense et un non respect des règles démocratiques : « Personne ne peut comprendre que l'on peut instaurer une « libre association » entre Euskadi et le reste de l'Espagne en partant de l'adoption de décisions unilatérales qui provoquent à coup sûr une déchirure. »¹⁹⁰ ; « Le président Rodríguez Zapatero a fait hier un effort de retenue dans sa réplique institutionnelle au défi que le Plan Ibarretxe représente pour la normalité constitutionnelle. »¹⁹¹

Discours de condamnation

Les thèmes répertoriés liés à la stratégie de condamnation discursive sont nettement moins consensuels que ceux décrits précédemment et servent à délégitimer le projet souverainiste du nationalisme basque.

¹⁸⁸ Tribune in *El Correo* – 18/10/03

¹⁸⁹ Tribune in *El Correo* – 26/10/03

¹⁹⁰ Editorial in *El Correo* – 26/10/03

¹⁹¹ Tribune in *El Correo* – 2/2/05

Violence

Terrorisme (ETA)

La violence de l'ETA est clairement désignée comme l'une des causes du conflit basque ; elles n'a plus aucune raison d'exister dans l'Espagne démocratique actuelle : « ETA et son terrorisme se sont convertis dans ce processus de généralisation en véritables martiens ou météorites qui tombent tout d'un coup du ciel (...) sans rien à voir avec la réalité sociale et politique basque, sans aucune relation avec les réflexions politiques des uns et des autres, sans idée de projets pour la société basque. »¹⁹². De plus, le Pays basque est perçu comme une anomalie en Europe, puisque c'est l'une des seules régions où existe, de nos jours, de la violence politique : « Le Pays basque est l'unique territoire dans l'Union Européenne où l'on assassine des élus pour leur idéologie politique. »¹⁹³

Amalgame ETA-nationalisme

La condamnation du terrorisme doit être mise en relation directe avec une stratégie de criminalisation du nationalisme basque par un amalgame entre l'ETA et l'ensemble du nationalisme. Il s'agit de démontrer que l'idéologie de l'ETA est très proche de toutes les fractions du nationalisme y compris celle du nationalisme institutionnel du PNV afin de discréditer le projet politique qui lui est lié. Il s'agit, du reste, d'un objectif relativement facile à atteindre puisque autant l'ETA que tous les partis nationalistes se structurent autour du même noyau idéologique. En effet, même si à sa création, l'ETA se revendique en tant que mouvement aconfessionnel, l'objectif ultime de l'ensemble des nationalismes reste l'indépendance du Pays basque (Casanova, 2007, p. 24).

Il suffit simplement de créer la confusion au niveau des méthodes de lutte : « La grande question est la suivante : Pourquoi, quand l'ETA semble traverser un de ses pires moments, on lui concède le triomphe politique de pouvoir affirmer qu'après vingt-quatre ans de nationalisme démocratique, on reconnaît ce que disait le nationalisme violent. »¹⁹⁴ ; « Plus sérieux est l'avertissement qui prétend que si l'ETA n'avait pas existé, le nationalisme basque démocratique

¹⁹² Tribune in *El Correo* – 19/2/03

¹⁹³ Tribune in *El Correo* – 24/10/03

¹⁹⁴ Tribune in *El Correo* – 26/10/03

n'aurait pas fait cette proposition »¹⁹⁵ ; « Les nationalistes et l'Ertzaintza sont suspectés de connivence avec le terrorisme. »¹⁹⁶

Relation Espagne-Euskadi

Projet souverainiste

Le noyau conceptuel central de l'idéologie nationaliste situe la lutte pour l'indépendance du Pays basque comme une utopie à atteindre. Ce cheminement vers plus d'autonomie est représenté comme un destin inéluctable. Les opposants à ce projet l'ont bien compris et c'est donc pourquoi ils combattent l'idée même de projet souverainiste avec beaucoup de force. Dans cette confrontation d'idées mettant en scène les relations entre l'Espagne et l'Euskadi, *El Correo* se montre particulièrement tenace puisqu'il met à jour sous de multiples formes l'essence indépendantiste cachée derrière le Plan Ibarretxe et agite le spectre du danger d'un projet qui nous ramènerait à la vision raciste et exclusive du fondateur du nationalisme basque Sabino Arana (Izquierdo, 2000, p.56) : « Le Plan Ibarretxe s'inspire - et c'est reconnu par ceux qui en font sa promotion -, des principes de souveraineté et d'autodétermination. (...) Le concept d'autodétermination ne peut pas se convertir en idée centrale dans un monde extrêmement complexe et en interrelation. »¹⁹⁷ ; « Elever le souverainisme à n'importe quel droit individuel suppose une claire régression aux essences sabinienes. »¹⁹⁸

Hégémonie du nationalisme basque

Si la précédente sous-catégorie s'attaquait à l'essence conceptuelle du nationalisme, la suivante s'offusque de l'imposition du nationalisme basque aux autres tendances politiques depuis la transition démocratique. Cette imposition nationaliste est dénoncée autant au niveau culturel, identitaire et politique et nous permet de comprendre les différents niveaux de « basquitude » existant dans la société basque. A l'évidence, tout le monde dans la société basque ne partage pas le projet nationaliste et chaque élection informe sur la pluralité politique et identitaire de cette dernière. C'est un véritable problème lié à la résolution du conflit, car si en démocratie 51% de l'électorat peut s'imposer sur le 49%, cela pose une véritable complication politique et sociale quand la question d'un éventuel referendum est liée à un changement de statut politique. Dans ces circonstances, le résultat devient une authentique bombe à retardement qui

¹⁹⁵ Tribune in *El Correo* – 30/10/03

¹⁹⁶ Tribune in *El Correo* – 29/10/03

¹⁹⁷ Tribune in *El Correo* – 24/10/03

¹⁹⁸ Tribune in *El Correo* – 25/10/03

peut renverser la situation quelques mois plus tard. A ce sujet, les locuteurs de *El Correo* développent de nombreux thèmes allant dans ce sens : « Il est clair que le dialogue est invoqué par ceux qui ne partagent pas le projet, parce que cette année s'est convertie en un véritable mur contre lequel rebondissent les objections sans la moindre attention à son contenu. (...) Le dialogue équivaut à l'acceptation autant de la souveraineté que de la procédure adoptée. (...) L'autre 50% de la population a le droit à la vie en commun, c'est-à-dire l'acceptation. »¹⁹⁹ Pour beaucoup le problème est identitaire et surgit : « quant quelqu'un qui se considère uniquement basque croit être en possession de plus de droits que ses concitoyens qui ne partagent pas le même sentiment d'appartenance. »²⁰⁰

Rupture de l'Espagne constitutionnelle

Dans un prolongement de cette opposition frontale aux divers projets nationalistes, les textes de *El Correo* montrent, dans un souci de réaffirmation de l'unité de l'Espagne, le danger que provoquerait une rupture de l'unité constitutionnelle aussi bien pour Euskadi que pour l'Espagne. Ces thèmes ont comme objectif symbolique de placer la Constitution au centre du débat et d'en faire le garant inamovible de la démocratie espagnole. La constitution semble ainsi ne pas pouvoir être réformée, puisque cela supposerait l'implosion du territoire espagnol. La défense de la constitution est certainement l'une des « armes » conceptuelles les plus utilisées par les défenseurs de l'unité de l'Espagne que l'on appelle, d'ailleurs, communément, les constitutionnalistes : « Ni le futur ni la paix ne peuvent se construire à partir d'une tentative de liquidation, de mépris et destruction des grandes réussites démocratiques pour le Pays basque comment l'ont été la Constitution de 1978 et le statut de Gernika. »²⁰¹ ; « Sa vision du passé et ses aspirations futures montrent, une fois de plus, la profonde incompatibilité qui existe entre le souverainisme nationaliste et les possibilités de réforme légale et consensuelle du cadre constitutionnel et statutaire. »²⁰²

Résolution du conflit

Confrontation politique

En contraste avec l'objection aux thèses nationalistes développées jusqu'à présent, certains locuteurs se veulent moins intransigeants en exposant la stérilité de la confrontation politique

¹⁹⁹ Tribune in *El Correo* – 21/10/03

²⁰⁰ Tribune in *El Correo* – 22/10/03

²⁰¹ Tribune in *El Correo* – 26/10/03

²⁰² Editorial in *El Correo* – 2/2/05

sur la question basque. Pour ceux-ci, il est donc fondamental de commencer à dialoguer entre tous les partis afin de négocier d'une manière consensuelle un nouveau statut pour Euskadi sans ignorer la complexité politico-identitaire de la société basque : « En reconnaissant la réalité de ce monde de douleur, ayant énormément besoin de solidarité, nous pensons que tout réductionnisme est trompeur, surtout dans ce conflit aussi complexe. »²⁰³ ; « Il existe un débat politique basque, mais c'est un débat impossible. (...) Un indice : au lieu des contenus le débat se fait sur les formes, s'il y a des insultes, elles se confondent avec les critiques. »²⁰⁴

Division de la société basque

En dernière analyse, la préoccupation répétée des risques de division de la société basque à la suite d'un projet politique qui ne réunirait pas la grande majorité des citoyens est à souligner. Cette projection est fréquemment corroborée par la fracture actuelle existante au sein de la société basque à cause du projet indépendantiste radical. Ce dernier thème est également l'un des arguments forts du discours anti-nationaliste avancé par ce journal : « Le Plan Ibarretxe déclenche une situation qui peut provoquer une spirale d'affrontements qui amèneront une lente détérioration de la vie en commun au Pays basque et un éloignement croissant entre l'Euskadi nationaliste et le reste des Espagnols. »²⁰⁵ ; « Si le Lehendakari continue de positionner la volonté de la société basque contre la volonté du PP et PSOE, il continuera de diviser les citoyens par catégories. »²⁰⁶

Faits reconnus sur le conflit

Cette tendance discursive est extrêmement importante dans les textes analysés de *El Correo*, puisqu'elle constitue la deuxième méta-catégorie. Ce journal propose un modèle discursif particulier puisqu'il évolue autant au niveau d'une attitude valorisant le comportement politique neutre tout en condamnant fortement de nombreux traits du discours nationaliste. L'importante propension à l'analyse et à la description dans les propos des locuteurs poussent à croire que ce média propose à son lectorat un reflet des différents discours circulant dans l'espace de la communication politique sur la problématique basque avec tout de même une prédisposition pour les traits discursifs constitutionnalistes.

²⁰³ Tribune in *El Correo* – 25/10/03

²⁰⁴ Tribune in *El Correo* – 19/10/03

²⁰⁵ Editorial in *El Correo* – 26/10/03

²⁰⁶ Tribune in *El Correo* – 2/2/03

Concernant les thèmes à classer dans l'axe « Faits reconnus sur le conflit », toutes les sous-catégories se révèlent utiles pour décrire cette tendance discursive. Ainsi, les aspects politico-historiques sont développés par les sous-catégories Histoire, Analyses socio-politiques et Organisation institutionnelle espagnole et les aspects sociologiques par les thèmes décrivant la souffrance et l'hétérogénéité de la société basque. Seuls des exemples de cette dernière sous-catégorie seront cités, les autres ayant déjà été développés dans les journaux précédents. De plus, cette dernière est éminemment représentative de l'approche « d'expert » proposée par *El Correo* : « Une fois que l'ETA est condamnée par tout le monde, une fois que le terrorisme est condamné, toutes les propositions y compris celles de l'ETA, sont légitimes. (...) Les idées ne peuvent pas être interdites. Tout est légitime. »²⁰⁷ ; « Le fait de se sentir basque paraît une aberration pour certains, mais c'est un fait incontestable, il y a des citoyens basques qui ne se considèrent pas espagnols ou pour le dire d'une autre manière, qui désirent fervemment ne plus l'être le plus tôt possible. (...) C'est une réalité alimentée par le franquisme mais qui existait sans aucun doute avant 1936. »²⁰⁸

3.4.2.3 La presse éditée à Madrid (*El País, ABC, El Mundo*)

Discours de légitimation

Les tendances discursives de légitimation de la presse éditée à Madrid s'efforcent de mettre essentiellement en valeur les bienfaits du système politique espagnol actuel et évitent toute référence au projet souverainiste.

Liberté

Solidarité avec les victimes de la violence

Le premier grand thème que développe cette presse vise à mettre en valeur la solidarité avec les victimes de la violence de l'organisation ETA. Ce discours présent dans de nombreux médias permet au locuteur de placer au centre de ses propos, les victimes, sujet qui permet dans un deuxième temps de discréditer le recours à la lutte armée : « L'Etat et la société basque ont démontré leurs capacités pour résister aux attaques de l'ETA incluant les années les plus mortelles et celles où le système démocratique était le moins consolidé. »²⁰⁹

²⁰⁷ Tribune in *El Correo* – 19/10/03

²⁰⁸ Tribune in *El Correo* – 22/10/03

²⁰⁹ Tribune in *El País* – 23/10/03

Vivre en paix

Vivre en paix ne signifie pas seulement l'absence de violence, mais vise également à dénoncer l'absence de liberté d'expression au Pays basque pour ceux qui défendent le projet « espagnoliste » : « La clef se situe dans la défense de notre droit à la vie par le Lehendakari et à une opinion politique libre en dessus des idées partisans et du désir de pouvoir. »²¹⁰ Sans un arrêt de l'organisation armée, un débat démocratique serein semble difficile, car tous les acteurs ne sont pas sur le pied d'égalité avec la violence terroriste. Il revient donc en premier lieu au gouvernement de garantir la liberté. La disparition de l'ETA permettra à la Communauté autonome d'Euskadi de se développer : « On ne peut pas tous confier aux partis politiques et aux pouvoirs publics, même si c'est essentiel. C'est au Gouvernement qu'il revient de garantir la vie, la liberté et le respect des lois. »²¹¹ ; « Cela repose sur la conviction que Euskadi pourra être prospère uniquement une fois que l'ETA aura disparu au bénéfice de tous, même si les noix disparaîtront aussi. »²¹²

Résolution du conflit

Négociation/dialogue

D'une manière générale, cette tendance discursive s'oppose essentiellement à l'intransigeance des positions nationalistes basques et met en valeur des thèmes davantage liés à la recherche de consensus politique entre tous. Un certain nombre d'unités thématiques sont en lien avec la stratégie d'opposition à mettre en œuvre contre le projet souverainiste. Sur ce sujet, la négociation et le dialogue sont mis en évidence et recommandés : « Pour pouvoir, au moins, diminuer la dureté du choc que le Gouvernement basque a choisi comme option politique pour le futur, des doses très importantes d'habileté et de bonne volonté seront nécessaires »²¹³ ; « Cela implique du dialogue, de la réflexion et des appels à la responsabilité, y compris pour ceux qui, aujourd'hui, se comportent comme des irresponsables, consciemment ou inconsciemment en accord avec la thèse des violents. Ils conduisent le peuple vers un chemin sans issue, qui pourrait les conduire à perdre l'autogouvernement dont ils disposent aujourd'hui. »²¹⁴ La reconnaissance du pluralisme politique privilégierait l'existence d'un véritable dialogue politique ouvert et sincère afin de négocier entre toutes les sensibilités un nouveau statut politique pour

²¹⁰ Tribune in *ABC* – 2/2/05

²¹¹ Tribune in *El Mundo* – 22/10/2003

²¹² Tribune in *El Mundo* – 29/10/2003

²¹³ Tribune in *El Mundo* – 25/10/2003

²¹⁴ Tribune in *El Mundo* – 29/10/2003

l'Euskadi. D'une manière générale, la presse éditée à Madrid permet à de nombreux locuteurs d'exprimer leur disponibilité au dialogue suite au débat provoqué par la présentation du Plan Ibarretxe : « Je pense que le nationalisme basque n'a pas la légitimité de faire la proposition de nouveau statut pour Euskadi. Il n'y a aucun principe démocratique qui permet de rejeter le fait que les partis nationalistes proposent que l'intégration du Pays basque en Espagne se fasse sur des autres bases que celle du statut. (...) Sans violence, sans terrorisme, il n'est pas possible de rejeter d'entrée la discussion que propose le nationalisme basque. Une autre chose est de lui donner raison. »²¹⁵

Identité espagnole

Les quotidiens édités à Madrid ne semblent concevoir qu'une seule issue, puisque tous les thèmes s'y référant tendent à réaffirmer l'opposition entre l'Espagne et le Pays basque. En matière identitaire, la suprématie de l'identité espagnole se fait abondamment sentir et au niveau politique, les stratégies proposées n'ont qu'une seule direction, la confrontation avec le nationalisme. Il s'agit d'une manière générale de démontrer qu'une solution au conflit basque ne peut être trouvée que dans le cadre fixé par les institutions démocratiques espagnoles. De cette manière, l'un des objectifs des forces constitutionnalistes est de parvenir à renverser la majorité nationaliste au parlement basque afin de réduire la basquisation de la société basque. Voici deux exemples mettant en valeur l'identité espagnole : « Ceux qui n'ont pas peur de manifester publiquement qu'ils sont basques, mais avant cela ils sont espagnols. (...) Ils se sont faits grands – ils l'ont toujours été – et vont agir comme il se doit. Basque loyaux. Espagnols de toujours. »²¹⁶.

Affrontement du nationalisme

Cette sous-catégorie est constituée de nombreuses unités thématiques mettant en exergue l'union des deux partis principaux (PP, PSOE) contre le projet souverainiste. Cette tendance discursive s'illustre par des thèmes « rassembleurs » contre la menace que représente le nationalisme basque. Cette opposition est à remettre dans un contexte électoral et tient son origine dans le monopole du pouvoir dans les mains nationalistes depuis la transition démocratique. Dans ces circonstances, Certaines de ces stratégies sont orientées par la logique de confrontation entre les nationalistes et les «constitutionalistes» : «Néanmoins, le débat n'est pas d'aller ou non ensemble (PP et PSOE), sinon sur le compromis d'essayer de déplacer le

²¹⁵ Tribune in *El País* – 31/10/03

²¹⁶ Tribune in *ABC* – 29/10/03

PNV »²¹⁷ ; « Il faut donner une réponse politique depuis l'intérieur de la Communauté que les Nationalistes prétendent rompre. Car une réponse depuis l'extérieur est exactement ce que les nationalistes attendent pour monopoliser ce quelque chose, à savoir être les seuls basques légitimes. »²¹⁸ ; « C'est certain que les populaires et les socialistes ont déjà dénoncé en deux occasions le plan de Ibarretxe mais cette fois leur déclaration commune a reflété avec plus d'éclat la proposition ségrégationniste parrainée par le Gouvernement de Vitoria. »²¹⁹ ; « C'est impossible que le PNV se modère pendant qu'il continue à gérer 90% des institutions du Pays basque. (...) Ce qui fait défaut est qu'une majorité des basques soutienne aux prochaines élections autonomiques de 2005, une alternative au nationalisme. »²²⁰ « Si l'esprit de Ermua, qui est né suite à l'assassinat de Miguel Angel Blanco a marqué la rébellion démocrate des victimes, maintenant, contre le Plan Ibarretxe et la grande supercherie du PNV, une rébellion civile semble nécessaire pour ceux qui ne veulent pas vivre sous le joug de la dictature nationaliste. »²²¹

Pluralisme politico-identitaire

De nombreux textes mettent en valeur la nécessité de garantir le pluralisme político-identitaire existant, d'une part, électoralement au Pays basque et, d'autre part, au regard de l'appartenance du Pays basque à l'Espagne. Une nostalgie de l'esprit de la transition démocratique est présente : « Quel grand contraste entre l'actuelle sensation de doute et l'espoir, avec laquelle, en 1979, se sont embarqués les citoyens basques de différentes sensibilités, mais avec loyauté et l'envie de s'entendre, dans ce grand projet de construire une maison commune, dans laquelle tous auraient sa place (...) et seraient accueillis »²²² ; « Il faut commencer à penser au lendemain, à asseoir les bases d'une société normalisée et une cohabitation en paix et en liberté sur cette terre que nous, Basques, apprécions tant. »²²³ Pour la grande majorité des locuteurs de la presse éditée à Madrid, tout changement de statut politique pour le Pays basque doit prendre en compte les différents sentiments politiques et identitaires qui se mélangent ici : « C'est bien de réclamer le plurinationalisme de l'Etat, mais cette réclamation restera toujours lettre morte tant qu'elle n'est pas accompagnée de la

²¹⁷ Tribune in *El País* – 30/10/03

²¹⁸ Tribune in *El País* – 30/10/03

²¹⁹ Editorial in *ABC* – 22/10/03

²²⁰ Tribune in *ABC* – 25/10/03

²²¹ Tribune in *El Mundo* – 22/10/2003

²²² Tribune in *El Mundo* – 26/10/2003

²²³ Tribune in *El Mundo* – 26/10/2003

reconnaissance effective et institutionnelle en Euskadi de la pluralité de sentiment d'appartenance à la société basque. »²²⁴

Liens Euskadi-Espagne

Ce pluralisme est à comprendre en se référant aux liens de dépendance politique et économique ainsi qu'aux ressemblances culturelles entre l'Espagne et Euskadi. En effet, il semble essentiel pour ces journaux de promouvoir la proximité entre ces deux représentations géographiques imaginaires, car dans la réalité l'Espagne englobe bien entendu l'Euskadi. Il faut reconnaître ses multiples points en commun dans la diversité : « L'inexorable interdépendance provoquée par l'histoire commune et la variabilité et interpénétration de la géométrie identitaire devraient reconduire notre politique à une plus grande déstructuration nationale et à des critères d'intégration de diversité dans l'unité davantage appuyée sur la loyauté et la communication politique mutuelle. »²²⁵

Aspects institutionnels

Mise en valeur des statuts d'autonomie

En parallèle, des voix plus conciliatrices se font entendre concernant les aspects institutionnels. Il s'agit pour certains locuteurs de tenir un discours réalisant une mise en valeur des statuts d'autonomie autant au niveau du niveau de décentralisation politique accordée que sur le fonctionnement même de ces statuts. En effet, pour beaucoup, il est admis que le système des autonomies octroie des responsabilités politiques et administratives importantes aux différentes régions. Pour beaucoup, l'actuel système semble ainsi suffisant, car il permet aux régions un développement souverain en matière identitaire tout en conservant l'unité politique de l'Espagne. Le mécanisme discursif de mise en valeur des statuts d'autonomie met en valeur les bienfaits et acquis du statut d'autonomie actuel de la Communauté autonome du Pays basque : « La Communauté basque profite d'un niveau de bien-être sans précédent. (...) Le PIB par habitant atteint 12'800 euros au Pays basque, le plus élevé d'Espagne, alors qu'en Extramadure, il s'élève à 7'600 euros et en Andalousie à 8'300. »²²⁶ ; L'affirmation de l'unité constitutionnelle tend à renforcer le poids de la Constitution pour la sauvegarde de l'unité de l'Espagne. Avec la justice, elles sont les garants de la démocratie espagnole : « La constitution de 1978 est très

²²⁴ Tribune in *El País* – 26/10/03

²²⁵ Tribune in *El País* – 23/10/03

²²⁶ Editorial in *El Mundo* – 26/10/2003

généreuse et permet de défendre tous types d'idées, mais ce qu'elle ne tolère pas, c'est la démolition de la légalité de la part d'une minorité sans consulter les autres »²²⁷ ; « Un texte (Plan Ibarretxe), qui sera contesté au Tribunal constitutionnel, lequel paralysera son processus, car il s'agit d'un projet ouvertement opposé à la Carta magna »²²⁸ « Non, la société espagnole est aujourd'hui beaucoup plus forte, plus démocratique, plus sûre et davantage consolidée qu'il y a un quart de siècle. »²²⁹ « Néanmoins, une grande partie de la société basque est satisfaite de son niveau d'autogouvernement, même si elle ne rechigne pas à ce que ce dernier augmente pour continuer de profiter des importants bénéfices matériels. »²³⁰ Cependant, malgré le fait que les statuts d'autonomie semblent être appréciés de la part de nombreux locuteurs, certains admettent ouvertement la nécessité de réformes institutionnelles dans lesquels l'Espagne donnerait plus aux régions qu'actuellement : « Il ne faut pas avoir peur des mots. Pourquoi ne pas parler ouvertement de « fédéralisme » »²³¹ ; « Pour cela il devrait être abandonné ; pas pour éviter la possibilité d'une amélioration du statut, mais pour donner au parlement basque, la possibilité d'élaborer une réforme qui contribue à dépasser la division entre nationalistes et non nationalistes. »²³²

Unité constitutionnelle de l'Espagne

L'affirmation de l'unité constitutionnelle de l'Espagne permet à ce discours d'affirmer que toutes les propositions politiques doivent passer par le filtre constitutionnel. La Constitution est ainsi la garante de l'Etat de droit et de l'union entre toutes les régions. De plus elle est un symbole de la réconciliation des deux Espagne à la suite de la guerre civile et de la dictature franquiste. Ainsi, pour de nombreux acteurs politiques à gauche comme à droite, une modification de la constitution signifierait une nouvelle division de l'Espagne. La Constitution semble être, ainsi, pour ces locuteurs un texte sacré défendant l'union de l'Espagne qu'il est impossible de modifier sous la peine de voir ce pays exploser. De plus, défendre bec et ongles la Constitution permet de réaffirmer la supériorité de l'Etat sur les Communauté autonomes : « Quiquonque est situé à l'extérieur du nationalisme basque peut demander au Gouvernement et aux institutions de l'Etat qu'ils ne répondent pas à l'agression nationaliste. (...) La prudence et l'opportunité doivent être de rigueur, mais également le principe d'autorité et la confiance des citoyens dans la supériorité

²²⁷ Editorial in *El Mundo* – 26/10/2003

²²⁸ Tribune in *El Mundo* – 25/10/2003

²²⁹ Tribune in *El Mundo* – 26/10/2003

²³⁰ Tribune in *El País* – 26/10/03

²³¹ Tribune in *El País* – 23/10/03

²³² Editorial in *El País* – 2/2/05

de la Constitution et de ses institutions, face au défi que le nationalisme basque a provoqué. »²³³ ; « Cette Constitution est née à un moment où il n'était pas facile d'atteindre un accord entre tous les Espagnols pour rédiger une loi dans laquelle tous se reconnaîtraient et qui les protégerait tous. »²³⁴ « Pour ma part, je préfère la formule de la constitution que celle que propose le Lehendakari. »²³⁵ ; « La défense de l'unité de l'Espagne, selon Zapatero, est la défense de l'égalité de tous les citoyens devant la loi. »²³⁶

Justice

Ce discours se remet également à de nombreuses reprises à la justice pour combattre le nationalisme violent proche de Batasuna ainsi que le nationalisme sécessionniste proposé par le PNV et EA. Les dernières lois en matière de politique antiterroriste interdisant des partis politiques idéologiquement proches de l'ETA sont garnies d'éloges dans ce discours. Seul des lois plus dures contre les « ennemis de l'Espagne » permettront de défendre l'état de droit en Espagne : « Ceux qui croient que l'Etat doit être implacable dans sa réponse au défi sécessionniste. (...) La réalité est que l'ensemble terroriste est aujourd'hui plus faible, parce que l'Etat de droit a agi sans complexes dans la conquête de plus grands espaces de liberté. »²³⁷

Discours de condamnation

Violence

Terrorisme (ETA)

Cette tendance représente la stratégie dominante du discours de la presse éditée à Madrid et révèle un contenu essentiellement « antibasquiste ». Le premier axe met en scène des thèmes autour de la violence terroriste. Il y a ainsi tout d'abord une condamnation déterminée des actions de l'organisation ETA, dont les victimes sont nombreuses. Cette violence est vivement rejetée et est pour la plupart perçue comme une tragédie pour la société basque. Cette violence prive de liberté de nombreuses personnes qui sont obligées de se déplacer depuis des années avec des gardes du corps et selon des consignes de sécurité strictes et contraignantes : « L'ETA nous fait supporter le poids des siècles. »²³⁸ La peur et l'insécurité que celle-ci provoque au Pays basque

²³³ Editorial in *ABC* – 26/10/03

²³⁴ Tribune in *ABC* – 30/10/03

²³⁵ Tribune in *El País* – 31/10/03

²³⁶ Editorial in *El País* – 2/2/05

²³⁷ Tribune in *ABC* – 25/10/03

²³⁸ Tribune in *El País* – 29/10/03

sont notamment mises en exergue. En effet, le terrorisme est considéré comme anachronique. Il aurait dû disparaître il y a longtemps déjà. Ainsi, l'existence de l'ETA provoque une inégalité entre les citoyens menacés et ceux qui ne le sont pas : « La peur qui continue à inspirer le pistolerismo etarra dans la société basque »²³⁹ ; (parlant d'entreprises proches du milieu nationaliste) « Listes noires ? Si l'on prend le noir comme la couleur du deuil, il est possible d'utiliser cet adjectif, si l'on considère la douleur que ces entreprises ont contribué à causer. Mais, plus que des listes noires, il faudrait parler de listes rouges, rouge comme le sang des innocents »²⁴⁰

Amalgame ETA-Nationalisme

Une indignation se fait sentir devant la persistance actuelle de la lutte armée. Cette dernière est régulièrement mise en relation avec le nationalisme politique de manière à créer l'amalgame entre le nationalisme et la violence terroriste de l'ETA. C'est une des stratégies préférées du discours constitutionnaliste. Cette stratégie dispose effectivement d'un poids important dans l'opinion publique espagnole, c'est pourquoi elle est abondamment utilisée par les grands partis politiques nationaux (PP/PSOE). La lutte contre le terrorisme a pourtant un dangereux revers puisque, sous couvert de la sécurité nationale, elle glisse vers la criminalisation des idées politiques comme celles liées au nationalisme : « L'histoire est généreuse pour nous montrer les effets nocifs à court ou long terme que provoquent dans la jeunesse nationaliste les omissions du nationalisme démocratique. Si la lecture de quelques pamphlets était suffisante pour convertir « en potentiels bouchers » les « jeunes des villages » (...) de quoi seront capables nos jeunes *abertzales* devant l'incapacité des gouvernants nationalistes d'amener à bon port la stratégie souverainiste après avoir allumé les cœurs. »²⁴¹ ; « De cette manière, le nationalisme basque gouvernant accepte la thèse du nationalisme violent, faisant du statut de Gernika un élément de désintégration. »²⁴² « Hier, le Lehendakari a permis aux terroristes de croire que les presque mille morts provoqués par l'ETA ont servi à la réalisation du projet de nouveau statut. »²⁴³ . Tout est prétexte à amalgamer le nationalisme violent et le nationalisme démocratique dans le but d'influencer cette croyance au sein de l'opinion publique espagnole. Il faut noter que ces unités thématiques sont particulièrement nombreuses : « Le nationalisme

²³⁹ Tribune in *El Mundo* – 25/10/2003

²⁴⁰ Tribune in *El Mundo* – 31/10/2003

²⁴¹ Tribune in *El País* - 23/10/03

²⁴² Tribune in *El País* – 25/10/03

²⁴³ Editorial in *ABC* – 26/10/03

basque a toujours été appuyé par la violence etarra. »²⁴⁴ ; « Il faut seulement repenser à la présidence de Atutxa dans les derniers mois pour constater que dans la chambre basque, les parlementaires de Socialista *Abertzaleak* - groupe dissous par le Tribunal Suprême pour sa relation avec l'ETA – sont mieux protégés que ceux du PP ou du PSE. »²⁴⁵ ; « C'est la culmination d'un objectif dessiné par les discussions entre le PNV, EA et l'ETA en 1998, quand ils se sont mis d'accord sur un processus politique basé sur l'autodetermination, la territorialité et l'exclusion des non nationalistes. »²⁴⁶ Le contenu « indépendantiste » du Plan Ibarretxe est assimilé à des compromis avec l'ETA : « L'accord plus que probable avec l'ETA, qui se négocie en ce moment et qui se finalisera probablement au début de l'été. »²⁴⁷ « ils profitent (PNV) des armes de la bande terroriste ETA »²⁴⁸ Au sujet de l'ETA, le discours prend une tournure belligérante. Pour mieux comprendre le ton belliqueux, il faut savoir que Pedro J. Ramirez, directeur de *El Mundo*, a été durant de nombreuses années une cible de l'ETA : « Durant de nombreuses années, les avertissements de Cicerón, comme ceux de Churchill sur le nazisme ou ceux de Mayor Oreja sur les intentions du PNV et sa connivence avec Batasuna ont été considérés comme alarmistes ou même comme une plaisanterie. Avec son discours du 8 novembre, sans aucun doute son « meilleur moment » comme parlementaire, il a réussi que Catalina et ses adeptes soient interdits et exilés de la ville. »²⁴⁹ ; « Une partie de la société basque a vécu avec des contraintes depuis l'arrivée au pouvoir du PNV et de nombreux citoyens – notamment des leaders politiques – ont été assassinés ou ont été obligés à émigrer. Il n'y a pas eu d'égalité de conditions dans la débat politique, dans lequel les non-nationalistes ont été et sont dans la ligne de mire du terrorisme »²⁵⁰

Relation Espagne-Euskadi

Projet souverainiste

Comme cela a été soulevé précédemment, le projet indépendantiste constitue le fondement idéologique des différents partis nationalistes. Même si, dans la pratique, certains ne visent pas directement l'indépendance du Pays basque, cette dernière constitue une base commune de l'idéologie nationaliste. Pour cette raison, ce précepte est fermement combattu par les

²⁴⁴ Tribune in *ABC* – 17/10/03

²⁴⁵ Editorial in *ABC* – 25/10/03

²⁴⁶ Editorial in *ABC* – 26/10/03

²⁴⁷ Tribune in *El Mundo* – 25/10/2003

²⁴⁸ Tribune in *El Mundo* – 27/10/2003

²⁴⁹ Editorial in *El Mundo* – 26/10/2003

²⁵⁰ Editorial in *El Mundo* – 26/10/2003

opposants au nationalisme, puisqu'il permet de réunir leurs sympathisants autour de la peur de l'éclatement de l'Espagne et du statut des autonomies. A ce sujet, « l'effet domino » sur les autres autonomies provoqué par l'indépendance d'une région est souvent pointé du doigt pour justifier la difficulté d'ouvrir le débat de la réforme de la décentralisation politique. Pour de nombreux constitutionnalistes, un statut qui donnerait plus d'indépendance aux basques serait suivi de demandes semblables de la Catalogne ou de la Galice. « Le grand drame de la stratégie souverainiste est peut-être que son triomphe est seulement possible si elle est capable de déstabiliser l'Etat, dans ce cas, les conséquences sont imprévisibles. »²⁵¹ ; « Si à l'époque, dans l'interprétation de Sabino Arana, la présumée indépendance basque fut supprimée, maintenant elle est réactivée. »²⁵² ; « En réalité, le plan Ibarretxe, c'est déjà l'indépendance, à l'exception des liens qui permettent de maintenir une présence basque dans l'UE. »²⁵³ ; « Aujourd'hui commence officiellement le cheminement d'un projet sécessionniste, illégal, inconstitutionnel, xénophobe, excluant et appuyé sur le terrorisme etarra »²⁵⁴ ; « Un plan qui consiste à un rapport de force avec l'Espagne constitutionnel changeant unilatéralement les règles du jeu, avec l'excuse de chercher une solution à ce que le nationalisme gouvernant appelle « conflit politique » »²⁵⁵

Pour certains auteurs de la presse éditée à Madrid, le Plan Ibarretxe est déjà un projet de sécession du Pays basque qu'il faut absolument combattre avec les armes juridiques de l'Etat de droit. Pour eux, il semble qu'un projet unilatéral ne mérite pas l'attention des institutions nationales. De plus, ils soulignent le non sens du droit à l'autodétermination dans le cas basque, étant donné que cette région ne connaît pas une occupation étrangère. : « Comme c'était prévu (...), le président du Gouvernement autonome basque a présenté son plan de sécession. »²⁵⁶ ; « Le plan proclame le droit d'autodétermination, uniquement valide en situation coloniale. »²⁵⁷

Hégémonie du nationalisme basque

Cette catégorie regroupe le plus grand nombre d'unités thématiques. Elles révèlent des positions intransigeantes sur le refus de partager le discours et les méthodes du nationalisme. Les textes sur le contenu du plan Ibarretxe ne laissent pas de place au doute. Certaines unités mettent en

²⁵¹ Tribune in *El País* – 23/10/03

²⁵² Tribune in *El País* – 25/10/03

²⁵³ Tribune in *El País* – 26/10/03

²⁵⁴ Tribune in *El Mundo* – 25/10/2003

²⁵⁵ Editorial in *El Mundo* – 24/10/2003

²⁵⁶ Tribune in *ABC* – 27/10/03

²⁵⁷ Tribune in *ABC* – 2/2/05

évidence une sorte de théorie du complot contre les nationalistes basques. Le plan Ibarretxe est représenté comme un acte de guerre : « Depuis plus d'une décennie, le nationalisme planifie méticuleusement les temps et les morts, les rythmes et les voix nécessaires pour la conquête définitive du pouvoir. »²⁵⁸ « Celui qui ressemble aujourd'hui au régime de Franco définit par beaucoup comme national-catholique, est le régime autonomiste basque, dans lequel prédomine également un national-catholicisme de Arzalluzes, Setines et d'autres petits moines »²⁵⁹ « C'est l'expression indubitable de la volonté d'établir un pouvoir constitutionnel basque supérieur et contre la légalité constitutionnelle en vigueur. »²⁶⁰ ; « La proposition Ibarretxe rejette le fait que le pouvoir constitutionnel du peuple espagnol puisse s'étendre au Pays basque et réclame l'exercice du droit à l'autodétermination pour s'intégrer dans l'Etat espagnol. »²⁶¹ Cet argument - fréquent chez les locuteurs «constitutionaliste»s - montre, d'une part, que ces derniers ressentent fréquemment une sorte d'exclusion de la vie politique basque, compte tenu de la majorité des forces nationalistes dans les principales institutions basques depuis la transition. Nombreux sont ceux qui s'y réfèrent en utilisant le terme d'hégémonie nationaliste. D'autre part, l'imposition identitaire dénonçant le basquisation extrême de la société basque est également palpable, certes dans une moindre mesure : « L'hégémonie politique nationaliste se construit, déjà, depuis la République, premièrement, sur la revendication statutaire et sur l'usufruit du pouvoir statutaire, ensuite. »²⁶² ; « En dehors de la violence, le plus grave est la propre définition de l'être basque que nous trouvons dans le Plan Ibarretxe, qui présuppose une progressive extirpation. »²⁶³ ; « des centaines de milliers de basques simplement minorisés par le stigmate ou l'incertitude de son futur. (...) Et tout cela pour le simple droit à ne pas communier avec le nationalisme basque. »²⁶⁴ ; « Un idéal de société basque homogène dans le sens d'appartenance exclusive à la nation basque, c'est ce qui se prépare à être instauré par une majorité exigüe. »²⁶⁵

Enfin, l'expression des nationalistes se fait sentir autant au sein même de la société basque que dans la relation entre la communauté autonome d'Euskadi et le reste de l'Espagne. D'un côté, on démythifie l'image romantique d'un peuple basque uni, existant depuis des millénaires, en

²⁵⁸ Tribune in *El Mundo* – 25/10/2003

²⁵⁹ Tribune in *El Mundo* – 26/10/2003

²⁶⁰ Tribun in *El País* – 25/10/03

²⁶¹ Tribune in *El País* – 31/10/03

²⁶² Tribune in *El País* – 23/10/03

²⁶³ Tribune in *El País* – 23/10/03

²⁶⁴ Tribune in *El País* – 25/10/03

²⁶⁵ Tribune in *El País* – 26/10/03

insistant sur la pluralité de la société basque. D'un autre côté, les locuteurs accusent les nationalistes d'utiliser abusivement leur domination sur la scène politique basque provoquant un rapport de force entre Madrid et Vitoria : « La résolution des Juntas d'Alava ont montré que le Plan Ibarretxe néglige la pluralité de la société basque (...) parce que c'est un programme hégémonique. »²⁶⁶ ; « Il n'y a pas dans le projet de loi présenté devant le parlement quelque chose qui permet aux citoyens basques non nationalistes, aux entreprises, aux syndicats nationaux, aux mouvements sociaux et aux victimes de s'identifier au projet. »²⁶⁷ ; « Sabino Arana a poussé beaucoup à nier ou tout au moins, à minimiser l'influence des basques dans le parcours et la grandeur de l'Espagne. (...) La liberté existe pour eux, uniquement en tant que peuple et si un individu n'est pas certain de vouloir y adhérer, on le convainc à base de croyances. »²⁶⁸ ; « Face à ce populisme ancré dans une idée métaphysique du peuple basque, il y a les positions exposées hier par le Président du Gouvernement et le leader de l'opposition. »²⁶⁹

Rupture de l'Espagne constitutionnelle

Le projet souverainiste du Gouvernement basque est perçu comme l'une des attaques les plus importantes contre la Constitution de 1978. Il constitue un véritable danger pour l'unité de l'Espagne. La virulence des propos qui suivent démontre le côté viscéral du débat identitaire en Espagne : « A la veille de l'événement politique le plus grave de l'histoire de notre démocratie récente que constitue le dépôt au Parlement (de la CAV) d'un projet de rupture de l'Etat et de la Constitution. »²⁷⁰ La comparaison internationale avec la Yougoslavie amène le lecteur sur le terrain de la peur de la destruction de l'Espagne. : « Même si cela semble difficile de le croire, l'approbation de la part du Gouvernement basque du Plan Ibarretxe équivaut aux prémices d'un processus de rupture avec l'Etat espagnol, comme l'ont été les déclarations unilatérales de la Slovénie et la Croatie qui ont abouti à la désintégration de la République de Yougoslavie. »²⁷¹

Le plan Ibarretxe est mis à mal et délégitimé. Il est accusé de « créer une fracture irréversible »²⁷² ou de « casser en morceaux l'unité de l'Espagne. »²⁷³ . Cette proposition unilatérale est perçue comme une proposition de rupture par le simple fait qu'elle n'est pas le

²⁶⁶ Editorial in *ABC* – 22/10/03

²⁶⁷ Editorial in *ABC* – 26/10/03

²⁶⁸ Tribune in *ABC* – 31/10/03

²⁶⁹ Editorial in *ABC* – 2/2/05

²⁷⁰ Tribune in *El Mundo* – 25/10/2003

²⁷¹ Editorial in *El Mundo* – 26/10/2003

²⁷² Editorial in *ABC* – 26/10/03

²⁷³ Tribune in *ABC* – 26/10/03

résultat d'un consensus avec les institutions nationales. Une forte sensation identitaire liée à la défense de l'Espagne est de cette manière fortement perceptible. Beaucoup d'énonciateurs veulent transmettre au lecteur les dangers pour l'Espagne d'une décentralisation politique plus poussée : « Le plan Ibarretxe est une proposition qui dissout les territoires historiques. »²⁷⁴ ; « Il s'agit en effet, d'une audace insupportable, une audace de ceux qui essaient d'imposer un critère politique qui ne peut pas être accepté ni par le Gouvernement ni par les autres institutions de l'Etat. »²⁷⁵ « Il y a clairement une proposition de rupture, parce que la constitution est abrogée au Pays basque. »²⁷⁶

Résolution du conflit

Division de la société basque

La division de la société basque est d'abord évoquée en accusant le nationalisme basque d'en être la cause. En effet, sans revendications identitaires, le problème basque n'existerait pas : « La résolution de Álava montre avec une réelle rigueur que l'initiative du Lehendakari n'est pas uniquement un défi à l'Etat, mais en premier lieu, un plan de rupture de la vie en commun entre les Basques afin d'assurer l'hégémonie nationaliste. »²⁷⁷ ; « Xavier Arzalluz²⁷⁸ s'est identifié avec le grand imbécile et raciste qui a fondé le parti, qui a établi la division entre les Basques en l'envenimant des mensonges de l'histoire et qui un peu plus d'un siècle plus tard a converti l'ancienne Vasconie en foyer de crimes et d'espaces d'indignité. »²⁷⁹ ; La proposition de nouveau statut du Gouvernement basque est jugé excluant et est assimilé à une véritable rébellion : « Nous assistons (...) à une authentique rébellion, présentée, ce n'est pas un hasard, durant le 25^{ème} anniversaire de la déclaration de notre Carta magna. Celle-ci est dirigée à modifier substantiellement sa signification en tant que normes de cohabitation entre tous les Espagnols, incluant les Basques qui l'ont acceptée tacitement et dont ils ont bénéficié durant ce quart de siècle »²⁸⁰ ; « La stratégie de disqualification de la validité du statut, dans laquelle s'est aventuré le nationalisme démocratique, va avoir des effets négatifs pour notre société. »²⁸¹ ; « Les responsabilités du nationalisme basque se situent dans sa propre irresponsabilité démocratique,

²⁷⁴ Editorial in ABC – 22/10/03

²⁷⁵ Tribune in ABC – 26/10/03

²⁷⁶ Editorial in ABC – 26/10/03

²⁷⁷ Editorial in ABC – 22/10/03

²⁷⁸ Xavier Arzalluz a occupé durant de nombreuses années le présidence du Parti Nationaliste Basque (PNV).

²⁷⁹ Tribune in ABC – 29/10/03

²⁸⁰ Tribune in *El Mundo* – 29/10/2003

²⁸¹ Tribune in *El País* – 23/10/03

qui menace la stabilité et la vie en commun entre les basques et la propre construction plurielle de la société basque. »²⁸²

Critiques des autres formations politiques

La dernière sous-catégorie regroupe des thèmes exposant des critiques envers les autres formations politiques concernant la question basque. Dans *El País*, elles sont essentiellement dirigées contre le Parti Populaire. Ce n'est pas surprenant, étant donné que *El País* est un journal proche du parti socialiste. La présence de cette catégorie réaffirme la division politique du champ médiatique espagnol : « Il n'est pas surprenant que le Lehendakari, Juan José Ibarretxe, ait proposé de renégocier les bases de l'intégration du Pays basque en Espagne, après avoir connu la qualification d' « autonomie hostile » pour ce territoire de la part de Enrique Villar, délégué du Gouvernement dans cette communauté. »²⁸³ L'attitude ouverte et basée sur le dialogue de l'actuel président du Gouvernement espagnol José Luis Rodríguez Zapatero sur la question basque va dans le même sens que cette citation. En effet, avec le changement politique de mars 2004, le pouvoir espagnol montre une approche négociatrice sur ce sujet et souhaite éviter les propos qui provoqueraient un nouvel affrontement identitaire. Le Parti Populaire faisant preuve pour sa part de beaucoup plus de fermeté avec les partis nationalistes basques.

Concernant *El Mundo*, les unités thématiques correspondantes aux critiques envers les autres formations politiques permettent d'observer que ce journal émet des critiques contre les deux grands partis nationaux. Cette particularité renforce la distance envers les partis politiques que *El Mundo* s'efforce à entretenir : « La direction du PP basque a des relations très curieuses avec la logique. Regarder sa menace de séparer Alava de Euskadi, dans le cas que prospère l'initiative de Ibarretxe. Les mêmes gens qui condamnent le crime horrible proposant un nouveau mode d'intégration de Euskadi avec l'Etat, n'ont aucun problème à discuter de l'hypothèse légitime de séparer Alava de Guipuzcoa et Vizcaya. »²⁸⁴ ; Zapatero a essayé probablement de se situer entre Ibarretxe et Rajoy, mais il a connu un échec, car cet espace n'existe pas. Ou on est avec la défense de la démocratie et des valeurs constitutionnelles ou on est avec ceux qui se cachent derrière des mythes et rites historiques pour justifier des revendications patriotiques hors du temps. »²⁸⁵

²⁸² Tribune in *El País* – 25/10/03

²⁸³ Tribune in *El País* – 17/10/03

²⁸⁴ Tribune in *El Mundo* – 25/10/2003

²⁸⁵ Editorial in *El Mundo* – 2/2/2005

Pour *ABC*, les critiques envers les autres formations politiques dénoncent le manque de fermeté du PSOE dans le conflit basque. Ce manque de fermeté est perceptible dans la condamnation des positions médianes. Il paraît ainsi inconcevable pour de nombreux locuteurs de *ABC* de saisir le problème basque d'une manière objective, tant la condamnation du projet nationaliste et du terrorisme est omniprésente. Ces deux oppositions permettent à ce discours de brouiller l'analyse objective en mettant les victimes et l'unité de l'Espagne au dessus de tout. Pour ce discours, il semble inconcevable de rapporter la réalité de tous les acteurs du conflit. Pire, l'intérêt porté au « monde » nationaliste est compris comme un signe de trahison. La stratégie médiatrice est ainsi réfutée et très largement condamnée : « C'est très facile de faire supporter la faute au centralisme, au franquisme ou aux guerres carlistes, de l'horreur qu'ils nous font subir (...) Mais ne nous trompons pas, une grande partie de la responsabilité revient à cette pensée immorale et « équilibrée ». (...) Il faudrait ensuite faire une exception. Exception qui consisterait à légitimer l'illégalité en oubliant qui ont été les terroristes et à enterrer dans la fosse commune de l'injustice les victimes de leurs actions. »²⁸⁶

Faits reconnus sur le conflit

Le corpus d'articles de la presse éditée à Madrid montre une importance différenciée aux informations objectives sur la question basque, puisque les thèmes de tendances descriptives et analytiques ne représentent pas la même importance pour les trois titres édités à Madrid.

Proportionnellement, le journal *El Mundo* connaît le nombre le plus élevé d'unités thématiques correspondantes à cette méta-catégorie des trois quotidiens nationaux. Comme son concurrent *El País*, *El Mundo* montre une importance aux informations objectives sur la question basque. Malgré un positionnement évident sur le conflit, la présence de nombreuses unités thématiques neutres démontre le sérieux et la rigueur du travail journalistique de *El Mundo*. Ainsi, l'information sur la Plan Ibarretxe est mise en contexte avec des unités thématiques développant des analyses historiques et sociopolitiques. D'autres locuteurs prennent le temps de rappeler les principes de l'organisation institutionnelle de l'Espagne et souligne l'hétérogénéité de la société basque.

Pour *El País*, les thèmes de cette méta-catégorie regroupent près d'un sixième de toutes les unités découpant les textes. Ces derniers traitent tout d'abord des aspects politico-historiques en développant des analyses de l'histoire, essentiellement dédiée à la compréhension de la

²⁸⁶ Tribune in *ABC* – 27/10/03

genèse des nationalismes en Espagne ; des analyses socio-politiques sur divers sujets ; puis une réflexion sur l'organisation institutionnelle de l'Espagne. La dernière catégorie se révèle sociologique et s'efforce à réaffirmer l'hétérogénéité de la société basque.

ABC, quant à lui, ne propose qu'une quantité moindre d'articles d'opinion au contenu descriptif et analytique (12.18% de la totalité des thèmes). Les sous-catégories sont identiques à celles trouvées dans *El País*.

3.5 La division de l'espace de la communication politique

Après la description et l'analyse du contenu des éditoriaux et tribunes libres des six titres de presse, il s'agit maintenant de comprendre comment s'articule l'espace de la communication politique sur la problématique basque en Espagne. Ainsi, avec les champs identitaire et politique, l'analyse précédente permet de se joindre à d'autres travaux académiques estimant que le champ médiatique constitue un composant essentiel du conflit basque. (Batista, 2004, García Larragan, 2004, Rekalde, 2004, Beobide Ezpeleta, 2003, Fundación Víctimas del terrorismo, 2003, Idoiaga, Ramírez de la Piscina, 2002, 2000, Idoiaga, 1999, Zallo, Ramírez de la Piscina, 1999). L'analyse du cadrage idéologique des différents médias renforce cette affirmation. Celui-ci fournit une représentation du conflit et des différents acteurs souvent strictement opposée selon qu'ils défendent l'idéologie nationaliste basque ou l'idéologie nationaliste espagnole. Si les théories de la production de l'information de l'agenda-setting telles qu'elles ont été présentées dans le deuxième chapitre (McCombs, Shaw, 1972) montrent que l'idéologie n'est pas la seule logique qui organise le contenu médiatique, l'analyse effectuée montre que celle-ci constitue un élément déterminant pour comprendre les mécanismes discursifs articulés dans le conflit basque. La scène médiatique est ainsi devenue une des « arènes » du conflit basque dans lequel s'opposent les différents agents politiques et sociaux sur de multiples questions. C'est un « lieu » décisif du conflit, dans lequel l'issue de la « bataille » discursive est en jeu.

En effet, l'enjeu est de taille puisque la machine médiatique parvient le plus souvent, avec la répétition des contenus, à imposer une définition de la situation conflictuelle et des différents agents de cette dernière. (Beaud, 1984, p.292). Si gagner la bataille médiatique signifie, dans le cas basque, parvenir à faire prévaloir une représentation du conflit plutôt qu'une autre, alors, il serait ainsi possible de postuler qu'un individu qui parcourt assidûment le même journal jour après jour finira par penser d'une manière similaire que l'argumentation des journalistes du dit journal. Malheureusement le phénomène de l'influence n'est pas si simple. Comme le soulignaient, il y a longtemps, deux des fondateurs de la recherche américaine en communication « rechercher les effets de mass-media sur la société n'est pas la bonne façon de poser le problème » (Lazarsfeld, Merton, 1986, p. 26).

Pour revenir au Pays basque espagnol, des chercheurs ont démontré que l'influence de la presse sur les lecteurs relevait davantage du mythe que de la réalité (Bezunartea, O et al., 2000). En effet, d'une manière générale, les médias ne sont pas un élément indépendant dans la formation de l'opinion publique. Plus particulièrement dans le contexte basque, ils représentent une

institution sociale, dont l'influence est pondérée avec celles d'autres institutions comme les relations inter-personnelles, la famille, les syndicats, l'univers sportif, la langue. Les recherches de Idoyaga et Ramirez de la Piscina ont, par contre, montré que dans le reste de l'Etat espagnol, les médias ont une influence bien plus importante auprès de la population sur la définition du conflit basque (Idoyaga, Ramirez de la Piscina, 2002, pp. 238- 239). Les premiers résultats de cette recherche corroborent le constat des discours homogènes des titres de presse édités à Madrid.

3.5.1 L'espace de la communication politique

En premier lieu, l'analyse des unités thématiques avec les méta-catégories permet de dégager une première orientation des discours des titres de presse. L'articulation de l'espace de la communication politique sur la problématique basque est représentée à partir de deux axes. Le premier axe est constitué de l'opposition idéologique classique entre le progressisme et le conservatisme. Par ces deux termes, deux orientations d'esprit sont opposées, le conservatisme, s'attachant à la consolidation et à la défense des valeurs et des institutions existantes et l'autre, le progressisme, visant à l'implémentation de valeurs et d'institutions nouvelles (Dion, 1967). De toute évidence, la presse quotidienne espagnole et basque montre une polarité idéologique classique.

Le deuxième axe symbolise le contraste de nationalisme entre la préférence « basquiste » ou la préférence « espagnoliste ». Dans cette recherche, les termes désignant des préférences politico-identitaires sont préférées afin d'éviter l'opposition entre l'Espagne et le Pays basque. Les notions « basquisme » et « espagnolisme » fournissent une clef interprétative essentielle du conflit basque, en opposant ceux qui se sentent plus basques qu'espagnols et ceux qui se sentent plus espagnols que basques et non simplement les Basques aux Espagnols. Les concepts « espagnolisme » et « basquisme » font référence à la notion de nationalisme.

Pourtant la notion de nationalisme espagnol, assimilée à tort au régime franquiste, a été très peu étudiée. Les ouvrages sur ce sujet sont à compter sur les doigts d'une main (Taibo, 2007, p. 11). Le nationalisme « espagnoliste », qui se retrouve aujourd'hui aussi bien dans les partis de gauche que de droite et qui a survécu aux dictatures et démocratie est donc né au 19^{ème} siècle dans le mouvement libéral. Cette idéologie estime que l'Espagne est une « réalité héritée et pour cela, intouchable, formée par addition, dans un peuple espagnol, titulaire unique de cette souveraineté » (idem, p. 19) En opposition à ce nationalisme, naîtra le nationalisme catalan et

basque. Le nationalisme basque, identitaire et ethnique, veut démanteler l'unité nationale en revenant au système foral. Aujourd'hui, le nationalisme basque s'intègre dans la pensée « basquiste », laquelle comme l'espagnolisme recouvre différents courants politiques, des plus modérés au plus radicaux. Le dictionnaire de la *Real Academia Española* définit le basquisme d'une manière romantique en tant que « amour ou attachement aux choses caractéristiques ou typiques du Pays basque. »

Dans une première esquisse de l'espace de la communication politique sur la problématique basque, une valorisation du contenu des titres de presse par rapport aux deux axes permet de situer ceux-ci sur un graphique. Sur la base de l'analyse de contenu, un score allant de -10 à +10 a été attribué à chacun des journaux. L'axe des abscisses correspond à l'opposition « conservatisme » et « progressisme » et l'axe des ordonnées correspond à l'opposition entre « espagnolisme » et « basquisme ». Si pour l'axe des ordonnées, l'attribution des scores a été effectuée à partir des résultats quantitatifs de l'analyse de contenu, l'attribution des scores pour l'axe des abscisses a été attribuée sur la base de l'analyse des dispositifs des titres de presse et des observations réalisées durant l'analyse de contenu. A ce titre, cette attribution se révèle uniquement indicative de tendances idéologiques. Afin d'obtenir un caractère scientifique, celles-ci devraient encore être validées dans le cadre d'une nouvelle investigation. Nous avons, toutefois, choisi de faire figurer cette axe, car il nous semble impératif de prendre en compte ce facteur idéologique pour comprendre les tensions existantes au sein de l'univers nationaliste, divisé entre un mouvement indépendantiste progressif et un mouvement nationaliste conservateur.

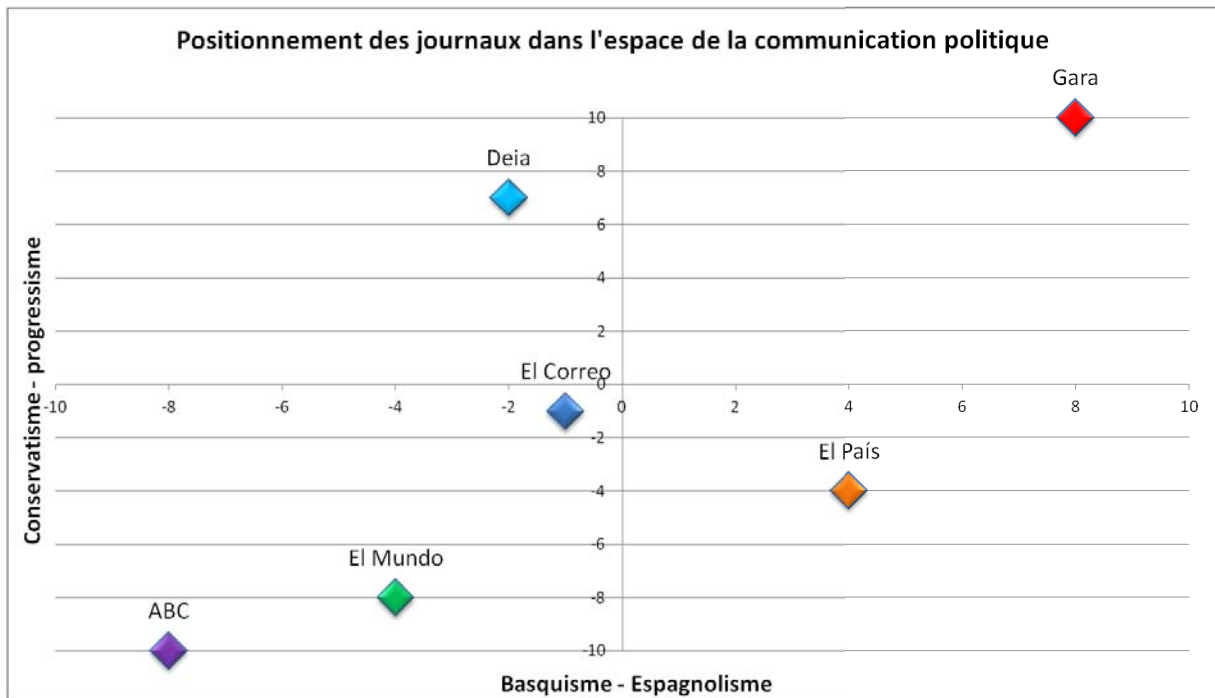


Figure 10 : Positionnement des journaux dans l'espace de la communication politique

L'illustration permet d'observer que les quotidiens retenus dans cette recherche sont relativement bien dispersés dans la modélisation de l'espace de la communication politique. Une importante distance idéologique en terme de préférence identitaire est à relever entre les journaux nationalistes basques *Gara* et *Deia* qui défendent une vision « basquiste » et les titres édités à Madrid, *El País*, *El Mundo* et *ABC* qui soutiennent une représentation « espagnoliste » du conflit basque. De plus, le deuxième axe traitant de l'opposition politique classique fait remarquer que la division entre le conservatisme et le progressisme existe aussi bien du côté des nationalistes basques que de celui des nationalistes espagnols. Fort est de constater que les ancrages idéologiques sont à ce niveau clairement hétérogènes. Toutefois le cas du journal *El Correo* est à mettre en évidence, puisqu'il se situe entre les deux groupes de quotidien précédemment cités. Ce média édité au Pays basque propose un style relativement conciliateur entre les deux préférences identitaires. Néanmoins, une propension à la défense des thèses « espagnolistes » est pourtant clairement identifiable. C'est donc pour cette raison qu'il se situe en dessous de l'axe horizontal du schéma. L'analyse de ce journal fournit à ce sujet une information déterminante, puisque étant de tendance « espagnoliste », son discours amène à penser que le conflit n'est pas vécu de la même façon depuis le Pays basque ou Madrid. Le discours depuis l'intérieur est bien plus conciliateur et relativisant que la vision offerte par les quotidiens madrilènes. La distance idéologique la plus frappante est bien évidemment celle

illustrée par la diagonale parfaite entre *Gara* et *ABC*, deux journaux présentant des représentations extrêmes et donc indéniablement réductionnistes du conflit basque. Il s'agit des deux visions les plus rigides du conflit basque.

3.5.2 La fracture identitaire

D'une manière générale, l'analyse des articles d'opinions des six quotidiens a montré une tendance à une logique de condamnation des « autres » au détriment des logiques de discours de légitimation et analytiques (faits reconnus sur le conflit). Ainsi, il est possible de souligner que, malgré leurs divergences idéologiques, tous partagent la même préférence dans les discours présents dans les articles d'opinion. Pour l'ensemble des titres, le schéma de croyance s'incline fortement vers une stratégie basique de condamnation de la vision du monde de l'adversaire politique au détriment de la légitimation de sa propre vision du monde (Ansart, 1974, Van Dijk, 2003).

L'illustration précédente a montré que si les journaux se situent différemment sur l'axe progressisme-conservatisme, la distance basquisme-espagnolisme est celle qui manifeste la plus claire opposition. L'organisation des différents journaux ainsi que les discours présentés dans chacun d'eux autorisent à ce stade deux observations. En premier lieu, deux représentations idéologiques distinctes sont légitimées suivant le discours : un discours « basquiste » et un discours « espagnoliste ». Deuxièmement, certaines thématiques discursives sont observables uniquement dans la vision « basquiste » ou dans la vision « espagnoliste ». Chacune des visions politico-identitaires constitue de cette manière un espace symbolique presque hermétique dans lequel circulent des discours idéologiques. Seul *El Correo* semble parfois faire le lien entre ces deux espaces. L'espace de la communication politique sur la problématique basque subit ainsi une sorte de fracture. Chaque espace respectif ne permet pas de véritable débat d'idées entre les discours « espagnolistes » et « basquistes ». La seule manière d'échanger des idées se structure dans une logique de confrontation discursive, avec une forte tendance à la condamnation de l'autre discours.

L'espace de la communication politique est ainsi divisé en deux espaces : l'espace « basquiste » et l'espace « espagnoliste ».

3.5.2.1 « Se sentir plus basque qu'espagnol » : L'espace de la communication politique basquiste

L'espace de la communication politique « basquiste » se montre globalement homogène dans ses fondements idéologiques. De cette façon, il est évident que le noyau idéologique de cet espace s'inscrit dans une défense et promotion de la cause du peuple basque. Cette légitimation tourne autour de la nécessité de résoudre le conflit par un accord entre toutes les parties et du droit à l'autodétermination politique de la société basque. Il est possible de résumer cette représentation idéologique de la réalité basque par l'expression « se sentir plus basque qu'espagnol ». Une expression qui transmet un désir d'autonomie par rapport à une Espagne différente, un souhait de pouvoir développer une identité dans le cadre d'institutions propres. Par contre, il ne faut pas forcément en déduire un désir de création d'un Etat basque différent de l'Espagne. Ce souhait reste cantonné à un secteur très limité de la société basque, lequel est souvent mis en avant dans le journal *Gara*. Effectivement, il a été constaté que ce journal mettait en scène un discours nettement plus « ethnique » que *Deia* et que parfois certains locuteurs de *Gara* transmettaient un sentiment identitaire uniquement basque et de ce fait, continuaient à fonctionner selon l'objectif de la création de l'Etat indépendant. *Gara* et *Deia* dévoilent ainsi deux facettes du nationalisme basque, lesquelles ont une même base idéologique, mais ne s'accordent pas totalement qu'il s'agisse des méthodes de lutte ou des objectifs politiques. De plus, si à l'identité, s'ajoutent les divergences économiques. Des désaccords évidents dans leurs projets politiques à long terme sont observables. Ainsi, il est possible de distinguer deux discours différents au sein de l'espace public « basquiste » : un discours *nationaliste institutionnel* et un discours *indépendantiste radical*.

Au niveau de la méthode politique, il semble évident que le discours institutionnel s'est depuis longtemps – dès la transition démocratique – distancé de l'action violente de l'ETA, non sans profiter des bénéfices en terme de médiatisation du conflit basque, alors que, de l'autre côté, le discours nationaliste radical montre une grande difficulté à s'écarter de la lutte armée et *de facto* d'accepter l'échec de la voie des armes. Toutefois, il est incorrect de conclure que ce discours légitime la violence de l'ETA, mais il est intéressant de constater que le terrorisme est pratiquement absent du discours du journal *Gara* ou du moins le mouvement armé et ces activistes ne sont jamais définis comme tels. Ce discours préférera parler de militants, de *Gudaris* (soldats) ou de prisonniers politiques dans le cas de leur incarcération. Cette absence thématique peut également être constatée dans le discours de la plateforme *Batasuna* laquelle

refuse de se prêter à l'exercice *politiquement correct* de la condamnation des actions terroristes. Ainsi, durant cette période, la violence semble être un des facteurs essentiels de l'absence d'accord de gouvernement entre les partis nationalistes basques institutionnels (PNV/EA) et l'indépendantisme radical.

Le discours institutionnel et le discours radical montrent également des dissimilitudes notoires en ce qui concernent les objectifs politiques. Incontestablement, la tendance radicale se montre politiquement bien plus impatiente que la tendance institutionnelle. Cependant, il semble que le désaccord soit plus attaché au rythme à accorder aux réformes politiques qu'aux objectifs ultimes. Effectivement, comme mentionné précédemment, les fondements idéologiques sont les mêmes dans l'ensemble des discours « basquistes », qu'ils soient émis par le PNV, EA, Batasuna ou l'ETA. Toutes ces organisations visent à terme l'indépendance du Pays basque. Néanmoins, si certaines seraient disposées à rompre unilatéralement avec l'Espagne avec le risque de provoquer des conséquences désastreuses, le discours institutionnel respecte les normes et les règles des institutions de l'Etat espagnol. Ce discours peut, certes souvent, critiquer virulemment la Constitution ou le statut de Gernika, ses représentants politiques prendront pourtant soin de suivre toutes les étapes prévues dans les normes démocratiques. Il s'agit d'un discours qui se complait dans les institutions de l'Etat de droit espagnol. La « mort » politique du *Plan Ibarretxe* est une preuve de ce respect des règles démocratiques. De cette manière, suite au refus des *Cortes* en février 2005, la coalition gouvernementale d'Euskadi a décidé d'abandonner cette proposition de nouveau statut d'autonomie refusée par les représentants du peuple espagnol. Au contraire, l'utopie et la précipitation politique motivent le discours radical qui garde enfoui au plus profond de lui, le désir d'une réunification du Pays basque dans la grande *Euskal Herria*. La preuve a été donnée par le projet de résolution du conflit de Batasuna présenté en novembre 2004²⁸⁷ sur la base d'un double accord. Le premier entre les différents agents politiques, sociaux et syndicaux du Pays basque, le deuxième entre l'organisation ETA et le Gouvernement espagnol. Le mécanisme de négociation fut par la suite mis en pratique durant le processus de paix de 2005 à 2007.

Fort est de constater que la lutte armée de l'ETA contre l'Etat espagnol s'inscrit à de nombreux niveaux dans l'analyse du conflit basque et démontre ainsi leur poids indiscutable et décisif dans ce dernier. En effet, nous pouvons penser que, sans la violence, l'espace de la communication

²⁸⁷ Déclaration de Anoeta

« basquiste » pourrait se réconcilier et que la thèse assimilatrice entre l'ETA et le nationalisme basque du discours « espagnoliste » n'aurait plus lieu d'être.

3.5.2.2 « Se sentir plus espagnol que basque » : L'espace de la communication politique espagnoliste

Si l'espace de la communication politique « basquiste » s'agite autour de nombreux aspects identitaires, l'espace de la communication « espagnoliste » n'est pas en reste, mais mobilise évidemment des facteurs identitaires diamétralement opposés. En effet, ici d'une manière globale, c'est le « sentir plus espagnol que basque » qui est mis en avant et légitimé. La culture et l'identité basque ne sont pas totalement absentes de ce discours, toutefois cette appartenance ne se traduit pas dans les revendications politiques. La nation, dans ce discours, est un terme réservé à l'Espagne. L'identité basque existe mais reste secondaire. Dans cette recherche, quatre journaux animent cet espace public, *El Correo español – El pueblo vasco*, *El País*, *ABC* et *El Mundo*. Tous ne partagent pas exactement les mêmes représentations idéologiques sur le conflit basque et les modèles socio-économiques généraux de société sont largement divergents. Il est ainsi possible de situer d'une manière élémentaire sur l'échiquier politique *El País* au centre-gauche, *El Correo* au centre-droit, *El Mundo* au niveau d'une droite libérale et *ABC* dans celui d'une droite-conservatrice. Il est évident que cette question mérite une analyse autrement plus approfondie. Mais, à ce sujet, il est nécessaire de rappeler que *El Correo* et *ABC* appartiennent depuis quelques années à un groupe médiatique commun, l'entreprise *VOCENTO*. Avant l'analyse, il était raisonnable de supputer que ce regroupement aurait permis à ces deux quotidiens de renforcer leur synergie de rédaction. Pourtant, si elle est véritablement accomplie sur d'autres sujets, le contenu médiatique sur le conflit basque se révèle beaucoup plus modéré et conciliateur dans *El Correo* que dans *ABC*. Cette approche consensuelle basée sur le dialogue maintient toutefois un fondement idéologique profondément « espagnoliste » et ne s'aventure guère de cette manière au sein de l'espace « basquiste ». Il est ainsi possible de conclure qu'un regard global de la presse sur le conflit basque n'existe pas dans l'espace médiatique basque-espagnol et *El Correo* constituerait le journal qui se rapproche le plus de « la nuance » dans le traitement de l'information.

Ces diverses observations amènent à corroborer l'homogénéité des discours de titres édités à Madrid constatées dans une recherche précédente (Idoiaga, Ramirez de la Piscina, 2002, p. 239). Cependant, il est, ainsi, tout de même envisageable de distinguer dans l'espace « espagnoliste » des articulations discursives distinctes. La première propose un discours « intégrateur », la

deuxième révèle un discours « unioniste-moderé » et la troisième soutient un discours « unioniste-radical ».

Une transposition de ces discours au champ politique situe ces derniers dans le sillage des deux plus grands partis politiques nationaux, le Parti Socialiste (PSOE) et le Parti Populaire (PP). Il est également à relever que l'alternance de gouvernement provoquée par les élections législatives de mars 2004 a permis au Parti Socialiste de se distancer du discours *unioniste-radical* du gouvernement populaire. En effet, durant les dernières années de José-María Aznar à la présidence de l'Espagne, seul le discours répressif et de condamnation à l'égard des nationalistes basques était en vigueur. Les objectifs communs entre l'ETA et les partis politiques nationalistes permettaient aux pouvoirs politique et judiciaire une criminalisation du nationalisme basque par l'assimilation de l'idéologie nationaliste avec la violence terroriste. Les socialistes ont ainsi suivi la tendance, jusqu'aux élections, pour ne pas être accusés de ne pas collaborer dans la lutte antiterroriste. Suite à la victoire électorale, un discours plus conciliateur avec les revendications des différents nationalismes régionaux est observable. Ce discours d'ouverture amena le gouvernement socialiste à négocier avec l'ETA. L'échec des négociations et l'absence de volonté de l'organisation armée de déposer les armes firent évoluer la position et la stratégie du PSOE sur la question basque vers davantage de fermeté.

Si des accords généraux sont acquis dans cet espace public sur l'unité constitutionnelle de l'Espagne et la condamnation du terrorisme, les divergences principales opposent des visions différenciées de la décentralisation politico-territoriale de l'Espagne. Le système des autonomies mis au point sur le modèle italien à la sortie de la dictature franquiste montre ses limites chez une frange importante de la classe politique progressiste. Au contraire, le discours *unioniste-radical* estime que la souveraineté accordée aux régions – en particulier aux trois territoires historiques : Galice, Catalogne et Pays-Basque – est déjà amplement suffisante et accorder d'avantage d'autonomie comporterait un risque pour l'unité de l'Espagne. Ainsi, ce discours développe une véritable sacralisation de la Constitution de 1978, fruit d'un consensus difficile entre tous les acteurs politiques de l'époque. Pour ce discours, c'est ce texte qui a permis la réconciliation entre les deux Espagne, l'Unioniste et la Fédéraliste. Toucher à cet équilibre entre le centre et les périphéries risque de tout bousculer. Le discours *unioniste-moderé* pose également sur un piédestal le traité constitutionnel, en revanche il ne se montre pas aussi intransigeant sur les réformes des statuts d'autonomie. Assurément, ce discours mis en pratique au niveau politique par le PSOE est compréhensible, puisque ce parti participe dans certaines

Communautés autonomes comme la Catalogne, par exemple, aux négociations sur un nouveau statut d'autonomie. Ce discours soutient que les vingt-cinq années écoulées depuis la transition démocratique ont, certes, permis la stabilisation politique de l'Espagne, mais des revendications politico-identitaires sont toujours très vives dans de nombreuses régions d'Espagne et le séparatisme violent est toujours en activité. Il est ainsi nécessaire de reformuler le statut des autonomies en procédant à une amélioration de la décentralisation politico-territoriale afin d'octroyer une plus large souveraineté politique et économique aux Communautés autonomes.

Le discours *intégrateur* se positionne encore plus près de l'espace public « basquiste » en développant une argumentation compréhensive des représentations politico-identitaires du nationalisme basque. Certes, le radicalisme de la gauche nationaliste est clairement rejeté, mais ce discours montre régulièrement un entendement des revendications du nationalisme institutionnel. Cela ne signifie pas un partage des modèles politiques, mais une propension affirmée au dialogue et à la négociation pour résoudre le conflit basque. Il est dès lors utile de procéder sur le plan de l'attitude politique, à une différenciation claire entre ce discours et les deux précédents. De plus, il est important de remarquer que ces différentes tendances discursives se confrontent également au niveau territorial. Les discours unioniste radical et modéré proviennent de journaux édités à Madrid, tandis que le discours intégrateur est publié au Pays basque. Est-ce possible dès lors de conclure que depuis la capitale espagnole la représentation du conflit basque est fortement biaisée ? Certainement, car, sinon, comment expliquer que deux journaux provenant du même groupe médiatique proposent des visions relativement différentes de la réalité socio-politico-culturelle basque. Cette observation donne également la réponse au paradoxe relatif à la diffusion de la presse au Pays basque. En effet, il est utile de rappeler que les quotidiens « espagnolistes » – en particulier *El Correo* – se vendent bien mieux que les journaux nationalistes, alors que le parlement basque est à majorité nationaliste. Effectivement, voter nationaliste n'est pas contradictoire avec la lecture de *El Correo* (Idoiaga, Ramirez de la Piscina, 2002, p. 238). Cette situation est due au contenu médiatique de *El Correo*, qui propose un mélange d'informations locales et extra-locales en utilisant un discours *intégrateur* sur le conflit basque. Les lecteurs de *El Correo* ont ainsi la sensation d'acquiescer une information objective et globale sur la réalité basque, espagnole et internationale en achetant un seul journal. En effet, il s'agit du seul média proposant une vision idéologique relativement modérée sur la problématique politique basque. De plus, les stratégies commerciales du plus grand groupe médiatique d'Espagne expliquent certainement la place de numéro un de *El Correo* sur le marché de la presse en Euskadi.

En résumé, cinq types de discours contribuent à l'articulation de l'espace de la communication politique sur la problématique basque.

A. Espace basquiste

1. Discours nationaliste institutionnel (*Deia*)
2. Discours indépendantiste radical (*Gara*)

B. Espace espagnoliste

3. Discours intégrateur (*El Correo*)
4. Discours unioniste-moderé (*El País*)
4. Discours unioniste-radical (*ABC, El Mundo*)

Le schéma suivant détaille la structuration de ces espaces discursifs :

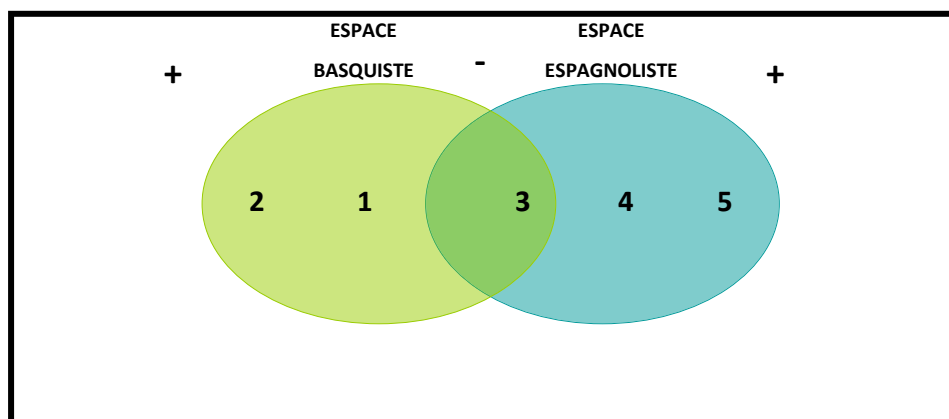


Figure 11 : Structuration des espaces discursifs

3.6 Les cœurs idéologiques du conflit basque

L'analyse de l'espace de la communication politique sur la problématique basque a permis de constater le fractionnement de celui-ci entre un espace « basquiste » et un espace « espagnoliste ». Dans ces espaces de communication politique circulent différents thèmes, lesquels réunis constituent l'espace de la communication politique sur la problématique basque. L'analyse thématique a permis la déduction des grandes idées-force existantes dans le conflit basque à un moment historique où la classe politique se déchirait sur la proposition unilatérale du Gouvernement basque de réforme du statut d'autonomie.

Si l'analyse des différents titres de presse a rendu possible de décrire précédemment la composition de cet espace discursif, cette partie poursuit la réflexion sur les contenus idéologiques présents dans les titres de presse en proposant maintenant la description des lieux communs argumentatifs de cet espace, présentés sous la forme de topoï (Sarfati, 1997, Anscombres, 1995). Ceux-ci se composent de schémas argumentatifs de base sur le conflit basque déduits à partir des analyses précédentes. Cette démarche vise à dresser la liste des questions politiques liées à la résolution du conflit basque telles que reflétées dans les discours des éditoriaux et tribunes libres de la presse basque et espagnole.

Un total de huit topoï généraux sur le conflit basque à partir des sous-catégories de l'analyse de contenu a été constitué. Ces huit « lieux communs » sont essentiels pour comprendre la persistance actuelle de ce conflit et ses possibilités de résolution. Effectivement, ces schémas de pensée partagés par des franges diverses des discours idéologiques génèrent les idées-force qui se confrontent dans le débat politique. Il ne s'agit pas de dire qu'une ou l'autre est plus réaliste, efficace ou légitime, mais bien d'aboutir à une compréhension globale de la question afin d'expliquer les intérêts des différentes parties impliquées dans le conflit basque.

Ce chapitre clôturant cette partie a pour objectif de construire pour chaque discours de l'espace de la communication politique un graphique sous la forme de radar à partir de ces huit topoï. Ceux-ci constitueront le cœur idéologique de chaque discours, eux-mêmes identifiable à un titre de presse et donc à une ligne éditorial. Ces topoï ou idées-force ont été classés en fonction de l'échelle basquisme-espagnolisme.

3.6.1 Les « idées-force » du conflit basque

3.6.1.1 Autodétermination du Peuple basque

Le Pays basque est un peuple avec une identité, un territoire, une langue et des droits historiques, la volonté des citoyens sur l'autodétermination doit être respectée.

Catégories:

Légitimation

- Liberté ⇨ Autodétermination du Peuple basque
- Résolution du conflit ⇨ Destin politique, Négociation/Dialogue, Identité basque, Volonté populaire
- Aspects institutionnels ⇨ Réforme institutionnelle

Condamnation

- Relation Espagne - Euskadi ⇨ Impérialisme espagnole, Inadéquation du statut d'autonomie
- Résolution du conflit ⇨ Refus de négociation

Ce schéma argumentatif est évidemment essentiel à l'ensemble de l'espace « basquiste ». Il constitue le fondement même de son idéologie. Ainsi, comme soulevé précédemment, Euskal Herria dans son appellation à plus forte connotation identitaire, est construit sur des bases historiques (Le royaume de Navarre, les *fueros*, les guerres carlistes), linguistiques (l'euskera), culturelles (l'identité basque, un folklore) et politiques (dictature franquiste, désir d'autonomie). La notion de peuple basque et la revendication de son autodétermination - désavoués et critiqués par certains pour être le résultat d'une construction ethnicisante et excluante (Juaristi, 2000, Barbería, Unzueta, 2003, Basta Ya, 2004, Artola, José, 2004) - constitue une réalité politique et sociale au Pays basque, puisque partagée par une partie de la population. En effet, le fait que les partis « basquistes » soient historiquement majoritaires au parlement de Euskadi depuis la transition démocratique espagnole montre que le désir d'indépendance face à l'Espagne est une constance au sein de la société basque. Certes, tous les électeurs nationalistes ne veulent pas l'indépendance du Pays basque ou d'Euskadi, mais tous souhaitent que Madrid leur laisse davantage d'autonomie dans la gestion politique, économique et territoriale de la Communauté autonome d'Euskadi. Mais plus que des améliorations du statut de Guernica, il y a derrière cette représentation du peuple basque la volonté de pouvoir décider de son futur. L'organisation d'un référendum sur l'autodétermination du peuple basque est une piste pouvant amener un début de solution au conflit, encore faut-il un accord sur la question à poser aux

citoyens. Tout serait plus facile, si le Gouvernement espagnol était d'accord d'entrer en matière sur ce genre de propositions qui ne pourrait être réalisé qu'au terme d'une longue négociation sur le sujet de la consultation.

Il est vrai que le Gouvernement espagnol se trouve face à un véritable dilemme. Doit-il donner la possibilité au peuple basque de pouvoir décider de son futur au risque que celui-ci choisisse la voie d'une autonomie politique plus élargie que l'actuelle ? Le Gouvernement espagnol doit-il garantir l'autodétermination du peuple basque au péril de l'éclatement territorial et national de l'Espagne ? La démocratie doit-elle mettre ainsi des limites au souhait de la volonté populaire en refusant un droit internationalement reconnu ?

Le romantisme de l'autodétermination des peuples est séduisant, mais relève souvent de casse-têtes politique et juridique. Car d'un côté, il y a les sentiments et d'un autre les volontés (Vicens, 2008, p. 30). En effet, le pragmatisme de la gestion d'un Etat démocratique oblige celui-ci à fixer des limites aux droits des peuples à s'autodéterminer. « La question se pose dans tous les continents, d'une manière ou d'une autre » (Houtard, 2008, p. 7). De cette manière, les états-nations doivent ériger des systèmes juridiques permettant de sauvegarder les intérêts de cette dernière. Il est d'une logique implacable que les institutions espagnoles astreignent les projets politiques des régions à un chemin sinueux et inaccessible s'ils ne sont pas négociés à l'avance. Le *Plan Ibarretxe* a donné un exemple du destin réservé à des projets unilatéraux des Communautés autonomes. Pour être approuvés, ces derniers sont confrontés aux votes des députés du parlement espagnol. Sans leur accord, aucun projet ne peut prospérer au sein de l'Etat espagnol. C'est donc la majorité des représentants du peuple espagnol qui prime sur la majorité des députés régionaux. De cette façon, une véritable confrontation de légitimité est observable. Laquelle des deux chambres, nationale ou régionale, en a-t-elle le plus ? Pour résoudre le conflit basque, cette question devra trouver une réponse. Sans l'accord d'une plus ample liberté de décision à la société basque, la sensation de domination espagnole sur la basque perdurera au Pays basque. De plus, la question du territoire constitue l'un des éléments-clefs de la résolution du conflit basque, notamment sur l'inclusion du Pays basque français et de la Navarre.

3.6.1.2 Absence de démocratie dans l'Etat espagnol

Les institutions étatiques espagnoles utilisent des méthodes répressives contre les organisations politiques, sociales et culturelles basques, l'Etat espagnol ne respecte pas les règles démocratiques.

Catégories:

Légitimation

- Liberté ⇨ *Vivre en paix, solidarité avec les victimes de la violence*

Condamnation

- Violence ⇨ *Politique carcérale, Répression de l'Etat (Espagne/Euskadi), Amalgame ETA-nationalisme*
- Relation Espagne-Euskadi ⇨ *Criminilisation du nationalisme basque, Absence de liberté*

Cette idée-force dénonce la persécution et la répression que subissent les partisans du mouvement indépendantiste basque. Ce topoï contient principalement deux arguments. Le premier est lié à la criminalisation du nationalisme basque démocratique et le second condamne les méthodes répressives utilisées par l'Etat espagnol dans le cadre de la législation antiterroriste. Si le premier a déjà été amplement explicité dans la description des catégories thématiques, il est pourtant nécessaire d'y revenir brièvement. En effet, dans l'idée de criminalisation du nationalisme basque, il y a bien entendu en toile de fond la construction de la thèse assimilatrice entre le nationalisme et l'ETA.

Dans le cadre de cette dernière, les entreprises médiatiques espagnoles sont souvent accusées d'avoir abondamment collaboré à la diffusion de cette thèse. Cette accusation reste intrinsèquement marquée par la stratégie communicationnelle intégrée dans le plan ZEN²⁸⁸ durant le gouvernement socialiste de Felipe Gonzalez. Durant cette période, les médias de Madrid étaient très agressifs envers le nationalisme et disposaient de consignes très précises sur la manière de traiter la question terroriste. Par la suite, il est à relever, à ce stade de la recherche, que la désinformation sur le conflit basque perdure compte tenu de la polarisation de l'espace de la communication politique sur la problématique basque décrit dans cette recherche. Plus tard, à l'époque de la trêve de l'ETA en 1999, Cayetano González Herмосilla, responsable de la communication du Ministre de l'intérieur avait mis en exergue la « maturité » démontrée par les médias de l'Etat dans le traitement du « problème de terrorisme ». A cet égard, il soulignait la

²⁸⁸ Voir chapitre 1.

nécessité d'oublier la neutralité journalistique dans le traitement de ce genre de thème (González, 1999, p. 22). Cette intrusion de l'Etat espagnol dans les entreprises médiatiques a amené les chercheurs Idoiaga et Ramirez de la Piscina à reprendre le terme d'« antiterrorisme médiatique » pour décrire le traitement de la situation basque par les journaux *ABC* et *El País*. Ce terme, mis en exergue dans d'autres parties du monde (Marletti, 1984, Soria, 1987, Schlesinger, 1991, Rodrigo, 1991, Idoiaga, 1999, Coultner, 1999), est selon les auteurs, contraire aux codes déontologiques du journalisme (Idoiaga, Ramirez de la Piscina, 2000). L'antiterrorisme médiatique est un processus qui subordonne aussi bien la ligne éditoriale que l'activité professionnelle à la « raison d'Etat » et à la politique de l'Etat. Pour le conflit basque, cette technique est appliquée aussi bien face à la violence que dans le cadre du contexte général de conflit. Ses piliers principaux sont :

- ▶▶ Propager les thèses, les versions et les informations du Gouvernement et de son Ministère de l'intérieur, qui se convertissent en la source principale (et sans vérification alternative) des informations. Cela inclut également le traitement, c'est à dire, qui sont les principaux acteurs des événements et quelles en sont leur image. De cette manière, au lieu d'être « témoins de la réalité », les deux journaux ont été, dans de nombreuses occasions, propagandistes de la théorie gouvernementale sur la réalité. Dans certaines occasions (c'est évident dans le cas de *ABC*), cela inclut la disposition de diffuser des rumeurs sans aucun certitude.
- ▶▶ Nier l'existence de problèmes politiques dans l'expression de la violence. Au contraire, identifier les revendications politiques nationalistes comme du terrorisme, voir comme agitateurs de celui-ci. Identifier le nationalisme comme anti-démocratique et la démocratie comme la Constitution, en présentant également, comme antidémocratiques et pro-terroristes, les positions et activités non violentes qui mettent en cause la Constitution. En général, montrer que le nationalisme est le responsable de la violence et que les deux, de manière inséparable, sont une agression et une menace pour la vie en commun.
- ▶▶ Ne pas informer (ou, du moins, relativiser), et encore moins critiquer les faits qui pourraient affaiblir la position du Gouvernement (banalisation des manifestations pour le rapprochement des prisonniers, traitements laconiques de la détention des médiateurs de l'ETA durant la trêve, silence sur les mauvais traitements dans les commissariats) (Idoiaga, Ramirez de la Piscina, 2000).

Il semble, néanmoins, important de ne pas tomber dans une accusation aveugle de manipulation de l'information et de se questionner sur l'objectivité des médias, tant il est vrai qu'autant la presse « basquiste » que la presse « espagnoliste » offrent une vision partielle de la problématique basque. Cependant, il est possible d'affirmer que cette accusation adressée aux médias de Madrid est un discours récurrent dans les milieux nationalistes.

Concernant les méthodes répressives utilisées par l'Etat espagnol, il faut distinguer deux points essentiels. Le premier a trait aux nombreuses détentions arbitraires et prolongées dont sont sujets des individus proches des organisations nationalistes radicales dans le cadre de la lutte contre l'ETA. Le deuxième extrêmement présent dans tout le Pays basque concerne les conditions de détention spéciale des prisonniers politiques basques et surtout la politique de

dispersion des prisonniers dans tout le territoire espagnol et français. La revendication concernant ces conditions est partagée par tous les mouvements nationalistes. En effet, à plusieurs reprises, le Gouvernement basque nationaliste a émis des déclarations allant dans ce sens. La répression dénoncée par ce discours est doublement importante puisqu'elle pousse les personnes qui la vivent de près - soit dans leur chair, soit par des proches - dans un cycle de souffrance qui peut mener à l'activisme radical. Ainsi, la répression policière et la politique carcérale qui ont comme objectif manifeste de rompre l'organisation du séparatisme radical ont peut-être une fonction latente qui permet la perpétuation de la lutte armée de l'ETA.

Au niveau international, les organisations internationales de défense et de promotion des droits de l'homme comme le Haut-commissariat aux droits de l'homme ou l'ONG Amnesty international se préoccupent régulièrement de la situation de protection des droits de l'homme en Espagne, notamment quant aux allégations de tortures et d'autres abus envers les prisonniers basques. Pour preuve, l'Espagne est régulièrement épinglée sur ses pratiques en matière de lutte anti-terroriste dans les rapports des organisations onusiennes de défense des droits de l'homme.²⁸⁹

3.6.1.3 Reconnaissance du conflit politique

Une situation de conflit existe au Pays basque, il est nécessaire que l'ensemble des parties négocient pour trouver un nouveau cadre permettant l'épanouissement de tous les courants politiques et identitaires.

Catégories:

Légitimation

- Liberté ⇨ *Vivre en paix, autodétermination du Peuple basque*
- Résolution du conflit ⇨ *Négociation/Dialogue, Identité basque, Volonté populaire*
- Aspects institutionnels ⇨ *Réforme institutionnelle, Justice*

Condamnation

- Violence ⇨ *Répression de l'Etat (Espagne/Euskadi), Amalgame ETA-Nationalisme*
- Résolution du conflit ⇨ *Refus de négociation*

²⁸⁹ Voir notamment les rapports des rapporteurs spéciaux contre la torture du Conseil des droits de l'homme, Theo Van Boven (2004 / E/CN.4/2004/56/Add.2) et Martin Scheinin (2008 / A/HRC/10/3/Add.2).

La première partie de cette idée-force insiste sur l'explication de la situation politique du Pays basque en termes de conflit. Il est utile de rappeler que pour le discours nationaliste, la problématique basque constitue un conflit politique confrontant deux représentations politico-identitaires. La vision la plus extrême de l'affrontement est soutenue par le discours nationaliste radical qui rajoute une composante armée à ce conflit, en opposant l'ETA à l'Etat espagnol. Ainsi, pour certains, l'ETA est un groupe armé composé de patriotes qui défendent les intérêts des Basques contre un Etat oppresseur et répressif envers le « monde » « basquiste ». La constante désignation de conflit basque par le discours nationaliste est compréhensible par le fait que de nombreuses voix « espagnolistes » limitent le conflit basque à une problématique de violence terroriste, notamment tel est le discours des associations de victimes de l'ETA (Basta Ya, 2004, Fundación para la libertad, 2008, Ciudadania y Libertad, 2010). En effet, pour le discours nationaliste, accepter l'existence d'un conflit politique revient à admettre la nécessité d'y remédier. Déplacer la cause de la situation sur le terrorisme offre ainsi une solution de facilité puisque ce raisonnement ignore la problématique politique et remet la résolution du conflit dans les mains de la police et de la justice.

Dans ces conditions, la première bataille se situe au niveau de la définition de la situation par le fait d'ignorer ou accepter l'existence du conflit basque. Si la seconde définition est assumée, il est donc en conséquence nécessaire de s'atteler à la recherche d'une solution entre toutes les parties. Il s'agit d'un terme du débat très important, puisque reconnaître l'existence d'un conflit amène à accorder une légitimité aux différents acteurs et une crédibilité à leurs revendications. Reconnaître la situation de conflit oblige, par la suite, les acteurs à trouver une solution au conflit. Reconnaître la situation de conflit est la première étape dans la construction de la paix. Le conflit, étant un facteur nécessaire de tous les processus de changement (Dahrendorf²⁹⁰), les conflits peuvent ainsi paradoxalement amener la paix dans une société en provoquant des changements fondamentaux de structure de celle-ci.

Historiquement, dans le cadre du Gouvernement espagnol, le Parti Socialiste a mis en avant davantage un discours prônant le dialogue, à l'inverse du Parti Populaire qui revendique traditionnellement davantage la confrontation en niant l'existence d'un conflit. Il est évident que l'entreprise de négociations est un pari risqué pour un gouvernement, car il sait qu'il devra céder sur certains points cruciaux comme l'autodétermination, les aspects territoriaux ou l'amnistie partielle des prisonniers basques. Cependant, si la négociation constitue un exercice délicat, elle

²⁹⁰ Cité par Borrat, Hector (1989): *El periódico, actor político*, Barcelona, Ed. Gustavo Gili, p.15.

inculque un vent d'espoir à la société. Ne pas négocier signifie le *statu quo* actuel avec la perdurance des fixations politico-identitaires et surtout la probable continuation de la violence et de toutes ces conséquences. Certes, il est aisé de promouvoir la négociation comme solution de sortie au conflit basque, encore faut-il se mettre d'accord sur les conditions, la méthode et les objectifs de cette dernière. En effet, qui prendra part à ces négociations et sous quelle forme, pour quels résultats? Le chapitre suivant sur le processus de paix qui s'est déroulé entre 2006 et 2007 indique qu'une fonction essentielle revient au Gouvernement espagnol, seul acteur capable d'imposer une légitimation politique à une éventuelle négociation.

3.6.1.4 Interdépendance entre l'Espagne et l'Euskadi

L'Espagne et l'Euskadi sont interdépendantes, le système des autonomies permet de maintenir ces liens ainsi que le développement politique et culturel du Pays basque.

Catégories:

Légitimation

- Résolution du conflit ⇒ *Identité basque, Identité espagnole, Liens Euskadi-Espagne, Pluralisme politico-identitaire*
- Aspects institutionnels ⇒ *Réforme institutionnelles, Mise en valeur des statuts d'autonomie*

Condamnation

- Relation Espagne-Euskadi ⇒ *Hégémonie du nationalisme basque, projet souverainiste, rupture de l'Espagne constitutionnelle*
- Résolution du conflit ⇒ *Division de la société basque*

L'actuel statut d'autonomie si critiqué et décrié dans l'espace de la communication politique « basquiste » est pourtant objet de valorisation dans certains discours. Incontestablement, la décentralisation de l'Etat espagnol accorde une autonomie élargie aux communautés autonomes leur permettant de développer leurs institutions démocratiques et culturelles, dont bénéficient d'une manière encore plus large les trois Communautés dites *historiques* que sont la Galice, la Catalogne et la Pays basque. Au niveau économique, il est utile de rappeler, que vers 1880, grâce à l'exportation de fer et à l'importation de charbon, le Pays basque et la Catalogne réalisèrent, avant le reste de l'Espagne, leur révolution industrielle. Le Pays basque fonctionne donc depuis le développement industriel de l'Espagne en tant que locomotive économique de

l'Espagne. A ce titre, le PIB²⁹¹ par habitant de la Communauté basque a toujours été plus élevé que la moyenne espagnole (Martinez Churruarín, 2008, p. 35). A l'époque de la transition démocratique et de l'élaboration des statuts d'autonomie, le Gouvernement nationaliste se trouvait donc en position de force pour négocier un accord fiscal favorable aux Basques. C'est pourquoi, les Communautés autonomes d'Euskadi et de Navarre bénéficient en outre d'un privilège hérité du régime foral autorisant la perception directe des impôts par l'administration fiscale de la Communauté autonome. Ainsi, les Communautés autonomes d'Euskadi et de Navarre gèrent directement le système d'imposition de la population et sa gestion financière. Ce système appelé *Concierto económico* consiste en la redistribution à l'Etat espagnol d'un pourcentage (*el cupo*) de la totalité des revenus des impôts (Muguruza et al., 2006). Cette spécialité au regard des autres communautés espagnoles - en constante renégociation entre les gouvernements basques et espagnols - constitue un avantage symbolique par rapport aux autres régions d'Espagne, puisque les citoyens ne paient pas directement à l'Etat espagnol, mais aux Communautés Autonomes. Ce système est surtout mis en évidence dans ce topoï par rapport au consensus entre les revendications régionales et la nécessité d'unité de l'Espagne qu'il permet d'obtenir. Ainsi, les régions peuvent développer leurs caractéristiques identitaires tout en maintenant une dépendance politique par rapport à Madrid. En outre, comme souligné auparavant, le système actuel est le résultat d'un consensus entre toutes les forces politiques, lequel a permis la réconciliation de la société espagnole à la sortie de la dictature franquiste. Toucher à ces statuts d'autonomie signifie de cette façon un risque patent de rupture de ce consensus.

Cette idée-force fait apparaître un argument extrêmement pertinent qui est celui des liens et des ressemblances culturelles, économiques et sociales entre l'Espagne et le Pays basque. Par exemple, de nombreuses entreprises basques et espagnoles sont forcément amenées à collaborer et réaliser des affaires commerciales. A ce titre, les chiffres de la balance commerciale entre la Communauté d'Euskadi et l'Espagne sont révélateurs des liens économiques importants existants entre l'Espagne et le Pays basque. (Barbería, Unzueta, 2003). Ainsi, des entreprises basques sont installées aux quatre coins de l'Espagne et des entreprises espagnoles sont implantées au Pays basque. En dehors des relations purement commerciales, il y a, à n'en pas douter, des relations sociales qui émergent. La ressemblance entre l'Espagne et les Pays basque se perçoit également dans la culture, les relations interpersonnelles et la manière d'aborder la

²⁹¹ Produit intérieur brut.

vie en générale. Ainsi, un étranger visitant l'Espagne et le Pays basque aura l'occasion d'observer, certes, d'importantes différences culturelles, mais surtout des similitudes dans la manière d'être générale des deux populations.

3.6.1.5 Condamnation du terrorisme

La démocratie et l'Etat de droit existent, nous pouvons vivre en paix sans avoir à souffrir des menaces et des actes de violence terroriste.

Catégories:

Légitimation

- Liberté ⇨ *Vivre en paix, Solidarité avec les victimes de la violence*

Condamnation

- Violence ⇨ *Terrorisme (ETA), Amalgame ETA-Nationalisme*

Pour rappel, de 1968 à 2010, en tout 829 personnes ont été tuées dans une action armée de l'ETA (attentats à la bombe, assassinats, accrochages avec la police). La question de la violence terroriste et de ses conséquences est évidemment l'un des sujets les plus problématiques de la question basque. Sa dénonciation et son rejet sont omniprésents dans le discours de presque la totalité de la classe politique basque et constitue donc corollairement un obstacle au dialogue entre les acteurs politiques. Davantage que les actions terroristes, la classe politique dans son ensemble, hormis la Gauche *abertzale*, s'indigne de la peur que génère le mouvement indépendantiste tant qu'il n'aura pas définitivement rompu ses liens avec la bande armée. Les actions terroristes de l'organisation ETA crispent la démocratie basque et son débat nécessaire. Si la lutte armée bénéficiait du soutien indirect des formations nationalistes et socialistes sous le franquisme, elle est incompréhensible aujourd'hui au sein de la démocratie espagnole pour la quasi-totalité des forces politiques. En effet, comment justifier l'utilisation de la violence politique dans un Etat de droit autorisant la participation politique de toutes les tendances idéologiques ? En outre, il semble évident que la lutte armée contre l'Etat espagnol ne parviendra jamais à faire plier militairement ce dernier, surtout, dans une époque, où le terrorisme révolutionnaire a perdu toute légitimité et soutien politique. Néanmoins, la représentation électorale de la Gauche *abertzale* partageant les thèses radicales de l'ETA représente une force politique incontournable en Euskadi, ne signifiant pas pour autant que tous les sympathisants de cette idéologie soutiennent la lutte armée.

Cependant, il faut souligner que l'ETA a joué un rôle politique déterminant dans le conflit basque pour quatre raisons auxquelles le Gouvernement espagnol doit trouver des solutions sans quoi la dissolution de l'ETA restera improbable :

1) **Appel médiatique** : Jusqu'à l'annonce d'abandon de la lutte armée en octobre 2011, les actions violentes de l'organisation ont eu une fonction d'appel et de mise sous tension médiatique nationale et internationale sur le conflit basque. En effet, la violence reste une valeur sûre des contenus médiatiques et permet ainsi de placer le conflit basque comme une priorité nationale en Espagne. Sans la violence, la problématique entrerait certainement d'une manière plus succincte dans l'agenda médiatique. (Wieworka, Wolton, 1987) Certes, aujourd'hui, l'ETA a fait part de sa volonté de déposer les armes, mais tant qu'un accord n'est pas trouvé sur cette question, l'organisation bénéficie toujours de la fonction d'appel médiatique liée à la possession d'un arsenal militaire.

2) **Pression politique** : Les actes terroristes font partie des éléments classiques de pression politique sur l'Etat Espagnol pour obtenir des négociations sur un nouveau statut politique pour le Pays basque (Jeanclos, 2006). Cependant, cette stratégie a clairement montré ses limites à de nombreuses reprises dans les démocraties occidentales où la popularité des organisations révolutionnaires terroristes est descendue en flèche depuis de nombreuses années et surtout à la suite des attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis.

3) **Prisonniers** : La majorité des membres de l'organisation ETA se trouvent à l'heure actuelle dans des prisons espagnoles et françaises. Le nombre élevé de détenus soumis à des politiques carcérales très sévères (contraintes quotidiennes d'incarcération dû à la condition de prisonniers terroristes, politique de dispersion dans tout le territoire qui obligent les familles et proches à des déplacements) provoquent un cycle sans fin de souffrance et de compassion d'une partie de la société basque envers les dénommés prisonniers politiques basques.²⁹² Il semble ainsi évident que l'ETA n'a pas encore annoncé sa dissolution dans l'espoir d'une amnistie générale ou partielle des prisonniers de l'organisation. Dans la logique d'une organisation militaire comme l'ETA, arrêter la lutte signifie l'abandon des « frères d'armes ». Pourtant, si la transition démocratique et la dissolution de ETA Politico-militar avaient amené le Gouvernement espagnol à déclarer une amnistie totale (Segura, 2009, p. 80) pour les prisonniers politiques, la situation

²⁹² A titre d'exemple, des dizaines de villes basques accueillent des manifestations populaires en faveur des prisonniers politiques. De plus, au début de l'année a lieu la traditionnelle marche pour les prisonniers. La dernière a eu lieu le 7 janvier 2012 et a rassemblé plus de 100'000 personnes à Bilbao.

actuelle est clairement différente. En effet, le Gouvernement espagnol ne semble pas disposé à accorder une générosité aussi grande aux prisonniers qu'à l'époque, notamment pour les délits de sang.

4) **Fonction mythique** : En dernier lieu, il ne faudrait pas oublier la fonction mythique remplie par l'organisation ETA dans un secteur non négligeable de la société basque. En effet, même privée de justification et de légitimation par les campagnes antiterroristes, la violence politique qui attire l'attention internationale sur le conflit basque semble condamnée à fonctionner et à se perpétuer de la même manière. Ainsi, la bande armée paraît toujours représenter la face « révolutionnaire » d'un peuple qui déclare lutter depuis 150 ans pour davantage d'autonomie.

Les effets du terrorisme de *Euskadi Ta Askatasuna* révèle ainsi un paradoxe et peuvent revêtir deux formes s'annulant entre elles. D'un côté, les revendications de l'ETA perdent, dans l'utilisation de la violence au sein d'une démocratie consolidée, toute légitimation sociale et crédibilité institutionnelle. D'un autre côté, cette même violence ouvre des tribunes politiques et médiatiques aux revendications de l'indépendantisme basque.

Toutefois, dans cette réflexion difficile, car sujette à de nombreuses contradictions et émotions, une seule certitude semble se dégager. Cette violence terroriste a provoqué des victimes dans les deux camps puisque l'utilisation de la violence incite irrémédiablement à une répression intense contre ceux qui la soutiennent même indirectement.

3.6.1.6 Respect de la minorité non-nationaliste

De nombreuses personnes ne partagent pas l'idée d'une plus grande souveraineté politique pour le Pays basque, il ne faut pas imposer un projet utopique à une large minorité.

Catégories:

Légitimation

- Résolution du conflit ⇒ Identité espagnole, Affrontement du nationalisme, Pluralisme politico-identitaire.

Condamnation

- Relation Espagne-Euskadi ⇒ *Projet souverainiste, Hégémonie du nationalisme basque*
- *Résolution du conflit* ⇒ Division de la société basque

La division de la société basque entre une partie « espagnoliste » et une autre « basquiste » constitue la principale impasse du projet nationaliste. En effet, il a été démontré que de nombreux discours au sein de l'espace de la communication politique sur la problématique basque acceptent difficilement l'orientation nationaliste des institutions basques. Ils se plaignent de l'imposition nationaliste à tous les niveaux de la société basque. Il est vrai qu'il s'agit d'un problème crucial auquel est confrontée l'idéologie « basquiste ». Comment réconcilier l'espace de la communication politique en imposant un projet de nouveau statut politique basé sur les thèses nationalistes basques ? A n'en pas douter, une évolution de la souveraineté de la Communauté autonome de Euskadi se verrait fortement rejetée par l'importante minorité appréciant le statut politique actuel.

Si le fonctionnement des démocraties occidentales prévoit que la majorité de la population décide pour toute la population, il semble que cette majorité doit être relativisée quand elle n'obtient qu'une différence de pourcentage étroite. Ainsi, quand le 50% plus une voix décident pour le reste de la population, la majorité montre une assise instable qui peut s'inverser dans un laps de temps très court. Si ce genre de résultat peut être validé dans des votations de moindre importance pour une société, les expériences internationales enseignent qu'un référendum sur un projet constitutionnel souverainiste doit absolument avoir l'appui d'une majorité qualifiée (Québec, Irlande du Nord). Dans l'idéal, il serait nécessaire de s'entendre sur un pourcentage minimum afin de rendre légitime les résultats de la votation. En effet, sans un soutien majoritaire important, un nouveau statut politique pour Euskadi pourrait avoir des conséquences désastreuses pour l'ensemble de la société basque. Il serait, de cette manière, envisageable d'assister à un renversement de la situation où une minorité « espagnoliste » se sentirait opprimée dans une structure « basquiste ». Il est, de cette manière, nécessaire qu'un nouveau projet de statut ne compte qu'un minimum d'opposants. Cependant, même s'il est utopique de réunir tout le monde sous la même bannière, la solution au conflit passe inévitablement par un processus de discussion entre les partis politiques tels qu'il a été proposé lors de la négociation de 2005 à 2007.

La problématique du droit à l'autodétermination peut être tournée dans tous les sens, la Constitution espagnole actuelle ne conçoit pas le droit à l'indépendance des régions. Seule une réforme constitutionnelle pourrait l'autoriser. L'unique possibilité intégrée dans la Constitution est la double approbation d'une réforme d'un statut autonomiste, par le parlement autonomiste et par le parlement espagnol (Eguiguren, 2004). C'est la voix qu'a suivi le *Plan Ibarretxe* avec le

refus des *Cortes*. Il semble ainsi nécessaire que la démocratie espagnole se donne les moyens pour parvenir à réunir dans un accord une ample majorité de la société basque et de la société espagnole même si cet accord se révèle de forte tendance nationaliste. L'Etat espagnol se doit de mettre en place les mécanismes permettant d'intégrer d'une manière satisfaisante les revendications identitaires des régions tout en préservant l'unité étatique, au risque de laisser émerger une majorité indépendantiste.

3.6.1.7 Le Pays basque fait partie intégrante de l'Espagne

Euskadi est un territoire historique intégré dans au sein de la constitution espagnole, une remise en question de cette dernière signifierait l'éclatement de l'unité nationale.

Catégories:

Légitimation

- Résolution du conflit ⇒ Identité espagnol, liens Euskadi-Espagne
- Aspects institutionnels ⇒ Unité constitutionnelle de l'Espagne

Condamnation

- Relation Espagne-Euskadi ⇒ *Projet souverainiste, Rupture de l'Espagne constitutionnelle*
- *Résolution du conflit* ⇒ Division de la société basque

Cet idée-force est extrêmement répandu dans les discours traitant du Pays basque. Il démontre un attachement irréductible d'une frange du discours « espagnoliste » à l'unité de l'Espagne. Cette affirmation souligne la peur que les thèses nationalistes, évoquant d'autres nations que l'espagnole, provoquent chez une part importante de la population espagnole et de ses élites (Blanco Valdés, 2005, Taibo et al, 2007). En effet, « l'effet domino » est souvent désigné pour justifier le rejet des discours autonomistes. Selon ce discours, si l'Etat espagnol autorise une région à développer une plus ample souveraineté, il devra faire de même pour d'autres. Ainsi, il est fréquent d'entendre qu'après le Pays basque viendra la Catalogne, la Galice et l'Andalousie. Pour improbable que semblent être ces projets d'indépendance, ils contribuent à alimenter la mythe de la désintégration de l'Espagne. Il est donc compréhensible que dans le reste de l'Espagne, les individus partageant une représentation d'une Espagne unie, centralisée et puissante soient préoccupés et s'alarment des discours nationalistes.

Ce genre de discours est très courant dans toute l'Espagne et il est habituel de remarquer dans les médias des sondages évoquant le rejet sans équivoque des Espagnols de l'autonomie ou de l'indépendance du Pays basque ou de la Catalogne. Un discours protectionniste espagnol et de

protection de la démocratie et de la constitution est énoncé. Face à cette menace de sécession, « La défense de l'Etat démocratique et de la Constitution, s'est convertie en projet collectif, qui demande, enfin, l'urgente nécessité civile de disputer l'hégémonie idéologique et culturel, laquelle, à cause du retrait des partis non nationalistes, a permis le succès du discours des Nationalistes. Il est urgent d'affirmer et de défendre que les traits d'union qu'une histoire commune de centaines d'années a tracé ne peuvent pas être détruits simplement par la volonté de quelques individus attablés à développer les particularités de chaque groupe » (Blanco Valdés, 2005, p. 144). Effectivement pour ceux qui habitent loin du Pays basque, les revendications indépendantistes paraissent dans le contexte de la démocratie espagnole déplacées, irréalisables, utopistes et donc dangereuses pour l'unité de l'Espagne. De plus, il est assuré qu'un référendum national sur une autonomie élargie du Pays basque ou son indépendance serait à l'heure actuelle refusé par une ample majorité de la population espagnole. Au Pays basque, la tendance « espagnoliste » étant légèrement minoritaire, les discours de cette dernière se révèlent plus modérés sur ce sujet.

Ainsi, cette oscillation entre l'unité politique et le fédéralisme ramène à la confrontation entre les deux Espagne citées précédemment, l'une défendant son unité et l'autre prônant plus de décentralisation. La persistance des mêmes arguments et conflits montrent que le statut des autonomies n'a que partiellement satisfait certaines aspirations identitaires. L'Espagne se retrouve, de cette manière, vingt-cinq ans après son retour à la démocratie, à l'aube d'une seconde transition démocratique dans laquelle celle-ci devra probablement assumer un certain nombre de réformes institutionnelles pour maintenir l'unité de l'Espagne.

3.6.1.8 Le nationalisme basque est un danger pour l'unité de l'Espagne

L'idéologie nationaliste est l'ennemie de l'unité de l'Espagne, il est nécessaire d'utiliser tous les moyens de l'Etat de droit pour combattre ces mouvements, qu'ils soient violents ou non.

Catégories:

Légitimation

- Résolution du conflit ⇒ Identité espagnole, Affrontement du nationalisme
- Aspects institutionnels ⇒ Unité constitutionnelle de l'Espagne, Justice

Condamnation

- Relation Espagne-Euskadi ⇒ *Projet souverainiste, Rupture de l'Espagne constitutionnelle*
- *Résolution du conflit* ⇒ Division de la société basque

Cette accusation adressée aux mouvements nationalistes, très rarement proposée comme telle, est inscrite dans l'implicite de nombreux traits discursifs sur la problématique basque. Cette argumentation, présentée comme une conséquence des actions terroristes de l'ETA, prend naissance dans des investigations du juge Baltazar Garzón qui diffusera la thèse que « Tout est l'ETA » (Ferrer, 2008). Les investigations policières obligeront la fermeture de plusieurs entreprises, associations et partis politiques. Ainsi, en Espagne, depuis 1998, la lutte contre le terrorisme de l'organisation ETA a conduit la justice à entreprendre des procédures pénales à l'encontre de nombreuses organisations partisans du projet nationaliste en vue de les interdire. Ces exclusions de l'espace public, concernant aussi bien des médias (*Egin, Egunkaria*) que des associations politiques et culturelles (*Ekin, Haika, Gestoras pro-amnistía, Segi, Udalbitza*), ont connu leur apogée avec l'interdiction du parti politique *Batasuna* en 2003. Les procédures judiciaires ont connu des destins différents. Certaines ont abouti à des condamnations (*Egin, Ekin, Haika, Segi, Gestoras pro-amnistía*), d'autres ont connu des acquittements (*Egunkaria, Udalbitza*) et certains procès n'ont pas encore été célébrés (*Batasuna*). Selon Ferrer (2008), si l'illumination judiciaire est née chez le juge Garzon, l'impulsion politique a été donnée par le Gouvernement de José Maria Aznar, rejoint plus tard par le PSOE. « Cette exhibition de force a pu compter sur trois instruments :

- La criminalisation collective, avec le développement de la thèse « tout est l'ETA » basée sur le paradoxe qui décrit ETA comme une bande de délinquants, une organisation qui n'existe que pour tuer et en même temps qui prétend que « ses entrailles et son cœur » est constitué d'un ample et complexe entourage politique, social, entrepreneurial, culturel et communicationnel.
- La construction juridique d'un Etat d'exception sans le déclarer, car dans les rapports judiciaires, l'exception devient la règle qui permet la persequation pénale indiscriminée.
- Une mise en scène médiatique pour endormir les consciences et l'opinion publique » (Ferrer, 2008, p. 104).

Ainsi, il semble que si l'existence de l'ETA autorise la démocratie espagnole à se défendre légalement et militairement contre le terrorisme séparatiste. Historiquement, les actions policières n'ont pas discerné strictement l'ETA des autres organisations et partis politiques. Cette stratégie est justifiée politiquement par le raisonnement suivant : « Qui partage les objectifs, partage les moyens ». Elle semble avoir été légitimée depuis 2001, par la lutte mondiale contre

le terrorisme qui a permis une mobilisation politico-militaire des langages et des moyens médiatiques sans précédent dans nombreux conflits dans le monde (Fiala, 2006, p. 128). La lutte contre le terrorisme permet par contagion une criminalisation des idées des opposants radicaux. En attaquant publiquement l'idéologie nationaliste même, ce discours visent la tête constituant le nœud du conflit. Peu importe que les liens avec l'ETA ne soient pas objectivement établis, l'essentiel est de criminaliser une manière de penser aux yeux de l'opinion publique et de la sphère politique. Il a été souligné précédemment que cette tactique ne concernait pas uniquement la gauche nationaliste, mais englobait parfois également le nationalisme institutionnel.

Cependant, il est nécessaire de relativiser ces propos et de préciser, ici, l'une des contradictions auxquelles est continuellement confrontée toute démocratie. En effet, la démocratie doit-elle garantir les libertés d'opinion et d'expression même si celles-ci sont revendiquées de manière violente ? Que doit faire la justice quand des liens idéologiques et organisationnels sont avérés entre un mouvement armé et des organisations non violentes ? Il est compréhensible qu'un Etat ait l'obligation et le devoir de combattre une organisation terroriste, mais l'interdiction, au nom de cette lutte légitime, d'un parti politique et d'organisations sociales qui représentent une sensibilité politique importante au Pays basque est discutable. Il y a une évidente similitude avec la situation d'Irlande du nord où le Gouvernement et la justice du Royaume-Uni n'ont jamais interdit le *Sinn Fein* car, ils avaient la conscience que ce parti était une représentation d'une partie de la société. De plus, la voie répressive semble avoir beaucoup plus d'effets à l'extérieur du Pays basque provoquant ainsi une orientation subjective des représentations du reste de la population espagnole sur le conflit basque. Cette stratégie prend le risque d'accentuer encore la rupture entre le discours « basquiste » et le discours « espagnoliste » et d'augmenter le contenu identitaire de ceux-ci.

3.7 Conclusion : le positionnement des discours idéologiques

En guise de conclusion de ce chapitre, chaque discours idéologique est situé par rapport aux huit idées forces précédemment décrites. Nous rappelons que cette analyse couvre un espace temporel s'étendant sur la première quinzaine du mois d'octobre 2003, avec l'ETA en activité. Dans le chapitre suivant, cette présentation fournira la base de l'analyse de contenu des articles d'information sur le processus de paix entre l'ETA et le Gouvernement qui s'est déroulé entre 2006 et 2007, lorsque l'ETA déclara un cessez-le-feu permanent de quatorze mois. Au même titre que l'initiative du *Plan Ibarretxe*, ce processus de paix a constitué une des pierres angulaires de la transformation du conflit basque. La comparaison entre ces deux périodes permettra d'affirmer ou réfuter l'importance du cadrage idéologique dans les pratiques journalistiques.

Le diagramme radar permet de procéder à ce positionnement. Le diagramme radar, également connu sous le nom de graphique en « toile d'araignée » ou en « étoile » est une méthode graphique permettant de représenter différentes plages ou valeurs, en fonction de plusieurs catégories (Chambers et al., 1983, pp. 158-162). Il convient donc parfaitement à cette recherche. Les catégories correspondant aux axes du graphique sont au nombre de huit, constituées par les huit topoï suivants :

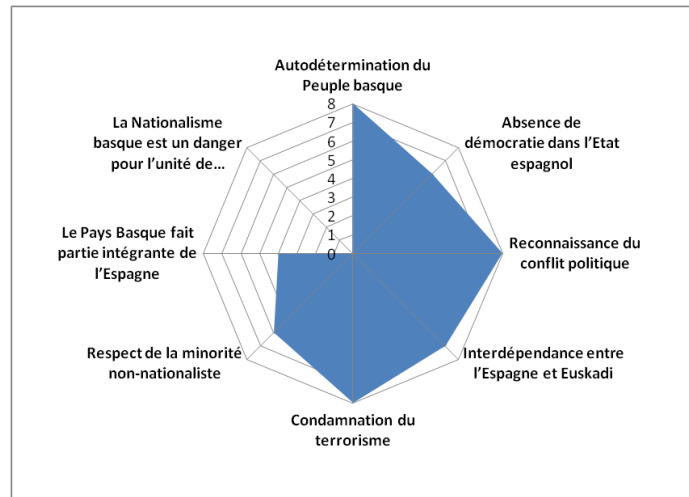
1. Autodétermination du Peuple basque
2. Absence de démocratie dans l'Etat espagnol
3. Reconnaissance du conflit politique
4. Interdépendance entre l'Espagne et Euskadi
5. Condamnation du terrorisme
6. Respect de la minorité non-nationaliste
7. Le Pays basque fait partie intégrante de l'Espagne
8. Le Nationalisme basque est un danger pour l'unité de l'Espagne

Une variable située sur une échelle de 1 à 10 a été attribuée à chaque discours en fonction des résultats de l'analyse de contenu. Un score de 10 signifie une forte approbation avec l'idée-force formulée. Un score de 0 signifie aucun accord avec l'idée-force formulée. Les scores ont été attribués en fonction de la fréquence d'apparition des unités d'enregistrement dans les catégories et sous-catégories constituantes des topoï. Comme la formulation des topoï, il est important de souligner que les graphiques en radar doivent être considérés comme des analyses partielles et simplificatrices, au contraire de l'analyse thématique des catégories présentées

précédemment. En revanche, ils permettent d'accéder aux cœurs idéologiques des différents discours.

Discours nationaliste institutionnel

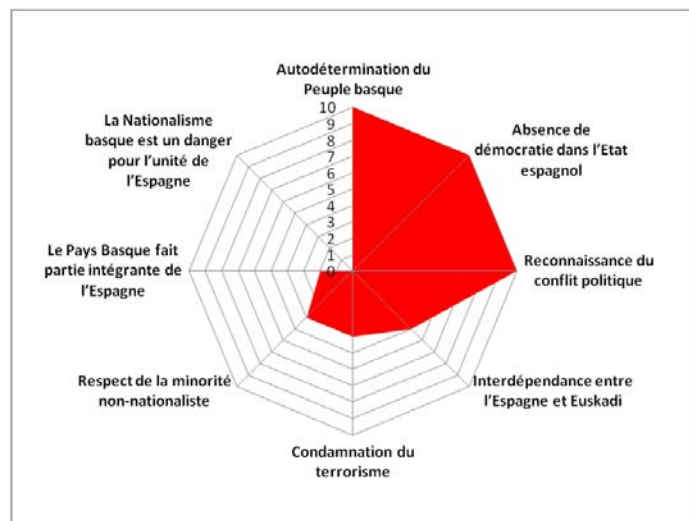
Le discours nationaliste-institutionnel, représenté par le journal *Deia*, se caractérise par une approche fortement « basquiste ». Les éléments discursifs les plus prononcés sont ceux légitimant l'autodétermination du Peuple basque et la reconnaissance du conflit politique.



Si ce discours met en exergue la nécessité d'une négociation politique pour trouver une sortie au conflit, il admet cependant l'interdépendance entre l'Espagne et l'Euskadi, acceptant de cette manière la validité du modèle de la Communauté autonome intégrée dans l'Espagne. Ce qui explique le soutien important apporté par ce discours au Plan Ibarretxe du Gouvernement basque. La condamnation sans faille du terrorisme de l'ETA de ce discours est également à mettre en évidence.

Discours nationaliste radical

Le discours nationaliste-radical, représenté par le journal *Gara*, se structure également autour des éléments du discours « basquiste ». Il se distingue principalement du discours nationaliste-institutionnel dans deux idées-force.

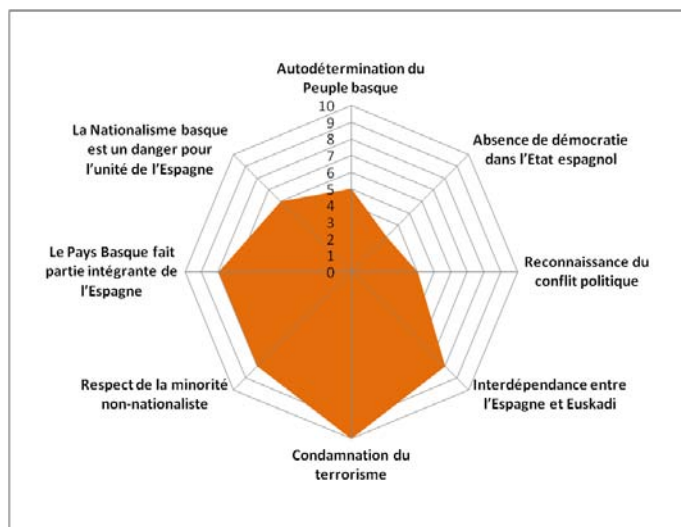


Premièrement, le rejet du modèle autonomiste est clairement mis en évidence par un soutien très faible au topoi interdépendance entre l'Espagne et Euskadi. Deuxièmement, ce discours omet pratiquement la condamnation du terrorisme de ses pratiques discursives, faisant de ce trait discursif un élément tabou de ce discours.

Discours intégrateur

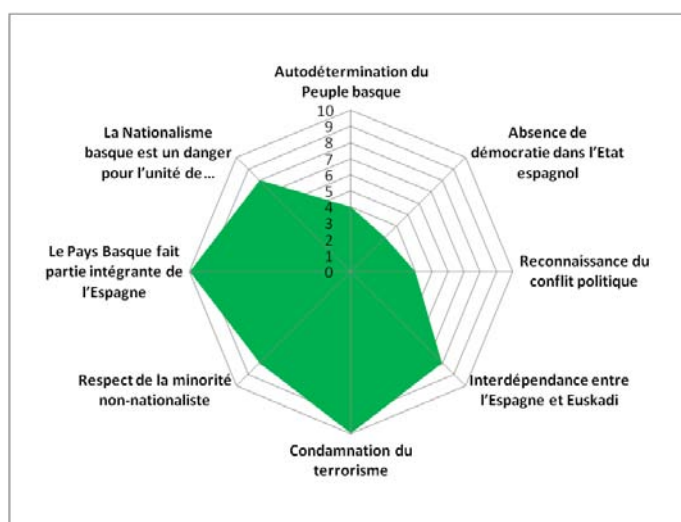
Si il y avait un discours se situant à l'interstice de l'espace « basquiste » et de l'espace « espagnoliste », le discours intégrateur, représenté par le journal *El Correo*, pourrait être celui-ci. En effet, s'inclinant tout de même pour le côté « espagnoliste » de la communication politique sur la problématique basque, ce discours est appelé intégrateur, car il inclut des topoï à tendance « basquiste » et à tendance « espagnoliste ».

D'une part, certains traits discursifs du discours nationaliste-institutionnel et du discours nationaliste-radical apparaissent comme l'autodétermination du Peuple basque ou la reconnaissance de la nécessité d'une négociation politique pour résoudre le conflit basque. D'autre part, ce discours réaffirme dans ces colonnes éditoriales et d'opinion l'appartenance indiscutable du Pays basque à l'Espagne.



Discours unioniste-modéré

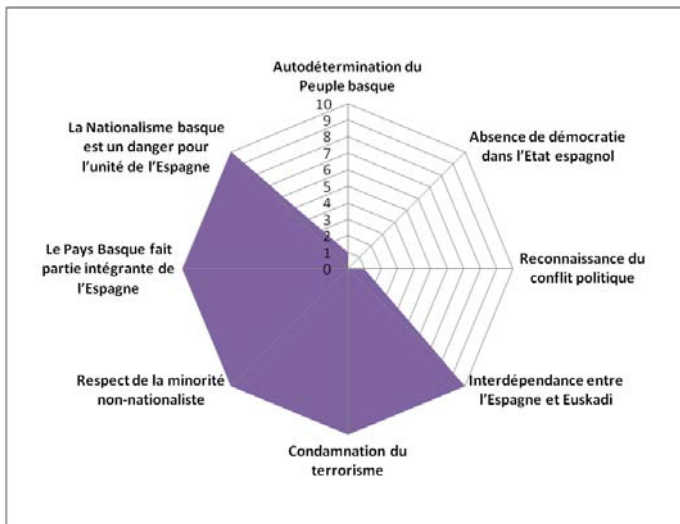
Le discours unioniste-modéré, représenté par le journal *El Pais*, est un des deux discours émis depuis la capitale de l'Espagne. Se situant pleinement dans la partie « espagnoliste » de l'espace de la communication politique sur la problématique basque, ce discours



défend une solution au conflit basque dans le cadre des institutions démocratiques et en respectant l'histoire de la nation espagnole, notamment l'esprit d'ouverture et de dialogue existant dans la période de la transition démocratique.

Ce discours est défini comme unioniste, car il obtient un score élevé dans les topoï « espagnolistes ». La caractéristique modéré est motivée par le score obtenu dans les topoï « basquistes », démontrant ainsi une certaine ouverture sur un dialogue sur les revendications du nationalisme basque.

Discours unioniste-radical



Le discours unioniste-radical, représenté par les journaux *ABC* et *El Mundo*, obtient la note maximale dans l'ensemble des topoï « espagnolistes » et la note minimale dans tous les topoï « basquistes ». Le résultat est un radar parfaitement en déséquilibre.

Ces éléments discursifs indiquent une revendication d'un nationalisme espagnol dans le cadre du conflit basque et une intransigeance majeure face aux critiques et prétentions du nationalisme basque. Le plan souverainiste du Gouvernement basque a réveillé un sentiment de rejet auprès du nationalisme basque. Aucune perspective d'ouverture au dialogue n'est perceptible dans ce discours. Il est l'opposé parfait au discours nationaliste-radical.

CHAPITRE IV :

LE TEMPS DE LA PAIX (2006-2007).

L'INFLUENCE DU JOURNALISME

Faisant suite à l'analyse de contenu des articles d'opinion publiés durant le mois d'octobre 2003 dans le cadre du débat sur la proposition de nouveau statut politique pour le Pays basque du *Lehendakari* Juan José Ibarretxe, le dernier chapitre de cette thèse s'intéresse aux pratiques journalistiques et à leurs influences dans le processus de transformation et de construction de la paix initié au début des années 2000. L'attention est particulièrement portée sur la tentative de résolution du conflit basque menée par le gouvernement espagnol et l'ETA entre 2005 et 2007. L'objet de cette partie est d'étendre au journalisme la compréhension de l'impact du socle idéologique des médias décrit dans la partie précédente. Le but est de poursuivre la réflexion sur les logiques d'action de la presse écrite dans le traitement médiatique des processus de paix, afin de comprendre les mécanismes pouvant favoriser l'apaisement ou inversement aggraver les tensions entre les antagonistes. La prise en considération de ce moment historique a pour but d'identifier les éléments discursifs idéologiques dans les pratiques journalistiques et d'en décrire son fonctionnement.

Comme souligné, la période historique analysée dans cette partie constitue un moment-clé du processus de transformation du conflit. En effet, l'annonce du Gouvernement espagnol de l'ouverture d'un dialogue avec l'ETA en 2006 avait fait souffler un vent d'espoir en Espagne et au Pays basque et a instauré durant quelques mois un climat de débat politique sur la résolution du conflit basque.

Le chapitre est constitué de trois parties. La première s'efforce de rappeler le contexte du processus de paix qui a eu lieu entre 2006 et 2007 ainsi que de présenter la position des partis politiques durant le processus. La deuxième partie est consacrée à l'analyse de contenu des articles de presse des six quotidiens sélectionnés dans la recherche à partir des huit idées-force élaborées à partir d'articles d'opinion dans le chapitre précédent. Le transfert des résultats de l'analyse des articles d'opinion aux articles d'information a pour objectif de déceler et discuter la présence d'éléments idéologiques dans les pratiques journalistiques. Six moments historiques du processus configurant des périodes positives et négatives pour la paix sont passés au crible de la grille d'analyse. Cette analyse diachronique permettra d'évaluer les éléments idéologiques existant dans les articles des différents quotidiens en fonction de la progression du processus de

paix. Enfin, la troisième partie propose une réflexion sur l'influence du journalisme dans la construction de la paix à partir des analyses précédentes et d'entretiens avec des journalistes et des personnalités politiques. Les explications sur la conjoncture et les circonstances du processus de paix, l'engagement et les contraintes des journalistes contribueront à préciser les raisons des difficultés d'implémentation du modèle du *peace journalism* dans la résolution du conflit basque.

4.1 Le contexte : le processus de paix de 2006-2007

Le processus de paix de 2006-2007 a été préparé entre mai et novembre 2005 lors de plusieurs réunions à Genève et Oslo par le président du PSE-EE, Jesús Eguiguren et le leader historique de l'ETA, Josu Urrutikoetxea (Josu Ternera), sous les auspices du Centre pour le Dialogue Humanitaire « Henry-Dunant » basé à Genève et d'un groupe de parlementaire scandinaves. Ces réunions aboutirent à l'accord connu sous le nom de « *Punto Cero* » (Batista, 2011, p. 64). « *Punto Cero* », sorte de « feuille de route » de la résolution du conflit, constitue l'avancée la plus ambitieuse dans la recherche de la paix dans le conflit basque. Le premier point de l'accord garantissait le respect « des décisions que les citoyens basques prendront dans le futur » pour autant que ces décisions soient prises en l'absence de violence et en respectant les procédures légales. Le Gouvernement espagnol reconnaissait ainsi l'existence de la nation basque, comme réalité linguistique, historique, culturelle et sociopolitique. Le Président du Gouvernement s'engageait à réaliser une déclaration publique semblable à celle lue par le *Prime minister* John Major le 15 décembre 1993 à Downing Street, qui facilita la trêve définitive de l'IRA. Le premier point situait le dialogue dans le cadre de deux espaces différents, un espace « politique » entre les formations politiques et un espace « technique » sur le désarmement et les prisonniers entre l'ETA et le Gouvernement. Le reste de la feuille de route précisait les détails du processus tels que l'annonce de la trêve par l'ETA, la limitation de la pression policière sur l'ETA et la Gauche *abertzale*, la participation politique de la Gauche *abertzale* et le mode de règlement des imprévus qui surgiront durant le processus (Murua Uria, 2010, pp. 25-26).

Depuis un certain temps, il était possible d'observer une sensibilisation de l'opinion publique (spécialement à travers des médias) par l'ensemble des acteurs politiques, à l'exception du PP, sur la mise en place d'un processus de dialogue.²⁹³ Durant cette période, des rumeurs sur

²⁹³ Le centre Henry-Dunant pour le dialogue humanitaire a été mentionné au lendemain de la trêve de l'ETA, sans souligner son implication dans le processus basque, dans un article de *El País* du 16 avril 2006 intitulé

l'annonce de la trêve de l'ETA était « dans l'air » dans les médias espagnols. En septembre 2005, le journal *El Mundo* s'est même risqué à indiquer une date pour celle-ci. La source semble avoir été le porte-parole du Parti Populaire, Eduardo Zaplana (Eguiguren, Aizpeolea, 2011, p. 110). A cette même période, le représentant de Batasuna, Pernando Barrena, évoqua également dans les médias la probabilité d'une trêve de l'ETA. Jusqu'à l'annonce de cessez-le-feu, le président Rodriguez Zapatero, pour sa part, multipliait les messages favorables à la fin de la violence au Pays basque et au besoin d'unité entre tous les partis démocratiques pour affronter cette étape. Malheureusement, les représentants du Parti Populaire affirmaient partout où ils le pouvaient leur méfiance envers la position du Gouvernement. Finalement, l'ETA annonça une trêve permanente le 22 mars 2006. Il est connu aujourd'hui que les conversations entre les agents du conflit ont eu lieu secrètement dans le cadre de deux rounds de négociations durant l'automne 2006 dans le sanctuaire de Loyola au Pays basque et en mai 2007 à Genève (Murua Uria, 2010, Eguiguren, Aizpeolea, 2011). Durant ces réunions, deux modèles pour le Pays basque s'affrontaient : d'un côté, la gauche indépendantiste exigeait la constitution d'une nouvelle Communauté autonome composée du Pays basque actuel (Euskadi) et de la Navarre avec une consultation préalable de la population ; de l'autre côté, le gouvernement socialiste ne proposait qu'une réforme institutionnelle dans les Communautés autonomes du Pays basque et de Navarre, avec la possibilité de constituer un organe commun entre les deux régions, mais en aucun cas la création d'une nouvelle Communauté autonome. Le refus systématique du gouvernement d'entrer en matière sur les propositions du mouvement séparatiste et l'intransigeance de celui-ci provoqua la décision de l'ETA de mettre un terme au cessez-le-feu le 6 juin 2007.

4.1.1 Sélection des événements

Durant les quatorze mois de trêve de l'ETA, de nombreux événements ont eu lieu durant le processus de dialogue entre le Gouvernement espagnol et les Indépendantistes basques. N'ayant pas été tous connus du public et donc médiatisés, six moments historiques liés à des événements-clé publics du processus de paix permettront de contextualiser l'analyse de cette partie sur l'influence du journalisme dans la construction de la paix. Les événements sélectionnés représentent un équilibre entre des événements favorables à la paix et, d'autres, au contraire, susceptibles de constituer un obstacle à la résolution du conflit. Ces événements ont

« Mediadores de la paz ». A n'en pas douter, l'auteur de l'article, le journaliste John Carlin, disposait d'informations sur l'implication du centre dans le processus basque.

été sélectionnés à partir de trois critères : 1. Les événements sont considérés comme des moments décisifs du processus de paix (Jáuregui, Menéndez, 2010, Murua Uria, 2010, Eguiguren, Aizpeolea, 2011). 2. Lors de leur apparition, le récit journalistique s'est emparé des ces événements avec une triple projection du temps, entre le passé, le présent et le futur (Flageul, 2002, Rebelo 2006). Les médias ont, dès lors, publié d'une manière importante des informations sur le déroulement et la nature de ces événements. En fonction du média, l'actualité a été mise en perspective d'une manière différente, ayant comme conséquence une orientation de l'événement (Mouillaud, Tétu, 1989). Les négociations secrètes, qui ont été rendues publiques une fois le processus finalisé, ont donc été exclues de la sélection ; 3. Ces événements ont produit une modification d'un Etat du monde et une rupture inattendue de l'ordre des choses, provoquant une déstabilisation d'un état stable pour les individus concernés (Charaudeau, 2005, Rebelo, 2006 ; Mercier, 2006).

Les événements sélectionnés permettent de suivre le déclin du processus, depuis l'annonce jusqu'à la rupture de la trêve, six mois après l'attentat de Madrid. Les six événements-clés sont les suivants :

1. Annonce du cessez-le-feu permanent de l'ETA (23/03/2006)
2. Débat parlementaire autour de la volonté du Président du Gouvernement José-Luis Zapatero d'initier un processus de dialogue avec l'ETA et réunion publique entre PSE-EE et Batasuna (29/06-06/07/2006)
3. L'ETA dérobe 350 pistolets dans le sud de la France à la veille de la votation du Parlement européen en faveur du processus de paix (24/10/2006)
4. Attentat mortel de l'ETA à l'aéroport de Barajas à Madrid (30/12/2006)
5. Présentation publique de la proposition d'accord de Batasuna (Anaitasuna) et grève de la faim de Iñaki de Juana Chaos (07/02/2007)
6. Interview de l'ETA dans le journal *Gara* (07/04/2007)

4.1.2 Le positionnement des partis

Depuis l'arrivée au gouvernement espagnol du PSOE en 2004, l'ensemble des partis politiques influents au Pays basque, à l'exception du PP, se sont préparés au processus de paix. La résolution « politique » du conflit basque, mettant un terme à des décennies de violence, était ainsi assumée, voir revendiquée par un nombre croissant de forces politiques au Pays basque. Afin d'avoir une compréhension de ces relations de force à ce moment et compte-tenu des

accointances entre les titres de presse et les partis politiques en Espagne, les positionnements des partis principaux du spectre politique espagnol et basque vont être analysés.²⁹⁴

Parti Populaire (PP)

Fidèle à une stratégie basée sur une opposition de principe aux propositions du Gouvernement socialiste depuis le début de la législature 2004-2008, le PP a d'une manière continue rejeté le processus. Cette stratégie d'opposition dure visait à délégitimer le PSOE afin de récupérer la présidence espagnole à moyen-terme.²⁹⁵ Force est de constater l'unité interne du PP durant tout le processus, unité qui ruina les efforts du Président Zapatero pour aboutir à un accord avec le PP sur le processus de paix. L'axe stratégique a été la diabolisation du Gouvernement en dénonçant ses relations avec Batasuna et l'ETA afin de bloquer systématiquement tous les propositions politiques du Gouvernement. Ce parti a ainsi adopté une tactique de sabotage, transmettant à l'opinion publique espagnole une image négative du Gouvernement, utilisant pour cela différents moyens tels que des débats dans les institutions, des déclarations à la presse, l'usage d'associations de victimes du terrorisme²⁹⁶, les manifestations populaires et la pression sur la justice.

Cette stratégie, basée sur la peur du prix politique à payer en dialoguant avec le groupe armé, a permis au PP d'obtenir des succès importants tels que : le conditionnement de l'annonce du dialogue avec ETA; une impossibilité d'accord sur le fonctionnement d'une négociation entre les partis politiques avant la dissolution d'ETA; maintien de la « Loi sur les partis politiques », obligeant la Gauche *abertzale* à se présenter aux élections sous une formule différente de Batasuna; empêcher la disposition des conditions nécessaires pour le dialogue, comme par exemple le rapprochement des prisonniers, la normalisation des activités politiques de la gauche nationaliste basque ou l'annulation des procès politiques tels que la procédure dénommée *18/98* ou contre le journal en langue basque *Egunkaria*, les deux basés sur la thèse de ce que toutes les organisations de la gauche nationaliste basque font partie de l'ETA.

²⁹⁴ Les sources utilisées pour la rédaction de cette partie proviennent en majorité d'informations obtenues durant des entretiens avec des représentants des partis politiques basques durant le mois de juin 2007.

²⁹⁵ Le PP parvint à ses fins en 2011 essentiellement à cause de la gestion de la crise économique du Gouvernement socialiste.

²⁹⁶ Sur l'influence du PP sur les associations de victimes du terrorisme, voir Eguiguren, Aizpeolea (2011), pp. 59-61.

Parti socialiste (PSOE - PSE-EE)

Le Parti socialiste a été l'un des promoteurs du processus de paix, depuis les contacts informels avec les Indépendantistes basques initiés en 2000 jusqu'à la rupture du processus en 2007. Ainsi, dès son arrivée au pouvoir à Madrid en 2004, dans un contexte d'absence d'attentats mortels de l'ETA depuis une année, le Gouvernement socialiste a été capable de créer un atmosphère favorable à la construction de la paix et à la recherche de convergences entre les partis. Le Parti socialiste basque (PSE-EE) s'est également doté d'une direction « basquiste » en 2002 avec à sa tête Patxi López et Jesús Eguiguren. Il a également été aidé dans sa tâche par les deux propositions suivantes des partis nationalistes :

- ▶▶ La proposition de « libre association » avec l'Espagne du Lehendakari Ibarretxe (10/2003)
- ▶▶ L'offre de Batasuna d'un accord entre tous les partis, soutenus par la majorité populaire (accord présenté formellement dans la « Déclaration de Anoeta ») (10/2004)

La réunion entre le PSE-EE et Batasuna de juillet 2006 durant laquelle le Parti socialiste présenta les éléments de la « feuille de route » du PSE-EE²⁹⁷ pour la négociation politique a été déterminante pour la suite du processus. Il semble que la question de la territorialité commençait à poser problème auprès de certains cadres socialistes. Le PSOE-PSE-EE a poursuivi par la suite son engagement dans le processus lors des réunions tripartites de Loyola (avec Batasuna et le PNV) et par l'intermédiaire du principal négociateur espagnol, le président du PSE-EE, Jesús Eguiguren.

Le caractère national du PSOE a certainement joué contre le développement des négociations formelles entre le Gouvernement et l'ETA d'une part, et Batasuna, PNV et PSE-EE d'autre part. L'existence de divergences internes à l'intérieur du PSOE aussi bien sur le processus que sur le contenu d'un accord éventuel est à mettre en exergue. Elles expliquent le manque de leadership du Président Zapatero dans son propre parti malgré les changements opérés dans son Gouvernement avant et durant le processus. Il est possible également de mettre en évidence la fracture entre les sections socialistes de Navarre et d'Euskadi, où de grandes différences de fond étaient observables sur la manière de résoudre le conflit. En conséquence, il est pertinent de considérer deux postures dans ce parti : une « basquiste », compréhensive envers les demandes nationalistes basques, et une « espagnoliste », protectionniste envers les acquis de l'organisation politique de l'Espagne.

²⁹⁷ *El País*, 17 juillet 2006.

En résumé, le manque de cohérence à l'intérieur du PSOE et de ses sections régionales peut être considéré comme un des nombreux facteurs de l'échec des négociations. Cette division n'a pas permis au Président Zapatero d'utiliser son influence pour atteindre une solution durable et viable pour tous au Pays basque. Suite au retour aux armes de l'ETA, le secteur « espagnoliste » du PSOE-EE opposé au dialogue avec l'ETA, a gagné passablement de poids à l'intérieur du Parti socialiste.

Parti Nationaliste Basque (PNV)

Depuis le début des années 2000, le PNV a anticipé le processus de dialogue de 2006-2007 par plusieurs initiatives. En 2003, le gouvernement basque, conduit par le PNV, avait pris l'initiative d'un futur processus de dialogue avec la proposition du « libre association » avec l'Espagne (*Plan Ibarretxe*). Cette proposition qui connut un échec en 2005 aux *Cortes* eut le mérite d'ouvrir le débat, dans l'espace public espagnol et basque, sur une solution négociée à la question basque. Le rejet du Congrès des députés de la proposition et les divisions internes du PNV firent, à l'évidence, perdre à ce parti le leadership des processus futurs en faveur du PSE-EE et de Batasuna.

Cependant, l'anticipation de ses dirigeants a permis à ce parti d'occuper une place de choix dans les négociations formelles. La préparation commença en mai 2005 quand l'assemblée nationale du parti approuva une résolution qui marqua les critères pour la mise en marche du processus de paix en Euskadi. Cette résolution souligna le point suivant : « La pacification va demander l'abandon de la violence, reconnaître les dommages causés aux victimes et négocier la situation des prisonniers et exilés. L'ETA ne doit pas freiner le processus de pacification et la société basque lui demande des preuves évidente de son retrait de la scène politique basque » (Eguiguren, Aizpeolea, 2011, p. 57). Fort de cette résolution et de sa position de premier parti basque, le PNV a pris part à la négociation triangulaire avec le PSE-EE et Batasuna en automne 2006 à Loyola. Durant ces négociations, ni le PSE-EE, ni le PNV n'acceptèrent les propositions de Batasuna sur une autonomie à quatre provinces à moyen terme. Le rejet de ces propositions par le PNV est explicable pour les raisons suivantes : La présence dans les négociations du secteur autonomiste du PNV (notamment le président du Parti, Josu Jon Imaz) défendant un alignement sur la position du PSOE. ; Le manque du leadership du PNV dans le processus de paix ; Une vision électoraliste du PNV, démontrant une peur de perdre de son influence politique et économique, notamment si l'on prend en compte le faible poids politique de ce parti dans la Communauté

Foral de Navarre ; La rivalité historique avec Batasuna pour le leadership du nationalisme basque.²⁹⁸

Gauche *abertzale*

Depuis l'année 2002, la Gauche *abertzale*, organisée au sein du mouvement Batasuna, a impulsé et fait la promotion d'un contexte favorable à la paix et au dialogue politique entre toutes les forces politiques du Pays basque. A ce titre, elle peut être également considérée comme l'un des promoteurs principaux du processus. La première structure qui accueillit cette proposition de dialogue fut le *Foro de Debate Nacional (Nazio Eztabaidagunea)*, qui dans le cadre de l'*Acuerdo democrático de base*, réussit, dès 2003, à réunir tous les fractions de la Gauche *abertzale* de même que *Eusko Eusko Alkartasuna (EA)* et *Aralar*.²⁹⁹ La persistance de la violence de l'ETA ne permit pas l'adhésion du PNV et du PSE-EE à cette initiative.

A la fin 2004, une proposition de méthode pour la résolution du conflit basque, fruit des rencontres entre les dirigeants du PSE-EE et de Batasuna, fut mise en scène dans la « Déclaration d'Anoeta » dans laquelle le dirigeant de Batasuna, Arnaldo Otegi, proposa la création de deux tables séparées de dialogue : l'une « technique » entre le Gouvernement et l'ETA pour aborder la question des prisonniers et de l'abandon des armes, et la deuxième « politique », composée par l'ensemble des partis politiques visant à définir les bases d'une solution politique au conflit. Cette méthodologie de résolution qui séparait d'une part la paix et la politique, et d'autre part, éloignait l'ETA de la négociation politique, fut publiquement acceptée par le PSOE, donnant lieu en mai 2005 à la proposition de paix présentée par le Président Rodríguez Zapatero au Congrès des Députés. Durant toute la durée du processus, la Gauche *abertzale* a œuvré pour la promotion de la paix et l'indépendance du Pays basque. Le manque de prise de distance avec les actions de l'ETA et l'intransigeance du mouvement sur les questions touchant à la territorialité et au droit à décider (l'autodétermination) provoquèrent un rejet des autres parties du dialogue.

Néanmoins, l'ensemble la Gauche *abertzale* ne justifiait pas la violence. Comme expliqué dans le premier chapitre, Aralar, une faction critique au sein de Batasuna, exprimant son opposition à la lutte armée suite à l'échec du processus de Lizarra-Garazi, décida en 2000 de se constituer en parti indépendant. Depuis sa création, ses membres étaient considérés par Batasuna comme des

²⁹⁸ A ce titre, le PNV a été exclu des négociations de mai 2007, Batasuna l'accusant d'être un obstacle au processus.

²⁹⁹ Ces mouvements constituent aujourd'hui les plateformes électorales Bildu, Amaiur et EH Bildu.

« traîtres ». Ce parti subissait régulièrement des attaques contre ses locaux et représentants.³⁰⁰ Avant et pendant le processus, malgré une représentation minoritaire³⁰¹, la presse donna une place importante à cette formation (notamment *El País*), afin de montrer un exemple d'indépendantisme basque non-violent.

4.2 Idéologie et journalisme

4.2.1 Rappel de la méthodologie

Dans le cadre du troisième chapitre, nous avons procédé à la description de l'articulation de l'espace de la communication politique sur la problématique basque à partir de l'analyse de textes d'opinion provenant des six quotidiens basques et espagnols suivants : *Gara*, *Deia*, *El Correo*, *El País*, *El Mundo*, *ABC*. L'analyse a permis de conclure à l'existence de cinq types de discours répartis dans deux espaces de la communication politique sur la problématique basque, l'espace « basquiste » et l'espace « espagnoliste ».

Espace « basquiste »

1. Discours nationaliste institutionnel (*Deia*)
2. Discours nationaliste radical (*Gara*)

Espace « espagnoliste »

3. Discours intégrateur (*El Correo*)
 4. Discours unioniste-moderé (*El País*)
 5. Discours unioniste-radical (*ABC*, *El Mundo*)
-

Le positionnement des discours idéologiques à partir des huit idées-force régulant l'articulation de la communication politique sur la problématique basque obtenu par l'analyse d'articles d'opinion constitue le point de départ de l'analyse de contenu des articles d'information sur le processus de paix qui s'est déroulé entre 2006 et 2007. De cette manière, les huit idées-force articulant les différents discours idéologiques des titres de presse composent les catégories d'analyse. Réunies, elles forment la grille d'analyse de l'analyse de contenu de ce chapitre.

³⁰⁰ Ce temps semble révolu puisque depuis 2011, Aralar a rejoint les coalitions électorales indépendantistes.

³⁰¹ En 2005, Aralar disposait d'une seule députée au Parlement basque, équivalent à 2.33% des voix en Euskadi. En Navarre, Aralar était le leader de la coalition nationaliste Nafarroa Bai (oui à la Navarre) qui avait obtenu 23.62% en 2007 au parlement de Navarre.

1. Autodétermination du Peuple basque

2. Absence de démocratie dans l'Etat espagnol

3. Résolution du conflit politique

4. Interdépendance entre l'Espagne et Euskadi

5. Condamnation du terrorisme

6. Respect de la minorité non-nationaliste

7. Le Pays basque fait partie intégrante de l'Espagne

8. La Nationalisme basque est un danger pour l'unité de l'Espagne

Afin de déceler et discuter la présence d'éléments idéologiques dans les pratiques journalistiques, la méthodologie suivante a été utilisée. Les 1280 articles³⁰² ont été classés dans une des huit idées-force en fonction du thème et de la tendance idéologique de l'article. Comme dans le chapitre précédent, il s'agit de procéder par une analyse par catégorie en mettant en exergue les thématiques présentes dans les articles d'information. La procédure consiste à classer les éléments de significations des textes dans les catégories, issues des idées-force. De la même manière que nous avons procédé dans le chapitre 3, afin d'organiser et quantifier toutes les informations, nous avons réalisé à un découpage des textes contenus dans les documents en unité d'enregistrement à un niveau sémantique. Dès lors, pour l'analyse des articles d'information, nous avons adapté la méthode utilisée précédemment pour les articles d'opinion. Ainsi, comme souligné dans la partie méthodologie de l'introduction générale, l'analyse des articles d'information se focalise uniquement sur des parties précises des textes soit les titres, les chapeaux, les exergues et les intertitres. Ceux-ci sont considérés dans ce chapitre en tant qu'unité d'enregistrement. Ces unités sont par la suite répertoriées et quantifiées selon les catégories (idées-force) par rapport à la règle de la fréquence. Pour cela, le postulat que l'importance d'une unité d'enregistrement croît avec sa fréquence d'apparition est avancé. Tout en supposant que chaque thème a la même valeur, c'est donc la régularité quantitative d'apparition qui est considérée comme significative. Pratiquement, chaque unité d'enregistrement sera classée dans une catégorie en fonction du thème transcendant de l'unité. Celui-ci est déterminé d'une manière qualitative par un mécanisme de comparaison avec les autres catégories et sous-catégories. En cas d'indécisions entre deux catégories, nous procéderons par élimination afin de garantir le classement thématique le plus approprié.

³⁰² Voir introduction générale.

Comme l'analyse du chapitre précédent, l'analyse se décline en deux parties. Une première présente un aperçu général quantitatif des résultats par journal, une deuxième, les résultats d'une manière qualitative en traitant les événements-clés du processus d'une manière séparée.

4.2.2 Influence des idées forces sur les pratiques journalistiques

4.2.2.1 Orientations générales

La première présentation des résultats a pour objectif de fournir un aperçu de l'influence des idées-force sur les pratiques journalistiques en indiquant le pourcentage d'articles répartis dans les huit catégories. En plus de celles-ci, une catégorie « articles d'information » a été créée afin de classer les articles ne pouvant pas être répartis dans les idées-force. Ce pourcentage d'articles d'information oscille entre 6 et 15% en fonction des titres de presse. Ils ne seront pas traités dans l'analyse, hormis l'indication de la proportion pour chaque média lors de ce premier aperçu des résultats.

Pour rappel, l'analyse de contenu développée dans cette recherche vise l'objectif de déterminer les schémas de croyance présents dans l'espace de la communication politique sur la problématique basque en Espagne par le biais du fonctionnement des discours idéologiques présents dans les documents. Il s'agit donc essentiellement d'une démarche comparative entre les différents discours médiatiques afin de parvenir à une analyse de la transformation de l'espace de la communication politique sur la problématique basque en Espagne.

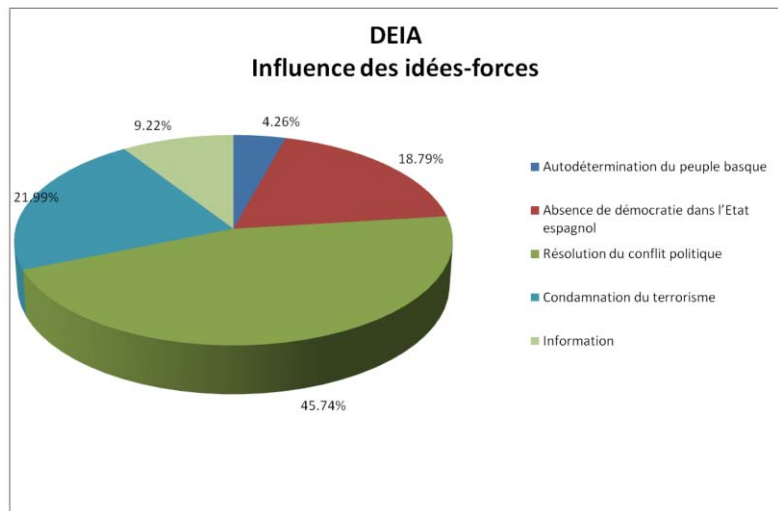
Le nombre d'articles par quotidien est un indicateur de l'importance de l'actualité par rapport aux titres de presse. A ce sujet, une différence importante en terme de nombre d'articles du corpus est à observer entre la presse éditée au Pays basque et celle éditée à Madrid. La proximité géographique avec le Pays basque explique que les titres basques soient davantage prolifiques (entre 245 et 282 articles) que les titres édités à Madrid (entre 131 et 180 articles).

Discours nationaliste-institutionnel

Titre : DEIA

Nombre d'articles : 282

Les articles du quotidien déclinant un discours nationaliste-institutionnel sont répartis dans cinq des huit idées-force. Les articles traitant de la reconnaissance et la résolution du conflit politique sont les plus nombreux (45.74%).



Un nombre similaire d'articles traite de la question de l'absence de démocratie dans l'Etat espagnol (18.79%) et de la condamnation de l'ETA (21.99%). Finalement, seul un nombre réduit d'articles traite de l'autodétermination du peuple basque (4.26%). Ces proportions ne sont néanmoins pas les mêmes selon les périodes. Ainsi si l'idée-force « résolution du conflit politique » regroupe la majorité des articles jusqu'au 24 octobre 2006, avec l'approbation du processus par le Parlement européen, cette idée-force devient minoritaire à partir de l'attentat de l'ETA à l'aéroport de Madrid du 30 décembre 2006. Jusqu'à la fin du processus, les deux idées-forces qui se placent en tête sont la condamnation de l'ETA à cause de l'attentat de Madrid et l'absence de démocratie en Espagne, en raison de la grève de la faim d'un détenu basque.

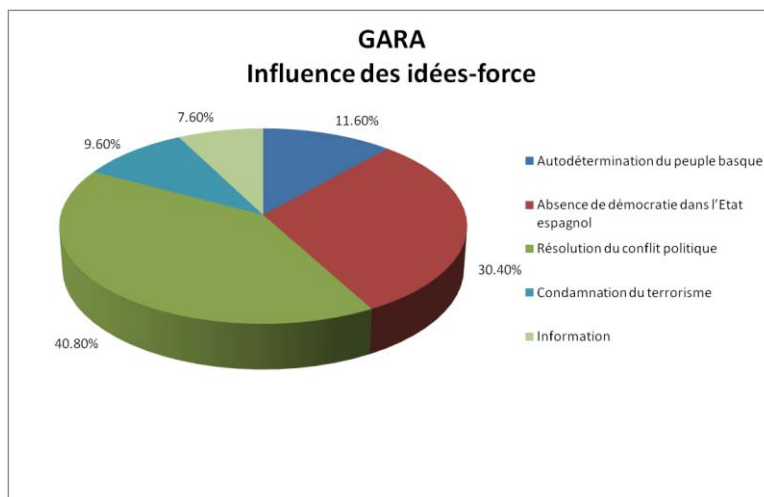
Discours nationaliste-radical

Titre: GARA

Nombre d'articles : 250

Les articles du journal présentant un discours nationaliste-radical sont répartis de la même façon que le titre *Deia*. Même si la catégorie comportant le nombre plus important d'articles reste la résolution du conflit politique (40.8%), le radicalisme de ce discours est visible dans le nombre important d'articles déclinant la thématique « absence de démocratie dans l'Etat espagnol » (30.4%). Il est également d'intérêt d'observer un nombre d'articles relativement significatifs marqués par la condamnation du terrorisme (9.6%) dans un journal qui est habituellement ambigu sur ce thème.

Une autre idée-force présente est sans surprise celle de l'autodétermination du peuple basque (11.6%). Ce journal démontre par ailleurs un régularité dans le temps par rapport à la répartition des articles par idées-force.



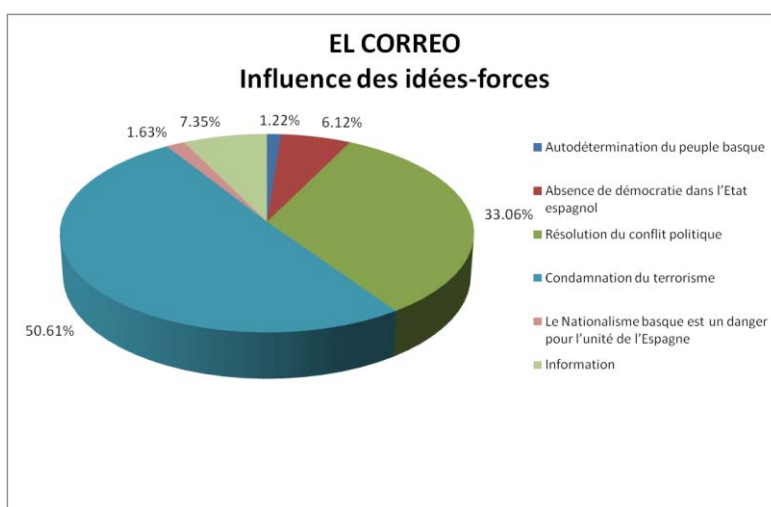
Discours intégrateur

Titre: EL CORREO

Nombre d'articles : 245

La répartition des articles par idée-force de *El Correo* se structure essentiellement autour de deux thématiques, représentant plus de 80% de tous les articles : la condamnation du terrorisme (50.61%) d'une part, et la résolution du conflit politique (33.06%), d'autre part.

Fidèle au discours intégrateur de ce titre, les autres articles sont répartis entre l'absence de démocratie dans l'Etat espagnol (6.12%), la nationalisme basque est un danger pour l'unité de l'Espagne (1.63%) et l'autodétermination du peuple basque (1.22%).



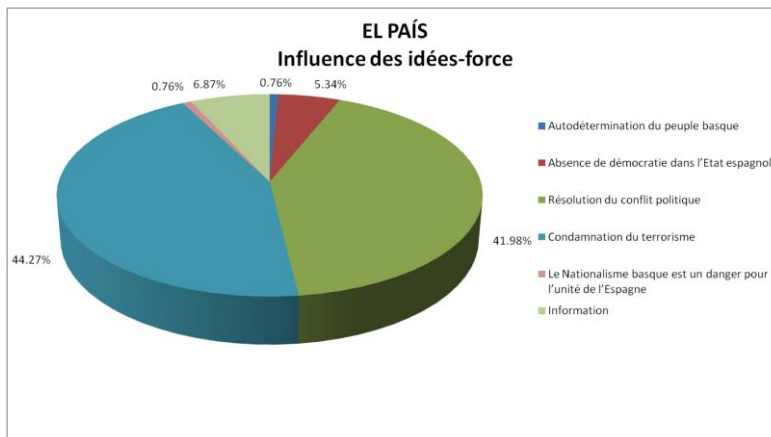
Jusqu'au 30 décembre 2006, *El Correo* montre un intérêt important pour l'actualité liée à la résolution du conflit politique. L'attentat de l'ETA à Madrid marque un tournant. En effet, à partir de ce moment et jusqu'à la fin du processus, l'information sur l'ETA devient proportionnellement la plus importante.

Discours unioniste-moderé

Titre: EL PAÍS

Nombre d'articles : 131

Le discours unioniste-moderé présente un classement des articles similaires au discours intégrateur en répartissant la majorité des articles entre les idées forces condamnation du terrorisme (44.27%) et résolution du conflit politique (41.98%).



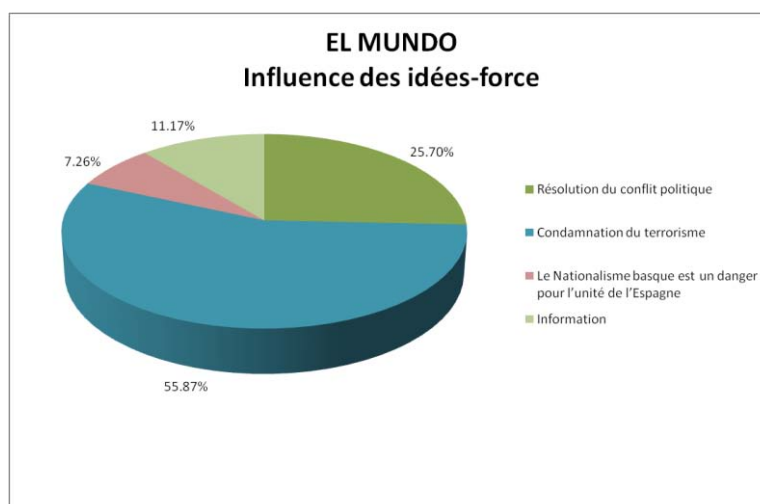
Le reste des articles sont classés dans les idées-force absence de démocratie dans l'Etat espagnol (5.34%), le nationalisme basque est un danger pour l'unité de l'Espagne (0.76%) et l'autodétermination du peuple basque (0.76%). Tout comme le journal *El Correo*, *El País* marque un tournant entre les deux idées-force majoritaires de ce titre. Ce tournant intervient, toutefois, bien plus tôt *El Correo*. En effet, en juillet 2006, l'actualité sur l'ETA devient déjà la plus importante et cela jusqu'à la fin du processus.

Discours unioniste-radical

Titre: EL MUNDO

Nombre d'articles : 179

El Mundo, le premier titre déclinant un discours unioniste-radical a la particularité de présenter des articles dans uniquement trois idées-force. Une majorité d'articles traitent de la thématique de la condamnation du terrorisme (55.87%).

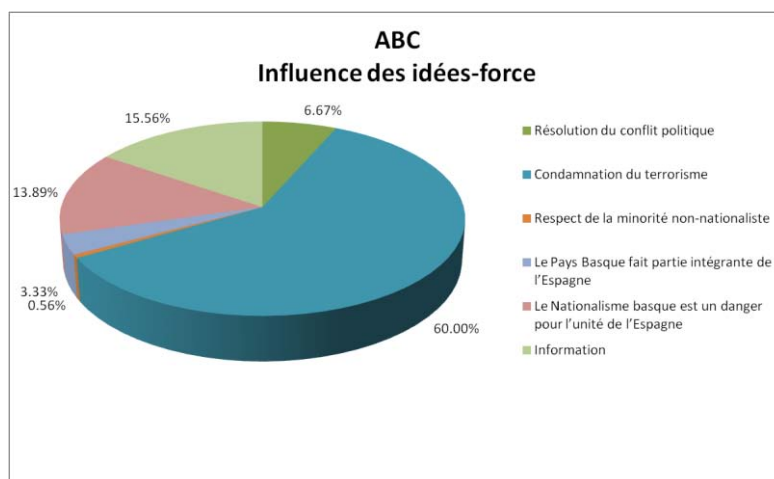


L'idée-force, résolution du conflit politique suit en deuxième position (25.7%). Enfin, un certain nombre d'articles déclinent des sujets autour du nationalisme est un danger pour l'unité de l'Espagne (7.26%). Au niveau quantitatif, le changement de traitement journalistique du processus intervient, comme El Pais, en juillet 2006, lorsque les articles traitant de l'actualité de l'ETA sont déjà plus nombreux que ceux parlant de la résolution politique du conflit.

Titre: ABC

Nombre d'articles : 180

ABC est le journal présentant le nombre le plus élevé d'articles en lien avec l'idée-force condamnation du terrorisme (60%). A l'opposé, un nombre réduit d'articles traite de la question de la résolution du conflit politique (6.67%).



Le reste des articles sont répartis dans les idées-forces « espagnolistes » le nationalisme basque est un danger pour l'unité de l'Espagne (13.89%), le Pays basque fait partie intégrante de l'Espagne (3.33%) et respect de la minorité non-nationaliste (0.56%). Par ailleurs, ABC démontre une constance dans la hiérarchisation des idées-force. En effet, ABC est le seul titre à maintenir majoritaire une idée-force - condamnation du terrorisme - pour les sept événements-clé du processus.

4.2.2.2 Evénements-clé du processus

Il s'agit maintenant de procéder à l'analyse de contenu des articles d'information en prenant séparément chaque événement-clé.

1^{er} événement : Annonce du cessez-le-feu permanent de l'ETA (23 mars 2006)

Le 22 mars 2006, dans une vidéo diffusée à la télévision publique basque, des membres de l'ETA annoncent, dans une mise en scène spectaculaire, un cessez-le-feu permanent afin d'initier un processus démocratique entre toutes les forces politiques. Le document suivant est la transcription littérale du communiqué lu dans l'enregistrement vidéo par les membres de l'ETA.

Message de Euskadi Ta Askatasuna au Peuple basque

« Euskadi Ta Askatasuna a décidé de déclarer un cessez-le-feu permanent à partir du 24 mars 2006. L'objectif de cette décision est d'impulser un processus démocratique en Euskal Herria pour construire un nouveau cadre dans lequel soient reconnus les droits qui nous reviennent en tant que Peuple et en assurant face au futur la possibilité de développer toutes les options politiques. A la fin de ce processus, les citoyens basques doivent avoir la parole et décider de leur futur. Les Etats espagnol et français doivent reconnaître les résultats de ce processus démocratique, sans aucun type de limitation. La décision que nous, citoyens basques, adopterons sur notre futur devra être respectée. Nous appelons tous les agents à agir de manière responsable et d'être conséquents avec le pas franchi par l'ETA. L'ETA appelle les autorités de l'Espagne et de la France à répondre positivement à cette situation nouvelle, abandonnant la répression. Enfin, nous appelons les citoyens et citoyennes basques à s'impliquer dans ce processus et à lutter pour les droits qui nous reviennent en tant que Peuple. L'ETA montre son désir et sa volonté que le processus ouvert aille jusqu'au bout, aboutissant ainsi à une véritable situation démocratique en Euskal Herria, surpassant un conflit qui dure depuis de longues années et construisant une paix fondée sur la justice. Nous réaffirmons notre engagement à continuer dans le futur à faire des pas répondant à cette volonté. Le dépassement du conflit, ici et maintenant, est possible. C'est le désir et la volonté de l'ETA. »

Comme mentionné antérieurement, les termes de l'annonce de cessez-le-feu "permanent" de l'ETA furent négociés lors des discussions préalables entre le représentant du Gouvernement espagnol et les représentants de l'ETA (Eguiguren, Aizpeolea, 2011, p. 169). Dès l'annonce du cessez-le-feu, le Gouvernement espagnol annonça l'ouverture d'une période de vérification de trois mois pour contrôler la réalité du cessez-le-feu.

L'annonce du cessez-le-feu de l'ETA constitue pour le champ journalistique un événement tel que caractérisé au point 4.2.1. Lorsque l'annonce du cessez-le-feu intervient, les six titres de presse présentent ainsi le même type de traitement journalistique : un mouvement en arrière, dans le but de découvrir certaines causes, provisoirement présentées comme étant

primordiales ; une reconstitution des chemins possibles, depuis les causes détectées jusqu'aux effets observés ; un prolongement de ces chemins par une anticipation des conséquences (Flageul, 2002, pp. 21-25). Les articles de presse analysés déclinent ces trois temps de la manière suivante : 1. des articles factuels sur l'annonce et la position des acteurs ; 2. des articles fournissant des explications sur les négociations préalables à l'annonce et sur la situation actuelle de l'ETA ; 3. une perspective historique, replaçant ce processus de paix dans le cadre des autres processus de négociations. Cette série d'articles démontre ainsi un fonctionnement événementiel de l'actualité, laissant une large place à la description des faits. Le nombre d'articles parus durant les deux éditions qui ont suivi l'annonce de l'ETA démontre que les rédactions s'étaient largement préparées au traitement journalistique de l'annonce. Sur deux jours, soit le 23 et 24 mars 2006, concernant les articles ayant comme sujet l'ouverture du processus de paix, *Deia* comptabilise 77 articles, *Gara* 55 articles, *El Correo*, 64 articles, *El País*, 41 articles pour, *El Mundo*, 47 articles et *ABC*, 42 articles.

►► « Résolution du conflit »

A part le journal *ABC*, l'ensemble de la presse analysée donne une large place aux opportunités de paix amenées par l'annonce de l'ETA. Ainsi, un nombre important d'articles traite du processus de résolution du conflit politique qui vient de s'ouvrir, faisant ainsi une large place à l'idée-force « résolution du conflit ». Les titres de la une du 23 mars 2006 sont révélateurs de l'influence des idées-force sur les pratiques journalistiques :

Gara : « ETA déclare un cessez-le-feu permanent pour impulser un processus démocratique »

Deia : « ETA fait un premier pas pour ouvrir un processus de paix »

El Correo : « Cessez-le-feu permanent de l'ETA »

El País : « ETA annonce un « cessez-le-feu permanent »

El Mundo : « ETA déclare un « cessez-le-feu permanent » pour atteindre l'autodétermination »

ABC : « ETA déclare un cessez-le-feu permanent pour impulser l'autodétermination »



Figure 12 : La Une du 23 mars 2006 de Gara, ABC et El País. Trois interprétations de l'annonce de l'ETA

Les Unes des journaux indiquent trois tendances pour l'idée-force « résolution du conflit » : La presse nationaliste profite de l'événement du cessez-le feu pour « surjouer » la promotion du processus. A ce titre, il est intéressant de constater que la une de Gara reprend la terminologie « processus démocratique » existant dans le communiqué de l'ETA ; El Correo et El País se contentent d'un traitement factuel de l'annonce de l'ETA ; El Mundo et ABC, quant à eux, soulignent le danger provoqué par la situation actuelle, faisant le lien entre le cessez-le-feu et le concept d'autodétermination.

Il faut souligner qu'après un titre provocateur, El Mundo se singularise en adoptant un traitement résolument factuel de l'actualité liée à l'annonce, rejoignant de cette manière, dans cette perspective, El Correo et El País. Deux jours après l'annonce de l'ETA, des articles informaient des dessous des négociations : « Le Sinn Fein et Reid ont travaillé à deux bandes avec l'entourage *abertzale* pour parvenir à la trêve. »³⁰³ ; « Le cessez-le-feu s'est fabriqué à travers des intermédiaires en Suisse et en Norvège »³⁰⁴ ; « Les conversations du socialiste Jesús Eguiguren avec la Gauche *abertzale* et le rôle joué dans ETA par Josu Ternera » font partie des raisons du cessez-le-feu »³⁰⁵

Voici quelques exemples de promotion du processus tirés des articles de la presse nationaliste, démontrant une perspective volontariste envers la paix : (Lehendakari) « Nous devons rendre irréversible le processus. Après la réunion du Conseil de Gouvernement, Juan-José Ibarretxe, a comparu pour donner lecture à une déclaration institutionnelle, dans laquelle il a exprimé son bonheur et la nécessité de rendre irréversible le processus de paix. »³⁰⁶ (Représentants de Batasuna) « Nous voulons souligner que la société basque doit prendre la tête du processus de

³⁰³ Article in *El Mundo*, 24/03/2006

³⁰⁴ Article in *El País*, 24/03/2006

³⁰⁵ Article in *El Correo*, 23/03/2006

³⁰⁶ Article in *Gara*, 23/03/2006

négociation qui définira un accord sur la territorialité et le droit à l'autodétermination a signalé Batasuna. Le Peuple basque est « l'authentique destinataire » de la décision de l'ETA.³⁰⁷ ; Les appuis internationaux sont mis en exergue, de manière à relever encore davantage la décision de l'ETA : « L'Union Européenne apporte son soutien à Zapatero pour « chercher une solution au conflit ». ³⁰⁸ « L'ONU étudie le scénario qui s'ouvre en Euskal Herria » ³⁰⁹; « Chirac affirme que l'annonce de l'ETA « ouvre un grand espoir pour l'Espagne » ³¹⁰

De plus, quelques analyses suggèrent la méthodologie du processus de résolution : « Un triangle et une table : La recherche de la normalisation démocratique en Euskal Herria doit se situer, selon la majorité des analyses, dans le cadre d'un triangle. Dans un des angles se situe le PSOE, dans un deuxième le PNV et dans le troisième se situe Batasuna (...) »³¹¹ « PNV, PSE-EE et Batasuna démarrent le processus avec des propositions bien définies. »³¹²

Finalement, l'opposition classique entre le PSOE et le PP est atténuée dans les premiers jours du processus. Un article intitulé « Cessez-le-feu dans l'hémicycle » rapporte les discussions entre Zapatero et Rajoy, le leader de l'opposition : « Zapatero a dit à Rajoy que le PP est « essentiel » dans le processus. Le leader de l'opposition modère son discours et offre sa collaboration, avec des conditions. »³¹³ Cependant, *El Mundo* souligne déjà le danger de payer un prix politique aux indépendantistes basques : « Rajoy exige trois conditions auprès de Zapatero : ne pas payer de prix politique, appliquer la Loi et soutenir les victimes. »³¹⁴

►► « Condamnation du terrorisme »

Une seconde tendance idéologique des pratiques journalistiques est observable dans les articles traitant de l'ETA, qualifié par l'idée-force « condamnation du terrorisme ». Ainsi, en parallèle avec la promotion de la résolution du conflit, un nombre important d'articles de la presse non-nationaliste traite de la situation de l'organisation armée en mettant en évidence trois types d'informations :

³⁰⁷ Article in *Gara*, 23/03/2006

³⁰⁸ Titre de la Une de *Gara* du 24/03/2006

³⁰⁹ Article in *Gara* du 24/03/2006

³¹⁰ Article in *Deia*, 23/03/2006

³¹¹ Article in *Gara*, 23/03/2006

³¹² Article in *Deia*, 24/03/2006

³¹³ Article in *El Mundo*, 23/03/2006

³¹⁴ Article in *Gara*, 23/03/2006

1. La mauvaise foi de l'ETA, laquelle profiterait de cette trêve pour se réorganiser : « La bande a profité des trêves pour reprendre de l'oxygène et renouer l'offensive. Elle a renforcé son commandement et « commandos », fait du chantage, volé des explosifs et acheté des armes. »³¹⁵ ; « Plus de 600 détenus depuis la dernière trêve. Les forces de sécurité soupçonnent que les terroristes disposent d'au moins trois commandos et maintiennent intact l'appareil d'extorsion. »³¹⁶ ; « La « trêve-piège » de 1998 conditionne le soulagement de ceux qui ont souffert les assassins-etarras. »³¹⁷ ; « L'ETA a changé de structure interne pour motif de sécurité. La bande a multiplié le nombre d'appareils pour décentraliser son fonctionnement. »³¹⁸

2. L'historique des attentats de l'ETA depuis sa fondation, mettant en exergue la cruauté des actions terroristes de l'organisation armée : « Deux des attentats les plus sanguinaires - trente-deux assassinés, dont neuf enfants - ont été commis lors de la première phase des négociations d'Alger, qui se sont terminées deux ans plus tard par un échec. »³¹⁹ « ETA, une histoire de mort et de destruction. Un organisation créée par des étudiants nationalistes radicaux s'est convertie en bande terroriste qui a tué plus de 800 personnes et blessé des milliers. »³²⁰

3. Le devoir de mémoire envers les victimes : « Douleur sans trêve. Le victimes du terrorisme reçoivent la nouvelle avec des sentiments entre l'espoir et la méfiance. »³²¹ « La AVT croit que la déclaration est un « chantage » »³²² En marge d'articles sur les victimes de l'ETA, *El Correo* publie trois pages sur fond noir avec la main blanche listant les personnes ayant perdu la vie à cause d'une action de l'ETA depuis 1968 jusqu'à 2003.

►► « Absence de démocratie dans l'État espagnol »

Les articles présentant l'influence de l'idée-force « absence de démocratie dans l'Etat espagnol » sont publiés dans la presse nationaliste. Ces articles dénoncent la répression de l'Espagne envers le Nationalisme basque. Un certain nombre ont comme sujet Batasuna, pilier du processus, mais illégal, à l'annonce du cessez-le-feu. « Le grand triomphe du vote nul. Ces jours, les appels à la société sont constants. Mais, est-ce que cela sert vraiment à quelque chose ? Peut-être cet exemple est suffisant comme réponse. Sans la démonstration des 165'000 votes annulés aux

³¹⁵ Article in *ABC*, 23/03/2006

³¹⁶ Article in *El Mundo*, 23/03/2006

³¹⁷ Article in *ABC*, 23/03/2006

³¹⁸ Article in *El Correo*, 24/03/2006

³¹⁹ Article in *ABC*, 23/03/2006

³²⁰ Article in *El Correo*, 23/03/2006

³²¹ Article in *El Correo*, 23/03/2006

³²² Article in *El Corroe*, 23/03/2006

élections municipales de 2003, probablement, aujourd'hui, nous ne serions pas dans cette situation. »³²³ « Une loi « ad hoc » a laissé Batasuna en dehors du jeu politique légal. Batasuna a été l'objet depuis 2002 d'une répression judiciaire qui culmina en 2003 avec son interdiction. Ainsi, si la Loi des Partis, promue par le PP et le PSOE, a rendu illégal ce parti, elle n'est pas parvenue à le faire disparaître. »³²⁴ La presse nationaliste traite également passablement des procédures en cours contre les dirigeants de Batasuna, notamment contre Arnaldo Otegi soulignant la contradiction entre l'ouverture d'un processus de paix et l'arrestation de l'un des négociateurs : « Cessez-le-feu de l'ETA : convocation judiciaire de Arnaldo Otegi. »³²⁵ . « Adams demande à l'Exécutif de Zapatero qu'il arrête les procès contre Batasuna. »³²⁶

Enfin, les éléments répressifs du conflit sont abordés lors de plusieurs articles. D'abord d'une manière générale, avec de rappels de la guerre sale contre l'ETA : « Le mouvement pro amnistía avertit que « la violence de l'Etat n'a pas sa place. »³²⁷ « Batasuna qualifie de courageuse la décision de l'ETA et demande à Zapatero qu'il « désactive les mesures de répression. »³²⁸ ; « La guerre sale contre l'ETA, un raccourci qui compliqua encore davantage le conflit. Il y vingt ans, lorsque l'Etat s'est initié dans une autre voie de lutte contre l'ETA : celle de la guerre sale. Les GAL ont été cette arme qui n'a fait que compliquer les choses en Euskadi. »³²⁹ Puis davantage centré sur les prisonniers, la problématique de la torture et de la criminalisation du nationalisme basque : « Les prisonniers, une des clés. La politique de dispersion des prisonniers ayant un lien avec l'ETA, initiée en 1989, avec l'intention de faciliter leur réinsertion, s'est convertie en une condamnation pour les familles et amis des détenus. Quinze personnes sont mortes et des dizaines ont été blessées lors des déplacements. »³³⁰ ; « La procédure 18/98 a été le bélier judiciaire contre divers secteurs. L'Audience national a été un des autres points sur lequel l'Etat a basé sa lutte contre l'ETA, ne se limitant pas à juger des membres de l'organisation armée, mais étendant les soupçons à des secteurs plus amples de la société basque. »³³¹

³²³ Article in *Gara*, 24/03/2006

³²⁴ Article in *Deia*, 23/03/2006

³²⁵ Article in *Gara*, 24/03/2006

³²⁶ Article in *Deia*, 23/03/2006

³²⁷ Article in *Gara*, 24/03/2006

³²⁸ Article in *Deia*, 23/03/2006

³²⁹ Article in *Deia*, 23/03/2006

³³⁰ Article in *Deia*, 23/03/2006

³³¹ Article in *Deia*, 23/03/2006

2^{ème} événement : Débat parlementaire autour de la volonté du Président du Gouvernement José-Luis Zapatero d'initier un processus de dialogue avec l'ETA (6/29 juin 2006) et réunion publique entre PSE-EE et Batasuna (6 juillet 2006)

Le 29 juin 2006, le Président du Gouvernement proclama une déclaration institutionnelle au sein du Congrès des Députés devant les médias - et non dans l'enceinte parlementaire - dans laquelle il considérait que la période de vérification du cessez-le-feu était terminée. Il annonçait, dès lors, le commencement du processus de dialogue avec l'ETA afin de mettre un terme à la violence armée. Il est connu aujourd'hui que cette déclaration a été négociée en juillet 2005 entre le Gouvernement et l'ETA. Il semble néanmoins que le Président du gouvernement ait quelque peu modifié la déclaration négociée avec l'ETA. Ce qui suscita le mécontentement de l'organisation armée (Murua Uria, 2010, pp. 23-24, 42-43). Pourtant, comme négocié lors des négociations secrètes entre le gouvernement et l'ETA, José-Luis Zapatero donna sa parole que le Gouvernement espagnol allait respecter les décisions des citoyens basques. Sur ce point, sa déclaration fut la suivante : « Sur la base des principes démocratiques, j'affirme que le Gouvernement respectera les décisions des citoyens basques qu'ils adopteront librement, en respectant les normes et procédures légales, les méthodes démocratiques, les droits et libertés des citoyens et en absence de tout type de violence de contrainte » (Murua Uria, 2010, p. 42).

Une semaine plus tard, une réunion publique entre le PSE-EE et Batasuna fut organisée dans un hôtel de *San Sebastián*. Les rencontres publiques entre des représentants de PSE-EE et de Batasuna, interdite depuis 2003, étaient devenues très rares. D'une portée symbolique, la réunion fixée le 6 juillet 2006 entre le PSE-EE et Batasuna était très attendue par les médias et les agents impliqués dans le processus de paix. Cette réunion avait été fixée la semaine antérieure durant une séance tenue secrète. Elle avait deux objectifs : régulariser de la situation de dialogue en ouvrant la porte de la légalité à Batasuna et marquer le point de départ du processus de négociation entre l'ensemble des forces politiques, qui, selon l'accord, aurait dû s'ouvrir avant le 31 juillet 2006. La délégation du PSE-EE était composée du secrétaire général, Patxi Lopez, et de Rodolfo Ares. Du côté de Batasuna étaient présents Arnaldo Otegi, porte-parole historique de Batasuna, Olatz Dañobeitia et Rufino Etxeberia. La réunion n'a malheureusement pas permis de parvenir à une position commune. Alors que publiquement Arnaldo Otegi défendait l'ouverture du "dialogue multilatéral", Patxi López réclamait de Batasuna les déclarations nécessaires pour sa légalisation, notamment la condamnation du terrorisme. Batasuna estima à ce moment que ce n'était pas possible. Ce désaccord public

semble être un des moments-clé du processus, car il ajoutait des désaccords à ceux existant dans la négociation entre ETA et le Gouvernement.

Pourtant, après la réunion, le Parti socialiste rendait public une proposition pour initier une « table du dialogue », une sorte de forum multipartis dans lequel tous les partis politiques basques auraient l'opportunité de débattre du processus de normalisation politique. Les éléments de cette feuille de route furent les suivants³³² :

-
- Le forum multipartis est un instrument pour initier le dialogue et se constitue parce que toutes les forces politiques nécessaires ne sont pas présentes dans les institutions parlementaires.
 - Les pré-requis pour mettre en marche le forum sont : arrêt de tous types de coaction ou violence ou appuis à celle-ci, et engagement à des méthodes exclusivement pacifiques et démocratiques.
 - Une condition indispensable pour participer au forum est que tous les partis soient légaux. Batasuna devra respecter la Loi des Partis.
 - Il ne sera admise aucune revendication partisane comme condition préalable au dialogue.
 - Avec le temps, le forum des partis s'intégrera dans les institutions parlementaires, dans lesquelles devront se formaliser les accords.
 - Le forum prétend parvenir au consensus dans tous les accords. En cas d'impossibilité d'y parvenir, les décisions prendront en compte le vote pondéré, mais aucun accord ne sera possible sans l'appui des deux grandes sensibilités politiques.
 - Le forum ne sera pas conditionné par les vicissitudes du dialogue entre l'ETA et le Gouvernement. Aucun accord ne sera décidé en son sein tant que l'ETA n'annonce pas sa fin.
-

En parallèle à ces événements publics, il est connu aujourd'hui que les premières réunions post-cessez-le-feu entre le Gouvernement et l'ETA ont eu lieu le 22 et le 23 juin en Suisse (Eguiguren, Aizpeolea, 2011, pp. 177-182). Ces réunions ont été l'occasion pour l'ETA de se plaindre des attaques contre l'ETA et la Gauche *abertzale*. L'ETA exigeait par ailleurs une liberté de mouvement en Europe pour ses négociateurs. Le ton était menaçant. « Il disait (aux représentants du Gouvernement) qu'ils étaient en train de jouer avec le feu. Ce serait très grave s'il y avait de la part du Gouvernement une interprétation différente de ce qui a été négocié à Genève et Oslo. (...) Si les choses se poursuivaient ainsi, cela pourrait signifier l'arrêt du processus et le retour de l'ETA aux attentats » (Eguiguren, Aizpeolea, 2011, p. 181). La représentation du Gouvernement écouta les reproches et essaya d'expliquer la situation compliquée dans laquelle se trouvait le Gouvernement, avec l'opposition du PP et d'un large secteur de l'opinion publique au processus.

►► « Division de la classe politique »

La presse espagnole et basque fut le reflet de la division des mouvements politiques au regard du processus de paix. Il est ainsi possible d'observer un soutien clair au processus de négociation

³³² *El País*, 17 juillet 2006.

de la part des titres proches des acteurs politiques engagés dans le dialogue et une évidente volonté de se focaliser sur cette division de la part des titres proches de l'opposition.

Les titres proches des acteurs politiques engagés dans le dialogue (*El País, Gara, Deia, El Correo*) :

« Le Gouvernement respectera les décisions que les Basques adopteront librement en respectant les procédures légales. Chirac et Blair saluent le début du dialogue avec le groupe terroriste et sont confiants suivie du maintien du cessez-le-feu. »³³³ ; « Zapatero ouvre le dialogue avec l'ETA. Le président se compromet à respecter la décision des Basques. »³³⁴ ; « Tout le Congrès s'unit contre le PP et sa croisade contre le processus. La dureté des critiques de Rajoy à Zapatero ont eu pour effet que le reste des groupes ont montré leur appui à la politique du Gouvernement, incluant déjà l'aval pour le dialogue avec l'ETA. »³³⁵ ; *El País* publia également un article sur le dialogue entre le Gouvernement et l'ETA en 1999, montrant ainsi que le PP avait également dialogué avec l'ETA. Certains articles informent de la bonne volonté de Batasuna dans le processus : « Otegi, disposé à discuter de la légalité de Batasuna pour former le forum des partis. »³³⁶ ; « Otegi montre sa disposition à parler de la légalité de Batasuna. »³³⁷

Titres proches de l'opposition (*ABC, El Mundo*):

« Rajoy rompt toute relation avec le Gouvernement pour « céder à l'ETA. (Rajoy) « Aussi longtemps que cette ignominie ne se rectifie pas, le PP ne peut pas rester impassible et fera tout son possible pour que ne réalise pas ce que nous considérons comme un grave attentat contre l'ordre juridique, la légalité démocratique, l'Etat de droit et la sécurité des Espagnols. Vous l'avez voulu comme ça. Pas moi. »³³⁸ ; « Zapatero initie le dialogue avec l'ETA selon le plan annoncé par Batasuna. »³³⁹ ; « Les victimes, indignées, croient que les conditions promises par Zapatero ne sont pas présentes. »³⁴⁰ *El Correo* joue également la carte de la polémique entre les deux partis d'opposition : « Le leader du PP proclame au Parlement la rupture de la relation avec le

³³³ Article in *El País*, 30/06/2006

³³⁴ Article in *El Correo*, 30/06/2006

³³⁵ Article in *Gara*, 07/06/2006

³³⁶ Article in *El País*, 07/06/2006

³³⁷ Article in *Deia*, 07/06/2006

³³⁸ Article in *ABC*, 07/06/2006

³³⁹ La Une in *ABC*, 30/06/2006

³⁴⁰ Article in *ABC*, 30/06/2006

Gouvernement. »³⁴¹ ; « Mariano Rajoy exige des garanties « sur la non-négociation politique » avec l'organisation terroriste. »³⁴²

Durant les trois mois écoulés depuis l'annonce de l'ETA, Zapatero s'est ainsi efforcé de convaincre l'opposition conservatrice de soutenir le Gouvernement dans ses efforts de paix. L'allocution du Président dans l'hémicycle du Congrès informant de l'ouverture des négociations avec l'ETA a été l'occasion pour l'opinion publique espagnole de constater le désaccord sur le sujet entre les deux grands partis espagnols. Pourtant, l'imposition d'un cadrage pour la paix dans les médias est extrêmement importante pour mobiliser la population dans un processus de paix. Comme souligné dans le chapitre 2, il est observable que, plus le niveau de consensus des élites politiques est important sur la nécessité d'un soutien au processus, plus les médias jouent un rôle positif dans la résolution du conflit. Quand les élites sont divisées, les médias ont tendance à traiter cette division comme l'actualité principale (Entmann, 2004). Le processus de paix devient alors controversé. Durant le processus de résolution au Pays basque, un des facteurs qui a affaibli la position du gouvernement espagnol a été la difficulté de maintenir un consensus politique entre les deux principaux partis nationaux. La tentative de consensus n'a duré que quelques mois. En effet, le leader du PP, Mariano Rajoy avait prévenu dès l'annonce du cessez-le-feu qu'il « n'était pas disposé à payer un prix politique pour l'arrêt d'une activité terroriste ». Et même si, quelques jours après l'annonce, le 28 mars 2006, José-Luis Rodriguez Zapatero proposait un nouveau pacte antiterroriste avec le PP, la première crise est apparue le 11 juin 2006 quand 200'000 personnes participèrent à une manifestation à Madrid contre le dialogue, manifestation convoquée par l'Association des victimes du terrorisme (AVT) et le PP. Depuis, l'opposition du PP au processus a été constante en se désolidarisant à l'avance de tout accord conclu avec le mouvement indépendantiste.

►► « Condamnation du terrorisme »

Si l'opposition PP-PSOE est un sujet de prédilection pour la presse madrilène, les titres édités à Madrid proposent à propos de la réunion entre les délégations du PSE et Batasuna un cadrage identique. En effet, sur ce point, la *Une* de ces quotidiens semble envoyer un message commun au mouvement indépendantiste sur la nécessité de prendre ses distances avec le terrorisme et retrouver la légalité : « Le PSE communique à Batasuna que pour parler de politique, elle devra être légale. Le PP dénonce la réunion devant le juge et compare la réunion avec celle de Franco

³⁴¹ Article in *El Correo*, 07/06/2006

³⁴² Article in *El Correo*, 30/06/2006

et Hilter. »³⁴³; « Le PSOE demande à Batasuna de se rendre légale si elle veut parler d'autodétermination. »³⁴⁴; « Le PSOE se réunit avec l'illégale Batasuna, promettant qu'il ne le refera plus. Patxi López avertit que « cette photo inédite » ne se répètera plus jusqu'à ce que la formation *abertzale* soit légale et Otegi pronostique « plusieurs autres réunions. »³⁴⁵

►► « Résolution du conflit »

Alors que les titres édités à Madrid choisissent de se focaliser sur l'absence de consensus entre le PSOE et le PP, la presse nationaliste se distingue par des articles relatifs aux thématiques liées à la résolution du conflit, tel que la mise en valeur des soutiens nationaux et internationaux au processus de paix : « Imaz et Adams constatent que le processus a des « bases solides » et observent une « évolution positive ». »³⁴⁶; « Patxi López estime que « nous sommes devant la plus grande opportunité que nous avons eu pour parvenir à la paix. »³⁴⁷; « Adams : C'est le temps d'être brave et d'agir avec courage. Le leader du Sinn Fein, reçu par des membres de Batasuna, félicite leurs militants et ceux de l'ETA pour leurs « courageuses décisions. » »³⁴⁸; « Le Parlement européen votera une résolution sur le processus de dialogue avec l'ETA »³⁴⁹;

►► « Autodétermination du peuple basque »

L'autodétermination du peuple basque influence également les articles de la presse nationaliste : « Zapatero annonce l'ouverture du dialogue avec l'ETA et demande « un grand accord politique entre les partis basques. »³⁵⁰; « Le droit à décider « clé de la solution ». Invité par le United States Institute of Peace, Juan José Ibarretxe a prononcé hier une conférence à Washington dans laquelle il a défendu que le droit à l'autodétermination est « inhérent à tous les peuples de la terre » et a réclamé que « le Peuple basque » puisse décider de son futur. (...) »³⁵¹; « Ils demandent un modèle territorial intégral pour Euskal Herria. »³⁵²; « Sept Basques sur dix demandent aux politiques un accord sur l'autodétermination. »³⁵³

³⁴³ La Une in *El País*, 07/07/2006

³⁴⁴ La Une in *ABC*, 07/07/2006

³⁴⁵ Article in *El Mundo*, 07/07/2006

³⁴⁶ Article in *Deia*, 07/06/2006

³⁴⁷ Article in *Deia*, 30/06/2006

³⁴⁸ Article in *Gara*, 07/06/2006

³⁴⁹ Article in *Gara*, 07/07/2006

³⁵⁰ Article in *Deia*, 30/06/2006

³⁵¹ Article in *Gara*, 07/06/2006

³⁵² Article in *Gara*, 30/06/2006

³⁵³ Article in *Deia*, 08/07/2006

» « Absence de démocratie dans l'État espagnol »

La presse nationaliste accorde également une large part à la problématique des prisonniers. Sur certains sujets, *Gara* est le seul titre à faire écho à des informations, notamment divers articles sur la situation des prisonniers et sur le procès 18/98 mettent en cause des dizaines de militants travaillant dans des entreprises proches du milieu indépendantiste, telles que le journal *Egin*.³⁵⁴ En voici quelques exemples : « Le tripartite, Aralar et EHAK appuient les aides aux familles de prisonniers. »³⁵⁵ ; « Refusée une initiative du PP pour retirer l'aide aux familles de prisonniers. »³⁵⁶ ; « Etxerat demande au tripartite de reconnaître que la « dispersion tue ». »³⁵⁷ ; « Etxerat réitère que la plus grande violence est celle liée aux prisons. »³⁵⁸



Figure 13 : La Une de *El Mundo* et *Deia* du 7 juillet 2006

3^{ème} événement : L'ETA dérobe 350 pistolets dans le sud de la France à la veille de la votation du Parlement européen en faveur du processus de paix (24-25 octobre 2006)

Le 25 octobre 2006, un vote de confiance sur le processus de paix en cours en Espagne était prévu au Parlement européen. Etant donné que le Parti socialiste espagnol n'était pas parvenu à convaincre le Parti Populaire de soutenir la démarche au niveau européen, la droite espagnole n'a pas ménagé ses efforts pour souligner l'incohérence entre le vote au Parlement européen et la lutte antiterroriste. Deux jours avant le débat, Mariano Rajoy, secrétaire général du PP,

³⁵⁴ Articles in *Gara*, 07+30/06/2006 + 07/07/2006

³⁵⁵ Article in *El Correo*, 30/06/2006

³⁵⁶ Article in *Deia*, 07/06/2006

³⁵⁷ Article in *Deia*, 07/06/2006

³⁵⁸ Article in *Gara*, 07/06/2006

soulignait dans une émission radiophonique que le simple fait de débattre à Strasbourg sur le processus basque donnait de l'oxygène à l'ETA. Selon lui, cela démontrait que l'ETA marquait le rythme du processus. Afin de peser sur l'opinion publique et sur les parlementaires, certaines associations de victimes du terrorisme, notamment *Asociación Víctimas de Terrorismo* (AVT), ont manifesté contre la votation devant le parlement européen le jour du vote. Les efforts de la droite espagnole permirent au PP de convaincre le Parti Populaire européen et d'autres groupes parlementaires de ne pas appuyer la motion.

L'ETA a également profité de la votation pour se faire entendre. Ainsi, à la veille du vote au Parlement européen, un commando de l'organisation parvient à subtiliser 350 pistolets à l'entreprise d'armement SIDAM à Vauvert près de Nîmes en France. L'opération a été extrêmement bien préparée, puisqu'elle reposait sur le séquestre de la famille du gérant de l'entreprise pour désactiver les alarmes avant d'effectuer le vol des armes. Contraire aux principes négociés entre le Gouvernement et l'ETA, deux interprétations peuvent être données à cette action. Soit il s'agissait d'une action de l'organisation pour marquer son mécontentement devant la lenteur des négociations, soit, il commençait à exister une rupture au sein même de l'ETA, entre les partisans de la négociation et les plus intransigeants. Le Président espagnol considéra cet événement de « grave » et qu'il allait avoir des « conséquences ».

Cette action n'eut finalement qu'une faible influence sur le résultat de la votation du parlement européen, puisque tant la Droite et la Gauche européenne semblaient divisées sur le vote. Elles étaient, pour faire simple, totalement influencées par les positions de la Gauche et de la Droite espagnole. Le résultat fut extrêmement serré. La résolution fut finalement acceptée par 321 votes en faveur, 311 contre et 24 abstentions. Le texte de la résolution du Parlement européen sur le processus de paix en Espagne fut la suivante :

Le Parlement européen vu l'article 103, paragraphe 2, de son règlement,

1. fait sienne la déclaration du Conseil européen des 23 et 24 mars 2006, sous la présidence autrichienne, par laquelle "le Conseil européen a accueilli avec satisfaction les rapports du président du gouvernement espagnol concernant le cessez-le-feu permanent annoncé par le groupe terroriste ETA;
 2. souscrit à la communication du 22 mars 2006 de M. Josep Borrell, Président du Parlement européen, dans laquelle il a annoncé qu'il s'agissait d'une bonne nouvelle pour la société espagnole et l'ensemble de l'Europe, prouvant qu'il était possible de combattre le terrorisme grâce à la démocratie, qu'il était temps de faire preuve de sérénité et de prudence, temps de se souvenir des nombreuses victimes du terrorisme, d'espérer, et d'unir toutes les forces politiques démocratiques;
 3. demande au Conseil et à la Commission de prendre les mesures appropriées;
 4. condamne la violence, car elle est inacceptable d'un point de vue moral et totalement incompatible avec la démocratie;
 5. exprime sa solidarité avec les victimes du terrorisme;
-

-
6. soutient la lutte contre le terrorisme ainsi que l'initiative de paix entreprise au Pays basque par les institutions démocratiques espagnoles dans le cadre de leurs compétences exclusives;
 7. charge son Président de transmettre la présente résolution au Conseil, à la Commission et aux gouvernements des États membres.
-

Durant ce temps, d'une part, les négociations « politiques » de Loyola se déroulèrent secrètement entre le PSE, le PNV et Batasuna entre le 20 septembre et le 10 novembre 2006. D'autre part, les 26, 27 et 28 septembre 2006 eurent lieu des réunions entre l'ETA et le Gouvernement. Lors de ces réunions, les négociateurs du Gouvernement se rendirent compte du blocage du processus (Eguiguren, Aizpeolea, 2011, pp. 191-192). En effet, aucune avancée n'avait eu lieu sur le terrain « militaire ». Alors que l'ETA accusait le Gouvernement de poursuivre la répression et la détention de membres de l'ETA, les émissaires du gouvernement accusaient l'ETA d'avoir réactivé la *Kale Borroka* (guérilla urbaine).

« Une attente sans précédent à Strasbourg »³⁵⁹, tel est le titre d'un article du journal *El Correo* à la veille de la votation au Parlement européen. En effet, ce sujet a occupé les débats politico-médiatiques les deux semaines précédentes la votation. Au niveau médiatique, l'ETA a donc réussi son « coup ». Au milieu d'un débat controversé entre les deux partis hégémoniques en Espagne sur le bien-fondé d'un soutien du parlement européen au dialogue au Pays basque, l'organisation armée est parvenue à signaler l'urgence liée à la recherche d'une solution au conflit. Le vol d'armes par l'ETA a, en effet, eu comme effet de renforcer l'attention internationale sur le processus de paix au Pays basque. Par cette action, elle a en quelque sorte « confisqué » le débat du Parlement européen.

Au niveau de l'analyse des titres de presse, s'il est possible dans un premier temps d'observer, sur le sujet de la votation au parlement européen, l'opposition classique entre les titres proches des partis politiques engagés dans le processus et ceux montrant une opposition au processus, l'action de l'ETA a été couverte d'une manière plus importante par les titres « espagnolistes » que par les titres « basquistes ». En effet, sur les six titres analysés, seul la Une de *Gara* du 25 octobre ne s'ouvre pas sur le vol des pistolets, mais sur le débat européen. *Deia* a choisi ce sujet en une, mais ne le développe que sommairement dans ses pages, au contraire de l'ensemble des autres quotidiens qui proposent nombre d'informations sur l'action de l'ETA. La votation au parlement européen se retrouve dès lors reléguée dans les deuxièmes pages des quotidiens « espagnolistes ».

³⁵⁹ Article in *El Correo*, 24/10/06

La couverture de la votation au Parlement européen se trouve indubitablement influencée par l'action de l'ETA. Ainsi, la presse éditée à Madrid évoque essentiellement le faible impact politique de la votation en concentrant essentiellement le traitement journalistique sur l'action de l'ETA et sur la division entre la Gauche et la Droite européenne : « Le parlement européen appuie à une courte majorité le processus de paix. Un groupe de Libéraux, a refusé de voter en faveur de la résolution, apprenant le vol d'armes par l'ETA. »³⁶⁰ ; « Zapatero obtient un appui à la Phyrus au « processus », en coupant en deux l'UE. »³⁶¹

Encore une fois, seule la presse nationaliste et dans une moindre mesure *El Correo*, apportent un large éclairage sur les débats de Strasbourg. Les idées-force « résolution du conflit politique » et « autodétermination du Peuple basque » sont éminemment présentes dans les articles de *Gara* et *Deia* : « L'Europe fait sien le conflit basque et avalise le processus de paix. »³⁶² ; « Une ample délégation basque accompagne le débat historique au Parlement européen. Le président du Groupe socialiste européen, Martin Schultz, admet que le conflit est « absolument politique » et affecte l'Europe. »³⁶³ ;

4^{ème} événement : Attentat de l'ETA à l'aéroport de Barajas à Madrid (30 décembre 2006)

Le 30 décembre 2006, un commando de l'ETA plaça une bombe dans le Terminal 4 (T-4) de l'aéroport de Madrid-Barajas, causant de grands dommages matériels et la mort de deux individus de nationalité équatorienne. L'attentat prit par surprise les acteurs proches du processus, sans exception. En effet, avant l'attentat, le Gouvernement semblait garder sa confiance dans les négociations, puisque, la veille de l'action de l'ETA, le Président Zapatero déclarait à la presse : « Aujourd'hui nous sommes meilleurs qu'il y a un an et l'année qui vient nous serons meilleurs que maintenant. ». Pour sa part, le leader de Batasuna, Joseba Alvarez, affirmait dans des déclarations postérieures à l'attentat que « la situation n'était pas idéale. Maintenant, de là à ce que se produise un attentat comme celui-là de Madrid, je crois que personne ne s'attendait à cela. » A ce titre, l'attentat de la T-4 peut être considéré comme la crise majeure du processus.

Suite à l'attentat, Zapatero réunit un cabinet de crise et annonça la suspension du processus de dialogue avec l'ETA. Une fois les victimes mortelles confirmées, le président espagnol informa

³⁶⁰ Article in *El País*, 26/10/2006

³⁶¹ Article in *ABC*, 26/10/2006

³⁶² La *Une* in *Deia*, 26/10/2006

³⁶³ La *Une* in *Gara*, 26/10/2006

cette fois-ci de la rupture du processus, faisant porter la responsabilité de celle-ci à l'ETA. Pour le Gouvernement, le processus était donc cassé. Le 2 janvier 2007, le Ministre de l'intérieur espagnol, Alfredo Pérez Rubalcaba déclara que l'ETA « avait cassé, liquidé et terminé » le processus de paix. En conséquence, cette action marqua profondément le dialogue en cours. Il reste tout de même une interrogation. Qu'est-ce qui a poussé le président espagnol à être si optimiste à la veille de l'attentat ? Il savait pourtant que les réunions « politiques » de Loyola n'avaient pas abouti à un résultat probant et que les dernières réunions entre l'ETA et le Gouvernement entre le 11 et 15 décembre 2006 à Oslo avaient essentiellement servi à l'échange de reproches entre les interlocuteurs. Le Centre Henry-Dunant pour le dialogue humanitaire avait prévu une nouvelle rencontre en janvier 2007 (Eguiguren, Aizpeolea, 2011, pp. 218-227). Deux facteurs peuvent expliquer la déclaration inopportune de Zapatero : une mauvaise appréciation des intentions de l'ETA, due à une déficience de ses sources d'information, et l'attitude volontariste du président espagnol, souhaitant démontrer toute son influence pour faire avancer positivement le dialogue avec l'ETA.

A n'en pas douter, l'attentat de la T-4 marque un avant et un après dans le processus de paix. Le Gouvernement socialiste allait devoir affronter une crise de légitimité. Même si le gouvernement annonça fermement la rupture du processus, celui-ci devait convaincre les opinions publiques espagnoles et basques de son implication dans le processus. Dans cette bataille des idées, le Gouvernement usa de discours différents au Pays basque et dans le reste de l'Espagne. Au Pays basque, le PSE souhaitait démontrer que le Gouvernement avait fait tout ce qu'il pouvait pour parvenir à la paix, mais la radicalité de l'ETA l'en avait empêché. Dans le reste de l'Espagne, l'opposition du PP, convaincu qu'il avait raison depuis le début sur l'absence de volonté de l'ETA d'abandonner les armes, obligeait le Gouvernement à assurer que les bases du processus étaient solides et qu'il n'avait pas cédé aux indépendantistes sur des questions politiques (Eguiguren, Aizpeolea, 2011, pp. 228-229).

L'ETA, dans un communiqué dans lequel l'organisation armée revendiquait l'attentat, affirma qu'il n'y avait pas eu la volonté de causer des victimes mortelles. Le miroir de l'Irlande du Nord était à nouveau présent, en prenant comme exemple l'attentat de l'IRA dans Canary Wharf en 1996 en plein processus de négociation avec le Gouvernement britannique. Quelques voix assuraient ainsi qu'il était plus que jamais important de croire dans le processus en cours. L'ETA, comme l'IRA dans les années 90, voulait montrer son impatience quant au rythme du processus de négociation. Tout comme le Sinn Fein à l'époque, Batasuna s'est limité à souligner que le

processus « n'était pas cassé » qu'il était « plus nécessaire que jamais. » Le Gouvernement de la Communauté autonome du Pays basque, pour sa part, ne considérait pas le processus et le dialogue politique rompu à cause de l'attentat. Ainsi, dans son habituel discours de fin d'année, le *Lehendakari* Juan José Ibarretxe affirma que « dans un moment aussi compliqué que celui-ci, nous ne pouvons pas admettre que l'espoir de paix s'écroule. » Ainsi, si l'action de l'ETA a fragilisé davantage la confiance entre les agents du processus, les contacts entre l'ETA et le Gouvernement reprirent à la fin du mois de mars 2007 pour une ultime tentative de sauver la paix.

►► « Condamnation du terrorisme »



Figure 14 : La Une de *Gara*, *ABC* et *El Correo* du 31/12/2006.

ABC et *El Mundo* ouvrent sur l'ambiguïté du président espagnol quant à la poursuite du processus: « Zapatero « suspend », mais ne rompt pas le « processus » malgré le coup mortel de l'ETA. »³⁶⁴; « Zapatero se limite à « suspendre » le dialogue avec l'ETA après le « gravissime attentat » de l'ETA. Il élude la rupture du processus durant sa comparution et s'accroche à la résolution du Parlement qui laissa sans effet le Pacte antiterroriste avec le PP. »³⁶⁵ L'attentat de l'ETA est ainsi l'occasion pour la presse conservatrice de mettre davantage de pression sur le Gouvernement pour l'abandon du dialogue, tout comme le réclame les dirigeants du PP depuis le début du processus. *El País*, *El Correo*, *Deia* et *Gara* se montrent davantage objectifs en relayant l'attentat et la suspension du dialogue : « ETA dynamite la trêve et Zapatero suspend le

³⁶⁴ La Une in *ABC*, 31/12/2006

³⁶⁵ La Une in *El Mundo*, 31/12/2006

dialogue. »³⁶⁶ ; « ETA fait s'envoler le processus de paix. »³⁶⁷ ; « L'ETA crève le cessez-le-feu. »³⁶⁸ ; « Zapatero laisse en suspens le dialogue avec l'ETA après l'attentat à l'aéroport de Barajas. »³⁶⁹

La presse éditée à Madrid et *El Correo* relaient avec profusion les déclarations et l'actualité contraires au processus, mettant notamment en évidence l'indignation des victimes et les contradictions du mouvement *abertzale* : « Que quelqu'un rencontre Diego. La petite amie de l'un des disparus à la T-4 a lancé un appel à la presse peu après l'explosion. Les témoignages terrifiants montrent comment la panique et la nervosité s'est emparée des milliers de personnes qui étaient à Barajas. »³⁷⁰ ; « Otegi justifie l'attentat et charge toute la responsabilité sur le Gouvernement. »³⁷¹ ; « Zapatero donne déjà comme finalisé (*liquidado*) le processus négocié de la fin du terrorisme suite à l'attentat de l'ETA. »³⁷² ; « Des centaines de personnes assistent aux concentrations de protestation. L'association des Victimes convoque de nouvelles manifestations pour aujourd'hui à 12h dans toute l'Espagne. »³⁷³ Ces mêmes titres publient un nombre important d'articles sur l'ETA et le mouvement indépendantiste depuis la perspective de la criminologie, c'est à dire en publiant des informations sur les détails de la réalisation de l'attentat, sur l'état actuel de l'organisation, sur les divisions internes de l'ETA et au sein de la Gauche *abertzale*. A ce titre, la presse « espagnoliste » alimente le débat sur les forces en présence au sein du mouvement indépendantiste, entre les partisans de la négociation et ceux de la lutte armée. Voici quelques extraits illustrant cette approche journalistique « criminologiste », absente des titres *Gara* et *Deia* : « L'ETA a attendu que ses commandos soient entrés en Espagne pour rompre le cessez-le-feu. Les forces de sécurité croient que l'organisation, après s'être réarmée et réorganisée dans les derniers mois, a introduit des groupes en Euskadi. »³⁷⁴ ; « Otegi perd du pouvoir dans Batasuna après le brutal attentat de Madrid. La direction (de Batasuna) s'est réunie en urgence le samedi, refusant de remettre en question l'attaque. Etxebarrai et Landa ont imposé leur thèse durant une rencontre tendue. »³⁷⁵ ; « Ternera et Otegi ont eu un contact quelques jours avant l'attentat. Des sources antiterroristes pensent que la décision de poser la fourgonnette-bombe a été prise à la majorité

³⁶⁶ La *Une* in *Deia*, 31/12/2006

³⁶⁷ La *Une* in *El Correo*, 31/12/2006

³⁶⁸ La *Une* in *El País*, 31/12/2006

³⁶⁹ La *Une* in *Gara*, 31/12/2006

³⁷⁰ Article in *ABC*, 31/12/2006

³⁷¹ Article in *ABC*, 31/12/2006

³⁷² Article in *El País*, 02/01/2007

³⁷³ Article in *El Mundo*, 02/01/2007

³⁷⁴ Article in *El Correo*, 31/12/2006

³⁷⁵ Article in *ABC*, 02/01/2007

lors de la dernière réunion du comité exécutif de la bande. »³⁷⁶ ; « Paris attribue à l'ETA une pleine capacité opérationnelle. (...) Des experts policiers pensent que Josu Ternera a perdu de l'ascendance et du terrain dans l'ETA »³⁷⁷ ; « La direction de l'ETA a enlevé au mois d'août du pouvoir à Josu Ternera pour négocier avec le Gouvernement. La direction de la bande a reproché au dirigeant etarra les faibles résultats de sa gestion. »³⁷⁸ ; « Au moins six membres de l'ETA ont étudié, préparé et réalisé l'attentat de Madrid. Trois ont séquestré le 27 décembre le propriétaire de la fourgonnette et deux l'ont gardé jusqu'après l'attentat. »³⁷⁹ De plus, bénéficiant certainement de l'information du Gouvernement, *El País* publia un article sur les négociations entre l'ETA et le Gouvernement du mois de décembre 2006 : « De la dynamite pour répondre à la négative du Gouvernement. Les représentants de l'Exécutif ont rejeté durant la réunion d'il y a deux semaines les revendications indépendantistes de l'ETA. »³⁸⁰

►► « Résolution du conflit »

Contre ce vent contraire au processus de paix, seule la presse nationaliste relaie réellement les déclarations en faveur de la continuité du processus. Ceci démontre une appréciation très différente de la situation entre l'espace de la communication politique « basquiste » et « espagnoliste ». Alors que pour la presse « espagnoliste », l'attentat signifie la rupture du processus, celui-ci est perçu par la presse nationaliste comme un événement, certes important, mais non déterminant. Comme par le passé, les actions de l'ETA font, pour le milieu nationaliste, parties du conflit basque. A ce titre, les actions de l'ETA peuvent être considérées comme levier vers l'autodétermination du peuple basque. Elles ne doivent en conséquence pas constituer un obstacle à la paix. Voici quelques illustrations de ces propos : « Le Gouvernement basque « ne peut et ne veut pas » se résigner à la rupture du processus de paix. »³⁸¹ ; « Erratzi (leader de EA) appelle les partis à « continuer les efforts » en faveur du processus de paix en Euskadi. »³⁸² ; « Batasuna affirme fermement que « le processus n'est pas cassé » et annonce de nouvelles initiatives. »³⁸³ ;

³⁷⁶ Article in *ABC*, 03/01/2007

³⁷⁷ Article in *El País*, 31/12/2006

³⁷⁸ Article in *El País*, 03/01/2007

³⁷⁹ Article in *El Mundo*, 02/01/2007

³⁸⁰ Article in *El País*, 31/12/2006

³⁸¹ Article in *Deia*, 31/12/2006

³⁸² Article in *Deia*, 31/12/2006

³⁸³ Article in *Gara*, 31/12/2006

De plus, les journaux *Gara* et *Deia* relayèrent nombre d'initiatives et prises de paroles en faveur de la poursuite du dialogue et de la résolution du conflit : « Des agents de la culture revendiquent des bases démocratiques pour surpasser le conflit. »³⁸⁴ *Deia* publia également un large interview de Paul Rios, coordinateur de l'association pacifique Lokarri, dans lequel il déclare : « C'est le moment qu'il y ait une grande mobilisation sociale, la plus plurielle possible. »³⁸⁵

En résumé, l'attentat de la T-4 marque un tournant dans le traitement médiatique du processus de paix. Etant donné l'incertitude de l'avancée des négociations, aussi bien entre les acteurs politiques qu'entre le Gouvernement et l'ETA, l'action de l'ETA a apporté de « l'eau au moulin » des détracteurs du processus. L'ETA n'avait aucune volonté d'abandonner les armes en semant le doute chez les partisans du processus sur le coût de la négociation avec le groupe armé pour la démocratie. En effet, au lendemain de cet événement, seul le mouvement indépendantiste semblait encore croire dans les espoirs de paix. Du 31 décembre 2006 au 2 janvier 2007, l'ensemble des six titres, à l'exception de *Gara*, traite abondamment l'événement en proposant nombre d'articles sur les détails de la préparation de l'attentat, des dégâts et des victimes causées. Le journal *Gara* se limite au traitement factuel de l'attentat, apportant davantage d'analyses sur les conséquences de l'attentat sur la poursuite du processus. La crise de légitimité du processus de paix amène les six titres de presse à proposer un traitement journalistique de l'attentat fidèle aux points de vue des formations politiques idéologiquement proches. Cette alignement sur les formations politiques provoque une fracture entre la presse éditée à Madrid et *El Correo* qui relaient clairement la rupture du processus et la presse nationaliste qui réserve une place importante aux déclarations en faveur de la poursuite du processus, faisant vivre ainsi l'espoir que le processus ne soit pas complètement rompu avec l'attentat de l'ETA. Les choix des titres de la *Une* au lendemain de l'attentat sont, de cette manière, révélateurs de l'influence de l'idéologie politique sur les pratiques journalistiques.

5^{ème} événement : Présentation publique de la proposition d'accord de Batasuna (Anaitasuna) dans le contexte de la grève de la faim du prisonnier Iñaki de Juana Chaos (7 février 2007)

Le 7 février 2007, la commission négociatrice de Batasuna rend publique une proposition d'accord politique, qui avait été discutée durant les négociations tripartites de l'automne 2006

³⁸⁴ Article in *Gara*, 03/01/2007

³⁸⁵ Article in *Deia*, 03/01/2007

entre le Parti socialiste, le PNV et Batasuna dans le monastère de Loyola. Il s'agit pratiquement de la même proposition d'autonomie politique qui avait été repoussée par les autres interlocuteurs à Loyola, dans laquelle se posait la question du droit à décider de l'ensemble des quatre provinces basques, signifiant à moyen terme la création d'une seule communauté autonome pour Euskadi et la Navarre. La nuance avec les négociations de Loyola était l'acceptation de la part de la Gauche *abertzale* des légalités institutionnelles différentes régissant la Navarre et Euskadi, ce qui fut, du reste, souligné par le PSOE. La gauche indépendantiste expliqua que cette proposition marquait la ligne rouge au-delà de laquelle la résolution du conflit basque était illusoire. Suite à la présentation, les autres interlocuteurs ont refusé d'évaluer le contenu de cette proposition, qui constitue pourtant probablement *in fine* le résultat prévisible d'un accord de paix concernant le conflit basque dans le cadre du processus en cours. Le PSE et le PNV ont rappelé à Batasuna que la seule déclaration qu'il attendait de lui, était celle marquant une prise de distance avec la violence, ce qui ne sera réalisé que quatre ans plus tard (Eguiguren, Aizpeolea, 2011, p. 233). Ce manque de manifestation et de considération de la part du reste des acteurs n'a pas facilité l'ouverture d'un débat public sur cette proposition. Il faut souligner que l'attentat de Madrid était encore très présent à ce moment dans le discours des acteurs du conflit, à l'exception peut-être de Batasuna. En effet, la majorité de ceux-ci considérait le processus comme terminé si Batasuna ne se distançait pas de l'ETA.

Au même moment, le prisonnier historique Iñaki De Juana Chaos était dans un état de santé critique, suite à une grève de la faim pour protester contre une nouvelle condamnation à 12 ans et 10 mois de prison pour avoir écrit 2 articles d'opinion dans le quotidien *Gara: Gallizo* et *El Escudo*, dans lesquels, selon la sentence de l'Audience nationale, il menaçait des responsables de prisons, des politiciens et des juges en les indiquant comme objectifs d'ETA. En effet, sur le point d'être libéré après avoir accompli sa peine, une grande polémique éclata, parce qu'un homme condamné à 3129 années de réclusion pour la mort de 25 personnes, pouvait être remis en liberté après 18 années d'incarcération à cause de la réduction de peine prévue par le Code Pénal de 1973, sous lequel il a été jugé. Le 6 février 2007, le journal britannique *The Times* publia une photo du prisonnier affaibli sur un lit d'hôpital, provoquant la consternation de la presse de Madrid. Après une grève de la faim de 114 jours, il fut finalement mis en semi-liberté au début du mois de mars 2007. Ayant trouvé durant un temps refuge en Irlande du Nord, menacé d'extradition en Espagne, Iñaki de Juana Chaos est actuellement introuvable par les services de police. Des articles de presse le localisent au Venezuela.

Ces deux événements ont, à l'évidence, centré l'attention médiatique des médias analysés selon le prisme idéologique « basquiste »-« espagnoliste ».

En effet, encore sous l'effet de l'attentat de Madrid, la proposition politique de Batasuna et la diffusion de la photo de Iñaki de Juana Chaos affaibli par une grève de la faim, ont été perçus comme une provocation, ou ignorés par la presse de Madrid et *El Correo*, ou encore comme un effort de paix et une injustice par la presse nationaliste.



Figure 15 : Iñaki de Juana Chaos sur son lit d'hôpital montrant les effets de la grève de la faim (source Times online)

►► « Condamnation du terrorisme »

D'une manière générale, le traitement de l'actualité par la presse de Madrid était influencé par l'idée-force « condamnation du terrorisme » et la presse nationaliste par celle de « résolution du conflit » et « absence de démocratie dans l'Etat espagnol ».

Ces deux événements ont largement éclipsé l'annonce du procureur de la *Audiencia nacional*, Enrique Molina, le 6 février 2007, de la révision des peines de prison demandées dans le cadre du macro-procès connus sous le nom 18/98, regroupant des procédures contre l'organisation KAS, le journal *Egin*, la revue *Ardi Beltza*, *Xaki* et la *Fondation Joxemi Zumalabe*, prônant la désobéissance civile. Sur le fond, les accusations restèrent les mêmes, celles de collaborer avec l'ETA. Ces procès basés sur la théorie que « tout est l'ETA » n'ont jamais été compris dans les milieux nationalistes, car ils accusaient des militants politiques, pour certains des personnalités importantes, de collaborer ou d'être directement membre ou dirigeant de l'ETA. Dans le reste de l'Espagne, ces procès n'ont d'une manière générale pas suscité de vague d'indignation et ont été perçus comme une nécessité de la lutte antiterroriste. La couverture médiatique de cette information suit donc cette logique identitaire. Dans les titres de Madrid à l'exception de *El País*, les liens avec l'ETA sont constamment répétés dans les textes alors que, dans la presse nationaliste, l'incohérence des accusations est mis en exergue : « Molina diminue de moitié sa demande de prison pour les accusés de Ekin. Il maintient les liens des 52 prévenus avec l'ETA et

retire l'accusation contre l'un d'eux. »³⁸⁶ ; « Le procureur demande presque 500 ans de prison pour agir pour Euskal Herria »³⁸⁷

Le cas Iñaki de Juana Chaos est extrêmement intéressant au niveau médiatique, puisque ce cas implique ce champ à triple titre. Premièrement, le prisonnier a vu son séjour en prison prolongé à cause de la publication de deux articles dans la presse. Deuxièmement, la grève de la faim du prisonnier a été extrêmement médiatisée par les médias de Madrid depuis le début de cette action en été 2006, en raison de l'historique sanglant de Juana Chaos durant sa période d'appartenance à l'ETA. La presse de Madrid relayait l'incompréhension des politiques et des associations de victimes face à une injustice par rapport aux victimes causées par le prisonnier. Enfin, le fait qu'un titre britannique diffuse la photo montrant les effets de la grève de la faim sur le prisonnier est une illustration des efforts d'internationalisation du conflit basque par la Gauche *abertzale*. En effet, cette photo a été prise et transmise à *The Times* par un militant du mouvement indépendantiste. Dans d'autres moments, notamment, le communiqué annonçant la fin définitive de la lutte armée du 20 octobre 2011 diffusé par la BBC, l'ETA a transmis des communiqués aux médias britanniques. La diffusion des messages de l'ETA par ces médias ont provoqué systématiquement l'ire des médias de Madrid. Pour leur part, les médias britanniques soulignent leur indépendance et assument l'intérêt de diffusion de l'information. Le cas Iñaki de Juana Chaos n'échappe pas à cette logique, tant pour les médias espagnols que pour le journal *The Times*.

Le lendemain de la publication de la photo, les titres *ABC* et *El Mundo* mettent en avant leur discours unioniste-radical, en s'offusquant de la provocation de l'indépendantisme basque : « ETA se rit du Gouvernement et présente en Europe De Juana comme un martyr. »³⁸⁸ ; « De Juana ne montre aucun repentir, il se présente comme une victime et caractérise comme un événement l'attentat de Barajas. »³⁸⁹ *El País*, *El Correo*, *Deia* et *Gara* traitent quant à eux l'information d'une manière factuelle, en mettant notamment en exergue la déclaration de soutien au processus de paix effectuée par le prisonnier : « De Juana défend le « processus de dialogue » et affirme qu'il poursuivra sa grève de la faim. »³⁹⁰ ; La Gauche *abertzale* fait pression sur le Tribunal suprême avec la diffusion d'un De Juana affaibli. »³⁹¹ ; « De Juana appuie le

³⁸⁶ Article in *ABC*, 07/02/2007

³⁸⁷ Article in *Gara*, 07/02/2007

³⁸⁸ Titre in *ABC*, 06/02/2007

³⁸⁹ Article in *El Mundo*, 06/02/2007

³⁹⁰ Article in *El País*, 06/02/2007

³⁹¹ Article in *El Correo*, 06/02/2007

processus et pense qu'il est plus que jamais nécessaire de résoudre le conflit basque. »³⁹² *Gara*, dans un discours davantage radical, reprend une déclaration de l'organisation anti-répression Askatasuna : « La photographie de De Juana reflète la nature de l'Etat espagnol. »³⁹³

Il est ainsi possible d'observer que les discours les plus extrêmes, présents dans *ABC* et *Gara*, s'alimentent, dans ce cas, mutuellement pour créer un parallèle avec le cas du prisonnier de l'IRA Bobby Sands qui mourut tragiquement suite à une grève de la faim dans une prison nord-irlandaise en 1981. L'intérêt de *The Times* pour le cas De Juana a, à n'en pas douter, été alimenté par le conflit nord-irlandais et l'affaire Bobby Sands. A ce titre, le lendemain de la parution de la photo dans le journal anglais, celui-ci publia une note de son directeur justifiant la décision de diffuser la photographie de De Juana. Dans cette note, le directeur Robert Thomson, expliquait que cette nouvelle était « un important reportage sur une figure extrêmement controversée. Qu'une personne soit controversée ne signifie pas qu'elle ne doit jamais être interviewée, photographiée ou que l'on ne doive pas écrire quelque chose sur elle. » Selon Thomson, le reportage était « bien travaillé et pleinement professionnel dans sa préparation. Je suis convaincu qu'il contribuera d'une manière significative à un débat crucial en Espagne et dans le monde entier. »³⁹⁴ Ces propos amenèrent le journal *Gara* à décrire le choix éditorial de *The Times* de « leçon déontologique du directeur. »³⁹⁵

A l'approche du dénouement de l'affaire De Juana par le Tribunal Constitutionnel, l'ensemble des titres, à l'exception de *Gara*, ont relayé une information polémique issue d'une déclaration d'un membre de la sous-direction de l'antiterrorisme français durant un procès contre des membres de l'ETA à Paris. Dans une période d'incertitude pour le processus, cet expert a alerté sur la menace que représentait toujours l'ETA en termes de nombre de militants et d'armes. En voici, quelques extraits : « Paris avise que l'ETA garde des « centaines d'explosifs et des armes » dans des appartements en France. »³⁹⁶ ; « Un document de l'ETA chiffre à un demi-millier ses activistes, selon la police française. Les effectifs se sont stabilisés (...) depuis le milieu des années 80. »³⁹⁷ ; « Le cessez-le-feu coïncide avec la plus grande activité etarra en France, selon un expert de la police. Durant 2006, l'organisation terroriste a volé dans ce pays 71 véhicules, chiffre inédit

³⁹² Article in *Deia*, 06/02/2007

³⁹³ Article in *Gara*, 06/02/2007

³⁹⁴ Note du directeur, *The Times*, 06/02/2007

³⁹⁵ Article in *Gara*, 07/02/2007

³⁹⁶ Article in *ABC*, 07/02/2007

³⁹⁷ Article in *El Correo*, 07/02/2007

jusqu'à lors. Les attaques à main armée se sont également multipliées ainsi que les vols de matériel explosif et les extorsions de fonds. »³⁹⁸

►► « Résolution du conflit »

Face à cette multitude de nouvelles liées à la lutte antiterroriste, l'initiative de la Gauche *abertzale* pour relancer le débat politique autour du processus de paix n'a pas créé de grand événement médiatique en dehors de la presse nationaliste. Dans un moment, en Espagne, où tous les esprits étaient encore marqués par l'attentat de Madrid et les regards fixés sur Batasuna dans l'attente d'une prise de distance avec la violence, la proposition des Indépendantistes basques a été majoritairement perçue avec scepticisme. Après l'attentat de Madrid, force est de constater qu'à ce moment donné, aucun titre de la presse de Madrid n'avait confiance dans la Gauche *abertzale*. « Otegi enlève la poussière sur le pacte avec le Gouvernement avant la trêve pour rouvrir le « processus ». Il propose l'annexion de la Navarre au Pays basque dans une « autonomie politique » « à l'intérieur de l'Etat espagnol », mais avec la porte ouverte pour l'indépendance. »³⁹⁹ ; « Batasuna propose une autonomie unique pour Euskadi et la Navarre à l'intérieur de l'Etat espagnol. »⁴⁰⁰ ; « PNV et PSE pensent que le pas que doit maintenant effectuer le parti illégal est de prendre ses distances avec la violence. »⁴⁰¹

Seuls les deux titres de la presse nationaliste ont d'une manière importante relayé la proposition. Cette presse a, de cette manière, joué un rôle de « caisse de résonance » à la relance publique du processus de paix. Les extraits suivants permettent d'illustrer ces propos : « La Gauche *abertzale* a fixé les bases qu'elles considèrent « suffisantes » pour « dépasser le conflit politique avec l'Etat espagnol. » Elle propose, en prenant en compte la réalité actuelle, un nouveau cadre pour Araba, Bizkaia, Gipuzkoa et la Navarre. En termes juridiques, il se baserait sur l'autonomie politique, qui devrait être approuvée par la majorité dans la CAV et en Navarre, et garantirait dans le futur n'importe quel projet politique, y compris l'indépendantisme. »⁴⁰² ; « Batasuna lance une proposition d'autonomie pour dépasser le conflit. »⁴⁰³ ; « Zapatero s'accroche à la possibilité d'en finir avec la violence au travers le dialogue. »⁴⁰⁴

³⁹⁸ Article, in *El Mundo*, 08/02/2007

³⁹⁹ Article in *ABC*, 08/02/2007

⁴⁰⁰ Article in *El País*, 08/02/2007

⁴⁰¹ Article in *El Correo*, 08/02/2007

⁴⁰² Article in *Gara*, 08/02/2007

⁴⁰³ Article in *Deia*, 08/02/2007

⁴⁰⁴ Article in *Deia*, 08/02/2007

6^{ème} événement : Interview de l'ETA dans le journal *Gara* affirmant sa volonté de poursuivre le processus de paix (8 avril 2007)

Préoccupée par la situation de blocage du processus et dans l'expectative des élections municipales du 27 mai 2007, la Gauche *abertzale* poursuiva, durant les mois de février et de mars 2007, ses efforts pour convaincre le Gouvernement espagnol de revenir à la table des négociations. Ainsi, Arnaldo Otegi déclara dans le journal catalan *La Vanguardia*, que « le Gouvernement avait des raisons de ne pas avoir confiance dans la relation avec l'ETA. »⁴⁰⁵ Durant cette période, l'ETA envoya une lettre à Rodriguez Zapatero dans laquelle l'organisation communiquait sa volonté de maintenir le cessez-le-feu et exprimait sa disposition de reprendre le processus. L'ETA considérait comme un « accident » la mort des citoyens équatariens dans l'attentat de Barajas. Le 18 février 2007, Zapatero répondit publiquement à l'ETA dans un meeting du PSE à Vitoria. Il exprima que la seule possibilité de reprendre le processus devait passer par un engagement de l'ETA d'abandonner les armes. Une réunion entre l'ETA et un émissaire du gouvernement eut néanmoins lieu sous les auspices de l'institution assurant la médiation du processus, le *Centre Henri Dunant*, les 30, 31 mars et 1^{er} mai 2007 (Aizpelea, Eguiguren, 2011, pp. 233-234). L'avocat Gómez Benítez fut l'émissaire du Gouvernement. Il s'agissait d'un homme de confiance du Premier ministre de l'époque Perez Rubalcaba. Son mandat était sans ambiguïté : transmettre à l'ETA que la seule possibilité de reprendre le processus requérait de condamner l'attentat de Madrid et de s'engager à ne plus en commettre d'autres. Malgré le refus de l'ETA de se soumettre à cette condition, un deuxième round de négociation s'est tenu à Genève du 14 au 21 mai 2007 entre, d'une part, le Gouvernement et l'ETA et d'autre part, entre des délégations de Batasuna et du PSOE. Il semble que cette nouvelle tentative de dialogue provienne des efforts de Tony Blair et de Gerry Adams visant à soutenir une ultime fois le dialogue. (idem, p. 238) L'ETA souhaitait proposer au gouvernement une nouvelle offre de résolution du conflit.

C'est donc dans ce contexte d'incertitude et un mois avec le dernier *round* de négociation du processus que l'ETA interpelle à nouveau l'opinion publique par le biais d'une longue interview publiée dans le journal *Gara*, le 8 avril 2007, le jour de l'Aberti Eguna.⁴⁰⁶ Dans celui-ci, l'organisation armée assure que le cessez-le-feu est toujours en vigueur : « ETA confirme aujourd'hui tous ses engagements du 24 mars 2006. Si les attaques contre Euskal Herria

⁴⁰⁵ *La Vanguardia*, 26/02/2007

⁴⁰⁶ Jour de la patrie en euskera. Ce jour marque la célébration de la nation basque pour les partis nationalistes.

disparaissent, nous sommes disposés à prendre des engagements fermes pour arriver à un contexte d'absence de violence. ». Evidemment, en fonction du positionnement politique dans le conflit, les interprétations des propos de l'ETA étaient en opposition complète. Pour Arnaldo Otegi, l'interview démontrait « une invitation à l'accord et à la paix. Pour lui, l'organisation montrait un « engagement évident » pour un climat de non-violence et une prédisposition à « renoncer à l'usage des armes ». Le Gouvernement répondait à l'ETA en rappelant l'exigence d'un arrêt définitif de la lutte armée pour rouvrir le processus de dialogue pour mettre fin au terrorisme. A Batasuna, il était rétorqué qu'elle devait respecter la *Loi sur les partis politiques* si elle souhaitait participer aux élections.

Le fait que, un mois après cette interview, les parties en conflit étaient à nouveau à la table des négociations démontrent l'importance des propos de l'ETA. Ils ont permis d'exposer à l'opinion publique la volonté de l'organisation armée de poursuivre le dialogue. Pourtant, l'impossibilité de trouver un accord lors des ultimes négociations provoqua la décision de l'ETA de mettre un terme au cessez-le-feu le 6 juin 2007. Suite à la rupture du cessez-le-feu et en préparation des élections générales de mars 2008, l'unique option viable pour le PSOE était de se montrer ferme envers la Gauche *abertzale*, en réactivant les mesures de répression. Deux faits immédiats illustrent ce tournant politique : d'une part, le renvoi en prison de Iñaki de Juana Chaos le 7 juin 2008, d'autre part, l'emprisonnement du principal interlocuteur de la Gauche *abertzale*, Arnaldo Otegi, le 8 juin 2007.

Anticipant le communiqué de l'ETA et les revendications du nationalisme basque durant l'*Aberrri Eguna*, la presse « espagnoliste » relayait, le 8 avril 2007, une information sur la détention, la semaine précédente, du *Commando Donosti*⁴⁰⁷ de l'ETA. Selon des sources policières, celui-ci était prêt à mener des attentats si De Juana Chaos mourrait des conséquences de la grève de la faim. Selon ces mêmes sources, les membres du commando disposaient d'informations suffisantes sur des cibles potentielles. Cette information sur la menace que représente l'organisation armée et le ton virulent du communiqué de l'ETA ont amené la presse de Madrid et *El Correo* à traiter l'actualité sous l'influence marquée de l'idée-force « condamnation du terrorisme ». A cette époque, les premières rumeurs sur la fin de la trêve et du processus commencent déjà à circuler dans les médias. Néanmoins, le communiqué de l'ETA a été fortement relayé par la presse « espagnoliste », démontrant, malgré la méfiance envers son

⁴⁰⁷ Le terme « commando » est utilisé par l'ETA pour définir une cellule active de militants. Chaque « commando » porte un nom.

contenu, qu'il constituait pour les journalistes un document pertinent. A l'opposé, la presse nationaliste a donné un large écho aux revendications nationalistes pour l'autodétermination et la résolution du conflit. A la veille de la diffusion intégrale de l'interview dans le journal *Gara*, celui-ci fit la promotion de cette exclusivité en diffusant un aperçu de l'interview de l'ETA sur son site internet. Par la suite, ce procédé a été régulièrement utilisé par *Gara* pour promouvoir des exclusivités liées au milieu de la Gauche *abertzale*.



Figure 16 : La Une de *Gara* et *ABC* du 2 avril 2007

►► « Condamnation du terrorisme »

De nombreux articles concernent l'arrestation du commando de l'ETA et les rumeurs de rupture de la trêve : « Le « commando Donosti » avait l'ordre de commettre des attentats si De Juana mourrait. L'information selon laquelle le « talde »⁴⁰⁸ s'était réorganisé et disposait déjà de cent objectifs provoque une alarme encore plus grande que l'explosion de Barajas. »⁴⁰⁹ ; « Le commando Donosti est né le lendemain de la trêve. Le nouveau groupe était formé d'au moins 30 activistes, dont la plus grande partie a réussi à prendre la fuite. La Garde civile dispose d'un document du supposé chef du commando qui affirme qu'il « faut commencer à aiguiser la hache ». »⁴¹⁰ ; « ETA a placé au poste de responsable de la propagande de Batasuna l'un des siens pour contrôler son discours. Sergio Lezcano Bernal, détenu dans le cadre de l'opération

⁴⁰⁸ Un *talde* signifie un groupe en euskera.

⁴⁰⁹ Article in *El Correo*, 08/04/2007

⁴¹⁰ Article in *El País*, 08/04/2007

contre le « Donosti », a également travaillé pour PCTV et une des « nekanes »⁴¹¹ l'a payé plus de 2'000 euros. »⁴¹²

A la veille de la rupture du processus de paix, nous ne pouvons que constater que l'ultime baroud d'honneur de l'ETA et de la Gauche *abertzale* pour sauver les négociations ne convaint guère les journalistes de Madrid et de *El Correo*. La division de la communication politique sur la problématique basque expliquée dans le troisième chapitre est de la sorte à nouveau une réalité. Le traitement journalistique de l'actualité est ainsi différent suivant l'appartenance des journalistes à un média « espagnoliste » ou « basquiste ».

Les articles commentant l'interview de l'ETA ne montrent pas davantage de compréhension envers la cause indépendantiste. En effet, les propos de l'ETA ont provoqué une importante réaction politique contre le terrorisme. Seul le journal *Gara* voit dans les propos de l'ETA un signe positif pour le processus : « ETA fait du chantage au Gouvernement et annonce qu'elle maintient sa « lutte armée ». »⁴¹³ ; « Les partis rejettent les intentions de l'ETA de prendre la tutelle du processus. Ils invitent l'organisation à renoncer aux armes, seuls Batasuna et LAB voient des aspects positifs dans l'interview à *Gara*. »⁴¹⁴ ; « Le Gouvernement répond aux menaces de l'ETA avec la loi des partis. L'exécutif exige de l'organisation terroriste l'abandon définitif des armes pour rouvrir le processus. »⁴¹⁵

Face à cette série de propos négatifs envers les déclarations de l'ETA, le traitement de l'exclusivité par *Gara* illustre un récit de la réalité différent de la part des journalistes de ce journal. La *Une* de *Gara* est symptomatique de l'isolement idéologique du mouvement indépendantiste ; Les partis critiquent un message qu'Otegi situe comme « une offre de dialogue ». Les évaluations réalisées par l'ETA dans l'interview publiée hier par *Gara* ont été disqualifiée par tous les partis avec les arguments habituels. »⁴¹⁶

⁴¹¹ PCTV : Parti Communiste des Terres Basques, Petit parti de gauche nationaliste représenté au parlement basque suite au soutien des électeurs de Batasuna aux élections de 2005. Nekanans : nom méprisant, ayant son origine dans le nom de l'une des porte-paroles du PCTV, Nekana Erauskin, faisant allusion aux députées de ce parti.

⁴¹² Article in *ABC*, 08/04/2007

⁴¹³ La *Une* in *ABC*, 09/04/2007

⁴¹⁴ Article in *Deia*, 09/04/2007

⁴¹⁵ Article in *El País*, 09/04/2007

⁴¹⁶ Article in *Gara*, 09/04/2012

►► « Autodétermination du Peuple basque »

Malgré un nombre important d'incertitudes sur la suite du processus, l'Aberri Eguna est un jour important pour les différents partis issus des différents courants du nationalisme basque. Jusqu'à aujourd'hui, la violence de l'ETA a empêché les deux grands rivaux - PNV et Batasuna - de célébrer cette fête d'une manière unie. La célébration du jour de la patrie des Basques est l'occasion pour les nationalistes de revendiquer l'autodétermination du peuple basque. La presse nationaliste s'en est faite largement écho : «Aberri Eguna sans division ni frontière »⁴¹⁷ ; « Errazti (présidente de EA) affirme que la paix arrivera avec l'autodétermination. »⁴¹⁸ ; « Udaltzita réclame de la « tenacité » pour « construire une nation entre tous. Ils demandent à l'ETA de « laisser la violence d'un côté » pour « construire un nouveau cadre politique ». »⁴¹⁹ ; « Des milliers de personnes ont réclamé à Irun la construction nationale de Euskal Herria. »⁴²⁰

⁴¹⁷ La Une in *Gara*, 09/04/2012

⁴¹⁸ Article in *Gara*, 09/04/2012

⁴¹⁹ Article in *Deia*, 08/04/2012

⁴²⁰ Article in *Deia*, 09/04/2012

4.2.2.3 Synthèse : un processus de paix sans trêve médiatique

L'analyse du traitement journalistique des six événements sélectionnés permet de constater le parallélisme idéologique entre les médias et les idéologies politiques existantes dans le conflit basque. En effet, à l'exception de l'événement de l'annonce de la trêve par l'ETA (où le traitement journalistique fut passablement lié aux faits de l'actualité en raison de l'incertitude sur les prochaines étapes du processus), les autres événements du processus furent fortement marqués par les positions des partis politiques. Ainsi, jusqu'à l'attentat de l'ETA à l'aéroport de Madrid, le 30 décembre 2006, l'espace de la communication politique sur la résolution du conflit basque était marqué par une séparation entre les titres proches des acteurs engagés dans le processus (*Gara, Deia, El País, El Correo*) et les titres proches de l'opposition au dialogue avec l'ETA menée par le Parti Populaire (*El Mundo, ABC*). Durant la période du processus, ces deux derniers titres ont du reste choisi le ton de la polémique entre les deux grands partis en Espagne. A l'opposé des autres titres, *El Mundo* et *ABC* ont ainsi insisté d'une manière importante sur les désaccords du principal parti d'opposition, le Parti Populaire, au processus de paix mené par le parti socialiste.

L'attentat de Madrid marque un point d'inflexion extrêmement important pour les titres ayant couvert le processus d'une manière volontariste. En effet, nous avons pu observer que les événements en faveur de la paix (proposition de Batasuna et interview de l'ETA), qui se sont déroulés postérieurement à l'attentat, ont été, soit perçus comme une provocation, soit tout simplement ignorés par la presse de Madrid et *El Correo*. Seule la presse nationaliste semblait encore croire dans la paix après l'action de l'ETA. Un article paru dans le journal *El País*, le 11 juin 2007, soit cinq jours après la rupture de la trêve par l'ETA, est révélateur de la volonté du Gouvernement de montrer à l'opinion publique espagnole que le processus s'était achevé avec l'attentat de Madrid. En effet, dans celui-ci, le journaliste Luis R. Aizpeolea révèle dans un article intitulé « Ainsi fut le dialogue avec l'ETA », le déroulement du processus. Les informations exclusives présentes dans l'article suggèrent que le journaliste dispose d'une source autorisée, provenant certainement du Gouvernement. Néanmoins, les faits relatés dans l'article ne vont pas au-delà du 31 décembre 2006, ignorant ainsi, notamment, les négociations de mai 2007. A l'époque, cette limite avait son importance. Elle communiquait aux lecteurs de *El País* la fermeté

du Gouvernement envers l'ETA après son action. Elle signifiait que le Gouvernement n'avait plus négocié avec l'ETA après le 30 décembre 2006. Ce qui, par la suite, se révéla inexact.⁴²¹

L'analyse des articles d'informations après l'attentat de l'ETA suggère un retour à un état de conflit « actif ». En effet, les changements dans l'espace de la communication politique observables durant les six premiers mois du processus ne sont plus présents le 31 décembre 2006. La fracture entre l'espace « basquiste » et l'espace « espagnoliste » est similaire à celui identifié lors de l'analyse des articles d'opinion dans le cadre du Plan Ibarretxe. De cette manière, seul les deux titres de la presse nationaliste, *Gara* et *Deia*, poursuivaient leur implication dans le processus en choisissant de traiter des initiatives et déclarations favorables à la reprise du processus. La différence dans les choix journalistiques de ces quotidiens avec ceux des autres titres est parfois si importante qu'elle démontre une représentation de la réalité singulière. A la lecture des différents journaux, se forme alors un modèle de société légitime qui s'oppose à un autre illégitime, basé sur la logique du juste et de l'injuste (Ansart, 1974, p. 17). Ces différences d'appréciations de la réalité démontrent l'influence des discours idéologiques dans les pratiques journalistiques. En effet, ces discours influencés par des arguments fondés sur la raison, définissent des idées, des programmes, des modèles politiques pour une société comme étant les seuls envisageables à un moment historique donné. Ils influencent à n'en pas douter les journalistes dans leur métier. Cette influence a comme conséquence de créer une sorte de spirale du silence (Noelle-Neumann, 1989) n'autorisant, selon le média, qu'une seule opinion publique, isolant les autres opinions et faisant d'elles des positions dominées dans l'espace de la communication politique sur la résolution du conflit basque.

En résumé, l'espoir d'un traitement équilibré du processus de paix n'a duré qu'un court laps de temps. Le processus de paix n'a pour ainsi dire pas bénéficié de trêve médiatique. Les titres de presse ont ainsi rapidement rapproché leurs positions avec les partis politiques qui leur sont proches. Si cette pratique est acceptable concernant les articles d'opinions, elle est discutable quant des éléments idéologiques sont identifiés dans les articles d'information.

En effet, « les messages journalistiques devraient distinguer les faits des opinions afin que les récepteurs demeurent les arbitres ultimes et puissent prendre des décisions éclairées, basées sur des faits qu'ils auront eux-mêmes interprétés, évalués, acceptés ou rejetés, en toute autonomie » (Barnier, 2006, p. 32). Selon le journaliste Mariano Ferrer, ces choix éditoriaux

⁴²¹ "Así fue el diálogo con ETA", Article de Luis. R. Aizpeolea, *El País*, 10 juin 2007.

visaient une double influence, l'opinion publique et les décisions politiques.⁴²² Ainsi durant le processus de paix 2006-2007, les titres de presse ont poursuivi leur implication dans le conflit en représentant les groupes sociaux qui y sont engagés. A ce titre, les journaux analysés peuvent être considérés comme des acteurs insérés dans le conflit comme tous les autres acteurs. Comme nous l'avons mis en exergue dans le chapitre 2, les médias interviennent selon une double logique. Ils défendent les intérêts de ses « proches » politiques et économiques tout en se définissant envers ses derniers comme médiateurs de la société. Ils condamneraient les propos des autres tout en cherchant à légitimer cette stigmatisation auprès des siens. La situation de conflit pousserait ainsi les médias à se positionner en fonction des intérêts identitaires auxquels ils sont rattachés même quand la paix entre deux sociétés ou communautés rivales est en jeu (Borrat, 1989, p.16).

Dans le cas du conflit basque, la majorité des agents du conflit ont considéré l'attentat de Madrid comme la reprise de la terreur par l'ETA. Considérant la guerre menée par l'organisation comme anachronique et non-justifiée, ce positionnement antiterroriste a eu une grande influence sur les pratiques journalistiques en Espagne. S'il a été démontré que la violence politique de l'ETA a provoqué la division de l'espace de la communication politique sur le conflit basque, le retour de celle-ci, le 30 décembre 2006, a immédiatement polarisé des positions qui s'étaient rapprochées durant les premiers mois du processus de paix. En effet, s'il était souhaitable que la résolution du conflit basque prenne en compte les demandes des quatre grandes familles politiques du Pays basque (Gauche *abertzale*, PNV, PSE-EE, PP), l'espace de la résolution du conflit mise en place depuis 2004 semble privilégier un accord entre les trois premières, qui regrouperait une majorité, le PP s'étant jusqu'à aujourd'hui auto-exclu de tout règlement politique du conflit. Les opposants à la violence ont atteint une première étape le 20 octobre 2011 près de cinq ans après l'attentat de Madrid, lorsque l'ETA s'est engagé à arrêter définitivement la lutte armée.

⁴²² Interview de Mariano Ferrer, supplément de *Gara* sur le processus de paix, septembre 2007.

4.3 L'influence du journalisme dans la construction de la paix

Dans le cadre de l'idéal-type des sociétés démocratiques, Mc Nair (1999, pp. 21-22) suggère cinq fonctions des médias : 1. informer les citoyens sur les événements qui leurs sont proches ; 2. les éduquer sur le sens et la significations des faits ; 3. mettre à disposition une plateforme pour les discours politique public, incluant un espace pour l'opposition ; 4. assurer un rôle de surveillance du fonctionnement du système démocratique (la conception *watchdog* du journalisme) en dénonçant des scandales, les abus ou encore les mensonges des élus ou des autres élites politiques. Les journalistes instaurent ainsi une relation conflictuelle avec la politique ; 5. servir de canaux pour le plaidoyer des différents points de vue politiques.

A partir de ce modèle idéal et en prenant en compte le potentiel dont disposent les médias pour atteindre la population, le courant du *peace journalism* présuppose un certain nombre de fonctions des médias dans la transformation d'un conflit de la guerre vers la paix (Melone, Terzis and Beleli, 2002, pp. 3-4). Premièrement, les médias peuvent informer et éduquer en garantissant un flux d'informations pertinentes et constructives, neutralisant des mauvaises perceptions, identifiant les enjeux et aidant à construire un consensus (Manoff, 1998). Deuxièmement, ils peuvent aider à construire de la confiance et exercer un rôle de médiateur entre les parties du conflit en favorisant la communication, en générant des alternatives au conflit violent, en reflétant les désirs et besoins des personnes ordinaires pour la paix, en communiquant sur le processus de négociation entre les agents et fournissant un forum pour le dialogue en cours (Siebert, 1998). Troisièmement, les médias peuvent agir comme *watchdog* sur les dirigeants afin d'assurer une transparence sur le long terme et un suivi des violations des droits de l'homme, et dans un sens plus large, alerter sur une éventuelle escalade du conflit (Melone, Terzis and Beleli, 2002).

Pourtant, comme il a été souligné dans le chapitre 2, nombre d'universitaires et de praticiens ont remis en question l'opportunité de l'implémentation du *peace journalism* dans les rédactions. Concept controversé, en raison de sa représentation volontariste et idéaliste du journalisme, les différents travaux ont posé essentiellement deux questions : d'abord, la question de la pertinence de promouvoir l'implémentation de ce concept. Et celle de la manière de mettre en pratique le *peace journalism* ((Hanitzch, 2007 ; Loyn, 2007 ; Bläsi, 2009).

A ces critiques auxquelles nous nous joignons, l'analyse des pratiques journalistiques dans le cadre du conflit basque enseigne également sur la difficulté pour les journalistes de maintenir une impartialité face aux différents acteurs du conflit. Même si, comme le soulève Le Bohec, les journalistes existent en tant que groupe social et « les classer à droite ou à gauche sera (...) d'une faible utilité pour comprendre leurs pratiques. » (Le Bohec, 1998, p. 143), les analyses effectuées indiquent que les liens identitaires et la violence de l'ETA amènent les journalistes à pratiquer leur profession suivant le *diktat* des formations politiques engagées dans le conflit. Cette influence de la politique sur le journaliste rend difficile un traitement journalistique équilibré et impartial des événements surgissant dans le conflit et les tentatives de résolution de celui-ci. Le journaliste est, pour ainsi dire, malgré lui, engagé dans le conflit. Ce problème se révèle essentiel, car il soulève une contradiction importante de l'écriture journalistique entre l'idéologie (ou identité) professionnelle, la déontologie journalistique et l'idéologie politique. C'est notamment ce paradoxe que nous allons analyser dans les lignes qui suivent afin de cerner davantage la compréhension du rôle du journalisme dans le processus de paix basque.

Si l'analyse précédente a permis de comprendre le suivisme idéologique existant entre titres de presse et courants politiques dans l'espace de la communication politique sur la problématique basque, il s'agit, ici, de décrire les éléments déterminants des pratiques journalistiques pouvant faciliter la paix ou au contraire constituer un frein à la résolution du conflit. Après une réflexion sur l'idéal du *Peace journalism*, nous nous focaliserons sur trois éléments liés à la production de l'information. Premièrement, inspiré par les travaux de Gadi Wolsfeld, évoqués dans le chapitre 2, nous traiterons de la conjoncture et les circonstances internes et extérieures au processus de paix. Deuxièmement, nous nous emploierons à décrire les raisons de l'engagement des journalistes dans le conflit, reposant sur le déterminisme idéologique et la question du terrorisme. Troisièmement, les contraintes des journalistes seront explicitées en distinguant les contraintes structurelles et celles liées au conflit. Enfin, la conclusion de ce chapitre s'appliquera à constater les contradictions existantes entre l'idéologie politique et la déontologie professionnelle des journalistes.

Au niveau méthodologique, les réflexions sont réalisées à partir des analyses précédentes, en revenant sur le cadre théorique et les témoignages de journalistes et de personnalités politiques basques et espagnoles. En tout entre 2008 et 2012, treize journalistes et huit politiciens ont été interrogés dans le cadre de cette recherche. Afin de sauvegarder l'anonymat des personnes interviewées, les extraits des interviews avec les journalistes et les personnalités politiques sont

référéncés et cité selon le codage suivant : J1, J2, J3, P1, P2, P3. J=Journaliste et P=Politicien. Le numéro qui suit permet d'identifier la personne.

4.3.1 Une production de l'information soumise aux règles du conflit

Si, en janvier 2010, les *Cortes* adoptèrent une nouvelle loi réglementant les pratiques dans le domaine de l'audiovisuel, jusqu'à aujourd'hui et ce, malgré des tentatives parlementaires, aucune législation ne régule le marché de la presse en Espagne. Il n'existe, en conséquence, pas d'organe de régulation de la presse garant de la déontologie des titres de presse. En effet, depuis la transition démocratique, les médias espagnols n'ont pas été partisans de l'adoption de codes de conduite étatique limitant leur liberté et indépendance. Ils ont préféré développer des mécanismes d'autorégulation interne et créer de codes éthiques. Parmi les journaux comptant sur leurs propres normes déontologiques, nous pouvons citer *ABC*, *El País*, *El Mundo* y *El Periódico de Catalunya*. Cependant, comme l'ont démontré différents travaux, les mécanismes internes de régulation des médias ne sont dans la majorité des cas pas suffisants, puisqu'ils ne sont pas complètement mis en pratique (Weischenberg et al., 2006; Alsius, 2010; Fernández y López de Ayala, 2011).

Pourtant, la majorité des pays européens ont mis en place une instance de plainte, en général non-contraignante, pour les questions relevant de l'éthique des médias. L'Espagne fait donc figure d'exception en ne disposant d'aucune autorité indépendante régulatrice de la presse (Gonzalez Esteban, Garcia Avilés, Karmasin, Kaltenbrunner, 2011). Cette absence de régulation extérieure aux médias permet à ceux-ci de développer leur activité en toute liberté, ne devant rendre des comptes qu'aux actionnaires et aux lecteurs. Les titres de presse espagnols ont ainsi développé comme mécanismes d'autorégulation d'une part, une série de normes éthiques et la figure du défenseur du lecteur, d'autre part. Le journal *El País* est reconnu en Europe comme un modèle du genre (Kaltenbrunner, 2006, p. 186). Dans son code éthique du traitement journalistique, *El País* décrit que la mission de l'ombudsman est de « garantir les droits des lecteurs, recevoir leurs plaintes, doutes ou suggestions sur les contenus du journal et surveiller que le traitement de l'information soit en accord avec les normes éthiques et professionnelles du journalisme (*El País*, 2002, p. 667). Les mécanismes d'autorégulation sont donc jugés suffisants pour garantir un traitement éthique de l'information par les titres de presse et les associations de journalistes en Espagne. Les voix critiques voient néanmoins des limitations à ce modèle, estimant que, dans la plupart des cas, les mécanismes d'autorégulation servent

davantage à sauvegarder les intérêts du média lui-même que de prendre note des critiques des utilisateurs et impulser des modifications substantielles dans le comportement des professionnels de l'information (Bonete, 1999, p. 43).

La liberté d'autodétermination déontologique des journaux en Espagne et la situation de conflit politique sont deux conditions facilitant l'engagement des titres de presse dans le conflit basque. De plus, comme nous l'avons vu précédemment, les critiques du *peace journalism* estiment que ce courant théorique volontariste souffre d'un défaut de pragmatisme au regard des déterminants de la pratique journalistique. Le rôle de la presse dans une société démocratique confrontée à un conflit politique pour l'autodétermination doit en conséquence être analysé à partir d'éléments multiples. Si les analyses menées dans le cadre de cette recherche ont montré l'influence de l'idéologie politique dans les pratiques journalistiques et déterminé les principales idées force présentes dans l'espace de la communication politique Ici, il est question d'apporter des explications supplémentaires à la difficulté des journalistes de s'engager activement pour la paix.

L'issue négative du processus de paix au Pays basque entre 2006 et 2007 pourrait nous conduire à conclure à l'échec du modèle du *peace journalism* dans la résolution du conflit basque. Pourtant, les analyses de contenu ont démontré que les titres de presse basques et espagnols ne fonctionnent pas suivant les mêmes logiques. Il n'existe pas d'homogénéité dans le traitement de la presse du conflit permettant de conclure d'une manière déterminante que le journalisme a joué un rôle négatif dans la promotion de la paix au Pays basque. Cette situation complexe soumet les journalistes, dans le cadre du conflit, à une série de règles déterminées par trois éléments : la conjoncture et les circonstances internes et extérieures au processus de paix, l'engagement des journalistes dans le conflit et les contraintes des journalistes. Ceux-ci sont illustrés dans le schéma suivant :

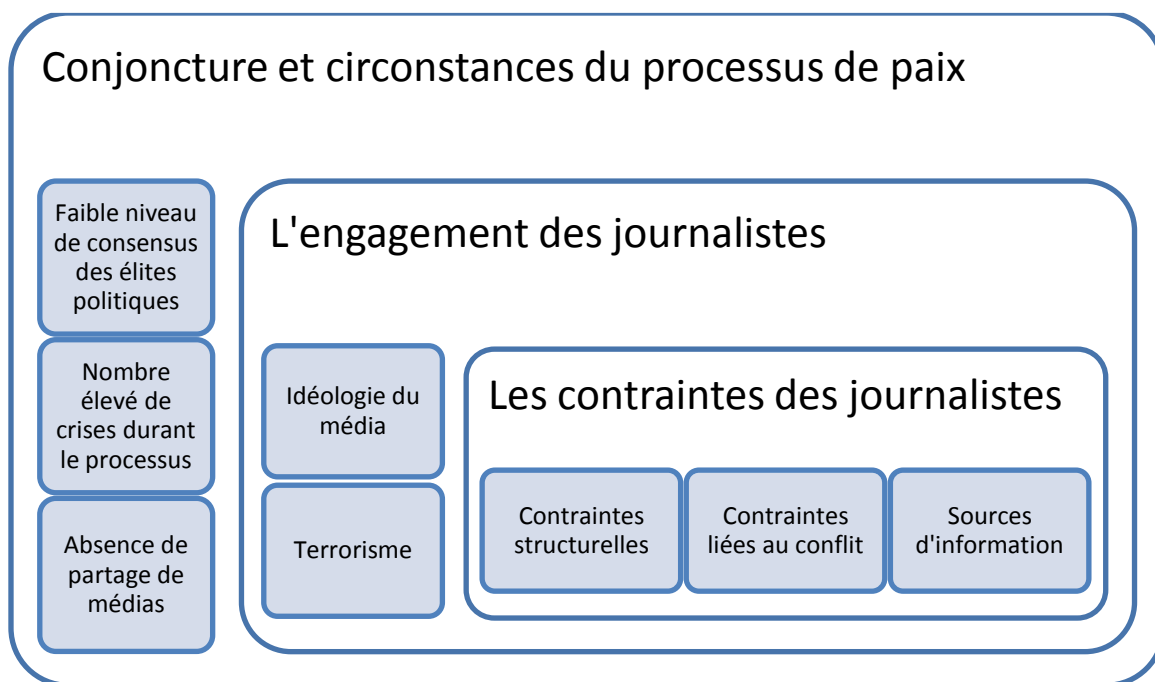


Figure 17 : Éléments déterminants des pratiques journalistiques dans la résolution du conflit basque

Ces éléments, qui font l'objet d'une description approfondie, peuvent être considérés comme les facteurs majeurs d'influence des pratiques journalistiques dans le cadre de la résolution du conflit basque. Après les analyses de contenu précédentes, ces éléments complètent la description, l'analyse et la compréhension des logiques d'action du journalisme de presse dans le traitement médiatique de la résolution du conflit basque. Leurs descriptions permettent la compréhension de plusieurs niveaux. Le premier niveau, conjoncture et circonstances du processus de paix, décrit les éléments liés aux contextes politique et médiatique du processus de paix. Le second niveau, l'engagement des journalistes, présente, les raisons de l'implication personnelle des journalistes dans le conflit, reposant sur des critères idéologiques et sur la coercition exercée par la violence de l'ETA. Enfin, le troisième niveau, les contraintes des journalistes, formule les astreintes des journalistes, lesquelles expliquent les contradictions existantes dans les pratiques journalistiques entre les idéologies politiques présentes dans ce conflit et les principes de déontologie cadrant la profession de journaliste.

4.3.1.1 La conjoncture et les circonstances du processus de paix

Comme nous l'avons souligné dans le chapitre 2, le modèle dynamique de Gadi Wolfsfeld (2004, pp. 25-38) insiste sur le fait que le rôle des médias peut varier selon la conjoncture et les circonstances internes et externes du processus de paix. Wolfsfeld opère la différenciation entre deux environnements interdépendants dans le traitement médiatique des processus politiques :

l'environnement politique et l'environnement des médias. L'environnement politique fait référence à l'agrégation des croyances, discours et comportements privés et publics concernant des affaires politiques en fonction du temps. L'environnement des médias peut être défini comme l'agrégation des croyances professionnelles, valeurs et routines que les journalistes utilisent dans leur métier. Les leaders politiques ont relativement peu de contrôle sur l'environnement médiatique. Il s'agit d'un environnement beaucoup plus stable que le politique.

Selon Wolsfeld, une des clés pour comprendre le rôle des médias dans un processus politique est d'observer les interactions entre la sphère politique et les entreprises médiatiques. Dans ce sens, la capacité d'un gouvernement à créer des consensus dans ses politiques influence considérablement la couverture médiatique de l'actualité. Dans le cadre du processus de paix au Pays basque, certains éléments mis en exergue par les recherches de Gadi Wolsfeld ont pu être identifiés dans le cadre du processus de résolution du conflit basque de 2006 à 2007. De cette manière, trois éléments médiatico-politiques apparaissent comme déterminants dans le déroulement du processus de paix au Pays basque : un faible niveau de consensus des élites politiques, un nombre élevé de crises durant le processus et l'absence de partage des médias entre les différents courants politiques.

Un faible niveau de consensus des élites politiques

Comme cela a été observé dans d'autres contextes (Entmann, 2004), un des facteurs de controverse du processus de paix qui a affaibli la position du gouvernement espagnol a été la difficulté de maintenir un consensus politique entre les deux principaux partis nationaux, le Parti socialiste (PSOE) et le Parti Populaire (PP). La tentative de consensus n'a duré que quelques mois. Lors d'un entretien, un membre du parti socialiste soulignait à ce propos que

« Durant le dernier processus, nous n'avons pas laissé la paix prospérer. Le rôle du PP, des médias et de l'Association des victimes du terrorisme (AVT), qui représente seulement 3000 des 18000 victimes) ont été très négatifs. » (P6)

En effet, le leader du PP, Mariano Rajoy, avait prévenu dès l'annonce du cessez-le-feu qu'il « n'était pas disposé à payer un prix politique pour l'arrêt d'une activité terroriste ». Et même si, quelques jours après l'annonce, le 28 mars 2006, José-Luis Rodriguez Zapatero proposait un nouveau pacte antiterroriste avec le PP, la première crise est apparue le 11 juin 2006 quand 200'000 personnes participèrent à une manifestation à Madrid contre le dialogue, manifestation convoquée par l'AVT et le PP. L'opposition du PP au processus est devenue évidente avec la réunion publique entre Batasuna, parti interdit en Espagne, et le Parti socialiste basque en juillet

2006. Cette réunion redonnait immanquablement une légitimité politique au mouvement indépendantiste. C'est à ce moment que le PP a initié son offensive contre la politique du gouvernement en se désolidarisant à l'avance de tout accord avec le mouvement indépendantiste.

Le ton belliqueux des représentants du Parti populaire est allé crescendo dans les étapes ultérieures du processus. De cette manière, le vol de 350 pistolets par l'ETA en France un jour avant le vote au Parlement européen sur un appui à la résolution du conflit a permis au PP de mener une campagne agressive au niveau européen. A ce moment du processus, la division entre les deux partis nationaux semblait déjà inéluctable.

Jusqu'à l'attentat de l'ETA du 30 décembre 2006, la presse a suivi cette division et nous pouvons ainsi observer un soutien clair au processus de négociation de la part des titres proches des acteurs politiques engagés dans le dialogue (*El País, Deia, Gara, El Correo*) et une évidente volonté de se focaliser sur cette division de la part des titres proches de l'opposition. (*ABC, El Mundo*). L'analyse d'un journaliste basque sur la différence existante entre les différents titres de presse permet d'éclairer cette question. Il souligne notamment l'impact des procédés médiatiques existants durant le processus 2006-2007 sur l'abandon de la violence par l'ETA par la suite.

« Il y a eu des différences entre la presse basque et espagnole. Depuis Euskadi, il y a eu un fort engouement en faveur du processus, lequel s'explique par l'aspiration de réaliser la paix. Cela a également été fait au niveau de l'Espagne parmi les médias les plus progressistes. De plus, le processus a permis un début de discussion sur les revendications d'une partie importante de la société basque, étant donné que l'absence de violence ouvrait les portes au débat politique serein. Il y eut beaucoup de déclarations du président Zapatero qui sont un clair exemple que les choses commençaient à changer aussi au niveau de Gouvernement. Il y a eu des manifestations et des attentes nouvelles, inédites jusqu'à ce moment. Des ponts se sont établis, lesquels ont favorisé par la suite la déclaration de l'ETA du 20 octobre 2011. » (J13)

Comme nous l'avons mentionné précédemment, l'attentat de l'ETA marque un point d'inflexion extrêmement important pour les titres ayant couvert le processus avec un cadrage en faveur de la paix. En effet, nous avons pu observer que les événements en faveur de la paix (proposition de Batasuna et interview de l'ETA) qui se sont déroulés postérieurement à l'attentat ont, soit été perçus comme une provocation, soit tout simplement été ignorés par la presse de Madrid et *El Correo*. Seule la presse nationaliste faisait encore l'effort de mettre en exergue l'actualité avec un cadrage en faveur de la résolution du conflit.

Un nombre élevé de crises durant le processus

Cette division entre les deux principaux partis politiques espagnols a permis aux crises qui ont traversé le processus d'atteindre des effets disproportionnés en relation avec l'enjeu que représente la résolution du conflit. Wolsfeld souligne que, plus le nombre et l'intensité de crises associées avec le processus est élevé, plus les médias joueront un rôle négatif (2005, p. 30). Au Pays basque, chaque geste vers l'indépendantisme basque, chaque décision de la justice en faveur d'un détenu basque, chaque action de guérilla urbaine était utilisée par l'opposition pour dénoncer les dérives du processus de paix. Durant le processus de 2005-2007, il y eut certes un nombre élevé de crises, mais leur intensité incomba à la volonté des médias d'opposition de créer des polémiques. La crise majeure du processus survient lors de l'attentat de l'ETA à l'aéroport de Madrid, faisant deux victimes mortelles. Au lendemain de cet événement, seul le mouvement indépendantiste émettait encore des espoirs de paix. Il faut dire que cet attentat avait de quoi surprendre le président espagnol qui affirmait encore un jour avant sur la situation au Pays basque qu'« aujourd'hui, nous sommes dans une meilleure situation qu'il y a une année et l'année prochaine, nous serons meilleurs que maintenant ». Le jour suivant, dans une logique de pression sur le processus de paix, l'ETA faisait sauter l'un des parkings de l'aéroport de Barajas.

L'influence des médias dans un processus de paix doit être vue en tant que cycle dans lequel des changements dans l'environnement politique amènent des modifications au niveau médiatique qui eux-mêmes transforment l'environnement politique. Le politique maintient toujours l'initiative, mais les médias sont extrêmement puissants pour créer des moments politiques propices aux changements. Ils parviennent à focaliser l'attention du public sur des événements. Pour leur part, les autorités doivent proposer des événements importants aux médias (soutiens internationaux, rencontres entre les protagonistes, etc.). Les médias vont ainsi progressivement changer leur approche à mesure que le processus se consolide. Dans le cas du processus de résolution du conflit basque, nous pouvons observer une dynamique en faveur de la paix entre les partis politiques inscrits dans le processus de paix (PSOE, PNV, Batasuna) et les médias idéologiquement proches de ces courants politiques (*El País*, *Deia*, *Gara*). Il est ainsi frappant de voir comment les gestes politiques en faveur de la paix étaient relayés positivement par ces titres jusqu'à l'attentat de l'ETA à l'aéroport de Madrid le 29 décembre 2006. Du côté des éléments pouvant provoquer des crises, nous mettons en exergue le ton apaisant du titre d'un article de *El País* après le vol d'armes par l'ETA. « Un « commando » présumé de l'ETA vole 350

pistolets en France et fait courir un risque à la paix » (*El País*, 25.10.2006). Cependant, nous pouvons considérer que le gouvernement espagnol n'a pas relayé suffisamment cette dynamique positive entre les médias et l'environnement politique. Cela aurait pu être le cas par l'organisation, par exemple, d'une conférence sur le processus de paix avec des soutiens internationaux. En effet, comme l'ont montré les travaux de Dayan et Katz présentés dans le chapitre 2, la « diplomatie des gestes » déployées par les événements médiatiques, fournissent des ressources inédites à la diplomatie. Ces événements sont susceptibles de créer un climat favorable pour faire aboutir des négociations (Dayan, Katz, 1992, pp. 204-205).

Absence de partage des médias entre les différents courants politiques

Nous entendons par partage des médias par les antagonistes une présence équilibrée des acteurs du processus de paix dans les médias. Pour Wolsfeld, plus le nombre de médias partagés est nombreux, plus les médias joueront un rôle favorable dans le processus de paix. S'il n'existe pas de partage, il y a une tendance au renforcement des stéréotypes. Par contre, si les leaders politiques partagent les mêmes médias, ils auront tendance à utiliser un langage plus modéré capable de plaire à plusieurs publics. Deux tendances claires sont identifiables dans le cas basque. Premièrement, par le fait que Batasuna étaient un parti interdit en Espagne, peu de titres se risquaient à réaliser des interviews avec les représentants de ce parti. Ce déséquilibre entre les acteurs du conflit et les titres de presse explique les raisons d'une très grande représentation de ce parti dans le journal *Gara*. Néanmoins, *El País* et *El Correo* publient quelques articles favorables à Batasuna dans la première phase du processus. « Le premier engagement décidé par le leader de Batasuna, Arnaldo Otegi et le président du Parti Socialiste de Euskadi (PSE), Jesús Eguiguren (...) a été de sécuriser le processus de dialogue qui commençait. Ils se sont engagés à poursuivre les conversations même en cas d'« accidents » comme un hypothétique emprisonnement de Otegi » (*El País*, 30.3.2006).

Deuxièmement, en terme idéologique, parmi les titres analysés dans cette recherche, seul *El Correo* parvient à regrouper différentes tendances identitaires sur le conflit. La pluralité d'opinions exprimées dans ce titre est explicable par le fait que ce quotidien, édité au Pays basque, est le journal le plus vendu dans cette Communauté autonome. Cette pluralité, qui atteint toutefois ses limites lors du traitement des thèses de l'indépendantisme basque, a également connu un point d'inflexion au lendemain de l'attentat de l'ETA. Soulignant la particularité de *El Correo*, se situant à l'interstice entre la presse de Madrid et la presse nationaliste, un journaliste délivre l'analyse suivante :

« El Correo est un journal disposant d'une très grande assise dans la société basque qui a parfaitement su s'adapter aux changements qui se sont produits ces dernières décennies. La plupart des citoyens basques n'a pas de problème de combiner son idéologie nationaliste avec l'achat et la lecture d'un journal de qualité donnant la parole à de très diverses sensibilités, malgré une ligne éditoriale très marquée. Les médias sont un espace de rencontre et El Correo a su transmettre cette image à la perfection. » (J13)

Ainsi, dans le cas du processus basque, *El Correo* ressemble le plus à ce que Wolsfeld définit comme un média partagé entre différentes communautés ou mouvances politiques. Cependant, comme cela a été relevé dans le chapitre précédent, la ligne éditoriale marquée de *El Correo* le situe davantage dans l'espace de la communication politique « espagnoliste » qu'entre les deux espaces. Malgré l'accueil de commentateurs représentant les différentes tendances de l'échiquier politique, l'analyse des articles a démontré un alignement sur les propos des partis nationaux (PSOE, PP) en fonction de l'avancement du processus. De cette manière, si certains assurent que les médias partagés sont plus fréquents dans le cadre des conflits internes plutôt que dans les conflits internationaux (Wolsfeld, 2005, p. 43), durant le processus de paix 2005-2007, il n'existait donc pas de réel média partagé entre les mouvements politiques du conflit basque, comme ce fut le cas durant le processus de paix en Irlande de Nord. Dans cette région, le journal unioniste *Belfast Telegraph* a fait des efforts pour attirer des lecteurs de la communauté catholique. Il s'agit peut-être de l'unique exemple où les intérêts commerciaux d'un média a bénéficié à ceux qui se sont efforcés de promouvoir la paix (Wolsfeld, 2005, p. 176).

4.3.1.2 L'engagement des journalistes dans le conflit

Des pratiques journalistiques définies par l'idéologie du média

Comme il a été expliqué dans le chapitre 3, l'espace de la communication politique sur la problématique basque est divisé suivant une logique identitaire entre un espace « basquiste » et un espace « espagnoliste ». Pour rappel, le conflit basque est un conflit de type identitaire, reposant essentiellement sur la lutte pour le droit à l'autodétermination d'une ethnie sans nation, qui même s'il se situe géographiquement à cheval entre deux pays, peut être qualifié de conflit interne et non de conflit interétatique. L'espace « basquiste » regroupe les acteurs du conflit qui « se sentent davantage basques qu'espagnols » alors que l'espace « espagnoliste » rassemble les acteurs « se sentant davantage espagnols que basques ».

Nous avons également pu comprendre que les titres de presse analysés dans cette recherche suivent la logique de cette division, aussi bien au niveau des articles d'opinion que dans les

articles d'information. De cette manière, le traitement médiatique de l'actualité est réalisé suivant le cadrage médiatique défini par la rédaction des journaux. Chaque média utilise un certain cadrage en fonction de ses référents identitaires et politiques. En tant que relais des informations entre des sources et des récepteurs, les journaux basques et espagnols semblent privilégier certaines sources et informations suivant la proximité idéologique avec un ou des partis politiques. Ceci amène à penser que l'information publiée dans la presse espagnole et basque est le fruit d'un « travail en commun » entre les sources et les entreprises médiatiques. Certaines sources ont ainsi des « portes d'entrée » plus grandes que d'autres suivant les médias. Cette collaboration a poussé certains auteurs à suggérer de parler de construction de l'agenda médiatique (*agenda building*), laquelle « désigne un processus collectif d'élaboration d'un agenda impliquant une certaine réciprocité entre les médias, les décideurs et le public » (Charon, 1995, p. 75).

L'espace de la communication politique basque dispose ainsi de plusieurs « maîtres de cérémonie » (Mattelart et Mattelart, 1995, p. 87) orientant les problèmes qui méritent de faire l'objet d'un débat de société. En complicité avec les acteurs politiques et en regard de la théorie de l'agenda-setting, les médias sont ainsi un moyen pour influencer l'opinion publique. Grâce à des effets d'orientation tels que le *framing* ou la *priming*, les titres de presse définissent un « agenda d'attributs » qui guide le jugement du public (Charon, 1995, p. 82). Comme nous l'avons vu lors des analyses, un événement tel que la grève de la faim d'un détenu basque ou l'arrestation d'un politicien indépendantiste peut être traité selon des cadrages différents, soit en mettant en avant les bienfaits de la lutte antiterroriste, soit en dénonçant les dérives du système judiciaire espagnol. Ainsi, la formulation, le nom attribué à un problème ou à une question peut avoir une incidence sur le fait que certains points de vue vont avoir plus d'importance que d'autres pour l'opinion publique. De plus, il a été également observé que les titres omettaient parfois de traiter certains sujets, suite à la création de filtres qui bloquent la couverture d'événements qui ne rentrent pas dans les cadres et ne disposent pas de relais sociaux (Neveu, 2001, p. 85). En outre, les titres de presse proches de l'opposition ont contribué à rendre visible l'enjeu du désaccord entre le PP et le PSE sur le déroulement du processus de paix. Dans les premiers mois du processus, *El Mundo* et *ABC* ont ainsi contribué faire de cette division une référence à travers lesquelles l'opinion publique interprétait les décisions du Gouvernement.

Face à l'ancrage des médias dans les divisions de la communication politique sur la problématique basque, les journalistes ont évidemment de la difficulté à marquer leur indépendance. Selon Txema Ramirez de la Piscina, « le débat n'existe pas dans les médias. La ligne éditoriale ne se discute pas, elle s'assume et s'applique. Avec le temps, le ou la journaliste finit par concevoir comme « normal » l'idéologie et le comportement de l'entreprise, sans que cela implique une acceptation explicite de celle-ci » (Ramirez de la Piscina, 2010). Un journaliste interviewé va dans le même sens en expliquant que

« les changements de ligne éditoriale se font d'une manière naturelle dans les entreprises. Il s'agit d'un phénomène osmotique. Par exemple, le journal *El Mundo* a complètement changé de ligne éditoriale entre les années 90 et maintenant sans qu'il y ait eu un changement de direction. » (J1)

Les liens identitaires, se déclinant dans ses positions maximalistes, soit en faveur de l'indépendance du Pays Basque, soit dans la revendication de l'appartenance indiscutable de Euskadi et de la Navarre à l'Espagne, sont essentiellement observables dans les titres déclinant un discours nationaliste (institutionnel et radical) et un discours unioniste-radical. De cette manière, nous avons pu comprendre que des revendications sur le droit à l'autodétermination du peuple basque suscitent immédiatement les réactions des politiques contre celles-ci ou en leur faveur. Ces réactions sont passablement relayées par les journaux analysés, n'hésitant pas à mettre celles-ci en titres du journal, soit en exagérant certains événements ou en mettant de l'huile sur le feu en peignant le diable sur la muraille. Dans ce sens, il est possible d'observer que des quotidiens comme *ABC*, *El Mundo* d'un côté et *Gara* et *Deia* de l'autre, fonctionnent suivant la même logique d'engagement dans le conflit identitaire. Ces quatre quotidiens marquent ainsi fortement leurs préférences nationales. Cet affrontement idéologique à travers des médias démontre que les liens identitaires entre Euskadi et l'Espagne sont extrêmement prononcés.

Ainsi, souvent les différences identitaires sont davantage d'ordre idéologique que culturel. Dans la réalité, les citoyens basques et espagnols sont mélangés aussi bien en Euskadi et en Navarre que dans le reste de l'Espagne. Au niveau médiatique, le meilleur exemple est le journal *El Correo*. Malgré une tendance rédactionnelle « basquiste » et un électorat majoritairement nationaliste, celui-ci est le titre le plus vendu en Euskadi. Les lecteurs de *El Correo* proviennent ainsi d'idéologie différente, dévoilant ainsi un paradoxe de la société basque, entre une société qui se veut idéologiquement en faveur des mouvements nationalistes, mais qui revendique dans la pratique un mélange identitaire entre la culture basque et espagnole. Un journaliste interrogé explique que

« Le rôle des Basques a été très important dans l'histoire de l'Espagne. Même les plus critiques maintiennent au jour le jour un lien étroit avec des traits importants du corpus identitaire espagnol, souvent d'une manière inconsciente. Il ne faut pas non plus oublier que ce composant espagnol est très fort dans des territoires concrets, comme Álava et la Navarre. Le même type de phénomène survient au Pays basque français par rapport à la France. Dans beaucoup de cas, l'anti-espagnol est exercé depuis les positions culturelles et vitales qui pourraient être qualifiées comme proches de l'espagnol. De ce point de vue, une incohérence marquée existe dans les attitudes de beaucoup de citoyens. » (J13)

En résumé, l'engagement dans le conflit politique des journalistes varie en fonction de la ligne éditoriale du journal sur la problématique de l'indépendance du Pays Basque. Doté généralement d'un esprit critique, hormis ceux travaillant dans des journaux portant un discours *extrémiste*, d'une manière générale, les journalistes s'efforcent de maintenir une distance avec ce sujet, en relayant les points de vue des acteurs d'une manière équilibrée. A ce titre, l'ensemble des journalistes interrogés font preuve d'une grande conscience professionnelle dans l'exercice de leur profession. La division de l'espace de la communication politique soulève néanmoins une différence importante dans l'engagement des journalistes dans le conflit. En effet, l'engagement dans le conflit s'exerce d'une manière différente si le journaliste appartient à un journal se situant dans l'espace « basquiste » ou dans l'espace « espagnoliste ». Ainsi, d'un côté, les journalistes travaillant dans la presse nationaliste auront davantage une conscience professionnelle en faveur de l'idéologie nationaliste basque. Ce qui les amène à traiter abondamment de la problématique de l'autodétermination. Il y a ainsi un fort engagement dans le conflit de type militant, comme nous l'a confié ce journaliste :

« J'ai évidemment une posture militante dans l'exercice de ma profession. Je suis proche de la Gauche *abertzale* » (J7)

De l'autre côté, l'engagement des journalistes travaillant dans des médias « espagnolistes », en dehors de ceux proposant un discours unioniste-radical, qui eux sont également engagés sur la question identitaire, reposera essentiellement dans la lutte contre l'ETA. La lutte contre le terrorisme devient un élément déterminant dans les pratiques journalistiques de la majorité des journalistes.

Le terrorisme en tant qu'élément cristallisateur

Les actions terroristes sont très largement traitées par les médias, peu importe la paternité de l'action terroriste. Les entreprises médiatiques attribuent ainsi une valeur ajoutée aux actions terroristes, en accordant de la visibilité aux revendications politiques liées aux attentats. Dans le contexte du terrorisme, comme souligné dans le chapitre 2, l'information joue essentiellement trois rôles : 1) elle relaie l'action terroriste dans l'espace de la communication politique, en

apportant un éclairage sur des problèmes dont la classe politique et la population se désintéresseraient ; 2) elle amplifie l'action et la convertit en panique, contribuant ainsi à la manipulation des esprits ; 3) elle permet d'apporter la légitimité de l'action, quelle que soit la violence qu'elle génère (Jacques Baud, 2003, p. 159). Cependant, comme le soulèvent Wieworka et Wolton, la responsabilité des médias ne se situe pas dans l'irruption du terrorisme, mais dans la réponse que les sociétés démocratiques lui apportent (Wieworka, Wolton, 1987, p. 8) Les médias accomplissent ainsi leur mission première, celle d'informer, mais contribuent aussi à déterminer nos représentations de la menace et des revendications, ainsi que celles des autorités chargées d'y répondre.

Ainsi au-delà du sentiment d'insécurité permanente que provoque ce phénomène, le terrorisme interne, qu'il soit idéologique ou séparatiste – comme les actions armées en Irlande du Nord ou au Pays Basque – a la particularité de poser la question de l'unité nationale. Celui-ci dépasse l'impact physique de l'action terroriste pour initier un débat politique dans la société. Les stratégies des acteurs politiques et médiatiques s'en retrouvent inévitablement diversifiées (Garcin-Marrou, 2001). Dans le cas d'un terrorisme qui s'étend dans la durée, comme la lutte armée de l'ETA, les médias s'empressent, la plupart du temps, d'établir des liens entre l'attentat et d'autres actions similaires, insérant de cette manière l'action terroriste dans un processus cumulatif. L'action terroriste est ainsi située dans la durée et appartient dès lors à un processus historique. Lors du processus de 2006-2007, l'opposition aux actions violentes de l'ETA avait atteint un point de non-retour. Depuis l'enlèvement et l'assassinat de Miguel Angel Blanco par l'ETA en 1997 et l'échec du processus de Lizarra-Garazi au début de l'an 2000 qui provoqua une division importante en Espagne et au Pays Basque entre nationalistes et non-nationalistes, l'état se resserrait fortement sur le mouvement indépendantiste pour qu'il rejette définitivement la lutte armée. Durant les mois qui suivirent, de nombreuses arrestations eurent lieu dans le mouvement indépendantiste, touchant hormis l'ETA, de nombreuses organisations sociales et politiques.

Une année plus tard, les attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis ont déclenché un nouveau type de guerre qui a rapidement abouti à un consensus mondial des élites politiques, celui du combat global contre le terrorisme. La lutte mondiale contre le terrorisme a, ainsi, autorisé une mobilisation politico-militaire des langages et des moyens médiatiques sans précédent dans de nombreux conflits dans le monde (Fiala, 2006, Mercier, 2004). Cette mobilisation inédite des Etats autour d'une stratégie commune a bénéficié d'une manière

importante à l'Espagne. Dans ce contexte de consensus international dans la lutte contre le terrorisme, les actions de l'ETA ont connu un rejet populaire croissant contribuant au discrédit de la lutte indépendantiste auprès des opinions publiques espagnole et internationale. Le monde du journalisme a été passablement affecté aussi bien par la menace terroriste que par les mesures de lutte anti-terroriste.

« Le paradoxe du Pays Basque est qu'il s'agit d'un pays où il y a des journalistes avec des gardes du corps et d'autres en prison. Dans quelle autre partie du Monde, trouve-t-on ce genre de situation ? Le journaliste au Pays Basque est en quelque sorte un journaliste de risque » (J5)

Il est ainsi possible d'affirmer que, depuis la transition démocratique de l'Espagne, la lutte armée de l'ETA a progressivement conditionné le travail des journalistes jusqu'à créer, à partir des années 2000, une attitude de rejet quasi-unanime de l'ETA au sein du champ journalistique. Si, dans les premières années de la démocratie espagnole, l'utilisation de la violence à des fins politiques bénéficiait, au Pays Basque, d'un certain soutien dans la classe politique et la population, la consolidation des institutions démocratiques espagnoles et la terreur pratiquée par l'ETA ont progressivement effrité ce soutien. Le journalisme en Espagne et au Pays Basque a, dans sa majorité, suivi cette tendance qui amena aussi bien à des amalgames entre le terrorisme et le nationalisme basque qu'à l'occultation des dérives de la lutte antiterroriste (arrestations abusives, tortures, ...). En conséquence, nous pouvons affirmer que la lutte armée de l'ETA a fortement influencé l'évolution des pratiques journalistiques jusqu'à devenir un élément cristallisateur du journalisme.

Historiquement, depuis la naissance de l'ETA, le traitement journalistique du terrorisme a ainsi évolué en Espagne. Durant la dictature franquiste, la censure obligeait les journalistes à raconter ce que disait la police ou le gouvernement. La transition démocratique apporta son lot de bouleversements dans le champ de l'information.

« C'était le temps des débats. On parle un peu de l'ETA, on donne des explications. Il y a un certain intérêt pour l'investigation. La démocratie a permis la répartition du pouvoir et la prise d'habitude des journalistes dans le système politique espagnol. Durant cette période, les journalistes, intellectuels, politiques commencent à concevoir que l'ETA est un obstacle et qu'elle n'a plus de raison d'être. » (J1)

C'est à ce moment que l'ETA met en place la stratégie *Oldartzen*, dans laquelle les actions armées visent la « socialisation de la souffrance ». L'histoire la connaîtra surtout sous le nom de *Kale Borroka*, une guérilla urbaine qui constituera selon les organisations de victimes de l'ETA, « un outil puissant de pression, causant des dégâts mineurs ou majeurs dans une localité, détruisant du matériel urbain, attaquant avec des cocktails molotov des bureaux de banque et des commerces, incendiant des véhicules et des autobus publics, et qui se décline également

dans des harcèlements individuels contre des politiciens, des journalistes, des juges, des professeurs et des membres des forces de la sécurité (Basta ya, 2004, p. 250). D'autres y voient davantage des actions d'une jeunesse basque en quête de reconnaissance dans la lutte du peuple basque, pour laquelle la violence de rue ne serait qu'une résistance ultime face aux injustices imposées par l'Etat espagnol (Arzuaga, 2010). La stratégie était de rendre pour Madrid l'absence de négociation insoutenable et donc de forcer le Gouvernement à négocier, mais les manifestations d'opposition au terrorisme devenaient également toujours plus nombreuses, auxquels une grande partie des journalistes adhèrent. Le témoignage d'un journaliste basque sur cette période est édifiant :

« Durant les années 80-90, ce fut les années de plomb. Les journalistes, intellectuels, politiques avaient peur de parler. A cette époque, avec un nombre très important d'attentats et d'assassinats, l'ETA était parvenue à museler la société basque. Durant les années 90, l'ETA a mis en place la stratégie de la socialisation de la souffrance (ponencia Oldartzen). Elle ciblait désormais des journalistes, intellectuels, politiques. Chacun avait le droit à son garde du corps. Cette situation anormale amenait des changements dans les pratiques journalistiques. Plusieurs fois, je me suis retrouvé avec des cibles sur ma maison, des cravates noires ou avec des lancements de cocktails molotov. C'est une évolution des conflits. De voir tant de monde assassiné (amis, journalistes, etc) sont des moments très forts dans une vie. Cela marque évidemment (attentat de Zarautz dans lequel l'ETA a tué 3 gardes civils et un coiffeur (1980). (J3)

En 1998, le pacte de Ajuria Enea⁴²³ satisfait les journalistes. Une année après l'ETA enlève et assassine le conseiller municipal de la ville d'Ermua, Miguel Angel Blanco, suscitant l'indignation de la population. Cela a entraîné un changement important que soulèvent deux journalistes :

« la presse espagnole a traité le problème basque avec une forte charge émotive. Cette presse, pouvant être taxée de droite médiatique est en général contre tout type de processus de paix. » (J3)

« Peu à peu, une typologie et un langage se mettent en place avec la configuration et consolidation du terme terrorisme. Cela amène un retour en arrière des pratiques journalistiques comme l'investigation. Il y a comme un retour aux pratiques journalistiques du franquisme, avec un mimétisme des journalistes sur les positions du gouvernement, de la police et de la justice. » (J1)

L'obstination de l'ETA de continuer la lutte armée, en élargissant ses cibles aux civils, dont les journalistes, a conduit l'immense majorité des journalistes à se positionner contre l'ETA. Ce positionnement se concrétise dans les pratiques journalistiques. Un journaliste résume cette situation de la manière suivante :

« Il est indéniable que l'ETA a eu contre elle l'immense majorité de la société basque, bien que l'organisation n'ait pas tenu compte de cette clameur. Les médias, sauf quelques exceptions, se sont clairement positionnés contre le terrorisme et ont combiné cette position de fermeté en donnant une voix à toutes les sensibilités politiques. Il faut distinguer entre le conflit basque qui peut persister sur le plan politique et la lutte armée de l'ETA. Celle-ci a bloqué n'importe quelle tentative de solution du

⁴²³ Le pacte d'Ajuria Enea, signé, en janvier 1988, par tous les partis politiques, sauf HB, constitue un accord de normalisation et de pacification d'Euskadi dans lequel les signataires s'opposent ouvertement à la violence de l'ETA et souligne que la résolution du conflit doit se faire d'une manière pacifique.

conflit politique. C'est l'ETA, elle-même, qui a mélangé les deux domaines, en empêchant n'importe quelle tentative d'approche entre les partis pour réformer le statut de 1979. Dans leur majorité, les médias ont défendu le modèle en vigueur, approuvé dans un référendum et ont dénoncé le terrorisme. » (J13)

La persistance du terrorisme a ainsi affaibli le rôle du journalisme dans le conflit basque, ayant comme conséquence la création, d'une part de journalistes relayant exclusivement les informations liées à l'antiterrorisme et d'autre part, l'emprisonnement de journalistes accusés de collaboration avec l'ETA. En raison des extrêmes, il ne s'est ainsi développé d'une manière générale que très peu de solidarité entre les journalistes basques et espagnols, en particuliers entre ceux qui recevaient des menaces de l'ETA et ceux qui étaient accusés de collaboration avec le groupe armé.

4.3.1.3 Les contraintes des journalistes

Deux types de contraintes liées à la profession de journalistes ont été identifiés dans le cadre du conflit basque : les contraintes structurelles dont les principes généraux ont été présentés dans le chapitre 2 et les contraintes liées à la situation de conflit.

Les contraintes structurelles

Dans les sociétés démocratiques, où le système médiatique est consolidé, les journalistes sont particulièrement exposés à des contraintes internes, nommées ici, contraintes structurelles, dans l'exercice de leur profession. Comme souligné dans la partie théorique, ces contraintes sont inhérentes aux particularités économiques de l'entreprise médiatique reposant sur l'information, un produit très rapidement périssable (Mathien, 1992, p. 104). La rentabilité d'un média exige donc une utilisation optimale de ses journalistes, aussi bien au niveau de l'investigation, de l'écriture que de la mise en forme. Aujourd'hui, étant donné la conjoncture économique mondiale et l'évolution du marché des médias, les propriétaires des médias sont intéressés à baisser les coûts de production des contenus. En Espagne, la crise économique a particulièrement touché le champ journalistique. Depuis le début de la crise, 3'588 journalistes ont perdu leur emploi, dont 66% de femmes.⁴²⁴ Le média le plus affecté par ces restructurations est la presse écrite, victime d'une redéfinition de son modèle économique, et perdant des lecteurs tout en connaissant une baisse des recettes publicitaires. En conséquence, en Espagne et au Pays Basque, nous pouvons affirmer que les journalistes réalisent leurs tâches quotidiennes en fonction de quatre contraintes internes majeures.

⁴²⁴ Informe anual de la profesión periodística, asociación de la prensa de Madrid, décembre 2010.

1. La structure économique des médias

La structure économique du média conduit les journalistes à pratiquer leur profession en étant insérés dans une chaîne de production structurée, impliquant que le journaliste occupe un rôle dans le traitement de l'information depuis la récolte de l'information jusqu'à la vente du journal. Cette contrainte liée aux coûts de production du journal, a comme conséquence principale pour le journaliste une limitation du temps disponible pour la production de l'information. La nature des relations entre les éléments de la chaîne détermine fortement le travail du journaliste. Car, même s'ils occupent le cœur du média, la rédaction, les journalistes réalisent leur tâche en fonction d'impératifs de gestion stratégique et financière. Ils ne peuvent ignorer cette contrainte. En conséquence, des désaccords sur les conditions de travail et la qualité de l'information peuvent provoquer des conflits importants.

Historiquement, les journalistes espagnols et basques sont dotés d'une conscience professionnelle très forte, notamment grâce à leur rôle dans la transition démocratique. Pourtant, l'importante pression financière sur les entreprises médiatiques implique que celles-ci préfèrent remplacer des journalistes expérimentés par des journalistes néophytes qu'elles pourront rémunérer à la baisse. La forte compétition existante sur le marché du journalisme, les menaçant de la perte de leur travail, ne permet pas à ces derniers de développer un regard critique sur la profession (Segovia, 2010). Cette situation conduit à une incertitude sur le futur de la profession. A la précarité de l'emploi, les conséquences de la révolution digitale mettent en danger des milliers de postes de travail (Ramirez de la Piscina, 2010). Ceci a pour conséquence une limitation du temps disponible pour l'écriture journalistique. Ceci explique la tendance actuelle à la simplification dans la rédaction des articles journalistiques (Serrano, 2009, p. 44).

2. La hiérarchisation des journalistes à l'intérieur des rédactions

Cette différenciation entre les journalistes signifie que tous les journalistes n'ont ainsi pas la même liberté d'action et des moyens matériels et financiers identiques pour réaliser leurs recherches, nécessaire à la rédaction d'un article. Le rythme des journalistes est ainsi différent selon qu'il s'agisse d'un journaliste débutant ou d'un grand reporter. Ainsi, à l'intérieur d'une rédaction, tous les journalistes ne sont pas logés à la même enseigne. En Espagne, subsiste la figure du correspondant politique, qui assume le traitement des dossiers importants. Chaque titre de presse dispose d'un ou de plusieurs journalistes spécialisés, qui marquent la tendance rédactionnelle de l'actualité en réalisant des articles d'investigation et des interviews avec des

personnalités politiques.⁴²⁵ Les autres journalistes se contentent de traiter les communiqués de presse et les conférences de presse. Cette structuration hiérarchique laissant une liberté rédactionnelle à un nombre réduit de journalistes a comme conséquence une routinisation des pratiques journalistiques. « Les départements de communication ont saturé les rédactions en inondant les écrans des journalistes. Tout arrive préfabriqué, emballé et prêt pour à digéré. Les pratiques journalistiques se sont converties en routines presque exaspérantes. Les conférences de presse font partie de l'histoire, une pure formalité. Plus personne ne pose de questions. Les jeunes journalistes ont parfaitement intériorisé ces nouvelles techniques. » (Ramirez de la Piscina, 2010)

3. La respect de la déontologie journalistique

« Possiblement, le plus compliqué était de filtrer correctement les nouvelles, de les recouper jusqu'à épurer l'information et pour obtenir des éléments les plus proches de la réalité. Dans ce sens, la clé a résidé dans l'honnêteté personnelle, puisque je ne crois pas que des journalistes totalement indépendants existent. Mais oui il existe des journalistes honnêtes et malhonnêtes. » (J13) ;

Si le travail du journaliste consiste principalement à recueillir des informations sur un événement de l'actualité ou sur un sujet particulier et à écrire des articles ou à publier des reportages, la recherche de la vérité est une des tâches que la société attend des journalistes. Cependant, l'opacité de l'actualité, le caractère polysémique de ses manifestations laissent la voie à des interprétations diverses et contradictoires (Cornu, 2009, p. 356). Ainsi, le journaliste est, au même titre que les autres individus, influencé au quotidien par ses représentations sociales. Il n'est donc pas possible d'exiger d'un journaliste de dire la vérité puisqu'elle n'est d'autre chose que sa vérité. Comme souligné dans le chapitre 1, la vérité de l'information journalistique est ainsi l'aboutissement d'un processus de construction de la réalité organisé selon les principes de rigueur et d'exactitude, d'intégrité, d'impartialité et d'équité entre ses sources et les acteurs concernés. La qualité du journalisme et de l'information repose donc essentiellement sur la méthode. Le journaliste exerce une activité qui implique des choix et des décisions touchant aux fondements de l'éthique. C'est pourquoi l'activité de journaliste est fortement réglementée par des textes normatifs tels que les codes et guides de déontologie, chartes et autres politiques d'entreprise.

⁴²⁵ Sur ce point, il est d'intérêt de mentionner la particularité de *El País*. Grâce aux moyens financiers importants de ce journal, les plumes de plusieurs grands reporters cohabitent dans les colonnes de *El País*. Cette capacité permet au journal de produire une polyphonie de points de vue sur le processus de paix 2006-2007, en publiant des investigations tant sur les efforts de paix et les négociations et que sur l'ETA à partir d'une piste criminologiste.

Ces textes distinguent deux grandes catégories de normes journalistiques. Il y a, d'une part, celles qui s'intéressent à la substance même des messages. Ces dernières définissent aussi bien le fond que sur la forme de l'information journalistique en énonçant des propriétés précises des messages médiatiques. Celles-ci mentionnent par exemple des principes comme la séparation des faits et des commentaires, le recoupement de l'information et l'utilisation de la polyphonie dans l'écriture journalistique. D'autre part, il y a les normes qui portent sur les relations que les journalistes entretiennent avec les autres membres de la société (leurs sources, le public, ceux qui sont mis en cause par l'information, etc.). Ces deux grandes catégories de normes substantielles et relationnelles dessinent en quelque sorte les contours d'un idéal journalistique. Cet idéal définit les « bonnes » pratiques des professionnels de l'information tout en alimentant la rhétorique visant à légitimer le journalisme et à le protéger contre l'adoption éventuelle de lois et règlements pouvant limiter leur liberté (Bernier, 2006).

Conscient d'être exposés constamment à la critique de ceux qui interagissent avec eux, tous les journalistes espagnols et basques interrogés expriment un très grand respect de la déontologie journalistique. Pilier de l'identité professionnelle des journalistes, la déontologie journalistique constitue une référence de la profession, peu importe le média auxquels ils appartiennent. Si la plupart est consciente du fait que la ligne éditoriale du journal définit le choix du cadrage idéologique, tous affirment réaliser leur travail avec une très grande conscience professionnelle.

« Concernant les agences EFE ou AFP, nous faisons l'effort de contraster et vérifier l'information avant de la diffuser. Le même effort doit être fait concernant les informations provenant de la Ertzainza (...) Les médias espagnols mentent régulièrement à propos de l'actualité du conflit basque. » (J7)

Ainsi, « cet ensemble de valeurs, actualisé dans le discours sur le « professionnalisme », sur la « déontologie » ou sur l'affirmation de la nécessité de « rester objectif » et de « croiser ses sources » représente pour le journaliste une arme symbolique non négligeable pour se défendre face aux acteurs avec qui il est en négociation (les sources, les propriétaires, les annonceurs) » (Derville, 1999, p. 170).

4. Traitement émotionnel de l'actualité

La plupart des travaux s'accordent à souligner que plus l'influence commerciale est grande dans le contenu de l'information, moins les médias peuvent servir d'espace responsable pour le débat public (Ayles, 1997 ; Cohen, 1986 ; Davison ; 1974 ; Naveh, 2001). Dans le cas de la guerre ou de la paix, le sensationnalisme peut être extrêmement dangereux, la différence entre divertissement et information devenant floue (Delli Carpini, Williams, 2001). Pour Wolsfeld, plus

un média devient sensationnel, plus le média peut jouer un rôle destructeur dans le processus de paix. (Wolsfeld, 2005, p. 19) Le traitement journalistique de l'attentat de l'aéroport de Madrid permet de mettre en exergue cette surenchère émotionnelle. En effet, durant les jours qui ont suivi l'attentat, il y a eu une insistance sur les victimes (deux immigrés équatoriens), les dégâts matériels et sur la nécessité de rompre le processus de paix. Ce traitement médiatique comporte des similitudes avec celui qui a suivi les attentats de *Al Qaida* du 11 mars 2004 à la gare d'Atocha à Madrid. Un traitement « émotionnel » a comme effet de démultiplier les passions et il n'y a rien de plus dommageable pour les acteurs engagés dans le processus de résolution. Quand le drame devient l'enjeu principal de l'information durant une longue période, les possibilités pour les politiques de reprendre la main sur l'agenda sont extrêmement limitées. Un responsable politique résume la difficulté de promouvoir la paix dans les médias de la manière suivante :

« C'est très difficile de parler de paix dans les médias. Ils sont davantage intéressés par la violence ou les problèmes de drapeaux devant les municipalités » (P8).

En outre, la question basque, étant considérée comme un problème prioritaire pour l'Espagne, l'actualité sur le conflit basque bénéficie généralement d'une large couverture médiatique dans la péninsule. Les titres de presse mobilisent ainsi des moyens importants sur cette problématique. Parmi les articles répertoriés sur le processus de paix, un certain nombre alimente un récit sur les agents du conflit, mêlant exclusivités et autres anecdotes basées sur des sources non identifiées. Ces articles d'investigation contribuent à alimenter les différents stéréotypes sur les acteurs du conflit.

Les contraintes liées au conflit

Ce point continue l'explication des astreintes liées à la profession de journaliste dans le cadre du conflit basque en dépassant les contraintes structurelles pour préciser les contraintes directement liées au conflit. Spécifiques à la situation de conflit, ces contraintes peuvent être considérées comme un biais important aux pratiques journalistiques dans le cadre du traitement de l'actualité liée au conflit basque et à sa résolution. En effet, les règles auxquelles sont soumis les professionnels de l'information dans le conflit basque, y compris les contraintes structurelles, conduisent les journalistes à une pluralité de logiques d'action. Le traitement de l'actualité politique sur le conflit conduit parfois les journalistes à commettre des erreurs professionnelles mises en lumière par une confusion entre les champs politique et journalistique. Ces fautes rendent les professionnels de l'information vulnérables à la critique des confrères, des interlocuteurs et du public (Lemieux, 2000, p. 12).

Si nous avons vu précédemment que la lutte armée de l'ETA était devenue progressivement un élément conditionnant les pratiques journalistiques, la violence du conflit basque a eu également pour conséquence de diviser le champ journalistique en deux. Ainsi, depuis la naissance de l'ETA, la presse a été régulièrement prise à partie dans le conflit. Ces faits ont eu comme conséquence de raréfier les contacts entre les journalistes basques et espagnols et de situer les médias et leur fonction dans les situations de conflit, au centre du débat politique (Idoiaga, Ramirez de la Piscina, 2002, p. 26). Cette prise à partie dans le conflit a tout d'abord été réalisée par le fait que les journalistes et les entreprises médiatiques ont été régulièrement pris pour cible par l'ETA. Par la suite, le durcissement de la législation antiterroriste en Espagne a conduit la justice espagnole à mener à terme des procédures judiciaires contre le conglomerat d'entreprises et de médias lié à l'indépendantisme basque. Dans ce cadre, des entreprises et des journalistes basques ont été accusés et dans la plupart des cas condamnés par la justice pour collaboration avec l'organisation armée.

Ainsi, depuis sa création, l'ETA a régulièrement menacé et/ou commis des attentats contre des médias. Le premier attentat contre un media s'est produit en 1959, un an après la naissance de l'ETA, contre le journal de Cantabrie *Alerta* (Vasco Press, 2008). En 1967 et 1968, une série de sept attentats a été réalisée contre les rédactions de *El Correo* et contre des émetteurs de *Televisión Española* (TVE). En 1972, ETA réalisa des attentats contre *El Diario Vasco*, *La Voz de España* et un émetteur de TVE. Un an avant, l'ETA avait essayé d'assassiner pour la première fois un journaliste, un rédacteur du journal *ABC*, sans succès. En juillet 1978, l'ETA assassina un premier journaliste, le rédacteur en chef de *La Gaceta del Norte*, José Maria Portell. Deux ans plus tard, le 20 août 1980, l'ETA réédita une action contre un journaliste. Le commando de l'ETA blessa grièvement le directeur de *El Diario de Navarra*, José Javier Uranga. Suite à la rupture de la trêve de 1999, les attentats contre les journalistes et les rédactions se multiplièrent. Le 7 mai 2000, le chroniqueur de *El Mundo* José Luis López de Lacalle mourut dans une action de l'ETA. Un an plus tard, le 25 mai 2001, Santiago Oleaga, directeur financier de *El Diario Vasco* fut assassiné à San Sebastián. Le 15 mai 2001, le journaliste Gorka Landaburu a été grièvement blessé à une main lors de l'explosion d'un paquet-piégé. En janvier 2002, l'ETA envoya trois paquets-piégés aux directeurs de Radio Nacional de España et de Antena 3 au Pays Basque, ainsi qu'à la vice présidente du Groupe Correo. Le 8 juin 2008, une bombe contenant cinq kilos d'explosifs explosa dans les installations du journal *El Correo*. La dernière action d'envergure de l'ETA contre la presse a eu lieu le 30 décembre 2008. Comme en 2006, l'ETA décida de se faire

entendre à la fin de l'année en plaçant une bombe de forte puissance au siège de la télévision basque (EITB) à Bilbao.

Mais ce ne sont pas les seules attaques contre des journalistes. Durant l'époque de la « guerre sale » du Gouvernement espagnol contre l'indépendantisme basque, deux journalistes de *Egin* ont été assassinés par des individus probablement au service des forces publiques espagnoles. Le premier fut Xabier Galdeano, correspondant du journal au Pays Basque français, assassiné en 1985. Le deuxième, Josu Muguruza, ancien rédacteur en chef de *Egin* et député de Herri Batasuna, a été tué à Madrid en 1989. En outre, en réponse aux activités de l'ETA, parmi la batterie de mesures de lutte antiterroriste, entre 1998 et 2003, la justice espagnole décida la fermeture juridico-politique de plusieurs médias indépendantistes comme le journal *Egin* et la radio *Egin Irratia* (1998). Plus tard ce fut au tour du magazine *Ardi Beltza* (2001) et du journal en langue basque *Euskaldun Egunkaria* (2003) d'être accusés par la justice espagnole d'être contrôlés par l'organisation ETA. Ces fermetures eurent comme conséquence la mise sous scellé judiciaire des installations des médias et l'arrestation des dirigeants des entreprises médiatiques. Les processus judiciaires ont connu des destins différents. Si les dirigeants du journal *Egin* ont été condamnés à de lourdes peines de prison en 2007, les dirigeants d'*Euskaldun Egunkaria* ont été blanchis des accusations de collaboration en 2010 à la fin d'une longue procédure judiciaire, durant laquelle les prévenus ont bénéficié d'une importante solidarité au Pays Basque. Ce cas illustre particulièrement bien les excès qui ont pu être commis dans le cadre de la lutte antiterroriste, lorsque l'Espagne s'est autorisée à interdire des médias ou des organisations⁴²⁶ sans véritables preuves de leur connexion avec l'ETA.

Jusqu'à sa fermeture en 2003, *Euskaldun Egunkaria* ((littéralement le journal des personnes qui parlent basque, ci-après *Egunkaria*) était le seul journal publié intégralement en euskera. De ce fait, il contribuait à la normalisation linguistique de l'euskera et constituait un canal de diffusion de premier ordre pour les acteurs culturels basques. Fondé en 1990, il répondait aux souhaits d'une partie de la société basque d'être informé dans une langue considérée comme l'une des plus anciennes d'Europe. Cependant, après douze années d'existence, le 23 février 2003, des effectifs de la Garde civile espagnole firent irruption dans les locaux du journal pour procéder à

⁴²⁶ Parmi les macro-procès qui se sont déroulés contre des organisations basques accusées de liens avec l'ETA, celui contre *Udalbitza* s'est également terminé avec l'absolution des prévenus. *Udalbitza*, assemblées de maires et élus municipaux du Pays Basque, créée en 1999, fut déclarée interdite en 2003 et ses dirigeants menacés de peines de prison importantes dans le cadre d'un acte d'accusation mené par le célèbre juge Batazar Garzon. Le 5 avril 2011, à la fin d'une procédure fleuve, les prévenus furent disculpés de toute appartenance et collaboration avec l'ETA.

sa fermeture provisoire et à l'arrestation des dirigeants du quotidien en saisissant immédiatement les diverses installations et matériels liés à la production du journal. Le juge Juan Del Olmo, en charge de l'instruction, informa que la fermeture et les arrestations relevaient d'une instruction policière concluant à des liens présumés du journal *Egunkaria* avec l'ETA. L'ensemble de la direction du média fut inculpé et emprisonné suivant les sévères critères de la législation antiterroriste espagnole. L'action de choc de la Garde civile marquera le début d'une procédure judiciaire rocambolesque qui durera plus de six ans, fondée sur deux principales accusations : le financement du journal par l'ETA et le contrôle du journal par la même organisation.

L'offensive de la justice espagnole provoqua une forte commotion au sein de la société basque, nombre de personnes considérant la fermeture du journal comme une attaque directe contre l'identité basque. Deux jours après la fermeture, une manifestation de soutien à *Egunkaria* a rassemblé des milliers de personnes dans les rues de *San Sebastián*.⁴²⁷ La fermeture de *Egunkaria*, malgré sa nature « provisoire » devint de facto définitive quand, une année après, le juge ordonna la liquidation des biens et des avoirs de l'entreprise qui éditait le journal. Fin 2006, en plein processus de négociation entre le gouvernement espagnol et l'ETA, une résolution du procureur de l'Audience nationale demandait l'abandon des accusations, faute de preuves suffisantes pour soutenir des liens tangibles entre *Egunkaria* et l'ETA. La procédure judiciaire suivit malgré tout son cours sur la base de l'unique accusation particulière des associations de victimes de terrorisme *Dignidad y justicia* et *Asociación de víctimas del Terrorismo* (AVT).⁴²⁸

L'accusation était basée sur des documents saisis sur des membres de l'ETA dans lesquels apparaissent des discussions sur *Egunkaria*. Pourtant, en 2006, le procureur Eduardo Fungariño avait sollicité le classement du dossier parce qu'il n'existait aucune preuve antérieure à la création du journal liant l'ETA à *Egunkaria*. Malgré cela, durant le procès, les agents de la Garde civile ayant demandé la fermeture du journal continuèrent de défendre les liens entre *Egunkaria* et l'ETA. Un des commandants de la Garde civile qui a instruit l'enquête contre le journal a assuré devant le juge que les relations entre le journal et l'organisation terroriste étaient

⁴²⁷ La manifestation de soutien à *Egunkaria* fut l'une des plus importantes de l'histoire de *San Sebastián*. (www.egunkaria.info)

⁴²⁸ Une journaliste interrogée dans le cadre de cette recherche a affirmé que l'abandon des accusations contre *Egunkaria* faisait partie des négociations avec l'ETA. C'est également la position des associations de victimes *Dignidad y justicia* et *Asociación Víctimas de Terrorismo* (AVT), toute deux constituées en tant que partie civile dans le cadre du procès contre *Egunkaria*.

« évidentes ». Lors d'un entretien maintenue avec l'universitaire Carmen Lamarca Perez, celle-ci estimait que

« la fermeture d'Egunkaria n'avait aucune justification. C'était un simple journal en euskera avec un tirage extrêmement réduit. La seule explication est à chercher du côté du climat politique qui régnait contre la politique et la culture basque en 2003 avec un gouvernement espagnol de droite. Il n'y avait aucune raison de fermer ce journal. » Elle poursuivait en s'estimant convaincue de l'innocence des cinq accusés en affirmant que Egunkaria était « un projet culturel destiné à faire la promotion de la langue basque. Aucun des prévenus n'avait de lien avec la politique. Les seules preuves amenées par l'accusation sont la découverte de revues et de communiqué de l'ETA dans la rédaction du journal. Il n'y a pas d'autres éléments tangibles. Il n'est pas possible d'accuser une personne de collaborer ou d'être au service de l'ETA sur cette base. »

Lors des déclarations, les cinq prévenus ont dénoncé avoir été maltraités et torturés à la suite de leur détention. Aucune des plaintes déposées n'a abouti jusqu'à aujourd'hui à des condamnations d'agents de la Garde civile. A la fin de sa déclaration lors du procès, l'un des accusés, le jésuite Txema Auzmendi dénonçait que « même les animaux ne devraient pas subir les humiliations que nous avons vécues dans les dépendances de la Garde civile. Les juges, gardiens des droits de l'homme ne peuvent ignorer ce genre de pratiques dans un Etat de droit comme l'Espagne. »

De cette manière, les mécanismes engageant directement les journalistes dans le conflit sont contrastés en fonction du média dans lequel travaille un journaliste. La violence de l'ETA et la répression de l'Etat espagnol ont contribué à diviser en deux le champ journalistique en Espagne et au Pays Basque. Cette division a encore accentué la distance idéologique séparant la vision « basquiste » et « espagnoliste » du conflit basque. Même si aucun des journalistes interrogés ne considérait son métier comme celui de journaliste de guerre, ces mécanismes ont constitués de véritable contraintes physiques pour les professionnels de l'information. Ces contraintes ont entraînés des dispositifs limitant la capacité des journalistes à assurer leur profession en toute liberté. Il est ainsi possible de mettre en exergue les risques encourus, suivant les époques, par des journalistes couvrant le conflit basque. Ces risques provoquent ainsi un double mouvement. Il renforce l'engagement des journalistes en faveur d'une partie au conflit et éloignent ceux-ci du respect des règles de la déontologie journalistique.

Les journalistes qui travaillent dans un média « espagnoliste » ont dû souffrir des menaces et dans certains cas d'actions directes de l'ETA ou de son entourage. Cette pression de l'indépendantisme radical sur ces journalistes a amené nombre d'entre-eux à devoir exercer leur profession sous la protection de garde du corps, les obligeant à être extrêmement vigilants dans leurs déplacements. Cette contrainte physique a ainsi fortement limité leurs mouvements et en

conséquence le contact avec des sources diversifiées. Dans le cadre de cette recherche, un certain nombre des journalistes interrogés était effectivement accompagné d'un service de protection, ce qui dans un Etat démocratique, provoque un certain malaise. Les menaces de l'ETA ont également contraint les entreprises médiatiques d'ériger des protections au sein même de leur bâtiment. Ainsi, depuis des dizaines d'années, on ne rentre pas dans la rédaction de *El País*, *El Correo*, *ABC* et *El Mundo* sans passer d'imposants contrôles de sécurité. Les menaces et attaques continues contre les journalistes, qui n'étaient pas en adéquation avec les positions de l'ETA, ont conduit des organisations de défense des droits de l'homme à condamner les entraves à la liberté d'expression provoqué par le terrorisme basque. En 2012, Reporters sans frontières (RSF) continuait à considérer l'ETA comme un prédateur de la liberté de presse. A ce sujet, son site internet déclare que « Malgré l'annonce de l'ETA, le 20 octobre 2011, de son renoncement à la lutte armée, le groupe n'a pas encore rendu ses armes. En janvier 2012, 19 journalistes en pays basque et dans d'autres parties de l'Espagne devaient encore vivre et travailler sous protection policière. C'est encore le cas de plusieurs d'entre eux. »⁴²⁹ Au lendemain de la reprise des attentats par l'ETA à la suite de la rupture du cessez-le-feu en juin 2007, Amnesty International communiqua également dans ce sens : « Au vu de la récente déclaration du groupe armé basque Euskadi Ta Askatasuna (ETA) revendiquant la responsabilité de l'assassinat, le 7 mars 2008, de l'ancien conseiller Isaías Carrasco, Amnesty International réitère sa condamnation de cet homicide et de la campagne de l'ETA contre les représentants des partis politiques et la presse. »⁴³⁰

Les attaques contre les journalistes ont également amené de nombreux journalistes basques à changer de lieux de résidence. Ainsi, un certain nombre de journalistes ont rejoint la liste des *exilés* basques, composés de politiciens et d'intellectuels qui ont dû quitter le Pays Basque à cause de la menace du terrorisme. Ces exils forcés ont été provoqués par le peur causée par la présence de son nom dans des documents de l'ETA ou pour avoir été mis en exergue dans une publication proche de l'indépendantisme tels que *Ardi Beltza* ou *Egin* (Barberia, Unzueta, 2003, p. 63). « Beaucoup n'ont pas oublié le subtil mais explicite rappel d'un ancien responsable de la communication de HB, décédé aujourd'hui. « Que vous sachiez que nous disposons de dossiers sur chacun d'entre-vous et nous savons ce que vous écrivez tous les jours. » Ce monde de bras multiples parmi lesquels les mains légales prétendent ignorer ce que font les illégales et font

⁴²⁹ <http://fr.rsf.org/predator-eta,42475.html>

⁴³⁰ Extrait du communiqué de Amnesty International du 3 avril 2008, <http://www.amnestyinternational.be/doc/s-informer/actualites-2/article/espagne-amnesty-international-12654>

abstraction du cerveau armé commun qui les dirige, dispose également, bien-entendu, de photos de journalistes. Dans les manifestations et autres actes publics de HB apparaissent, exceptionnellement, des photographes spontanés qui photographient les professionnels de l'information. » (idem, p. 64) Cette méfiance du monde indépendantiste envers les journalistes « espagnolistes » a créé durant une longue période un climat délétère pour les journalistes travaillant dans un média considéré comme ennemi de la cause basque. Les conférences de presse de Batasuna leur étaient interdites, pour cause de manipulation et d'intoxication de l'information. Pour les indépendantistes basques, il y avait ainsi les bons et les mauvais journalistes. Les premiers traitaient d'une manière équilibrée l'actualité du conflit basque, c'est à dire en accordant également une place aux revendications nationalistes et aux critiques contre la répression policière. Les deuxièmes ne traitaient l'actualité que dans une vision exclusivement criminologiste du conflit, se concentrant essentiellement sur les événements et récits liés à la lutte armée de l'ETA.

Comme cela a été mentionné précédemment avec le cas du journal *Egunkaria*, les journalistes travaillant dans les journaux proches de l'indépendantisme basque radical (*Gara*, *Egunkaria*) ont également souffert des conséquences violentes du conflit. Le fait d'occuper un poste de journaliste dans ces quotidiens expose les directeurs des titres de presse et les journalistes à des accusations de collusion avec le séparatisme basque violent. Ce fut le cas du journaliste Pepe Rei, arrêté, notamment, en 2001 sur ordre du juge madrilène Baltazar Garzon pour collaboration avec organisation armée. Le célèbre magistrat de l'*Audiencia Nacional* l'accuse de «servir les intérêts de l'ETA à travers sa revue». Les chefs d'accusation étaient liés en particulier à une vidéo intitulée « Journalistes, le négoce du mensonge », dont Pepe Rei était à l'origine, et dans laquelle certains journalistes cités comme «des ennemis du peuple basque» serviraient de «cibles» à l'organisation séparatiste. Suite à sa libération, Pepe Rei expliqua les raisons de son arrestation de la manière suivante : « J'ai été emprisonné pour exercer mon métier de journaliste, rien de plus. Il est évidemment que j'ai une idéologie, comme tout le monde, et évidemment je ne suis pas objectif. Je ne crois pas en l'objectivité, et donc je revendique mon idéologie : je suis indépendantiste et je suis une personne de gauche. Cela je le dis clairement depuis mon média, depuis lequel je revendique également mon droit de l'être. Je n'ai jamais arrêté d'être un journaliste, pas un jour, pas même en étant en prison. »⁴³¹

⁴³¹ Interview de Pepe Rei sur le site web www.rebellion.org, <http://www.rebellion.org/hemeroteca/ddhh/rei140601.htm>

La justice espagnole s'est ainsi efforcée de démasquer la trame d'entreprises servant au financement de l'ETA, parmi lesquels figuraient les médias comme les journaux *Egin* et *Egunkaria*, la revue *Ardi Beltza* ou encore la radio *Egin Irratia*. A ce sujet, une différence de soutien populaire est à souligner parmi ces causes. Ainsi, au niveau de la presse, il est possible de souligner que les procédures contre *Egin* et *Egunkaria* n'ont pas été perçues de la même manière par la société basque. En effet, si *Egunkaria* a reçu lors de sa fermeture, un soutien quasi unanime de l'ensemble de la classe politique, des intellectuels et des syndicats basques, la fermeture du journal *Egin* a provoqué essentiellement des réactions à l'intérieur du milieu indépendantiste. Cette différence de traitement laisse à croire que, si les accusations de collaboration avec l'ETA contre les dirigeants d'*Egunkaria* étonnaient la population basque, cette collaboration était plus plausible dans la cas de *Egin*. Finalement, le justice espagnole condamna les dirigeants d'*Egin* à de lourdes peines de prison en 2007 dans le cadre de la procédure 18/98 et disculpa les membres du conseil d'administration d'*Egunkaria* en 2010. Il faut également souligner qu'au lendemain de la fermeture du journal *Egunkaria*, le témoignage de son directeur Martxelo Otamendi, emprisonné *incomunicado* durant 4 jours et dénonçant des actes de traitement dégradants et de torture, avait commotionné la société basque. A la veille du procès, interrogés sur cette question, il tint les propos suivants « Comme les autres membres de la direction de *Egunkaria*, la Garde civile espagnole a utilisé lors des interrogatoires des méthodes humiliantes et violentes pouvant être qualifiées de tortures. Nous avons porté plainte dans ce sens, mais les plaintes n'ont jamais été sérieusement investiguées et sont pour la plupart classées au niveau de la justice espagnole. Mon cas se trouve aujourd'hui en attente d'acceptation auprès de la Cour européenne des droits de l'homme à Strasbourg. »⁴³²

Le journaliste couvrant le conflit basque et ses tentatives de résolution est pour ainsi dire réduit à pratiquer sa profession suivant les contraintes spécifiques au conflit que lui confère l'appartenance à un média. Ces contraintes radicalement distinctes expliquent l'absence de solidarité existante entre ces deux facettes du champ journalistique basque et espagnol. Astreint à ces contraintes, le journaliste est résolu à mener un mission dissemblable dans le conflit. Ces contraintes physiques, distinctes de celles de l'idéologie du journal et des contraintes structurelles, soumettent les journalistes dans leurs *corps* à traiter l'actualité du conflit, en montrant une posture résolument opposée à l'ETA ou montrant une certaine compréhension pour l'existence de l'organisation armée. Ces positions sont, dans une optique de poursuite de la

⁴³² Extrait d'un interview de Martxelo Otamendi dans le journal *Le Courrier* (Genève) du 6 janvier 2010.

lutte armée, irréconciliables. Un journaliste « espagnoliste » précise cette différence de perception de la réalité de la manière suivante :

« Concernant la fermeture d'*Egunkaria* et d'*Egin*, j'ai toujours dit que ce ne sont pas les journaux qui commettent des crimes, mais les journalistes. Dans les cas de violences contre les journalistes et les fermetures de journaux, le problème est que la solidarité n'est pas réciproque. Pour ma part, j'ai condamné la fermeture d'*Egunkaria* mais jamais les gens d'*Egunkaria* sont parvenus à condamner l'ETA. Ce n'est pas possible ainsi. » (J3)

Comme nous l'avons vu précédemment, aussi bien la persistance du terrorisme et l'absence de condamnation des actes de l'ETA de la part des journalistes épargnés par l'organisation armée et que la fermeture de médias ont rendu impossible toute initiative commune entre les journalistes en faveur de la paix. La violence de l'ETA a condamné les acteurs du champ journalistique à deux existences parallèles.

Pourtant, conscients de la situation qu'occupent les médias dans le conflit basque, plusieurs initiatives entre 1996 et 2001 autour de ces questions ont été organisées. Ainsi, la Faculté des Sciences sociales et de la communication du Pays Basque (EHU-UPV) (1996), les fondations Sabino Arana (1998), Robles Arangiz et Ipar Hegoa (1999) ainsi que la World association of Newspapers (2001) ont organisé au Pays Basque des conférences et journées de travail sur la question du journalisme et le conflit (Ioiaga, Ramirez de la Piscina, 2002, p. 26). Il faut mettre en exergue que la journée organisée par les fondations Robles Arangiz et Ipar Hegoa, qui réunit une centaine de journalistes, a abouti à la rédaction d'un code éthique sur l'attitude du journalisme face à la trêve.⁴³³ Malheureusement, après la rupture de la trêve en 2001, ces initiatives n'ont plus été possibles jusqu'à l'annonce de la fin de la lutte armée par l'ETA en octobre 2011. En effet, la fondation Sabino Arana, proche du PNV, avait essayé d'organiser une seconde édition de la journée de travail entre journalistes en septembre 2001. Malheureusement, un secteur de la presse « espagnoliste » décida de boycotter ce genre d'événement. De plus, durant la trêve, des personnes essayèrent de convaincre les principaux journaux basques publier un éditorial commun sur la situation politique, comme cela s'était produit en Irlande du Nord en 1994 avec le loyaliste *The News Letter* et le républicain *The Irish News*. Cette tentative n'a pas réussi à dépasser le stade des bonnes intentions. (Idem, p. 26)

⁴³³ Ce documenté s'intitule : Los medios de comunicación ante el nuevo escenario creado en Euskal Herria.

Les sources

« Celui qui veut faire un authentique exercice de contraste des sources peut toujours le faire. On peut faire le choix d'être un professionnel ou de s'accommoder à la facilité. Toutes les parties ont essayé d'attirer les journalistes vers leurs arguments, et là est nécessaire une capacité d'épurer les renseignements. Il est certain que l'appartenance à un média facilite ou complique l'accès à des sources déterminées, mais il y a eu des bons journalistes dans presque tous les médias qui ont su gagner la confiance de sources de diverses origines. » (J13)

La production de l'information journalistique est largement déterminée par la nature des relations entre les médias et les sources (Gans, 1983 ; Gandy, 1982). Cela situe la question de l'accès aux sources d'information au centre de l'activité journalistique. Ainsi, une partie importante des informations utilisées par les journalistes proviennent de fournisseurs d'informations que se soit à la demande des journalistes ou à l'initiative de ces fournisseurs. Ces fournisseurs d'informations, communément appelés « sources » des journalistes, peuvent aussi bien être des services de communication professionnalisée d'une entreprise ou d'un service de l'Etat, ou des personnes de notoriété publique ou privée, susceptibles de fournir des informations de manière publique ou confidentielles. Celles-ci seront alors définies, à l'accoutumée, par les journalistes en tant qu'informateurs. Ces sources, qui sont absolument nécessaires aux journalistes, sont pourtant toujours orientées en fonction de l'intérêt de celles-ci. Le rapport aux sources d'information est donc rempli d'ambiguïté, puisque toute source de message est aussi messenger et message d'elle-même. Les sources ne sont ainsi jamais neutres et ce qu'elles choisissent de dire ou de révéler est issu d'une stratégie programmée et raisonnée. Communiquer est un acte délibéré et sert des objectifs.

Les recherches sur le contenu des informations présentes dans les médias montrent que les sources ne sont pas égales ni par le volume de la production dont elles sont à l'origine, ni par le sens ou la qualité des messages qu'elles émettent d'elles-mêmes ou sur sollicitation des journalistes, ni non plus par leur représentation ou impact social (Mathien, 1992, p.28). Dans l'optique d'une sociologie des interactions entre sources et journalistes (Schlessinger, 1992), la dépendance par rapport aux sources des journalistes, sur certains sujets ou certaines aires géographiques, est telle qu'on voit bien que la lecture événementielle d'une phénomène dépend du message qu'ils auront reçu de la part de sources « bien informées » ou des stratégies de communication efficace (Mercier, 2006). Occupant une fonction indispensable dans le processus de transmission du message, les journalistes sont, de cette manière, de par la problématique de l'accès aux sources, inévitablement confrontés aux dangers de la manipulation (consciente ou inconsciente).

Ici, il s'agit de comprendre les types de sources qui sont utilisées par les journalistes basques et espagnols couvrant l'actualité du conflit basque. Les lectures de recherches existantes sur la question et les interviews et observations réalisées dans le cadre de cette investigation amènent à émettre des réflexions sur deux constatations.

Premièrement, de manière à ce qui a pu être observé dans d'autres pays occidentaux, le poids des sources officielles est très important dans les articles publiés dans la presse basque et espagnole sur le conflit basque. En effet, la prédominance des sources dites officielles est un fait que la recherche a clairement établi depuis longtemps (Charon, 1995). Ainsi, une faible quantité de nouvelles correspond à des initiatives journalistiques indépendantes léguant la sélection des informations aux sources (Sigal, 1973). et faisant des sources officielles les premiers définisseurs des événements médiatiques (Hall, 1978). Une récente étude a confirmé la tendance majoritaire des sources officielles dans la presse espagnole. Cette recherche relève également la croissance de la présence d'autres types de sources (société civile, économiques, alternatives, médiatiques, etc.) dans la presse espagnole (Casero Ripollés, López Rabadán, 2012) Dans la pratique quotidienne des journalistes basques et espagnols, cela se traduit dans le relais des positions des forces politiques débattant de la question basque. Au centre de ce dispositif de communication entre les sources et les publics, le journaliste occupe un rôle de transmetteur souvent influencé par la politique éditoriale du journal dans lequel il travaille. Ainsi, comme nous l'avons vu lors des dernières offres de paix de la part de la Gauche *abertzale* et l'ETA lors du processus de paix 2006-2007, l'ordre des positions des agents politiques suivra davantage la logique dictée par le cadrage idéologique que par celle liée à la priorité de l'information. Ainsi, si *Gara* et *Deia* accordaient une place importante aux propositions de relancer le processus de paix, les quotidiens « espagnolistes » ont, soit placé cette information en deuxième position, soit traité celle-ci comme une provocation.

Une étude réalisée sur la période 1998-2001 avait souligné que la représentation du conflit basque se réduisait, en dehors de l'ETA, à ce que disaient les gouvernements espagnol et basque et les principaux partis (Idoiaga, Ramírez de la Piscina, 2002. p. 58). Cette même étude précisait également la position marginale occupée par les agents sociaux, tels que les syndicats, les associations patronales, groupes pacifiques, universités, église, etc. en tant que sources d'information. Dans le cas de *Gara* et *Egunkaria*, ces sources correspondaient majoritairement à des organisations de défense des prisonniers politiques alertant sur les difficultés des détenus et les tortures et mauvais traitements auxquels sont soumis les personnes interpellées dans le

cadre de la lutte contre l'ETA. Ces sources sont, par ailleurs, largement ignorées par la presse éditée à Madrid. L'utilisation préférentielle des sources institutionnelles et politiques s'explique par la difficulté pour le journaliste de traiter la grande quantité d'informations diffusées sur le conflit. La logique de la production de l'information conduit ainsi le champ journalistique à développer une dépendance forte envers le champ politique. Les deux champs deviennent ainsi interdépendants. Le réseau de sources que les médias établissent pour leur fonctionnement reflète d'une part, la structure sociale et de pouvoir existant et d'autre part, ce réseau de sources s'organise sur la base des exigences du processus de production de l'information. Ainsi, les sources qui se retrouvent en marge de ces deux déterminations auront beaucoup de difficulté d'influencer de manière efficace la couverture de l'actualité (Wolf, 1987, p. 255). Pour le célèbre journaliste espagnol Iñaki Gabilondo, cette pratique amplement répandue en Espagne est extrêmement préoccupante car « l'information n'a déjà plus besoin d'être recherchée, car elle est presque toujours issue des département de communication. La profession s'est éloignée de la réalité des personnes d'une manière extraordinaire. (...) Il n'y pas une seule entité, institution, entreprise ou organisation (...) qui ne dispose pas de département de communication, dédié à proposer toute l'information qu'ils pensent nécessaire. Ils sont toujours là. Les médias sont en train de désactiver l'action de recherche de l'information, chère, et plus difficile que de lire un communiqué au lieu de rechercher l'information. Le résultat est que les médias sont en train de se convertir en porte-parole officiels d'autorités, rendant inutiles les tâches des journalistes.(...) Les politiques veulent être ce qu'ils ne sont pas, les journalistes veulent être ce qu'ils ne sont pas, tout le monde veut être ce qu'il n'est pas » (Gabilondo, 2011, p. 96).

Cette entente de collaboration entre les sources officielles et les médias facilitant la tâche des journalistes - puisque les informations viennent à eux - est bénéfique pour l'économie des médias puisqu'elle permet à ceux-ci d'économiser des postes de travail. Une étude réalisée en Espagne par Inforpress a démontré que les cabinets de presse supposait une économie de près de 25% des frais de personnel d'une revue spécialisée dans des thèmes économiques (Ramírez de la Piscina, 1995). Néanmoins, la division profonde de l'espace de la communication politique de la problématique basque doit nous faire relativiser ces propos. En effet, dans le cas des titres de presse déclinant les discours les plus radicaux dans le conflit, *ABC* et *El Mundo* d'un côté, *Gara* de l'autre, en raison de l'engagement de ces titres dans le conflit, l'entente entre certaines sources officielles et ces médias sont naturellement limitées. De cette manière, alors que les sources d'information sur l'indépendantisme basque proviendront directement de l'ETA ou de la

Gauche *abertzale* dans le cas de *Gara*, *ABC* et *El Mundo* devront traiter ces actualités sur la base de communications officielles (communiqués, conférence de presse) ou de sources policières. Ce déséquilibre interviendra de la même manière lorsqu'un journaliste de *Gara* se voit refuser un interview avec un représentant du Parti Populaire. Le témoignage de ce journaliste travaillant dans le journal indépendantiste permet de préciser cette stigmatisation qui peut exister entre les sources officielles et les journalistes :

« A *Gara*, nous sommes les seuls à parler de torture. Cela nous arrive d'être stigmatisé pour travailler dans ce journal. Par exemple, les responsables du PP ne nous répondent pas. Le métier de journaliste n'est pas pour autant un journalisme de guerre. » (J7)

La problématique des relations publiques généralisées (Miège, 1995, p. 167) amène également un autre problème dans le cadre du traitement de l'actualité du conflit basque. L'effet de polarisation lié au conflit provoque une contamination des écrits journalistiques.

« Il y a un phénomène d'intoxication des médias de la part des sources publiques, tels que le ministère de l'intérieur, la police, le gouvernement basque et de la part de la Gauche *abertzale* et ETA. » (J3)

La difficulté de traiter les positions nuancées ou en faveur de la paix conduirait les journalistes à favoriser le traitement de l'actualité des agents engagés directement dans le conflit, autant au niveau du conflit armé, l'ETA, le Gouvernement et la police qu'au niveau de l'affrontement idéologique, avec le relais des positions de la Gauche *abertzale*, du Gouvernement basque et des partis politiques. Cette focalisation sur les acteurs du conflit, notamment l'ETA, est justifiée par la manque de préparation des journalistes et la fascination de ces derniers pour le mouvement séparatiste. Cette fascination envers l'ETA a conduit de nombreux journalistes à devenir de véritables spécialistes de l'organisation armée. Le témoignage de cette journaliste nous en dit davantage :

« Concernant les difficultés du traitement journalistique du conflit, je dirais que les journalistes n'ont pas été préparés à couvrir convenablement l'actualité du conflit. En effet, étant donné que le monde de la Gauche *abertzale*/ETA est fascinant, il y a eu une mythification de ce mouvement dans les années 90. Cela explique pourquoi il y a un traitement très important des questions liées au terrorisme, aussi bien concernant les attentats, les détentions que les déclarations des leaders de la Gauche *abertzale* ou de l'ETA. Il y a une contradiction importante entre le traitement journalistique et le fait de donner trop de publicité à un mouvement terroriste. A une époque, la société espagnole vivait autour de l'ETA. C'était le problème numéro 1 durant de longues années. On disait tout ce qu'ils disaient sans filtrer » (J4)

Deuxièmement, l'engagement des journalistes dans le conflit, en fonction de leur appartenance médiatique, semble amener les professionnels de l'information à privilégier des sources d'informations proches de leur espace idéologique. En effet, objet controversé permettant d'obtenir des informations de première main, la question des sources est ainsi un sujet extrêmement délicat pour les journalistes. La protection des sources journalistiques étant l'une

des pierres angulaires de la liberté de la presse, parmi les journalistes interrogés, hormis quelques uns, les journalistes ne se montrent pas très loquaces sur leurs fournisseurs d'information. Cette question se montre néanmoins centrale à la compréhension du rôle des journalistes dans le conflit basque. Leurs origines sont susceptibles de déterminer le cadrage de l'actualité. Ceci permet de croire que les journalistes politiques espagnols et basques nourrissent une connivence certaine avec leurs sources. En effet, si l'autonomie, l'indépendance ou encore l'objectivité deviennent des critères dominants dans la définition de l'excellence journalistique, le caractère « clandestin » du conflit basque lié au terrorisme encourage les journalistes à entretenir des relations personnelles et confidentielles avec des acteurs du conflit susceptibles de leurs livrer des informations exclusives.

L'amplification de certaines voix anonymes provenant de agents « armés » du conflit tels que des agents de la police ou du ministère de l'intérieur contribue parfois à déformer certains messages en donnant toute leur valeur à des sources non identifiables par le lecteur. Cet échange de bons procédés qui bénéficie aussi bien au journaliste qu'à la source a pour effet d'attribuer une valeur informative à des événements, sans que pour autant que le journaliste ait eu besoin de vérifier les informations auprès d'autres sources. Cette pratique des journalistes travaillant dans les médias « espagnolistes » est essentiellement liée aux informations sur l'ETA et son entourage politique et associatif. Ainsi, nous pouvons mettre en exergue le nombre important de nouvelles provenant de sources officielles liées à la sécurité, tels que le ministère de l'intérieur, les gouvernements espagnol et basque, la police et la Garde civile. Cette abondance s'explique par le poids important de l'actualité liée à la lutte contre le terrorisme. En effet, les institutions espagnoles et basques ont déployé des moyens financiers considérables dans la lutte contre l'ETA. En conséquence, ce développement de moyens génère son lot d'informations et d'événements, qui sont à leur tour médiatisés. « Ces stratégies offrent une lecture biaisée de la réalité, au travers des prismes de la *policialisation* et en définitif de la criminalisation de la question basque » (Rekalde, 2004, p. 50). Ce type de sources confidentielles est généralement assumé par les journalistes qui les utilisent. Cette entente est légitimée par les journalistes, en mettant en avant le rôle de l'information dans la lutte contre l'ETA.

« Je suis très bien informée. Depuis très longtemps, j'ai des sources qui m'informent à l'avance des détentions. Cela me permet d'être prêt pour le traitement de l'actualité. Ainsi si je savais que le jour x, il y allait avoir une détention pendant la nuit, je me tenais prêt depuis 1h du matin pour traiter l'actualité. Au début, c'était fascinant, après je me posais la question de l'information que nous fournissions aux autres membres d'un commando sur la détention. Ainsi, la diffusion de l'information a permis parfois à des membres de l'ETA d'échapper à une détention. » (J4).

Cette connivence entre les sources judiciaires et policières et certains journalistes renforce l'engagement des journalistes dans le conflit. La question des informations fournies à certains journalistes sur les détentions démontre une complicité entre le champ policier et le champ journalistique dans le conflit basque. Ces écrits journalistiques avec des sources anonymes contribuent à alimenter le discours violent sur le conflit. De l'autre côté, en particulier le journal *Gara*, diffuse régulièrement les communiqués de l'ETA que le journal reçoit⁴³⁴ et dévoile au public. En acceptant de diffuser les messages d'une organisation définie comme terroriste par la grande majorité des acteurs, ce journal s'expose aux accusations de connivence avec l'organisation armée. Cependant, les journalistes de ce journal interrogés expliquent qu'ils donnent la parole à l'ETA, en vertu de l'intérêt informatif de celle-ci. De plus, nous pouvons mettre en exergue que si les journalistes proches de sources policières informent régulièrement en omettant de citer leurs sources, les journalistes de *Gara* s'efforcent d'identifier constamment les fournisseurs d'informations. Cet effort de respect d'une des règles de la déontologie journalistique a du reste servi de preuve dans des actes d'accusation judiciaire contre des personnes ou des mouvements du milieu indépendantiste.⁴³⁵

4.4 Conclusion

Ce chapitre sur le processus de paix qui s'est déroulé de 2006 à 2007 a montré que le journalisme de presse faisait passablement preuve de suivisme idéologique avec les idéologies politiques existantes dans le conflit basque. Les idées-force les plus répandues sont celles de « résolution du conflit » et « condamnation du terrorisme ». Les six autres lieux communs restent marginaux dans le discours journalistique analysé. En effet, à l'exception de l'événement de l'annonce de la trêve par l'ETA, les autres événements du processus furent fortement marqués par les positions des partis politiques. Ainsi, jusqu'à l'attentat de l'ETA à l'aéroport de Madrid, le 30 décembre 2006, l'espace de la communication politique sur la résolution du conflit basque était marqué par une séparation entre les titres proches des acteurs engagés dans le processus (*Gara*, *Deia*, *El País*, *El Correo*) et les titres proches de l'opposition au dialogue avec l'ETA menée par le Parti Populaire (*El Mundo*, *ABC*). Durant la période du processus, ces deux derniers titres ont du reste choisi le ton de la polémique entre les deux grands partis en Espagne.

⁴³⁴ A noter que le journal *Berria*, successeur de *Egunkaria*, reçoit parfois également les communiqués de l'ETA.

⁴³⁵ Dans le cas des dossiers d'accusations contre les responsables d'organisations sociales et politiques comme *Ekin*, *Haika-Segi*, *Gestoras pro amnistía*, *Udalbitza*, poursuivis pour des liens présumés avec l'ETA, des articles de presse, notamment de *Gara*, ont été utilisés pour identifier les accusés. Ces articles, mentionnant des interventions comme des prises de parole lors de manifestations et des conférences de presse, ont été considérés comme des preuves de l'appartenance des prévenus aux diverses organisations.

A l'opposé des autres titres, *El Mundo* et *ABC* ont ainsi insisté d'une manière importante sur les désaccords du principal parti d'opposition, le Parti Populaire, au processus de paix mené par le Parti Socialiste.

L'attentat de Madrid marque un point d'inflexion extrêmement important pour les titres ayant couvert le processus d'une manière volontariste. L'analyse des articles d'informations après l'attentat de l'ETA suggère effectivement un retour à un état de conflit « actif ». En effet, les changements dans l'espace de la communication politique observables durant les six premiers mois du processus ne sont plus présents le 31 décembre 2006. Par la suite, la fracture entre l'espace « basquiste » et l'espace « espagnoliste » est similaire à celui identifié lors de l'analyse des articles d'opinion dans le cadre du chapitre 3. De cette manière, seuls les deux titres de la presse nationaliste, *Gara* et *Deia*, poursuivaient leur implication dans le processus en choisissant de traiter des initiatives et déclarations favorables à la reprise du processus. La différence dans les choix journalistiques de ces quotidiens avec ceux des autres titres est parfois si importante qu'elle démontre une représentation de la réalité idéologiquement singulière par rapport aux autres titres. Ces différences d'appréciations de la réalité démontrent l'influence des discours idéologiques dans les pratiques journalistiques. Comme nous l'avons vu, le processus de paix n'a pour ainsi dire pas bénéficié de trêve médiatique. Les titres de presse ont ainsi rapidement rapproché leurs positions avec les partis politiques qui leurs sont proches.

Ce chapitre a également soulevé que le rôle de la presse dans une société démocratique confrontée à la résolution d'un conflit politique pour l'autodétermination doit être analysé à partir d'éléments multiples. Si les analyses menées dans le cadre de cette recherche ont montré tout d'abord l'influence de l'idéologie politique dans les pratiques journalistiques déterminée par les principales idées force présentes dans l'espace de la communication politique, il se révèle essentiel d'apporter des explications supplémentaires à la difficulté des journalistes de s'engager activement pour la paix. L'engagement des journalistes pour la paix ou pour la guerre n'est pas uniquement dépendant d'une logique binaire comme le suggère la théorie du « *peace journalism* », mais relève d'une logique complexe comme l'ont démontré les analyses de cette recherche. Cette situation complexe soumet les journalistes, dans le cadre du conflit, à une série de règles déterminées par trois éléments : 1. La conjoncture et les circonstances internes et extérieures au processus de paix ; 2. L'engagement des journalistes dans le conflit ; 3. Les contraintes des journalistes.

En revenant sur les résultats des quatre chapitres de cette thèse, la conclusion générale qui suit permettra d'affiner notre réflexion sur le rôle du journalisme dans la construction de la paix.

CONCLUSION GÉNÉRALE

En proposant l'étude des logiques d'action du journalisme de presse dans le traitement médiatique de la résolution du conflit basque, cette thèse a permis de revisiter le conflit basque à travers la perspective des Sciences de l'Information et de la Communication (SIC). Par la description, l'analyse et la compréhension des mécanismes médiatiques pouvant favoriser l'apaisement ou inversement l'aggravation des tensions entre les antagonistes du conflit, cette recherche a souhaité apporter une contribution singulière, sous l'angle des SIC, au processus de résolution du conflit basque, lequel a connu un tournant historique le 20 octobre 2011, trois jours après la conférence internationale de paix à San Sebastián, lorsque l'organisation indépendantiste basque Euskadi Ta Askatasuna (ETA) déclarait l'abandon définitif de son activité militaire, plus de cinquante ans après sa constitution.

Comme souligné dans l'introduction, étant donné que la nouvelle phase du processus initiée en octobre 2011 par l'annonce de l'ETA est trop récente, cette recherche a fait le choix d'étudier le rôle de la presse dans le processus de transformation du conflit basque au 21^{ème} siècle en s'arrêtant sur deux événements antérieurs à l'ultime annonce de l'ETA. Le choix de la période d'analyse s'est donc porté sur une période s'étendant d'octobre 2003 à juin 2007, en se focalisant sur deux événements d'actualité : 1. L'initiative de réforme du statut d'autonomie de la Communauté basque par le Gouvernement basque en octobre 2003, plus connue sous le nom de *Plan Ibarretxe* ; 2. Le processus de paix entre l'ETA et le Gouvernement espagnol ayant eu lieu entre 2005 et 2007.

Ces deux événements ont permis d'analyser le rôle de la presse dans la résolution du conflit basque, en prenant en compte les deux principales modalités du discours journalistique, l'information et le commentaire. Ces deux types de discours ont constitué les corpus de la partie empirique de cette thèse. Le choix de traiter deux types de discours journalistique avait pour but d'apporter l'analyse la plus complète possible des cadrages médiatiques des principaux quotidiens existants dans l'espace de la communication politique sur la problématique basque.

Dans le cadre de deux analyses de contenu de type catégorielle, cette recherche s'est focalisée sur les contradictions existantes dans les pratiques journalistiques entre les idéologies politiques présentes dans ce conflit et les principes de déontologie encadrant la profession de journaliste. Nous avons vu que les ancrages identitaires et la violence de l'ETA amènent les journalistes à pratiquer leur profession suivant le *diktat* des formations politiques engagées dans le conflit.

Cette influence de la politique sur la presse rend difficile un traitement journalistique équilibré et impartial des événements surgissant dans le conflit et les tentatives de résolution de celui-ci. Le journaliste est pour ainsi dire, malgré lui, engagé dans le conflit. Ce problème se révèle essentiel, car il soulève une contradiction importante de l'écriture journalistique entre la déontologie de la profession et l'idéologie politique. C'est notamment ce paradoxe que nous avons analysé avec les deux corpus de cette recherche.

Le premier « terrain », intitulé « Le temps de la guerre (2003). La recherche des idéologies » (chapitre 3) a eu comme objectif d'analyser les cadrages médiatiques des différents quotidiens existant dans l'espace de la communication politique sur la problématique basque. Par une analyse de contenu d'un corpus d'éditoriaux et d'articles d'opinion, il s'agissait de restituer les principales idées-forces présentes dans les discours médiatiques en temps de conflit. La proposition politique, ayant été formulée avec l'ETA en activité, a provoqué une pléthore de débats contradictoires parmi les élites espagnoles et basques. Elle constituait un contexte idéal pour saisir les représentations sociales et les tendances discursives existantes dans l'espace public basque-espagnol en temps de conflit.

Le deuxième terrain, intitulé « Le « temps de la paix. (2006-2007). L'influence du journalisme » (chapitre 4) s'est efforcé, par une analyse de contenu d'articles d'information, de mettre en exergue l'importance du cadrage idéologique dans les pratiques journalistiques ayant eu cours durant le processus de négociation de 2006-2007. Les deux études empiriques prétendent apporter un éclairage novateur sur la problématique du rôle de la presse espagnole dans la construction de la paix au Pays Basque.

Retour sur les hypothèses

Notre démarche s'appuyait sur deux hypothèses que nous avons pu vérifier partiellement de manière transversale dans les deux chapitres empiriques (3 et 4). Ces hypothèses sont interdépendantes et c'est leur mise en relation qui a permis de comprendre le rôle du journalisme de presse dans la construction de la paix au Pays Basque.

La première hypothèse reposait sur l'idée que les relations géographiques, économiques et politiques des entités médiatiques avec le conflit conduisent les journalistes à pratiquer leur profession selon des logiques d'action s'inscrivant consciemment ou inconsciemment dans un parti pris pour l'un ou l'autre des agents du conflit. Ainsi, intentionnellement ou pas, les journalistes légitiment davantage un certain cadrage de la réalité qui, en tant que tel, a la

capacité d'influencer l'opinion publique. La tentation de prendre parti et la capacité d'influence sur l'opinion publique ont comme conséquence une implication directe des journalistes dans le conflit. Cette implication des journalistes repose davantage sur des facteurs liés à l'organisation de l'espace de la communication politique qu'à des préférences strictement individuelles.

Nous avons pu voir dans le chapitre 3 que l'espace de la communication politique sur la problématique basque est divisé suivant une logique identitaire entre un espace « basquiste » et un espace « espagnoliste », l'espace « basquiste » regroupant les acteurs du conflit qui « se sentent davantage basques qu'espagnols », alors que l'espace « espagnoliste » rassemble les acteurs « se sentant davantage espagnols que basques ». Les deux chapitres empiriques ont permis de comprendre que les titres de presse analysés dans cette recherche suivent la logique de cette division, aussi bien au niveau des articles d'opinion que dans les articles d'information. De cette manière, le traitement médiatique de l'actualité est réalisé suivant le cadrage médiatique défini par la rédaction des journaux. Chaque média utilise un certain cadrage en fonction de ses référents identitaires et politiques. En tant que relais des informations entre des sources et des récepteurs, les journaux basques et espagnols semblent privilégier certaines sources et informations suivant la proximité idéologique avec un ou des partis politiques. Ceci amène à penser que l'information publiée dans la presse espagnole et basque est le fruit d'un « travail en commun » entre les sources et les entreprises médiatiques, présentant les caractères d'un processus d'*agenda building* (Charon, 1995, p. 75). L'espace de la communication politique basque dispose ainsi de plusieurs « maîtres de cérémonie » (Mattelart et Mattelart, 1995, p. 87) orientant les problèmes qui méritent de faire l'objet d'un débat de société. En conséquence, la ligne éditoriale des journaux étant généralement alignée sur le parti politique avec lequel le titre de presse a une proximité idéologique, l'engagement du journalisme dans un traitement positif du processus de paix dépend essentiellement de la position des partis dans le processus.

La deuxième hypothèse relevait qu'étant donné la contradiction fondamentale entre la nature d'un processus de paix et les valeurs liées à l'information, la contradiction entre idéologie politique personnelle et la déontologie journalistique ainsi que les contraintes liées au journalisme amènent celui-ci à jouer un rôle destructeur pour la résolution du conflit. Les analyses effectuées dans le cadre de cette recherche nous conduisent à rejoindre les réserves énoncées par certains universitaires sur l'opportunité de promouvoir et de réaliser le modèle du « *peace journalism* » dans les rédactions (Loyn, 2007, Hanitzch, 2007, Bläsi, 2009). Concept controversé, en raison de sa conception volontariste et idéaliste du journalisme, le « *peace*

journalism » développé initialement par Johann Galtung (1998), s'il a permis des expériences positives dans des pays du Tiers-Monde en situation de guerre ou de post-conflit, se révèle difficilement applicable dans le cadre des sociétés démocratiques. En effet, les critiques du « *peace journalism* » estiment que ce courant théorique volontariste souffre d'un défaut de pragmatisme au regard des déterminants de la pratique journalistique.

L'analyse des pratiques journalistiques dans le conflit basque confirme la difficulté des journalistes à s'engager volontairement pour la paix. Pourtant, les analyses de contenu ont démontré que les titres de presse basques et espagnols ne fonctionnent pas suivant les mêmes logiques. Il n'existe ainsi pas d'homogénéité dans le traitement par la presse du conflit permettant de conclure d'une manière déterminante que le journalisme a joué un rôle négatif dans la promotion de la paix au Pays Basque. Cette situation complexe est expliquée par la soumission des journalistes, dans le cadre du conflit, à une série de règles déterminées par trois éléments : la conjoncture et les circonstances internes et extérieures au processus de paix ; l'engagement des journalistes dans le conflit ; les contraintes des journalistes.

L'une des limites à notre étude est constituée par le fait qu'elle repose sur une approche « *top down* » en se focalisant uniquement sur le discours des médias. Il serait, dès lors, pertinent, dans une prochaine recherche, d'élargir la problématique à l'influence des interactions entre les journalistes et les lecteurs facilitées par les technologies de l'information actuelles comme les réseaux sociaux ou la possibilité de laisser des commentaires sur internet en dessous des articles. Il n'existe à notre connaissance pas d'études de ce type en communication politique en Espagne. Les opportunités technologiques offertes aux médias par le web obligent, en effet, ceux-ci à des remises en question permanentes sur la gestion des flux de l'information. Cette approche appropriée pour la compréhension de la communication politique pourrait être complétée par une étude sur la réception auprès d'un échantillon de lecteurs.

Par le biais de questionnements sur la relation entre le champ médiatique basque-espagnol, le journalisme et le conflit basque, nous avons pu nous rendre compte qu'un objet si passionnant nous amenait petit à petit à fournir un raisonnement sur l'essence même du conflit basque. Il se révéla, en effet, impossible de se limiter uniquement au traitement médiatique. Il fut en effet nécessaire d'aller plus loin et de montrer l'interrelation entre les médias et le politique, convertissant les médias en véritables acteurs du conflit. Avec l'usage de la notion de communication politique, nous avons ainsi tout au long de ce travail, navigué entre le champ politique et le champ médiatique. En effet, nous pouvons affirmer que l'insistance sur leur

interrelation est fondamentale au moment de réfléchir aux éléments qui empêchent une résolution définitive du conflit basque.

Ainsi, nous avons décidé de diviser cette conclusion en trois parties. La première tentera de résumer nos réflexions et analyses sur le fonctionnement de l'espace de la communication politique dans le cadre de la résolution du conflit basque. La deuxième s'efforcera de revenir sur les logiques d'action des journalistes amenés à travailler sur l'actualité de la résolution du conflit. Enfin, la troisième esquissera quelques réflexions sur le rôle des SIC dans l'analyse des processus de construction de la paix.

La communication politique et la résolution du conflit

basque

Le conflit basque occupe depuis plus de cinquante ans la scène médiatique espagnole. En raison des nombreux journalistes affectés à la couverture de l'actualité du conflit, il n'y a pas une semaine sans que les médias espagnols n'informent la population d'événements qui lui sont liés. Présent sur la scène internationale depuis que l'organisation ETA a décidé de défendre les intérêts du peuple basque par les armes, le conflit s'est, à la suite des premières bombes, enlisé et complexifié au fil des événements de la politique espagnole. Chaque jour apporte de nouveaux éléments à la problématique, compliquant un peu plus le labyrinthe de la sortie du conflit.

Jusqu'à l'annonce d'abandon définitif de la violence armée de la part de l'ETA en octobre 2011, chaque jour amena son lot de souffrances provoquées par une violence qui ne voulait pas se taire. Une violence qui fut l'une des principales raisons de la division de la société et de l'espace de la communication politique sur la problématique basque. Une violence qui constitue l'essentiel de l'intérêt médiatique international du conflit basque. Sans elle, il est fort probable que la cause du peuple basque n'eut jamais dépassé la frontière espagnole. Si cette violence fut donc le moteur d'un conflit durant de nombreuses années, elle était depuis plus d'une décennie, par la souffrance qu'elle génèrait, l'une des causes de son enlisement. C'est durant cette période, initiée depuis la trêve de l'ETA en 1998 suite à l'accord de Lizarra-Garazi entre les partis nationalistes, que la transformation du conflit basque a été réalisée. C'est durant cette même période, que s'est accentuée et consolidée la configuration de l'espace de la communication politique explicité dans cette recherche, articulant l'opposition entre les nationalistes basques et les partis défendant la constitution espagnole. Même si le conflit basque est loin d'être résolu,

l'évolution de la situation politique depuis le processus de paix de 2006-2007, est à même de développer des mécanismes pouvant permettre une diminution de la division idéologique de l'espace de la communication politique.

Nous avons ainsi pu observer d'une part, que cet espace reflète fidèlement les différentes postures des agents politiques présents dans le conflit et d'autre part, qu'il permet d'identifier précisément les éléments-clefs du débat se déroulant dans l'espace de la communication politique basque-espagnol. Ce sont ces éléments, réduits dans le chapitre 3 en topoï, qui se révèle déterminants à l'heure de réfléchir à une résolution du conflit basque. En effet, si les médias confrontent leurs arguments au sein de l'espace médiatique, ce sont ces mêmes arguments qui s'affrontent dans l'ensemble de l'espace de la communication politique sur la problématique basque et qui composent l'univers argumentatif du conflit basque. Ces schémas argumentatifs ne sont certes pas une découverte en soi, mais le débat médiatique sur le *Plan Ibarretxe* et le processus de paix mené durant le 1^{er} mandat gouvernemental de José Luis Rodríguez Zapatero ont eu le mérite de remettre à l'ordre du jour les éléments qui font et défont ce conflit européen méconnu et parfois décrit comme inextricable.

En effet, la présentation du projet de nouveau statut politique pour la Communauté d'Euskadi, intervenu dans un contexte de combat idéologique entre les partis nationaux (PP, PSE) et les partis nationalistes (PNV, EA, Batasuna, Aralar), a réveillé l'instinct protecteur des partisans et des opposants de la souveraineté du peuple basque. Sa « mort » politique en février 2005 aux Cortes a été causée suite au refus des représentants des citoyens espagnols d'accepter un projet défendu par une majorité de représentants du peuple basque. Nombreux sont les facteurs qui sont à l'origine de la mésentente entre ces deux légitimités démocratiques, mais le contenu de la première moitié du projet – en particulier le préambule qui rappelle l'unité historique du Pays Basque et son droit à l'autodétermination – est certainement celui où les topoï mis à jour dans cette recherche servent à se faire une idée sur les consentements ou l'indignation qu'ils soulèvent en fonction de l'affiliation politique.

Ce sont ces mêmes travers idéologiques, constituant l'essence du conflit basque, auxquels se sont confrontés les médiateurs du processus de paix 2006-2007. En effet, dans le cadre de deux rounds de négociations durant l'automne 2006 dans le sanctuaire de Loyola au Pays Basque et en mai 2007 à Genève (Murua Uria, 2010, Eguiguren, Aizpeolea, 2011), les agents du conflits ont opposé deux modèles pour le Pays Basque : d'un côté, la gauche indépendantiste exigeait la constitution d'une nouvelle Communauté autonome composée du Pays Basque actuel (Euskadi)

et de la Navarre avec une consultation préalable de la population ; de l'autre côté, le gouvernement socialiste se limitait à proposer une réforme institutionnelle dans les Communautés autonomes du Pays Basque et de Navarre, avec la possibilité de constituer un organe commun entre les deux régions, mais, en aucun cas, la création d'une nouvelle Communauté autonome. Le refus systématique du gouvernement d'entrer en matière sur les propositions du mouvement séparatiste et l'intransigeance de celui-ci provoqua la décision de l'ETA de mettre un terme au cessez-le-feu le 6 juin 2007.

De cette manière, nous avons pu remarquer que deux stratégies doivent être opposées dans une analyse synthétique du conflit basque. La première, défendue par le discours « espagnoliste », mise sur l'essoufflement politique du nationalisme, en niant l'existence d'un conflit politique. La deuxième, « basquiste », met en évidence le conflit politique existant au Pays Basque et signale la nécessité de la mise en œuvre d'une négociation entre les représentants des différentes sensibilités politico-identitaires. Dans cette dialectique, le droit du peuple basque à décider de son avenir est incontestablement l'élément historique le plus récurrent des discussions et réflexions sur le conflit basque. En effet, même si la violence politique a constitué depuis l'accord de *Ajuria Enea* en 1988, un blocage sous la forme de prétexte pour ne pas entreprendre un débat de fond sur la résolution du conflit basque, il est indéniable que le mythe de l'autodétermination du Pays Basque inquiète les défenseurs de l'unité constitutionnelle espagnole.

En effet, il est évident qu'une plus large autonomie d'un Pays Basque uni autour de ses trois territoires historiques aurait comme conséquence immédiate un affaiblissement de l'Etat démocratique espagnol. Un Etat qui s'est consolidé suite à l'épuisement du régime dictatorial de Franco. La transition démocratique de l'Espagne, parfois comparée à un miracle compte tenu de sa rapidité, représente ainsi pour la génération politique qui l'a traversée, la seule forme possible pour maintenir unie les différentes identités nationales. Pour cette génération de sensibilités politiques contrastées, installées encore aujourd'hui à la direction des partis politiques nationaux, tout changement constitutionnel comporte ainsi un risque de « balkanisation »⁴³⁶ de l'Espagne. Ainsi, tant que ces personnalités politiques ne perdront pas de

⁴³⁶ Le terme de balkanisation désigne le processus de morcellement d'unités politiques et géographiques qui existaient en une multitude d'États. Le terme est apparu à la suite des conflits dans la péninsule balkanique au début du 20^{ème} siècle. Il fut réutilisé durant les conflits en ex-Yougoslavie, qui aboutirent au morcellement de celle-ci. En Espagne, ce terme est régulièrement utilisé par certains leaders du PP, notamment l'ancien président José-María Aznar, pour se référer à l'issue probable pour l'Espagne de certains projets souverainistes défendus par les nationalismes basque et catalan.

leur influence dans le champ politique national, il semble improbable que la majorité de la classe politique montre plus de compréhension face aux revendications identitaires des peuples d'Espagne. Il est de cette manière aisé de comprendre l'absence d'évolution des positions politiques, autant du côté « basquiste » que de celui « espagnoliste ». Le discours « basquiste » n'a pas de raison de dévier de sa stratégie actuelle, puisqu'il n'a pas obtenu ce que revendique la galaxie nationaliste basque. Le discours « espagnoliste », quant à lui, convaincu de la justesse et de la légitimité de la Constitution, poursuit sans cesse la consolidation de la démocratie espagnole. Cette dernière réflexion permet de saisir les raisons de la stérilité du débat politique médiatique sur la question basque opposant deux rhétoriques déjà amplement reconnues. Nous sommes ainsi, de part et d'autre, en face d'une ritualisation du discours basé sur une fidélité argumentative donnant l'impression de ne pas vouloir se sortir d'une rhétorique perpétuelle. Pourtant, il ne faut pas ignorer que tant que le conflit est mis en scène par les mots, les armes sont mises de côté. Ainsi, par un apaisement du conflit armé, le processus de paix devient ainsi le terrain du combat idéologique, où progressivement discussions, négociations et finalement accords sont susceptibles de mettre un terme à l'affrontement armé. Durant le conflit armé, la violence occupe ainsi l'espace laissé vacant par l'absence de dialogue.

Concernant l'espace de la communication politique sur la problématique basque, nous avons pu constater que celui-ci est bel et bien un espace organisé sur le mode de la polarisation politico-identitaire ne laissant qu'une place limitée aux positions médianes. Nous déduisons que l'absence de positions médianes est une conséquence de la polarisation extrême de l'espace de la communication politique. L'articulation de cet affrontement - réduit dans ce travail en tant qu'affrontement médiatique - met aux prises deux types de discours nationalistes, l'un « basquiste » et l'autre « espagnoliste ». Nous avons ainsi pu démontrer que le contenu médiatique est déterminé par une idéologie dominante. Toutefois, nous avons souligné l'importance d'éviter de qualifier le conflit basque comme un affrontement entre les Basques et les Espagnols. Ainsi, chaque acteur – politique, médiatique, social ou culturel - de ce conflit se positionne dans l'espace public entre le basquisme, « se sentir plus basque qu'espagnol » et l'espagnolisme, « se sentir plus espagnol que basque ». Cette définition identitaire de la problématique basque permet de désamorcer une situation d'affrontement et de préciser la pluralité de la société basque. En effet, l'histoire récente du Pays Basque et les différents résultats d'élections démontrent l'hétérogénéité de celle-ci.

Le conflit médiatique dévoilé par l'analyse catégorielle des différents médias a montré qu'un regroupement entre certains discours médiatiques se constituait par lui-même, fractionnant ainsi l'espace de la communication politique en deux sous-espaces, l'un « basquiste » et l'autre « espagnoliste ». Nous avons expliqué et démontré que ces deux espaces fonctionnaient selon une logique presque hermétique. Chacun d'eux s'alimente du même discours idéologique, l'un défendant les thèses du nationalisme basque et l'autre du nationalisme espagnol.

Nous avons pu ainsi constater qu'effectivement, les journaux analysés dans cette recherche sont divisés en deux grandes catégories. D'un côté, *Deia* et *Gara*, situé dans l'espace public « basquiste », font circuler le discours idéologique du nationalisme basque. Deux sous-discours de celui-ci ont été identifiés : un discours *nationaliste institutionnel* et un discours *indépendantiste radical*. D'un autre côté, *El Correo*, *El País*, *El Mundo* et *ABC* distillent un discours défendant l'*espagnolité* du Pays Basque. Ici, trois sous-discours ont été identifiés : un discours *intégrateur*, un discours *unioniste-moderé* et un discours *unioniste-radical*.

L'analyse de contenu des textes, aussi bien des articles d'opinion que des articles d'information, permet de souligner la singularité du journal *El Correo*, lequel propose le discours le plus conciliateur et consensuel. Cependant, il ne propose pas pour autant un contenu médiatique complètement objectif compte tenu du fait que la majorité des textes d'opinion sont tout de même à tendance « espagnoliste » et ne diffuse de cette manière qu'au compte-goutte le discours d'un nationalisme modéré. Néanmoins, nous pouvons affirmer que *El Correo* se profile comme le journal capable d'intégrer dans ses pages le plus large panel de représentations idéologiques sur le conflit basque. Il est, dès lors, comme nous l'avons déjà mentionné, pas étonnant que ce journal soit celui le plus vendu en Euskadi. De plus, ce journal a montré qu'au sein même de l'espace public « espagnoliste », la réalité du Pays Basque est perçue différemment que l'on se trouve au Pays Basque ou à Madrid.

Les résultats de l'analyse démontrent, par la polarisation médiatique observée, qu'il est très aisé de faire le lien entre le champ politique et médiatique. En conséquence, le suivi quotidien de l'information nationale proposée par les différents médias de ce pays nous amène inmanquablement à s'essayer à une description sociologique et culturelle de cette « manière de dire » des médias espagnols, dans notre cas de celle des journaux quotidiens.

Nous soutenons l'idée que l'extrême polarisation du débat politique national – en particulier celui lié à la question basque – influence massivement les formulations et énonciations des

différents journaux quotidiens. Le contenu de la presse est de cette manière un reflet de la virulence du débat politique souvent réduit à deux oppositions. D'une part, la première confronte les deux grands partis nationaux que sont le Parti Populaire (PP) et le Parti Socialiste (PSOE) comptabilisant à eux deux plus de 80% des députés au Parlement espagnol. D'autre part, il y a une opposition de type identitaire, dans les Communautés autonomes – en particulier en Euskadi et en Catalogne et dans une moindre mesure en Galice - entre les partis constitutionnalistes (PP/PSOE) et les partis nationalistes. Ces deux niveaux de confrontation politique et identitaire, tant au niveau national que régional, influencent durablement le panorama de la presse espagnole que l'on connaît aujourd'hui. A ce titre, il est intéressant de souligner, que les analyses sur le positionnement idéologique de la presse catalane quant au conflit basque montrent que celle-ci est davantage favorable à une solution politique pour le Pays Basque contrairement à la majorité de la presse éditée à Madrid (Idoiaga, Ramírez de la Piscina, 2002 ; Merodio Urbaneja, 2010). L'intérêt de la presse catalane pour une solution au conflit basque est à remettre dans le cadre des rapports de force politique régionaux. En effet, en Catalogne, tout comme au Pays Basque, les forces nationalistes prédominent sur les partis constitutionnalistes depuis la transition démocratique. Ce parallélisme entre ces deux régions explique la compréhension mutuelle et la solidarité existante entre les Communautés autonomes du Pays Basque et de la Catalogne.

Il est, dès lors, impossible de comprendre le fonctionnement médiatique de ce pays sans se référer à la structure de son débat politique. Dans celui-ci, chaque force politique semble se complaire dans une confrontation continue avec les autres formations politiques, pouvant compter comme caisse de résonance sur un ou des médias. Cette ritualisation de l'affrontement politique, dans lequel la fonction des partis de l'opposition se résume souvent à une guère reluisante politique du refus permanent, permet de suggérer la maturation non aboutie de la démocratie espagnole. A l'image d'une joute théâtrale, chaque camp use de la rhétorique pour convaincre et se convaincre du bien-fondé de ses positions. Ainsi, dans le système démocratique espagnol, il semble plus important de maintenir sa fierté en faisant reluire des arguments de forme plutôt que des arguments de fond. Cette logique de confrontation stérile, éminemment pratiquée par les deux grands partis nationaux, amène l'hypothèse suggérant que l'Espagne est une démocratie récente où les grands partis luttent bien souvent encore pour être désignés comme le parti le plus démocratique. Il est constamment nécessaire pour ceux-ci de réaffirmer leurs qualités démocratiques, telles que la transparence, le dialogue ou l'écoute des autres opinions. Le spectre de la dictature franquiste est ainsi détectable dans une grande partie des

débats politiques nationaux. Il n'est de cette manière pas étonnant que la presse espagnole se convertisse sur les questions nationales sensibles en véritable outil de partis, se situant ainsi à mille lieux de ce qu'elle devrait être, un espace de débat où s'affichent et éventuellement interagissent les différentes opinions sur des problèmes politiques, sociaux ou culturels. Le processus de paix au Pays Basque souffre indubitablement de cette division de la communication politique.

Il sera ainsi extrêmement important de suivre l'évolution de l'espace de la communication politique au regard de la nouvelle phase de la transformation du conflit initiée depuis l'annonce par l'ETA, en octobre 2011, de l'abandon définitif de la violence. A ce jour, les points du processus qui devraient mettre un terme définitif au conflit, stipulés dans la Déclaration de Aiete, n'ont pas encore été concrétisés.⁴³⁷ Cependant, deux décisions judiciaires intervenues en 2012 sont susceptibles de faciliter la normalisation politique. Le 21 juin 2012, le parti indépendantiste basque Sortu a été légalisé par le Tribunal constitutionnel espagnol pour une voix (6 contre 5). La formation de la gauche *abertzale*, successeur de Batasuna pourra ainsi concourir aux élections à la Communauté autonome basque prévue en 2013 près de dix ans après l'interdiction du parti indépendantiste. Puis, le 11 juillet 2012, la Cour européenne des Droits de l'Homme (CEDH) a rejeté la "doctrine Parot", assurant que maintenir en détention l'ancienne membre de l'ETA Inés del Río Prada pour une révision de la durée de la peine est une décision "irrégulière" et a exigé de l'Etat espagnol sa remise en liberté dans les plus brefs délais. C'est la première fois que la Cour de Strasbourg se prononce sur la "doctrine Parot", une jurisprudence du Tribunal suprême espagnol qui permet de maintenir en détention pour de longues années un prisonnier pourtant libérable.⁴³⁸

Suite aux décisions successives du mouvement indépendantiste depuis 2010 en faveur d'une résolution définitive du conflit, des décisions en faveur de la paix sont aujourd'hui attendues de la part du gouvernement espagnol. Submergé par la gestion de la crise économique, celui-ci est resté très prudent devant ces évolutions, déclarant ne pas varier sa position politique de fermeté

⁴³⁷ Outre la demande à l'ETA de déclarer publiquement l'arrêt définitif de toute action armée, la Déclaration de Aiete suggère la « feuille de route » suivante : 1. Ouverture du dialogue par les gouvernements d'Espagne et de France sur les conséquences du conflit ; 2. Discussion entre les représentants politiques et acteurs non-violents sous l'hospice de médiateurs internationaux ; 3. Développement de mesures pour promouvoir la réconciliation, reconnaissance et assistance à toutes les victimes.

⁴³⁸ Le gouvernement espagnol a montré son désaccord avec cette décision et compte demander le renvoi de l'affaire devant la Grande chambre de la CEDH. L'avenir dira si cette décision sera confirmée par la CEDH. Cette décision sera importante puisque la « doctrine Parot » est actuellement appliquée à des dizaines de détenus basques.

sur la problématique basque, exigeant avant tout débat politique, la dissolution de l'ETA. Pourtant, l'immense majorité des acteurs politiques et sociaux du Pays basque a compris que les chances de résoudre définitivement le conflit sont réelles. En conséquence, l'immobilisme des autorités espagnoles, qui repoussent la résolution effective du conflit, - laquelle devrait prendre place, en premier lieu, dans le cadre de négociations globales à l'échelle régionale et, en dernière instance, à l'échelle nationale - n'a pour effet que de prolonger le conflit.

La construction de la paix et le journalisme

Tout au long du processus de paix qui s'est déroulé de 2006 à 2007, cette recherche a montré que le journalisme de presse faisait preuve de suivisme idéologique derrière les idéologies politiques existantes dans le conflit basque. En effet, à l'exception de l'événement de l'annonce de la trêve par l'ETA (où le traitement journalistique fut passablement lié aux faits de l'actualité en raison de l'incertitude sur les prochaines étapes du processus), les autres événements du processus furent fortement marqués par les positions des partis politiques. Ainsi, jusqu'à l'attentat de l'ETA à l'aéroport de Madrid, le 30 décembre 2006, l'espace de la communication politique sur la résolution du conflit basque était marqué par une séparation entre les titres proches des acteurs engagés dans le processus (*Gara*, *Deia*, *El País*, *El Correo*) et les titres proches de l'opposition au dialogue avec l'ETA menée par le Parti Populaire (*El Mundo*, *ABC*). Durant la période du processus, ces deux derniers titres ont du reste choisi le ton de la polémique entre les deux grands partis en Espagne. A l'opposé des autres titres, *El Mundo* et *ABC* ont ainsi insisté d'une manière importante sur les désaccords du principal parti d'opposition, le Parti Populaire, au processus de paix mené par le Parti Socialiste.

L'attentat de Madrid marque de cette manière un point d'inflexion extrêmement important pour les titres ayant couvert le processus d'une manière volontariste. L'analyse des articles d'informations après l'attentat de l'ETA suggère effectivement un retour à un état de conflit « actif ». En effet, les changements dans l'espace de la communication politique observables durant les six premiers mois du processus ne sont plus présents le 31 décembre 2006. La fracture entre l'espace « basquiste » et l'espace « espagnoliste » est similaire à celui identifié lors de l'analyse des articles d'opinion, dans le chapitre 3, dans le cadre des débats autour du Plan *Ibarretxe*. De cette manière, seuls les deux titres de la presse nationaliste, *Gara* et *Deia*, poursuivaient leur implication dans le processus en choisissant de traiter des initiatives et déclarations favorables à la reprise du processus. La différence dans les choix journalistiques de ces quotidiens avec ceux des autres titres est parfois si importante qu'elle démontre une

représentation de la réalité singulière. Ces différences d'appréciations de la réalité démontrent l'influence des discours idéologiques dans les pratiques journalistiques. Comme nous l'avons vu, le processus de paix n'a pour ainsi dire pas bénéficié de trêve médiatique. Les titres de presse ont ainsi rapidement rapproché leurs positions de celles des partis politiques qui leurs sont proches. Si cette pratique est acceptable concernant les articles d'opinion, celle-ci est profondément discutable quant des éléments idéologiques sont identifiés dans les articles d'information.

Dans le cas du conflit basque, la majorité des agents du conflit ont considéré l'attentat de Madrid comme la reprise de la terreur par l'ETA. Considérant la guerre menée par l'organisation comme anachronique et non-justifiée, ce positionnement anti-terroriste a eu une grande influence sur les pratiques journalistiques en Espagne. S'il a été démontré que la violence politique de l'ETA a provoqué la division de l'espace de la communication politique sur le conflit basque, le retour de celle-ci, le 30 décembre 2006, a immédiatement polarisé des positions qui s'étaient rapprochées durant les premiers mois du processus de paix.

Soumis à aucune autorité indépendante régulatrice de la presse, notamment pour les questions relevant de l'éthique des médias, l'Espagne fait donc figure d'exception en Europe (Gonzalez Esteban, Garcia Avilés, Karmasin, Kaltenbrunner, 2011). Car, même si les titres de presse espagnols ont développé des mécanismes d'autorégulation comme des normes éthiques et la figure du médiateur, cette absence de régulation extérieure aux médias permet à ceux-ci de développer leur activité en toute liberté, ne devant rendre des comptes qu'aux actionnaires et aux lecteurs. Dans le chapitre 4, nous avons vu que la liberté d'autodétermination déontologique des journaux en Espagne et la situation de conflit politique sont deux conditions facilitant l'engagement des titres de presse dans le conflit basque et donc favorisant la partialité des écrits journalistiques. De plus, comme nous l'avons vu précédemment, les critiques du *peace journalism* estiment que ce courant théorique volontariste souffre d'un défaut de pragmatisme au regard des déterminants de la pratique journalistique. Le rôle de la presse dans une société démocratique confrontée à la résolution d'un conflit politique pour l'autodétermination doit en conséquence être analysé à partir d'éléments multiples. Si les analyses menées dans le cadre de cette recherche ont montré tout d'abord l'influence de l'idéologie politique dans les pratiques journalistiques déterminée par les principales idées forces présentes dans l'espace de la communication politique, il se révèle essentiel d'apporter des explications supplémentaires à la difficulté des journalistes de s'engager activement pour la paix. L'engagement des journalistes

pour la paix ou pour la guerre n'est pas uniquement dépendant d'une logique binaire comme le suggère la théorie du « *peace journalism* », mais relève d'une logique complexe comme l'ont démontré les analyses de cette recherche. Nous avons ainsi mis en exergue les règles auxquelles sont soumis les journalistes dans le cadre du conflit. Trois éléments structurants des pratiques journalistiques ont été identifiés dans le cas du conflit basque :

1. La conjoncture et les circonstances internes et extérieures au processus de paix

Selon Wolsfeld (2004), l'observation des interactions entre la sphère politique et les médias constitue une des clés pour comprendre le rôle des médias dans un processus de paix. Dans ce sens, la capacité d'un gouvernement à créer des consensus dans ses politiques influence considérablement la couverture médiatique de l'actualité. Dans le cadre du processus de paix au Pays Basque, certains éléments mis en exergue par les recherches de Gadi Wolsfeld ont pu être identifiés dans le cadre du processus de résolution du conflit basque de 2006 à 2007 : un faible niveau de consensus des élites politiques ; un nombre élevé de crises durant le processus ; l'absence de partage des médias entre les différents courants politiques.

2. L'engagement des journalistes dans le conflit

L'engagement dans le conflit politique des journalistes varie en fonction de la ligne éditoriale du journal sur la problématique de l'indépendance du Pays Basque. Dotés généralement d'un esprit critique, les journalistes s'efforcent de maintenir une distance avec ce sujet, en relayant les points de vue des acteurs d'une manière équilibrée. La division de l'espace de la communication politique soulève néanmoins une différence importante dans l'engagement des journalistes dans le conflit. En effet, l'engagement dans le conflit s'exerce d'une manière différente si le journaliste appartient à un journal se situant dans l'espace « basquiste » ou dans l'espace « espagnoliste ». Ainsi, d'un côté, les journalistes travaillant dans la presse nationaliste auront davantage une conscience professionnelle en faveur de l'idéologie nationaliste basque. Ce qui les amène à traiter abondamment de la problématique de l'autodétermination. Il y a ainsi un fort engagement dans le conflit de type militant pour une idéologie. De l'autre côté, l'engagement des journalistes travaillant dans des médias « espagnolistes », en dehors de ceux proposant un discours « unioniste-radical », qui, eux, sont également engagés sur la question identitaire, reposera essentiellement dans la lutte contre l'ETA. La lutte contre le terrorisme devient un élément déterminant dans les pratiques journalistiques de la majorité des journalistes.

3. Les contraintes des journalistes

Dans le cadre du conflit basque, les journalistes de presse sont soumis à une série de contraintes internes et externes. Ces dernières permettent d'expliquer les écarts des journalistes de presse par rapport au respect des codes de déontologie journalistique. En effet, les règles auxquelles sont soumis les professionnels de l'information dans le conflit basque conduisent les journalistes à une pluralité de logiques d'action. Le traitement de l'actualité politique sur le conflit conduit parfois les journalistes à commettre des erreurs professionnelles mises en lumière par une confusion entre les champs politique et journalistique. Ces fautes rendent les professionnels de l'information vulnérables à la critique des confrères, des interlocuteurs et du public (Lemieux, 2000, p. 12). Dans une société démocratique comme la société espagnole, où le système médiatique est consolidé et fonctionne suivant la logique de la rentabilité des entreprises médiatiques, les journalistes sont dans un premier temps particulièrement exposés à des contraintes structurelles, dans l'exercice de leur profession. En conséquence, en Espagne et au Pays Basque, cette recherche affirme que les journalistes réalisent leurs tâches quotidiennes en fonction de quatre contraintes internes majeures : la structure économique des médias ; la hiérarchisation des journalistes à l'intérieur des rédactions ; le respect de la déontologie journalistique ; la tendance au traitement émotionnel de l'actualité

Le deuxième type de contraintes auxquelles sont soumis les journalistes dans le conflit a trait au conflit, essentiellement provoquée par la violence du conflit basque. Ainsi, si la lutte armée de l'ETA est devenue progressivement un élément conditionnant les pratiques journalistiques, la violence du conflit basque a eu également pour conséquence de diviser le champ journalistique en deux. Ainsi, depuis la naissance de l'ETA, la presse a été régulièrement prise à parti dans le conflit. Ces faits ont eu comme conséquence de raréfier les contacts entre les journalistes basques et de situer les médias et leur fonction dans les situations de conflit, au centre du débat politique (Idoiaga, Ramirez de la Piscina, 2002, p. 26). Cette prise à partie dans le conflit a tout d'abord été réalisée par le fait que les journalistes et les entreprises médiatiques ont été régulièrement pris pour cible par l'ETA. Par la suite, le durcissement de la législation antiterroriste en Espagne a conduit la justice espagnole à mener à terme des procédures judiciaires contre le conglomérat d'entreprises et de médias liés à l'indépendantisme basque. Dans ce cadre, des entreprises et des journalistes basques ont été accusés et, dans la plupart des cas condamnés par la justice pour collaboration avec l'organisation armée.

Enfin, un troisième type de contraintes est lié à la nature des sources journalistiques. Similairement à ce qui a pu être observé dans d'autres pays occidentaux, le poids des sources officielles est très important dans les articles publiés dans la presse basque et espagnole sur le conflit basque. Dans la pratique quotidienne des journalistes basques et espagnols, cela se traduit par le relais des positions des forces politiques débattant de la question basque. Au centre de ce dispositif de communication entre les sources et les publics, le journaliste occupe un rôle de transmetteur souvent influencé par la politique éditoriale du journal dans lequel il travaille. Ainsi, comme nous l'avons vu lors du processus de paix 2006-2007, l'ordre des positions des agents politiques suivra davantage la logique dictée par le cadrage idéologique que par celle liée à la priorité de l'information. Dans le cas des titres de presse déclinant les discours les plus radicaux dans le conflit, *ABC* et *El Mundo* d'un côté, *Gara* de l'autre, en raison de l'engagement de ces titres dans le conflit, l'entente entre certaines sources officielles et ces médias sont naturellement facilitées ou limitées. De plus, l'engagement des journalistes dans le conflit, en fonction de leur appartenance médiatique, semble amener les professionnels de l'information à privilégier des sources d'informations proches de leur espace idéologique. Ceci permet de croire que les journalistes politiques espagnols et basques nourrissent une connivence certaine avec leurs sources. En effet, si l'autonomie, l'indépendance ou encore l'objectivité deviennent des critères dominants dans la définition de l'excellence journalistique, le caractère « clandestin » du conflit basque lié au terrorisme encourage les journalistes à entretenir des relations personnelles et confidentielles avec des acteurs du conflit susceptibles de leurs livrer des informations exclusives. La problématique des sources policières, non citées nominalement, est notamment à signaler. Nous pensons que ces écrits journalistiques avec des sources anonymes contribuent à alimenter le discours violent sur le conflit.

Le journalisme et la paix, l'utilité des SIC

Au terme de cette recherche et dans la perspective de la poursuite de la réflexion sur le rôle de la presse dans la construction de la paix dans les sociétés démocratiques, les connaissances tirées de cette étude permettent de situer les Sciences de l'Information et de la Communication (SIC) en tant que champ de recherche essentiel des processus de paix. Les médias étant omniprésents dans les sociétés démocratiques (Peri, 2004), ceux-ci ne peuvent être ignorés par les acteurs engagés dans la résolution des conflits. Les événements se déroulant dans un conflit sont ainsi dépendants et construits par les interactions médiatiques. La compréhension des

enjeux communicationnels et médiatiques d'un processus de paix devient ainsi aujourd'hui indispensable à la maîtrise des dynamiques et des temps d'une telle transformation politique.

Face à la difficulté d'imposer un modèle de déontologie susceptible d'accompagner les efforts de paix, comme le suggèrent les théoriciens du *peace journalism* (Galtung, 1998), la contribution des chercheurs en SIC dans le champ de la construction de la paix doit s'efforcer de décrire, analyser et comprendre les mécanismes médiatiques existants dans les processus de paix. Inspiré par des travaux antérieurs d'académiciens provenant des SIC (Spencer, 2005, Gilboa, 1998, 2000, 2002, Wolsfeld, 1997, 2000, 2001, 2004), cette recherche a souhaité contribuer depuis la perspective communicationnelle à la compréhension du processus de paix au Pays Basque en identifiant les éléments politico-médiatiques ayant une influence (positive ou négative) sur la résolution du conflit.

Cette investigation sur le conflit basque, conflit reposant intrinsèquement sur deux facteurs, l'idéologie (ou identité politique) et la violence de l'ETA, a montré qu'il se révèle inutile d'accorder une puissance démesurée et hégémonique aux médias. Inscrits dans la logique et la réalité de la communication moderne, dans ce type de conflit, les choix éditoriaux de ceux-ci obéissent à un certain nombre de règles, parmi celles-ci les liens idéologiques avec les formations politiques. Ainsi, l'engagement dans l'aggravation ou la résolution du conflit d'un journaliste dépendra plus des préférences éditoriales de sa direction que de sa propension personnelle au respect de la déontologie journalistique. Malgré l'ensemble de règles auxquelles sont assujetties les pratiques journalistiques telles que l'impartialité, la neutralité, la pluralité des sources, le recoupement des informations, nombre de dérives professionnelles sont à constater. Celles-ci sont causées par les différentes contraintes identifiées dans cette recherche, au premier rang, la ligne éditoriale du média dans lequel le journaliste travaille.

Pour être utile dans les efforts de résolution des conflits, les SIC doivent se concentrer sur l'analyse des logiques médiatiques contribuant à faire et défaire les conflits, en s'intéressant notamment aux technologies de l'information. L'apport des SIC permet de penser globalement la résolution du conflit, accordant au-delà des éléments politiques, militaires et humanitaires, une importance à la communication entre les acteurs. Celle-ci devient déterminante quand il s'agit de créer la confiance entre les parties au conflit. L'apport des SIC serait ainsi utile aux acteurs du conflit et aux médiateurs, afin de maîtriser au mieux les rythmes des processus, ceci dans le but de conduire ceux-ci à leur terme, soit la concrétisation de la paix et la résolution du conflit. La phase actuelle du conflit basque, devant d'une part, conduire à la dissolution de l'ETA et d'autre

part, aboutir à un accord politique global, aura besoin d'une telle approche au risque de confirmer le caractère inextricable du conflit.

ANNEXES

1. Guide d'entretien avec les journalistes

1. En guise d'introduction, pourriez-vous me présenter votre carrière professionnelle et la nature de ses responsabilités durant le processus de paix ?

DISCUSSION GENERALE

2. Quel avis avez-vous sur le panorama actuel des médias en Espagne?

3. D'une manière générale et depuis une perspective historique, comment analysez-vous le traitement médiatique du conflit basque ? Positif, négatif, favorable, défavorable? Est-ce que vous pensez qu'il existe un journal, une chaîne de télévision ou de radio qui aborde la question basque d'une manière objective? Pour quelles raisons, il n'existe pas de journal capable d'intégrer toutes les options politiques?

4. *El Correo* est le journal le plus vendu au Pays basque. Comment l'expliquez-vous? Comment expliquez vous que le parlement basque ait une majorité « basquiste » et que la presse consommée dans la société basque soit majoritairement "espagnoliste"?

5. Comment jugez-vous le rôle des médias basques et espagnols concernant le traitement du terrorisme?

6. En Irlande du Nord, le traitement de l'information des médias anglais et irlandais a été relativement différent que ce qui se passe avec les médias en Espagne concernant le conflit basque. Est-ce que vous pensez qu'une analyse plus rationnelle et moins émotionnelle pourrait exister en Espagne? Ou au contraire, pensez-vous que les liens identitaires entre l'Espagne et Euskadi sont trop prononcés?

PRATIQUES JOURNALISTIQUES

7. La profession de journaliste couvrant le conflit basque peut-elle être qualifiée de difficile? Existe-il parfois une contradiction entre l'idéologie professionnelle (la déontologie) et l'idéologie politique ?

8. Est-ce que vous recevez parfois des pressions de votre direction sur le traitement médiatique du conflit/processus de paix ?

9. Durant votre carrière, avez-vous souffert des pressions sur votre travail ? Est-ce que vous recevez souvent des critiques sur votre travail ? (du Gouvernement, des partis, des lecteurs, ...)

10. Quelles furent les principales limites professionnelles à votre travail (filtres, choix des publics, pression de la publicité, poids des sources officielles) ?

11. Durant votre carrière professionnelle, les relations avec les forces politiques ont-elles évolué ?

12. La relation entre les médias et les formations politiques en Espagne est facilement observable. Certains disent que cette influence produit des limites au travail journalistique. Pourriez-vous évoquer ce sujet?

13. Concernant les sources d'information sur le conflit, existe-il une inégalité d'accès à certaines d'entre-elles (police, Gauche *abertzale*, gouvernement, etc) ?

14. Les liens politiques privilégiés constituent-ils une limite au journalisme ?

PROCESSUS DE PAIX 2006-2007

15. Après quelques années, comme jugez-vous le traitement médiatique du processus de paix de 2006-2007. A-t-il été adéquat ? A-t-il une responsabilité dans l'échec du processus ? Pensez-vous que le traitement médiatique du processus a été, en soi, un danger pour le processus ? Le traitement médiatique a-t-il été trop négatif ? La presse a-t-elle été trop sensationnelle ?

16. Pensez-vous que les médias espagnols ont joué un rôle positif, négatif ou neutre en matière de résolution du conflit?

- Pouvez-vous donner des exemples d'effets positifs et négatifs?
- Y-a-t-il des différences entre les différents titres de presse?

18. Comment pouvez-vous évaluer la description du processus dans la presse ?

- Y-a-t-il eu une avancée dans la compréhension des revendications du Peuple basque ?
- Y-a-t-il eu des différences entre le traitement des presses basque et espagnole ?

19. Comment a été la relation avec les différents agents du processus (gouvernement, partis, ETA) ? Y-a-t-il eu des changements tout au long du processus ?

20. A votre avis, quelles types d'influence a la presse sur les gouvernements, l'opposition, le public quant au contenu du débat public sur le processus ?

21. Existe-t-il des grandes différences entre les journalistes espagnols et les journalistes basques lorsqu'il s'agit d'aborder les racines du conflit ?

22. Est-ce que la presse peut aider le Gouvernement à changer de position?

23. Est-ce que la presse offre un forum positif pour le processus de paix ?

24. Pensez-vous que le Gouvernement espagnol a su promouvoir le processus de paix?

2. Table des illustrations

Figures

Figure 1 : Carte de Euskal Herria (http://www.eke.org)	48
Figure 2 : Les sept provinces historiques (http://www.eke.org)	48
Figure 3 : Le drapeau basque, l'ikuriña.	54
Figure 4 : Victimes mortelles de l'ETA (1968-2010) (source : Fundación Víctimas del Terrorismo)	71
Figure 5 : Image de l'annonce du cessez-le-feu de l'ETA (10.01.2011)	71
Figure 6 : % lecteurs de la presse (source : Informe anual de la profesión periodística 2010)	92
Figure 7 : Mapping (cartographie) des agents du conflit basque	98
Figure 8 : Schéma de la résolution du conflit basque (2011-)	119
Figure 9 : Modèle de production de l'information	156
Figure 10 : Positionnement des journaux dans l'espace de la communication politique	255
Figure 11 : Structuration des espaces discursifs	262
Figure 12 : La Une du 23 mars 2006 de Gara, ABC et El País. Trois interprétations de l'annonce de l'ETA	302
Figure 13 : La Une de El Mundo et Deia du 7 juillet 2006	311
Figure 14 : La Une de Gara, ABC et El Correo du 31/12/2006.	316
Figure 15 : Iñaki de Juana Chaos sur son lit d'hôpital montrant les effets de la grève de la faim (source Times online)	321
Figure 16 : La Une de Gara et ABC du 2 avril 2007	327
Figure 17 : Éléments déterminants des pratiques journalistiques dans la résolution du conflit basque	337

Tableaux

Tableau 1 : Acteurs principaux	65
Tableau 2 : Acteurs secondaires	67
Tableau 3 : Acteurs tertiaires	68
Tableau 4 : Elections 1979-80 (source : Parlement basque)	74
Tableau 5 : Elections au Parlement basque (1980-2009) (en nombre de sièges (total=75, sauf 1980=60))	78
Tableau 6 : Elections dans la communauté foral de Navarre (1999-2011)	79
Tableau 7 : Résultats des élections syndicales dans la CAV (18/03/10) (Source: Eustat)	80
Tableau 8 : Sièges obtenus par parti au Parlement espagnol 1977-2011	86
Tableau 9 : Médias utilisés pour s'informer sur le conflit basque	92
Tableau 10 : Résultats des élections municipales 2011 dans la Communauté autonome d'Euskadi (Source : Ministère de l'intérieur espagnol)	114
Tableau 11 : Peace journalism vs War Journalism	176
Tableau 12 : Modèle théorique de Gadi Wolsfeld sur l'influence des médias dans les processus de paix.	181
Tableau 13 : Caractéristiques des journaux analysés	200

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Albert, J. Sobre el "pueblo" como sujeto de derechos. Dans J. Casañas (Éd.), *La autodeterminación de los pueblos*. Barcelone : Icaria.

Anderson, B. (1996). *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor des nationalismes*. Paris : La Découverte.

Ansart, P. (1974). *Les idéologies politiques*. Paris : PUF.

Anscombe, J. C. (Éd.). (1995). *Théorie des topoï*. Paris : Kimé.

Arana Goiri, S. (1893). Nuetros moros. *Bizkaitarra n°4, Obras completas*.

Arthur, P. (1987). The media and Politics in Northern Ireland. Dans J. Seaton, & B. Pimlott, *The Media in British politics*. Aldershot: Gower.

Artola, J. (2004). *Qué pasa con el movimiento de liberación nacional vasco y su ETA*. Basuri : José Artola.

Artola, J. (2004). *Qué pasa con el movimiento de liberación nacional vasco y su ETA. Cómo piensan y cómo actúan sus dirigentes*. Basauri : José Artola.

Arzuaga, J. (2010). *La maza y la cantera. Juventud vasca, represión y solidaridad*. Tafalla Nafarroa : Txalaparta.

Ayres, R. (1997). Mediating international conflicts : Is image change necessary ? *Journal of Peace Research* 34, 431-447.

Azar, E. B. (1986). *International Conflict Resolution : Theory and Practice*. Boulder : Lynne Rienner and Wheatsheaf.

Azkargorta, A. (1988). *Editorialea gertakizunaren aurrean: El País eta Euskadi*. Leioa: tesis doctoral leída en la Universidad del País Vasco, EHU-UPV.

Bahador, B. (2007). *The CNN effect in action. How the news media pushed the West toward war in Kosovo*. New York : Palgrave MacMillan.

Bairner, A. (1996). The Media. Dans A. Aughey, & D. Morrow, *Northern Ireland Politics*. Londres : Longaman.

Balabanova, E. (2007). *Media, Wars and Politics. Comparing the incomparable in Western and Eastern Europe*. Hampshire : Ashgate.

Balle, F. (Éd.). (1997). *Dictionnaire des médias*. Paris : Larousse.

Barbería, J. L., & Unzueta, P. (2003). *Cómo hemos llegado a esto. La crisis vasca*. Madrid : Taurus.

Bardin, L. (. (2003). *L'analyse de contenu, 11ème édition*. Paris : PUF.

BastaYa! (2004). *Euskadi, del sueño al la vergüenza*. Barcelone : Ediciones B.

Batista, A. (2001). *Euskadi sin prejuicios*. Barcelone : Plaza & Janés Editores.

Batista, A. (2011). *Adiós a las armas. Una crónica del final de ETA*. Barceone : Debate.

Batista, A. (2004). Los medios de comunicación, actores de la política vasca. Dans A. Batista, *Miradas sobre Euskadi*. Zarautz : Alga Política.

Baud, J. (2003). *La Guerre asymétrique ou la défaite du vainqueur*. Monaco : Editions du Rocher.

Baud, P. (1984). *La société de convenance*. Paris : Aubier-Montaigne.

Becker, J. (1996). A disappearing enemy : The image of the United States in Soviet political cartoons. *Journalism and Mass Communication Quarterly* 73, 609-619.

Benasayag, M., & Del Rey, A. (2007). *Eloge du conflit*. Paris : La découverte.

Bennassar, B. (1985). *Histoire des Espagnols, Tome 2*. Paris : Armand Colin.

Bennet, L. W. (2003). *News : The Politics of Illusion*. Londres : Longman.

Beobide Ezpeleta, I. M. (2003). *Prensa y nacionalismo vasco, el discurso de legitimación nacionalista*. Bilbao : Universidad de Deusto.

Berelson, B. (1952). *Content analysis in communication research*. New York : Glencoe, Ill, Free press.

Berger, P., & Luckmann, T. (1986). *La construction sociale de la réalité*. Paris : Meridiens Klincksieck.

Bernier, M.-F. (2004). *Éthique et déontologie du journalisme*. Sainte-Foy : Presses de l'Université Laval.

- Bernier, M.-F. (2006). L'idéal journalistique : comment des prescripteurs définissent le « bon » message journalistique. *Les Cahiers du journalisme* n°16, 8-45.
- Bezunartea, O. et al. (2000). *La prensa y los electores. El mito de la influencia*. Bilbao : EHU-UPV.
- Bilbao, G. et al. (2004). *Conflictos, violencia y diálogo, El caso vasco*. Bilbao : Universidad de Deusto.
- Bitzer, L. (1968). The Rhetorical Situation. *Philosophy and Rhetoric*, vol. 1, n°1 , 1-14.
- Blanco Valdés, R. L. (2005). *Nacionalidades históricas y regiones sin Historia*. Madrid : Alianza Editorial.
- Bläsi, B. (2009). Implementing peace journalism : The role of conflict stages. *Conflict and Communication online* vol.8 (2).
- Blumler, J., & Kavanagh, D. (1999). The third age of political communication : Influences and features. *Political Communication* 16 , 209-230.
- Bonete, E. (Éd.). (199). *Ética de la comunicación audiovisual*. Madrid : Tecnos.
- Bonta, B. D. (1996). Conflict resolution among peace societies : the culture of peacefulness. *Journal of Peace research*, 33 (4) , 403-420.
- Borrat, H. (1989). *El periódico, actor político*. Barcelone : Ed. Gustavo Pili.
- Boulding, K. E. (1963). *Conflict and Defense: A General Theory*. San Francisco : Harper.
- Boulding, K. (1961). *Perspectives on the Economics of Peace* . New York : Institute for International Order.
- Bourdieu, P. (1981). La représentation politique : éléments pour une théorie du champ politique. *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°36-37, 3-24.
- Bourdieu, P. (1996). *Sur la télévision*. Paris : Liber éditions.
- Bourdon, J. (2000). *Introduction aux médias, 2ème éd.* Paris : Montchrestien.
- Brants, K. (1998). Who's afraid of infotainment? *European Journal of Communication* 13 , 315-338.

- Bruck, P. (Éd.). (1988). *A proxy for knowledge : The news media as agents in arms control and verification*. Ottawa : Carleton International Proceedings.
- Bruck, P. (1989). Strategies for peace, strategies for news research. *Journal of Communication* 39, 108-129.
- Burgess, H., & Burgess, G. (1996). Constructive Confrontation : A transformative approach to Intractable Conflicts. *Mediation Quarterly*, 13, 305-322.
- Burguet, A., & Girard, F. (2004). Comment traitons-nous l'information médiatique. Dans M. P. (Éd.), *Psychologie sociale des médias* (pp. 233-256.). Rennes : Presse Universitaire de Rennes.
- Burton, J. W. (Éd.). (1990). *Conflict: Human Needs Theory*. New York : St. Martin's Press.
- Burton, J. W. (1987). *Resolving Deep Rooted Conflict*. Lanham, MD : University Press of America.
- Bustamante, E. (2001). La concentración mediática en España. *Le Monde Diplomatique*, n°2 .
- C., C. (1999). *Contemporary Northern Irish Society*. Londres : Pluto Press.
- Casanova, I. (2007). *ETA, 1958-2008, Medio siglo de historia*. Tafalla : Txalaparta.
- Cattacin, S. (2001). Réciprocité et échange. *Revue internationale de l'économie sociale* 80 (279), 71-82.
- Caunègre, G. (2000). *Pays Basque: une nation sous le feu de E.T.A.* Villeurbanne : Golias.
- Chabrol, C. (1983). Réflexions à propos de l'interaction et de l'interlocution dans les médias. *Sociologie du Sud-Est*, 37/38 , 139-164.
- Chalaby, J. K. (1998). *The invention of journalism*. Londres : Macmillan Press.
- Chaliand, G. (2008). *Les guerres irrégulières, XXe-XXe siècle*. Paris : Editions Gallimard.
- Chaliand, G. (1988). *Terrorismes et guérillas*. Paris : Editions Complexe.
- Chambers, John et al. (1983). *Graphical Methods for Data Analysis*. Wadsworth : Chapman & Hall Statistics Series.
- Charaudeau, P. (2005). *Les médias et l'information*. Bruxelles : De Boeck.

Charland, M. (2003). Le langage politique. Dans A.-M. Gingras (Éd.), *Communication politique, Etat des saviors, enjeux et perspectives*. Québec : Presses de l'Université du Québec.

Charon, J.-M. (. (1995). Les médias et les sources. Les limites de l'agenda-setting. *Hermès* 17-18, 73-32.

Charron, J. (1994). *La production de l'actualité*. Montréal : Boréal.

Chaussier, J.-D. (1996). *Quel territoire pour le Pays Basque? Les cartes de l'identité*. Paris: L'Harmattan.

Cheveigné, d. S. (2003). Récit d'une traversée. *Parcours scientifiques et pratiques disciplinaires. Questions de communication* 3 , 45-54.

Chomsky, N., & Herman, E. (2008). *La fabrication du consentement. De la propagande médiatique en démocratie*. Marseille : Agone.

Ciocchini, P., & Khoury, S. (2008). Society at Risk: The Banning of Political Parties in the Basque Country. *Law and Justice in the Risk Society*. Milan : Research Committee in the Sociology of Law (RCSL).

Ciudadanía y Libertad. (2010). *Democracia, nacionalismo y terrorismo en el País Vasco*. Vitoria-Gasteiz.

Clark, R. P. (1990). *Negotiating with ETA, obstacles to Peace in the Basque Country 1975-1988*. Reno : University of Nevada Press.

Clark, R. P. (1984). *The Basque Insurgents. ETA, 1952-1980*. Madison : The University of Wisconsin Press.

Cohen, B. (1963). *The Press and foreign policy*. Princeton : Princeton University Press.

Cohen, R. (1987). *Theatre of power : The art of diplomatic signalling*. Londres : Longman.

Cohen, Y. (1986). *Media diplomacy, The foreign office in the mass communications age*. Londres: Frank Cass.

Cooke, T. i. (2003). Paramilitaries and the press in Northern Ireland. Dans P. Norris, & M. Kern (Éds.), *Framing Terrorism*. New York: Routledge.

Cottle, S. (1997). Reporting the troubles in Northern Ireland : Paradigms and media propaganda. *Critical Studies in Mass Communication* 14 , 282-296.

Cretenand, M. (2010). Les processus de paix dans les sociétés démocratiques. Le rôle des SIC. *17ème congrès de la Société française des Sciences de l'Information et de la Communication*. Dijon.

Crettiez, X., & Ferret, J. (Éds.). (1999). *Le silence des armes ? L'Europe à l'épreuve des séparatismes violents*. Paris: La Documentation Française.

Davara Torrego Javier et al. (2004). *España en portada*. Madrid : Ed. Fragua.

Davison, P. (1974). *Mass communication and conflict resolution*. New York : Praeger.

Dayan, D. (2000). Télévision, le presque-public. *Réseaux n°100*, 427-456.

De Bonville, J. (2000). *L'analyse de contenu des médias. De la problématique au traitement statistique*. Bruxelles : De Boeck Université.

Débord, G. (1967). *La Société du spectacle*. Paris: éditions Buchet-Chastel.

Delli Carpini, M., & Williams, B. Let us entertain you: Politics in the new media environment. Dans B. W. L., & R. Entman (Éds.), *Mediated politics: Communication in the future of democracy*. New York: Cambridge University Press.

Derville, G. (1999). Le journaliste et ses contraintes. *Les cahiers du journalisme n°5*, 152-177.

Dion, L. (1967). *La polarité des idéologies : conservatisme et progressisme, Recherches sociographiques*. Laval: Les presses de l'université de Laval.

Dorman, W., Manoff, R., & Weeks, J. (1988). *American press coverage of US-Soviet relations, the Soviet Union, nuclear weapons, arms control, and national security: A bibliography*. New York: Center for War and the News Media.

Dugan, M. (1989). Peace Studies at the Graduate Level. *Annals of the American Academy of Political and Social Science Peace Studies vol. 504 : Past and Future*, 72-79.

Eckhardt, W. (1991). Making and breaking enemy image. *Bulletin of Peace Proposals* 22, 87-95.

Eguiguren Imaz, J. (2004). *La crisis vasca. Entre la ruptura y el diálogo. La necesidad de un nuevo pacto. Condiciones y contenidos*. Bilbao: Editorial Cambio.

Eguiguren, J. (2004). *La crisis vasca. Entre la ruptura y el diálogo*. Sevilla : Cambio.

El País. (2003). *Libro de Estilo*. Aguilar.

El País Vasco en sus encrucijadas, Diagnósticos y propuestas (éd. Zallo, Ramón). (2008). Donostia: Tarttalo.

Ellis, D. G. (2006). *Transforming conflict. Communication and ethno-political conflict*. Oxford : Rowman & Littlefield Publishers Inc.

Elorza, A. i. (1984). Los nacionalismos en el Estado español contemporáneo: las ideologías. *Estudios de historia social n°28-29* , 149-168.

Entmann, R. (2004). *Projections of power : Framing news, public opinion, and US foreign policy*. Chicago : University of Chicago Press.

Esquenazi, J.-P. (2002). *L'écriture de l'actualité. Pour une sociologie du discours médiatique*. Grenoble : PUG.

Fernández Martínez, A., & López de Ayala, M. C. (2011). Televisión e infancia: cinco años después del código de autorregulación. *Revista Latina de Comunicación Social n°66*, 31-62.

Ferry, J.-M. (1989). Les transformations de la publicité politique. *Hermès n°4*, 15-26.

Les mots du terrorisme. Ruptures sémantiques et argumentatives dans le discours médiatique. Dans P. Fiala, G. Arboit, & M. Mathien (Éds.), *La guerre en Irak. Les médias et les conflits armés*. Bruxelles: Bruylant.

Fisas, V. (Éd.). (2011). *Anuario Procesos de paz*. Icaria editorial / Escola de Cultura de Pau, UAB.

Fleury, B., & Walter, J. (2004). Des usages du constructivisme (2). *Questions de communication n°6* , 101-110.

Fleury, B., & Walter, J. (Éds.). (2009). *Les médias et le conflit israélo-palestinien. Feux et contre-feux de la critique*. Recherches textuelles n°9, Université Paul Verlaine-Metz.

Fleury, B., & Walter, J. (2007). L'histoire des sciences de l'information et de la communication. *Questions de communication n°12*, 133-148.

Frère, M.-S. (2007). *The media and conflicts in Central Africa*. Londres: Lynne Rienner Publishers.

Freud, J. (1983). *Sociologie du conflit*. Paris: PUF.

Fromm J. et al. (1992). The media impact on foreign policy. Dans H. Smith (Éd.), *The media and the Gulf War*. Washington DC: Seven Locks Press.

Fundación para la libertad. (2008). *Breve guía para orientarse en el Laberinto vasco*. Bilbao.

Fundación Víctimas del Terrorismo. (2003). *Terrorismo, víctimas y medios de comunicación*. Madrid.

Galeano, E. (1989). *El libro de los abrazos*. Madrid : Siglo XXI.

Galtung, J. (1969). Violence, Peace, and Peace Research. *Journal of Peace Research*, Vol. 6, No. 3, 167-191.

Galtung, J. (2004). Violence, War, and Their Impact: On Visible and Invisible Effects of Violence. *Polylog: Forum for Intercultural Philosophy* 5.

Galtung, J., Jacobsen, C., & Brand-Jacobsen, K. (2002). *Searching for peace : The road to TRANSCEND*. Londres : Pluto Press.

Gamson, W., & Stuart, D. (1992). Media discourse as a symbolic contest : The bomb in political cartoons. *Sociological Forum* 7, 55-86.

Gamson, W., & Wolfsfeld, G. (1993). Movements and media as interacting systems. *Annals of American Academy of Political and Social Science* 528, 114-127.

García, L. (2004). Medios de comunicación, política y conflicto en el País Vasco. Dans G. Jáuregui Bereciartu, & A. Segura (Éds.), *Miradas sobre Euskadi*. Zararautz : Alga Política.

Garcin-Marrou. (2001). *Terrorisme, Médias et Démocratie*. Lyon : Presses universitaires de Lyon.

Gavillet, I. (2004). Pour un usage du constructivisme en sciences de l'information et de la communication. *Questions de communication n°6*, 135-158.

Giacopucci, G. (1992). *ETA. Historia Política de una Lucha Armada. 2. parte.* . Tafalla : Txalaparta.

Giacopucci, G. (2002). *Sin Tregua*. Tafalla : Txalaparta.

Gilboa, E. (2002). Media diplomacy in the arab-israeli conflict. Dans E. Gilboa (Éd.), *Media and conflict, framing issues, making policy, shaping opinions*. New York : Transnational Publisher.

Gilboa, E. *Media diplomacy: Conceptual divergence and applications*. 1998 : Harward International Journal of Press/Politics.

Gitlin, T. (1980). *The whole world is watching*. Berkeley : University of California Press.

Glasgow University Media Group. (1985). *War and peace news*. Philadelphia : Open University Press.

Goldring, M. (2005). *Renoncer à la terreur*. Monaco : Editions du Rocher.

González Esteban et al. . (2011). La autorregulación profesional ante los nuevos retos periodísticos: estudio comparativo europeo. *Revista Latina de Comunicación Social*, 66.

Gowing, N. (1996). *Media Coverage: Help or hindrance in conflict prevention?* New York: Carnegie Commission on Preventing Deadly Conflicts.

Graber, D. (1994). The infotainment quotient in routine television-news – A director's perspective. *Discourse and Society*, 483-508.

Hackett, R. (1991). *News and dissent. The press and politics of peace in Canada*. Norwood, NJ: Ablex Publishing Co.

Hallin, D. C., & Mancini, P. (2004). *Comparing Media Systems: Three Models of Media and Politics*. Cambridge : Cambridge University Press.

Hazan, P. (2011). Comment prit fin le dernier conflit d'Europe occidentale. *Le Temps* , 31.10.2011.

Hazan, P. (2007). *Juger la guerre. Juger l'histoire*. Paris: PUF.

HD Center. (2007). *Guide de la médiation. Conduire des processus de paix lors de conflits armés*. Genève.

Henderson, G. (Éd.). (1973). *Public diplomacy and political change: Four case studies, Okinawa, Peru, Czechoslovakia, Guinea*. New York: Praeger.

Houtart, F. (2008). Las autonomías multiculturales en el contexto de la globalización. Dans J. Casañas (Éd.), *La autodeterminación de los pueblos*. Barcelone : Icaria.

Huyghe, F.-B. (2002). Entre ravage et message. *Les cahiers de la médiologie n°13, "La scène terroriste"*, Gallimard.

Idoyaga, J. (1999). Medios de comunicación y proceso de paz en Euskadi. *Viento Sur*.

Idoyaga, P., & Ramirez de la Piscina, T. (2002). *Al filo de la (in) comunicación, Prensa y conflicto vasco*. Madrid : Editorial Fundamentos.

Idoyaga, P., & Ramírez de la Piscina, T. (2001). Política informativa de El País y ABC ante la nueva situación política del País Vasco (1998-2000). *ZER, Revista de estudios de comunicación, n°10*.

Iriondo, I., & Sola, R. (2005). *Mañana, Euskal Herria. Entrevista con Arnaldo Otegi*. Bilbao : Baigorri Argitaletxea.

Izquierdo, J.-M. (2000). *La question basque*. Bruxelles : Ed. Complexe.

Jackson, R. (2005). *Writing the war on terrorism. Language, politics and counter-terrorism*. Manchester, New York : Palgrave.

Jamet, C., & Jannet, A.-M. (1999). *La mise en scène de l'information*. Paris : L'Harmattan.

Jáuregui, F., & Menéndez, M. Á. (2010). *El Zapaterato : Cuando España entró en una nueva era. La negociación: el fin de ETA*. Barcelone : Ediciones Península.

Jauréguiberry, F. (2007). *Questions nationales et mouvements sociaux en Pays Basque*. Paris: L'Harmattan.

Jauréguiberry, F. (1983). *Questions nationales et mouvements sociaux en Pays Basque sud*. Paris: EHESS, Editions SEDES.

Jeanclos, Y. (2006). Médias, terrorisme et société internationale. Petite histoire de la terreur ordinaire. Dans G. Arboit, & M. Mathien (Éds.), *La guerre en Irak. Les médias et les conflits armés*. Bruxelles : Bruylant.

Jesús, E., & Aizpeolea, L. R. (2011). *ETA, las claves de la Paz. Confesiones del negociador*. Madrid: Aguilar.

- Jodelet, D. (2003). Représentations sociales : un domaine en expansion. Dans D. Jodelet, *Les représentations sociales*. Paris : PUF.
- Juaristi, J. (2001). *El bucle melancólico. Historias de nacionalistas vascos*. Madrid : Espasa.
- Kaltenbrunner, A. (2006). Der Defensor del Lector von El Pais. Das Modell Leseranwalt in der Praxis. *VÖZ-Dokument Presse, Tätigkeitsbericht des VÖZ*, 18 , 174-189.
- Kishan Thussu, D., & Freedman, D. (Éds.). (2003). *War and the Media*. Londres: SAGE.
- Koren, R. (1996). *Les enjeux éthiques de l'écriture de presse et la mise en mots du terrorisme*. Paris : L'Harmattan.
- Kraybill, R. (1995). The Cycle of Reconciliation. *Conciliation Quarterly* 14, 7-8 .
- Kurlansky, M. (1999). *The Basque History of the World*. New York : Penguin.
- Lazarfeld, P., & Merton, R. (1986). Comunicación de masas, gustos populares y acción social organizada. Dans M. d. Moragas (Éd.), *Sociología de la comunicación de masas, Vol. II*, Barcelone: Gustavo Gili.
- Le Bohec, J. (1998). *Les Rapports presse-politique. Mise au point d'une typologie « idéale »*. Paris: L'Harmattan, coll. Logiques sociales.
- Le Bohec, J. (2010). *Dictionnaire du journalisme et des médias*. Rennes : Presses universitaires de Rennes.
- Leblanc, G. (1987). *13h-20h, le monde en suspens*. Marburg : Hitzeroth.
- Lederach, J. P. (1998). *Journey Towards Reconciliation*. Harald Press, Chapter 8 : « The Meeting Place ».
- Lederach, J. P. (1995). *Preparing for Peace. Conflict Transformation Accross Cultures*. New York: Syracuse University Press.
- Letamendia, P. (1987). *Nationalismes au Pays Basque*. Paris : L'Harmattan.
- Liebes, T. (1997). *Reporting the Arab Israeli Conflict: How Hegemony works*. Londres : Routledge.
- Liebes, T., & Curran, J. (Éds.). (1998). *Media, ritual and identity*. Londres : Routledge.

Livingston, S. (1997). *Claryfying the CNN effect : An examination of Media effects according to type of military intervention*. Cambridge : The Joan Shorenstein Center Research on the press, Politics, and Public Policy, John F. Kennedy School .

Lochard, G., & Boyer, H. (1998). *La communication médiatique*. Paris : Mémo Ed. du Seuil.

Lochard, G., & Soulages, J.-C. (2004). Une interdisciplinarité autonome est-elle possible? Interrogations sur la réception des discours médiatiques. *Questions de communication n°5* , 19-30.

Loyer, B. (1997). *Géopolitique du Pays Basque. Nations et nationalismes en Espagne*. Paris : L'Harmattan.

Loyn, D. (2007). Good journalism or peace journalism ? *Conflict & Communication Online, Vol. 6 (2)*.

Lynch, J., & Galtung, J. (2010). *Reporting conflict: New directions in peace journalism*. Sydney: University of Queensland Press.

Manoff, R. K. (1998). Role Plays. *Track II, Vol. 7, no. 3*.

Marletti, C. (1984). *Media e Política*. Franco Agnelli.

Martinez, C. (2008). La situación economico del País Vasco. Dans F. p. libertad, & F. p. libertad (Éd.), *Breve guía para orientarse en el Laberinto vasco*. Bilbao.

Massias, J.-P. (2012). *Faire la paix au Pays Basque*. Bayonne: Elkar.

Mattelart, A., & Mattelart, M. (1995). *Histoire des théories de la communication*. Paris : La découverte.

Maurice, A. La diplomatie unilatérale entre babil et Babel. Dans G. Rist, *Les mots du pouvoir* (pp. 173-180). Paris: PUF.

Maurice, J., & Serrano, C. (1995). *L'Espagne au XXe siècle*. Paris: Hachette.

Mc Gee, M., & Martin, M. (1983). Public Knowledge and Ideological Argumentation. *Communication Monographs, vol. 50, n°1* , 47-65.

- McCauley, C. (2002). Psychological issues in understanding terrorism and the response to terrorism. Dans C. Stout, & K. Schwab (Éds.), *The psychology of terrorism* (pp. 3-29). Westport, CT: Praeger.
- McCombs, M., & Shaw, D. (1972). The Agenda-Setting Function of Mass Media. *Public Opinion Quarterly*, 36 (Summer), 176-187.
- McNair, B. (1999). *An Introduction to Political Communication*. New York: Routledge.
- Medem, J. (2003). *La pelota vasca. La piel contra la pierda*. Madrid: Aguilar.
- Melone, S. D., Georgios, T., & Oszel, B. (2002). *Using the media for conflict transformation: The Common Ground experienc*. The Berghof Handbook for Conflict Transformation.
- Mercier, A. (2004). Guerres et médias : permanences et mutations. *Raisons politiques* n°13, février 2004 , 97-109.
- Merodio Urbaneja, I. (2010). *Análisis de editoriales e informaciones sobre el plan ibarretxe en la prensa generalista española de 2001 a 2008*. Leioa : Universidad del País Vasco / Euskal Herriko Unibertsitatea.
- Miall, H. (2004). *Conflict transformation : A multi-dimensional task*. Berlin: Berghof Research Center for Constructive Conflict Management.
- Mikel, A. L., & Pérez Soengas, J. L. (2000). *La prensa diaria en Euskal Herria (1976-1998)*, Bilbao. Bilbao : Servicio editorial: Universidad del País Vasco/Euskal Herriko Unibertsitatea.
- Mitchell, G. (1999). *Making Peace*. New York: Alfred A. Knopf.
- Moscovici, S. (1976). *La psychanalyse, son image et son public*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Mouillaut, M., & Tétu, J.-F. (1989). *Le journal quotidien*. Lyon : Presses Universitaires de Lyon.
- Mucchielli, A. (1995). *Les sciences de l'information et de la communication*. Paris : Hachette.
- Mucchielli, R. (2006). *L'analyse de contenu des documents et des communications, 9ème édition*. Issy-les-Moulineaux : Les éditions ESF.

Muguruza Arrese et al. (2006). *Recopilación del Concierto Económico Vasco. Legislación, jurisprudencia y bibliografía*. Bilbao : Ad Concordiam.

Murua Uria, I. (2010). *El Triángulo de Loiola, crónicas de un proceso de negociación a tres bandas*. Donostia : Ttarttalo.

Naveh, C. (2001). The role of the media in shaping Israeli public opinion in the peace process (1992-1996). Dans S. Sofer (Éd.), *Peacemaking in a divided society*. Londres : Frank Cass.

Neveu, E. (2001). *Sociologie du journalisme*. Paris : La Découverte.

Newton, K. (1999). Mass media effects: Mobilization or media malaise? *British Journal of Political Science* 29 , 577-599.

O’Heffernan, P. (1993). Mass Media and US foreign policy: A mutual exploitation model of media influence in US foreign policy. Dans R. Spitzer (Éd.), *Media and public policy*. Westport, CT: Praeger.

Olivesi, S. (2005). *La communication selon Bourdieu. Jeu social et enjeu de société*. Paris: L’Harmattan.

Ottosen, R. (1995). Enemy images and the journalistic process. *Journal of Peace Research* 32 , 97-112.

Paillard, I. (Éd.). (1995). *L’espace public et l’emprise de la communication*. Grenoble : ELLUG.

Pereira, R. (2003). *Pays Basque. Un conflit méconnu*. Baionne : Gatzuzain.

Peri, Y. (2004). *Telepopulism : Media and politics in Israel*. Stanford, CA: Stanford University Press.

Pino, M., & Marchand, P. (2007). Dis-moi quels médias tu préfères, je te dirai comment tu votes. *Revue Communication* vol. 25/2.

Poulet, B. (2009). *La fin des journaux et l’avenir de l’information*. Paris : Gallimard.

Ramirez de la Piscina, T. (1995). La influencia de los gabinetes de prensa. Las rutinas periodísticas al servicio del poder. *Telos, Cuadernos de comunicación, tecnología y sociedad*, n°40.

Ramirez de la Piscina, T. (2010). Políticos y periodistas: reflexiones para un debate inacabado. Dans M. Á. Casado (Éd.), *Política y medios de comunicación: reflexiones poliédricas sobre una relación compleja*. Leioa: Servicio Editorial de la Universidad del País Vasco.

Ramon, Z., & Ramirez de la Piscina, T. (1999). Los medios en Euskal Herria ante la nueva situación política (propuesta de decálogo ético). *Jornada sobre "Periodismo y proceso de paz en Euskadi"*. Bilbao.

Ramon, Z., & Ramirez de la Piscina, T. (1999). Los medios en Euskal Herria ante la nueva situación política (propuesta de decálogo ético). *Jornada sobre "Periodismo y proceso de paz en Euskadi"*. Bilbao.

Ramonet, I. (octubre 2009). La crise de la presse écrite. *Site web de Mémoire des luttes*, <http://medelu.org/spip.php?article277>.

Ramonet, I. (janvier 2005). Médias en crise. *Le Monde diplomatique*.

Rebelo, J. (2006). Le temps et le mode de l'événement circulant. *Hermés* 46.

Reig, R. (Barcelone). Los dueños del periodismo. Claves de la estructura mediática mundial y de España. 2011, Gedisa Editorial.

Rekalde, A. (2004). *El País y la sociedad vasca. El nuevo periodismo uniformado*. Thèse de doctorat, UPV-EHU.

Rieffel, R. (2005). *Que sont les médias? Pratiques, identités, influences*. Paris : Gallimard.

Ripollés, A. C., & Rabadán, P. L. (2012). La evaluación del uso de las fuentes informativas en el periodismo español. *III congreso internacional "Comunicación y Riesgo"*. Facultat de Lletres, Departament d'Estudis de Comunicació, Universitat Rovira i Virgili, Taragona.

Riutort, P. (2007). *Sociologie de la communication politique*. Paris : La Découverte, coll. «Repères».

Robinson, P. (1999). The CNN effect: Can the news media drive foreign Policy? *Review of international Studies* 25, no.2 : 301 .

Robinson, P. (2002). *The CNN effect: The myth of News, foreign policy and intervention*. Londres : Routledge.

Rojo Hernandez, S. (2002). Le Pays basque : une région en quête d'identité. *Amnis*.

Ruiz Vieyetz, E. J. (2008). Derecho de autodeterminación. Dans R. Zallo, *El País Vasco en sus encrucijadas. Diagnósticos y propuestas*. (pp. 165-177). Donostia : Tarttalo.

Ryan, C. (1991). *Prime time activism: Media strategies for grassroots organizing*. Boston, MA : South End Press.

Sarfati, G.-E. (1997). *Eléments d'analyse du discours*. Paris : Nathan.

Schlessinger, P. (1991). *Media, State and Nation. Political Violence and Collective Identities*. SAGE.

Schmid, A. P., & Jongman, A. J. *Political terrorism : a research guide to concepts, theories, data bases and literature*. Amsterdam, New Brunswick : Transaction Publishers.

Schwarzenberg, R.-G. (1977). *L'Etat spectacle : essais sur et contre le star system en politique*. Paris : Flammarion.

Segovia, J. (2010). Políticos vs. periodistas. Dans M. Á. Casado (Éd.), *Política y medios de comunicación: reflexiones poliédricas sobre una relación compleja*. Servicio Editorial de la Universidad del País Vasco.

Segura, A. (2009). *Euskadi : Crónica de una desesperanza*. Madrid: Alianza Editorial.

Segura, A. (2004). *Miradas sobre Euskadi*. Irún : Alga.

Serfaty, S. (1991). *The mass media and foreign Policy*. New York : St. Martin's Press.

Serrano, P. (2009). *Desinformación: Cómo los medios ocultan el mundo*. Barcelone : Ediciones Península.

Settekorn, W. (1997). La carte, le point de vue et la conception du monde. Sur les bases cognitives des cartes météorologiques. Dans *Sciences de la Société n°41, La médiatisation de l'information scientifique : le cas de la météo*. Presses Universitaires du Mirail.

Shepard, W. S. (2002). The ETA: Spain Fights Europe's Last Active Terrorist Group. *Mediterranean Quarterly* 13.1 , 54-68.

Shinar, D. (2002). Cultural conflict in the Middle East : The media as Peacemakers. Dans E. Gilboa (Éd.), *Media and conflict, framing issues, making policy, shaping opinions*. New York: Transnational Publishers.

Shudson, M. *Discovering the news*. 1978: Basic Books.

Shudson, M. (1996). *The Power of news*. Cambridge, MA : Harward University Press.

Siebert, H. (1988). Debunking the « Big O ». *Track II : Constructive Approaches to Community and Political Conflict, Vol. 7, No. 4* .

Sigal, L. (1973). *Reporters and Officials : The Organization and Politics of Newsmaking*. Lexington (MA): Heath.

Small, M. (1987). Influencing the decision-makers : The Vietnam experience. *Journal of Peace Research* 24 , 185-198.

Soria, C. (Éd.). (1987). *Prensa, paz, violencia y terrorismo. La crisis de credibilidad de los informadores*. Pamplona : Eunsa.

Sparks, C. (1992). Popular journalism: Theories and practice. Dans D. P., & C. Sparks (Éds.), *Journalism and popular culture*. Londres : Sage.

Spencer, G. (2005). *The media and peace. From Vietnam to the "War on Terror"*. Hampshire : Palgrave MacMillan.

Strobel, W. P. (1997). *Late breaking foreign policy: The news media's influence on peace operations*. Washington, DC: The United States Institute of Peace.

Taibo Arias, C. (2007). *Nacionalismo español. Esencias, memoria e instituciones*. Madrid : Catarata.

Teun A., v. D. (2003). *Ideología y discurso*. Barcelona : Ariel.

Vasco Press. (31.12.2008). Los medios de comunicación en el punto de mira de ETA. *ABC* .

Vayrynen, R. (Éd.). (1991). *New Directions in Conflict Theory : Conflict Resolution and Conflict Transformation*. Londres : Sage.

- Veron, E. (1981). *Construire l'événement. Les médias et l'accident de three mile island*. Paris : Les Editions de Minuit.
- Veron, E. (1985). L'analyse du « contrat de lecture » : une nouvelle méthode pour les études de positionnement des supports presse. Dans *Les Médias. Expériences. Recherches Actuelles. Applications* (pp. 203-229). IREP.
- Veyne, P. (1983). *Les Grecs ont-ils cru à leurs mythes*. Paris : Seuil.
- Viallon, P. (1996). *Analyse du discours de la télévision. Que sais-je? n° 3111*. Paris : PUF.
- Vicens, J. A. (2008). Sobre el "pueblo" como sujeto de derechos. Dans J. Casañas (Éd.), *La autodeterminación de los pueblos*. Barcelona : Icaria.
- Vité, S. (2009). Typology of armed conflicts in international humanitarian law: legal concepts and actual situations. *International Review of the Red Cross*, Vol. 91, N° 873, 69-94.
- Watine, T. (1997). Journalisme et complexité. *Les cahiers du journalisme n°3*, 14-25.
- Webel, C. (2007). *Introduction: toward a philosophy and metapsychology of peace*. New York : Routledge.
- Webel, C. (2004). *Terror, Terrorism, and the Human Condition*. New York : Palgrave Macmillan.
- Weinmann, G. (1994). *Modern media and the reconstruction of reality*. Thousands Oaks, CA : Sage.
- Weischenberg, S., Malik, M., & Scholl, A. (2006). *Die Souffleure der Mediengesellschaft. Report über die Journalisten in Deutschland*. Konstanz : UVK.
- Whitney Blake, D. (2008). *Euskera as a defining feature of Euskadi*. Graduate Faculty of the Louisiana State University and Agricultural and Mechanical College.
- Wieworka, M., & Wolton, D. (1987). *Terrorisme à la une. Média, Terrorisme et Démocratie*. Paris: Gallimard.
- Windisch, U. (1990). *Le prêt-à-penser. Les formes de la communication et de l'argumentation quotidienne*. Lausanne : Edition L'âge d'homme.

- Windisch, U. (2002). *Suisse-immigrés, quarante ans de débats 1960-2001*. Lausanne : Editions L'Age d'Homme.
- Wolf, M. (1987). *La investigación de la comunicación de masas. Críticas y perspectivas*. Barcelona: Paidós.
- Wolfsfeld, G. (1997). *Media and Political conflict*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Wolfsfeld, G. (2004). *Media and the Path to Peace*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Wolfsfeld, G. (2000). Political waves and democratic discourse : Terrorism waves during the Oslo peace process. *Harvard International Journal of Press/Politics*, 52-70.
- Wolfsfeld, G. (2001). *The news media and peace processes*. Washington DC : Peaceworks n°37, US Institute of Peace Press.
- Wolton, D. (1989). La communication politique : construction d'un modèle. *Hermès n°4* , 27-42.
- Wolton, D. (1997). *Penser la communication*. Paris : Flammarion.
- Zallo, R. (Éd.). (2008). *El País Vasco en sus encrucijadas, Diagnósticos y propuestas*. Donostia : Ttarttalo.
- Zuloaga, J., & Pagola, J. (1996). Así entienden los etarras la reinserción: el 55 por 100 de los pistoleros amnistiados ha vuelto a la actividad criminal. *ABC, 31 janvier* .

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	11
LEXIQUE GEOPOLITIQUE BASQUE	13
INTRODUCTION GÉNÉRALE	17
Origine de l'étude	19
Le conflit basque, un conflit européen inextricable ?	21
Problématique	24
Hypothèses et objectifs	28
Perspectives théoriques	29
Méthodologie et corpus	33
Plan de la thèse	41
CHAPITRE I : LE CONFLIT BASQUE	45
1.1 Origine du conflit	46
1.1.1 Le territoire	46
1.1.2 La genèse du nationalisme au Pays Basque	50
1.1.2.1 La perte des <i>Fueros</i>	50
1.1.2.2 Sabino de Arana Goiri	53
1.1.3 L'Espagne au XXème siècle : un douloureux processus vers la démocratie	54
1.1.3.1 La confrontation des nationalismes	54
1.1.3.2 La deuxième République	55
1.1.3.3 Le régime franquiste	58
1.1.3.4 La création de la nouvelle résistance basque : l'ETA	58
1.2 Les acteurs-clé du conflit	62
1.2.1 Euskadi Ta Askatasuna (ETA)	69
1.2.2 Les agents basques	71
1.2.3 Les agents espagnols	82
1.2.4 La presse en Espagne et au Pays Basque	89
1.2.5 Les agents internationaux	93
1.3 Les enjeux du chemin vers la paix : les tentatives de résolution du conflit	99
1.3.1 Les conversations d'Alger (1986-1989)	100
1.3.2 L'influence irlandaise (1998-1999)	104
1.3.3 Le modèle des deux négociations séparées (2004-2007)	109

1.3.4 La prise de distance avec la violence de la Gauche <i>abertzale</i> et la nouvelle trêve de l'ETA (2008-2011)	111
1.4 Conclusion	117
CHAPITRE II : LES MÉDIAS ET LA CONSTRUCTION DE LA PAIX. TENSION ENTRE IDÉOLOGIE ET DÉONTOLOGIE	121
2.1 Les conflits asymétriques et la construction de la paix	122
2.1.1 Etudes des conflits et de la paix	122
2.1.1.1 Qu'est-ce que la paix ?	122
2.1.1.2 Qu'est-ce qu'un conflit ?	123
2.1.1.3 La résolution des conflits	125
2.1.2 Les conflits asymétriques, raisons d'une inextricabilité	129
2.1.2.1 Le conflit identitaire, origine d'une asymétrie	129
2.1.2.2 Terrorisme et conflit, difficulté d'une définition	131
2.1.2.3 Le terrorisme et les médias	135
2.2 La communication politique	138
2.2.1 Le champ politique	138
2.2.1.1 Le discours politique	139
2.2.1.2 L'idéologie	140
2.2.1.3 Le discours légitime	141
2.2.2 De l'espace public à la communication politique	143
2.2.2.1 L'espace public politique	143
2.2.2.2 La communication politique	144
2.2.2.3 Agir dans l'espace de la communication politique	146
2.2.2.4 La communication spectacle	148
2.3 Le rôle des médias dans la construction de la paix	150
2.3.1 Les logiques de production de l'information	152
2.3.1.1 Le système médiatique de la production de l'information	152
2.3.1.2 De l'événement à l'événement médiatique	153
2.3.1.3 Journalisme et complexité	155
2.3.2 Vers un modèle de la production de l'information	156
2.3.2.1 Modèle de production de l'information	156
2.3.2.2 La fixation des cadres	157
2.3.2.3 Les théories de l'agenda	158
2.3.2.4 La sélection de l'information par les journalistes	160
2.3.2.4.1 L'intérêt public	161
2.3.2.4.2 Les contraintes	162
2.3.2.4.3 La vérité, entre devoir du journalisme et construction de la réalité	171

2.3.3 Le journalisme et la paix	174
2.3.3.1 Les limites de la théorie du <i>peace journalism</i>	174
2.3.3.2 Vers une approche moins volontariste	178
CHAPITRE III : LE TEMPS DE LA GUERRE (2003). LA RECHERCHE DES IDÉOLOGIES	185
3.1 L'analyse de contenu	186
3.1.1 L'analyse catégorielle	186
3.1.2 Les idées-force des discours idéologiques	189
3.1.3 La grille d'analyse	190
3.1.3.1 Les catégories	192
3.1.3.2 Les sous-catégories	193
3.2 Le contexte : le Plan Ibarretxe	196
3.2.1 Le Plan Ibarretxe en détail	197
3.3 Le dispositif des titres de presse	199
3.3.1 La mise en scène des cadres de l'information (le dispositif)	200
3.3.2 Le journal mis en scène	204
3.3.3. Synthèse	212
3.4 Description des tendances discursives des journaux	213
3.4.1 Orientations générales	213
3.4.2 Les catégories thématiques du conflit	219
3.4.2.1 La presse nationaliste (<i>Deia, Gara</i>)	219
3.4.2.2 La presse non-nationaliste éditée au Pays basque (<i>El Correo</i>)	230
3.4.2.3 La presse éditée à Madrid (<i>El País, ABC, El Mundo</i>)	236
3.5 La division de l'espace de la communication politique	252
3.5.1 L'espace de la communication politique	253
3.5.2 La fracture identitaire	256
3.5.2.1 « Se sentir plus basque qu'espagnol » : L'espace de la communication politique basquiste	257
3.5.2.2 « Se sentir plus espagnol que basque » : L'espace de la communication politique espagnoliste	259
3.6 Les cœurs idéologiques du conflit basque	263
3.6.1 Les « idées-force » du conflit basque	264
3.6.1.1 Autodétermination du Peuple basque	264
3.6.1.2 Absence de démocratie dans l'Etat espagnol	266
3.6.1.3 Reconnaissance du conflit politique	268
3.6.1.4 Interdépendance entre l'Espagne et l'Euskadi	270
3.6.1.5 Condamnation du terrorisme	272
3.6.1.6 Respect de la minorité non-nationaliste	274

3.6.1.7 Le Pays basque fait partie intégrante de l'Espagne _____	276
3.6.1.8 Le nationalisme basque est un danger pour l'unité de l'Espagne _____	277
3.7 Conclusion : le positionnement des discours idéologiques _____	280
CHAPITRE IV : LE TEMPS DE LA PAIX (2006-2007). L'INFLUENCE DU JOURNALISME _____	285
4.1 Le contexte : le processus de paix de 2006-2007 _____	286
4.1.1 Sélection des événements _____	287
4.1.2 Le positionnement des partis _____	288
4.2 Idéologie et journalisme _____	293
4.2.1 Rappel de la méthodologie _____	293
4.2.2 Influence des idées forces sur les pratiques journalistiques _____	295
4.2.2.1 Orientations générales _____	295
4.2.2.2 Evénements-clé du processus _____	300
4.2.2.3 Synthèse : un processus de paix sans trêve médiatique _____	330
4.3 L'influence du journalisme dans la construction de la paix _____	333
4.3 L'influence du journalisme dans la construction de la paix _____	333
4.3.1 Une production de l'information soumise aux règles du conflit _____	335
4.3.1.1 La conjoncture et les circonstances du processus de paix _____	337
4.3.1.2 L'engagement des journalistes dans le conflit _____	342
4.3.1.3 Les contraintes des journalistes _____	349
4.4 Conclusion _____	367
CONCLUSION GÉNÉRALE _____	371
Retour sur les hypothèses _____	372
La communication politique et la résolution du conflit basque _____	375
La construction de la paix et le journalisme _____	382
Le journalisme et la paix, l'utilité des SIC _____	386
ANNEXES _____	389
1. Guide d'entretien avec les journalistes _____	389
2. Table des illustrations _____	393
RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES _____	395
TABLE DES MATIÈRES _____	415

